

**8509. Ausrüstung der schweizerischen
Armee mit Atomwaffen. Bericht des Bundes-
rates zum Volksbegehren**

**Equipement de l'armée suisse en armes
atomiques. Rapport du Conseil fédéral
relatif à l'initiative populaire**

Siehe Jahrgang 1962, Seite 774 – Voir année 1962, page 774

Beschluss des Ständerates vom 7. März 1963
Décision du Conseil des Etats du 7 mars 1963

Schlussabstimmung – Vote final

| | |
|-----------------------------------|------------|
| Für Annahme des Beschlusentwurfes | 98 Stimmen |
| Dagegen | 35 Stimmen |

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

**8560. Wahl des Nationalrates. Bundesgesetz
Election du Conseil national. Loi**

Siehe Jahrgang 1962, Seite 816 – Voir année 1962, page 816

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1963
Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1963

Schlussabstimmung – Vote final

| | |
|---------------------------------|-------------|
| Für Annahme des Gesetzentwurfes | 131 Stimmen |
| Dagegen | 5 Stimmen |

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

**Nachmittagssitzung vom 11. März 1963
Séance du 11 mars 1963, après-midi**

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

**8470. Finanzordnung des Bundes.
Verlängerung
Régime financier de la Confédération.
Prolongation**

Botschaft und Beschlusentwurf vom 18. Mai 1962 (BBI I, 997)
Message et projet d'arrêté du 18 mai 1962 (FF I, 1033)

Beschluss des Ständerates vom 3. Oktober 1962
Décision du Conseil des Etats du 3 octobre 1962

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung – Rapports généraux

M. Glasson, rapporteur: Notre commission a été chargée, en matière financière, de préparer l'examen de deux objets, soit le message n° 8470 du Conseil fédéral concernant la prorogation du régime financier de la Confédération (prolongation de la validité de l'article 41^{ter} de la Constitution) et le rapport du Conseil fédéral sur la motion Eggenberger concernant une lutte plus efficace contre la fraude fiscale (objet n° 8472).

Le Conseil des Etats a procédé d'une autre façon. Il a désigné une commission distincte pour chaque objet. En outre, il faut relever que la priorité sur le message concernant le régime financier lui a été attribuée, tandis que notre Chambre a été appelée, la première, à traiter le rapport relatif à la fraude fiscale.

Devant cet état de fait, à vrai dire discutable, notre commission ne put entreprendre ses travaux qu'après la session d'automne 1962 au cours de laquelle le Conseil des Etats a traité la prolongation du régime financier. D'autre part, régime financier et fraude fiscale étant soumis à la même commission, nous fumes amenés à fixer notre méthode de travail. Fallait-il examiner les deux objets l'un après l'autre sans s'occuper de leur interférence ou ne valait-il pas mieux procéder à une discussion générale des messages – en quelque sorte «parallèlement», comme le souhaitait le Conseil fédéral (cf. Message sur l'objet 8740, p. 17) – pour les traiter ensuite séparément et en détail?

C'est cette seconde méthode qui a été choisie, et je crois pouvoir dire qu'elle a permis à notre commission de résoudre les problèmes posés d'une façon claire. En effet, dans une première session tenue à Fribourg les 29 et 30 octobre 1962, en présence du chef du Département des finances et de ses collaborateurs, la commission a procédé à un débat général sur les deux objets, puis à une discussion de détail, mais sans procéder à des votes sur l'entrée en matière et sur les propositions faites tant par le Conseil fédéral que par ses propres membres. En revanche, il est apparu nécessaire de requérir du gouvernement et de l'administration, une série de rapports complémentaires destinés à éclaircir certains points. Tous les documents ont été fournis dans les délais fixés, de sorte qu'une deuxième session de notre commission a pu se tenir à Sion les 6 et 7 février derniers. Au cours de cette session, nous avons pris position, d'une façon séparée, d'abord sur le projet financier, ensuite sur le rapport concernant la fraude fiscale. Je ne voudrais pas manquer d'exprimer ici à nouveau notre gratitude à Monsieur Bonvin, conseiller fédéral, chef du D. F. D., à Messieurs Redli et Grossheintz ainsi qu'à leurs collaborateurs, pour la diligence apportée à répondre aux vœux de la commission.

Nous croyons que la procédure qui vient d'être décrite est de nature à permettre une discussion aussi fructueuse que possible au sein de notre Conseil, étant donné que les décisions prises par la commission concernant le régime financier ne l'ont été qu'après que fussent connus les points de vue de ses membres sur le rapport concernant une lutte plus efficace contre la fraude fiscale. De votre côté, Monsieur le Président, Messieurs et chers collègues, vous connaissez d'ores et déjà le point de vue de notre commission à ce sujet. Elle vous propose de prendre acte du rapport présenté par le Conseil fédéral, sans prendre position sur les possibilités qui y sont mentionnées en vue d'améliorer la situation fiscale et en faisant toutes réserves sur les constatations qu'il contient à propos de l'ampleur et des effets de la fraude fiscale. De plus, la commission vous propose d'approuver un arrêté fédéral concernant

l'octroi d'une amnistie fiscale générale au 1^{er} janvier 1965, avec effet pour les impôts fédéraux, cantonaux et communaux. Notre Conseil aura l'occasion d'en discuter à loisir, après avoir traité le projet de régime financier.

Une première constatation s'impose à propos de cet objet: le message est très bref – à peine vingt pages – et le projet, lapidaire: la validité de l'article 41 *ter* de la Constitution est prolongée de dix ans, soit jusqu'en 1974. C'est tout et c'est trop peu, ont proclamé de bons esprits. Décidément, a-t-on dit, le Conseil fédéral passe d'un extrême à l'autre: il a été trop prolix dans ses projets de 1953 et 1957, et pas assez dans celui de 1962. En outre, il a fait preuve d'un esprit trop conservateur; il a manqué d'audace et d'imagination. On aurait pu, par exemple, se demander si le maintien de l'impôt pour la défense nationale et de l'impôt sur le chiffre d'affaires ne pourraient pas être remplacés par d'autres recettes fiscales, en procédant ainsi à une véritable «réforme» des finances fédérales. On aurait pu aussi admettre une fois pour toutes une durée illimitée pour l'article 41 *ter*, au lieu de cette limitation dans le temps qui est peu satisfaisante, les uns la trouvant trop courte, les autres trop longue.

D'autres milieux, au contraire, ont considéré que le Conseil fédéral avait agi sagement en proposant la reconversion du régime actuel tel quel pour dix ans. Leur argument principal est tiré du fait incontestable que toutes les tentatives de modifier le système fiscal n'ont abouti à rien; ainsi, la solution des contingents en 1950, l'initiative populaire pour la suppression de l'ICHA en 1952, l'impôt fédéral dû par les personnes morales en 1956. On a estimé d'autre part que le Conseil fédéral y avait été nécessairement amené à la suite du galop d'essai effectué en août 1961 par le Département fédéral des finances et des douanes par sa circulaire aux cantons, aux organisations économiques, aux partis politiques et à la Conférence des directeurs cantonaux des finances. Il a été démontré, par les réponses parvenues, que toute modification apportée au système en vigueur provoquerait aussitôt les mêmes controverses que lors de la discussion du projet de 1957. Beaucoup ont été reconnaissants au Conseil fédéral de ne pas rouvrir le débat passionné qui avait eu lieu à cette époque et les parlementaires qui ont participé à la discussion d'alors n'ont pas été les derniers à adopter ce point de vue. Est-ce cela qui a déterminé le Conseil des Etats à accepter le projet du Conseil fédéral sans modification? Il n'est en tout cas pas téméraire de penser que cet aspect de la question a agi dans ce sens.

Mais, à vrai dire, de quoi s'agit-il? A la fin de 1964, les dispositions du régime financier actuel perdront leur validité, en tant qu'elles concernent l'impôt pour la défense nationale et l'impôt sur le chiffre d'affaires. Des propositions devraient dès lors être présentées par le Conseil fédéral pour le nouveau régime financier valable à partir de 1965.

Ce futur régime qu'exige-t-il? Il est nécessaire pour s'en faire une idée, de se remettre brièvement en mémoire le régime financier actuel et les expériences qui ont été faites à son sujet.

Le régime financier de 1958 a donné en premier lieu une base constitutionnelle à des sources de recettes de la Confédération qui jusque là se fondaient sur le droit de nécessité; en outre il a fixé dans la constitution les principes de l'équilibre des comptes et de la péréquation financière.

Les droits de timbre et la taxe d'exemption du service militaire firent l'objet d'une définition nouvelle dans la constitution et l'impôt anticipé, limité jusque là quant au

temps, ainsi que les impôts de rétorsion, reçurent une base constitutionnelle durable. En revanche, les dispositions constitutionnelles relatives à l'impôt pour la défense nationale et à l'impôt sur le chiffre d'affaires ne sont valables que jusqu'à la fin de 1964. L'article 41 *ter* de la Constitution indique des taux maximums aussi bien pour l'impôt pour la défense nationale que pour l'impôt sur le chiffre d'affaires, et l'article 8 des dispositions transitoires de la constitution fixe pour les deux impôts des tarifs qui tiennent compte de ces taux maximums. Une modification de ce régime avant la fin de 1964 ne pourrait intervenir que si des lois d'application entraient en vigueur auparavant.

Depuis 1959 aussi bien les dépenses que les recettes de la Confédération se sont accrues d'une manière sensiblement plus forte qu'on ne l'avait supposé au début de 1958, avant la votation sur le régime financier.

Les dépenses totales de la Confédération furent évaluées, au début de 1958, à environ 2300 millions de francs pour la moyenne des années 1959 à 1963. Or, elles se sont élevées à:

2609 millions francs selon les comptes 1959
2799 millions francs selon les comptes 1960
3158 millions francs selon les comptes 1961
et 3385 millions francs selon le budget 1962

Les recettes de la Confédération se sont révélées également supérieures d'un tiers environ à celles qui étaient prévues en 1958 pour la moyenne des années 1959 à 1963. C'est ainsi qu'elles se sont inscrites à:

2440 millions francs selon la moyenne établie
2772 millions francs selon les comptes 1959
3078 millions francs selon les comptes 1960
3486 millions francs selon les comptes 1961
et 3490 millions francs selon le budget 1962

Dans cet ordre d'idées, il convient de souligner que des 2500 millions de francs environ qui reviennent à la Confédération à titre de recettes fiscales nettes, plus de 900 millions de francs, soit à peu près les deux cinquièmes proviennent de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de l'impôt pour la défense nationale qui tous deux sont limités, quant à leur durée, jusqu'à la fin de 1964.

Grâce au fait que l'accroissement des recettes fiscales est allé de pair avec les dépenses supplémentaires, les résultats des comptes de 1959, 1960 et 1961 ont été meilleurs que les estimations de 1958 ne le prévoyaient. C'est ainsi que l'excédent de recettes du compte général s'établit comme suit:

| | |
|----------------------|--------------|
| Estimation 1959–1963 | 140 millions |
| Compte 1959 | 163 millions |
| Compte 1960 | 279 millions |
| Compte 1961 | 328 millions |

De ce qui précède, la conclusion suivante se dégage: contrairement à tous les avis pessimistes qui ont été exprimés au parlement et dans la presse lors de la discussion du projet de 1957, il ressort que pour les trois premières années du régime financier en vigueur on a atteint le but fixé, à savoir l'équilibre des finances fédérales, après un amortissement approprié du déficit du bilan.

Les informations données récemment par le Département des finances concernant les recettes fiscales de la Confédération en 1962 permettent d'affirmer qu'il en sera de même la quatrième année. Il n'est pas téméraire de penser – sauf accident grave – qu'il n'en sera pas différemment pour 1963 et 1964.

Faut-il alors en déduire, comme le propose le Conseil fédéral, qu'il est indiqué de maintenir en principe les sour-

ces fiscales et les taux d'impôt actuels dans le nouveau régime financier? La réponse dépend essentiellement des perspectives d'avenir. Or, à cet égard, le message se montre extrêmement prudent. On a renoncé à renouveler l'expérience de 1957 où l'on s'était fixé comme tâche de se faire une idée de l'ensemble des besoins financiers de la Confédération. Tout en étant conscient que les estimations n'avaient qu'une valeur relative, le Conseil fédéral avait évalué les dépenses pour les cinq premières années, à dater de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, soit de 1959 à 1963. Cela avait permis aux «Jean-qui-pleure» et aux «Jean-qui-rit» d'affirmer avec une égale conviction que le pays allait à sa perte dans une faillite retentissante ou qu'au contraire les besoins financiers étaient évalués très en dessous de la réalité. Comme on l'a vu plus haut, les pronostics des uns et des autres ont été déjoués: les dépenses ont été supérieures d'environ 30% à ce qui avait été estimé en 1958 et des besoins supplémentaires ont pu être couverts grâce à une augmentation des recettes proportionnellement à peu près équivalente, sans que les bases légales des sources de recettes aient dû être modifiées.

Aussi, dans le message de 1962 qui nous est soumis, le Conseil fédéral se contente prudemment de dire que «les expériences faites pendant les dix dernières années montrent qu'il est très difficile, sinon impossible, d'émettre, quant à l'évolution des finances de la Confédération, des pronostics tant soit peu sûrs pour plusieurs années». C'est là, reconnaissons-le, le bon sens même.

Cela ne facilite pourtant pas la décision à prendre car, à défaut de pouvoir se livrer la petite guerre des pronostics, force est bien de se fonder sur quelque chose. Le Conseil fédéral l'a si bien compris qu'il émet tout de même quelques considérations générales touchant l'évolution du revenu national suisse et son influence décisive sur les recettes de la Confédération et sur les dépenses fédérales. Il arrive à la conclusion qu'on a pu jusqu'ici freiner l'augmentation des dépenses fédérales, au moins de telle sorte qu'elle reste au niveau de l'accroissement des recettes créées par la Constitution. Il ajoute que «si aucun déséquilibre ne se manifeste dans le domaine économique ou politique, on pourra donc dire que les recettes actuelles suffisent pour couvrir les dépenses que la Confédération doit faire pour accomplir ses tâches». Et il conclut: «Vu les expériences des dernières années et les perspectives de l'avenir immédiat, nous sommes encore plus convaincus qu'il est indiqué, dans des circonstances normales, de conserver, sans modification de taux, les recettes actuellement assurées à la Confédération. Si celle-ci devait se voir confier des tâches nouvelles et d'une importance inattendue, ou si l'expansion économique devait faire place à une période d'arrêt ou même à une dépression, il importerait, il est vrai, d'examiner de nouveau la situation.»

On ne saurait dénier à ces considérations la valeur d'une appréciation très mesurée de la situation. Notre commission n'y a pas été insensible et c'est à l'unanimité qu'elle est entrée en matière sur le projet, approuvant par là le principe du maintien des sources de recettes non fixées définitivement dans la Constitution, soit un impôt sur le chiffre d'affaires, un impôt pour la défense nationale et un impôt sur la bière.

Où les avis divergèrent, en revanche, c'est sur la question de savoir si le nouveau régime devait être adopté avec ou sans modification. La réponse devait tout naturellement être différente selon que l'accent était mis sur les besoins financiers de la Confédération et leur couverture nécessaire ou sur les charges qui reposent sur les épaules du contribuable.

Disons d'emblée qu'aucun membre de la commission n'a contesté la nécessité de donner à la Confédération les ressources nécessaires à équilibrer ses comptes et à amortir la dette d'une façon appropriée. Personne, non plus, n'a nié que les charges fédérales vont en augmentant. Il suffit de penser au renforcement et à la modernisation de la défense nationale, à la protection civile, au développement de la politique sociale, à l'accroissement de l'activité fédérale dans le domaine de la recherche et de la formation professionnelle, de même que dans celui de la collaboration sur le plan international, sans oublier l'aide aux pays en voie de développement. A cela s'ajoute enfin que les dépenses de l'administration publique pour le personnel et le matériel subissent – qu'on le veuille ou non –, l'effet direct de l'expansion économique. D'après ce qui a été dit à notre commission, il n'est pas complètement déraisonnable de penser – sous les réserves d'usage – que les dépenses totales de la Confédération pourraient passer de 3,5 milliards en 1963 à 5 milliards en 1970.

Mais notre commission n'a pas manqué non plus de considérer ce qu'il en pourrait advenir des recettes de la Confédération. Hors l'influence déterminante de l'augmentation ou de la diminution du revenu national sur les recettes fédérales, c'est l'événement d'importance capitale pour ces dernières qui a retenu avant tout son attention, soit l'incorporation de notre pays dans le système d'intégration économique européen, car elle ferait perdre à la Confédération le gros de l'une de ses recettes principales: les droits de douane. Dans l'hypothèse d'une solution valable pour l'Europe entière, il y aurait lieu de compter avec une perte d'environ les quatre cinquièmes des recettes douanières actuelles. Un tiers des recettes fiscales de la Confédération disparaîtrait ainsi. Cette lacune devrait être comblée sans délai. Il faudra donc trouver les moyens qui permettront d'empêcher que ces sources ne tarissent si les droits de douane devaient disparaître.

Notre commission a admis sans autre discussion le point de vue du Conseil fédéral tendant à séparer cet ensemble de problèmes de la question de la prolongation du régime financier en vigueur. Il est en effet impossible de dire si les mesures destinées à remplacer les droits de douane devront être prises au moment de la prorogation du régime financier, soit le 1^{er} janvier 1965, ou encore avant ou après cette prorogation. Il n'est pas exclu cependant qu'elles doivent intervenir cette année encore dans l'un ou l'autre secteur à la suite de l'accélération prévue dans l'AELE ainsi que d'autres mesures prises sur ce plan et qui réagiront nécessairement sur le système suisse d'imposition fiscale.

En outre, il ne faut pas oublier que les réductions de droits préconisées par les USA dans le cadre du GATT amèneront, sans compensation aucune, une diminution de recettes douanières de l'ordre de 50 à 100 millions de francs en 1964 et 1965 et de 150 millions dès 1966.

Mais, encore une fois, ni le Conseil fédéral ni notre commission n'ont voulu se départir d'une extrême réserve à l'égard de l'avenir, bardé de facteurs d'insécurité. Toutes les estimations pour les années 1964 et suivantes ne peuvent guère être considérées comme autre chose qu'une spéculation fondée sur de nombreuses inconnues.

Il n'en reste pas moins qu'on peut affirmer avec le Conseil fédéral que «les recettes actuelles suffisent pour couvrir les dépenses que la Confédération doit faire pour accomplir ses tâches». Cela étant, la commission a estimé de son devoir d'examiner si certains amendements ne pouvaient pas être apportés au régime financier actuel

pour mieux tenir compte des intérêts légitimes de celui qui paie, à savoir le contribuable.

Dans cet ordre d'idées, notre commission a constaté que le Conseil fédéral avait renoncé à proposer, dans son projet, des règles concernant des mesures d'économie, «car, dit-il dans son message, des prescriptions efficaces de ce genre auraient peu de chances d'être acceptées par le parlement ou par le peuple». Que voilà, nous semble-t-il, une affirmation bien pessimiste! Il est vrai que l'on peut raisonnablement en trouver la justification dans le rejet, en 1956, de la contre-proposition concernant l'initiative sur le vote des dépenses par l'Assemblée fédérale, l'atténuation progressive, par de nouveaux actes législatifs des effets de l'arrêté fédéral de 1954 instituant des mesures spéciales propres à réduire les dépenses de la Confédération, ainsi que par la création de nouvelles institutions coûteuses, aux frais de la Confédération. Mais de là à renoncer à résoudre le problème, il y a un pas qui ne doit pas être franchi et c'est bien l'avis du Conseil fédéral lorsqu'il affirme que ce qui importe plus que des dispositions «sur le papier», c'est la volonté de faire des économies, qui doit animer le parlement, le gouvernement, les départements et les diverses administrations. Quant aux Chambres, leur devoir est tout tracé: n'aller au-delà des propositions du Conseil fédéral qu'avec une extrême circonspection et user de leur compétence de contrôler le ménage fédéral avec une constante attention. Personne ne contestera au contribuable le droit de demander que ces exigences élémentaires soient remplies comme gage de cette volonté nécessaire de faire des économies.

Faut-il se contenter à son égard de cette pétition de principe? Ne peut-on pas, en sus, procéder à certains allègements de la charge fiscale à l'occasion de la prolongation du régime financier? Ainsi que nous l'avons dit plus haut, notre commission a examiné la question et lui a donné une réponse affirmative sous une forme différente que celle adoptée par le Conseil des Etats. La Chambre haute, en effet, a adopté le projet sans y rien changer, écartant toutes les propositions de minorité présentées par le conseiller Klaus. Toutefois, elle a adopté deux postulats. Le premier invite le Conseil fédéral à soumettre un projet qui ramène la charge réelle de l'impôt pour la défense nationale dû par les personnes physiques, compte tenu de la dépréciation de la monnaie, à l'état où elle se trouvait lors de l'entrée en vigueur du régime financier de 1959 à 1964. Le second postulat invite le gouvernement à présenter aux Chambres un rapport sur la possibilité d'une majoration de l'impôt anticipé, accompagnée d'une amnistie fiscale générale. En outre, le Conseil fédéral a été prié d'étudier la question d'une participation éventuelle des cantons au produit de l'impôt anticipé et de présenter un rapport à ce sujet.

Notre commission a procédé différemment. En demandant au Conseil fédéral et au Département des finances et des douanes, lors de sa session d'octobre 1962, des rapports complémentaires sur une série de questions, elle a obtenu des réponses précises qui satisfont, du même coup, les requêtes présentées par le Conseil des Etats – par la voie des postulats. En outre, cela lui a permis de faire à notre Conseil des propositions qui sont toutes contenues dans le texte constitutionnel, qu'il soit définitif ou qu'il ait le caractère d'une disposition transitoire valable jusqu'à la mise en vigueur d'une loi d'exécution.

Nous aurons l'occasion de vous exposer les motifs pour lesquels ces propositions ont été faites lors de la discussion de détail. Nous voudrions nous contenter, dans ce débat d'entrée en matière, de vous faire part des considérations

de principe qui ont été évoquées par les membres de notre commission tout au long d'un débat approfondi.

Disons tout d'abord qu'une majorité s'est dessinée pour ne rien modifier à l'impôt anticipé. Tant la proposition visant à exclure les coupons de cet impôt que celle portant le taux de 27 à 30 %, ont été écartées. Nous les retrouverons d'ailleurs sous forme de proposition de minorité. A cette occasion, il y aura lieu de rappeler leur liaison avec le problème de l'octroi d'une amnistie.

Une majorité s'est formée également pour ne rien changer à l'impôt sur le chiffre d'affaires. La proposition tendant à modifier l'article 41 *ter*, alinéa 2, lettre c en ce sens que «la liste des marchandises faisant l'objet des transactions franches d'impôt ne peut pas être restreinte par rapport à son état le 1^{er} janvier 1959» a été écartée, de même que celle voulant ajouter les textiles à la liste des marchandises franches d'impôt.

Ajoutons, d'autre part, que la commission, dans sa majorité, a rejeté une proposition visant à ne pas soumettre à l'impôt pour la défense nationale les ristournes et rabais pour achats de marchandises dans le commerce de détail.

Toutes ces propositions, défendues par une minorité de la commission, figurent sur le dépliant et seront discutées après le débat d'entrée en matière, s'il trouve une issue favorable au sein de notre Conseil, ainsi que vous le propose notre commission.

C'est, en définitive, avant tout, à propos de l'impôt pour la défense nationale que la discussion trouva un cours élargi.

Le principe même de cet impôt ne fut pas sérieusement mis en péril. Quelques voix se sont élevées, un peu timides, pour réaffirmer que cet impôt direct faisait partie de l'arsenal cantonal et non point de celui de la Confédération. A vrai dire, même les partisans de cette thèse n'auraient pas pu contester que dans l'enchevêtrement actuel des finances cantonales et fédérales, une «réforme» radicale de ces dernières aurait pour conséquence des atteintes profondes aux finances cantonales. C'est pourquoi il est presque impensable de songer à autre chose qu'à mettre sur pied des réglementations se bornant pratiquement à maintenir ce qui existe déjà. On y est d'autant plus amené que de larges milieux sont arrivés à la conviction que la Confédération ne peut plus se passer de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de l'impôt pour la défense nationale.

Le combat de ce «dernier carré» reprit au moment de fixer la durée du nouveau régime. Nous en parlerons plus loin.

La question de savoir s'il suffisait de procéder à l'élimination de la progression dite froide ou si l'on devait aboutir, au-delà de cet objectif, à une véritable réduction de cet impôt, retint longtemps l'attention de la commission.

Une évolution marquée se dessina à ce sujet entre les deux sessions de la commission en ce sens que le Conseil fédéral, qui paraissait au début vouloir s'en tenir strictement à son projet, proposa lui-même, dans la suite, d'éliminer cette progression dont il conteste l'existence aujourd'hui, mais ne nie pas qu'elle se présentera dans ces années prochaines. Le terrain était ainsi considérablement déblayé, et c'est autour d'un geste plus large encore à faire en faveur du contribuable que le débat s'instaura. Politique conjoncturelle sur le plan de la Confédération et sur celui des cantons, répartition des tâches entre ces communautés, charges des communes, justification ou non de l'amortissement de la dette fédérale, encouragement à l'épargne, surchauffe économique, rapports entre les deux impôts pour la défense nationale et sur le chiffre d'affaires, problèmes sociaux, nécessité de ne pas modifier le régime

financier actuel au-delà de ce qui est strictement nécessaire, furent tout autant de points qui alimentèrent la discussion. Finalement – mais à une faible majorité, 14 voix contre 12 – c'est le point de vue des partisans d'une véritable réduction d'impôt, par des déductions et l'étirement du tarif par 20%, qui triompha.

Cela étant tranché, la commission eut à se décider entre la possibilité de modifier le tarif par voie légale, sur la base d'un article constitutionnel donnant la compétence aux chambres, par un arrêté fédéral de portée générale, de modifier les dispositions y relatives, ou entre le maintien du tarif modifié à l'article 8 des dispositions transitoires de la Constitution. A l'unanimité, notre commission se décida pour cette seconde forme qui a le grand avantage de permettre à chaque citoyen de connaître, avec toute la sécurité désirable, quel est le tarif auquel il est soumis. La souplesse offerte par la première solution en ce qu'elle permettrait de tenir compte au maximum et de manière tout à fait appropriée de l'augmentation du revenu des personnes physiques résultant de la compensation du renchérissement, n'est pas perdue entièrement puisqu'elle peut se retrouver sous la forme de la loi d'exécution de l'impôt pour la défense nationale que le Conseil fédéral a l'intention de présenter aux Chambres avant le 1^{er} janvier 1965.

Dans le cadre de ces considérations générales, il faut, pour terminer, dire quelques mots sur la durée du nouveau régime financier.

Première question posée à notre commission: durée limitée ou illimitée? Un seul membre a esquissé une action dans le sens d'une disposition permanente, mais elle ne fut pas exprimée dans une proposition formelle. C'est, en définitive, tacitement que la durée limitée a été décidée.

Mais quelle durée limitée? Six, huit ou dix ans? Telles sont les propositions qui ont été faites, la dernière l'ayant été par le Conseil fédéral. Celui-ci, dans son message, fonde ce point de vue avant tout sur le fait qu'on peut par là atténuer l'inconvénient de la prorogation à terme de ces trois impôts – qui nécessite que la base constitutionnelle pour leur perception soit créée à nouveau au bout d'un certain temps. A cela s'ajoute, selon lui, qu'il est nécessaire de pouvoir compter sur la stabilité la plus longue possible pour faire face aux problèmes d'ordre interne aussi bien que pour permettre des aménagements fiscaux obligatoires en cours de route à cause de l'intégration européenne.

Parfaitement conscients de ces nécessités, les auteurs des autres propositions n'ont pas estimé que celles-ci n'étaient pas de nature à y répondre avec une durée plus courte, surtout si elle est de huit ans. Toutefois, la majorité très nette de notre commission s'est prononcée en faveur de la durée de dix ans, selon le projet du Conseil fédéral.

J'en ai terminé, en espérant vous avoir restitué le climat dans lequel notre commission a accompli la tâche qui lui était confiée et les décisions fondamentales qu'elle a estimé devoir prendre.

Au nom de cette commission unanime, j'ai l'honneur de vous prier d'entrer en matière sur le projet qui vous est soumis.

Eggenberger, Berichterstatter: Mit Botschaft vom 18. Mai 1962 schlägt der Bundesrat die unveränderte Fortführung der geltenden Finanzordnung vom 31. Januar 1958 für weitere 10 Jahre vor. Zur Begründung dieses Antrages wird im wesentlichen geltend gemacht, dass das seit 1959 angewendete, seinerzeit umstrittene Finanzierungssystem namentlich auf Grund der guten Ertragnisse der indirekten und der direkten Steuern dem Bunde die

nötigen Mittel zur Deckung der laufenden Ausgaben geliefert und darüber hinaus die Reduktion des Fehlbetrages der Bilanz von 6,7 Milliarden per Ende 1958 auf 5,9 Milliarden per Ende 1961 erlaubt habe. Trotzdem der Aufwand des Bundes auf verschiedenen Sektoren, namentlich bei der Landesverteidigung, den Personalkosten und den Bundesbeiträgen, weit über die seinerzeitigen Schätzungen hinaus angewachsen sei, hätten Zölle und Steuern auf Grund eines nie erlebten wirtschaftlichen Aufschwunges so stark zugenommen, dass die in der Botschaft vom 1. Februar 1957 vom Bundesrat als angemessen bezeichnete jährliche Entschuldungsquote von 250 Millionen erreicht worden sei.

Auf Grund der Erfahrungen der hinter uns liegenden Jahre hält es der Bundesrat mit Recht für unmöglich, sowohl für die Ertrags- wie für die Aufwandsseite zuverlässige Zukunftsprognosen zu stellen. Bei einer zehnjährigen Geltungsdauer ist die Summe der Unbekannten zu gross, als dass man auch nur mit einem Schein von Sicherheit Aussagen, namentlich über die Entwicklung der Einnahmen, machen könnte. Ob und in welchem Tempo sich die Steigerung des Volkseinkommens entwickeln wird, hängt von allzu vielen Faktoren ab, deren Auswirkung nicht ohne weiteres in unsere Hand gegeben ist.

Als weiterer Unsicherheitsfaktor muss das Problem der wirtschaftlichen Integration unseres Landes in den europäischen Raum ins Auge gefasst werden, könnten doch dadurch unter Umständen Einbussen bei den Fiskaleinnahmen bis zu einem Drittel der heutigen Erträge verbunden sein. Mit Sicherheit dürfte heute prophezeit werden, dass in einem solchen Falle eine Revision der zukünftigen Finanzordnung vor Ablauf ihrer Geltungsdauer unumgänglich würde.

Andererseits ist auch bei sparsamer Haushaltsführung mit einer Expansion der Aufwandssumme im nächsten Jahrzehnt mit an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit zu rechnen. Die Ausgaben für die Verstärkung und Modernisierung der Landesverteidigung, für den Zivilschutz, für den Gewässerschutz, für den Ausbau der Sozialpolitik, für die Intensivierung der Forschungs- und Bildungsaufgaben, die Notwendigkeit einer weiteren Entwicklungshilfe, wahrscheinlich auch die Personalaufwendungen werden aller Voraussicht nach den Bundesfiskus in der Zukunft stärker strapazieren als in den vergangenen Jahren.

Von einer «Reform» der Finanzordnung spricht der Bundesrat nur noch in Anführungszeichen und stellt fest, dass das schweizerische Steuersystem das Ergebnis einer langen Entwicklung darstelle. Prinzipielle Änderungen dieses Systems wären angesichts der politischen Konstellation in unserem Lande wohl zu den unmöglichen Dingen zu zählen. Warenumsatzsteuer, Wehrsteuer und Biersteuer haben sich als Finanzquellen des Bundes durchgesetzt. Weder der Ständerat noch die nationalrätliche Kommission haben an dieser grundsätzlichen Auffassung gerüttelt. Der Ständerat ist ohne Gegenstimme auf die bundesrätliche Vorlage eingetreten. Im Verlaufe der Beratungen hat er alle Abänderungsanträge verworfen und dem Vorschlage des Bundesrates in der Gesamtabstimmung einhellig beigepllichtet. Gewisse Wünsche, die mit der Vorlage in unmittelbarem Zusammenhang stehen, hat er in der Form von Postulaten an den Bundesrat weitergeleitet. In einem ersten Postulat wird der Bundesrat beauftragt, in einer besonderen Vorlage die reale Belastung durch die Wehrsteuer der natürlichen Personen unter Berücksichtigung der Geldentwertung auf den Stand des Inkrafttretens der geltenden Finanzordnung zurückzu-

führen, das heisst das, was man kalte Progression nennt, zu beseitigen. Ein zweites Postulat verlangt vom Bundesrat einen Bericht über die Möglichkeit einer Erhöhung der Verrechnungssteuer in Verbindung mit dem Erlass einer allgemeinen Steueramnestie. Sodann soll der Bundesrat eine Beteiligung der Kantone am Ertrag der Verrechnungssteuer prüfen und darüber berichten.

Ihre Kommission hat sich mit den beiden Vorlagen – Verlängerung der Finanzordnung und Defraudationsbericht – in zwei Sessionen beschäftigt. Die erste fand, gleichsam zu Ehren des früheren Chefs des Finanzdepartementes, in Freiburg statt, die zweite wurde, auch gleichsam zu Ehren des jetzigen Finanzchefs, an seinen Wohnort nach Sitten verlegt. Wenn wir hier über die Stellungnahme der nationalrätlichen Kommission zu referieren haben, wollen wir keine politisch-philosophischen Erörterungen vorausschicken, zu denen die an dramatischen Auseinandersetzungen reiche Geschichte der eidgenössischen «Finanzreformen», besser Finanzordnungen, reizen und verleiten könnte, sondern gleich auf die in aller Nüchternheit aufgeworfenen grundsätzlichen und konkreten Fragen eintreten, mit denen sich die Kommission befasst hat. Dabei wollen wir gerne feststellen, dass man in allen Beratungsstadien nicht mehr den Eindruck erhielt, es handle sich bei der bundesrätlichen Vorlage um einen politisch hoch explosiven Sprengstoff, an dem sich die Leidenschaften entzünden müssten. Es ist nach meiner Beobachtung eine gewisse Versachlichung und Entpolitisierung der Standpunkte auch in dieser finanzpolitischen Materie eingetreten, die man in erster Linie wohl als Frucht der wirtschaftlichen Hochkonjunktur und der darauf beruhenden ausgezeichneten Finanzlage des Bundes werten darf. Es ist zu hoffen, dass die alle Kommissionsberatungen beherrschende Atmosphäre der Sachlichkeit auch die Debatte im Ratsplenum beherrschen möge. Von keiner Seite ist denn auch ein Antrag eingereicht worden, der auf eine prinzipielle Umgestaltung der geltenden Finanzordnung des Bundes hingeeilt hätte. Wohl gab es Stimmen, die sich wenigstens theoretisch noch immer als Gegner einer direkten Bundessteuer bezeichneten, doch scheint sich heute praktisch jedermann, die einen mit voller Überzeugung, andere mit einem Schuss Resignation, wieder andere mit einer leichten Hoffnung auf zukünftige Änderungen der finanzpolitischen Konstellation mit dem jetzigen Finanzierungssystem abgefunden zu haben, mit einem System, dessen wesentliches Merkmal die Kombination Wehrsteuer/Warenumsatzsteuer darstellt. Man hat die beiden wiederum, wie schon früher, mit den siamesischen Zwillingen verglichen.

An der grundsätzlichen Konzeption hat Ihre Kommission – ich wiederhole es – so wenig gerüttelt wie Bundesrat und Ständerat. Dagegen wurde rasch klar, dass eine völlig unveränderte Vorlage in der Kommission nicht akzeptiert würde, dass im Gegenteil einige Retouches an der geltenden Ordnung vorgenommen werden müssten. Die Befürchtung, gewisse Modifikationen der jetzigen Lösung auf dem einen oder andern Gebiet würden zahlreiche weitere Begehren auslösen, erwies sich, wie die Ihnen zugestellte Fahne beweist, als nicht zutreffend. Es geht im Hinblick auf die derzeit ausgezeichnete Finanzlage des Bundes um Entlastungsvorschläge, die einerseits dem Steuerzahler, andererseits dem Konsumenten zugute kommen sollen. Darüber, ob diese Entlastungen konjunkturpolitisch richtig oder falsch seien, hat sich die Kommission den Kopf nicht allzu sehr zerbrochen. Dem von der Wirtschaftstheorie geforderten antizyklischen Verhalten entsprechen die Abbauvorschläge zweifellos nicht. Der Druck der politischen Begehren erweist sich wieder einmal als stärker

denn alle nationalökonomische Theorie. Vielleicht ist das nicht einmal ein grosses Unglück. Man darf übrigens feststellen, dass es sich um relativ massvolle Abbauanträge handelt. Im allgemeinen war der Wille auf allen Seiten vorhanden, dem Bunde auch in den kommenden Jahren die Mittel zur Verfügung zu stellen, die er zur Bewältigung seiner Aufgaben benötigt. Darüber hinaus war die dem geltenden Recht inhärente Verpflichtung zur Amortisation des Fehlbetrages der Bilanz unbestritten, wenn auch über das wünschenswerte und notwendige Ausmass des Schuldenabbaues die Meinungen etwas auseinandergingen.

Die Kommission konnte nicht umhin, das Finanzdepartement zwischen der ersten und der zweiten Session mit einigen Strafaufgaben zu behelligen, indem sie zu gewissen Fragen weitergehende Aufschlüsse und Berichte verlangen musste, als sie die Botschaft des Bundesrates enthält. Soweit es sich um Auskünfte handelt, die für die Beurteilung der verschiedenen Detailanträge von Bedeutung sind, werde ich in der Detailberatung darauf zu sprechen kommen; ich berühre diese Berichte hier nicht.

Zunächst hat uns die Form der dem Volke zu unterbreitenden Verfassungsbestimmung beschäftigt. Genügt für die Verlängerung der Geltungsdauer von Artikel 41 ter BV die Änderung von Absatz 1, wie dies der Bundesrat vorschlägt? Es wird gegenüber dem geltenden Recht lediglich die Jahrzahl 1964 durch 1974 ersetzt. Sollte der Stimmbürger nicht über den ganzen Fragenkomplex, der in Artikel 41 ter enthalten ist, orientiert werden, damit er in Kenntnis des Ganzen Stellung beziehen kann? Das Finanzdepartement hat diese Formfrage durch die eidgenössische Steuerverwaltung und durch die Justizabteilung prüfen lassen und gelangt auf Grund der Prüfungsergebnisse zu folgenden Schlussfolgerungen:

1. Der Beschlussentwurf des Bundesrates vom 18. Mai 1962 ist weder vom rechtlichen noch vom gesetzestechnischen Standpunkt aus zu beanstanden.

2. In einem Anhang zu der Abstimmungsvorlage über den in Rede stehenden Bundesbeschluss sind wiederzugeben:

- a) der vollständige heutige Text von Artikel 41 ter BV, einschliesslich Absatz 1;
- b) jene Absätze von Artikel 8 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung, die sich auf die in Artikel 41 ter genannten Steuern beziehen, das heisst Absatz 1, Buchstaben d, e, f und die Absätze 2 bis 4.

Dieses Vorgehen entspricht dem bei den Verfassungsabstimmungen vom 24. Oktober 1954 (betraf die Finanzordnung 1955/58); 4. März 1956 (Weiterführung der Preiskontrolle) und 24. November 1957 (Verlängerung der Brotgetreideversorgung) gewählten Verfahren und dient der Orientierung der Stimmbürger. Die Kommission hat sich mit diesem Vorgehen einverstanden erklärt.

Im weitern wünschte unsere Kommission, dass ein vertraulicher Bericht der eidgenössischen Finanzverwaltung vom 10. August 1962 über die Haushaltentwicklung des Bundes bis 1969 auf Grund der seitherigen Erfahrungen überarbeitet werde. Als Ausgangspunkte des zweiten Berichtes dienten die Zahlen des Voranschlages der Eidgenossenschaft für das Jahr 1963 und, soweit sie schon vorliegen, jene der Rechnung 1962. Die Problematik solcher Zukunftsprognosen muss wohl nicht lange erörtert werden. Das Schicksal des Finanzplanes 1957 ist noch in zu frischer Erinnerung. Er ist durch die tatsächlichen Ereignisse der folgenden Jahre vollständig über den Haufen geworfen worden und das Wort von Wilhelm Busch, dass es erstens anders und zweitens, als man denkt, herauskommt, hat gerade hier eine eindruckliche Bestätigung erfahren. Die

Schätzungen sind von so vielen Faktoren abhängig, dass man sie nicht mit auch nur an Wahrscheinlichkeit grenzender Sicherheit – ich wiederhole das – vorausbestimmen kann, so dass auch der Sprechende sich in seinem Referat nicht auf das Glatteis der Prophezeiungen über den zukünftigen Ertrag und den Aufwand des Bundesbudgets hinauswagen darf.

Schon die Entwicklung des Volkseinkommens, das doch einen entscheidenden Einfluss auf den Finanzhaushalt des Bundes ausübt, ist unmöglich vorauszubestimmen. Im Jahre 1960 betrug die nominelle Zunahme des Volkseinkommens 8% und im Jahre 1961 belief sie sich auf 11%. Wie wird sie sich in den nächsten Jahren entwickeln? Werden es 3%, werden es 6% sein? Mit grosser Wahrscheinlichkeit dürfte lediglich vorausgesagt werden, dass die zukünftigen prozentualen Zuwachsraten des Volkseinkommens die ausserordentliche Höhe der letzten Jahre nicht mehr erreichen werden, dass sie absolut und relativ abnehmende Tendenz aufweisen dürften.

Wie wird sich die Aufwandseite des Bundeshaushaltes entwickeln? Der allgemeine Aufwand und die Personalkosten werden wohl weiterhin ansteigen. Dasselbe gilt von den Sozialaufwendungen. Weitere wesentliche Verbesserungen der AHV- und der JV-Leistungen werden nicht zu umgehen sein. Die Tarifrevision bei der Kranken- und Unfallversicherung soll den Bund mit 24 Millionen belasten. Der Zivildienst soll ab 1966 jährlich 120 Millionen erfordern. Die Aufwendungen für die Landesverteidigung sollen bis 1968 nach gewissen Auskünften von zuständiger Seite auf 1,7 oder 1,8 Milliarden ansteigen. Andererseits rechnet man mit einem gewissen Ausfall bei den Einfuhrzöllen, nicht nur bei einer Assoziierung der Schweiz mit der EWG – in diesem Falle müssten Ersatzmassnahmen gesucht werden – sondern auch, weil man annimmt, dass die sogenannte «Kennedy-Runde» im GATT zu einer Schmälerung der Zolleinnahmen ohne Kompensation führen werde. Ein gewiss mit allen Vorbehalten zu betrachtendes Zukunftsbudget der Finanzverwaltung rechnet mit Reinerträgen bei günstiger Entwicklung des Volkseinkommens bis 1968. Bei weiterhin zunehmendem Volkseinkommen darf aber die verfassungsmässige Pflicht zur Abtragung des Bilanz-Fehlbetrages auf keinen Fall vernachlässigt werden, sagt die Eidgenössische Finanzverwaltung am Ende ihres Berichtes, von dem sie selbst erklärt, dass er kaum mehr als eine Spekulation mit vielen Unbekannten sei. Meinerseits möchte ich ihre Forderung, dass auch die künftige Finanzordnung für die Abtragung des Fehlbetrages der Bilanz Mittel einbringen soll, mit Nachdruck unterstützen, weil man in der öffentlichen Diskussion um den Steuerabbau immer wieder die Tatsache völlig verschweigt, dass der Bund im Momente, da die neue Finanzordnung in Kraft treten wird, noch einen Fehlbetrag von etwa 5000 Millionen Franken mitzuschleppen haben wird.

Das Finanzdepartement, das mit seinen Mitarbeitern zwischen beiden Sessionen der Kommission eine grosse Arbeit zu leisten hatte, die vor allem in der genauen Überprüfung aller in der ersten Sitzung aufgeworfenen Abänderungsmöglichkeiten bestand – wofür ich hier Herrn Bundesrat Bonvin und seinen Mitarbeitern den wohlverdienten Dank der Kommission aussprechen möchte –, hat uns auch einen Zeitplan für die Ausführungsgesetzgebung unterbreitet. Während man damit rechnet, dass die Volksabstimmung über die Verlängerung der geltenden Finanzordnung im Dezember dieses Jahres durchgeführt werden könne, ist ein Verrechnungsteuergesetz auf Ende 1964 zu erwarten. Auch die Ausführungsbestimmungen zum

Amnestiebeschluss (wenn er gefasst wird) sind im Laufe des Jahres 1964 dem Parlament zu unterbreiten. Das zukünftige Wehrsteuergesetz sollte ab 1. Januar 1967 in Rechtskraft erwachsen können. Ein revidiertes Stempelsteuergesetz will nach Erlass des Verrechnungsteuergesetzes den Räten unterbreitet werden. Die Beseitigung des Stempelnotrechts soll vorausgehend im Verrechnungsteuergesetz erfolgen. Schliesslich soll ein Gesetz über die Warenumsatzsteuer geschaffen werden, wobei man aber vorläufig noch die Entwicklung der Integrationsfrage abwarten will. Nicht zuletzt im Hinblick auf die immer wieder hinausgeschobene Ausführungsgesetzgebung erscheint es dem Bundesrat und der Mehrheit der Kommission als richtig, die Geltungsdauer der Vorlage nun einmal auf zehn Jahre auszudehnen. Für die Gesetzgebung ist eine gewisse Stabilität der verfassungsrechtlichen Grundlagen, eine gewisse längere verfassungsmässige Ruhepause unabdinglich. Wir halten vor allem aus diesem Grunde die zehnjährige Geltungsdauer für richtig.

Zu den verschiedenen Abänderungsanträgen werde ich in der Detailberatung Stellung nehmen. Die Kommission hat einstimmig Eintreten auf die Vorlage beschlossen. Sie empfiehlt Ihnen, im gleichen Sinne zu entscheiden.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

Vormittagssitzung vom 12. März 1963
Séance du 12 mars 1963, matin

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

8470. Finanzordnung des Bundes. Verlängerung Régime financier de la Confédération. Prolongation

Siehe Seite 55 hiervor – Voir page 55 ci-devant
Fortsetzung – Suite

Allgemeine Beratung – Discussion générale

Gemperli: Ich bin in der vorteilhaften Lage, Ihnen mitzuteilen, dass unsere Fraktion Ihnen empfiehlt, auf die Beratung der Vorlage einzutreten. Ich möchte dieser Erklärung noch einige möglichst kurze Bemerkungen beifügen. Ich werde dabei versuchen, mich möglichst an die Meinung der Fraktion zu halten.

Das heute geltende Gesetz, das heisst der heute geltende Absatz 1 von Artikel 41ter enthält im wesentlichen folgende Bestimmungen: Der Bund kann in den Jahren 1959 bis 1964 eine Warenumsatzsteuer, eine Wehrsteuer und eine Biersteuer erheben. Das einzig Neue der Vorlage des Bundesrates vom 18. Mai 1962 besteht darin, dass die Jahreszahl 1964 durch 1974 ersetzt wird. Das ist ein Minimum an Änderung, ein Minimum an Konzeption, wie unser Kommissionspräsident gesagt hat, ein Minimum für so viel Geld, das von uns, das heisst von den Steuerpflichtigen, verlangt wird. Mehr Geld als Geist. Ich möchte mich jetzt aber nicht in philosophischen und grossen grundsätzlichen Erörterungen ergehen, nachdem mir gestern mein früherer Kollege Eggenberger empfohlen hat, das nicht zu tun. Ich

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1963 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | I |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Frühjahrssession |
| Session | Session de printemps |
| Sessione | Sessione primaverile |
| Rat | Nationalrat |
| Conseil | Conseil national |
| Consiglio | Consiglio nazionale |
| Sitzung | 05 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 11.03.1963 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 55-61 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 690 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Schätzungen sind von so vielen Faktoren abhängig, dass man sie nicht mit auch nur an Wahrscheinlichkeit grenzender Sicherheit – ich wiederhole das – vorausbestimmen kann, so dass auch der Sprechende sich in seinem Referat nicht auf das Glatteis der Prophezeiungen über den zukünftigen Ertrag und den Aufwand des Bundesbudgets hinauswagen darf.

Schon die Entwicklung des Volkseinkommens, das doch einen entscheidenden Einfluss auf den Finanzhaushalt des Bundes ausübt, ist unmöglich vorauszubestimmen. Im Jahre 1960 betrug die nominelle Zunahme des Volkseinkommens 8% und im Jahre 1961 belief sie sich auf 11%. Wie wird sie sich in den nächsten Jahren entwickeln? Werden es 3%, werden es 6% sein? Mit grosser Wahrscheinlichkeit dürfte lediglich vorausgesagt werden, dass die zukünftigen prozentualen Zuwachsraten des Volkseinkommens die ausserordentliche Höhe der letzten Jahre nicht mehr erreichen werden, dass sie absolut und relativ abnehmende Tendenz aufweisen dürften.

Wie wird sich die Aufwandseite des Bundeshaushaltes entwickeln? Der allgemeine Aufwand und die Personalkosten werden wohl weiterhin ansteigen. Dasselbe gilt von den Sozialaufwendungen. Weitere wesentliche Verbesserungen der AHV- und der JV-Leistungen werden nicht zu umgehen sein. Die Tarifrevision bei der Kranken- und Unfallversicherung soll den Bund mit 24 Millionen belasten. Der Zivildienst soll ab 1966 jährlich 120 Millionen erfordern. Die Aufwendungen für die Landesverteidigung sollen bis 1968 nach gewissen Auskünften von zuständiger Seite auf 1,7 oder 1,8 Milliarden ansteigen. Andererseits rechnet man mit einem gewissen Ausfall bei den Einfuhrzöllen, nicht nur bei einer Assoziierung der Schweiz mit der EWG – in diesem Falle müssten Ersatzmassnahmen gesucht werden – sondern auch, weil man annimmt, dass die sogenannte «Kennedy-Runde» im GATT zu einer Schmälerung der Zolleinnahmen ohne Kompensation führen werde. Ein gewiss mit allen Vorbehalten zu betrachtendes Zukunftsbudget der Finanzverwaltung rechnet mit Reinerträgen bei günstiger Entwicklung des Volkseinkommens bis 1968. Bei weiterhin zunehmendem Volkseinkommen darf aber die verfassungsmässige Pflicht zur Abtragung des Bilanz-Fehlbetrages auf keinen Fall vernachlässigt werden, sagt die Eidgenössische Finanzverwaltung am Ende ihres Berichtes, von dem sie selbst erklärt, dass er kaum mehr als eine Spekulation mit vielen Unbekannten sei. Meinerseits möchte ich ihre Forderung, dass auch die künftige Finanzordnung für die Abtragung des Fehlbetrages der Bilanz Mittel einbringen soll, mit Nachdruck unterstützen, weil man in der öffentlichen Diskussion um den Steuerabbau immer wieder die Tatsache völlig verschweigt, dass der Bund im Momente, da die neue Finanzordnung in Kraft treten wird, noch einen Fehlbetrag von etwa 5000 Millionen Franken mitzuschleppen haben wird.

Das Finanzdepartement, das mit seinen Mitarbeitern zwischen beiden Sessionen der Kommission eine grosse Arbeit zu leisten hatte, die vor allem in der genauen Überprüfung aller in der ersten Sitzung aufgeworfenen Abänderungsmöglichkeiten bestand – wofür ich hier Herrn Bundesrat Bonvin und seinen Mitarbeitern den wohlverdienten Dank der Kommission aussprechen möchte –, hat uns auch einen Zeitplan für die Ausführungsgesetzgebung unterbreitet. Während man damit rechnet, dass die Volksabstimmung über die Verlängerung der geltenden Finanzordnung im Dezember dieses Jahres durchgeführt werden könne, ist ein Verrechnungssteuergesetz auf Ende 1964 zu erwarten. Auch die Ausführungsbestimmungen zum

Amnestiebeschluss (wenn er gefasst wird) sind im Laufe des Jahres 1964 dem Parlament zu unterbreiten. Das zukünftige Wehrsteuergesetz sollte ab 1. Januar 1967 in Rechtskraft erwachsen können. Ein revidiertes Stempelsteuergesetz will nach Erlass des Verrechnungssteuergesetzes den Räten unterbreitet werden. Die Beseitigung des Stempelnotrechts soll vorausgehend im Verrechnungssteuergesetz erfolgen. Schliesslich soll ein Gesetz über die Warenumsatzsteuer geschaffen werden, wobei man aber vorläufig noch die Entwicklung der Integrationsfrage abwarten will. Nicht zuletzt im Hinblick auf die immer wieder hinausgeschobene Ausführungsgesetzgebung erscheint es dem Bundesrat und der Mehrheit der Kommission als richtig, die Geltungsdauer der Vorlage nun einmal auf zehn Jahre auszudehnen. Für die Gesetzgebung ist eine gewisse Stabilität der verfassungsrechtlichen Grundlagen, eine gewisse längere verfassungsmässige Ruhepause unabdinglich. Wir halten vor allem aus diesem Grunde die zehnjährige Geltungsdauer für richtig.

Zu den verschiedenen Abänderungsanträgen werde ich in der Detailberatung Stellung nehmen. Die Kommission hat einstimmig Eintreten auf die Vorlage beschlossen. Sie empfiehlt Ihnen, im gleichen Sinne zu entscheiden.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

Vormittagssitzung vom 12. März 1963
Séance du 12 mars 1963, matin

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

8470. Finanzordnung des Bundes. Verlängerung Régime financier de la Confédération. Prolongation

Siehe Seite 55 hiervor – Voir page 55 ci-devant
Fortsetzung – Suite

Allgemeine Beratung – Discussion générale

Gemperli: Ich bin in der vorteilhaften Lage, Ihnen mitzuteilen, dass unsere Fraktion Ihnen empfiehlt, auf die Beratung der Vorlage einzutreten. Ich möchte dieser Erklärung noch einige möglichst kurze Bemerkungen beifügen. Ich werde dabei versuchen, mich möglichst an die Meinung der Fraktion zu halten.

Das heute geltende Gesetz, das heisst der heute geltende Absatz 1 von Artikel 41ter enthält im wesentlichen folgende Bestimmungen: Der Bund kann in den Jahren 1959 bis 1964 eine Warenumsatzsteuer, eine Wehrsteuer und eine Biersteuer erheben. Das einzig Neue der Vorlage des Bundesrates vom 18. Mai 1962 besteht darin, dass die Jahreszahl 1964 durch 1974 ersetzt wird. Das ist ein Minimum an Änderung, ein Minimum an Konzeption, wie unser Kommissionspräsident gesagt hat, ein Minimum für so viel Geld, das von uns, das heisst von den Steuerpflichtigen, verlangt wird. Mehr Geld als Geist. Ich möchte mich jetzt aber nicht in philosophischen und grossen grundsätzlichen Erörterungen ergehen, nachdem mir gestern mein früherer Kollege Eggenberger empfohlen hat, das nicht zu tun. Ich

beschränke mich darauf, drei Fragen vielleicht von grösserer Wichtigkeit zu behandeln. Erstens die Geltungsdauer, zweitens die finanzielle Tragweite der Verlängerung, drittens die Bedeutung der von der Kommission vorgeschlagenen Änderungen. Ich könnte auch noch die Frage beifügen: genügen diese Änderungen? Aber weil ich für die Fraktion sprechen soll, darf ich nicht sagen, dass sie nicht genügen. Die Geltungsdauer wird um 10 Jahre verlängert. Es liegt also erneut eine Befristung vor. Die Frage lautet: Ist die Befristung grundsätzlich noch richtig? In der Kommission gab es – unser Kommissionspräsident hat bereits darauf hingewiesen – eine Stimme, die glaubte, man könne auf eine Befristung verzichten, offenbar davon ausgehend, dass man, wenn schon nötig, die Verfassungsbestimmungen ohnehin abändern könnte oder müsste. Diese Meinung rechnete offenbar nicht mit dem Fiskalismus des Fiskus, der nie so unverhüllt in Erscheinung getreten ist wie in den letzten Zeiten. Sowohl in der Kommission, wie auch in unserer Fraktion, wurde die Befristung, und zwar auf 10 Jahre, mehrheitlich als zweckmässig anerkannt. Die Entwicklung der Finanzlage seit Beginn der geltenden Finanzordnung ist eine überzeugende Illustration für eine Beschränkung der Geltungsdauer. Diese Finanzordnung 1959–1964, die ja schon 1957 vorbereitet wurde, war schon im ersten Jahre ihrer Anwendung, am entsprechenden Finanzplan gemessen, überholt und ist es heute erst recht. Man müsste sie heute auch ohne die in der Verfassung vorgesehenen Beschränkungen ändern. Nur am Rande noch die Frage: Was wäre erst passiert, wenn die Vorlage von 1953 vom Volke angenommen statt abgelehnt worden wäre?

Die finanziellen Auswirkungen im Falle einer Einordnung unseres Landes in die europäische Wirtschaftsintegration mit Zollaussfällen von 1½ Milliarden Franken, können an der Frage der Dauer der verlängerten Finanzordnung kaum etwas ändern. Der Bundesrat hat die Behandlung dieser Frage insoweit mit Recht ausgeklammert, als man erstens nicht weiss, wann und in welcher Form dieses ausserordentliche Ereignis eintritt und zweitens wie hoch alsdann unsere Fiskaleinnahmen bzw. die noch zu deckenden Fehlbeträge sein werden. Wäre der Ausfall dazumal nur einigermaßen so gross wie angenommen, müsste die Lücke durch besondere Steuererlasse geschlossen werden. «Die Grundlagen hierfür – ich zitiere jetzt den Bundesrat in seiner Botschaft – wären im gleichen Beschluss zu verankern, der die Integration vorsieht.» Dieses Vorgehen würde die Aufklärung des Volkes über die Tragweite einer Integration auch von dieser Seite her sehr eindrücklich beleuchten. Es müsste dann nur noch der angedeutete Versuch gemacht werden, den Ausfall an Verbrauchssteuern durch direkte Bundessteuern zu decken. Dann wäre der Erfolg so ziemlich sicher.

Nach der von General de Gaulle in der Pressekonferenz vom 14. Januar 1963 geschaffenen Lage ist das Integrations-tempo auch von der finanzpolitischen Seite her gesehen in wohlthuender Weise verlangsamt worden, so dass die Frage der Integration nicht weiter mit der Frage der Geltungsdauer der Finanzordnung verquickt zu werden braucht.

Zweitens: Finanzbedarf und Finanzlage. Unsereins ist bei Steuervorlagen gewohnt, nach dem zu deckenden Finanzbedarf zu fragen. Zu Anfang unserer Steuergesetze steht ja in der Regel die Norm, dass Einkommens- und Vermögenssteuern nur soweit zu erheben seien, als die übrigen Einnahmen die Ausgaben nicht decken würden. Die Botschaft des Bundesrates stellt ganz einfach folgendes fest: Machen sich auf wirtschaftlichem oder politischem

Gebiet nicht einseitig neue Kräfte und Entwicklungen geltend, so wird man sagen dürfen, dass die heutigen Einnahmequellen des Bundes die Kosten zu decken vermögen, welche ihm aus der Erfüllung seiner Aufgaben erwachsen. Diese Frage – glaube ich – kann ohne weiteres bejaht werden. Sie ist aber nicht ganz vollständig. Es haben sich in der letzten Zeit, insbesondere auch nach dem Erscheinen der Botschaft, neue, explosiv wirkende Kräfte geoffenbart. Die Einnahmequellen überfließen in einem Masse, wie dies nie vorausgesehen werden konnte. Der Herr Kommissionspräsident hat darüber bereits die nötigen zahlenmässigen Unterlagen geboten. Ich stelle lediglich zusammenfassend fest, dass wir seit der Staatsrechnung 1961 Reinerträge von im Durchschnitt einer halben Milliarde Franken haben und haben werden. In den neuen Schätzungen für das Jahr 1964 wird ein Reinertrag von 510 bis 570 Millionen Franken eingesetzt, dies alles trotz den grossen Militärausgaben, die inzwischen auf Grund der Militärorganisation und der entsprechenden Materialvorlagen eingetreten sind. Der Fehlbetrag der Bilanz wird Ende 1963 kaum mehr als 5 Milliarden gegen rund 8,5 Milliarden Franken im Jahre 1946 ausmachen. Im Verhältnis zum Volkseinkommen ist er in dieser Zeit von 58% auf etwa 17% im Jahre 1961 zurückgegangen. Die Budgetbotschaft pro 1963 enthält unter Hinweis auf den zu erwartenden Reinertrag die ungewöhnlich einschichtige Bemerkung: «In andern Staaten gäbe diese Feststellung voraussichtlich Anlass dazu, den Voranschlag durch Herabsetzung der Einnahmen oder durch Erhöhung der Ausgaben zu korrigieren.» Es wird dann beigefügt: Bei uns bedürfen solche Korrekturen einer besondern Rechtsetzung. Diese Gelegenheit für eine Korrektur, in diesem Falle jetzt der Einnahmen, die sich besonders aufdrängt, bietet diese Vorlage über die Finanzordnung.

Unsere Fraktion teilt die Auffassung der Kommission, dass mit dieser neuen Finanzvorlage nicht vor das Volk gegangen werden kann, ohne dass gleichzeitig gewisse ansehnliche Steuererleichterungen gewährt werden. Nach den neuesten Schätzungen der Eidgenössischen Finanzverwaltung für die Jahre 1964–1969 wird bei den zu verlängernden Steuerarten bei einer Zunahme des Volkseinkommens von 6% – im Jahre 1961 waren es 8%, 1962 11% – mit folgender Entwicklung gerechnet: 1963 Wehrsteuer 381 Millionen Franken, 1965 640 Millionen Franken, 1968 1090 Millionen Franken. Eigentlich wäre es richtiger, die Durchschnitte der Perioden zu nennen. Wir hatten in der elften Periode 445 Millionen Franken, für die Periode 1968/69 wird mit 850 Millionen Franken gerechnet.

An Warenumsatzsteuern sind im Budget 1963 970 Millionen Franken vorgesehen; für 1968 rechnet man mit 1470 Millionen Franken.

Das Total des Ertrages an diesen beiden Kriegssteuern entwickelt sich von rund 1370 Millionen Franken auf 2589 Millionen Franken. Die Zahl von rund 2600 Millionen Franken Steuern ist mit allen Vorbehalten einer Schätzung der Inhalt der narkotischen Formulierung von Artikel 41, Absatz 1, der Verfassungsvorlage, in der eben nur eine Jahreszahl geändert wird. Eine solche Entwicklung der Finanzlage und solche Zukunftaspekte hätten bei der Finanzgesinnung in den Kantonen, wo man den Steuerzahlern etwas nähersteht, eine sofortige Steuerentlastung – immer über die Steuerfüsse und ähnliche Mittel – als geboten erscheinen lassen. Beim Bund ist es noch nicht so weit. In der ursprünglichen Botschaft ist in keiner Weise die Rede von Steuerentlastungen. In einer späteren, von der Kommission veranlassten Ergänzungsbotschaft versucht

der Bundesrat, alle zur Prüfung vorgelegten Anträge (Erhöhung der steuerfreien Grenzen, Kinderabzüge, Frage der Beseitigung der kalten Progression) auf die Ausführungsgesetzgebung zu verweisen, indem er in einem Zusatz zu Artikel 8, Absatz 3, Buchstabe b, der Bundesverfassung eine entsprechende Ermächtigungsklausel zuhanden der Ausführungsgesetzgebung zugestehen wollte. Dies hätte voraussichtlich zur Folge gehabt, dass die Frage erst nach dem Inkrafttreten der neuen Ordnung, also nach dem 1. Januar 1965, ihre Lösung gefunden hätte. Um sicher zu gehen und wenigstens ab 1. Januar 1965 die fälligen Steuererleichterungen zu gewährleisten, schlägt die Kommission die aus der Fahne ersichtlichen Steuererleichterungen vor. Ich verweise Sie auf Artikel 8, Absatz 3, Buchstabe b (insbesondere erhöhte Abzüge für Verheiratete und Kinder sowie die Streckung des Tarifs für das Einkommen der natürlichen Personen). Die Kommissionsmehrheit geht von einer ab 1965 zu korrigierenden Teuerung von 20%, die Kommissionsminderheit und, wie ich glaube, auch der Bundesrat von einer solchen von 10% aus. Unsere Fraktion ist in dieser Frage geteilter Meinung, wie Sie schon aus der Fahne ersehen. Ich erinnere an den Minderheitsantrag Heil mit seiner heillos roten und grünen Partnerschaft. Ich glaube, Sie gehen mit mir darin einig, dass der mit 40 Millionen Franken errechnete totale Steuerausfall in einem äusserst bescheidenen Verhältnis steht zur Finanzlage, insbesondere zu den dargelegten Mehreinnahmen der verlängerten Finanzordnung, aber auch zu den Entlastungen, die zugunsten der geltenden Finanzordnung 1959–1964 gewährt wurden. Diese Entlastungen wurden mit 440 Millionen Franken beziffert, wovon 274 Millionen Franken auf die Wehrsteuer entfielen.

Ich möchte meine Bemerkungen abschliessen und noch folgenden Hinweis anbringen: Es sind auf der Fahne, wie Sie gesehen haben, weitere Abänderungsanträge eingetragen. Auf einen habe ich bereits hingewiesen. Da unsere Fraktion von Anfang an den Standpunkt eingenommen hat, dass gegenüber der geltenden Finanzordnung möglichst wenig geändert werden sollte, darf angenommen werden, dass bei den übrigen Abänderungsversuchen, insbesondere bei der Warenumsatzsteuer, den Anträgen des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit zugestimmt werden wird. Was die Amnestie anbelangt, wird dafür ja eine besondere Vorlage unterbreitet, welche von der Fraktion ebenfalls befürwortet wird.

Ich empfehle Ihnen noch einmal, auf die Beratung der Vorlage einzutreten.

Suter. Zum Eintreten wird für unsere Fraktion mein Kollege Herr Dr. König sprechen. Ich möchte Ihnen nur kurz meinen Antrag zu Artikel 41ter, Absatz 4, begründen, weil ich leider nachher verreisen muss.

Am 9. März 1961 habe ich hier ein Postulat begründet, das den Bundesrat einlud, die seinerzeit verfügte vorübergehende Reduktion der Biersteuer wieder auf die ursprüngliche Höhe zu korrigieren und den Mehrertrag zu verwenden, um den Absatz von Milch und Milchprodukten zu fördern. Tatsächlich war während der Kriegszeiten die Ertragslage der Brauereien nicht so üppig, und bereits 1943 wurde den Brauereien eine gewisse Erleichterung gewährt, indem die Zollzuschläge für Gerste und Malz herabgesetzt wurden. Am 9. Januar 1945 erfolgte die Reduktion der Biersteuer auf die Hälfte, nämlich auf 6 Franken anstatt vorher 12 Franken pro Hektoliter. Es handelte sich dabei auch nach Auffassung des Bundesrates um einen Steuererlass, um einer bedrängten Industrie zu helfen. Herr Bundesrat

Nobs erklärte am 13. Juni 1945 im Nationalrat wörtlich: «Der Bundesrat hat erklärt und wiederholt diese Erklärung heute: Sobald die Voraussetzungen für den Steuererlass dahinfallen, werden wir sofort die Steuersätze wieder erhöhen. Es handelt sich also um eine vorübergehende Massnahme.»

Bei der Begründung des Postulates habe ich Ihnen ausführlich dargelegt, dass die Voraussetzungen für den Steuernachlass längst dahingefallen sind und es höchste Zeit wäre, das Versprechen, das Herr Bundesrat Nobs hier abgegeben hat, einzulösen. Herr Bundesrat Tschudi hat als Vertreter des verhinderten Herrn Bourgknecht vor zwei Jahren das Postulat entgegengenommen. Leider wurde es aber im Vorschlag für die Neuordnung der Bundesfinanzen nicht berücksichtigt. Mein Antrag hat lediglich den Zweck, die seinerzeitige Ordnung wieder herzustellen und die vorübergehend verfügte Reduktion aufzuheben.

Ohne Zweifel hat sich inzwischen die Lage der Brauereien noch weiter erheblich verbessert. Der Bierausstoss ist gestiegen im Durchschnitt von 1,54 Millionen Hektoliter in den Jahren 1945–1949 auf 2,34 Millionen 1950–1955, 3,12 Millionen 1956–1960 und im Braujahr 1961/62 sogar auf 3,94 Millionen.

Pro Kopf der Bevölkerung betrug der Bierkonsum in den entsprechenden Jahren durchschnittlich 34,1 Liter, 48,5 Liter, 60,1 Liter, 72 Liter. Auch das finanzielle Bild ist entsprechend. Die Ausgaben für Bier in der Schweiz stiegen von 1945/46 112 Millionen Franken auf 182 Millionen 1947–1949 im Durchschnitt, 270 Millionen 1950–1955 und 421 Millionen 1956–1960. Pro Einwohner entspricht das Auslagen von 25, 39, 56 und zuletzt 81 Franken. Auch die Ertragslage ist ausgezeichnet und schlägt sich nieder in den Abschlüssen. Betrug 1946 der Dividendendurchschnitt noch 4,35%, 1953 7,23%, zeigen die Abschlüsse von sieben Grossbrauereien für das Braujahr 1961/62 folgende Zahlen: eine Brauerei 7,5%, eine Brauerei 9%, vier Brauereien 10% und eine Brauerei 12,9%, wobei zu bedenken ist, dass in allen Fällen die Dividende nur einen Bruchteil des Ertrages darstellt. Bei den sieben Brauereien schwankt die Dividende zwischen einem Fünftel und einem Zwanzigstel des Reinertrages vor Abschreibungen und der Hälfte und einem Zehntel des ausgewiesenen Reingewinnes nach Abschreibungen, das heisst also, dass es Brauereien gibt, die selbst nach kräftigen Abschreibungen so viel Reingewinn haben wie sie Aktienkapital besitzen.

Ich glaube, diese wenigen Beispiele dürften genügen um zu beweisen, dass die Ertragslage der Brauereien sicher keine Notlage mehr darstellt und dass eine Reduktion, die seinerzeit als Hilfe gewährt wurde, nicht mehr gerechtfertigt ist. Ein Steuererlass ist unter diesen Umständen sicher nicht mehr zu verantworten. Wir wollen ja aber auch keine Steuern horten, sondern im Postulat habe ich Ihnen bereits einen Weg gewiesen, wie diese Mehrerträge zweckmässig angewendet werden können. Damit wäre auch eine aktuelle Frage gelöst, die der Landwirtschaft zugute käme, wenn die Milchprodukte gefördert werden können im Absatz.

Ich bitte Sie darum, meinem Antrag zuzustimmen, mit dem Sie lediglich wieder einigermaßen das seinerzeitige Gleichgewicht herstellen.

M. Clottu. Le Conseil fédéral nous propose une prorogation pure et simple pour dix ans, dès 1965, du régime financier transitoire que nous connaissons depuis 1959 et qui concerne l'impôt sur le chiffre d'affaires, l'impôt pour la défense nationale et l'impôt sur la bière.

Une question préliminaire nous paraît devoir être d'emblée tranchée: faut-il admettre une prorogation de cette nature – éventuellement, comme le propose notre commission, avec quelques modifications dans l'application – ou, au contraire, faut-il à nouveau discuter le fond de tout le problème: Le groupe libéral, au nom duquel je m'exprime maintenant, a des raisons particulières de se poser cette question. En effet, il est – vous le savez – et il reste adversaire de l'impôt fédéral direct. Vous connaissez nos raisons. Je les rappelle en quelques mots: nous estimons que les impôts directs doivent demeurer du domaine cantonal et que la Confédération ne doit se réserver, comme ressources fiscales, que les impôts indirects. C'est, pour nous, le seul moyen d'établir une répartition claire des compétences fiscales entre la Confédération et les cantons. C'est aussi, à nos yeux, le seul moyen de laisser aux cantons, en cette matière, le sens de leur responsabilité politique.

Cela étant, nous avons admis et nous admettons toujours que, lorsque la couverture des frais de la défense nationale exige un effort extraordinaire de la part du peuple suisse, un impôt direct fédéral peut se justifier. Mais nous constatons que cette condition n'est pas remplie aujourd'hui. Il est évident – les comptes de ces dernières années le démontrent – que la Confédération n'a actuellement pas besoin de l'impôt de défense nationale, autrement dit de l'impôt direct, pour couvrir ses excédents de dépenses militaires. Il est tout aussi bien établi que la Confédération n'a pas non plus besoin de cette source fiscale pour amortir normalement la dette contractée pour la défense du pays lors de la dernière guerre. Nous avons développé une pareille argumentation en 1957 et en 1958 lorsque, devant ce plenum, se débattaient les modalités et les conditions du régime financier entré en vigueur en 1959. Le Gouvernement et les partisans du maintien de l'impôt fédéral direct avaient affirmé à ce moment-là que ledit impôt était indispensable à l'équilibre des finances de notre pays. Nous avions dit: non. La réalité nous a donné raison.

Nous devrions donc aujourd'hui, si nous obéissions à la doctrine pure, nous opposer de nouveau à l'inscription de l'impôt fédéral direct, baptisé impôt de défense nationale, dans le régime financier à reconduire dès 1965. Nous ne le ferons cependant pas. Pourquoi ce changement d'attitude? S'agit-il d'une modification de notre position de principe? Il n'en est rien. Nous estimions simplement que nous devons prendre en considération les circonstances particulières qui sont celles de la Suisse actuelle, non pas à cause de sa situation financière et fiscale immédiate, mais en prévision de sa situation économique générale dans l'Europe de demain.

Le président de notre commission, Monsieur Glasson, a relevé hier, avec raison, après le Conseil fédéral, quels seraient les problèmes qui pourraient naître pour nous d'une intégration économique européenne à laquelle la Suisse prendrait une part plus ou moins grande, selon une évolution dont nous ne sommes pas encore maîtres. Il a relevé combien cette intégration pourrait bouleverser notre système fiscal ensuite d'un amoindrissement considérable du produit des droits de douane. Nous pensons qu'en fonction de ce fait-là et de ce fait-là uniquement, il n'est pas opportun d'ouvrir aujourd'hui une nouvelle «bataille» au sujet de l'impôt fédéral direct et, en même temps, de l'impôt sur le chiffre d'affaires puisque, dans de nombreux cercles politiques, ces deux impôts sont liés politiquement l'un à l'autre.

Ces circonstances ne sont cependant, d'après nous, que temporaires. Nous croyons que, d'ici assez peu d'années, la situation de l'Europe économique sera passablement

plus claire que maintenant. Nous souhaitons vivement qu'à ce moment-là, dans l'établissement d'un régime fiscal fédéral qui sera, peut-être, entièrement nouveau dans son ensemble, l'on puisse faire abstraction de l'impôt direct dit de défense nationale.

Le président de notre commission, faisant allusion hier aux partisans de la suppression de l'impôt fédéral direct, a parlé de «dernier carré». Lorsqu'on utilise ces mots, on voit immédiatement le dernier carré de Waterloo, composé d'hommes qui, pour la gloire et le drapeau, se battent encore, alors qu'il semble que la défaite est quasi certaine. Non, nous ne jugeons pas que nous appartenions à un dernier carré, nous, les adversaires de l'impôt fédéral direct. Nous sommes d'avis que la clarté dans la structure étatique et fiscale sera toujours vraie et conservera toujours sa pertinence. Nous pensons que ni la Confédération, ni les cantons n'ont un intérêt quelconque à maintenir, de façon constante, l'imbrication actuelle de leurs ressources fiscales, imbrication qui entraîne des complications administratives et, pour les cantons surtout, une perte évidente d'énergie politique. Il est regrettable de constater qu'aujourd'hui la plupart des cantons admettent l'impôt fédéral direct. Pourquoi? Parce que, très confortablement, sans avoir à fournir un effort de législateur et sans avoir à assumer la responsabilité politique de cet effort, ces cantons reçoivent de la Confédération des sommes fort importantes représentant leur part à l'impôt fédéral direct. C'est là une politique de facilité. Ce n'est pas politique à longue vue.

Nous estimons que les cantons, s'ils veulent encore s'affirmer comme tels dans notre Confédération, devront savoir demain renoncer à toute part d'impôt fédéral direct et, cette décision étant prise, renoncer à soutenir l'impôt fédéral direct lui-même dans des conditions et des temps normaux. On nous répondra – on l'a fait dans les débats de la commission – que l'impôt fédéral direct permet aux cantons financièrement faibles de participer à une redistribution des deniers publics. Nous sommes très heureux que, par la Confédération, les cantons économiquement faibles bénéficient d'une pareille redistribution. Mais, pour y aboutir, il n'est nullement nécessaire de connaître un impôt fédéral direct. Déjà aujourd'hui, la péréquation financière entre cantons s'applique au versement de subventions fédérales qui n'ont aucun lien avec l'impôt fédéral direct. La péréquation, c'est-à-dire la façon de répartir des deniers fédéraux entre cantons, est un simple instrument de procédure; c'est un système. Il est faux de l'inclure dans le problème fondamental de l'impôt fédéral direct.

Si vous le voulez bien, revenons toutefois au présent. Les propos que je viens de tenir concernent des débats ultérieurs sur le régime financier fédéral. Dans le présent, pour les raisons que je vous ai dites et en fonction de circonstances qui sont nettement temporaires, savoir du grand point interrogatif que nous pose aujourd'hui l'intégration économique européenne, nous admettons le principe d'une reconduction, dès 1965, d'un régime financier fédéral comprenant l'impôt de défense nationale. Mais cette adhésion est assortie de conditions. Nous estimons que l'impôt de défense nationale doit être allégé. Cette question sera discutée lorsque nous examinerons les articles du projet qui nous est soumis. Nous jugeons au surplus que la durée proposée pour le nouveau régime fiscal fédéral transitoire doit être abrégée. Un délai de dix ans nous paraît beaucoup trop long. Nous avons déposé dans ce sens un amendement que nous développerons en temps utile.

Pour le moment et sous les conditions indiquées, je vous apporte l'accord du groupe libéral quant à l'entrée en matière.

Duft: Nachdem mein Freund und Kollege Gemperli in seiner humorvollen Weise feststellte, dass er als Fraktionsredner sich selber gewisse Einschränkungen aufzulegen habe, das heisst zum Ausdruck brachte, dass er mit den Meinungsäusserungen, die er als Fraktionsredner zu machen hatte, nicht in allen Punkten übereinstimme, habe ich den Vorzug, aus meinem Herzen keine Mördergrube zu machen und meine persönliche Auffassung zur Frage der Geltungsdauer der eidgenössischen Finanzordnung zum Ausdruck zu bringen.

Wenn wir uns heute aus guten Gründen veranlasst sehen, an der Vorlage zur Weiterführung der bisherigen Finanzordnung einige Korrekturen anzubringen, so heisst das nicht, dass wir die Bemühungen verkennen, die der Bundesrat auf die Vorbereitung der Vorlage verwendete. Schon der Vorentwurf, der den Kantonsregierungen, den Wirtschaftsverbänden, den politischen Parteien und der Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren zur Vernehmlassung unterbreitet wurde, zeugte davon. Das Resultat der Antworten auf diesen Vorentwurf steckte interessanterweise wieder einmal mehr die Weitsichtigkeit der Bundesfinanzprobleme ab, zugleich aber ihre ganze Komplexität. Es ist deshalb verständlich, dass sich der Bundesrat schliesslich entschloss, die Weiterführung der verfassungsmässigen Geltungsdauer des 1964 hinfällig werdenden Artikels 41ter der Bundesverfassung wiederum befristet, und zwar bis 1974, zu beantragen. Damit stellt sich für uns als erstes auch diesmal die Frage der Dauer der neuen Finanzordnung. Ich habe schon bei der Beratung der jetzt noch geltenden Finanzordnung den Antrag auf eine achtjährige Geltungsdauer gestellt. Die Ratsmehrheit beschloss dann aber eine Befristung auf 6 Jahre.

Bemerkenswerterweise stimmen die meisten Eingaben, in denen die Umfrage des Finanz- und Zolldepartementes beantwortet wurden, der vorgeschlagenen Dauer von 10 Jahren zu. Angesichts der Belastung des Bundes kann denn auch tatsächlich kaum mehr von einer Beseitigung der direkten Bundessteuer, der Wehrsteuer, die Rede sein, nicht einmal mehr von föderalistischen Gesichtspunkten aus, schon allein deshalb nicht, weil die Kantone heute allzu sehr selber an der eidgenössischen Wehrsteuer interessiert sind. Aber gerade deshalb darf man heute wieder einmal darauf aufmerksam machen, dass die Gestaltung des Verhältnisses Bund/Kantone in der steuerpolitischen Domäne nun doch bald einmal einer grundsätzlichen Abklärung entgegengeführt werden sollte. Im Interesse dieser grundsätzlichen Abklärung rechtfertigt sich allein schon dieses Mal die zehnjährige Befristung der Warenumsatz-, der Wehr- und der Biersteuer, dies aber noch aus einem andern Grunde: Mit ihrer Bemerkung, der Problembereich der finanziellen Auswirkung der Wirtschaftsintegrationsbestrebungen im europäischen Bereich sei ausgeklammert worden, weist die Botschaft des Bundesrates selber auf einen entscheidenden Grund zur weiteren Befristung der bisherigen provisorischen Finanzordnung hin. Gerade im Hinblick auf die europäischen Integrationsbestrebungen, die in jedem Fall auch auf unser Land starke Auswirkungen auslösen werden, wäre es unsinnig, eine unbefristete Weiterführung der geltenden Finanzordnung zu postulieren. Die Situation ist heute doch so, dass wir zum mindesten in absehbarer Zeit – es kann sogar rascher sein als es uns angenehm ist – vor die Notwendigkeit einer gründlichen und grundsätzlichen Überholung unseres Fiskalsystems gestellt werden können.

In der Botschaft des Bundesrates wird darauf hingewiesen, dass, wenn es zum Beispiel zur Assoziation der Schweiz mit der EWG kommt, und sich unser Land damit

in die europäische Wirtschaftsintegration einordnet, wir dann nicht nur die Industriezölle, sondern auch die Agrar- und die Finanzzölle weitgehend abbauen müssten. Das aber wäre, wie die Botschaft erklärt, «gleichbedeutend mit dem Wegfall eines Drittels aller Fiskaleinnahmen». Auch die jetzt zu verlängernde Finanzordnung bleibt aus diesen Überlegungen heraus eine Übergangsordnung; sie auf weitere 10 Jahre festzulegen, rechtfertigt sich aus denselben Gründen.

Nun stellt sich aber die Frage, ob die bisherige Finanzordnung mit oder ohne Korrekturen, wie das der Bundesrat in seinem Antrag vorgesehen hatte, für weitere 10 Jahre verlängert werden soll. Schon der Ständerat hat sich diese Frage gestellt. Er stimmte allerdings dem bundesrätlichen Antrag *tel quel* zu. Die Standesherren sahen sich aber doch veranlasst, mit einem Steuerabbaupostulat den Bundesrat zu beauftragen, dem Parlament für die nächste Erhebungsperiode Vorschläge zur Beseitigung der sogenannten kalten Progression bei der Wehrsteuer der natürlichen Personen zu unterbreiten. Offenbar soll damit auch die Zustimmung des Volkes zur Verlängerung der Verfassungsvorlage erleichtert werden.

Wenn unsere vorberatende Kommission heute nicht mehr nur rhetorisch von begründeten und möglichen Entlastungen bei der Wehrsteuer sprechen will und deshalb schon heute dem Plenum ihre Entlastungsanträge stellt und diese bereits in der Verlängerungsvorlage festlegen will, trägt sie einem in weiten Kreisen unseres Volkes bestehenden Begehren Rechnung. Durch die Teuerung und die damit Hand in Hand gehende Steigerung der Einkommen bedingt, hat sich die reale Belastung der Wehrsteuerpflichtigen über das vom Gesetzgeber bestimmte Mass hinaus erhöht. Die Erfüllung der Forderung, angesichts des Ausmasses der Geldentwertung und des reichlich fließenden Fiskalstromes, die ursprüngliche reale Steuerbelastung, wie sie im Zeitpunkt der Gutheissung der Finanzordnung bestanden hatte, aus allen Einkommens-kategorien wieder herzustellen, entspricht überdies der Steuergerechtigkeit. Eine grosse Gruppe von Steuerzahlern ist durch die Preis-Lohnspirale in die kalte Progression geraten. Höhere Nominallöhne führen in höhere Steuerprogressionen. Dadurch werden die Grundsätze der Steuerpolitik, die Besteuerung nach Leistungsfähigkeit und Gerechtigkeit, tangiert. Während die Lohnerhöhungen den Zweck des Teuerungsausgleiches erfüllen sollen, schöpft der Staat rasch einen Teil dieses Ausgleiches für sich ab. Die Ausgangslagen des Steuergesetzes werden für den Steuerzahler in ungünstigem, für den Fiskus aber in günstigem Sinne verändert.

Nachdem wir heute die Rekorderträge der Fiskaleinnahmen des Bundes im Jahre 1962 kennen, kann kaum mehr ernstlich die Zweckmässigkeit bestritten werden, dem Bürger im Rahmen der verlängerten Finanzordnung die berechtigten Steuererleichterungen zu gewähren. Sie erreichen nämlich den Betrag von 3,63 Milliarden gegen 2,98 Milliarden im Vorjahr und 2,8 im Jahre 1960. Im Voranschlag für 1962 ist der Fiskalertrag auf 3,19 Milliarden Franken geschätzt, eine Annahme, die also mit 440 Millionen Franken übertroffen worden ist.

Ein Blick auf ganz wenige einzelne Fiskaleinnahmen zeigt eindrücklich, wie stark diese angewachsen sind. Bei der Wehrsteuer gingen 1962 etwa 600 Millionen ein, das heisst rund 152 Millionen mehr als im ebenfalls wehrsteuerstarken Jahre 1960, mit einem Ertrag von etwa 450 Millionen. Auch die Warenumsatzsteuer brachte ein um 122 Millionen verbessertes Resultat gegenüber dem Vorjahre. Sie erzielte 1962 fast 900 Millionen Franken, gegenüber

772 Millionen Franken im Jahre 1961. Von den Einfuhrzöllen will ich in diesem Zusammenhange nicht mehr reden. Ich möchte nur sagen: Die verstärkte Zunahme der Einfuhrzölle ist um so beachtlicher, als sie trotz dem fortgesetzten EFTA-Zollabbau möglich wurde.

Mit diesem Überblick über das bemerkenswerte Anwachsen der Fiskaleinnahmen des Bundes muss auch festgestellt werden: Dem Bunde fliessen mehr Mittel zu, als er zur Erfüllung seiner Aufgabe bedarf. Gleichzeitig resultiert daraus aber auch eine überzeugende Begründung der Anträge auf Steuererleichterungen, vor allem auch der Erweiterung der sozialen Abzüge. Sie sind im Interesse des Familienschutzes und im Interesse der schulischen Erziehung der Jugend gerechtfertigt. Man darf übrigens auch darauf hinweisen, dass die beantragten Steuererleichterungen in erster Linie und vor allem den unteren, aber auch den mittleren Schichten der Steuerzahler zugute kommen. Wiederum wird eine beachtliche Zahl überhaupt aus der Steuerpflicht entlassen. Damit verschiebt sich aber auch das Verhältnis der direkten zu den indirekten Steuern zugunsten der indirekten Steuern. Aus diesem Grunde stellt sich die Frage, ob bei der Warenumsatzsteuer die Möglichkeit von gewissen Konzessionen offen gehalten werden kann. Eine Beurteilung eventuell möglicher Änderungen ist ohnehin nicht ohne Berücksichtigung der Entwicklungen der europäischen Integrationsbemühungen möglich. Zudem darf auch darauf hingewiesen werden, dass der Anteil an indirekten Steuern in allen uns umgebenden Staaten um 20 bis 30% höher ist als in der Schweiz. Einzig in den Niederlanden stellen sich die indirekten Steuern nur wenig über den schweizerischen Prozentsatz.

Bei den vorzunehmenden Steuererleichterungen sollte man aber auch die Begünstigung der Spartätigkeit und die Eigentumbildung in besonderer Weise berücksichtigen. Eine gezielte steuerliche Aufmunterung rechtfertigt sich nicht zuletzt im Interesse der Abwehr von unerfreulichen Erscheinungen unserer heutigen Überkonjunktur, die auf die Disharmonie zwischen Sparen und Investitionen zu einem grossen Teile zurückzuführen sind. Wer mit Hilfe einer Versicherung selber für sein Alter vorsorgt, wer einen Teil seines Jahreseinkommens aufs Sparheft oder auf Spezialkontos zur Erwerbung eines Eigenheims oder in späterem Zeitpunkte eines Stockwerkeigentums sich selber sicherstellt, hat nicht nur Anspruch auf Schonung, sondern auch auf die Förderung des Sparwillens durch gezielte Steuererleichterungen. Es liegt das nicht zuletzt im Interesse einer bewussten Mittelstandspolitik. Aus den genannten Zahlen geht aber auch mit aller wünschenswerten Deutlichkeit hervor, dass eine Entlastung der Steuerzahler um 30 bis 40 Millionen Schweizerfranken auch für den Bundeshaushalt durchaus tragbar ist. Ich weiss zwar, dass in dieser Beziehung gerne mit der Schuldentilgung argumentiert wird, die in Zeiten guter Konjunktur nicht verlassen werden dürfe. Ich bin ebenfalls dieser Auffassung und stehe auch jetzt auf dem Standpunkt, dass mit der Schuldenabtragung weitergefahren werden muss. Immerhin konnte bis heute die Bundesschuld bereits – wenn man noch das Resultat von 1962 mitrechnet – auf etwa 5 Milliarden Franken abgebaut werden. Fraglich bleibt deshalb lediglich, in welchem Tempo und wie weit mit dem weiteren Abbau fortgefahren werden soll. Zum mindesten darf jedoch heute schon festgestellt werden, dass mit dem Argument der Schuldentilgung kaum mehr so intensiv gegen die Vorstösse zur Steuererleichterung operiert werden kann, die sich auch im Hinblick auf die Abtragung des Bilanz-Defizites des Bundes in einem trag-

baren Rahmen halten. So wie sich uns heute die fiskalpolitische Situation präsentiert, kann man sich sogar tatsächlich fragen, ob überhaupt bis zum 1. Januar 1965 zugewartet werden müsse, bis das Volk zu seinen wohlbegründeten Begehren auf steuerliche Entlastung kommen soll. Ich möchte heute zu dieser Frage noch nicht abschliessend Stellung nehmen. Die eidgenössischen Räte werden sie in absehbarer Zeit diskutieren können. Eine diesbezügliche Initiative ist zwar noch nicht eingereicht, hat aber, wie wir wissen, die notwendige Unterschriftenzahl von 50 000 bereits wesentlich überschritten.

Im Sinne dieser meiner Ausführungen stimme ich für Eintreten auf die Vorlage zur Verlängerung des bisherigen Finanzordnung des Bundes.

M. Dafflon: Une offensive de grand style est menée par les milieux de la finance, des affaires et de la grosse industrie, depuis le dépôt du message du Conseil fédéral en mai 1962. Rien, absolument rien n'a été laissé de côté. Depuis de nombreux mois, on a martelé l'opinion publique afin qu'elle soit bien pénétrée de ces vérités premières: la fortune, la grosse industrie, les milieux d'affaires de notre pays sont les plus malheureux, ils sont injustement frappés par un impôt inique, qui ne touche qu'eux et par conséquent épargne les travailleurs.

Cette offensive a pour but de faire réduire l'impôt de défense nationale faute d'en demander la suppression. Elle se base sur l'expérience de 1957, époque où se discutait aussi le problème du régime financier. Alors déjà, les représentants du grand capital et de la grosse industrie avaient obtenu la suppression de l'impôt de compensation, celle de l'impôt sur le luxe, la suppression de l'impôt complémentaire sur la fortune, auxquelles il faut ajouter encore une baisse du taux d'imposition pour les gros revenus. Ce qui aurait fait dire à l'époque à M. Streuli, conseiller fédéral, que c'était là une réforme pour gens riches. Non contents de ces avantages, les mêmes milieux voudraient aujourd'hui une nouvelle diminution du taux d'impôt de défense nationale, diminution qui les avantagerait au premier chef. En effet, c'est de ces milieux qu'est issu l'initiative actuellement en circulation, demandant la réduction de 20% sur les montants de l'impôt de défense nationale dus pour les années 1962 et 1963.

Il faut reconnaître que la proposition est habile et qu'elle a de grandes chances de réussir. M. Duft vient de nous dire qu'elle a déjà récolté 50 000 signatures. On y mettra les moyens si nécessaire, car le jeu en vaut la chandelle. En effet, le bon peuple ne verra pas la grosse ficelle qui est cachée derrière cette initiative, ficelle qui est tirée par les milieux du grand capital. Et il est presque certain que le peuple appelé à signer cette initiative, n'aura pas en lisant la liste des personnes qui la patronne – elles ont presque toutes le titre de docteur – ce réflexe de prudence et de conservation: «Autant de docteurs s'occupant de ma santé risque bien de me faire passer de vie à trépas!»

Il est évident que cette initiative est une pression exercée sur le parlement afin d'en obtenir immédiatement ce qui a été déjà acquis en commission: la baisse du taux de l'impôt de défense nationale pour les années à venir.

La tactique est subtile, on vide l'impôt de défense nationale de sa substance, on le grignote, on lui applique la politique – passez-moi l'expression – dite «du salami». Ce que l'on n'a pas pu obtenir d'un seul coup, on l'obtiendra en plusieurs fois, tranche par tranche et le bon peuple ne s'en apercevra pas. On aura ainsi obtenu ce que l'on voulait: la suppression de l'impôt de défense nationale,

qui a le mérite à nos yeux – quoique imparfaitement et insuffisamment – de ne pas imposer essentiellement et plus fortement les salariés, mais également les gros revenus et qui pourrait toucher aussi les grosses fortunes si l'impôt complémentaire sur la fortune avait été maintenu. Depuis 1950, près de 400 000 personnes alors exemptées de l'impôt de défense nationale y sont maintenant soumises parce que leur revenu a été adapté en partie au renchérissement du coût de la vie, sans pour autant que leur pouvoir d'achat ait été augmenté dans les mêmes proportions. En fait, ces contribuables sont doublement touchés; alors qu'ils devraient être exemptés de l'impôt de défense nationale, ils se sont vu présenter un bordereau d'impôt en même temps qu'ils constataient une diminution de leur pouvoir d'achat. Cette catégorie de contribuables a donc participé à l'augmentation de la recette totale de l'impôt.

Pour la même période de 1950 à 1961, par rapport au volume total de la fiscalité, la proportion des impôts directs a baissé de 6%, baisse qui n'a donc profité qu'aux gros revenus.

C'est sans doute parce qu'ils trouvent qu'ils ne sont pas assez favorisés que les milieux du grand capital veulent davantage. Ils sont insatiables!

Parallèlement, les mêmes milieux voudraient voir augmenter le produit de l'impôt sur le chiffre d'affaires, impôt qui taxe le pauvre d'un même droit que le riche. Cela remplacerait les diminutions de recettes qu'ils préconisent pour l'impôt de défense nationale, mais aussi permettrait de compenser la perte de recettes sur les droits de douane que subirait la Confédération en cas d'intégration au Marché commun, perte évaluée à plus d'un milliard.

La «Société pour le développement de l'économie suisse», porte parole et instrument du capital financier et de l'industrie, dans un communiqué dont un passage était intitulé pour compenser les abattements douaniers et publié à fin janvier dernier soulignait: «Enfin et surtout une réduction de l'ICHA serait actuellement des plus inopportunes. Il faut en effet compter sur la réduction des droits de douane, résultat tangible des efforts d'intégration européenne. A mesure que l'intégration progressera, les recettes douanières diminueront. L'Etat doit bien songer à compenser ce manque à gagner qui pourrait sinon peser d'une façon absolument insupportable sur les finances fédérales.

«L'avis du Département fédéral des finances et des douanes, encore récemment confirmé par M. Bonvin, conseiller fédéral, est que la diminution des droits de douane profitant à la consommation, c'est de ce côté qu'il convient de rechercher une compensation nécessaire. On le voit, la tendance n'est pas tant de réduire l'ICHA que de l'augmenter, lui-même ou des taxes analogues.»

M. Bonvin, conseiller fédéral, ne manquera pas de nous dire s'il souscrit à cette déclaration, ou s'il ne pense pas plutôt que le renchérissement du coût de la vie, qui frappe essentiellement les travailleurs et les gagne-petit, suffit à leur bonheur, sans encore s'empresser de les pressurer davantage au moment où certains droits de douane seraient supprimés, et plutôt demander que l'effort soit fourni par les gros revenus et les grosses fortunes.

D'ailleurs ces mêmes milieux si soucieux de trouver de l'argent dans les poches des travailleurs, pour fournir les moyens financiers à la Confédération, pourraient se pencher sur un problème qui devient alarmant, celui des dépenses militaires. Nous pensons, quant à nous, et nous l'avons déclaré à maintes reprises dans ce parlement, qu'il est insensé pour un petit pays comme le nôtre de

dépenser le 36,5% de son budget total pour les armements. Ces dépenses atteignent aujourd'hui la somme record de 1 milliard 254 millions selon le budget 1963, chiffre jamais égalé mais qui sera dépassé – et de loin! – les années à venir.

En effet, on pense que cela n'est pas suffisant et on se propose d'aller plus fort. On parle d'atteindre 1 milliard 800 millions à 2 milliards. Ce serait chose faite vers 1969, c'est-à-dire dans six ans. Ces chiffres sont monstrueux! Cela représente une augmentation de 63% du budget militaire de 1963 et 1 milliard 200 millions de plus que le plafond des dépenses militaires fixé il y a 5 ans.

Cette politique de folles dépenses militaires se fait naturellement au détriment des dépenses sociales; je ne vous apprendrai rien en vous disant que le peuple ne souscrit pas à un pareil gaspillage des finances fédérales.

Il est certain qu'une conception plus saine des dépenses militaires adaptée à une politique plus réaliste de notre défense nationale permettrait d'alléger le fardeau fiscal supporté par les travailleurs.

Or, jusqu'à présent, ce sont eux qui font les frais de l'opération dans sa plus grande partie. Il ne fait de doute pour personne que ce fameux équilibre recherché entre l'impôt direct et l'impôt indirect est rompu puisque le poids des impôts indirects augmente sans cesse. Et c'est en quoi la très vive offensive menée par les milieux qui représentent la «Société pour le développement de l'économie suisse» et les promoteurs de l'initiative pour la diminution de 20% du montant dû pour l'impôt de défense nationale est d'une redoutable astuce. On crie à l'égoïsme, on évoque la fuite des capitaux (jusqu'où le patriotisme va-t-il se nicher!), on parle d'un ralentissement de la conjoncture, on essaye de nous apitoyer en rappelant les prétendus sacrifices consentis par le capital pendant la dernière guerre et que souligne un communiqué de la «Société pour le développement de l'économie suisse» dans sa campagne contre la réduction de l'impôt sur le chiffre d'affaires lorsqu'il dit: ...qu'«il faut tenir compte de l'effort exceptionnel qu'on a demandé pendant la guerre au contribuable direct en vue de financer les dépenses militaires»... Vous le voyez, aucun moyen n'est épargné. Tout est bon pour essayer de persuader le citoyen de cette vérité première. Toujours selon ces milieux, les gros revenus, les grosses fortunes sont trop imposés, ils sont les seuls, ou presque, à payer un impôt.

Cette méthode a l'air de réussir si l'on en juge par les résultats révélés par le message du Conseil fédéral à propos de la fraude fiscale qui atteint, quant à la fortune et aux revenus, le chiffre pharamineux de 100 milliards. La Confédération et les cantons perdraient donc entre 268 et 346 millions de recettes fiscales. Le message dénonçant cette fraude était à peine publié qu'on entendit un concert de lamentations, de cris, de gémissements de la part des défenseurs du capital qui démontraient, on ne peut mieux, que l'on avait touché juste. Qu'en est-il résulté? La commission chargée d'étudier ce message n'a rien trouvé de mieux que de proposer une amnistie fiscale! C'est véritablement une réussite!

On a pu dire en 1957 que le plan financier, alors en discussion, favorisait nettement les grosses fortunes. Le projet qui nous est soumis aujourd'hui le confirme encore. Il ne propose pas de corriger les inégalités de traitement entre gros et petits contribuables, il n'allège pas l'impôt auquel sont soumis les petits revenus, il n'insinue pas à nouveau l'impôt complémentaire sur la fortune. Les améliorations qu'il propose sont dérisoires; nous ne pouvons nous déclarer satisfaits. Nous nous opposerons

à toute prolongation de 10 ans du régime financier si ce régime n'est pas amendé.

Nous ferons des propositions pour une fiscalité plus démocratique, plus équitable à l'égard des petits et moyens revenus. Nous soutiendrons toute proposition tendant à ce but, sans toutefois aller aussi loin que les commissaires du parti radical, qui jugent que les revenus de 30 000 francs à 80 000 francs sont des revenus moyens!

Nous pensons qu'il est absolument indispensable d'élever les minimums imposables. d'augmenter les déductions sociales et de renforcer la progression en ce qui concerne l'impôt direct. Pour ce qui est de l'impôt sur le chiffre d'affaires, nous pensons qu'il faut étendre la liste des marchandises exonérées non seulement aux livres, aux textiles, mais également aux chaussures.

Adversaires résolu de l'impôt sur le chiffre d'affaires, que nous considérons comme antisocial, nous disons qu'il faut prendre l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire chez les bénéficiaires de cette haute conjoncture, qui réalisent des bénéfices colossaux, qui entassent des richesses fabuleuses et s'offrent d'énormes revenus.

Il va sans dire que nous combattons toutes les dispositions qui tendraient à alléger les charges pesant sur les gros revenus.

Si nous n'obtenons pas satisfaction, nous voterons contre la prorogation du régime financier et nous inviterons le peuple à en faire de même lors de la votation populaire.

Waldner: Ich möchte mich im Rahmen der Eintretensdebatte auf zwei spezielle Probleme beschränken, die mir besonders am Herzen liegen. Es handelt sich um die Warenumsatzsteuer und die Besteuerung der Rückvergütungen. Ich finde diese beiden Steuerarten – und mit mir sicher eine überwiegende Mehrheit der Konsumenten und Steuerzahler – als sehr ungerecht. Sie sind auch dann ungerecht, wenn derjenige Politiker recht hat, der einmal gesagt hat: «Es gibt nur eine Steuer, die gerecht ist, das ist diejenige, die der andere bezahlt.»

Die Warenumsatzsteuer ist ein Kind des Krieges, im Gegensatz zur Wehrsteuer, die als direkte Bundessteuer früher in Form einer Krisenabgabe erhoben worden ist. Während man bei der Forderung nach Abbau der Mietzinskontrolle bei Altliegenschaften immer wieder darauf pocht, dass die letzten Reste kriegswirtschaftlicher Verordnungen aufgehoben werden müssen, steigen die Erträge aus der damals kriegsbedingten Warenumsatzsteuer Jahr für Jahr weiter an. Diese Steuer mit ihren grossen sozialen und volkswirtschaftlichen Auswirkungen, ist im Jahre 1940 eingeführt worden mit der bundesrätlichen Begründung, dass das Gleichgewicht im ordentlichen Finanzhaushalt des Bundes wieder hergestellt werden müsse. Sie ist in der bundesrätlichen Botschaft vom 19. Januar 1940 als Defizitsteuer bezeichnet worden, welche die Schuldentilgung sicherzustellen habe, nachdem die Besteuerung des Vermögens, des Vermögensertrages und des Einkommens für die Verzinsung und Tilgung der ausserordentlichen Wehraufwendungen beansprucht werden müsse. Leider ist dieser Verwendungszweck längst vergessen worden, wie auch die damalige Zusicherung des Bundesrates, dass das Verhältnis der Besitzsteuern zu den Verbrauchssteuern nicht wesentlich – ich betone das – verändert werden solle. Man rechnete damals mit einem jährlichen Wehrsteuerertrag von 120 Millionen Franken und einem Ertrag an Warenumsatzsteuern von 70 Millionen Franken jährlich. Man erachtete also damals eine indirekte Besteuerung des Verbrauches in der Höhe von rund 60% des Ertrages an direkten Bundessteuern als eine gerechte Relation. Heute

ist nun das Verhältnis gerade umgekehrt und der Trend, die direkten Steuern abzubauen und die ungerechten, indirekten Steuern in der bisherigen Höhe zu belassen oder deren Ertrag noch weiter zu steigern, geht weiter. Als Gegner jeder indirekten Steuer, die auf die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Steuerzahlers keine Rücksicht nimmt, muss ich mich gegen diesen sukzessiven Umbau der Finanzordnung des Bundes wehren. Die Umsatzsteuer ist die rohste und unsozialste Steuer, die es überhaupt gibt, da sie die kinderreichen und armen Familien am härtesten trifft. Zugegeben, sie ist einfach zu erheben, und es kann sich ihr auch niemand entziehen. Sie verbirgt sich im Preis der Ware. Sie ist deshalb sicher bequem für den Fiskus und bringt bei einer relativ einfachen Organisation dem Staat rasch viel Geld. Aber diese Umsatzsteuer ist nicht nur eine bequeme und ertragreiche Steuer, sondern sie ist – wie ich bereits gesagt habe – auch die unsozialste Steuer. Sie belastet die Familie beim Verbrauch von wichtigen Lebensgütern. Je grösser die Familie ist und je mehr Köpfe sie zählt, um so mehr wird sie von der Warenumsatzsteuer betroffen. Man hat seinerzeit die Einführung der Warenumsatzsteuer gleichzeitig mit einer stärkeren Belastung des Vermögens und des Einkommens verknüpft, was weitgehend dazu beigetragen hat, dass die damalige Finanzvorlage alle Klippen passiert hat. Heute aber schlägt man den umgekehrten Weg ein; nämlich Abbau der direkten Bundessteuern auf den grossen Vermögen und hohen Einkommen und Beibehaltung der unsozialen Warenumsatzsteuer. Ich habe deshalb die Meinung: wenn schon Steuerabbau, dann Abbau der ungerechten und unsozialen Warenumsatzsteuer oder mindestens die Wiederherstellung der Relation, wie sie bei der Einführung der Wehr- und der Umsatzsteuer im Jahre 1940 bestanden hat. Der Bundesrat hat damals dieses Verhältnis als gerecht bezeichnet und in seiner Botschaft versichert, dass daran nichts Wesentliches geändert werden solle. Ich möchte heute den Herrn Bundesrat an dieses Versprechen erinnern.

Der seinerzeitige Vorsteher des Finanzdepartementes, Herr Bundesrat Wetter, hat damals gesagt, dass die Warenumsatzsteuer eingeführt werden müsse wegen der hohen Wehraufwendungen. Er hat wörtlich ausgeführt: «Wir haben die Steuer gebracht aus der schweren Verantwortung für die Bundesfinanzen. Dabei haben wir, wie die andern Herren auch (gemeint waren mit diesen andern Herren die damaligen Befürworter der Warenumsatzsteuer in unserem Rate), gewisse Bedenken zu überwinden gehabt. Das ist ganz klar. Die Umsatzsteuer ist nicht die Steuer, die man leichthin vorschlägt.»

Die kürzlich erfüllten Forderungen der Bauarbeiter nach besseren Lebensbedingungen und einem grösseren Anteil am Volkseinkommen haben in gewissen Kreisen sofort dazu geführt, dass der Bleistift gezückt und die neue Bauteuerung ausgerechnet worden ist. Es sind die gleichen Leute, die heute die direkten Steuern auf den grossen Einkommen und Vermögen massiv abbauen wollen. Würde aber die Umsatzsteuer auf allen Baumaterialien aufgehoben, so könnte wahrscheinlich die neue Teuerung auf dem Bausektor mit Leichtigkeit aufgefangen werden. Von der Verteuerung der Mietzinsen als Folge der grenzenlosen Bodenteuerung gar nicht zu reden. Ich bin deshalb der Meinung, ein Abbau der Wehrsteuer dürfe nur in Verbindung mit einem massiven Abbau der Warenumsatzsteuer erfolgen. Im Gegensatz zum allgemeinen Steuerabbau leisten wir damit einen wertvollen Beitrag zur Bekämpfung der zunehmenden Teuerung.

Noch ein paar Worte zur steuerrechtlichen Behandlung der Rückvergütungen. Ich habe auch die Besteuerung der Rückvergütung an Genossenschafter als ungerecht bezeichnet. Man hat bei diesen Rückvergütungen ein Objekt gefunden, das meiner Meinung nach zu Unrecht besteuert wird. Das Wesen der Rückvergütung wird einfach nicht richtig gewürdigt. Es handelt sich hier überhaupt nicht um Einkommen, sondern um die Rückerstattung von Beträgen, welche die Mitglieder einer Genossenschaft zum Voraus bezahlt, die sie also bereits als Einkommen versteuert haben. Das ist kein Einkommen der Genossenschaften und vermehrt auch deren Vermögen nicht. Es ist deshalb meiner Meinung nach ein Widersinn, diese Rückvergütungen der Genossenschafter zu besteuern. Man sollte unbedingt von diesem alten Zopf abgehen, wie es bereits verschiedene Kantone in ihren Steuergesetzen getan haben. Es scheint notwendig zu sein, immer wieder zu betonen, dass die Rückvergütung auch nicht der Anteil an einem Gewinn ist, den das Unternehmen an einem Dritten gemacht hat. Die Genossenschaften sind ein Mittel zur wirtschaftlichen Selbsthilfe, und wer sich einer solchen Genossenschaft anschliesst, hat nicht die Absicht, irgendwelche Einkünfte zu erwerben. Er will lediglich mit seinen Mitteln häuslicherisch umgehen, seine Ausgaben vermindern, nicht aber die Einnahmen vermehren. Im Gegensatz zur Aktiengesellschaft werden keine Gewinne als Dividenden ausgeschüttet. Die Besteuerung der Rückvergütungen und Rabatte ist aus diesen Gründen ein Unrecht.

In bezug auf die Warenumsatzsteuer wird man mir entgegenhalten (wie das immer wieder geschieht), dass auch in sozialistisch regierten Staaten, wie zum Beispiel in Schweden, die Warenumsatzsteuer eingeführt und dass in allen andern europäischen Ländern diese Steuer noch viel höher sei. Diese Tatsache ist nicht zu leugnen. Ein Vergleich zwischen uns und andern Ländern müsste aber in viel umfassenderem Rahmen erfolgen und darf sich nicht nur auf die Warenumsatzsteuer beschränken. Die Struktur jedes Staates hat ihre Eigenheiten. Ein Vergleich darf sich nicht nur auf Steuer- und Finanzfragen beschränken. Man müsste auch genau untersuchen, was besteuert wird. Vielleicht ist es nur der Luxusverbrauch. Was aber sehr wichtig ist, sind die Unterschiede auf sozialem Gebiet und die Tatsache, dass in allen diesen Ländern auch die direkten Steuern dem Besitz ganz andere Lasten auferlegen als bei uns.

Man hat im Jahre 1940 ausdrücklich versichert, dass die Warenumsatzsteuer nicht als eine bleibende Steuer gedacht sei. Heute stellt der Bundesrat in seinem Bericht fest, dass diese Steuer nur noch ganz vereinzelt abgelehnt werde. Zu diesem Entwurf haben alle Kantonsregierungen, die Finanzdirektorenkonferenz, die politischen Parteien und 30 Wirtschaftsverbände Stellung bezogen. Man sollte also meinen, dass bei einer solchen umfassenden Umfrage die Volksmeinung erforscht sei. Das stimmt nun leider nicht. Wenn man diesem Volke in aller Offenheit sagt, dass über den Weg erhöhter Warenpreise rund 900 Millionen Franken jährlich an Warenumsatzsteuern in die Bundeskasse fließen und diesem Volk ferner ausrechnet, welche indirekten Belastungen es in Form von Zöllen zu tragen hat, so wird die ungerechte und unsoziale Warenumsatzsteuer nicht mehr «nur noch ganz vereinzelt abgelehnt», wie das der Bundesrat in seiner Botschaft wahr haben will.

Leider wollen sowohl der Bundesrat als auch die Kommissionsmehrheit bei den indirekten Steuern nicht die geringste Entlastung eintreten lassen. Diese unsozialen Steuern sollen für weitere zehn Jahre verfassungsrechtlich

verankert werden. Ich bitte Sie, sowohl bei der Warenumsatzsteuer als auch bei der Besteuerung der Rückvergütung und Rabatte den Entlastungsanträgen der Minderheit zuzustimmen.

Schmid Werner: Gestatten Sie mir einige Bemerkungen allgemeiner Art. Der Herr Kommissionsreferent hat in seinem Eintretensreferat festgestellt, dass von Bundesfinanzreform nun eigentlich schon nicht mehr die Rede sei. Ich möchte feststellen, dass es bemühend ist, wiederum ein Provisorium zu behandeln. Es sind jetzt 15 Jahre her, seit der Bundesrat uns eine dicke Botschaft zukommen liess über die Bundesfinanzreform, die gewissermassen als gesetzgeberisches Prunkstück des Jubiläumsjahres 1948 gelten sollte. Aus dem Prunkstück ist dann nichts geworden, sondern lediglich ein Scherbenhaufen. Seither verlängern wir immer wieder ein Provisorium nach dem andern. Das ist ein ungemütlicher und unerfreulicher Zustand, und ich bin der Auffassung, dass wir endlich wieder einmal zu einem Definitivum kommen sollten. Jetzt will man das Provisorium nochmals für 10 Jahre verlängern. Die Hälfte der Zeit aber würde meines Erachtens genügen, um ein Definitivum zu schaffen. Das ist nicht etwa ein Misstrauensvotum an die Adresse des Bundesrates, sondern vielmehr ein ausgesprochenes Vertrauensvotum an die Adresse unseres Vorstehers des Finanzdepartementes, dessen Tatkraft, dessen Initiative, dessen Überlegenheit und dessen Sachkenntnis ich zutraue, dass er in fünf Jahren eine Konzeption finde, die tragbar ist. Ich traue ihm auch zu, dass er den Mut hat, eigene Wege zu gehen und Kraft, dem Beharrungsvermögen des Apparates zu widerstehen. Schliesslich sei darauf hingewiesen, dass es doch un schön ist, wenn wir immer wieder Verfassungsartikel in die Verfassung hineinnehmen, die befristet sind. Die Verfassung ist schliesslich und endlich kein Durchgangsbahnhof, in den man hineinfährt und hinausfährt, sondern die Verfassung ist das Grundgesetz unseres Staates und sollte die dauernden Grundsätze festhalten.

Eine zweite Bemerkung: Ich möchte Herrn Bundesrat Bonvin dafür danken, dass er in seiner Antwort auf die Interpellationen Duft und Tschanz mit Nachdruck auf die Bundesschulden hingewiesen hat und darauf, dass die Rückzahlung dieser Bundesschulden notwendig ist. Ich bin der Meinung, dass die Rückzahlung der Bundesschulden eine echte Steuerreduktion ermöglichen würde, indem ja der Bund dadurch von einer gewaltigen Zinsenlast befreit wird. Man kann das nachlesen in der bereits erwähnten Botschaft aus dem Jahre 1948. Auf diesem Wege kämen wir zu einer echten Steuerreduktion. Im übrigen möchte ich die Ausführungen meines Kollegen Waldner nachdrücklich unterstützen im Hinblick auf das, was er gesagt hat über die Umsatzsteuern und die direkten Steuern.

Es wird eingewendet, dass Staatsschulden nicht zurückbezahlt werden müssten, weil ja Staatsschulden gewissermassen Schulden an uns selber seien. Das ist ein Irrtum. Die Steuerzahler, die die Zinsen aufzubringen haben, sind nicht immer identisch mit denjenigen, die den Zins für die Staatsschulden empfangen.

Damit komme ich noch zu einem dritten Punkt: zur Frage des konjunkturgerechten Verhaltens des Staates, das gestern auch in einem kurzen Satz gestreift worden ist. Diese Anregungen und Vorschläge zum konjunkturgerechten Verhalten des Staates sind durchaus widersprüchlich. Die einen Oekonomen verlangen vom Staate, dass er in der Zeit der guten Konjunktur die Schulden zurückzahlt, um die Möglichkeit zu haben, im Falle einer Krise wieder neue Schulden einzugehen, die andern ver-

langen heute, sicher nicht zu unrecht, dass der Bund Gelder sterilisiert und keine Schulden zurückzahlt, weil er sonst durch die Rückzahlung der Schulden den Geldumlauf des Landes vermehren und die Inflation verstärken würde. Sie sehen, dass die NationalökonomInnen sehr widersprüchliche Theorien vertreten. Unser früherer Kollege, Dr. Guido Müller, Stadtpräsident von Biel, hat einmal auf die Frage, was er von den Theorien der Volkswirtschaftler halte, mit einer Anekdote geantwortet. Er hat gesagt, wenn zwei Juristen sich über eine Frage unterhalten, darf man annehmen, dass beide Juristen wissen, was sie meinen und auch wissen, was der andere meint. Wenn zwei Theologen sich über eine Frage unterhalten, darf man annehmen, dass jeder weiss, was er selber meint, nicht aber, was der andere meint. Wenn aber zwei Gelehrte sich streiten und keiner weiss, was er selber, geschweige denn, was der andere meint, dann könne man sicher sein, dass NationalökonomInnen sich über Grundfragen der Nationalökonomie unterhalten. In diesem Sinne wohnen selbstverständlich auch unserem Finanzminister zwei Seelen in seiner Brust: einerseits die Seele des sorgsam Hausvaters und andererseits heute die Seele des Feuerwehrmannes für die Nationalbank, die der Inflation nicht Herr wird und der der Bund zu Hilfe eilen muss. Vielleicht überlegen wir uns einmal, ob nicht eine saubere Trennung vorgenommen werden sollte zwischen Finanzpolitik und Währungspolitik durch eine entsprechende Überprüfung und Änderung der Gesetzgebung. Ich habe gestern ein entsprechendes Postulat eingereicht.

Eine in diesem Zusammenhange notwendige Bemerkung möchte ich noch anbringen. Ich möchte darauf hinweisen, dass Staatsausgaben an sich keine inflatorische Wirkung haben, wenn der Staat das Geld, das er ausgibt, nicht bei der Notenbank holt, sondern beim Steuerzahler nimmt. Es findet lediglich eine Phasenverschiebung statt; der Staat kann ja dann keinen Franken mehr ausgeben, als er dem Steuerzahler vorher abgenommen hat; was der Bürger nicht mehr ausgibt, gibt der Staat aus.

Zum Schluss noch eine Bemerkung. Unser Kollege Munz hat immer wieder den Standpunkt vertreten, es müsste eine Vereinfachung der Steuerveranlagung durchgeführt werden. Ich möchte dieses Postulat hier wieder aufnehmen und feststellen, dass der Bürger ja heute kaum weiss, wieviel er an Steuern zu zahlen hat, was für Steuern er zu zahlen hat, und es ist nachgerade so, dass auch der einfache Bürger seinen Steuerzettel nicht mehr ausfüllen kann, ohne die Hilfe eines Steuerberaters. Der Bürger findet sich nicht mehr zurecht. Wir sollten unseren Haushalt auf weniger Steuern reduzieren, dafür übersichtliche Steuerveranlagungen schaffen. Die Forderung ist seit Jahrzehnten erhoben worden; ich möchte sie heute wieder erheben und Herrn Bundesrat Bonvin sagen, dass er sich den Dank aller Steuerzahler erwerben würde, wenn er hier einen Vorstoss unternehmen würde.

Diethelm: Niemand, weder der Befürworter noch der Gegner, wird behaupten können, er habe die erfreuliche Entwicklung der Bundesfinanzen nach der Finanzordnung vom 31. Januar 1958 im Rahmen der nun eingetretenen tatsächlichen Entwicklung vorausgesehen. Allein die damals nicht geahnte wirtschaftliche Blüte der Jahre 1959 bis heute bildet die Ursache der günstigen Rechnungsabschlüsse des Bundes. Die überhitzte Konjunktur mit allen Nebenwirkungen, den zwangsläufig gesteigerten Geschäftserträgen, den höheren Arbeitseinkommen und Kapitalerträgen, nicht weniger aber die riesigen Investi-

tionen liessen die Zolleinnahmen, die Warenumsatzsteuer und die Biersteuer sowie die Wehrsteuer auf Ergebnisse steigern, die weit über den Zahlen des Finanzplanes für die Finanzordnung 1959/64 liegen.

Auf der Ausgabenseite blieben die Mehraufwendungen prozentual hinter den Mehrerträgen zurück, so dass sich folgerichtig Ertragsüberschüsse ergeben mussten. Es wird aber niemand daran zweifeln, dass in naher Zukunft höhere Leistungen des Bundes an verschiedene bisherige und neue Aufgaben eintreten werden. Ich erinnere an die neuen bedeutenden Beiträge, die der Bund für den Zivilschutz, für den Gewässerschutz, für Stipendien für die Berufsbildung leisten müssen. Zu diesen neuen finanziellen Verpflichtungen kommen zweifelsohne höhere Leistungen für die Sozialversicherung, für das Wehrwesen usw. Es ist daher absolut verständlich, dass der Bundesrat grundsätzlich die Beibehaltung der bisherigen Einnahmequellen beantragt. Ebenso zweckmässig erscheint mir der Vorschlag, den Verlängerungsbeschluss auf 10 Jahre zu befristen. Dadurch wird es möglich sein, die wirklich fälligen Ausführungsgesetze für die Verrechnungssteuer, die Wehrsteuer sowie die Warenumsatzsteuer zu erfassen.

Zur vorliegenden Vorlage ist festzustellen, dass massgebliche Forderungen der Kantone nicht berücksichtigt sind. $\frac{3}{4}$ der Kantone forderten mit aller Deutlichkeit die Verbindung einer allgemeinen Amnestie mit dieser Verfassungsvorlage. Ein nicht weniger entschieden angemeldetes Begehren ist die Beteiligung der Kantone am Reinertrag der Verrechnungssteuer. Die Kantone mit geringer Finanzkraft forderten überdies eine Verstärkung des Finanzausgleichs.

Gestatten Sie mir einige Bemerkungen zum Erlass einer allgemeinen Amnestie. Im Bericht des Bundesrates zur Motion Eggenberger über die Steuerdefraudation wird das mutmasslich hinterzogene Vermögen in der Schweiz auf 17 bis 23 Milliarden Franken geschätzt. Der Bundesfiskus ist durch die Verrechnungssteuer Nutzniesser am verheimlichten Wertschriftenvermögen. Die Kantone müssen durch die Defraudation einen Verlust von gegen 300 Millionen Franken an Steuereinnahmen hinnehmen. Diese Mittel würden dazu beitragen, kantonale Aufgaben zu finanzieren, deren Realisierung zufolge ungenügender Subsidien hinausgeschoben werden müssen. In verschiedenen Kantonen würden diese Mittel eine Senkung der Staatssteuern ermöglichen. Es bleibt uns vorbehalten, über die Vor- und Nachteile einer neuen Amnestie bei der Behandlung des Berichtes des Bundesrates zur Motion Eggenberger zu diskutieren. Aus der Sicht der kantonalen Finanzen wird eine Amnestie erwartet, um für die Kantone Mittel zur Finanzierung der neuen grossen Aufgaben des Gewässerschutzes, des Zivilschutzes, der Sozialversicherung und vor allem des allgemeinen und beruflichen Bildungswesens zu erhalten. Ich verstehe die abstimmungspolitischen Bedenken, die warnend geltend gemacht werden, die Verfassungsvorlage mit einer Amnestie zu verbinden, und verzichte darauf, einen Antrag um Aufnahme einer bezüglichen Bestimmung zu stellen. Dagegen möchte ich mit aller Entschiedenheit darauf bestehen, dass der von der nationalrätlichen Kommission formulierte Amnestiebeschluss gleichzeitig mit der Verfassungsvorlage Volk und Ständen zum Entscheid vorgelegt wird. Das Begehren der Kantone auf Ergänzung des Artikels 41 bis mit dem Ziel, eine Mitbeteiligung am Reinertrag der Verrechnungssteuer verfassungsrechtlich zu verankern, wurde im Beschlussentwurf ebenfalls nicht aufgenommen. Gleichzeitig wird die Forderung auf Revision des Artikels 8 der Übergangsbestimmungen betreffend eine merkliche Erhöhung der Verrech-

nungssteuer von 27% auf 35% mit der Absicht, für die Zukunft die Steuerdefraudation energischer bekämpfen zu können, abgelehnt. Die Kantone haben gute Gründe, diese Forderung mit aller Deutlichkeit aufrecht zu erhalten, wenn sie auch in der Verfassungsvorlage nicht berücksichtigt werden will. Sie wird sich sicher erneut stellen im Zeitpunkt, da die Ausführungsbestimmungen über die Verrechnungssteuer zur Diskussion gestellt werden. Für die Kantone ist speziell das Problem der Beteiligung sehr dringlich. Es ist aus verschiedenen Gründen verständlich. Einmal obliegt den kantonalen Verwaltungen die umfangreiche Arbeit der Prüfung aller Verrechnungssteuer-Rückforderungsbegehren, und der ganze Verwaltungsaufwand für die Besoldung der Funktionäre, für die Herstellung der notwendigen Drucksachen, einschliesslich die umfangreichen Kosten für Büroräume und allgemeine Bürokosten gehen ausschliesslich zu Lasten der Kantone. Die Bundesverwaltung besorgt lediglich die Kontrolle der Verrechnungssteuer bei den juristischen Personen, Gesellschaften, Vereinen und Genossenschaften. Der Bundesfiskus ist also Kassier von Steueranteilen, die eindeutig den Kantonen und Gemeinden entzogen werden. Die Forderung der Kantone geht dahin, 30% am Reinertrag der Verrechnungssteuer zu ihren Gunsten abzuzweigen, wovon ein Sechstel zugunsten der Verstärkung des Finanzausgleichs ausgeschrieben werden sollte.

Der Bundesrat warnt seinerseits vor einer Erhöhung der Verrechnungssteuer mit dem Hinweis, dass diese Frage nicht nur von der fiskalischen Seite aus betrachtet werden dürfe, sondern dass sie auch im Rahmen der weiteren Kapitalbeschaffung für den heutigen Investitionsbedarf abgeklärt werden müsse. Mit dieser Warnung bleibt das Problem für die Kantone nicht gelöst. Ich möchte darum die Aufforderung allen Ernstes wiederholen, die Ausführungsgesetzgebung für die Verrechnungssteuer zu beschleunigen und die mit aller Dringlichkeit erhobene Forderung der Kantone zu verwirklichen.

Dass dem Finanzausgleich sowohl bei der Ausführungsgesetzgebung für die Wehrsteuer wie für die Verrechnungssteuer eine vermehrte Bedeutung zukommt, dürfte unbestritten sein. Die finanzstarken Kantone, namentlich deren Finanzdirektionen, haben in den Diskussionen um die Forderung für eine Verstärkung des Finanzausgleiches Verständnis für die Stände mit geringer Finanzkraft bekundet. Ich zweifle nicht daran, dass beim Vorsteher des Eidgenössischen Finanz- und Zolldepartements, Herrn Bundesrat Bonvin, eine ebenso wohlwollende Gesinnung für die Begehren, wie ich sie hier dargelegt habe, vorhanden ist. Bevor ich aber auf Antragstellung für den Einbau der kantonalen Forderungen in den vorliegenden Verlängerungsbeschluss verzichte, möchte ich Herrn Bundesrat Bonvin um die Beantwortung folgender Fragen bitten: Nach welchem Zeitplan und in welcher Reihenfolge sind die Ausführungsgesetze für die Verrechnungssteuer und für die Wehrsteuer zu erwarten? Ist das Finanz- und Zolldepartement grundsätzlich bereit, die Forderung der Kantone auf die Mitbeteiligung am Reinertrag der Verrechnungssteuer im Ausführungsgesetz über die Verrechnungssteuer aufzunehmen? Ist das Finanz- und Zolldepartement bereit, die Forderung der Kantone mit geringer Finanzkraft auf eine Verstärkung des Finanzausgleichs in den Ausführungserlassen für die Wehrsteuer und die Verrechnungssteuer zu berücksichtigen? Fällt die Antwort befriedigend aus, dann sehe ich davon ab, den Versuch zu unternehmen, den Verlängerungsbeschluss mit Rücksicht auf das obligatorische Referendum mit einem Bleigewicht zu belasten.

Gestatten Sie mir noch einige Bemerkungen zu den Vorschlägen der Kommission. Ich widersetze mich dem Antrag der ersten Minderheit, die vorschlägt, Artikel 41 bis, Absatz 1, Litera a, zu ändern. Herr Kollege Gnägi hat bei der Begründung seiner Motion betreffend Revision der Stempelsteuer auf verschiedene revisionsbedürftige Bestimmungen des Stempelgesetzes hingewiesen. Herr Bundesrat Bonvin hat die Motion entgegengenommen. Es ist also eine Überprüfung aller umstrittenen Fragen zu erwarten, so dass sich bei der Gesamtrevision Möglichkeiten zu Abänderungsvorschlägen ergeben. Der Antrag der Minderheit zu Artikel 41 ter, Absatz 2, Buchstabe c, scheint mir gerecht zu sein. Es würde sicher nicht verstanden, wenn wir die Möglichkeit schaffen würden, die Freiliste von Waren, deren Umsätze von der Umsatzsteuer ausgenommen sind, einzuschränken, während andererseits bei der Wehrsteuer Erleichterungen beantragt würden, die wesentlich über die Beseitigung der kalten Progression hinausgingen. Ich unterstütze daher den Minderheitsantrag zu Artikel 41 ter, Absatz 2, Buchstabe c.

Hinsichtlich der Revision von Artikel 8, Absatz 3, Buchstabe b, unterstütze ich den Antrag der Kommissionsminderheit. Die neuen finanziellen Verpflichtungen des Bundes für die vermehrten Mehraufwendungen im Zivilschutz, Gewässerschutz, für das berufliche Bildungswesen, ganz besonders aber für den Ausbau der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung, sind bedeutend, so dass ein Steuerabbau über die Beseitigung der kalten Progression hinaus nicht zu verantworten ist.

Ich möchte vor allem den Vertretern der finanzschwachen Kantone sagen, dass mit einer Ermässigung bei der Wehrsteuer von 20% für alle Einkommen auch die Kantonsanteile an der Wehrsteuer reduziert werden. Die finanzschwachen Kantone werden von dieser Kürzung besonders hart getroffen, weil die Ergebnisse der in der Wehrsteuer eingebauten Ausgleichsquote von 5% zugunsten des Finanzausgleichs bedeutend kleiner werden. Diese Ausfälle wären durch höhere Staatssteuern in den betreffenden Kantonen zu decken. Wenn ich darauf hinweise, dass der Anteil mehrerer finanzschwacher Kantone am Finanzausgleich von 5% den eigenen Anteil am Wehrsteuerertrag von 30% abzüglich der 5%igen Ablieferung zu $\frac{2}{3}$ bis $\frac{3}{4}$ erreicht, dann deshalb, um die Ausfälle für die betreffenden Kantone bei einem massiven Wehrsteuerabbau abschätzen zu können. In Zahlen ausgedrückt: Für den Kanton Schwyz erreichte für 1961 die Ablieferung von 5% an den Finanzausgleich 59 000 Franken, während die Quote am Finanzausgleich von 5% 285 000 Franken betrug.

Eine angemessene Reduktion der Steuerlasten ist angezeigt; sie muss aber den vertretbaren Rahmen nicht sprengen; sonst ergeben sich daraus für die finanzschwachen Glieder unserer Eidgenossenschaft neue Härten. Wenn wir dies vermeiden wollen, müssen wir uns für den Antrag der Kommissionsminderheit entscheiden.

Mit diesen Vorbehalten stimme ich für Eintreten auf den Verlängerungsbeschluss.

Meyer-Zürich: In allen bisherigen Beratungen und Diskussionen zur Frage der Verlängerung unserer Bundesfinanzordnung wurde übereinstimmend die Auffassung vertreten, dass sich die geltende Ordnung bewährt habe. Sie hat dem Bund die zur Erfüllung seiner gesetzlichen und verfassungsmässigen Verpflichtungen notwendigen Mittel zur Verfügung gestellt und hat ihm erlaubt, die zum Abbau der Bundesschuld erforderlichen Rechnungsüberschüsse zu verwirklichen. Diese geltende Ordnung hat aber auch ihre Bewährungsprobe als eine damals in den Jahren 1957 und

1958 hart umstrittene Mittellösung bestanden, eine Mittellösung, die erst in der Volksabstimmung sanktioniert worden ist. Sie hat sich dann aber in der Folge im allgemeinen als tragbar und als gerecht erwiesen.

Mit dieser Feststellung darf daher heute in aller Sachlichkeit die begründete Meinung vertreten werden, die geltende Ordnung sei in einer Weise zu verlängern, die keine wesentlichen Änderungen in ihrer grundsätzlichen Gestaltung mit sich bringe. Es sollte in allen Kreisen die Bereitschaft bestehen, lediglich die sich durch die bisherige Entwicklung als notwendig erweisenden Korrekturen und Anpassungen vorzunehmen. Dabei gehen allerdings, wie wir gesehen haben, die Auffassungen über das Ausmass dieser Korrekturen und vor allem ihre Abgrenzung gegenüber eigentlichen Revisionsansprüchen sehr stark auseinander.

Die Bewährung dieser geltenden Finanzordnung bedeutet nun allerdings nicht, dass sich alle Kreise unserer Bevölkerung endgültig mit allen ihren Bestimmungen abgefunden haben. Die Notwendigkeit der Kompromissbereitschaft besteht daher nach wie vor. Weit im Lande herum existiert eine grundsätzliche Gegnerschaft gegen die direkte Bundessteuer, der man ja nur gewillt war, als Provisorium zuzustimmen. Nach wie vor wird es als ungerecht und auch finanz-politisch als falsch empfunden; das Einkommen und Vermögen der juristischen Personen und das Einkommen der natürlichen Personen kumulativ vom Bund, von den Kantonen und von den Gemeinden zu besteuern. In vielen Kreisen wird die Couponssteuer als nicht mehr gerechtfertigt empfunden. Im gewerblichen Detailhandel hat man sich mit der sehr weitgehenden steuerlichen Entlastung der nicht gewinnstrebigem Unternehmungen durch die massive Senkung der Besteuerungssätze für Rückvergütungen und Rabatte noch keineswegs abgefunden.

Wenn also nun von einzelnen Wirtschaftsgruppen heute eigentliche Reformen der bestehenden Ordnung verlangt werden, so würde das automatisch einen Strom von weiteren Revisionsbegehren auszulösen vermögen. Das damals in mühevoller Arbeit und in mühevollen Auseinandersetzungen Erreichte könnte dann wieder zerstört werden. Diese Tatsache muss uns veranlassen, mit dieser Verlängerung nicht Forderungen nach Abänderung von grundsätzlichem Gehalt geltend zu machen. Das scheint mir auch im Hinblick auf die zahlreichen innen- und aussenpolitischen Probleme, die gegenwärtig in der Öffentlichkeit zur Diskussion stehen, nicht opportun zu sein.

Mit seinem Antrag auf eine unveränderte Fortsetzung hat auch der Bundesrat diese Auffassung bestätigt. Im Laufe unserer Kommissionsberatungen und im Ratsplenum sind nun aber eine ganze Reihe von Minderheitsanträgen eingereicht worden, die zum Teil nicht mehr unter den Begriff der notwendigen und fälligen Anpassungen an veränderte Einkommen oder Geldwertsverhältnisse zu fallen vermögen. Sie überschreiten zum Teil wesentlich den Begriff der Retouche, wie er gestern vom Herrn Kommissionsreferenten formuliert worden ist. Es wird Aufgabe der Detailberatung sein, darüber zu befinden, was als Korrektur einer übermässigen steuerlichen Belastung nötig und fällig ist und was als zu weit gehende Reformanträge abgelehnt werden muss.

Ohne dieser Detailberatung hier schon vorzugreifen, vertrete ich die Auffassung, alle Minderheitsanträge seien abzulehnen. Ich habe der Entlastung der untern Einkommen durch die Erhöhung der Freigrenze und durch die Ausweitung der Sozialabzüge zugestimmt, obwohl ich weiss, dass diese Erleichterungen, gesamthaft betrachtet, sehr weit gehen. Diese Entlastungen bedeuten für viele

Staatsbürger eine vollständige Entlastung aus der Wehrsteuerpflicht. Diese sehr weitgehenden Entlastungen sind nur dann annehmbar, wenn auch der Antrag der Kommissionmehrheit, das heisst die Belastungssätze der Wehrsteuertarife über das hinaus zu erstrecken, was man als die Ausmerzung der kalten Progression bezeichnet, Annahme findet.

Die dank der guten Finanzlage des Bundes möglich werdenden Erleichterungen sollten allen Steuerpflichtigen, sollten den untern, den mittleren und den höhern Einkommen im gleichen Ausmass zugute kommen. Das allein entspricht dem Prinzip der steuerlichen Gerechtigkeit und verhindert den Ausbau der Wehrsteuer zu einer reinen Klassensteuer.

Mit diesem, von der Mehrheit postulierten bescheidenen Abbau der Progressionssätze der direkten Bundessteuer um 20% ist das Gleichgewicht der Bundesfinanzen nicht gefährdet. Bei sparsamem Haushalten dürfte es durchaus möglich sein, auch weiterhin Überschüsse zu erzielen.

Zur Frage der Geltungsdauer des Verlängerungsbeschlusses glaube ich, dass der bundesrätliche Antrag von zehn Jahren richtig ist. Er gewährt eine sorgfältige Vorbereitung und Durchführung der Ausführungsgesetzgebungen. Sechs Jahre würden sicher dazu nicht genügen, und acht Jahre hätten zudem den Nachteil, dass dann die Frage einer weitem Verlängerung wiederum ins Vorfeld von Parlamentswahlen fallen würde.

Eine in den Grundlagen möglichst unveränderte Fortsetzung der Bundesfinanzordnung ist aber auch notwendig im Hinblick auf die Ungewissheit bezüglich der indirekten Bundeseinnahmen in der gegenwärtigen Entwicklungslage der europäischen Wirtschaftsintegration. Das gilt nicht nur für den Fall des Zustandekommens einer Assoziation mit dem Gemeinsamen Markt; vielmehr müssen wir uns bewusst sein, dass die Bestrebungen und die Pläne für einen weltweiten Abbau der Zollbelastungen die Frage des Ersatzes für diese Ausfälle akut werden lassen könnten.

Diese Frage muss besonders bei der Beurteilung der Minderheitsanträge betreffend die Ausweitung der Freiliste bei der Warenumsatzsteuer sehr sorgfältig in Betracht gezogen werden. Aber auch aus grundsätzlichen, aus finanzpolitischen Erwägungen werde ich mich gegen einen weitem Abbau unserer sehr mässigen, sehr sozial gestalteten und daher gerechten Warenumsatzsteuer widersetzen. Die bescheidene, von der Mehrheit postulierte Korrektur des Wehrsteuertarifs darf nicht Anlass sein, sofort auch Entlastungen durch grundsätzliche Änderungen bei den indirekten Bundessteuern vorzunehmen.

Auch der Minderheitsantrag für die Aufhebung der Rückvergütungsbesteuerung ist nicht annehmbar, da die Entlastung schon unter der gegenwärtig gültigen Ordnung sehr weit geht.

Und ebenso ist der heute eingereichte Antrag zur Ausbaumöglichkeit der Biersteuer abzulehnen. Die gute Ertragslage von einzelnen Unternehmungen darf nicht dazu führen, ihnen vermehrte und erhöhte Bundessteuern aufzubürden.

Und endlich glaube ich auch nicht, dass die Anpassung der Wehrsteuer an die veränderten Einkommensverhältnisse konjunkturpolitisch von grosser Bedeutung sein wird. Rechnungsüberschüsse sind sicher auch weiterhin möglich. Zudem wird ein Impuls zur Förderung der privaten Spätätigkeit notwendig sein, wenn wir die Abhängigkeit der Versorgung unseres Kapitalmarktes vom Ausland nicht zu weit treiben wollen. Eine Umkehr der gegen-

wärtigen Tendenz zu überreichlichen Kapitalimporten könnte unser Land vor schwerwiegende Probleme der Mittelbersorgung stellen. Dann werden wir wieder mehr auf die Spartätigkeit im Inland angewiesen sein. Es ist vielleicht ebensogut, wenn der einzelne Bürger vermehrte Ersparnisse besitzt, als wenn der Staat unter dem politischen Druck dauernd zu noch grösseren Ausgaben veranlasst wird.

In der Detailberatung wird Gelegenheit sein, zu den einzelnen Anträgen Stellung zu nehmen. Unter den erwähnten Vorbehalten werde ich für Eintreten auf die Vorlage stimmen. Auch die radikal-demokratische Fraktion hat mich beauftragt, Ihnen bekanntzugeben, dass sie einstimmig den Beschluss für Eintreten auf die Vorlage gefasst hat.

König-Zürich: Nachdem die provisorischen Steuern aus der Kriegszeit dem Bunde mehr als eine Milliarde pro Jahr eintragen, ist die Fraktion des Landesrings, die mich zu referieren beauftragt hat, der Meinung, dass auf die Vorlage einer provisorischen Verlängerung dieser Steuern eingetreten werden müsse. Sie ist aber gleichzeitig der Meinung, dass die Konsequenzen aus den bisher erzielten, überraschend grossen Überschüssen gezogen werden müssen, wenn dem Bürger die Zustimmung zu einer Verlängerung dieser aus der Kriegszeit stammenden Ordnung zugemutet werden soll. Sie geht davon aus, dass die konjunkturpolitische Idee, man solle in guten Zeiten mehr Steuern erheben, in der Praxis zu andern Ergebnissen geführt hat: Wenn der Staat volle Kassen hat, ist er eben geneigt, mehr Geld auszugeben. – Es ist richtiger – jedenfalls in unserem Lande, in dem der Bürger die Sparsamkeit noch selber kennt –, das Geld beim Bürger zu belassen und dem Staat nicht mehr zu geben als was des Staates ist. Unter diesem Gesichtspunkt sind die Überschüsse zu betrachten, die der Bund in den vergangenen Jahren gemacht hat und die im Jahre 1961 auf gegen eine halbe Milliarde angestiegen sind. Ich möchte unseren verehrten Vorsteher des Finanzdepartementes fragen, wie gross der Überschuss der Staatsrechnung 1962 ist. Normalerweise sind diese Zahlen im Laufe der Frühjahrs-session bekanntgeworden; ich wundere mich, dass das jetzt nicht möglich gewesen ist. Ich frage mich, ob die Zahlen so gross sind, dass die Beamten nicht nachkommen mit dem Rechnen. Aber ich möchte darauf verzichten, einen Antrag auf Verschiebung der Beratung zu stellen, bis diese neuesten Grundlagen vorhanden sind. Ich gehe davon aus, dass der Überschuss sicher grösser sein wird als im Jahre 1961 und dass uns höchstens Überraschungen nach oben bevorstehen. Auch die verschiedenen Sprecher, die hier aufgetreten sind, sind von einem Überschuss von einer halben Milliarde ausgegangen.

Nun vergleiche ich den Vorschlag der Kommissionsmehrheit, lautend auf Steuerermässigung im Ausmass von 37 Millionen oder 40 Millionen – auf 3 Millionen kommt es nicht an –, mit den 500 Millionen Überschuss der Staatsrechnung, und den Zahlen, die seinerzeit als wahrscheinliche Überschüsse der jährlichen Staatsrechnung prophezeit worden sind. Wenn wir auf das abstellen, was man seinerzeit als für die Schuldentilgung wünschbar erklärt hat, wäre es heute an der Zeit, eine Vorlage aufzulegen, die eine Steuerermässigung von 300, vielleicht sogar 400 Millionen pro Jahr auslösen würde. Wir sollten einfach im Ausmass weitergehen. Das ist auch die Auffassung der Fraktion. Sie ist der Meinung, dass neben dem vorgeschlagenen Wehrsteuerabbau auch ein Abbau der WUST sowie eine Erweiterung der Freiliste nötig ist.

Die Kantone und die Gemeinden haben den gleichen Vorgang miterlebt. Auch sie haben Überschüsse in ihren Rechnungen bekommen. Sie haben aber die Konsequenzen daraus gezogen. Ich bitte Sie, einmal zu beachten, in welchem Ausmass Kantone und Gemeinden in den vergangenen Jahren ihre Steuern abgebaut haben. Man sollte dafür sorgen, dass dies auch der Bund tut, sonst verschieben sich die Verhältnisse auch in politischer Beziehung zwischen Bund und Kantonen. Die Frage der vollen Bundeskasse ist eine staatspolitische, nicht nur eine geldpolitische Frage. Herr Clottu hat mit Recht auf das aufmerksam gemacht. Wenn wir einen Zustand andauern lassen, in welchem der Bund im Geld schwimmt, die Kantone und die Gemeinden aber knapp gehalten sind, so ist es ganz selbstverständlich, dass sich automatisch die Kompetenzen des Bundes ausweiten, indem an ihn Begehren gestellt werden, die er zulasten der Kompetenzen der Gemeinden und der Kantone erfüllen muss. Im Ergebnis ist das eine Aushöhlung unseres bewährten Föderalismus in unserem Staate, eine kalte, unmerkliche Aushöhlung, die sich erst später in ihrer vollen Wirksamkeit zeigt.

Mit Recht hat bereits Herr Kollege Schmid darauf aufmerksam gemacht, dass die Vorlage des Bundesrates auch in der Beziehung enttäuscht, dass keinerlei Vereinfachungen des Steuersystems vorgeschlagen werden. Es ist doch etwas grotesk, dass wir einen Abzug von 30% auf unsern Wertpapieren vornehmen und dann diese Steuer in 27% Verrechnungssteuer und 3% Couponssteuer teilen. Es wird eine separate Verrechnung und Verwaltung geführt. Nicht einmal in dieser Beziehung ist eine Änderung vorgeschlagen worden.

Es wären aber auch zahlreiche Änderungen im Veranlagungsverfahren möglich. Vereinfachungen, die heute, angesichts der Belastung des Arbeitsmarktes, besonders wünschbar wären. Es ist geradezu unvorstellbar, in welchem Ausmass nicht nur die staatlichen Verwaltungen, sondern auch die private Wirtschaft für die Mitarbeit bei der Steuerveranlagung herangezogen werden, und in welchem Ausmass hier Entlastungsmöglichkeiten vorhanden wären, nach denen der Arbeitsmarkt lechzt. Nichts dergleichen ist hier zu sehen. Auch ich möchte empfehlen, dass man die detaillierten Vorschläge, die unser Kollege Munz schon lange ausgebreitet hat – auch publizistisch ausgewertete –, einmal heranzieht.

Als Ganzes möchte ich erklären – und die Fraktion ist mit mir dieser Meinung –: Die Veränderung der Verhältnisse, diese grundlegende Wandlung, die wir in den vergangenen sechs Jahren erlebt haben, sollte doch Beweis genug dafür sein, dass auch die heute geschaffene Ordnung keine längere Dauer als sechs Jahre verträgt. Der Bürger sollte die Möglichkeit haben, das Heft zu korrigieren, wenn es sich weiter so umwälzend verändern sollte, wie das in der Vergangenheit geschehen ist. Wenn er heute schon auf den komplizierten Weg einer Steuerinitiative angewiesen ist, so zeigt das doch, dass die Steuerverwaltung, wenn ihr einmal die Steuerrechte eingeräumt sind, von einer Unbeweglichkeit ohnegleichen ist und nicht gewillt sein dürfte, beizeiten auch zugunsten des Bürgers zum Rechten zu sehen. Das ist ein Grund mehr, der dafür spricht, dass wir keine allzulange Frist für die Geltung dieses weiteren Provisoriums einführen sollten.

In diesem Sinne stimmt die Fraktion für Eintreten. Sie macht aber die Zustimmung zur Vorlage davon abhängig, ob ihren Wünschen in der Detailberatung entsprochen werden kann.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1963 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | I |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Frühjahrssession |
| Session | Session de printemps |
| Sessione | Sessione primaverile |
| Rat | Nationalrat |
| Conseil | Conseil national |
| Consiglio | Consiglio nazionale |
| Sitzung | 06 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 12.03.1963 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 61-73 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 691 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

M. Glasson, rapporteur: A l'article 7, la commission vous propose de fixer au 14 mars l'entrée en vigueur de l'arrêté. Cette date a été choisie d'entente avec l'office fédéral pour l'économie énergétique. Elle tient compte des nécessités et des urgences.

L'arrêté sera valable jusqu'au 31 mai, c'est-à-dire jusqu'à une date qui, d'après toutes les expériences, peut couvrir sans risque le déficit constaté aujourd'hui. Nous vous recommandons d'adopter ainsi cet article.

Le président: La commission propose donc comme dates le 14 mars et le 31 mai 1963.

Angenommen – Adopté

Le président: L'article 7 prévoit la clause d'urgence. Avant de nous prononcer sur ce point, nous devons attendre la décision du Conseil des Etats. L'approbation que nous venons de donner ne concerne donc que la seconde phrase de l'article 7.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 138 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

8470. Finanzordnung des Bundes.

Verlängerung

Régime financier de la Confédération.

Prolongation

Siehe Seite 61 hiervor – Voir page 61 ci-devant

Allgemeine Beratung – Discussion générale

Fortsetzung – Suite

M. Glasson, rapporteur: Notre collègue M. Gemperli a pu tout à l'heure dire du haut de cette tribune qu'il était dans l'heureuse situation d'apporter l'adhésion de son groupe au projet qui nous est soumis. Je puis, à mon tour, dire que je suis également dans l'heureuse situation de constater qu'aucun des orateurs qui sont montés à cette tribune ne s'est opposé à l'entrée en matière. En effet, après M. Gemperli, M. Clottu, au nom du groupe libéral, M. Meier-Boller, au nom du groupe radical, ainsi que M. König-Zurich, au nom du groupe des indépendants, ont fait part de leur approbation. Je pars de l'idée que les deux groupes qui ne se sont pas annoncés sont également favorables à l'entrée en matière. Nous discutons de matière financière et j'admets que le silence est d'or!

Quant aux considérations qui ont été émises au cours de ce débat, je constate qu'elles sont sur le même plan que celles exposées devant la commission.

Nous avons été frappés, mon collègue M. Eggenberger et moi-même, de retrouver ici en plenum le climat de nos sessions de commission. Pour ceux qui ont vécu les débats de 1953 et les débats de 1957, il y a une différence de tonalité considérable et il y a surtout l'abandon de la lutte acharnée autour de points de détail. Chacun, au contraire, semble s'efforcer de voir essentiellement les problèmes fondamentaux. J'ajouterai que toutes les considérations qui ont

été émises, nous les retrouverons à propos de la discussion de détail. Cela va de soi pour l'intervention de notre collègue M. Sutter qui a défendu en quelque sorte sa proposition sur l'impôt concernant la bière, et cela va de soi aussi pour les autres collègues qui se sont donnés la peine d'émettre ici des idées extrêmement intéressantes sur les divers aspects de notre régime financier. Que ce soit en matière d'impôt pour la défense nationale, d'impôt sur le chiffre d'affaires, que ce soit encore en d'autres matières, nous aurons l'occasion de nous prononcer. C'est pourquoi je ne veux pas entrer pour l'instant dans ce débat mais je ne voudrais pas que nos collègues qui se sont exprimés pensent par là que nous n'avons pas apprécié à leur juste valeur les idées qu'ils ont émises.

En terminant, je constate qu'en définitive tout débouche sur la durée du régime et qu'il y a là deux extrêmes. D'un côté l'avis de M. Clottu qui a proposé que la durée du régime soit aussi courte que possible et de l'autre l'avis de notre collègue Werner Schmid qui estime, au contraire, que nous devrions une fois pour toutes en découdre avec ses durées limitées de six ou dix ans et qu'on devrait adopter une durée indéterminée et adopter d'une manière définitive l'article 41^{ter} de la constitution.

Vous avez ainsi exprimé, à mon avis de façon très frappante, deux façons de penser: d'après l'une, nous devons rechercher la stabilité la plus large possible de manière à faire face aux problèmes qui vont être les nôtres ces prochaines années; d'après l'autre, précisément en raison de ces problèmes, M. Clottu et son groupe estiment qu'il ne faut pas s'engager pour une durée trop longue, de façon à pouvoir faire face à ces difficultés et garder toute la souplesse nécessaire.

Entre ces deux manières de voir se trouve la proposition du Conseil fédéral, qui fixe la durée du régime financier de la Confédération à dix ans et qui se relève, avant la lettre, une proposition de juste milieu que votre commission vous proposera d'adopter.

Eggenberger, Berichterstatter: Ich möchte dem Beispiel des Herrn Kommissionspräsidenten Glasson folgen und mich am Schluss der Eintretensdebatte auf ganz wenige Bemerkungen beschränken. Ich gebe auch meinerseits der Genugtuung darüber Ausdruck, dass von keiner Seite ein Nichteintretensantrag beantragt wurde. Im weiteren drücke ich meine Freude darüber aus, dass in der Eintretensdebatte ebenfalls jene Atmosphäre der Sachlichkeit herrschte, wie sie sich in den Kommissionsberatungen zeigte. Es scheint mir kein Nachteil zu sein, wenn mit Bezug auf die Wehrsteuer und die Warenumsatzsteuer gewisse grundsätzliche Bedenken geäußert wurden. Herr Clottu ist nach wie vor Gegner der direkten Bundessteuer, zieht aber für die gegenwärtige Vorlage die Konsequenzen nicht. Herr Waldner hat sich eher als Gegner der Warenumsatzsteuer erklärt; er ist aber jetzt ebenfalls für Eintreten, wenn er auch bei der Warenumsatzsteuer dringend gewisse Modifikationen wünscht. Persönlich habe ich die Auffassung, dass das Zwillingsspaar Warenumsatzsteuer/Wehrsteuer nicht zu töten ist; einzig diese beiden wesentlichen Grundlagen der eidgenössischen Finanzordnung können auf Grund der gegenwärtigen und wohl auch der zukünftigen Konstellation als politisch tragbar erscheinen. Man kann sich auch über die Frage der Dauer unterhalten. Herr Schmid hat das Gegensatzpaar Provisorium/Definitivum einander gegenübergestellt. Eine gewisse Stabilität der eidgenössischen Finanzordnung ist zweifellos wünschbar; aber ich halte dafür, dass heute der Zeitpunkt für eine definitive Ordnung noch nicht gekom-

men ist. Was ist in der Welt heute schon stabil? Alles ist im Fluss, vor allem auch auf dem wirtschaftlichen Sektor in Europa. Daher ist nach meiner Meinung einzig eine befristete Verlängerung heute politisch tragbar und durchführbar.

Zu weiteren Fragen, die gestellt wurden, will ich mich jetzt nicht äussern. Es wird sich dazu in der Detailberatung Gelegenheit bieten. Im übrigen ist Herr Bundesrat Bonvin mehrfach angerufen worden, um gewisse Fragen, die gestellt wurden, zu beantworten.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Permettez-moi, en abordant ce travail en commun de l'exécutif et du législatif, de remercier vos représentants à la commission, de même que le président de celle-ci et le rapporteur de langue allemande pour l'objectivité, je dirai même la bienveillance et le souci du bien commun manifestés pendant les travaux que nous avons effectués ensemble.

Dans la première partie de mon exposé, je répondrai *ad personam* aux différentes questions posées en ce qui concerne les éléments généraux du problème. J'aborderai celles qui ont trait à des détails lors de la discussion des articles.

Nous nous efforcerons ensuite de faire ensemble la synthèse des problèmes posés et des solutions proposées par le gouvernement, par la commission, par une majorité ou une minorité de celle-ci, de façon à ce que vous puissiez, avec une électricité qui n'est pas strictement physique et qu'on ne parle heureusement pas de rationner, voir l'ensemble de la question avant d'aborder des votes décisifs pour l'avenir.

Laissez-moi, tout d'abord, Monsieur le Président de la commission et Monsieur le rapporteur de langue allemande, faire quelques remarques d'ordre général, qui ne constituent pas des critiques, mais une affirmation des soucis qui se sont manifestés à nous entendre et que nous retrouverons dans le débat.

Le président de la commission a relevé tout d'abord, dans la synthèse qu'il a faite des critiques exprimées dans l'opinion publique, le manque d'imagination du projet du Conseil fédéral. Il n'a pas fait sienne cette critique, mais l'a mentionnée, afin que son «bouquet» de rapporteur soit formé de tous les éléments du problème.

Il est évident que, si nous n'avions pas eu à aborder – et si nous n'avions pas déjà abordé partiellement – le problème de l'élargissement des marchés européens et d'une intégration économique, sociale ou même politique de l'Europe, nous aurions pu faire œuvre d'imagination. Cependant, étant donné que cette évolution, ces mutations dans la structure européenne sont en cours, étant donné que le Conseil fédéral savait, dès avant mon arrivée et que je savais aussi à ce moment-là que cette évolution pouvait, malgré les coups de freins intermédiaires susceptibles d'être donnés, se produire de façon très brusque, le régime financier de la Confédération ne pouvait pas être bouleversé de fond en comble, en raison des mouvements plus ou moins prévisibles qu'allait provoquer cette intégration européenne. C'est inspiré par le souci de tenir compte de la nécessité de faire un effort d'imagination dans un avenir très proche que le Conseil fédéral a renoncé à cet effort dans l'immédiat.

En 1958, vous vous en souvenez, il avait fallu faire un effort extraordinaire d'imagination pour prévoir l'évolution de l'économie générale. A l'époque, un élément qui n'avait pas été pesé à sa juste valeur avait été mentionné, à savoir l'évolution de la répartition des revenus du travail entre les classes inférieures, moyennes et parfois même supé-

rieures des travailleurs intellectuels et manuels; à savoir l'effort social réalisé depuis 1958 au moyen de la convention nationale sur la paix du travail dans la métallurgie et l'horlogerie et les contrats collectifs dans la branche du bâtiment, de l'alimentation et dans le secteur de la distribution. Il en est résulté, à côté du renchérissement provoqué par l'augmentation du coût de la vie, une amélioration des salaires réels. C'est cette montée de la masse des revenus, grâce à un effort accru de la distribution des fruits du travail, qui a créé la situation qui nous oblige aujourd'hui à réfléchir pour savoir si le plafond est ou non atteint.

Un autre point de l'exposé du président de la commission est intéressant. Il concerne la suppression des interventions supplétives de l'Etat dans les secteurs où ses causes ont disparu, partiellement du moins. Le Conseil fédéral va donc étudier s'il existe des secteurs dans lesquels l'intervention supplétive de l'Etat, qui était justifiée à une époque antérieure, ne l'est plus aujourd'hui et dans lesquels cet effort du pouvoir central pourra être supprimé.

L'attitude du Conseil des Etats, qui s'est rallié aux propositions du Conseil fédéral, a étonné certains. Pour la comprendre, il faut considérer que le Conseil des Etats est composé de représentants des cantons, donc d'Etats, normalement soucieux de la stabilité de leurs propres finances. Ils ont donc facilement donné la main à une proposition qui consiste à proroger le régime actuel, compte tenu de tous ses éléments de stabilité.

Le président de la commission a aussi fait remarquer que l'article que le Conseil fédéral vous avait proposé d'introduire pour régler la question de compétence n'est pas supprimé par le fait que vous n'acceptez pas d'en faire une disposition constitutionnelle. Cet article peut en effet être repris et intégré dans la loi d'exécution. La souplesse que l'on paraît regretter peut donc être rétablie ultérieurement.

Le rapporteur de langue allemande a déclaré dans son préambule qu'il fallait aborder ce problème en renonçant aux considérations philosophiques et éthiques. J'estime cependant que tous les problèmes économiques se résolvent consciemment ou inconsciemment en vertu et en fonction d'une notion, d'une philosophie et d'une éthique et que lui-même est soumis à cette loi, même s'il semble parfois vouloir s'y soustraire lorsqu'il aborde de tels problèmes.

M. Eggenberger a fait preuve du même souci d'objectivité et du même désir de renoncer à toute passion que ceux qui ont participé aux débats antérieurs – et cela est extrêmement heureux.

D'ailleurs, je tiens à déclarer que le Conseil fédéral et les fonctionnaires de mon département ont le souci de mettre tous les éléments en leur possession à disposition du parlement – et cela sans restriction aucune – et de répondre à toutes les questions qui se posent. Je suis persuadé – et je pense que vous l'êtes aussi – que le fait que le gouvernement entend jouer cartes sur table et ne se livrer à aucune manœuvre à l'égard du parlement crée entre le législatif et l'exécutif une ambiance de collaboration qui sera toujours plus favorable à des solutions conformes à l'intérêt général.

Nous n'avons pas du tout considéré les rapports demandés par votre commission entre la séance de Fribourg et de Sion comme des sortes de punitions scolaires, «Strafaufgaben». Nous avons immédiatement admis que ces informations supplémentaires étaient nécessaires pour aboutir plus facilement à la solution d'ensemble désirée aussi bien par l'exécutif que par le législatif.

L'appréciation de l'évolution des forces internes ou externes qui régissent actuellement notre situation économique est très théorique, ainsi que l'a déjà dit M. Eggenberger. Cependant, les directions et l'intensité des forces en présence ont des résultantes qui permettent tout de même de se faire une idée de cette évolution. Les calculs que nous avons faits pour clarifier le problème, pour la commission et pour vous-mêmes, sont basés sur une augmentation hypothétique du revenu national de 3%, ou de 6%.

On peut se demander quelle sera en réalité l'évolution entre ce 3% et ce 6%, en dessous du 3% ou en dessus du 6%? Quoi qu'il en soit, les prévisions prouvent que si nous sommes dans une période de déficit disons positif du bilan annuel, il faut s'attendre qu'en 1968 le jeu des forces aura évolué de telle façon que, à moins de nouveaux éléments actuellement imprévisibles, nous approchions du niveau zéro, avec une tendance à descendre encore en-dessous. Ce calcul ne tend pas du tout à influencer l'opinion mais tient compte des hypothèses. Tous ceux qui sont habitués à ces calculs-là savent qu'on doit leur attribuer une valeur relative.

M. Gemperli a fait entendre la voix de la sagesse et de la raison des aînés qui ont travaillé sinon toute leur vie, du moins un quart de siècle dans le monde de la finance des Etats cantonaux pour relever à juste titre, au nom de cette sagesse, les incidences que pouvait avoir notre intégration dans un marché plus élargi. Il est certain que la concurrence entre les entreprises suisses qui travaillent en Suisse avec une main-d'œuvre suisse ou non pour exporter leurs produits et les entreprises étrangères sera toujours plus grande. Nos entreprises devront à un moment donné faire un effort d'adaptation très brusque et très violent pour maintenir leur place sur le marché mondial. Après la signature d'un contrat d'association ou même d'intégration partielle sur le plan économique et social, il est certain que les pouvoirs publics devront intervenir de façon supplétive pour aider à l'effort d'adaptation extraordinaire que nos industries et nos entreprises devront faire. Les réserves que nous pourrions constituer pourraient alors être utilisées dans ces moments où une société organisée comme la nôtre a besoin d'un apport d'oxygène, je dirai de «glucose argentée» pour surmonter ces crises.

M. Gemperli a fait aussi allusion à notre souci de ne pas compromettre la valeur de notre monnaie. Il est certain que ce souci doit nous amener à tenir compte de la concurrence qui se fait entre les monnaies – malgré les ententes intermonétaires – ceux qui forment la valeur monnaie n'étant autres que les industriels et les chefs d'entreprise. Nous verrons dans le débat général quels sont ces éléments, mais je remercie d'ores et déjà M. Gemperli d'avoir soulevé ce problème.

M. Suter rappelle son postulat et l'effort de compensation qu'il a demandé non pas grâce à la caisse de l'Etat, mais par l'intervention du gouvernement, entre deux secteurs de notre économie: la production de la bière et celle du lait. Cette idée est intéressante du point de vue économique et nous pourrions l'examiner lors de la discussion de détail.

M. Clottu a invoqué à la tribune la doctrine du parti libéral. Elle correspond bien à l'idée générale que nous nous faisons du fédéralisme (adaptée à la réalité actuelle de solidarité toujours plus marquée), à savoir la répartition claire des tâches et des ressources entre les Etats cantonaux et la Confédération. Mais il a dit aussi que son parti est pour le maintien de cet impôt direct tant que les causes qui en ont imposé la création subsistent. C'est la sagesse

même! On pourra naturellement discuter des circonstances temporaires, de leurs causes, de leur nature, de leur durée. On pourra voir dans quelle mesure l'impôt de défense nationale doit bien couvrir le déficit du bilan provoqué par la dernière guerre qui était elle «l'économie de guerre»; si l'on peut penser à le supprimer avant d'avoir créé un impôt nouveau compensatoire, et surtout avant d'avoir éteint le déficit du bilan provoqué par cet effort de la dernière guerre.

L'autre problème soulevé par M. Clottu est très important. Il s'agit de l'harmonisation voulue des efforts de la Confédération et de ceux des cantons. Mais les cantons ont compris qu'ils ne peuvent pas attendre de compensation intercantonale plus prononcée sans avoir tout d'abord fait chacun l'effort qu'il doit consentir aux autres. Il y a donc en dehors des problèmes d'homogénéisation fiscale sur le plan européen, sur le plan des marchés élargis celui de l'homogénéisation fiscale entre les cantons. Dans l'esprit de solidarité que nous réalisons toujours davantage, le vrai fédéralisme doit être basé sur un effort préalable, équitable, de l'ensemble des cantons auquel ceux-ci doivent se soumettre de bon gré. Par ailleurs je rappelle – je l'ai déjà dit la semaine dernière – que l'impôt de défense nationale a servi d'exemple pour les nouvelles lois fiscales cantonales. Celles-ci se sont en grande partie basées sur les expériences de l'impôt de défense nationale pour prendre leur nouvelle forme et obtenir plus d'efficacité.

M. Duft a fait une déclaration intéressante quant à l'effort de durée sur laquelle il faut se baser. Il a pensé aux abaissements de tarifs douaniers ayant trait non seulement aux problèmes de l'industrie mais aussi à ceux de l'agriculture et de la finance. Il a parlé aussi des corrections que l'on pouvait apporter ou non au système. Il a encore rendu attentif au problème de la dévaluation de la monnaie, de l'érosion du pouvoir d'achat. Ce problème intéresse tout le monde, car chacun tient à ce que son salaire d'aujourd'hui et de demain lui soit versé en francs ayant conservé intact leur pouvoir d'achat.

M. Duft a parlé des «Rekordsteuerträge», à savoir des records dans le rendement des impôts. J'eus aimé pour ma part qu'il insistât sur un des problèmes qu'il a développés en son temps dans des cercles privés: les records des services, rendus au public, qui ont des compensations et qui provoquent les records de recettes fiscales. Ces deux éléments sont inséparables et je pense que dans les problèmes de l'amnistie à discuter, sinon à introduire, nous discuterons aussi des services que les communautés politiques communales, cantonales et fédérales rendent à chaque membre de la communauté nationale et du fait que l'impôt est le paiement de ses services. Dans la démocratie on ne peut, sans étudier les problèmes à fond, arguer du fait que l'argent du fisc est mal utilisé. Car il est possible, en démocratie, à chaque période de quatre ans, de résilier le contrat de travail des gens que l'on estime incapables et, chaque année, lors de la publication des comptes, de voir comment le fisc opère et l'on peut corriger les abus.

M. Duft n'a pas assez insisté, à mon sens, sur l'importance des listes franches qui corrigent grandement l'influence sociale de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Nous en reparlerons.

Les moyens de l'Etat ne dépassent-ils pas ses propres besoins? Voilà la question posée par M. Duft. Cependant, M. Duft m'a un peu inquiété lorsqu'il dit qu'il convient de ne pas accélérer le mouvement de correction du déficit du bilan. Cela m'inquiète parce que la prudence commande

que l'on fasse justement des réserves dans les bonnes années et ces réserves consistent à rendre tout d'abord, en partie du moins, le blé que l'on a emprunté à autrui – et non pas que l'on n'a pas emprunté à soi-même comme quelqu'un l'a d'ailleurs dit.

M. Dafflon a parlé d'une offensive de grand style et a laissé penser qu'il y avait une collusion entre le gouvernement et les grandes puissances financières et autres du pays. Il n'y a pas de collusion, vous le savez bien. Il y a un dialogue avec toutes les organisations du pays mais il n'y a pas une offensive de grand style. Cela n'existe pas.

En plus ce qu'il y a de certain, c'est que nous ne pouvons pas prendre la responsabilité des déclarations qui résultent de la liberté d'expression de citoyens plus ou moins organisés en Suisse; si nous avons des déclarations à faire, nous les faisons nous-mêmes en utilisant les occasions qui nous sont données, comme aujourd'hui par exemple. M. Dafflon a raison de parler d'un degré de tolérance des charges dans certains secteurs d'efforts, celui de la défense nationale par exemple. Il est certain que vous aborderez ces questions de vous-mêmes, lors de la discussion des budgets de ces prochaines années qui reflètent l'étalement des efforts. Le problème demeure posé et il est naturel qu'on en discute. En revanche, prétendre que ce sont surtout les gagne-petit qui supportent l'effort de l'impôt de défense nationale c'est aller un peu loin. Je pense que M. Dafflon est conscient que l'exonération à la base est assez prononcée; il est des propositions qui sont faites à la commission de l'augmenter encore spécialement dans le sens d'une politique familiale qui nous est imposée par un article constitutionnel. A propos de nos participations à l'effort fiscal, j'ai toujours pensé pour ma part qu'une exonération totale des personnes dont les revenus sont modestes n'est pas toujours souhaitable si l'on tient compte de la dignité humaine. J'ai entendu des ouvriers qui travaillaient avec moi me dire: «Je tiens à payer quelque chose.» Il y a là un sentiment qui fait que même le citoyen qui paie peu se sent à l'aise vis-à-vis de la communauté car il sait lui aussi qu'un effort proportionnel doit être fait. Je dirai encore à M. Dafflon que s'il analyse en détail le problème des listes franches, il constatera que vous avez déjà tenu compte du fait que certaines marchandises sont nécessaires aux familles et spécialement aux familles à revenus modestes. En effet, les denrées alimentaires sont exclues de l'impôt sur le chiffre d'affaires et même les marchandises nécessaires à la production de ces denrées de base en sont exclues. Un effort a donc déjà été fait dans la direction souhaitée par M. Dafflon; vous pourrez en discuter les limites.

M. Waldner a parlé de l'impôt sur le chiffre d'affaires qui est un enfant de la guerre. S'il l'était à son origine, il est aussi un enfant de l'après-guerre, puisque nous voyons que dans l'ensemble des pays européens on s'efforce de chercher un équilibre raisonnable entre les impôts directs et indirects et que, dans le faisceau des impôts indirects, l'impôt sur le chiffre d'affaires joue un grand rôle. En revanche, M. Waldner a raison lorsqu'il parle d'un effort à faire en vue de diminuer les marges. Je pense que dans les entreprises commerciales de l'ère actuelle on va vers une organisation plus large du marché avec de très petites marges, mais avec des chiffres de vente tels que l'ensemble de ces petites marges provoque tout de même les ressources nécessaires à l'encouragement de la libre entreprise. En ce qui concerne la suppression de l'ICHA, dans quelle mesure va-t-elle augmenter les marges intermédiaires, au lieu d'aboutir à la hausse du prix au consommateur, c'est encore un problème qui nous réserve beaucoup d'illusions.

M. Schmid nous a parlé de la complication des déclarations d'impôt. Il a raison, elles sont compliquées; cela nous incitera, suivant la durée du régime financier et le temps nécessaire à l'étude des solutions nouvelles, en rapport avec un contrat d'association, au sein du contrat de Stockholm par exemple, à chercher des solutions de simplification. Mais il est certain que le citoyen, qui lit les instructions et les conseils donnés en vue de la déclaration d'impôt, peut encore remplir lui-même les formules. En plus les services fiscaux, communaux, cantonaux et fédéraux sont toujours à disposition des citoyens qui désirent des explications. Mais, M. Schmid a raison, le problème reste posé. Si vous acceptiez l'idée de M. Schmid, que nous espérons bien vous proposer un jour, je l'espère, vous verrez, en abordant ces problèmes, puisque c'est vous qui en déciderez, combien il est difficile d'imaginer ces simplifications fiscales. Même en laissant aux communes et aux cantons une large compétence, il semble qu'un minimum d'homogénéité soit nécessaire.

M. Diethelm a relevé les efforts supplémentaires de la Confédération, ceux qui sont déjà définis et ceux que vous êtes en train de définir. Naturellement que les propositions qu'il fait ne sont pas toujours facilement réalisables.

Vous nous avez demandé dans quelle mesure nous pourrions déjà faire des propositions concernant la participation des cantons aux recettes de l'impôt anticipé. Je tiens à vous dire que mes collaborateurs ont été à tel point surchargés par les études faites en vue de faciliter les travaux de votre commission et les vôtres que nous n'avons pu, depuis le mois d'octobre, aborder ces problèmes.

Le Conseil fédéral a estimé jusqu'à maintenant que les cantons ne perdent rien du fait de cet impôt anticipé, mais qu'au contraire la voie est ouverte pour qu'ils entreprennent eux-mêmes certains efforts. Quoi qu'il en soit, nous continuons notre étude.

En ce qui concerne l'augmentation de la part des cantons à l'impôt pour la défense nationale, il faut se souvenir qu'actuellement ils ne font qu'une petite partie du travail et qu'ils sont largement rémunérés pour cet «effort d'écrémage fiscal» que leur demande la Confédération. D'ailleurs, ils le reconnaissent. On pourrait naturellement encore discuter de ce problème, mais il semble que pour le moment, étant donnée la méthode de répartition des travaux, on ne puisse pas aller beaucoup plus loin. Quoi qu'il en soit, ces problèmes seront abordés lors des discussions des lois d'exécution.

M. Diethelm a parlé de la motion de M. Gnægi. Entre parenthèses, je relève qu'elle n'est pas acceptée. Nous avons demandé un délai d'étude, étant donnés les problèmes soulevés par M. Gnægi lorsqu'il a développé sa motion.

M. Diethelm pose le problème de la répartition entre la Confédération et les cantons. Je tiens à insister sur le fait que ces derniers, s'ils veulent conserver une partie de leur autonomie, doivent s'organiser et faire eux-mêmes des efforts et non pas simplement se contenter du bénéfice de ceux de la Confédération. C'est donc en améliorant la coordination entre les cantons sur la base de concordats et d'ententes au sein de l'Association des directeurs des finances cantonales que se fera l'homogénéisation. On pourra alors plus aisément examiner le problème d'une compensation plus prononcée et tout à fait équitable par la caisse fédérale. Les raisons qui l'empêchent auront disparu du fait que tous les cantons auront fait au préalable l'effort indispensable.

M. Meyer-Zurich a parlé de sagesse. On s'attend toujours à en trouver beaucoup chez un représentant de

l'artisanat qui est le père de famille d'un nombre de collaborateurs plutôt limité et qui est en contact direct avec les hommes. Il a compris l'importance qu'il y a – et j'espère que vous adopterez la proposition de la commission à ce sujet – de séparer les problèmes de fondement que sont ceux du régime financier des problèmes de charpente que sont les lois de détail et d'exécution.

M. König, en excellent financier, a soulevé le problème des bénéfices annuels. Il a relevé qu'en 1961 les bénéfices étaient de l'ordre de 0,5 milliard. Il nous demande pourquoi nous n'avons pas encore publié les comptes de 1962. Je puis en tous les cas vous dire que ceux-ci sont aussi favorables que ceux de 1961 et même un peu plus favorables, mais qu'il y a un problème que nous n'avons pas encore pu résoudre.

Vous savez que dans l'aménagement du régime des routes nationales, la Confédération a fait une avance de 300 millions de francs environ. L'on n'a pas pû persuader quelle est la solution, je dirai, d'insertion de l'effort de ces 300 millions dans les comptes. Faut-il les activer ou non? Tel est le problème qui est posé. Suivant la réponse qu'on lui donnera, suivant la solution que proposera le Conseil fédéral, automatiquement le bénéfice annuel pourrait théoriquement être amputé de 300 millions. Le problème reste ouvert et c'est pourquoi nous n'avons pas encore publié les comptes. Je ne préjuge pas la solution qui sera donnée à ce problème, mais je dis qu'avant de publier les comptes il faut le liquider et le présenter au Conseil fédéral, ce qui n'est pas encore fait.

M. König n'a pas insisté assez sur le fait que les banques avec ce 27 et ce 3%, ne se sont pas compliquées la vie. Les banques déduisent automatiquement 30% et elles distribuent des tabelles qui permettent à chacun de faire les corrections en prenant comme base le chiffre de 27. De ce côté-là, la surcharge administrative n'est pas si grande qu'on le dit pour les banques.

M. König relève le souci d'un soi-disant fédéralisme pour répartir les efforts et laisser les cantons respirer. Je rappelle simplement que le vrai fédéralisme est un fédéralisme de solidarité et que pour que cette solidarité puisse s'exercer, puisse fonctionner du point de vue financier, il faut que la caisse fédérale soit garnie dans une certaine mesure.

On a déploré le fait que les entreprises privées devaient faire une partie du travail du fisc. Tel est en vérité le cas. On a compliqué un peu le travail administratif des entreprises mais c'est peut-être heureux pour elles-mêmes puisque les employés de ces entreprises feront mieux le travail que les fonctionnaires; chacun le sait. De ce côté-là, il n'y a donc pas lieu de se plaindre.

Par contre, pour être logique, les mêmes personnes qui se plaignent de ce travail administratif ne devraient pas venir proposer de nouvelles nuances, de nouvelles différences. Ce faisant, elles ne feront qu'augmenter encore le travail administratif des entreprises privées.

M. König propose de réduire à six ans la durée du régime financier. Ce problème de durée a plus d'importance que l'on croit sur la valeur du franc. J'en parlerai tout à l'heure.

Voici quelques remarques préliminaires pour répondre aux questions posées, pour vous permettre d'aborder avec plus de sérénité le problème général. A ce propos, je vais vous demander encore un effort de quelques minutes.

Nous nous occuperons tout d'abord de la situation initiale. Nous verrons ensuite quelle est la proposition que nous faisons quant à la reconduction du régime financier

et nous traiterons quelques éléments d'incidence de caractère fiscal.

Lorsqu'il s'agit de se faire une opinion sur la politique financière qui devrait être adoptée à l'expiration de l'actuel régime financier en vigueur jusqu'à la fin de 1964, chacun reconnaîtra sans doute qu'il importe au premier chef d'assurer la stabilité du franc suisse. Une monnaie solide, comme la santé personnelle, est un bien précieux. On ne s'en rend véritablement compte qu'au moment où ce bien est menacé. Une économie saine n'est pas concevable sans monnaie saine. Aussi le maintien de la valeur de l'argent justifie-t-il les plus grands efforts de la part de tous les organes responsables et de chaque citoyen.

Le principal danger qui menace la monnaie est la hausse immodérée des prix, des marges et des salaires. Si les prix augmentent plus rapidement dans un pays que dans les autres, la capacité de concurrence de ce pays sur les marchés internationaux en souffre inévitablement. Or, en Suisse, les coûts de production et les prix se sont précisément accrus ces derniers temps dans une mesure insolite. C'est dire que les inconvénients d'un essor économique, si réjouissant soit-il en soi, se sont fortement accentués. Le renchérissement engendre non seulement des injustices, sur le plan social notamment, mais il est aussi l'indice de perturbations dans la santé de la vie économique du pays.

Quelle est la cause de la progression rapide et persistante des coûts et des prix? On admet unanimement qu'elle est due à un excès de la demande de produits et de services. Notre économie est mise à contribution à un degré qui excède sa capacité naturelle de production et n'est plus en rapport avec le potentiel de main-d'œuvre disponible. Celle-ci dépend de l'effectif des naissances d'il y a une vingtaine d'années (1943!) et plus. La structure démographique est l'élément de base de la santé économique. Une partie importante des effectifs de main-d'œuvre étrangère remplace les Suisses qui auraient pu naître et qui ne sont pas nés. L'équilibre d'une économie nationale concerne aussi l'équilibre du nombre des berceaux des générations précédentes et de générations successives.

La lutte contre le renchérissement consiste donc essentiellement à équilibrer la demande de façon à rétablir une meilleure relation entre les exigences imposées à notre économie et sa capacité de production. C'est là le seul moyen d'endiguer des tendances néfastes à la hausse des coûts et des prix et de créer des conditions favorables à l'épanouissement de la vie et du bonheur familiaux. A cet effet, les autorités fédérales, la Banque nationale et l'économie privée ont déjà pris, comme vous le savez, d'elles-mêmes et à la suite d'ententes, de nombreuses mesures. Rappelons les éléments principaux du programme visant à tempérer la surexpansion dans le profil strictement économique du problème:

- Limitation des crédits par un «gentlemen's agreement» passé entre la Banque nationale et les banques privées, dont on peut penser ce que l'on veut quant au mode d'application;
- Politique financière de la Confédération et politique de neutralisation relative, mal dénommée de «stérilisation», appliquée par la Confédération et la Banque nationale;
- Modération dans l'octroi de la garantie contre les risques à l'exportation et surtout – mesure toute récente – restrictions à l'admission de main-d'œuvre étrangère, qui doivent être utilisées avec mesure pour ne pas créer de concurrence et pour que les entreprises ne s'arrachent pas la main-d'œuvre étrangère au moyen d'offres immodérées;

- Réduction directe et coordonnée du volume des constructions privées et des travaux publics par la constitution de commissions consultatives régionales du bâtiment. De telles commissions devront être mises en vigueur dans certains cantons qui n'ont pas compris leur fonctionnement;
- Mesures librement consenties par l'économie (engagements à ne pas accepter trop de commandes, à ne pas augmenter les prix, à limiter l'accroissement des effectifs du personnel, restrictions dans le domaine des investissements, conventions sur les méthodes de recrutement de la main-d'œuvre). Cet effort est le même que celui que le chef d'entreprise doit faire pour renforcer sa capacité dans le domaine de la concurrence et pour assurer l'équilibre de son entreprise sans pour autant l'amaigrir dangereusement.

Les pouvoirs dont disposent l'Etat et la Banque nationale en matière de conjoncture économique sont limités. C'est pourquoi l'économie privée a un rôle d'autant plus important à jouer et une responsabilité d'autant plus grande à assumer dans la lutte contre le renchérissement et dans l'exécution de mesures tendant à prévenir un débordement malsain de l'activité. N'étant pas un effet de la fatalité, mais bien l'œuvre des hommes sur l'ensemble du territoire, la «surchauffe» et le renchérissement ne peuvent être endigués que si l'on fait preuve partout de beaucoup de clairvoyance et d'esprit de collaboration et que si chacun modère son appétit. Si tous les milieux intéressés manifestent de la bonne volonté sur le plan pratique, il sera possible de mettre un frein à la dépréciation progressive de notre monnaie et à l'érosion de son pouvoir d'achat.

La politique financière de la Confédération doit elle-même apporter une large contribution aux efforts privés et professionnels visant à assurer la stabilité du franc suisse. Cette politique constitue un élément important en ce sens que, si elle est conforme aux exigences économiques, dont on a apprécié tout à l'heure la valeur relative, elle peut exercer un effet régulateur sur le cours de l'évolution. Le rôle qui lui est assigné dans ce domaine mérite d'autant plus de retenir notre attention qu'il permet de sauvegarder la structure fédéraliste de notre pays ainsi que les libertés individuelles relatives et les libertés économiques que nous cherchons à protéger le plus possible, tout en développant la solidarité.

Si, pour faire le même effort que quelques-uns de nos collaborateurs, nous jetons un coup d'œil sur les comptes d'Etat de la Confédération depuis 1946, nous pouvons affirmer qu'ils ont répondu dans l'ensemble aux exigences de la conjoncture. Nous le devons pour une bonne part à l'élasticité d'importantes recettes de la Confédération. De surcroît, la Confédération s'est efforcée d'adopter, en matière d'amortissement de la dette publique, une politique conforme aux impératifs de la stabilité de l'activité économique à longue échéance. Elle s'est abstenue de réintroduire intégralement les excédents de recettes sur le marché de l'argent et des capitaux pour ne pas stimuler la cadence de l'expansion ni favoriser la hausse des prix.

Pour assurer une croissance économique aussi harmonieuse que possible, nous estimons que le nouveau régime financier doit essentiellement s'inspirer des expériences faites au cours de longues années – et spécialement au cours des dernières années – et permettre à la Confédération de continuer à pratiquer une politique financière conforme aux nécessités économiques. Il serait particulièrement regrettable que la politique financière soit retranchée à l'avenir de la gamme, d'ailleurs plutôt mo-

deste, des instruments dont l'Etat est doté sur le plan de la politique conjoncturelle. Il s'agit là encore de cette intervention supplétive de l'Etat. Etant donné que les perspectives économiques à assez longue échéance demeurent favorables, il faut que les finances fédérales puissent, pour l'essentiel, continuer à servir d'agent modérateur, accélérant avec mesure certaines évolutions et freinant de même au bon moment – difficile à apprécier – d'autres forces.

Lors de l'élaboration du régime financier de 1959 à 1964, une attention particulière a été vouée aux problèmes inhérents à une politique financière répondant au souci de régulariser l'activité économique. Une commission d'étude chargée d'examiner ces problèmes a présenté un rapport en juillet 1956. Dans ses conclusions, elle a exposé les mesures à prendre en période de prospérité et préconisé en tout premier lieu:

- a) de réaliser des bonis en faisant preuve de circonspection dans les dépenses et en maintenant les recettes à un niveau élevé;
- b) de stériliser sur le territoire national ou de placer à l'étranger les excédents de caisse disponibles.

Ces principes ont été appliqués; ils ont fait leurs preuves et nous estimons qu'ils sont encore pleinement valables à l'heure actuelle.

Pour que les finances de la Confédération puissent rester au service de la politique conjoncturelle, des excédents de recettes appropriés demeurent indispensables. Pour réaliser cet objectif, il importe de renoncer en principe à des réductions d'impôts, même si les recettes de la Confédération augmentent. Mais il faut avant tout que l'accroissement des dépenses soit aussi modéré que possible. Ce n'est qu'à ces conditions que la Confédération sera à même de contribuer à atténuer la demande et à prévenir une hausse inflationniste des coûts et des prix. Des recettes suffisamment élevées ne doivent pas servir de prétexte pour céder systématiquement aux nouvelles sollicitations adressées à la Confédération. Ses dépenses se sont rapidement accrues surtout au cours des deux dernières années; il serait fort inquiétant, du point de vue de la politique conjoncturelle, qu'elles continuent à progresser à ce rythme.

La réalisation d'excédents de recettes ne suffit cependant pas pour parvenir à nos fins. Si l'on entend qu'ils apportent une détente sur le marché, on ne saurait les affecter purement et simplement à l'amortissement de la dette. Il faut chercher au contraire à les soustraire au circuit économique, c'est-à-dire à les neutraliser, sinon à les stériliser au sens complet du terme, aussi longtemps que des tensions aiguës se manifestent sur le marché. M. Duft a fait état de cette politique et l'a analysée de manière très positive. La commission d'étude précitée a relevé dans son rapport d'août 1956 que le remboursement de dettes publiques avait pour effet de stimuler la demande de biens, de donner par le fait même une nouvelle impulsion à l'expansion et d'accentuer le danger d'inflation. Comme par le passé, il faudra toutefois s'abstenir de pratiquer une politique trop rigide dans ce domaine. Dans la mesure où le permettra la situation économique, on s'efforcera de continuer à amortir la dette consolidée, qui s'inscrit encore à 5,5 milliards de francs, parce que c'est une obligation constitutionnelle et parce qu'il importe d'augmenter notre capacité de crédit en prévision des mauvaises années toujours possibles dans l'avenir. Le cours de l'évolution économique est toujours marqué par des périodes durant lesquelles des amortissements substantiels de la dette ne sont pas inconciliables avec les impératifs de la politique conjoncturelle. Il convient enfin de faire remarquer qu'en

phase de régression de l'emploi, l'utilisation de fonds bloqués appartenant à la Confédération serait tout à fait de nature à exercer une influence bénéfique du point de vue conjoncturel. Les motions que nous avons traitées la semaine dernière peuvent avoir dans ce sens un effet positif.

Maints des principes qui viennent d'être esquissés ne rencontrent actuellement que peu d'écho dans divers milieux, parce qu'on a toujours moins le souci de l'avenir. On est tellement bien installé dans son bien-être qu'on se contente de réfléchir à court terme, alors que la sagesse commande d'envisager l'avenir. Pourtant, on ne saurait contester qu'il s'agit de préceptes auxquels il n'est pas possible de se dérober, la Confédération ayant le devoir, à l'avenir également, de remplir la mission qui lui est assignée sur le front dressé contre le débordement néfaste de notre appareil de production et contre la dépréciation persistante du pouvoir d'achat de notre franc, ceci dans l'intérêt général.

Voyons maintenant le problème de la reconduction du régime financier.

Vous le savez tous, mais il faut rafraîchir ici notre mémoire: la Confédération dispose de certaines ressources importantes qui lui sont attribuées par la constitution de façon permanente. Je cite notamment les droits d'entrée, les droits de timbre, l'impôt anticipé. D'autre part, deux sources également très importantes ne lui sont attribuées qu'à titre temporaire — nous retrouvons ici la doctrine défendue par M. Clottu —: ce sont l'impôt fédéral direct, nommé impôt pour la défense nationale, et l'impôt sur le chiffre d'affaires. Ces deux derniers impôts ont rapporté, en 1961 et 1962, en moyenne 1250 millions par an sur un total de recettes fiscales de 3300 millions en moyenne, ce qui signifie que 38% des recettes fiscales fédérales des deux dernières années provenaient de ces deux impôts. Il va de soi que ces sources fiscales, qui n'ont été concédées à la Confédération que jusqu'en 1964, ne peuvent pas être supprimées à partir de 1965. En effet le découvert du bilan qui contient la charge de la dernière guerre s'élève encore à 5,5 milliards.

Ces deux impôts de durée temporaire ont une histoire mouvementée. En effet, d'une part, un fort courant d'opinion est hostile à tout impôt fédéral direct, estimant que c'est un principe «sacré» de notre structure fédérative que de réserver les impôts directs exclusivement aux cantons et aux communes. Ces milieux n'ont accepté l'impôt fédéral direct qu'à titre temporaire.

D'autre part, l'impôt sur le chiffre d'affaires est également critiqué. On lui reproche d'être un impôt socialement injuste parce qu'il frapperait les petits consommateurs autant que les grands. Cette allégation n'est toutefois pas exacte dans cette forme absolue: l'impôt sur le chiffre d'affaires connaît une liste de marchandises franches d'impôt qui a précisément pour but de favoriser les consommateurs à revenus modestes. Cette liste a constamment été étendue au cours des 22 années qui se sont écoulées depuis l'introduction de cet impôt. Dès le début, celui-ci n'a pas revêtu le caractère anti-social qu'on aurait pu lui prêter s'il n'y avait pas eu de liste franche. Un dernier grand effort a été fait dans ce sens social en 1957, lors de l'aménagement du régime financier actuel (en vigueur depuis 1959), en étendant considérablement la liste franche. Mais les Chambres fédérales ont estimé qu'on ne devait plus aller au-delà de l'état créé alors, et pour cette raison, la liste franche a été bloquée dans la Constitution pour l'avenir, de façon qu'elle ne soit plus ni élargie ni restreinte.

Le taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires en Suisse est d'ailleurs des plus modestes puisqu'il est de 3,6% sur le

prix de détail. En Allemagne, cette charge est d'environ 10%, en Autriche d'environ 12%, en France d'environ 18%. Parmi les pays qui étaient pendant longtemps violemment hostiles à l'impôt sur le chiffre d'affaires, mais qui ont quand même dû l'introduire, citons la Suède et le Danemark. Dans ces deux pays, la charge fiscale peut être évaluée à 6% sur le prix de détail. Ces exemples vous montrent clairement qu'en Suisse l'imposition de la consommation est modeste et que c'est à tort qu'on lui reproche d'être socialement injuste, reproche qui appuie des revendications en vue de réduire le taux encore davantage, ou de continuer à étendre la liste franche. D'ailleurs une telle réduction au nom du souci social aboutira-t-elle aux prix que payeront les consommateurs. Et si oui, pour combien de temps?

En outre, on ne peut ignorer le fait que l'impôt pour la défense nationale est un impôt fortement progressif, de sorte que les citoyens mieux placés financièrement contribuent par un taux, sinon dans une mesure, bien plus prononcé que les autres au financement de l'activité de notre Etat fédéral. Il n'est donc pas juste de s'en prendre à l'impôt sur le chiffre d'affaires parce qu'il connaît des taux proportionnels. La liste franche apporte un dégrèvement naturel aux consommateurs de condition modeste, car ceux-ci utilisent une plus grande partie de leurs ressources à l'achat de marchandises franches d'impôt que les personnes plus aisées. Cet effet dégressif est renforcé considérablement par le tarif progressif de l'impôt pour la défense nationale.

Ainsi considérés, on voit que l'impôt pour la défense nationale et l'impôt sur le chiffre d'affaires se complètent mutuellement. C'est d'ailleurs une réalité politique que les adversaires de chacun de ces impôts ne l'acceptent qu'à la condition que l'autre impôt soit maintenu. C'est pourquoi on a aussi appelé ces deux impôts des frères siamois que l'on ne peut séparer l'un de l'autre. Leur vie commune est l'expression d'une trêve politique qu'il s'agit de respecter dans l'intérêt de l'ensemble de nos finances fédérales.

Ces impôts, d'une grande importance dans le budget fédéral, ne sont donc assurés que jusqu'à la fin de 1964. Le Conseil fédéral s'est préoccupé de bonne heure de leur prorogation. Il vous a proposé cette prorogation par son message du 18 mai 1962.

Ce faisant, le Conseil fédéral est parti de l'idée que le système actuel, établi en 1957 avec effet dès 1959, avait fait ses preuves. En effet, les deux impôts institués pendant la deuxième guerre mondiale en vertu des pouvoirs extraordinaires, existent depuis plus de 20 ans. On y a fait des retouches à maintes reprises en cours de route. Le système de ces deux impôts peut être considéré comme bien équilibré et relativement équitable pour le contribuable. La consultation des gouvernements cantonaux et de nos grandes associations économiques a montré clairement que la reconduction des deux impôts en cause (plus l'impôt sur la bière, de moindre importance, mais également fondé sur l'article 41^{ter} de la Constitution) pourrait se faire le plus facilement si l'on ne changeait rien en principe. Aussi le Conseil fédéral a-t-il renoncé, dans sa proposition aux chambres fédérales, aux aménagements qu'il avait lui-même envisagés lorsqu'il commença la consultation. En effet, toute modification de fond que l'on voudrait apporter à l'un ou l'autre des impôts déclencherait immédiatement une série de demandes analogues dans d'autres secteurs. Cela n'exclut évidemment pas des adaptations de détail lors de l'élaboration des lois d'exécution; mais il s'agit là de questions qui n'ont pas leur place à l'échelon constitutionnel du régime financier que nous construisons ensemble présentement.

Depuis la parution du message du Conseil fédéral, un problème a préoccupé l'opinion publique. C'est celui de l'accroissement de la charge de l'impôt direct lorsque l'on augmente les salaires pour faire face au renchérissement du coût de la vie. C'est le phénomène que l'on désigne sous le nom de «progression froide». Or, nous avons pu établir à propos de l'impôt pour la défense nationale que les conséquences de ce phénomène ne se sont pas encore manifestées à fin 1962, pour la simple raison que l'impôt d'une période fiscale déterminée est fixé en fonction du revenu moyen des deux ans précédant cette période; le revenu déterminant est ainsi inférieur aux revenus de la période fiscale considérée. Ils ont augmenté suivant le renchérissement du coût de la vie, mais n'interviendront dans le calcul que pour la période future. De ce fait, la charge fiscale se trouve atténuée en raison du revenu plus élevé de la période en cours. Ce jeu de l'augmentation a évité pour la plupart des revenus une charge plus élevée que par le passé. En revanche, pour l'avenir, il est exact que cette compensation des impôts plus élevés par des salaires augmentés suivant le coût de la vie dépendra de l'évolution future des prix. On peut prévoir qu'une certaine augmentation de la charge fiscale pourrait avoir lieu en 1963 ou 1964, mais elle sera très modeste et ne justifiera pas d'adaptation du tarif avant l'échéance du régime financier actuel. En revanche, à partir de 1965, le phénomène décrit se fera sentir plus fortement. C'est pour cette raison aussi que le Conseil fédéral a proposé à votre commission une clause de compétence permettant d'adapter le tarif, clause qui devrait être insérée dans le texte constitutionnel à l'article 8 des dispositions transitoires. Cela aurait permis de proposer des aménagements de tarif en temps voulu soit lorsque le développement futur des prix se sera mieux dessiné. Dans l'idée du Conseil fédéral, la mesure propre à remédier à la progression froide eût été un premier étirement de 10% des différents paliers du tarif actuel de l'impôt pour la défense nationale. C'est la seule méthode mathématique permettant de résoudre le problème de la progression froide.

Votre commission a accepté la méthode de l'étirement des paliers du tarif. Il s'agit là d'une autre méthode que celle du rabais proportionnel pur et simple. Lorsqu'elle se manifestera, la progression froide ne se fera pas sentir avec la même rigueur pour tous les revenus. C'est pourquoi un rabais ne rétablit pas l'équilibre rompu. En revanche, l'étirement corrige cette progression, dans sa nature, dans sa forme d'apparition et dans son mouvement.

Votre commission est toutefois allée plus loin. Au lieu de l'étirement de 10%, elle vous en propose un de 20%. Une telle mesure, qui va au-delà d'une correction de la progression froide constitue une véritable proposition de réduire la charge fiscale. La constatation d'excédents actifs du compte de la Confédération incite d'aucuns à demander des réductions d'impôts sans se soucier du découvert qui en résultera, ni des charges futures qui s'annoncent, le futur ayant déjà commencé par vos décisions de la semaine dernière. Au surplus, les adversaires de l'impôt fédéral direct voient aussi ici l'occasion d'affaiblir une fois de plus l'impôt pour la défense nationale, bien que celui-ci se soit déjà vu fortement réduit en 1955 et en 1959. Le Conseil fédéral n'a pas la même optique que votre commission sur ce point. Je vous présenterai son point de vue lors des débats sur la proposition d'étirement de 10 ou 20%.

Pour quelle durée faut-il proroger le régime actuel? Nous avons tout intérêt à avoir un régime dont la stabilité est assurée aussi longtemps que possible. Il est en effet illogique et imprudent à mon sens que la Confédération se

voie constamment octroyer de nouvelles tâches entraînant ainsi de nouvelles dépenses et que les moyens pour remplir ces tâches ne lui soient attribués que pour une durée relativement courte. Or c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Le Conseil fédéral ne se fait plus d'illusion à ce sujet; il est obligé toutefois de réagir parce qu'il est persuadé que cette politique à court terme est dangereuse pour la stabilisation du franc. En 1948, il avait proposé un régime qui impliquait, selon les données d'alors, une durée d'environ 70 ans. Sa proposition fut rejetée par les chambres et le projet des chambres refusé par le peuple. En 1953, le CF proposait un régime de 20 ans, réduit à 12 ans par les chambres et rejeté en votation populaire. En 1957/58, la proposition du gouvernement portait la durée du régime à 12 ans. Les chambres la réduisirent à 6 ans; le projet trouva l'approbation du peuple, mais les 6 ans s'avèrent insuffisants pour mettre, en un laps de temps aussi court, une législation d'exécution sur pied. La surcharge de travail de nos collaborateurs, tout cela amène le Conseil fédéral à proposer le minimum de 10 ans. La grande majorité de ceux qui ont été consultés lors de la préparation du message, ont jugé que ce délai était judicieux; le Conseil des Etats et votre commission l'ont également accepté. La question de la durée du nouveau régime n'est d'ailleurs pas une question purement interne. L'étranger, qui envie notre stabilité gouvernementale, se trouvera moins tenté d'attaquer la stabilité de notre franc si notre régime financier est durable que si son caractère est passager et si l'on peut avoir des doutes quant à sa continuité. Ceux d'entre vous qui tiennent à savoir comment se manifeste cette jalousie n'auront qu'à demander les procès-verbaux des séances tenues par les techniciens de Bruxelles. Ils en seront édifiés. Le nouveau régime doit démontrer notre volonté de doter notre gouvernement et notre pays d'une base financière solide. Elle est indispensable si nous voulons conduire avec sécurité notre économie aux travers des tempêtes économiques internationales dont nous avons déjà senti et sentons encore les effets.

Le régime financier de la Confédération est la base sur laquelle repose chacune des cellules vitales du pays: la famille et les communes politiques, les entreprises et les professions, les cantons et les services publics. La libre entreprise élabore ses plans et son programme d'activité pour une longue durée. Si une période de 10 ans est courte pour une entreprise, elle le sera à plus forte raison pour une nation.

Quelques mots encore sur la question de l'amnistie et celle des lois d'exécution.

L'amnistie fiscale, qui est fortement controversée, n'entre pas dans les problèmes à résoudre pour la reconduction du régime financier actuel. Je remercie votre commission d'avoir séparé ces deux problèmes. Ce régime peut continuer après 1964, qu'il y ait ou non amnistie. L'amnistie ressort des questions touchant à la lutte contre la fraude fiscale. C'est en s'occupant du rapport du Conseil fédéral sur la motion Eggenberger que votre commission a décidé de vous proposer une amnistie fiscale.

Nous lui savons gré d'avoir séparé, à la suite du Conseil fédéral et du Conseil des Etats, l'amnistie de la reconduction du régime financier. Car il s'agit bien d'une question sur laquelle le peuple et les cantons doivent pouvoir se prononcer indépendamment du régime financier.

Quant aux lois d'exécution – je réponds ici à certaines questions posées tout à l'heure – notre programme s'en tient à ce qui a été dit à ce sujet dans le message du 18 mai 1962. Nous avons remis à votre commission un projet

d'activité, un plan, en fonction du temps, pour les travaux futurs. Nous pensons vous soumettre la nouvelle loi sur l'impôt anticipé encore au courant de cette année (1963), ce qui nous permettra de la traiter de façon qu'elle puisse entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1965. En revanche, le nouveau projet de loi sur l'impôt pour la défense nationale ne sera prêt que plus tard et l'entrée en vigueur de cette loi ne peut être prévue, d'après le rythme possible des travaux et compte tenu des effectifs de nos travailleurs, avant le 1^{er} janvier 1967. Quant au projet concernant les droits de timbre et l'impôt sur le chiffre d'affaires, nous n'avons pas encore pu fixer de date précise mais nous le ferons avant longtemps.

En résumé et confirmant par là les propositions de votre commission et du Conseil des Etats, le Conseil fédéral vous prie d'entrer en matière et de voter le projet qu'il vous a soumis afin de donner ainsi une assise sûre et durable aux efforts et au travail de chacun et de consolider ainsi l'économie de solidarité mutuelle dans laquelle nous voulons vivre de façon à développer – pour que l'on ne nous traite pas de matérialistes – non seulement le «mieux-être» de chacune de nos familles et de nos entreprises mais aussi le «plus-être» et le «meilleur-être» de chacun de nous.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici le débat est interrompu

Vormittagssitzung vom 13. März 1963
Séance du 13 mars 1963, matin

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

8470. Finanzordnung des Bundes. Verlängerung Régime financier de la Confédération. Prolongation

Siehe Seite 80 hiervoor – Voir page 80 ci-devant
Fortsetzung – Suite

Artikelweise Beratung – Discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Angenommen – Adopté

Abschnitt I

Art. 41 bis, Abs. 1, Lit. a

Antrag der Kommissionsminderheit
(König-Zürich, Clottu, Gemperli)

Artikel 41 bis, Absatz 1, Buchstabe a der Bundesverfassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

Stempelabgaben auf Wertpapieren, einschliesslich Coupons, mit Ausnahme jener, die der Verrechnungssteuer unterliegen, auf Wechseln und wechselähnlichen Papieren, auf Quittungen von Versicherungsprämien und auf anderen Urkunden des Handelsverkehrs; diese Besteuerungsbefugnis erstreckt sich nicht auf die Urkunden des Grundstück- und Grundpfandverkehrs. Vom Reinertrag der Stempelabgaben fällt ein Fünftel den Kantonen zu.

Chapitre I

Art. 41 bis, al. 1, lit. a

Proposition de la minorité de la commission
(König-Zürich, Clottu, Gemperli)

L'article 41 bis, alinéa 1, lettre a, de la constitution fédérale est remplacé par la disposition suivante:

Des droits de timbre sur titres, y compris les coupons, à l'exception de ceux qui sont soumis à l'impôt anticipé, effets de change et effets analogues, sur quittances de primes d'assurance et sur d'autres documents concernant des opérations commerciales; la perception de ces droits ne s'étend pas aux documents concernant les opérations immobilières et hypothécaires. Un cinquième du produit net des droits de timbre est attribué aux cantons.

König-Zürich, Berichterstatter der Minderheit: Der Antrag der Minderheit, den zu begründen ich die Ehre habe, steht im Zusammenhang mit dem Antrag der gleichen Minderheit zu Artikel 8, Absatz 1, Buchstabe b. Ich erlaube mir, die Begründung gleich für beide Verfassungsbestimmungen zu geben und überlasse es dem Herrn Präsidenten, zu entscheiden, ob er die Beratung gemeinsam durchführen und auch gemeinsam abstimmen will oder getrennt. Die Minderheit strebt an, die Couponsteuer von 3% auf inländischen Wertpapieren, die der Verrechnungssteuer unterliegen, aufzuheben, dafür aber die Verrechnungssteuer generell von 27 auf 30% zu erhöhen. Die Möglichkeiten des Parlamentes, selber Vereinfachungen im Steuersystem herbeizuführen, sind natürlich begrenzt. Hier ist die Verwaltung am längeren Arm. Immerhin hätten wir hier eine solche Möglichkeit, indem wir die Couponsteuer dort aufheben könnten, wo ohnehin eine Verrechnungssteuer bezogen wird. Ich verweise auf das, was ich in der Eintretensdebatte gesagt habe und muss erklären: ich bin nach wie vor davon überzeugt, dass hier eine zusätzliche Arbeit, wegen der Teilung dieser Steuern, geleistet werden muss. Es ist richtig, was Herr Bundesrat Bonvin uns erklärte, dass die Umstellung auf ein neues System auch Arbeit gibt, aber das ist einmalige Mehrarbeit, und wenn sie geeignet wäre, eine dauernde Mehrarbeit zu beseitigen, so würde sich die Umstellung gleichwohl lohnen.

Die Aufhebung der Couponsteuer schwelt schon lange im Lande herum. Im Jahre 1957 ist eine Expertenkommission mit dem schönen Namen «Säntis» an der Arbeit gewesen; sie hat die Aufhebung der Couponabgabe unter folgenden Voraussetzungen befürwortet: Wenn in einem künftigen Bundessteuersystem eine allgemeine Einkommenssteuer mit oder ohne Ergänzung vom Vermögen der natürlichen Personen beibehalten wird, soll die Couponabgabe aufgehoben werden. – Diese Voraussetzung war schon bei der damaligen Verlängerung der Finanzordnung erfüllt. Leider hat man sich nicht zur Aufhebung entschliessen können, aber man hat immerhin den Satz von 5 auf 3% ermässigt. Der Hauptgrund für die Erhebung der Couponabgabe war seinerzeit eigentlich der, dass man das fundierte Einkommen vorbelasten wollte. Ich glaube aber, durch die seither auf diesem Einkommen erhobenen

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1963 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | I |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Frühjahrssession |
| Session | Session de printemps |
| Sessione | Sessione primaverile |
| Rat | Nationalrat |
| Conseil | Conseil national |
| Consiglio | Consiglio nazionale |
| Sitzung | 06 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 12.03.1963 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 80-88 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 693 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

d'activité, un plan, en fonction du temps, pour les travaux futurs. Nous pensons vous soumettre la nouvelle loi sur l'impôt anticipé encore au courant de cette année (1963), ce qui nous permettra de la traiter de façon qu'elle puisse entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1965. En revanche, le nouveau projet de loi sur l'impôt pour la défense nationale ne sera prêt que plus tard et l'entrée en vigueur de cette loi ne peut être prévue, d'après le rythme possible des travaux et compte tenu des effectifs de nos travailleurs, avant le 1^{er} janvier 1967. Quant au projet concernant les droits de timbre et l'impôt sur le chiffre d'affaires, nous n'avons pas encore pu fixer de date précise mais nous le ferons avant longtemps.

En résumé et confirmant par là les propositions de votre commission et du Conseil des Etats, le Conseil fédéral vous prie d'entrer en matière et de voter le projet qu'il vous a soumis afin de donner ainsi une assise sûre et durable aux efforts et au travail de chacun et de consolider ainsi l'économie de solidarité mutuelle dans laquelle nous voulons vivre de façon à développer – pour que l'on ne nous traite pas de matérialistes – non seulement le «mieux-être» de chacune de nos familles et de nos entreprises mais aussi le «plus-être» et le «meilleur-être» de chacun de nous.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici le débat est interrompu

Vormittagssitzung vom 13. März 1963
Séance du 13 mars 1963, matin

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

8470. Finanzordnung des Bundes. Verlängerung Régime financier de la Confédération. Prolongation

Siehe Seite 80 hiervoor – Voir page 80 ci-devant
Fortsetzung – Suite

Artikelweise Beratung – Discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Angenommen – Adopté

Abschnitt I

Art. 41 bis, Abs. 1, Lit. a

Antrag der Kommissionsminderheit
(König-Zürich, Clottu, Gemperli)

Artikel 41 bis, Absatz 1, Buchstabe a der Bundesverfassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

Stempelabgaben auf Wertpapieren, einschliesslich Coupons, mit Ausnahme jener, die der Verrechnungssteuer unterliegen, auf Wechseln und wechselähnlichen Papieren, auf Quittungen von Versicherungsprämien und auf anderen Urkunden des Handelsverkehrs; diese Besteuerungsbefugnis erstreckt sich nicht auf die Urkunden des Grundstück- und Grundpfandverkehrs. Vom Reinertrag der Stempelabgaben fällt ein Fünftel den Kantonen zu.

Chapitre I

Art. 41 bis, al. 1, lit. a

Proposition de la minorité de la commission
(König-Zürich, Clottu, Gemperli)

L'article 41 bis, alinéa 1, lettre a, de la constitution fédérale est remplacé par la disposition suivante:

Des droits de timbre sur titres, y compris les coupons, à l'exception de ceux qui sont soumis à l'impôt anticipé, effets de change et effets analogues, sur quittances de primes d'assurance et sur d'autres documents concernant des opérations commerciales; la perception de ces droits ne s'étend pas aux documents concernant les opérations immobilières et hypothécaires. Un cinquième du produit net des droits de timbre est attribué aux cantons.

König-Zürich, Berichterstatter der Minderheit: Der Antrag der Minderheit, den zu begründen ich die Ehre habe, steht im Zusammenhang mit dem Antrag der gleichen Minderheit zu Artikel 8, Absatz 1, Buchstabe b. Ich erlaube mir, die Begründung gleich für beide Verfassungsbestimmungen zu geben und überlasse es dem Herrn Präsidenten, zu entscheiden, ob er die Beratung gemeinsam durchführen und auch gemeinsam abstimmen will oder getrennt. Die Minderheit strebt an, die Couponsteuer von 3% auf inländischen Wertpapieren, die der Verrechnungssteuer unterliegen, aufzuheben, dafür aber die Verrechnungssteuer generell von 27 auf 30% zu erhöhen. Die Möglichkeiten des Parlamentes, selber Vereinfachungen im Steuersystem herbeizuführen, sind natürlich begrenzt. Hier ist die Verwaltung am längeren Arm. Immerhin hätten wir hier eine solche Möglichkeit, indem wir die Couponsteuer dort aufheben könnten, wo ohnehin eine Verrechnungssteuer bezogen wird. Ich verweise auf das, was ich in der Eintretensdebatte gesagt habe und muss erklären: ich bin nach wie vor davon überzeugt, dass hier eine zusätzliche Arbeit, wegen der Teilung dieser Steuern, geleistet werden muss. Es ist richtig, was Herr Bundesrat Bonvin uns erklärte, dass die Umstellung auf ein neues System auch Arbeit gibt, aber das ist einmalige Mehrarbeit, und wenn sie geeignet wäre, eine dauernde Mehrarbeit zu beseitigen, so würde sich die Umstellung gleichwohl lohnen.

Die Aufhebung der Couponsteuer schwelt schon lange im Lande herum. Im Jahre 1957 ist eine Expertenkommission mit dem schönen Namen «Säntis» an der Arbeit gewesen; sie hat die Aufhebung der Couponabgabe unter folgenden Voraussetzungen befürwortet: Wenn in einem künftigen Bundessteuersystem eine allgemeine Einkommenssteuer mit oder ohne Ergänzung vom Vermögen der natürlichen Personen beibehalten wird, soll die Couponabgabe aufgehoben werden. – Diese Voraussetzung war schon bei der damaligen Verlängerung der Finanzordnung erfüllt. Leider hat man sich nicht zur Aufhebung entschliessen können, aber man hat immerhin den Satz von 5 auf 3% ermässigt. Der Hauptgrund für die Erhebung der Couponabgabe war seinerzeit eigentlich der, dass man das fundierte Einkommen vorbelasten wollte. Ich glaube aber, durch die seither auf diesem Einkommen erhobenen

Steuern ist diese an sich eigentlich bescheidene Vorbelastung nicht mehr von grosser Bedeutung. Die Steuer ist auch in gewissem Sinne eine ungerechte Steuer. Die Lasten tragen alle Leute gleichmässig, ohne Rücksicht auf ihre Einkommens- und Vermögensverhältnisse; die Steuer kennt keine Progression. Die Steuer lastet auch vorwiegend auf Kapitalanlagen, die der Finanzierung des Hypothekarkredites dienen, also auf den Kassaobligationen unserer Banken. Sie wissen, dass diese Titel zurzeit ohnehin schwer an den Mann zu bringen sind. Es wäre durchaus zeitgemäss, wenn man hier eine kleine Erleichterung einführen könnte.

In bezug auf die Auswirkungen, die die von uns vorgeschlagene Massnahme auf die Staatseinnahmen hätte, hat uns die Steuerverwaltung in der Kommission erklärt, dass der Ausfall auf der Couponsteuer 70 Millionen Franken im Jahr betragen würde, und zwar 56 Millionen zu Lasten des Bundes und 14 Millionen Franken zu Lasten der Kantone. Wenn die Verrechnungssteuer aber um 3% erhöht wird, so würden von diesen 70 Millionen Franken nach den bisherigen Erfahrungen $\frac{2}{7}$, also 20 Millionen Franken, wiederum beim Bund hängen bleiben, weil von der Verrechnungssteuer normalerweise nur $\frac{5}{7}$ im Verrechnungswege geltend gemacht werden. Der Ausfall würde sich also auf 50 Millionen Franken reduzieren, verteilt auf Bund und Kantone. Diese 50 Millionen Franken wären aber steuerpflichtiges Einkommen und unterlägen den Einkommenssteuern von Kanton, Gemeinde und Bund. Nach den Erfahrungen würden also auf diesem Wege wiederum etwa 10 bis 15 Millionen Franken beim Fiskus hängen bleiben, diesmal etwas mehr bei den Kantonen und bei den Gemeinden, als beim Bund. Der Ausfall würde sich also noch einmal reduzieren, und schliesslich wäre zu beachten, dass die Erhöhung der Verrechnungssteuer auf den nicht couponsteuerpflichtigen Erträgen, vor allem also auf den Zinseingängen der Sparhefte und der Depsitenhefte und auf den Lotteriegewinnen, dem Bund wiederum bei der Verrechnungssteuer einen ganz erklecklichen Betrag einbringen müsste. Die Riesensummen, die auf Sparheften und Depsitenheften angelegt sind und die Millionenbeträge, die jährlich die Lotterien und das Sport-Toto ausschütten, unterlägen einer zusätzlichen, 3prozentigen Verrechnungssteuer, und weil auch von diesen Beträgen im Durchschnitt $\frac{2}{7}$ nicht auf dem Verrechnungswege geltend gemacht werden können – weil der Empfänger nicht zur Rückforderung berechtigt ist, oder weil bei den Lotteriegewinnen kein Berechtigter vorhanden ist, weil die Treffer nicht eingelöst werden, eine etwas makabre Ordnung übrigens, oder weil die Einkommen aus Lotteriegewinnen oder Zinsen nicht deklariert werden – würden wiederum total $\frac{2}{7}$ dieser Einnahmen beim Bund verbleiben. Im ganzen bin ich also davon überzeugt, dass die Einbusse, wenn überhaupt eine solche vorliegt, nur gering wäre.

Schliesslich würde man mit dem Vorschlag auch noch einem anderen Bedürfnis Rechnung tragen. Die Kommission hat zusammen mit der Amnestie die Frage diskutiert, wie man den Anreiz, von der Amnestie Gebrauch zu machen, erhöhen könnte, weil man mit dieser Massnahme ja bezweckt, den Bürger vermehrt zur Steuerehrlichkeit zu führen. In diesem Zusammenhang wurde, wie Sie wissen, die Erhöhung der Verrechnungssteuer besprochen. Die Kommission musste einsehen, dass eine Erhöhung der Verrechnungssteuer über 30% hinaus nicht möglich ist. Hier wäre aber, sofern man die Couponabgabe aufhebt, Gelegenheit, wenigstens auf die 30% zu kommen und durch diese an sich bescheidene Erhöhung der Verrechnungssteuer ein kleines Mittel zu schaffen, um den Anreiz, von der Amnestie Gebrauch zu machen, zu vermehren. Die Kom-

mission hat unseren Antrag mit 20:5 Stimmen abgelehnt. Die Minderheit ist gleichwohl davon überzeugt, dass er zeitgemäss wäre; sie erlaubt sich deshalb, den Antrag im Plenum zur Diskussion und Annahme zu unterbreiten.

M. Glasson, rapporteur de la majorité: Votre commission a rejeté la proposition de notre collègue König par 20 voix contre 5 et elle vous prie de l'écartier à votre tour.

En effet, l'argument avancé par Monsieur König – auquel se sont joints maintenant Messieurs Clottu et Gemperli – ne résiste, à notre sens, pas à l'examen. Il consiste à ouvrir la voie qui permettrait d'inclure l'impôt sur les coupons à l'impôt anticipé car cela ne serait pas possible sur la base des dispositions constitutionnelles actuelles. Mais, en éliminant l'impôt sur les coupons des titres suisses – les titres étrangers n'étant pas soumis à l'impôt anticipé – le résultat serait simplement une perte sensible pour la Confédération. Les produits définitifs du droit de timbre sur les coupons pour 1962 ne sont pas encore connus. Mais si l'on additionne les produits des onze premiers mois de 1962 et que l'on y ajoute le produit de décembre 1961, ils pourraient être, en millions de francs, les suivants: Droits de timbre sur les coupons des obligations: 28 millions, actions: 40,6; parts de sociétés à responsabilité limitée: 0,2; parts de sociétés coopératives: 0,8; certificats de trust: 1,8; titres étrangers: 14,7, soit au total 86,1 millions. Selon la proposition de notre collègue König on ne continuerait à percevoir à l'avenir que le droit sur les coupons de titres étrangers. Calculée sur les produits de 1962, la perte serait donc de plus de 70 millions de francs. Le budget de 1963 prévoit un produit total des droits de timbre s'élevant à 220 millions de francs. De ce total, 85 millions environ proviendraient du droit de timbre sur les coupons, dont de nouveau 15 millions environ du droit sur les coupons de titres étrangers. La perte résultant de la proposition qui nous est faite s'élèverait donc de nouveau à environ 70 millions de francs. De cette perte, la Confédération supporterait les 80% et les cantons les 20%. La Confédération perdrait donc environ 56 millions en cas de suppression du droit sur les coupons de titres suisses et environ 68 millions en cas de suppression totale du droit sur les coupons. Pour les cantons, la perte serait d'environ 14, respectivement 17 millions. Cela a amené ultérieurement notre collègue à faire une seconde proposition tendant à majorer de 3% le taux de l'impôt anticipé en le portant de 27% à 30% dès le 1^{er} janvier 1965. Vous trouvez cette proposition dans votre dépliant sous article 8, alinéa 1, chiffre 1, lettre b. Tout à l'heure M. König suggérerait à notre Conseil de discuter les deux articles en même temps. Les rapporteurs sont d'un avis différent. Il s'agit de liquider l'article 41 bis pour lui-même, car le problème de l'impôt anticipé n'est pas lié à celui des coupons. Il pose des problèmes tout à fait différents, en particulier celui de savoir s'il peut aider à lutter contre la fraude fiscale. Dans l'esprit de M. König, il s'agissait pour lui simplement de diminuer la perte pour la Confédération de manière à la ramener à un niveau plus supportable. Si cela était le cas, en effet, la perte pour la Confédération serait réduite à environ 50 millions de francs. Mais à cette perte s'ajouterait encore l'inconvénient que la Confédération verrait disparaître un moyen de contrôle qui s'est révélé précieux, précisément dans la lutte contre la fraude fiscale. En contrepartie, les avantages sont minces: Les 3% du droit sur les coupons seraient, comme nous l'avons dit, partiellement compensés par les 3% de majoration de l'impôt anticipé et les travaux administra-

tifs resteraient les mêmes puisque l'impôt sur les coupons est prélevé avec l'impôt anticipé. Ici, il faut une fois pour toutes contester l'argument tiré de ces difficultés d'ordre administratif.

En revanche, le danger naîtrait de voir requise la suppression de cet impôt également sur les titres étrangers, ce qui est d'ailleurs le vœu de milieux financiers de notre pays, parce que le placement des emprunts étrangers en Suisse en est considérablement ralenti. Mais si cette demande était agréée, la perte totale serait alors pour la Confédération aggravée à nouveau d'une somme de 15 millions de francs, ce qui la porterait finalement à 65 millions de francs.

Les inconvénients dépassant de loin les avantages, la commission a rejeté la proposition de M. König par 20 voix contre 5. Nous vous prions d'en faire autant.

Eggenberger, Berichterstatter der Mehrheit: Der Antrag König bezweckt die Aufhebung der Couponsabgabe auf den inländischen Wertpapieren. Die Erträge der Couponsabgabe pro 1962 belaufen sich nach den Angaben des Finanz- und Zolldepartementes auf total rund 86 Millionen Franken. Die Gesamtsumme gliedert sich folgendermassen auf: Obligationen 28 Millionen, Aktien 40,8 Millionen, GmbH-Anteile 0,2 Millionen, Genossenschaftsanteile 0,8 Millionen, Trust-Zertifikate 1,8 Millionen, ausländische Wertpapiere 14,3 Millionen, total 85,9 Millionen. Der Antrag König hätte zur Folge, dass ab 1. Januar 1965 nur noch die Couponsabgabe auf ausländischen Wertpapieren erhoben würde. Damit ergäbe sich auf der Basis des letztjährigen Ertrages ein Ausfall von rund 71,9 Millionen Franken. Auch wenn man die Budgetzahlen pro 1963 zu Grunde legt, müsste mit ungefähr der gleichen Einbusse gerechnet werden. Die Finanzverwaltung fürchtet darüber hinaus, dass ein Einbruch in das Gefüge der Couponsabgabe zu Vorstössen auf Abschaffung der Couponssteuer auf der ganzen Linie führen könnte, weil schon bisher gewisse Finanzkreise die Belastung der ausländischen Wertpapiererträge mit der Couponsabgabe scharf bekämpft haben. Das hätte einen Einnahmehausfall von jährlich rund 86 Millionen Franken zur Folge. Nun wird andererseits von der gleichen Minderheit die Erhöhung des Verrechnungssteuersatzes von 27 auf 30% vorgeschlagen. Damit würde der Ausfall für den Bund nach den Angaben der Steuerverwaltung auf rund 45 Millionen Franken reduziert. Herr König hat noch von 50 Millionen gesprochen. Dagegen müssten die Kantone die Leidtragenden sein. Da diese mit 20% an der Couponsabgabe beteiligt sind, jedoch nicht an der Verrechnungssteuer, würde ihnen der Antrag König eine Einbusse von 14 Millionen Franken verursachen. Sollte die Couponsabgabe überhaupt fallen, so müsste sich der kantonale Gesamtausfall auf 17 Millionen erhöhen. Dabei darf nicht vergessen werden, dass sich die Aufteilung der Kantonsanteile nach der Einwohnerzahl ausrichtet, und dass dadurch ein nicht unwesentlicher Finanzausgleich zugunsten der finanzschwachen Kantone erwirkt wird. Andererseits darf nicht übersehen werden, dass die ausländischen Wertpapiererträge, die Herr König allerdings noch nicht antastet, nicht der Verrechnungssteuer unterliegen. In der Kommission ist die Abschaffung der Couponssteuer – auch heute hat Herr König ja darauf hingewiesen – nicht zuletzt damit begründet worden, dass mit ihrer Erhebung ein grosser administrativer Aufwand verbunden sei. Von seiten der Verwaltung ist demgegenüber betont worden, dass die Couponsabgabe mit der Verrechnungssteuer zusammen *uno actu* erhoben werde, dass damit kein

besonderer Arbeitsaufwand bestehe und mit der Beseitigung der Couponsabgabe folglich auch keine Verwaltungsarbeit eingespart werde. Ebenso wird von der Verwaltung bestritten, dass durch die Couponsabgabe den Steuerpflichtigen komplizierte Aufgaben erwachsen. Die grosse Mehrheit der Kommission ist der Auffassung, dass heute an Artikel 41bis der Bundesverfassung nicht gerüttelt werden sollte. Dazu tritt die Tatsache, dass die Couponsabgabe bereits früher von 5 auf 3% reduziert wurde. Im weiteren ist die Wehrsteuer vom Vermögen der natürlichen Personen beseitigt worden, wodurch der Vermögensbesitzer eine weitere Entlastung erfahren hat. Schliesslich ist in der Kommission darauf hingewiesen worden, dass die Couponsabgabe der Verwaltung eine gewisse Kontrollmöglichkeit bietet, die sie natürlich verlieren müsste, wenn Sie den Antrag König annehmen sollten. Es wäre doch ein sonderbar widersprüchliches Verhalten des Gesetzgebers, just in dem Moment bestehende Kontrollmöglichkeiten abzubauen, wo man im Zusammenhang mit der Defraudationsbekämpfung nach einer besseren Kontrolle ruft. Die Kommissionsmehrheit beantragt Ihnen Ablehnung dieses Antrages.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Les arguments qui militent en faveur du rejet de la proposition König ont été déjà invoqués en Commission et dans les deux rapports que vous avez entendus. Je ne puis que confirmer la volonté du Conseil fédéral, du Conseil des Etats et de la majorité de la commission, de prolonger le régime financier sans rien y changer, sinon y corriger la progression froide consécutive à l'évolution des événements.

Considérée uniquement sous l'angle de l'impôt sur les titres et les coupons, la proposition König mérite certes qu'on s'y arrête. Mais comme il s'agit aujourd'hui, je le répète, uniquement de prolonger le régime financier actuel et non de le modifier, il n'est pas possible d'envisager la suppression de cet impôt, même s'il était transposé sur un autre impôt. Ainsi que l'ont dit les rapporteurs, cette transposition provoquerait une perte. M. König est d'avis qu'on pourrait en récupérer une certaine partie, mais il n'en subsisterait pas moins un trou important.

Cet impôt date de 1917. Il a donc un âge relativement vénérable et les cantons y sont fortement intéressés. Les simplifications administratives dont on parle pour soutenir cette proposition ne sont pas aussi réelles qu'elles le paraissent. Les banques disposent maintenant de machines à calculer, électriques et électroniques. Elles ne font pas la déduction différentielle, mais globale. Quant au contribuable, il n'a pas à mentionner le détail de l'impôt déduit. Il indique les réserves brutes et on lui remet des tables de multiplication par 27 qui lui permettent de trouver immédiatement la somme voulue. Contrairement à ce que l'on dit, il n'y a donc pas de surcharge de travail.

Il faut admettre aussi que la suppression de cet impôt sur les titres suisses entraînerait la même suppression sur les titres étrangers. Les accords de réciprocité ne permettraient pas une différenciation et il en résulterait des pertes réelles.

J'insiste enfin sur le fait qu'en acceptant la proposition König, vous supprimeriez le seul moyen dont le fisc dispose pour savoir comment les bénéfices sont placés dans les sociétés anonymes. Depuis vingt ans, les fraudes les plus massives, de caractère pénal, ont été découvertes grâce au contrôle sur les coupons. Nous nous exposerions donc à subir des pertes consécutives à des fraudes extrêmement importantes que nous ne serions plus à même de déceler. Les deux rapporteurs ont déjà fait allusion à ce

fait. Au moment où vous nous demandez d'accentuer les contrôles, j'y insiste à mon tour pour vous prier de repousser la proposition de M. König.

Nous pourrions revenir sur différents aspects de ce problème lorsque nous discuterons des lois d'exécution et envisager alors certains aménagements qui pourraient se révéler nécessaires.

Abstimmung - Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Mehrheit | 95 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit | 17 Stimmen |

Art. 41ter, Abs. 1

Antrag Dafflon

..., eine Wehrsteuer, eine Biersteuer und eine ergänzende Steuer auf dem Vermögen der natürlichen und juristischen Personen erheben.

Art. 41ter, al. 1

Proposition Dafflon

...pour la défense nationale, un impôt sur la bière et un impôt complémentaire sur la fortune des personnes physiques et des personnes morales.

M. Glasson, rapporteur: J'ai demandé la parole pour faire une déclaration préliminaire.

En commission, nous avons décidé de la durée du régime financier au terme de nos travaux, de façon que chacun sache alors à quoi s'en tenir sur le contenu du projet. Avec M. Eggenberger, je vous propose d'en faire de même, soit de discuter les questions relatives à l'article 41ter autres que celle de la durée du régime financier et de ne fixer cette dernière qu'au terme de nos débats.

Le président: Les deux rapporteurs proposent de renvoyer la discussion relative à la durée du régime financier à la fin de nos débats. Le Conseil fédéral est d'accord avec cette proposition, de même que M. Clottu. Je vous propose de vous y rallier aussi. (*Zustimmung - Adhésion*)

Eggenberger, Berichterstatter: Ich schliesse mich dem Antrag des Herrn Kommissionspräsidenten an; denn ich halte es ebenfalls für zweckmässiger, namentlich zur Frage der Dauer erst am Ende unserer Beratungen Stellung zu nehmen.

M. Dafflon, Je propose, par amendement, de réintroduire l'impôt complémentaire sur la fortune. Lors de sa suppression, en 1957, les arguments invoqués étaient essentiellement de deux ordres: tout d'abord le faible rendement de cet impôt; ensuite la nécessité de laisser aux cantons le soin d'imposer la fortune.

Sur le premier point, nous pouvons constater que c'est au moment d'une très haute conjoncture, où on a enregistré des augmentations de fortune considérables, ainsi que cela ressort des statistiques cantonales, que cette réduction a été décidée. Si cet impôt complémentaire avait été maintenu, il est évident que son rendement eût été bien supérieur ces dernières années que les précédentes.

Sur le deuxième point, personne ne me démentira lorsque je dis que depuis cette suppression on ne saurait prétendre qu'un seul canton ait entièrement repris l'imposition de la fortune. En fait c'est un allègement qui s'est d'ailleurs ajouté à d'autres, à la suppression de l'impôt sur les coupons, à la suppression de l'impôt sur le luxe, à la diminution du taux d'imposition sur les sociétés

anonymes pour l'impôt de défense nationale, à la diminution de l'impôt de défense nationale pour les contribuables fortunés et à la sous-imposition des fortunes immobilières. Si l'on accepte le projet tel qu'il nous est soumis sans réintroduire l'imposition des fortunes, c'est dire que l'on va épargner les fortunes pendant dix ans encore. Nous pensons donc qu'il faut, en réintroduisant l'impôt complémentaire sur la fortune, rétablir l'équilibre de ces deux impôts qu'on appelle frères siamois, l'impôt direct et l'impôt indirect. Je pense qu'en réintroduisant l'imposition complémentaire des fortunes, on donnera à la Confédération de nouvelles ressources et que l'on rétablira un peu plus de justice dans notre système fiscal.

M. Glasson, rapporteur: La commission n'a pas discuté de cette proposition; elle est faite seulement devant notre plenum, mais je pense pouvoir m'en faire l'interprète en vous disant qu'elle l'aurait rejeté; personnellement en tout cas, je vous prie de l'écarter. Dans son message, le Conseil fédéral relève qu'une telle proposition a été faite, mais qu'il n'en a pas tenu compte, à la suite certainement de ce qui s'est passé en 1957. Cet impôt ayant été supprimé dans la liste des charges grevant l'impôt pour la défense nationale, pour des raisons évidentes qui concernent l'équilibre à garder entre nos divers impôts fédéraux et cantonaux, il est à mon avis absolument justifié de maintenir cette position.

Je vous prie d'écarter la proposition de notre collègue.

Eggenberger, Berichterstatter: Die Kommission hatte keine Gelegenheit, sich mit dem Antrag Dafflon zu befassen, weil er erst hier im Rate gestellt wurde. Es scheint mir aber absolut klar zu sein, dass die Kommission einen solchen Antrag auf Wiedereinführung der Ergänzungssteuer auf dem Vermögen abgelehnt hätte. Ich glaube, heute empfindet niemand grosse Lust, hinter die geltende Finanzordnung zurückzugehen und eine Steuer wieder einzuführen, die im Jahre 1957 von den Räten und im Jahre 1958 vom Volk abgelehnt worden ist. Ob das damals gerecht und richtig war, war sehr umstritten. Dagegen besteht wohl heute auch kein Bedürfnis danach, auf diese Streitfrage zurückzukommen, nachdem Volk und Räte entschieden haben. Die Wiedereinführung der damals beseitigten Ergänzungssteuer auf dem Vermögen würde bei der heutigen Finanzlage des Bundes wohl kaum begriffen. Ich glaube im Namen der Kommission sprechen zu dürfen, wenn auch ich Ihnen Ablehnung des Antrages Dafflon empfehle.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral s'oppose à la proposition de M. Dafflon pour les raisons suivantes: tout d'abord dans la ligne générale de l'organisation de notre société, l'accès à la propriété privée est un des buts premiers de l'activité, du travail. Deuxièmement, la part de l'épargne suisse dans la totalité des investissements doit être complétée actuellement par une part de l'épargne étrangère. Afin d'abaisser la fièvre conjoncturelle qui en résulte partiellement d'une part et de diminuer d'autre part les investissements d'avoirs étrangers, nous devons donc favoriser plus que jamais la constitution de la fortune personnelle; si nous allions maintenant en prélever une nouvelle part par l'impôt fédéral, nous agirions à l'encontre du besoin d'équilibre que nous recherchons et que nous nous efforçons de provoquer par la persuasion. Troisièmement, je reviens - et j'y reviendrai souvent - sur notre volonté de reconduire le régime actuel, de n'y rien changer ou d'y changer le moins possible. Y ajouter un élément essentiel

tel celui de la proposition de M. Dafflon, consisterait à modifier le régime dans un de ses éléments premiers, pour n'être plus logique avec soi-même. Notre attitude vise à prolonger un régime qui depuis 1959 déjà aurait dû être assuré pour plusieurs décennies. Nous savons en effet qu'il est nécessaire dans l'évolution de la situation des marchés élargis européens d'assurer la stabilité de notre monnaie. Nous pourrions le faire avec beaucoup plus de sérénité si nous disposons d'un régime bien assis et durable.

Abstimmung - Vote

Für den Antrag Dafflon 3 Stimmen
Dagegen 92 Stimmen

Art. 41 ter, Abs. 2, Lit. b

Antrag König-Zürich

Die Steuer darf bei Detaillieferungen höchstens 3,2%, bei Engroslieferungen höchstens 4,8% des Entgelts betragen.

Art. 41 ter, al. 2, lettre b

Proposition König-Zürich

L'impôt peut s'élever au plus, s'il s'agit de livraisons au détail, à 3,2% et, s'il s'agit de livraisons en gros, 4,8% de la contre-prestation.

König-Zürich: Zur Erleichterung der Sorgen unseres Herrn Präsidenten kann ich ihm mitteilen, dass die Minderheit angesichts des Ausgangs der Abstimmung über die Frage der Abschaffung der Couponsteuer den Antrag zu Artikel 8, Absatz 1 (Seite 2 der Fahne) über die Erhöhung der Verrechnungssteuer fallen lässt.

Dagegen halte ich den jetzt zur Diskussion stehenden Antrag - den ich namens unserer Fraktion gestellt habe - auf eine 10prozentige Ermässigung der Warenumsatzsteuer aufrecht. Ich darf anknüpfen an meine Ausführungen in der Eintretensdebatte, wo ich - ebenfalls im Namen der Fraktion - auf die hohen Überschüsse der Staatsrechnung hinwies und erklärte, dass auch dann noch genügend Mittel für die Schuldentilgung vorhanden wären, wenn eine kräftige Reduktion der Steuern vorgenommen werde. In bezug auf die Überschüsse der Staatsrechnung möchte ich Herrn Bundesrat Bonvin dafür danken, dass er dem Rate Kenntnis gab von den voraussichtlichen Abschlusszahlen des Jahres 1962; normalerweise liegen diese ja in der Frühjahrs-session vor. Ich habe vernommen, dass der Überschuss wieder eine halbe Milliarde Franken betragen werde, dass aber noch buchhalterische Schwierigkeiten bestehen. Der Bund ist also offenbar in der gleichen Lage wie der Steuerpflichtige, der mit Buchhaltungskünsten die hohen Zahlen zu verbergen suchen muss, die da entstehen. Es schadet nicht, wenn er diese Sorgen nun einmal «am eigenen Leibe» erfährt. Zunächst möchte ich Herrn Bundesrat Bonvin dringend bitten, dafür zu sorgen, dass auch bei den Abschlüssen Klarheit herrscht und nicht jedes Jahr neue Methoden eingeführt werden, damit die Vergleichbarkeit der Rechnungsabschlüsse erhalten bleibt.

Ich war etwas erstaunt, zu vernehmen, dass die Frage der Abschreibung eines Vorschusses für den Bau der Nationalstrassen überhaupt zur Diskussion gestellt wurde, nachdem doch dieser Vorschuss sichergestellt ist durch Einnahmen, die dem Bunde auf Grund unserer Rechtsordnung zustehen. Wenn er in Vorschuss treten muss, dann hauptsächlich deshalb, weil er es nicht verstanden hat, von Anfang an sich alle diese Fünfer zu sichern, weil der Importhandel zunächst den Rahm abschöpfte. Es kann doch aber keine Rede davon sein, dass nun der Bund nachträglich das Geld von den Automobilisten nicht erhalten sollte.

Ich möchte noch um eine Präzisierung bitten. Ich habe verstanden, dass der Überschuss über 500 Millionen Franken betragen werde. Handelt es sich nun um 500 Millionen vor oder nach Abzug dieser 300 Millionen Vorschuss, das heisst sind es effektiv dann nach diesem Abzug noch 200 Millionen Franken Überschuss, oder wären es ohne diesen Abzug gar 800 Millionen Franken Überschuss der Staatsrechnung? Ich bitte Herrn Bundesrat Bonvin, uns darüber noch aufzuklären.

So oder anders, ein Grund für meinen Antrag ist sicher auch dann vorhanden, wenn «nur» eine halbe Milliarde Überschuss ausgewiesen werden kann.

Sie wissen aus der Eintretensdebatte, dass Wehrsteuer und Warenumsatzsteuer sowohl geschichtlich als politisch irgendwie zusammenhängen und dass dieser Zusammenhang nicht ohne Not gebrochen werden sollte. Wenn wir also bei der Wehrsteuer eine Ermässigung von rund 10% über die Beseitigung der kalten Progression hinaus bewilligen, sollten wir nach meiner Auffassung auch eine solche Ermässigung von 10% bei der Warenumsatzsteuer in Betracht ziehen.

Gegen diesen Antrag ist eingewendet worden, er habe keine Auswirkung auf die Konsumenten; die Ermässigung sei zu gering, als dass sie im Verkaufspreis spürbar werde. Das muss ich wohl grundsätzlich als richtig anerkennen, jedenfalls im Normalfall, ausgenommen vielleicht jene Waren, auf denen die Warenumsatzsteuer mehrfach erhoben wird, bis das Produkt zum Konsumenten gelangt. Das hindert mich aber nicht, den Antrag dennoch aufrecht zu erhalten. Im Ergebnis richtet er sich in gewissem Sinne doch gegen die Teuerung. Es ist klar, dass wir mindestens durch die Freigabe dieser ungefähr 90 Millionen Franken eine Reserve schaffen. Wir müssen uns darüber klar sein, dass wir früher oder später ja auch wieder einmal an eine Erhöhung bei der Warenumsatzsteuer herantreten könnten und dass dann diese 90 Millionen uns bereits fehlen, wenn wir sie heute schon berücksichtigen und auch ausgeben. Der Plafond wird also breiter, wenn wir später die Warenumsatzsteuer erhöhen müssten und damit die Teuerung, die durch eine solche Erhöhung ausgelöst werden könnte, entsprechend zurückgedämmt. Im Prinzip geht es einfach darum, dass dem Staat heute nur das gegeben werden soll, was er braucht, und dass der Überschuss beim Bürger verbleibt, solange er nicht notwendigerweise abgeschöpft werden muss. Ich muss sagen, den Sündenfall der 10prozentigen Ermässigung der Warenumsatzsteuer haben wir schon einmal gemacht; es ist also nicht neu, was wir Ihnen vorschlagen. Es ist nur eine Wiederholung. Im Ergebnis laufen unsere Anstrengungen auch darauf hinaus, dass wir - ich gebe das zu - im Grunde genommen hoffen, eines Tages die Warenumsatzsteuer in der heutigen Form abschaffen zu können, und dass wir sie vielleicht auf eine Alkoholbesteuerung beschränken könnten. Wenn wir nicht den Mut haben, sie stückweise abzubauen, dann werden wir überhaupt nie mit ihr zu Ende kommen, denn der Brocken ist zu gross geworden, als dass er in einem Male abgeschafft werden könnte.

Das sind die Gründe, die uns veranlassen, diesen Antrag auf Ermässigung der Warenumsatzsteuer zu stellen.

M. Glasson, rapporteur: Il faut être reconnaissant à M. König d'avoir retiré la proposition qu'il a faite à l'article 8, alinéa 1, et d'avoir convaincu ses collègues Clottu et Gemperli de le suivre dans cet acte de sagesse.

Vous verrez d'ailleurs que M. König s'efforce de trouver et de garder raison aussi en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires. La proposition qu'il avait défendue en

commission était, à vrai dire, plus radicale. Notre collègue avait tout d'abord proposé de ramener le taux à 2%, respectivement 3%. Mais, vu les pertes que cela entraînait pour la Confédération, il a ramené ces taux à respectivement 3,2 et 4,8%.

On a relevé en commission qu'une réduction est toujours souhaitable, qu'il s'agisse de l'impôt pour la défense nationale, l'impôt sur le chiffre d'affaires ou tout autre impôt. Mais là aussi il faut garder raison. Il s'agit d'une question de mesure et il est apparu à la commission que cette mesure n'était plus gardée, cela d'autant plus, comme M. König a bien voulu le rappeler tout à l'heure, que nous avions déjà procédé, en 1957, à un abattement de 10%.

Je crois donc qu'en suivant M. König on irait au-delà de ce qui est supportable en matière de réduction, cela d'abord parce qu'il faut garder l'équilibre entre les deux impôts, les fameux «Zwillinge». Si cet équilibre doit être conservé, il ne faut pas non plus s'opposer à l'évolution générale, laquelle va à l'encontre de la proposition König. Il est bien connu que le taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires perçu dans notre pays est extrêmement modeste par rapport à celui d'autres pays européens. A cela s'ajoute qu'il faut tenir compte des efforts d'intégration économique européenne, de la tendance qui règne dans ces milieux-là pour aboutir à une harmonisation générale. En allant au-delà de ce que nous connaissons maintenant, on s'opposerait aussi à une tendance qui, sur le plan européen, va exactement en sens contraire.

Enfin, la proposition de M. König aboutit à une perte pour la Confédération. Au vrai – et l'administration s'en excuse – il est inexact de prétendre que cette perte serait de 280 millions comme l'affirme le procès-verbal de la commission. Pour 1962, elle serait de l'ordre de 100 millions et pour 1963 de 110 millions. Mais elle augmenterait d'année en année et serait difficilement supportable par la Confédération malgré les réjouissants bonis des comptes que nous enregistrons actuellement.

S'il y a perte pour la Confédération, il n'y a pas gain pour le consommateur, qui ne sentira pas les effets de cette réduction de taux.

Il nous semble décidément que les désavantages de cette proposition sont tels qu'elle doit être repoussée. C'est d'ailleurs ce qu'a déjà fait votre commission, par 19 voix contre 1, celle de l'auteur de la proposition. J'aurais aimé que la sagesse de M. König aille jusqu'au retrait de cette proposition, ce dont nous lui aurions aussi été reconnaissants.

Eggenberger: Berichterstatter: Im Gegensatz zum Herrn Kommissionspräsidenten bedaure ich persönlich, dass Herr König seinen Antrag mit Bezug auf die Erhöhung der Verrechnungssteuer zurückgezogen hat. Hier hätte ich ihn persönlich unterstützt. Dagegen hätte ich es lieber gesehen, wenn er den Antrag, der eine Reduktion der Warenumsatzsteuersätze erreichen will und der in der Kommission mit 19:1 Stimme abgelehnt worden ist, nicht mehr aufgegriffen hätte. Herr König hat zuerst in der Kommission weitergehende Abbauanträge gestellt, Anträge, die auf der Basis der Bundesrechnung 1961 Ausfälle von 344 Millionen Franken zur Folge gehabt hätten. Nach den Zukunftsbudgets, den allerdings spekulativen Zukunftsbudgets, hätte der Ausfall 1965 450 und 1969 505 Millionen ausgemacht. Herr Kollege König hat an der Sitzung in Sitten – ich halte mich ans Protokoll – erklärt: «Die Berechnungen haben gezeigt, dass mein ursprünglicher Antrag einen zu grossen Eingriff zur Folge haben würde. Ich will indessen meinen in Freiburg gestellten Antrag, nämlich Reduktion

auf 2 beziehungsweise 3%, abändern und einen neuen vorschlagen, die Warenumsatzsteuer im gleichen Umfang wie 1955 zu reduzieren, das heisst einen Abbau der Sätze auf 3,2 beziehungsweise 4,8% vorzunehmen.» Das ist nach dem Protokoll von Herrn König gesagt worden. Herr König selber hat in der Sitzung, die die Kommission in Freiburg abgehalten hat, erklärt: «Es ist mir klar, dass die Satzreduktion der Warenumsatzsteuer namhaft sein muss, damit der Konsument etwas merkt.» Ich zitiere wieder aus dem Protokoll unserer Kommissionssitzung. Gerade diese Überlegung, dass die Warenumsatzsteuerreduktion namhaft sein müsste, damit der Konsument davon etwas merkt, hat die Kommission zur Ablehnung auch des zweiten Antrages von Herrn Kollege König bewogen, weil bei einem Abbau von 10% nicht von einem namhaften Abbau gesprochen werden kann. Ich bin überzeugt, es wäre dem Volke Sand in die Augen gestreut, wenn man so tun würde, als ob eine Reduktion von 0,4 beziehungsweise 0,6% dem Konsumenten eine Entlastung brächte. Wir verfügen in dieser Beziehung über die Erfahrungen auf Grund der Reduktion von 1958. Es ist festzustellen, dass diese Reduktion nicht bis zum Konsumenten übertragen wurde. Dazu kommt die Tatsache, dass der Antrag von Kollege König einen erheblichen Ausfall für den Bund, von rund 100 Millionen Franken, aber den Konsumenten keinen Rappen Entlastung bringt. Nehmen wir an, ein Paar Schuhe kosten 50 Franken, die Warenumsatzsteuer macht bei 4% 2 Franken aus; 10% davon sind 20 Rappen. Wahrscheinlich ist das Paar Schuhe schon für Fr. 49.80 im Laden angeboten und nicht für 50 Franken. Kein Konsument wird dann noch einmal etwas davon profitieren, wenn wir die Warenumsatzsteuer im Hinblick auf dieses Paar Schuhe um 20 Rappen senken. Das Ziel einer Entlastung der Konsumenten kann meines Erachtens nur auf zwei Wegen erreicht werden: Entweder durch eine ganz erhebliche Senkung der Ansätze der Warenumsatzsteuer. Das hätte für den Bund Ausfälle zur Folge, die nicht verantwortet werden können. Der zweite Weg geht nur über die Erweiterung der Freiliste. Andere Wege gibt es glaube ich zur Entlastung des Konsumenten nicht, und weil der Antrag von Herrn Kollege König das anvisierte Ziel mit Bezug auf den Konsumenten nicht erreicht, möchte auch ich Ihnen empfehlen, diesen Antrag abzulehnen.

M. Rosset: A mon regret, je ne peux pas suivre M. König, conseiller national. En effet, je pense que l'impôt sur le chiffre d'affaires est, dans l'ensemble, raisonnable. Ce n'est pas un impôt général, je le rappelle. En effet, de nombreux biens en sont exceptés. Je dis nombreux et c'est heureux, je tiens à le préciser. D'autre part, notre impôt sur le chiffre d'affaires est perçu une seule fois. Ce n'est pas le système français de l'impôt sur la valeur ajoutée, système qui prévoit une imposition à chaque stade de la circulation des biens. Cet impôt-là, tel qu'il est connu en France, est un impôt très lourd. La question du taux pourrait alors se poser. En Suisse l'impôt n'étant perçu qu'une fois et en raison des exonérations de nombreux biens, nous devons nous en tenir aux taux proposés qui me paraissent raisonnables.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral s'oppose à la réduction envisagée qui porterait le taux sur les livraisons de détail pour les marchandises non libérées de 3,6% à 3,2% et sur celui de livraisons en gros de 5,4 à 4,8. Il s'agit non pas de la réduction d'un dixième mais d'un neuvième. MM. les rapporteurs et votre collègue M. Rosset ont relevé les éléments principaux relatifs à la nature même

de cet impôt; si l'on fait des comparaisons, nous l'avons fait hier dans l'exposé général qui a précédé votre décision d'entrée en matière, ces comparaisons ne valent que si l'on tient compte de la différence du système simple qui s'applique une seule fois en Suisse et du système multiple échelonné pour les valeurs ajoutées en cours de route qui s'applique en France. Comme on l'a dit, cet abaissement profiterait beaucoup plus aux calculateurs de marge qu'aux consommateurs. C'est un peu, je dirai, le dilemme dans lequel nous vivons lorsque nous prenons des décisions qui s'avèrent être fonction de l'économie dirigée et que ces décisions sont exécutées par le marché libre de la libre entreprise. Ce qui nous inquiète de nouveau c'est que si l'on faisait les réductions proposées, on changerait davantage encore la nature du régime des finances; on ne s'en tiendrait pas, en conséquence, aux méthodes de travail que vous semblez, Messieurs, avoir voulu accepter. Aussi nous vous proposons de vous opposer à la proposition faite.

A l'occasion de la justification de cette proposition, M. König n'a pas oublié que l'ensemble de l'équilibre devait être considéré. Je vous ai dit hier que les comptes de 1962 n'avaient pas encore été présentés au Conseil fédéral. C'est la raison pour laquelle je ne puis pas vous donner des chiffres exacts; toutefois j'ai précisé l'ordre de grandeur. Donc, le bénéfice de l'opération en 1962 est plus élevé que celui de 1961; si cependant nous ventilons l'avance de 300 millions de la Confédération au compte des routes nationales qui, théoriquement, doit être couverte par les droits d'entrée sur l'essence mais pourrait aussi ne pas l'être en raison des conflits internationaux auxquels nous pourrions être exposés, si donc l'on activait ces 300 millions d'avance, nous obtiendrions à peu près la moitié du bénéfice réalisé l'an passé. L'écart n'est pas aussi grand que l'on pourrait le penser!

M. König a également fait part des méthodes qui permettent, en fin d'année, d'étudier la mise en réserve de certaines sommes. Chaque entreprise cherche naturellement à les créer. On le fait à la commune, au canton. Dans l'entreprise de génie civil dans laquelle j'ai travaillé en revanche, nous n'avions pas l'habitude de créer de telles réserves et nous préférons avoir des comptes clairs et simples. Vous savez que les opérations de réserve de l'année passée ont provoqué un déplacement d'environ 55 millions sur 1962 qui avait été mis en réserve de façon un peu dissimulée lors du bouclage des comptes de 1962. Les comptes de 1962 sont donc chargés de cette réserve car nous ne voulons pas les entraîner de façon indéfinie. Je pense, tout en faisant des réserves quant aux décisions du Conseil fédéral, que nous préférons une méthode claire et simple qui donne une vision transparente des comptes, comme aussi des budgets et des programmes et qui permet aussi de comparer valablement un exercice à l'autre. J'espère, sans pouvoir l'affirmer cependant, pouvoir réaliser le vœu exprimé par M. König.

Abstimmung – Vote

| | |
|----------------------|-------------|
| Für den Antrag König | 15 Stimmen |
| Dagegen | 113 Stimmen |

Art. 41 ter, Abs. 2, Lit. c

Antrag der Kommissionsminderheit

(Herzog, Borel Georges, Eggenberger, Giroud, Heil, König-Zürich, Primborgne, Schmid Arthur, Weber Max, Wüthrich)

Artikel 41 ter, Absatz 2, Buchstabe c, der Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

Die Liste der Waren, deren Umsätze von der Steuer ausgenommen sind, darf gegenüber dem Stand vom 1. Januar 1959 nicht eingeschränkt werden.

Art. 41 ter, al. 2, lettre c

Proposition de la minorité de la commission

(Herzog, Borel Georges, Eggenberger, Giroud, Heil, König-Zürich, Primborgne, Schmid Arthur, Weber Max, (Wüthrich)

L'article 41 ter, alinéa 2, lettre c, de la constitution fédérale est modifié comme il suit:

La liste des marchandises faisant l'objet des transactions franches d'impôt ne peut pas être restreinte par rapport à son état le 1^{er} janvier 1959.

Herzog, Berichterstatter der Minderheit: Ich stelle Ihnen namens der Minderheit den Antrag, den jetzigen Artikel 41 ter, Absatz 2, Litera c, zu ändern. In Artikel 41 ter, Absatz 2, Litera c, heisst es: «Die Liste der Waren, deren Umsätze von der Steuer ausgenommen sind, darf gegenüber dem Stand vom 1. Januar 1959 weder eingeschränkt noch ausgedehnt werden.» Diese Bestimmung wurde bei der Beratung der jetzt geltenden Finanzordnung quasi im letzten Moment, etwas unter Zeitdruck und gewissermassen aus dem Handgelenk heraus in die Vorlage aufgenommen. Die Ursache ist in erster Linie darin zu suchen, dass im Jahre 1957/58 die Freiliste erweitert wurde, und zwar mit der Bestimmung: «Die Liste der Waren, deren Umsätze am 31. Dezember 1958 von der Steuer befreit waren, wird auf alle Waren erweitert, die zu diesem Zeitpunkt den Steuersätzen von 2 und 2,5% unterlagen (das waren zur Hauptsache landwirtschaftliche Produktionsartikel), sowie auf Medikamente und Bücher» (das war vollständig neu). Diese Waren wurden also auf die Freiliste gesetzt, und der Rat fand, man müsse jetzt mit der Erweiterung der Freiliste Schluss machen, und zwar so lange die jetzt bestehende Finanzordnung dauere. Die jetzt geltende Finanzordnung ist für die Jahre 1959 bis 1964 festgelegt. Sie müsste also 1964 ablaufen. Wir wollen sie nun, je nach dem Entscheid des Rates, um 8 oder 10 Jahre verlängern. Wenn die Bestimmung in der Vorlage bleibt, dass die Freiliste bei der Warenumsatzsteuer weder eingeschränkt noch ausgedehnt werden darf, dann besteht diese Bestimmung verfassungsrechtlich, nicht etwa nur gemäss dem geltenden Gesetz über die Warenumsatzsteuer, noch zehn Jahre länger. Wenn man im Verlaufe der Diskussion über die Warenumsatzsteuer ab 1964 nach irgendwelcher Richtung etwas unternehmen will, das heisst von unserem Standpunkt aus hinsichtlich der Veränderung der Freiliste, so kann dies nicht geschehen, ohne dass die Verfassung wieder geändert werden muss. Das war nicht der eigentliche Sinn, als im Jahre 1958 dieser abschliessende Beschluss betreffend die Liste der Warenumsatzsteuer für 6 Jahre gefasst wurde. Ich bin deshalb der Meinung, dass man im jetzigen Zeitpunkt die Änderung vornehmen sollte. Die Annahme dieses Antrages bringt keine Einbusse bei der Warenumsatzsteuer – wenigstens im jetzigen Moment nicht –, sondern sie macht nur den Weg frei oder lässt die Türe offen für eine Veränderung der Warenumsatzsteuerliste nach 1964, also für die Zeit, da wir, wie wir alle hoffen, die neuen gesetzlichen Grundlagen wieder einmal diskutieren. Das wird auch nicht so rasch gehen; aber man muss sich dann, wenn dem Rate die neuen gesetzlichen Grundlagen betreffend die Fortführung der Wust unterbreitet werden, nicht an eine festgelegte Freiliste halten, sondern man kann die Liste erweitern, das heisst weitere Artikel

auf die Freiliste setzen. Mein Antrag kostet der Bundeskasse im jetzigen Moment nichts. Ich weiss zwar nicht, ob Sie ihn gerade deswegen ablehnen wollen, weil er nichts kostet. Ob dann später, wenn das Ausführungsgesetz behandelt wird, die Freiliste geändert werden kann und soll und in welchem Sinne – wenn Sie den Antrag der Minderheit annehmen, kann die Freiliste nur in dem Sinne verändert werden, dass weitere Waren auf die Freiliste gesetzt werden – steht auf einem andern Blatt. Das ist der freien Entscheidung der Gesetzgebung und des Parlamentes vorbehalten. Wenn Sie aber die abschliessende Bestimmung beibehalten, kann das Parlament ohne Änderung der verfassungsrechtlichen Bestimmungen nichts mehr unternehmen. Es war aber nicht gedacht, dass man auf eine so lange Zeitdauer, das heisst bis Ende 1974, eine derartige Bestimmung für die Freiliste der Warenumsatzsteuer aufnehmen sollte. Sie haben das für andere Bestimmungen, bei der Wehrsteuer zum Beispiel, auch nicht. Sie können den Wehrsteuertarif auf Grund der gesetzlichen Bestimmungen ändern. Entsprechende Anträge liegen auch jetzt vor. Wenn die neuen gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Wehrsteuertarife kommen, können Sie das ändern, ohne dass zuerst die verfassungsrechtlichen Bestimmungen geändert werden müssen. Was auf der einen Seite für die Wehrsteuertarife usw. richtig ist, das ist in bezug auf die Veränderung der Freiliste bei der Warenumsatzsteuer, das heisst dass andere Waren auf die Freiliste gesetzt werden können, ebenfalls richtig. Ich bitte Sie deshalb, meinem Antrag Ihre Zustimmung zu erteilen.

Meyer-Zürich: Ich ersuche Sie, diesen Antrag der Minderheit abzulehnen. Sie werden aus den Ausführungen meines verehrten Kollegen Herzog bemerkt haben, dass dieser Antrag von einer ausserordentlich weittragenden Bedeutung ist. Er würde den bisherigen strukturellen Aufbau der Warenumsatzsteuer grundsätzlich verändern. Die Verwirklichung dieses Antrages würde in letzter Konsequenz erlauben, das ganze System der Warenumsatzsteuer aus den Angeln zu heben und damit diese wichtige Finanzquelle des Bundes auf einige wenige Reste zu reduzieren. Ich glaube nicht, dass es Herrn Herzog ernst ist mit der Erklärung, dann auf Grund einer solchen Bestimmung weiter nichts zu unternehmen, wir werden ja bald Gelegenheit haben, uns über seinen weitem Antrag zur Frage der Befreiung der Textilien auszusprechen.

Die schweizerische Warenumsatzsteuer ist als ein Einphasensystem konzipiert und – das wurde wiederholt festgestellt – gegenüber den Warenumsatzsteuersystemen anderer Staaten sehr massvoll ausgebaut. Wir haben heute morgen wieder einmal mehr gesehen, dass eine Reduktion der Sätze kaum zu spürbaren Preissenkungen führen kann. Darum wird nun versucht, durch die Ausweitung der Freiliste den sukzessiven Abbau der Warenumsatzsteuer zu erreichen. Mit diesem Antrag soll die Bestimmung der Unveränderlichkeit der Freiliste auf den Stand 1959 in der einen Richtung, das heisst nur in der Richtung der Ausweitung, aufgehoben werden. Dagegen wäre es nach wie vor nicht möglich, die Steuer auf bereits befreite Artikel wieder auszudehnen. Und damit soll offensichtlich nun der Weg vorbereitet werden, um als ersten Schritt die Steuerfreiheit auf die Textilwaren zu erreichen.

Unsere Warenumsatzsteuer ist nicht nur in ihren Sätzen sehr massvoll ausgestaltet; eine wesentliche Zahl von Artikeln des täglichen Bedarfs ist zudem davon ausgenommen. Damit ist unsere Warenumsatzsteuer keine eigentliche Konsumsteuer mehr, sie wird immer mehr zu einer Investitionssteuer. Von sozialdemokratischer Seite

wurde wiederholt erklärt, dass die Warenumsatzsteuer die Kosten erhöhe, weil sie überwälzt werde. Ich möchte doch feststellen, dass der Gesetzgeber diese Überwälzung wollte und sogar verlangte; denn die Warenumsatzsteuer ist eine Verbrauchs- und nicht eine Produktionssteuer. Der Umsatzsteuer-Grossist ist ja seinerseits auch ein Konsument und hat als solcher seine Belastungen wie jeder andere Konsument ebenfalls zu tragen. Im übrigen wäre auch die Wehrsteuer als ein Kostenfaktor zu betrachten. Wenn wir keine Wehrsteuer bezahlen müssten, könnten wir um diesen Betrag billiger produzieren. Die Verbindung Wehrsteuer/Warenumsatzsteuer mit der Forderung nach einer absoluten Gleichschaltung der Bewegungen entspricht nach meiner Auffassung einer nicht realistischen Überlegung. Die Steuersätze der Warenumsatzsteuer sind nicht progressiv gestaltet wie die Steuersätze des Wehrsteuertarifs. Ob ein Konsument für 1000, für 5000 oder für 20 000 Franken Waren konsumiert, er wird immer mit dem gleichen Ansatz belastet, sofern diese Waren überhaupt steuerpflichtig sind.

Nachdem die Warenumsatzsteuer heute schon keine eigentliche Konsumsteuer mehr ist, lässt sich ihre weitere Aushöhlung – sei es durch die Erweiterung der Freiliste, sei es durch die Reduktion der Sätze – nicht verantworten. Es wäre besonders nicht tragbar, in einem Zeitpunkt der Gefährdung unserer Zolleinnahmen durch die Integrations- und durch die Zollabbaudiskussionen; denn ein solcher Einbruch in das Gesamtgefüge unseres Bundesfinanzhaushaltes müsste zu einer unhaltbaren Schwächung der Bundesfinanzen führen.

Aus allen diesen Überlegungen empfehle ich Ihnen, den Antrag von Kollega Herzog und seiner Minderheit und auch gleichzeitig, den Antrag von Herrn Suter abzulehnen.

M. Glasson, rapporteur de la majorité: La proposition de minorité visant l'article 41^{ter}, alinéa 2, chiffre 2, lettre c, a été faite par M. Herzog, qui vient de la défendre à cette tribune après l'avoir déjà fait en commission, où elle a été écartée par 16 voix contre 8. Ainsi qu'il l'a dit tout à l'heure, M. Herzog estime injuste de maintenir la disposition actuelle interdisant toute extension de la liste des marchandises faisant l'objet de transactions franches d'impôt par rapport à son état le premier janvier 1959. Ainsi que vous le voyez sur le dépliant, cette proposition, faite à l'article 8 des dispositions transitoires, vise notamment les textiles. M. Herzog rouvre ainsi le vif débat qui eut lieu en 1957. Il rompt aussi le compromis péniblement mis sur pied pour ne plus toucher à la liste des marchandises franches d'impôt. En réalité, pour être tout à fait équitable, M. Herzog aurait dû proposer la suppression pure et simple de l'article 41^{ter}, alinéa 2.

L'impôt sur le chiffre d'affaires est, nous le savons, un impôt sur la consommation. Mais il n'est peut être pas inutile de le rappeler une nouvelle fois. On a longuement discuté, en son temps, la question de savoir si les biens d'investissement ne devaient pas en être exclus. Or, l'évolution qui est intervenue dans la suite a suivi juste le chemin inverse. Des concessions ont été obtenues les unes après les autres dans le domaine des biens de consommation. C'est ainsi que sur la base des concessions faites en 1950/1951 la perte fiscale s'élevait en 1961 à environ 72 millions de francs. A cela se sont ajoutées les concessions relatives aux médicaments et aux livres, qui ont entraîné une perte d'environ 25 millions de francs. De plus, l'extension de la liste des marchandises faisant l'objet de transactions franches d'impôt, le 31 décembre

1958, à toutes les marchandises frappées à cette date des taux d'impôt de 2 et de 2,5%, a provoqué un déficit de 42 millions de francs. Au total, la Confédération a subi, pour l'année 1961, ensuite de l'extension successive de la liste franche, une perte d'environ 139 millions de francs. Si les textiles étaient à leur tour inclus dans la liste, la perte s'accroîtrait encore de 105 millions de francs. Cela réduirait le produit de l'impôt actuel sur le chiffre d'affaires en tout de 13,5%.

Celui-ci deviendrait ainsi de plus en plus un impôt sur les biens d'investissement, ce qu'il est d'ailleurs fortement aujourd'hui, déjà, puisqu'il est pour plus de la moitié un impôt sur les moyens de production. Il est intéressant à cet égard de souligner que seuls les biens de consommation suivants sont encore frappés: bière, tabac, boissons alcooliques, chaussures, textiles, carburants, voitures automobiles, montres, articles de bijouterie et d'optique, marchandises en bois, liège, pierre, en terre brûlée, en verre, les articles de sport, le cuir, le papier, le caoutchouc, les produits de la graphique, les produits chimiques, les drogues non médicamenteuses et diverses autres marchandises tels que produits de nettoyage, objets d'art et de collection. Le reste est libre d'impôt. Ainsi, pratiquement, un grand secteur de la consommation est déjà exclu de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

On peut affirmer d'autre part, que le parallélisme entre l'impôt direct et l'impôt indirect en serait modifié d'une façon sensible. Or, le rapport existant devrait être maintenu. Il est intéressant de constater à cet égard que depuis le début du siècle, ce rapport s'est très peu modifié. Si l'on considère l'ensemble des impôts dans notre pays (Confédération, cantons et communes) on obtient les chiffres suivants: en 1900, impôts sur le revenu et sur la fortune: 57%; impôts de consommation, droits de douane: 33%; impôts sur les transactions juridiques et économiques: 10%. En 1932, ce rapport s'établit ainsi: 53%, 37%, 10%; en 1955: 55%, 39%, 6%; enfin, en 1961: 53%, 40%, 7%.

De plus, il faut relever qu'en tenant compte des systèmes d'impôt semblables, la liste franche de la Suisse est la plus étendue. De ce fait, l'impôt sur le chiffre d'affaire perd ainsi une partie de son caractère essentiel – soit d'un impôt sur les biens de consommation –, alors que la tendance en Europe, nous l'avons déjà dit, est plutôt contraire. La Communauté économique européenne ne vise pas seulement à harmoniser les impôts sur le chiffre d'affaires, y compris la liste des marchandises franche d'impôt. Elle recherche plus, à savoir rapprocher les unes des autres les recettes que les différents Etats retirent des impôts sur le revenu et la fortune d'une part, l'utilisation du revenu d'autre part. Or, en Suisse, la part relative est certainement inférieure. A cela s'ajoute qu'un changement ne nous semble pas non plus souhaitable sur le plan pratique, car il risque de provoquer des inégalités de traitement entre les grossistes contribuables et non contribuables. De même qu'il entraînerait pour le contribuable comme pour l'administration, des complications d'ordre technique obligeant de nombreux contribuables à faire des distinctions dans leur comptabilité selon les diverses catégories de chiffres d'affaires. Pour tous ces motifs, la majorité de notre commission vous propose de rejeter la proposition de minorité présentée par MM. Herzog et consorts.

Eggenberger, Berichterstatter der Mehrheit: Der Antrag Herzog betrifft die in der geltenden Finanzordnung normierte Unantastbarkeit der sogenannten Freiliste,

das heisst der Liste jener Waren, die von der Umsatzsteuer befreit sind. Diese Bestimmung ist von den Räten, wie Herr Herzog richtig gesagt hat, bei der Behandlung der Finanzordnung 1958 ausgenommen worden, nachdem gemäss Artikel 8, Absatz 2, Litera b, der Übergangsbestimmungen zu den bereits am 31. Dezember 1958 steuerfreien Waren noch Medikamente und Bücher auf die Freiliste gesetzt worden waren. Kollege Herzog möchte durch seinen Antrag die Türe zu einer allfälligen weiteren Ausdehnung der Freiliste auf dem Wege der Gesetzgebung öffnen. Es ist klar, dass diese Ausdehnung dann nicht erfolgen kann, wenn die heutige Formulierung von Artikel 41ter, Absatz 2, Litera c, bestehen bleibt. Von Seiten des Bundesrates und der Verwaltung ist geltend gemacht worden, dass die Umsatzsteuer ihrer Idee nach eine Besteuerung des Konsums darstelle. Man habe seinerzeit lange darüber beraten, ob die Investitionsgüter von der Besteuerung ausgenommen werden sollten. Die Entwicklung sei nun aber den umgekehrten Weg gegangen, weil immer mehr Konsumgüter befreit worden seien. So hätten die Konzessionen – wird betont –, die man in den Jahren 1950/51 dem Konsumenten gemacht habe, für 1961 einen Steuerausfall von rund 72 Millionen verursacht. Die Befreiung der Medikamente und Bücher im Jahre 1958 hätte eine Senkung der Bundeseinnahmen um 25 Millionen Franken zur Folge gehabt. Insgesamt hätte der Bund durch die sukzessive Erweiterung der Freiliste im Jahre 1961 einen Ausfall von rund 139 Millionen Franken erfahren.

Andererseits machte Herr Herzog schon in der Kommission geltend, dass eine gewisse konstante Relation zwischen direkten und indirekten Steuern beibehalten werden sollte, und dass demzufolge eine Entlastung des Steuerzahlers von einer parallel laufenden Entlastung der Konsumenten begleitet sein sollte. Dass sich das Verhältnis zwischen direkten und indirekten Steuern beim Bund im Laufe der Jahre zu Ungunsten der Warenumsatzsteuer geändert hat, lässt sich nicht bestreiten. Die gleiche Tendenz ist auf längere Sicht festzustellen, wenn auch weniger scharf, wenn man alle Steuern, die Bund, Kantone und Gemeinden erheben, zum Vergleich heranzieht. So ist uns in der Kommission folgende Vergleichsreihe unterbreitet worden: Im Jahre 1900 betragen die Einkommens- und Vermögenssteuern im ganzen Lande (Bund, Kantone, Gemeinden) 57% gegenüber 33% Verbrauchs- und Aufwandsteuern, 1932 war das Verhältnis 53 zu 38%, 1955 55 zu 39%, 1961 53 zu 40%. Die Lücke bis zu 100% füllen jeweilen die Vermögensverkehrssteuern aus. Die Kommission hat den Antrag Herzog mit 8 gegen 16 Stimmen verworfen. Persönlich stehe ich, das können Sie der Fahne entnehmen, auf dem Boden des Minderheitsantrages Herzog.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Pour apprécier cette proposition, il faudrait reprendre l'analyse des éléments généraux que nous avons faites hier ensemble, il est vrai, dans un galop un peu accéléré, étant donné l'heure de midi passée, et nos appétits. Cependant, la proposition de M. Herzog tient compte du passé et voudrait corriger l'avenir dans le présent! Mais, il en est conscient lui-même, c'est en somme une reprise de la manche qui a été neutralisée par la volonté même de l'assemblée lors de la mise au point du régime actuel. A l'origine, on l'a dit, et je n'insisterai pas sur tous les éléments que les deux rapporteurs vous ont présentés, cette liste franche était beaucoup plus restreinte; sa nature a été modifiée par les extensions successives; lors de l'empoignade générale que nous avons vécue ensemble, vous vous en souvenez, le parlement

avait conclu en disant à ceux qui voulaient la restreindre, « nous vous assurons qu'elle ne sera pas étendue » et à ceux qui voulaient l'étendre, « nous donnerons la garantie qu'elle ne sera plus restreinte. » Il s'agit donc d'un compromis qui peut être une synthèse du possible; il semble toutefois que le possible soit le même aujourd'hui. Où s'arrêtera-t-on si l'on ouvre la porte à de telles propositions? Transformer la nature même de cet impôt qui tend à devenir – et l'est du reste partiellement devenu – un impôt d'investissement alors qu'on voulait en faire un impôt de consommation, constitue déjà une preuve. Ne rompons pas l'équilibre qui a été établi dans le régime actuel – et que nous aurions dû reconduire sur une longue période pour éviter un affaiblissement – pour éviter peut-être même un résultat qui irait à l'encontre de la volonté exprimée par votre collègue M. Herzog. Comme il a été compte tenu des besoins des consommateurs modestes sur la liste franche, le Conseil fédéral s'oppose à ce déblocage.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit | 56 Stimmen |
| Dagegen | 72 Stimmen |

Art. 41ter, Abs. 3, lit. b

Antrag König-Zürich

... Die Steuerpflicht beginnt frühestens bei einem reinen Einkommen von 7000 Franken, bei verheirateten Personen von 9000 Franken.

Art. 41ter, al. 3, lettre b

Proposition König-Zürich

... L'assujettissement commence au plus tôt lorsque le revenu net atteint 7000 francs ou, pour les personnes mariées, 9000 francs.

König-Zürich: Was ich hier zu begründen habe, ist ein ganz harmloser Antrag, dem Sie ohne jede Not zustimmen können. Es geht um folgendes:

In der Verfassung, im Artikel 41, Absatz 2, Litera b, sind die steuerfreien Minima für die Wehrsteuer zahlenmässig fixiert, nämlich mit 6000 Franken für ledige und 7500 Franken für verheiratete Personen. Daneben existiert in den Übergangsvorschriften, in Artikel 8, eine Anordnung, die getroffen ist, um auch im Falle des Fehlens einer Ausführungsgesetzgebung am 1. Januar 1965 sofort in Kraft zu treten. Mehrheit und Minderheit Ihrer Kommission sind sich nun einig darüber, dass diese Steueransätze auf den 1. Januar 1965 geändert werden müssen, und sie sind sich auch einig darüber, dass die steuerfreien Minima erhöht werden sollen, für ledige Personen auf 7000 Franken und für verheiratete Personen auf 9000 Franken. Ich selber möchte nun einfach diese Ansätze auch im Verfassungstext korrigiert wissen, um den Willen des Rates zum Ausdruck zu bringen, dass diese steuerfreien Minima nicht nur übergangsweise gelten sollten, bis zum Inkrafttreten einer allfälligen Ausführungsgesetzgebung, sondern überhaupt.

M. Glasson, rapporteur: M. König fait ici une proposition qui tend à inscrire dans la constitution elle-même le début de l'assujettissement. Je crois qu'il faut agir logiquement: en discutant cette proposition maintenant, nous portons préjudice au débat qui sera ouvert à propos de l'article 8 des dispositions transitoires. En effet, M. König, dans sa proposition, ne tient pas compte de celle du Conseil fédéral. Cela n'est pas admissible. Il convient d'abord

de se prononcer à l'article 8 sur la proposition de la majorité, sur la proposition de la minorité et sur la proposition du Conseil fédéral en ce qui concerne le tarif, pour avoir une idée de l'ensemble des dispositions transitoires. C'est à ce moment-là seulement qu'on pourra délimiter le cadre de l'article 41ter. Je vois que M. König donne des signes évidents d'approbation. Mon co-rapporteur, M. Eggenberger, est d'accord et je crois savoir que l'honorable représentant du Conseil fédéral l'est aussi. Je vous propose donc d'interrompre la discussion sur cet article et de la reprendre après celle de l'article 8.

Le président: M. König est d'accord. On reprendra donc sa proposition à l'article 8.

Art. 41ter, Abs. 4

Antrag Suter

Die Gesamtbelastung des Bieres durch die Biersteuer, die Zollzuschläge auf Braurohstoffen und Bier sowie durch die Warenumsatzsteuer darf, im Verhältnis zum Bierpreis, gegenüber dem Stand vom 31. Dezember 1944 nicht ermässigt werden.

Art. 41ter, al. 4

Proposition Suter

La charge totale qui grève la bière proportionnellement à son prix et qui comprend l'impôt sur la bière, les droits de douane supplémentaires sur les matières premières pour la brasserie et sur la bière, ainsi que l'impôt sur le chiffre d'affaires, ne peut être réduite par rapport à son état le 31 décembre 1944.

Le président: Nous avons encore à liquider la proposition de M. Suter qui l'a défendue hier parce qu'il était empêché de le faire aujourd'hui.

M. Glasson, rapporteur: En effet dans le débat d'entrée en matière, notre collègue Suter a défendu sa proposition concernant l'article 41ter, alinéa 4. Vous savez qu'actuellement, en ce qui concerne la bière, un impôt est prévu en matière d'impôt pour la défense nationale, la charge totale qui grève la bière ne pouvant être ni augmentée, ni réduite par rapport à son état au 31 décembre 1958. En d'autres termes, c'est un peu ce que nous trouvons dans la liste franche, un blocage ayant été décidé à l'époque. Or notre collègue Suter veut, d'une part, faire sauter ce blocage et permettre une augmentation de la charge totale sur la bière et, d'autre part, il veut que l'on tienne compte non point de l'état au 31 décembre 1958 mais de celui au 31 décembre 1944. Notre commission n'a pas eu l'occasion de discuter de cette proposition puisqu'elle n'a été faite que devant le plenum. Je ne puis dès lors pas m'exprimer en son nom.

Je vous ferai part de quelques considérations personnelles qui m'amènent à vous proposer de ne pas accepter la proposition de notre collègue Suter pour les raisons suivantes: Nous savons tous que l'impôt sur la bière est un impôt discriminatoire à l'égard d'un seul produit. C'est au fond la dernière séquelle de l'ancien impôt sur les boissons. Vous savez également que cet impôt était de 4 centimes par litre lorsqu'il a été introduit en 1935 et qu'il a été porté à 6 centimes pour les années de 1936 à 1941. En 1941 il a été doublé, porté à 12 centimes, puis ramené à 6 centimes dès le 1er octobre 1944. Je dirai en passant à M. Suter qu'en prévoyant l'état en 1944 et non en 1958, il ne changerait donc rien, la charge demeurerait toujours de 6 centimes. Mais, en revanche, si sa proposition était acceptée, on pourrait augmenter cet impôt au-delà de 6 centimes. C'est

bien, je crois d'ailleurs, la volonté de notre collègue Suter. Evidemment, notre collègue ouvre ainsi le chemin à d'autres majorations de la charge fiscale. Cela a été examiné par le Conseil fédéral, en particulier par le Département fédéral des finances et des douanes, lequel avait abouti à la conclusion que cet impôt devrait être supprimé. Vous en trouvez la justification dans la circulaire qui a été adressée en 1961 aux cantons et aux diverses organisations de notre pays. Le Département des finances et des douanes proposait de supprimer cet impôt sur la bière en faisant remarquer qu'il avait été en quelque sorte improvisé et que la situation pourrait dès 1965 se modifier à un point tel que son maintien pourrait causer de grands embarras. Mais devant les réactions générales des milieux consultés, vous le savez, le département a conclu qu'il fallait modifier le moins possible et même pas du tout le projet actuel. C'est pourquoi le Conseil fédéral n'a pas repris la question.

M. Suter part certainement de mobiles fort honorables. Il a d'ailleurs lui-même déclaré à cette tribune, l'autre jour, que l'augmentation de l'impôt sur la bière serait un moyen de procurer à la Confédération des recettes supplémentaires qui lui permettraient, par exemple, d'accorder une aide spéciale pour le lait. Ce raisonnement est certainement valable pour tous ceux qui sont abstinents. Comme mon cher collègue Eggenberger l'est, il se trouvera tout à l'heure dans un cas conscience délicat. Sans doute peut-on songer à imposer l'alcool. Mais il ne faut tout de même pas oublier que rien n'est plus injuste que de frapper une matière fiscale d'un impôt particulier et d'en faire ainsi, permettez-moi l'expression, une sorte d'objet honteux imposé à ce titre. Vous connaissez d'ailleurs la réaction des milieux de l'agriculture, qui s'opposent de toutes leurs forces à l'imposition des boissons alcooliques. Si l'on entrait dans les vues de M. Suter, la logique et l'équité voudraient que cet impôt frappe toutes les boissons alcooliques, ce qui est impensable sur le plan psychologique et devant l'opinion publique.

L'impôt actuel rapporte, si je ne fais erreur, quelques 35 à 40 millions de francs par an. La proposition de M. Suter ne tend pas à fixer une charge supérieure. Il voudrait simplement le permettre, de sorte que le Conseil fédéral ne serait pas nécessairement obligé de l'augmenter. Mais il est à craindre que dès le moment où les Chambres fédérales accepteraient la proposition de M. Suter, le Conseil fédéral se trouverait en quelque sorte obligé d'augmenter cette charge. Or, je vous le répète, des raisons d'équité et de justice fiscale s'y opposent. C'est pourquoi je vous propose d'écarter la proposition de M. Suter.

Eggenberger, Berichterstatter: Das Bier wird jetzt im Mittel pro Hektoliter folgendermassen belastet: Biersteuer Fr. 6.—, Zollzuschläge auf Braurohstoffen und Bier Fr. 3.—, Warenumsatzsteuer 2,7%, macht Fr. 1.62, Grundzoll, Stempel- und statistische Gebühr Fr. —.37, totale Belastung pro Hektoliter Fr. 10.99. Der Ertrag aus der fiskalischen Belastung des Bieres betrug im Jahre 1944 11 Millionen (Biersteuer, Zollzuschläge und Warenumsatzsteuer zusammen), 1960 35 Millionen, 1961 39½ Millionen und 1962 43,387 Millionen. Von seiten der Verwaltung wird geltend gemacht, dass die Biersteuer noch das einzige Relikt der vom Bund auf der ersten, 1935 gegen beträchtliche Widerstände eingeführten allgemeinen Getränkesteuer sei. Aus der Überzeugung, eine Sonderbelastung des Bieres sei unbillig, solange nicht auch die andern alkoholischen Getränke zusätzlich besteuert werden, schlug der Bundesrat in seiner Botschaft vom 1. Februar 1957 die Abschaffung der Biersteuer vor. Die Räte haben aber damals beschlos-

sen, die Biersteuer beizubehalten, sie jedoch nicht dauernd zu verankern, sondern wie die Warenumsatzsteuer und die Wehrsteuer zeitlich zu beschränken. Ausserdem wurde beschlossen, die Gesamtbelastung durch Biersteuer, Zollzuschläge und Warenumsatzsteuer auf der bestehenden Höhe zu fixieren, was nun der Antrag von Kollege Suter beseitigen möchte. Mit der Zusicherung, dass die bestehende Belastung stabilisiert werde, gaben sich damals die Brauer zufrieden.

Ich will keine weitergehenden Betrachtungen über den Einfluss einer allfälligen Biersteuererhöhung auf den Preis des Bieres anstellen. Ich möchte hier lediglich sagen, dass so, wie ich die Kommission einschätze, sie den Antrag Suter wahrscheinlich abgelehnt hätte. Schon der Herr Kommissionspräsident hat darauf hingewiesen, dass ich mich persönlich in einem gewissen Dilemma befinde. Wenn ich gegen den Antrag von Herrn Suter auftreten würde, so wäre das ein Widerspruch zu meiner ganzen Lebensführung gegenüber den alkoholischen Getränken. Aus diesem Grunde bitte ich Sie, mir mildernde Umstände zuzubilligen, wenn ich für den Antrag von Herrn Suter stimmen werde.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral s'oppose à un changement des dispositions régissant l'impôt sur la bière. Cet impôt discriminatoire à l'égard d'un seul produit est l'unique reste de l'ancien impôt sur les boissons. De 4 centimes par litre en 1935, il fut porté à 6 centimes de 1936 à 1941. En 1941 il fut doublé à 12 centimes, mais ramené à 6 centimes dès le 1^{er} octobre 1944.

M. Suter a repris un ancien postulat que M. Duttweiler avait déposé en son temps et auquel M. Nobs, conseiller fédéral, avait répondu. Si l'on relit les procès-verbaux de l'époque — que je me suis permis de faire rechercher — on constate en effet — M. Suter a raison — que le Conseil fédéral a déclaré et répété: «Sobald die Voraussetzungen für den Steuererlass dahinfallen, werden wir sofort die Steuersätze wieder erhöhen. Es handelt sich also um eine vorübergehende Massnahme.»

Si nous nous replaçons dans les circonstances de l'époque, il s'agissait surtout du ravitaillement du pays en pain. On entendait favoriser l'approvisionnement du pays en céréales panifiables par rapport aux importations d'orge. C'est sur la base de l'économie de guerre d'alors que le Conseil fédéral fit ses déclarations.

Le président de la commission vous a déjà dit qu'en élaborant son projet le Conseil fédéral avait songé à supprimer l'impôt sur la bière. Mais après les réactions provoquées par la consultation à laquelle il a fait procéder, il est persuadé que le plus simple et le plus sûr est de maintenir l'impôt tel qu'il est aujourd'hui. Les engagements pris à l'époque par ses prédécesseurs au Conseil fédéral, dans le cadre de l'économie de guerre, n'y changent rien. D'ailleurs M. Nobs avait fait alors une déclaration très intéressante, en disant que la lutte contre l'alcoolisme devait être menée beaucoup plus par l'enseignement et l'éducation que par la fiscalité.

Ce matin, M. König, partant d'un même souci économique, nous a conseillé d'abaisser l'impôt sur le chiffre d'affaires pour créer des réserves que l'on pourrait utiliser au moment où nous aurions besoin d'un rendement accru. Si on l'appliquait à la proposition de M. Suter, ce principe, cela irait vraiment tout à fait à l'encontre de celui de M. König. Je n'entends pas soulever des contradictions, mais si l'on agissait ainsi on devrait alors considérer cette possibilité comme une réserve qui pourrait être utilisée un jour sous la pression des événements.

En plus de la perte de 43,4 millions enregistrés en 1962, qui serait reportée sur l'avenir avec les éléments changeants que nous ne connaissons pas, la proposition de M. Suter mentionne – de façon involontaire sans doute – c'est une question de rédaction – une date déterminante: celle du 31 décembre 1944. Or, à cette date, l'impôt avait déjà été réduit à 6 centimes. La proposition de M. Suter n'atteindrait donc pas le but envisagé. Elle est pratiquement mal formulée et l'adopter ne changerait rien.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Kommission | 86 Stimmen |
| Für den Antrag Suter | 29 Stimmen |

Abschnitt 1 bis

Art. 8, Abs. 1, Lit. b

Antrag der Kommissionsminderheit
(König-Zürich, Clottu, Gemperli)

Artikel 8, Absatz 1, Buchstabe b der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung wird wie folgt abgeändert:

...die Verrechnungssteuer, wobei vom 1. Januar 1965 an der Steuersatz von 27 auf 30% erhöht wird. Gleichzeitig wird der steuerfreie Zinsbetrag auf Spar- und Depositenheften, die auf den Namen lauten, von 15 auf 40 Franken erhöht;

Chapitre Ibis

Art. 8, al. 1, lettre b

Proposition de la minorité de la commission
(König-Zürich, Clottu, Gemperli)

L'article 8, alinéa 1, lettre b, des dispositions transitoires de la constitution fédérale est modifié comme il suit:

L'impôt anticipé, mais avec majoration du taux de 27 à 30% dès le 1^{er} janvier 1965. En même temps, le montant des intérêts exonéré d'impôt est porté de 15 à 40 francs pour les carnets nominatifs d'épargne ou de dépôt;

Le président: A l'article 8, alinéa 1, M. Welter reprend la proposition de M. König, qui propose d'augmenter de 27 à 30% l'impôt anticipé.

Welter: Wenn ich den Antrag von Herrn König annehme, so deshalb, weil ich in der Erhöhung der Verrechnungssteuer eine Möglichkeit sehe, der Steuerhinterziehung zu begegnen. Wir alle wissen, dass jene, die ehrlich versteuern, 27 oder 30% geltend machen können und sie auch zurückerhalten; jene aber, die nicht ehrlich versteuern, erhalten die Verrechnungssteuer nicht zurück; sie fliesst in die Kassen des Fiskus; diese Steuerzahler trifft also ein Selbstverschulden.

Ich vertrete hier nicht einen individuellen Antrag; in der Botschaft des Bundesrates wird nämlich auf Seite 13 wörtlich ausgeführt:

«In zahlreichen Eingaben und vor allem auch von kantonalen Seite wird insbesondere im Blick auf eine bessere Bekämpfung der Steuerdefraudation eine Erhöhung der Verrechnungssteuer auf 30%, ja sogar bis 40% einschliesslich Couponsteuer verlangt.» Es ist daher richtig, wenn wir uns im Blick auf die Bekämpfung der Steuerhinterziehung von diesen 27% wegbewegen und eine Erhöhung um 3% auf 30% vornehmen; das ist sicher in einem tragbaren Rahmen. Im übrigen sagt der Bundesrat in der gleichen Botschaft, dass er selbst eine auffällige Erhöhung der Verrechnungssteuer im Rahmen der Ausführungsgesetzgebung prüfen müsse. Nach meiner Auffassung sollten wir

aber darauf bestehen, dass diese Verrechnungssteuer nicht erst in der Gesetzgebung verankert wird; wir müssen sie bereits in der Verfassung festhalten. Es wurde mir schon entgegengehalten, dass gerade die kleinen Sparer Schwierigkeiten mit dem Rückerstattungsverfahren der Verrechnungssteuer hätten. Auch dem kann der Bundesrat, wenn er es als zweckmässig erachtet, entgegenreten. Er sagt ja auch auf Seite 13 der Botschaft, dass die Forderung geprüft werden soll, ob eine gesetzliche Befreiung der Sparheftzinsen von der Verrechnungssteuer oder eine Erhöhung der steuerfreien Quote von 40 auf 300 Franken ins Auge zu fassen sei. Ich glaube also, dass sich der Antrag auf Erhöhung der Verrechnungssteuer von 27 auf 30% mit guten Argumenten verfechten lässt. Ich bitte Sie, diesem Vorschlag zuzustimmen.

M. Glasson, rapporteur de la majorité: M. Welter a repris la proposition de la minorité composée de MM. König-Zürich et Gemperli en ce qui concerne l'article 8, alinéa 1, lettre b, alors que cette minorité l'avait abandonnée. Le flambeau est donc repris et nous sommes obligés d'en discuter!

Je voudrais tout de même rappeler que, dans l'idée de son auteur M. König, cette proposition avait été avant tout faite non pas pour lutter contre la fraude fiscale mais à titre de compensation sur la perte qui en résulterait de par sa proposition à l'article 41 bis tendant à exclure les coupons du droit sur le timbre. Il avait donc un objectif tout à fait précis et nous avons vu tout à l'heure que sur les 70 millions environ de pertes que la proposition König aurait provoquée à la Confédération on aurait récupéré environ une vingtaine de millions, par l'augmentation du taux de 27 à 30% sur l'impôt anticipé.

M. Welter, au contraire, vient maintenant de dire: si je maintiens cette proposition c'est pour lutter contre la fraude fiscale. Or, il va de soi que nous aurons l'occasion, lorsque nous aborderons l'examen du rapport du Conseil fédéral sur les moyens de lutter contre cette fraude fiscale, de savoir quels moyens il y aurait lieu d'employer pour lutter contre cette fraude et tout naturellement l'impôt anticipé en est un. Mais, à ce propos, la commission s'était fait donner entre la session de Fribourg et la session de Sion des renseignements par le Conseil fédéral qui lui a soumis un rapport sur le problème de la majoration de l'impôt anticipé liée à une amnistie fiscale générale. Dans son message, le Conseil fédéral arrivait à la conclusion que, dans une campagne générale contre la fraude, la majoration de l'impôt anticipé est nécessaire et justifiée. Mais il a demandé en même temps l'extension de cet impôt aux titres étrangers, ces deux mesures étant en étroite relation; pour empêcher précisément dans le cas où l'on élève le taux de l'impôt anticipé sur les titres suisses que la fraude se réfugie dans les titres étrangers, il faut atteindre le tout. Or, le Conseil fédéral admet que cela est impossible: cela demanderait un nombre de mesures extraordinaires et indispensables dans le complexe international actuel. Reste alors la seule question, la seule possibilité: jusqu'où faut-il élever le taux de l'impôt anticipé pour aboutir au résultat voulu par M. Welter? Là alors, le Conseil fédéral, à la suite d'un rapport spécial de la Banque nationale et de l'avis de l'Association suisse des banques, est arrivé à la conclusion que cela ne pourrait être que dans l'hypothèse où l'on élève ce taux au minimum à 40 ou 50%. Une élévation de 3% – ou de 6%, comme le propose M. Welter – n'a absolument aucune influence dans la lutte contre la fraude. Or, une élévation pareille a de tels inconvénients et provoquerait de telles perturbations sur l'économie finan-

cière et sur le marché des capitaux que le Conseil fédéral recommande vivement d'y renoncer.

C'est pour toutes ces raisons que votre commission avait déjà écarté la proposition de M. König et je vous propose d'écarter également la proposition de M. Welter.

Eggenberger, Berichterstatter der Mehrheit: Der Mindehrheitsantrag Welter wurde ursprünglich von Herrn König im Sinne einer gewissen Kompensation zu seinem ersten Antrag auf Beseitigung der Couponsteuer gestellt. Herr Welter begründet den Antrag mehr als Mittel gegen die Steuerdefraudation. Die Kommission hat einen Bericht des Finanzdepartementes über die Frage der Verrechnungssteuer eingeholt. Schon in seinem ursprünglichen Bericht über die Motion des Sprechenden hat der Bundesrat ausgeführt, «dass sich im Zuge einer allgemeinen Kampagne gegen die Defraudation eine Erhöhung der Verrechnungssteuer aufdrängt und rechtfertigt». Die gleiche Auffassung haben mehrere Kantonsregierungen zum Ausdruck gebracht. Der Bundesrat hat im weiteren die Ausdehnung der Verrechnungssteuer auf die ausländischen Wertpapiere grundsätzlich postuliert. Er betont, dass die Erhöhung des Satzes der Verrechnungssteuer nur dann eine verstärkte Wirkung im Kampf gegen die Steuerdefraudation haben könnte, wenn die Möglichkeiten, in verrechnungssteuerfreie Anlagen auszuweichen, beschränkt seien. Bei der Prüfung der Frage der Unterstellung ausländischer Wertpapiere unter die Verrechnungssteuer ist indessen der Bundesrat zur Auffassung gelangt, dass dieses Problem noch nicht gelöst sei und weiterer Überprüfung bedürfe. Wir beschäftigen uns hier deshalb auch nicht mehr mit dieser Frage.

Nun glaubt allerdings der Bundesrat, dass eine Erhöhung der Verrechnungssteuer als Mittel der Defraudationsbekämpfung fragwürdig werde, wenn die ausländischen Werte von dieser Steuer nicht erfasst werden. «Eine Erhöhung um wenige Prozente, zum Beispiel auf 30 oder 32%, wird den Defraudanten nicht beeindrucken», schreibt der Bundesrat. Um wirksam zu sein, wäre nach der Vernehmlassung der Schweizerischen Nationalbank vom 18. November 1962 eine Erhöhung auf 40 bis 50% erforderlich, ein Ansatz, den sie aber nicht für realisierbar betrachtet. Eine solche Erhöhung würde die Gefahr tiefgreifender Rückwirkungen auf den einheimischen Kapitalmarkt heraufbeschwören. Die möglichen Nachteile liegen in der Richtung einer Zinssatzsteigerung für den Geldbedarf der öffentlichen Hand, für den Hypothekenmarkt und in deren Rückwirkung auf die Gestaltung der landwirtschaftlichen Produktpreise. Aber auch von einer bloss bescheidenen Erhöhung des Verrechnungssteuersatzes befürchtet die Nationalbank unerwünschte Rückwirkungen auf den Kapitalmarkt. Sie verweist auch darauf, dass ausser Grossbritannien in keinem Lande Quellensteuern von über 30% vom Kapitalertrag erhoben werden. In Anbetracht aller dargelegten Umstände kann der Bundesrat nach neuer Prüfung der Frage im jetzigen Zeitpunkt eine Erhöhung der Verrechnungssteuer nicht befürworten.

Das ist die Schlussfolgerung des erwähnten bundesrätlichen Zwischenberichtes. Ich glaubte, Ihnen diese Stellungnahme des Bundesrates nicht verschweigen zu dürfen. Persönlich halte ich dafür, dass dem Antrag Welter bedenkenlos zugestimmt werden kann. Er hält sich in sehr mässigem Rahmen. Auswirkungen auf den Kapitalmarkt sind bei einer Erhöhung im vorgeschlagenen Umfang meines Erachtens nicht zu befürchten.

Gewiss wird man die verstockten Steuersünder mit einer Verrechnungssteuer von 30% nicht bekehren kön-

nen; aber ein gewisser bescheidener Einfluss – hier teile ich die Auffassung unseres verehrten Herrn Präsidenten nicht ganz – auf die Defraudation dürfte dieser Massnahme doch nicht abgesprochen werden, namentlich im Zusammenhang mit einer Amnestie, über die später noch zu sprechen sein wird.

Die Kommission hat dem Antrag König – jetzt Welter – nicht zugestimmt. Persönlich halte ich dafür, dass man ihm ohne Bedenken zustimmen kann.

M. Bonvin, conseiller fédéral: La proposition que M. König avait faite à la séance de Fribourg a entraîné une étude plus poussée des incidences d'une telle proposition. Cette étude, qui se fonde sur une consultation de la Banque nationale et de l'Association suisse des banquiers a prouvé que si, comme M. Welter le propose en vue d'empêcher la fraude et de ramener les fraudeurs à récipiscence, on élevait le taux de 27 à 30%, on n'obtiendrait aucun résultat. L'Association suisse des banquiers a examiné cette proposition sur la base d'une comparaison de 36 variantes de charges fiscales différentes dans la ville de Zurich. J'utilise le résultat de cette étude mathématique pour constater les avantages que l'on pourrait avoir à frauder en fonction du taux de l'impôt anticipé. Car il faut bien se dire que les gens, pour rentrer dans la légalité, vont faire un calcul puisqu'ils se fondent sur l'argent et non pas sur le droit et le devoir. Pour décider de rentrer dans la légalité, il faut que cela leur rapporte, sinon ils ne modifieront pas leur attitude. Il y a de temps en temps des exceptions mais elles sont, paraît-il, plutôt rares! Sur ces 36 cas, à 30% il y a intérêt à rentrer dans la légalité dans 9 cas. Si on élève le taux à 32%, c'est-à-dire que l'on va au-delà de la proposition de M. Welter, il y a intérêt dans 15 cas à rentrer dans la légalité; dans 21 cas, cela n'est pas rentable. Il faut monter à 40% pour que, dans 21 cas sur 36, il y ait un avantage. Ce résultat prouve bien que même si on allait à 40% la mesure est encore aléatoire. Aussi l'Association suisse des banquiers – je ne parle pas du rapport de la Banque nationale, parce qu'on a toujours tendance à penser que le gouvernement et la Banque nationale sont d'un même avis – relève ceci:

«Die Erhöhung des Verrechnungssteuersatzes ist daher ein höchst untaugliches Mittel zur besseren Bekämpfung der Defraudation. Auf jedem Fall sind die Nachteile ganz entschieden grösser als die bescheidenen zu erhoffenden Vorteile.»

C'est là le résultat d'un calcul. Chacun de nous demeure libre de l'apprécier et de le commenter. Mais c'est l'incidence dangereuse sur le marché suisse des capitaux qui est la plus importante pour nous gouvernement. Donc, pour éviter la fraude, il faudrait augmenter le taux des charges à tel point que l'on créerait un déséquilibre sur l'ensemble du marché suisse des capitaux.

Si, actuellement, nous avons à supporter les conséquences de la surchauffe par suite de l'afflux trop grand de capitaux étrangers, une correction, même minime, peut provoquer une transformation de cet équilibre international sur le marché des capitaux; l'Angleterre seule en effet dépasse actuellement le 30%. Nous nous trouverions à 33% si l'on tient compte de l'impôt que vous avez maintenu ce matin. D'autre part, cela peut provoquer une fuite de capitaux suisses à l'étranger au moment même où nous nous efforçons de provoquer un plus grand investissement en Suisse de capitaux suisses. Donc nous aurions là déjà une transformation de l'équilibre qui serait dangereuse pour l'ensemble de l'économie fondée sur le mouvement financier.

Autre incidence à laquelle il faut penser: les Suisses de l'étranger subiraient un préjudice encore plus grand et seraient moins tentés encore de rapatrier certains capitaux en Suisse.

C'est pour ces raisons que le Conseil fédéral et votre commission vous proposent de ne pas accepter cette proposition.

König-Zürich: Ich möchte Ihnen nur erklären, dass der Antrag Welter nur im Wortlaut, aber nicht dem Sinne nach identisch ist mit dem Antrag der Minderheit, den ich hier vertreten habe. Uns lag daran, zu einem einheitlichen Abzug von 30%, also zu der geraden Zahl zu kommen; der Antrag Welter – nachdem die erste Hälfte unseres Antrages abgelehnt worden ist – würde nun dazu führen, zu 30 und 33% Abzug zu kommen. Das ist nicht der Sinn unseres Vorschlages.

Abstimmung – Vote

| | |
|-----------------------|------------|
| Für den Antrag Welter | 37 Stimmen |
| Dagegen | 79 Stimmen |

Art. 8, Abs. 2, Lit. b

Antrag der Kommissionsminderheit

(Herzog, Borel Georges, Eggenberger, Giroud, König-Zürich, Primborgne, Schmid Arthur, Weber Max, Wüthrich)

Artikel 8, Absatz 2, Buchstabe b, der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung wird wie folgt abgeändert:

Der Bundesratsbeschluss über die Warenumsatzsteuer wird mit Wirkung vom 1. Januar 1965 an wie folgt geändert:

Lit. b

Die Liste der Waren, deren Umsätze am 31. Dezember 1958 von der Steuer befreit waren, wird auf alle Waren erweitert, die zu diesem Zeitpunkt den Steuersätzen von 2 und 2½% unterlagen, sowie auf Medikamente, Bücher und Textilien.

Antrag Dafflon

...Medikamente, Bücher, Textilien und Schuhwerk.

Antrag Schütz

Die Liste der Waren... Medikamente, Bücher, Textilien und Baustoffe für den Wohnungsbau, der von der öffentlichen Hand unterstützt wird.

Art. 8, al. 2, lettre b

Proposition de la minorité de la commission

(Herzog, Borel Georges, Eggenberger, Giroud, König-Zürich, Primborgne, Schmid Arthur, Weber Max, Wüthrich)

L'article 8, alinéa 2, lettre b, des dispositions transitoires de la constitution fédérale est modifié comme il suit:

L'arrêté du Conseil fédéral instituant un impôt sur le chiffre d'affaires est modifié comme il suit, avec effet dès le 1^{er} janvier 1965:

Lettre b

La liste des marchandises faisant l'objet de transactions franches d'impôt le 31 décembre 1958 est étendue à toutes les marchandises frappées à cette date des taux d'impôt de 2 et 2,5%, ainsi qu'aux médicaments, aux livres et aux textiles.

Proposition Dafflon

...médicaments, aux livres, aux textiles et aux chaussures.

Proposition Schütz

La liste des marchandises... qu'aux médicaments, aux livres, aux textiles et aux matériaux employés dans la construction de logements encouragée par les pouvoirs publics.

Herzog, Berichterstatter der Minderheit: Nachdem Sie vorhin meinen Antrag, der nichts gekostet hätte, abgelehnt haben, muss ich nun leider an diesem Antrag, der etwas kostet, festhalten. Hätten Sie vorhin den anderen Antrag bezüglich Freiliste angenommen, dann hätte ich die Möglichkeit gehabt, diesen Antrag zurückzuziehen, weil die Diskussion über die Erweiterung der Freiliste in einem späteren Zeitpunkt erfolgt wäre, also nicht mit der jetzt zur Diskussion stehenden Vorlage hätte in Verbindung gebracht werden müssen.

Ich sehe mich also veranlasst, das Wort wieder zu ergreifen, und den Antrag zu begründen. Wie ich bereits erklärte, ist bei der Beratung der geltenden Vorlage die Freiliste erweitert worden. Schon damals wurde beantragt, die Textilien der Freiliste beizufügen. Mit 77:62 Stimmen hat der Rat damals diesen Antrag auf Einbezug der Textilien abgelehnt. Sie sehen, es war eine starke Minderheit, die zustimmen wollte, und ich hoffe, dass nun – nachdem Sie ja etwas bezahlen wollen – die damalige Minderheit sich in eine Mehrheit verwandeln werde, indem Sie meinem Antrag zustimmen.

Ich gebe ohne weiteres zu, dass der Antrag, die Textilien auf die Freiliste zu setzen, etwas Geld kostet. Der Antrag König auf Reduktion des Satzes hätte nach seinen eigenen Darlegungen und nach den in der Kommission erhaltenen Auskünften etwa 90 bis 95 Millionen Franken ausmacht, also eine Reduktion bei den Warenumsatzsteuereinnahmen in diesem Ausmass erbracht. Nach den Berechnungen der Verwaltung geht der Ausfall bei den Textilien noch etwas weiter und würde 100 bis 120 Millionen Franken betragen. Das mag an sich richtig sein. Ich erinnere Sie aber daran, dass unser Freund Gempferli in der Eintretensdebatte sagte, die jetzt zur Diskussion stehende Steuervorlage würde eigentlich eine «Tarasper-Kur» ertragen. Ist nun mein Antrag, der einen Ausfall von 100 bis 120 Millionen auf 900 Millionen Franken Einnahmen bringen würde, schon eine Tarasper-Kur? Das glaube ich nicht. Persönlich habe ich keine nötig, das wissen Sie. Aber so eine Kur würde den Bundesfinanzen – will ich einmal sagen – nicht den Tod bringen; sie würde nicht das erreichen, was Herr Kollege Meyer heute vormittag sagte, nämlich, dass eine Aushöhlung der Warenumsatzsteuer mit unseren Anträgen verbunden sei.

Nach den Budgetzahlen, die wir bekommen haben, soll ja die Warenumsatzsteuer auch in Zukunft im Ertrag sehr erheblich steigen. Wir haben gegenwärtig einen Warenumsatzsteuerertrag von 895 Millionen pro 1962. Herr Kollege Waldner hat Ihnen gestern gesagt, dass die Warenumsatzsteuer begonnen würde mit einem voraussichtlichen Betrag von etwa 70 Millionen Franken. Ich war damals schon Mitglied des Rates und habe mich mit diesen Fragen auseinandergesetzt. Ich erinnere mich noch sehr wohl, was gesagt wurde, als man gegenüber den Anträgen des Bundesrates die Erweiterung der Freiliste forderte: Unmöglich, ausgeschlossen, hiess es, die technischen Voraussetzungen sind nicht gegeben, um das durchzuführen. – Mir klingt das alles noch aus den vierziger, fünfziger und sechziger Jahren in den Ohren. Genau

das gleiche wird jetzt wieder gesagt. – Der Ertrag beträgt 895 Millionen Franken, gegenüber den veranschlagten 75 Millionen Franken.

Gemäss Zukunftsbudget der Verwaltung wird die Warenumsatzsteuer im Jahre 1969 1240 Millionen Franken betragen, und nach einem andern Zukunftsbudget der Verwaltung, in welchem mit einer Volkseinkommensvermehrung von 6% gerechnet wird, wird die Warenumsatzsteuer im Jahre 1969 1570 Millionen Franken einbringen. Man kann sagen, 120 Millionen seien kein Pappenstiel, gewiss, aber eine Tarasper-Kur ist das noch nicht. Es ist ein erheblicher Betrag, und gemäss Budget für 1963 soll die Warenumsatzsteuer zum ersten Male die Zolleinnahmen übersteigen. Ich bin der Meinung, es sei möglich, dem bei der jetzigen Vorlage Rechnung zu tragen, was der Rat bei der Beratung der jetzt geltenden Regelung mit kleinem Mehr abgelehnt hat. Man muss sich in die Situation der damaligen Diskussion stellen, um zu verstehen, warum der Rat damals die Aufnahme der Textilien in die Freiliste abgelehnt hat. Die Zukunft war ungewiss, zudem wurde die Freiliste um zwei bis drei weitere Warenkategorien erweitert, und man wollte daher nicht eine weitere Kategorie in die Freiliste einfügen. Jetzt aber scheint mir die Zeit gekommen zu sein, diesen Schritt zu tun. Man darf darauf hinweisen, dass die Zurückhaltung, die in der Eintretensdebatte gepredigt worden ist, in bezug auf die Erweiterung der Freiliste nicht angebracht ist. Es wurde von verschiedener Seite beim Eintreten vor Begehrlichkeiten gewarnt und gesagt, man dürfe die Minderheitsanträge nicht annehmen, sondern es seien alle abzulehnen, aber dem Mehrheitsantrag bezüglich der Wehrsteuer solle man dann zustimmen. Zugegeben, der Mehrheitsantrag bezüglich des Wehrsteuertarifes bringt keinen so grossen Einnahmefall. Man ist sehr gerne bereit, etwas anzunehmen, das einem persönlich etwas stärker zugutekommt als einem andern; aber wenn die Minderheit Anträge stellt, die dann eben den andern zugutekämen, eine gezielte Reduktion herbeiführen würden, die auch spürbar wäre, dann sagt man, es sei alles abzulehnen, man müsse die bisherige Ordnung wenn möglich beibehalten.

Es ist gesagt worden, die Warenumsatzsteuer sei ein Kriegs- und Nachkriegskind, und es ist gefragt worden, wie weit der Konsument durch die Warenumsatzsteuer noch belastet sei. Wir haben zwei Steuern, die zur Hauptsache Kriegs- und Nachkriegskinder sind. Aber wir haben nicht der Aufhebung der Warenumsatzsteuer, auch nicht der Verschärfung der Wehrsteuer das Wort gesprochen. Die Wehrsteuer ist gemäss der alten Vorlage um eine erhebliche Einnahmequelle gebracht worden. Die Warenumsatzsteuer kann in einzelnen Teilen den Konsumenten erheblich treffen. Das ist insbesondere bei den Textilien der Fall, denn der Index der Gruppe Textilien und Bekleidung hat unter den Indexgruppen den höchsten Stand erreicht. – Da scheint mir eine gezielte Reduktion, das heisst die Herausnahme der Textilien aus der Warenumsatzsteuer und damit deren vollständiger Wegfall bei den verhältnismässig teuren Textilien dem Konsumenten zugute zu kommen. Darum bitte ich Sie, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

Schütz: Ich will den Herren Referenten nicht noch mehr Arbeit aufladen, dass sie vielleicht in ihren Reden gar nicht mehr aufhören können. Was ich verlange, ist auch eine Erweiterung der Freiliste. Es verhält sich so, wie Herr Herzog gesagt hat. Im Laufe des Jahres 1963 haben wir praktisch 2 Milliarden indirekte Steuerein-

nahmen, eine Milliarde Warenumsatzsteuer und eine Milliarde Zölle. Es ist klar, dass diese Gruppe indirekter Steuern auf die Lebenshaltung der breiten Volksschichten drückt. Das zu verkennen wäre falsch. Ich glaube daher, der Antrag Herzog, lautend auf Erweiterung der Freiliste auf die Textilien, sei in jeder Beziehung berechtigt, dies gerade im Hinblick auf die sehr grossen Einnahmen. Unverständlich war mir immer, dass man die Warenumsatzsteuer auf den Baustoffen für den sozialen Wohnungsbau erhoben hat. Heute haben wir auf dem Wohnungsmarkt einen Notstand, wie wir ihn noch nie erlebten. Der Leerwohnungsbestand ist so klein, dass die verschiedenen Ämter, Städte und Kantone (Genf, Zürich, Basel usw.) Ziffern von 0,00123 nennen. Der Wohnungsbau ist aber auch im Jahre 1962 genau wie im Jahre 1961 zurückgegangen. Nur mit Unterstützung der öffentlichen Hand, sei es in Form der Abgabe von Bauland, sei es durch zinslose Darlehen oder Subventionen, können noch Wohnungen zu tragbaren Mietzinsen gebaut werden. Die Bekämpfung der Wohnungsnot ist daher eine Hauptaufgabe des Bundes, der Kantone und der Gemeinden. Wenn wir aber den Wohnungsbau besteuern, so treiben wir die Bauteuerung noch mehr in die Höhe; die Mietzinse werden weiter steigen. Fachleute haben schon früher ausgerechnet, dass die Mietzinse durch die Besteuerung der Baustoffe um zirka 5% erhöht werden. Verzichten wir wenigstens auf die Besteuerung des Wohnungsbaues dort, wo ihn die öffentliche Hand unterstützt! Es ist ein Widerspruch, wenn Bund, Kantone und Gemeinden Subventionen und zinslose Darlehen gewähren, auf der andern Seite aber der Bund das Geld in Form von Steuern wieder wegnimmt. Den Einwand, dass es ausserordentlich schwer sein werde, die Befreiung bei den Baustoffen vorzunehmen, kann ich nicht gelten lassen. Wir müssen hier in Form von Rückerstattungen entgegenkommen. Wir können diese Baustoffe auf die Freiliste setzen, wobei ich natürlich nur von Baustoffen für den Wohnungsbau, der von der öffentlichen Hand unterstützt wird, spreche. In Form der Rückerstattung können wir dieses Geld in die entsprechenden Kanäle fliessen lassen, was später der Mieter zu spüren bekommt. Ich glaube deshalb, dass das Beispiel, das man zum Teil bei der Rückerstattung der Zölle auf Rohölen hat, hier in gleicher Weise angewendet werden kann. Sie wissen, dass auch die landwirtschaftlichen Maschinen einen kleineren Zoll für das Rohöl haben, und mit Recht. Der Zoll muss aber bezahlt werden; nur in Form der Rückerstattung wird der Betrag später ausgeglichen. Diese Methode könnte man hier ebenfalls anwenden. Ich habe einen kleinen Überschlager gemacht. So wie die öffentliche Hand den sozialen Wohnungsbau gegenwärtig unterstützt, wird der Ausfall nicht mehr als 20 bis 30 Millionen betragen. Ich bitte Sie daher, diesem Antrag zuzustimmen.

M. Dafflon: Je serai très bref. Je me dispenserai de reprendre l'essentiel de l'argumentation développée ici par nos collègues M. Herzog et M. Schütz. La proposition que je fais est d'ajouter les chaussures à la liste des marchandises franches d'impôt. En effet, l'achat des chaussures représente un poste très important du budget des familles, particulièrement pour celles comptant plusieurs enfants. Les travailleurs ne peuvent payer des chaussures très chères et se rabattent souvent sur une qualité médiocre, ce qui grève sensiblement leur budget. Il n'est pas rare de devoir acheter trois à quatre paires de chaussures par an et chacun sait combien les enfants les usent. Nous pensons donc qu'il serait utile d'abaisser le prix des chaussures en les exonérant de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

J'ajoute que le problème se pose de la même façon en ce qui concerne les chaussures des travailleurs de la ville et de la campagne. Il leur est aussi très difficile d'acheter des chaussures chères, c'est-à-dire de meilleure qualité, ce qui les oblige à renouveler fréquemment leurs achats.

Telles sont, brièvement exposées, les raisons pour lesquelles nous vous proposons d'ajouter les chaussures à la liste des marchandises franches d'impôt.

M. Glasson, rapporteur de la majorité: J'essayerai de suivre M. Schütz et d'être aussi bref que possible dans la réfutation des arguments très importants développés tant par lui que par d'autres collègues de notre conseil.

Avec l'article 8, nous abordons les dispositions transitoires de la constitution. Nous vivons en partie encore sous un régime extraordinaire datant des années de guerre et ces dispositions transitoires sont en quelque sorte la base constitutionnelle qui permet de les maintenir en vigueur. Dès lors, la disposition de l'article 8 ne vaut que pour autant que la législation d'exécution n'est pas encore mise sur pied. Dans son message, le Conseil fédéral vous a fait part de ses intentions quant aux lois d'exécution et je vous prie de vous y reporter.

En commission, M. Bonvin, conseiller fédéral, nous a remis une table indiquant l'horaire de travail prévu pour l'élaboration de ces lois. Nous avons pu constater qu'une partie d'entre elles pourraient être préparées avant l'entrée en vigueur du nouveau régime, en particulier pour l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt anticipé. Il n'en serait pas de même, en revanche, de l'impôt pour la défense nationale.

Après ces considérations générales, j'aborde la proposition de minorité de MM. Herzog et consorts. Ainsi qu'on l'a rappelé, notre conseil a estimé qu'il fallait continuer à bloquer la liste des marchandises franches d'impôt figurant à l'article 41^{ter}. On pourrait dès lors se poser la question de savoir si toute proposition concernant l'article 8 ne devrait pas être en quelque sorte rejetée automatiquement puisque vous avez décidé de fermer la porte complètement, alors que M. Herzog veut l'entrouvrir pour permettre d'incorporer les textiles à cette liste. Nous en avons discuté en commission. Nous avons estimé qu'il ne fallait pas couper les cheveux en quatre, ni recourir à des subtilités juridiques, que le problème valait la peine d'être examiné et qu'il fallait par conséquent admettre de discuter sur le fond. Cela vaut naturellement pour la proposition de M. Schütz et pour celle de M. Dafflon.

L'imposition des textiles, des matériaux de construction, des chaussures pose au fond le problème de l'aspect social de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Un impôt sur le chiffre d'affaires absolu aurait évidemment pour effet de grever plus fortement les petits revenus que les revenus moyens et les revenus élevés, les ménages modestes utilisant pour les achats de marchandises une part de leurs revenus relativement plus grande que les autres. Une liste franche d'impôt a donc un réel effet social. Il faut le reconnaître, car c'est tout à fait conforme à la réalité. Le tout est de savoir jusqu'où on peut aller. A cela s'ajoutent quelques difficultés d'ordre spécial, comme nous le verrons à propos des textiles.

Est-ce qu'on peut aller plus loin que nous l'avons déjà fait en libérant une série de marchandises? En 1957, nous avons éliminé les médicaments et les livres, après des discussions sans fin. On avait estimé à ce moment-là que c'était le maximum qui pouvait être fait. Plusieurs milieux de ce Conseil avaient fait dépendre leur adhésion finale au

projet du blocage de cette liste. C'est la raison pour laquelle l'article 41^{ter} dit que cette liste ne peut être ni restreinte ni augmentée à partir de l'état de 1958. Mais on rouvre maintenant le débat. On essaye d'ajouter encore à cette liste les textiles, les chaussures et certains éléments intéressant la construction. Il est vrai que pour obtenir un effet social réel, il faut libérer de l'impôt les marchandises indispensables pour les revenus modestes. Cela est socialement juste. Mais si vous étendez la liste franche au-delà de ce qui est véritablement convenable, vous faites de l'impôt sur le chiffre d'affaires non plus un impôt de consommation, mais un impôt d'investissement. Or, ainsi que je l'ai déjà dit tout à l'heure, à propos de l'article 41^{ter}, ce n'est décidément pas ce qu'on a voulu au début. Toute l'évolution vers laquelle on veut nous entraîner va à contre-courant de l'évolution générale.

En ce qui concerne les textiles, M. Herzog a très bien senti qu'on se heurte à une difficulté d'ordre technique. Vous savez à combien s'éleverait la perte que cela entraînerait. Elle serait d'environ 120 millions et même, dès 1963, de 130 millions. C'est une somme évidemment considérable. M. Herzog dit qu'on devrait pouvoir faire des discriminations, frapper par exemple les textiles assimilables à des produits de luxe, tels les tapis d'orient, etc., mais, par contre, exonérer de cette liste des produits textiles qui sont véritablement d'usage courant. L'administration, à qui nous avons demandé un rapport à ce sujet, nous a démontré, d'une façon convaincante, que cela n'était pas possible, que l'on ne pouvait pas faire cette discrimination. On ne peut pas faire une exception pour les marchandises importées coûteuses et on ne peut pas non plus exonérer une certaine catégorie de produits terminés. Cela provoquerait des complications trop grandes, cela aboutirait surtout à une inégalité de traitement qui serait véritablement inadmissible. On nous a signalé que dans ce cas-là on pourrait exonérer, par exemple, les articles textiles suivants: les robes de bal, les manteaux d'étoffe, les chapeaux d'étoffe, les gants d'étoffe, etc. Mais on continuerait à imposer les articles non textiles suivants: les manteaux de plastique, les manteaux de caoutchouc, les jaquettes de cuir, les gants de cuir, etc., etc. Il y aurait là évidemment quelque chose qui paraîtrait choquant.

C'est la raison pour laquelle votre commission, comme on l'a déjà rappelé, a estimé devoir écarter par 14 voix contre 9 la proposition Herzog reprise en tant que proposition de minorité aujourd'hui devant notre plenum.

Nous vous prions, au nom de la majorité de votre commission, d'écarter cette proposition.

En ce qui concerne le problème soulevé par la proposition de notre collègue Schütz qui, lui, voudrait ajouter encore à cette liste les matériaux employés dans la construction de logements encouragée par les pouvoirs publics, nous n'avons pas eu naturellement l'occasion d'en discuter à la commission, de sorte que je ne puis parler ici qu'en mon nom personnel et je le ferai avec une certaine prudence étant donné que M. Schütz - s'il avait des pistolets à la place des yeux - me menacerait d'une façon sérieuse! Il semble que la proposition de M. Schütz qui est reprise d'ailleurs de postulats qui ont déjà été déposés ici au Conseil national et sur lesquels le Conseil national s'est prononcé à l'époque en les écartant, en 1955, il semble que la seule libération des matériaux de construction n'aboutirait pas aux résultats recherchés par M. Schütz. Il faudrait également libérer les travaux de construction comme tels. La charge fiscale en cette matière est d'ailleurs très petite et représente environ le 2,2%. La libération des travaux effectués pour la construction de logements subventionnés

apporterait, dit-on, aux entreprises contribuables de nouvelles complications pour l'établissement des décomptes d'impôts. Bien que ce ne soit pas décisif, il faut évidemment aussi en tenir compte.

Mais c'est surtout le fait qu'il faudrait ajouter encore à la libération des matériaux de construction celle des travaux de construction qui donne, une certaine faiblesse à la proposition de M. Schütz. Dès lors je pense qu'il y aurait lieu de la rejeter.

Quant à M. Dafflon, il reprend avec les chaussures un problème que nous avons abondamment discuté ici en 1957. Là, nous touchons évidemment un article extrêmement important pour le contribuable à revenus modestes. La question est délicate sous cet angle. Je répète qu'il ne me paraît décidément pas possible d'aller au-delà d'une certaine limite si on ne veut pas, en définitive, enlever son caractère à l'impôt sur le chiffre d'affaires. Quand vous n'aurez plus que les biens d'investissement pour le chiffre d'affaires, vous n'aurez finalement plus d'impôt de consommation et il serait juste, à ce moment-là, de libérer aussi ces biens. Disons que la perte de recettes pour la Confédération serait, pour 1962, de 30 millions, si nous admettions la proposition de notre collègue Dafflon. Si nous acceptions la proposition Herzog, ils viendraient s'ajouter aux 120 millions, ce qui ferait 150 millions de francs. Ce serait là, évidemment, une perte très sensible pour la Confédération.

Dès lors, pour ces motifs, il me paraît que nous devrions également rejeter la proposition de notre collègue Dafflon.

Eggenberger, Berichterstatter der Mehrheit: Der Minderheitsantrag Herzog will die bis jetzt gültige Liste der Waren, deren Umsätze von der Warenumsatzsteuer befreit waren, auch auf Textilien ausdehnen, Herr Schütz, auf Baumaterialien für den sozialen Wohnungsbau, und Herr Dafflon, auf das Schuhwerk. Nachdem ohne Zweifel auf Grund der Kommissionsanträge bei der Wehrsteuer und auch im Hinblick auf die entsprechenden Fraktionsbeschlüsse die neue Vorlage in unserem Rat eine gewisse Entlastung des Steuerzahlers sanktionieren wird, möchte die Minderheit der Kommission auch dem Konsumenten ein Entgegenkommen zeigen. Eine Erleichterung, die für den Konsumenten spürbar ist, kann, wenn man nicht sehr starke Ausfälle für den Bund in Kauf nehmen will, wohl nur auf dem Wege über die Ausdehnung der Freiliste erwirkt werden. Das Finanz- und Zolldepartement hat auch über diese Fragen der Kommission einen Bericht erstattet. Es kommt in diesem Bericht zur Feststellung, dass die Umsatzsteuer ihrem Wesen nach eine allgemeine Verbrauchssteuer sein sollte. Die schweizerische Warenumsatzsteuer sei indessen schon heute mehr als zur Hälfte eine Produktionsmittelsteuer. Jede weitere Freistellung von Konsumgütern würde sie mehr und mehr zur ausgeprägten Investitionsgüter- und Produktionsmittelabgabe stempeln. Dies mag in der Theorie richtig sein. Mir scheint allerdings die Frage, ob Investitions- und Produktionsmittel oder ob die Konsumgüter belastet werden, im Hinblick auf den praktischen Endeffekt mehr nur von theoretischer als von praktischer Bedeutung zu sein. Infolge der Überwälzung solcher Steuern wird ja im Regelfall doch das letzte Glied in der Reihe des Verteilungsprozesses, nämlich der Konsument, die Zeche zu begleichen haben.

Das Finanzdepartement steht nicht an, in seinem Berichte zu bestätigen, dass eine lückenlose Konsumsteuer die niedrigen Einkommen, volle Weiterwälzung der Abgabe vorausgesetzt, stärker belastet als die hohen, weil im bescheidenen Haushalt ein relativ grösserer Anteil des Einkommens für Warenanschaffungen verwendet wird als im

Haushalte der mittleren und oberen Einkommenskategorien. Diese regressive Wirkung der umfassenden Umsatzsteuer – sagt das Departement weiter – kann durch Freistellung jener Waren beseitigt werden, denen im Haushalt der weniger begüterten Volkskreise ganz besondere Bedeutung zukommt, nämlich den lebenswichtigen Ess- und Trinkwaren. Insofern kann von echter sozialer Wirkung einer Freiliste gesprochen werden. Bei der schweizerischen Warenumsatzsteuer gehe schon die geltende Freiliste über die Waren hinaus, deren Verbrauch besonders im Haushalt der unteren Einkommenskategorien ins Gewicht falle. Dadurch sei die echte soziale Wirkung der Freilisten abgeschwächt worden, wird erklärt. Jede weitere Ausdehnung der Freiliste würde die echte soziale Wirkung noch mehr abschwächen. Das scheint mir nun allerdings dann nicht richtig, wenn man bei den Textilien nur jene Gebrauchsartikel auf die Freiliste nehmen könnte, auf deren Gebrauch auch der in kleinen Verhältnissen Lebende unbedingt angewiesen ist. Dieser Ausscheidung werden gewisse technische Durchführungsschwierigkeiten zur Last gelegt. Der Einnahmefall des Bundes, der durch die Befreiung alles dessen, was heute unter Textilien verstanden wird, entstehen müsste, wird auf der Basis der Rechnung 1962 auf 120, auf derjenigen des Budgets 1963 auf 130 Millionen geschätzt.

Das Finanzdepartement ist der Auffassung, eine vernünftige und praktische Umschreibung der Textilerzeugnisse oder einzelner Kategorien von Textilerzeugnissen lasse sich nicht finden. Es wird schliesslich noch auf die dem Steuerpflichtigen erwachsenden zusätzlichen Veranlagungsarbeiten und auf gewisse Grenzfälle hingewiesen, für die kaum eine befriedigende Lösung zu finden wäre. Ich vermag das nicht genügend zu beurteilen; man hat auch früher schon auf solche Schwierigkeiten hingewiesen, und es liessen sich dann doch praktische Lösungen finden.

Aus diesen Gründen hat die Kommission den Antrag Herzog mehrheitlich abgelehnt.

Ich habe versucht, Ihnen die Gründe der Kommissionsmehrheit objektiv darzulegen. Das kann mich nicht daran hindern, am Schlusse meiner Ausführungen beizufügen, dass ich persönlich auf dem Boden des Minderheitsantrages Herzog und auch des Antrages Schütz stehe; weil ich zum ersten die Auffassung habe, es entspreche einem Gebote der Gerechtigkeit, auch dem Konsumenten eine gewisse Entlastung zu gewähren, was meines Erachtens – ich sage es noch einmal – nur über die Ausdehnung der Freiliste möglich ist, und weil auch ich – zweitens – der Überzeugung bin, dass die Relation zwischen direkter und indirekter Bundessteuer nicht fortlaufend zu Lasten der letzteren verschlechtert werden darf, was im Laufe der Entwicklung – man kann es im Ernste nicht bestreiten – ganz offenkundig geschehen ist.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Les rapporteurs de votre commission ont, sur la base des éclaircissements qu'ils ont désirés et reçus, donné les éléments principaux qui militent en faveur du rejet des propositions qui viennent d'être présentées ou de leur remise à plus tard, soit lors de la discussion des lois d'exécution.

En ce qui concerne tout d'abord les transformations générales dans le domaine des recettes, M. Herzog a relevé que, dans le budget de 1963 déjà, l'apport à la Caisse fédérale de l'impôt sur le chiffre d'affaires parvient à égaler ou à dépasser celui des douanes. Cette évolution là est voulue. Elle va dans le sens d'une préparation progressive et dosée de la transformation des recettes fiscales, compte tenu des réalisations du marché élargi, à savoir de l'abaissement des

tarifs douaniers. Vous savez que l'organisation économique et sociale de l'Europe est basée sur les marchés élargis, et sur l'institution beaucoup plus libérale du libre passage des personnes, des sociétés, des choses et des capitaux d'un pays à l'autre. Cette réalisation est basée elle-même sur l'abaissement progressif et enfin la suppression des barrières douanières. Il est donc heureux de constater cette évolution et, M. Herzog le relève lui-même, puisque les charges de la Confédération et de la caisse fédérale sont connues aujourd'hui, qu'elles vont augmenter, par la force des choses, dans le développement des relations entre les personnes et la collectivité nationale, il faudra bien retrouver les ressources que les douanes nous fournissent actuellement et qu'elles ne nous fourniront plus lorsque la suppression partielle ou totale des barrières douanières se sera réalisée. Cette évolution est donc favorable; elle est utilisée par votre collègue M. Herzog pour proposer une extension de la liste franche que vous avez décidé tout à l'heure de ne pas débloquer pour la reconduction du régime financier. Reste à discuter ce problème dans l'aménagement des lois d'exécution. On peut considérer les échanges d'opinions d'aujourd'hui comme une première passe d'armes qui s'exprimera véritablement lorsqu'on discutera les lois d'exécution.

Le Conseil fédéral a décidé, dans son ensemble, de ne pas transformer maintenant ces éléments légaux même s'ils figurent momentanément dans la Constitution, de façon que les aménagements nécessaires soient reportés à l'époque où nous discuterons de la loi d'exécution elle-même.

Les trois propositions qui sont faites comportent un élément dont il faut tenir compte et qui intéresse le Conseil fédéral. Nous pouvons un peu diriger l'économie en supprimant une charge fiscale sur certaines marchandises, certes, mais lorsqu'elles entrent dans le circuit économique, elles retombent entre les mains des grossistes, des mi-grossistes et des détaillants, avec toutes les opérations de calcul de marges qui s'opèrent et dont nous ne sommes pas plus maîtres que le consommateur. Celui-ci en est maître dans les secteurs où il s'est organisé en coopératives. La coopérative fonctionne de façon que les bénéfices de l'opération de distribution jusqu'au consommateur soient répartis à nouveau sous forme de prix abaissé avant la réalisation du contrat d'achat, ou de ristourne accordées au fur et à mesure que les opérations du bilan annuel sont bouclées. Quoiqu'il en soit, ce secteur intéresse spécialement MM. Herzog et Schütz, pour autant que des coopératives de construction – il y en a très peu – puissent garantir que la décharge que vous décideriez en acceptant la proposition qui vous est faite sur les matériaux de construction aboutisse aux consommateurs. Mais le Conseil fédéral préfère des mesures prises en faveur d'une politique familiale basée sur l'article constitutionnel relatif à la famille, car elles aboutissent entre les mains du père de famille et ne sont plus soumises à l'appréciation d'un calculateur de marge qui les absorbe. Le geste que vous feriez théoriquement en faveur du consommateur risquerait automatiquement, de par notre économie libre, de rester en supplément aux prix lorsque les marges des intermédiaires se calculent et s'expriment en francs. Votre souci social est aussi le nôtre. Mais nous sommes plus réalistes en ce sens que nous voulons être sûrs que les consommateurs bénéficient réellement de ces baisses si nous les introduisons. Or, dans une économie libre, un marché de l'entreprise libre, cette garantie n'est pas donnée. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles nous vous proposons de ne pas accepter maintenant les propositions de ces messieurs.

En ce qui concerne les textiles, vous avez entendu tout à l'heure que la technique moderne, qui a introduit le textile chimique à côté du textile physique, pose un problème d'application de la proposition de M. Herzog et de ses huit collègues de la commission, auquel il faut réfléchir. Naturellement cette exonération devrait s'appliquer aussi sur les textiles, les tissus et les fils et non seulement sur les objets confectionnés. Si bien qu'une mère de famille, par exemple, qui confectionnerait elle-même les habits de ses enfants, devrait payer l'impôt sur le chiffre d'affaires sur les tissus et sur les fils, alors quelle ne paierait rien en achetant une marchandise préfabriquée. Il y a aussi un élément de concurrence entre les entreprises soumises comme grossistes à l'impôt sur le chiffre d'affaires et celles qui n'y sont pas soumises, lequel pourrait jouer un rôle auquel il faut songer.

Les complications techniques et administratives, nous dit-on, sont aussi le fait des contribuables qui ont naturellement déjà passablement de peine à s'en tirer avec le régime actuel. Quoi qu'il en soit, si on acceptait cette proposition les taxations faites par les contribuables eux-mêmes devraient être revues. La perte serait en 1963 de 130 millions sur 870 millions.

Si on additionnait les dizaines de millions d'allègement de l'impôt qui ont été proposées ce matin, dès 1965 notre bilan annuel deviendrait déficitaire. Cet élément d'équilibre général doit aussi être considéré.

En ce qui concerne la proposition de M. Schütz, je me trouve à l'aise car j'ai grandi dans la profession de la construction. Or, j'ai toujours été frappé, déjà pendant la deuxième guerre, lorsque le contrôle des prix fonctionnait, du fait que le contrôle des prix ne jouait dans ce domaine que pendant la durée d'un contrat d'entreprise. Chaque fois qu'un nouveau travail était on est mis en soumission, le prix est reformé par les soumissionnaires. Ainsi, même si l'on consentait des allègements pour les matériaux de construction, voire les travaux de construction, lors de chaque soumission, pour chaque bâtiment – exception faite théoriquement des coopératives de construction qui s'organiseraient elles-mêmes – ces marges d'allègement seraient absorbées par le simple jeu de l'offre et de la demande. C'est d'une part dans le mode de calcul des soumissions qu'il faut envisager le problème de l'allègement souhaité à juste titre par M. Schütz et d'autre part dans l'augmentation de la concurrence entre les entreprises sur les marchés régionaux et les marchés locaux de la construction, car le prix varie à chaque soumission. Je prétends donc que l'aide que l'on pense attribuer par cette décharge n'aboutirait pas aux consommateurs. Dans son effort pour lutter contre la fièvre conjoncturelle, le Conseil fédéral, par sa délégation des finances, a demandé aux organisations professionnelles du bâtiment de bien vouloir revoir les méthodes de calcul de prix, afin de supprimer l'addition superposée non justifiée des marges lorsqu'un des éléments de base se modifie. Certains d'entre vous qui ont participé à cette séance de la commission professionnelle savent que l'étude de la revision d'une partie des méthodes de calcul est chose faite. C'est pourquoi je vous propose de ne pas accepter la proposition de M. Schürtz, sans doute justifiée en elle-même, mais qui n'est pas opportune dans le stade actuel de nos travaux. C'est aussi pourquoi je vous propose de ne pas accepter la proposition de M. Dafflon. Il s'agit là de marges qui seront absorbées par les intermédiaires et dont les pères de famille auxquels ces Messieurs déclarent vouloir aider ne profiteront pas.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag Dafflon | 24 Stimmen |
| Dagegen | 76 Stimmen |
| Für den Antrag Schütz | 56 Stimmen |
| Dagegen | 71 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit | 57 Stimmen |
| Dagegen | 76 Stimmen |

*Art. 8, Abs. 3, lit. b***Antrag der Kommission**

Artikel 8, Absatz 3, Buchstabe b, der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

Art. 8, Abs. 3, Buchstabe b

Für die Steuer vom Einkommen der natürlichen Personen gilt:

Ziffer 1

Der Abzug für verheiratete Personen beträgt 2000 Franken; der Abzug für jedes Kind unter 18 Jahren, für das der Steuerpflichtige sorgt und für jede von ihm unterhaltene unterstützungsbedürftige Person, mit Ausnahme der Ehefrau, beträgt 1000 Franken;

*Ziffer 2**Mehrheit*

| | |
|--|------------------|
| Die Steuer für ein Jahr beträgt: | |
| bis 6999 Franken Einkommen | 0 Franken; |
| für 7000 Franken Einkommen | 10 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 1 Franken mehr; |
| für 18 000 Franken Einkommen | 120 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 3 Franken mehr; |
| für 30 000 Franken Einkommen | 480 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 6 Franken mehr; |
| für 48 000 Franken Einkommen | 1 560 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 8 Franken mehr; |
| für 72 000 Franken Einkommen | 3 480 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 10 Franken mehr; |
| für 102 000 Franken Einkommen | 6 480 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 12 Franken mehr; |
| für 144 000 Franken Einkommen | 11 520 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 8 Franken mehr; |

Minderheit

(Heil, Borel Georges, Degen, Herzog, Hess-Zug, Primborgne, Reichling; Schmid Arthur, Weber Max, Wüthrich)

| | |
|--|-----------------|
| Die Steuer für ein Jahr beträgt: | |
| bis 6999 Franken Einkommen | 0 Franken; |
| für 7000 Franken Einkommen | 10 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 1 Franken mehr; |
| für 17 000 Franken Einkommen | 110 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 3 Franken mehr; |
| für 28 000 Franken Einkommen | 440 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 6 Franken mehr; |

| | |
|--|------------------|
| für 44 500 Franken Einkommen | 1 430 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 8 Franken mehr; |
| für 66 500 Franken Einkommen | 3 190 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 10 Franken mehr; |
| für 94 000 Franken Einkommen | 5 940 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 12 Franken mehr; |
| für 133 500 Franken Einkommen | 10 680 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 8 Franken mehr; |

Neuer Antrag des Bundesrates*Ziffer 2*

Die Steuer für ein Jahr beträgt:

| | |
|--|------------------|
| bis 6 499 Franken Einkommen | 0 Franken; |
| für 6 500 Franken Einkommen | 10 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 1 Franken mehr; |
| für 16 500 Franken Einkommen | 110 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 3 Franken mehr; |
| für 27 500 Franken Einkommen | 440 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 6 Franken mehr; |
| für 44 000 Franken Einkommen | 1 430 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 8 Franken mehr; |
| für 66 000 Franken Einkommen | 3 190 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 10 Franken mehr; |
| für 93 500 Franken Einkommen | 5 940 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 12 Franken mehr; |
| für 132 000 Franken Einkommen | 10 560 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 8 Franken mehr |

Antrag Dafflon*Ziffer 1*

... beträgt 1000 Franken; der Kinderabzug wird bis zum 20. Altersjahr gewährt, wenn das Kind studiert oder sich in einer Berufslehre befindet.

Ziffer 2

Die Steuer für ein Jahr beträgt:

| | |
|--|--|
| bis 9 999 Franken Einkommen | 0 Franken; |
| für 10 000 Franken Einkommen | 10 Franken; |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 1 Franken mehr und so unverändert weiter bis |
| für 133 500 Franken Einkommen | 10 680 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 15 Franken mehr. |

Antrag Tschopp*Ingress*

Für die Steuer vom Einkommen der natürlichen Personen gilt:

Ziffer 1

..., mit Ausnahme der Ehefrau, beträgt 1000 Franken; befindet sich das Kind in der Berufslehre oder im Studium, so kann der Abzug gemacht werden bis es 25 Jahre alt ist.

Antrag Weber Max*Ziffer 1*

Der Abzug für ledige Personen beträgt 500 Franken, für verheiratete Personen 2000 Franken; ...

*Art. 8, al. 3, lettre b***Proposition de la commission**

L'article 8, alinéa 3, lettre *b*, des dispositions transitoires de la constitution fédérale est remplacé par la disposition suivante:

Art. 8, al. 3, lettre b

L'impôt pour la défense nationale dû par les personnes physiques sur le revenu est réglé de la manière suivante:

Chiffre 1

La déduction pour personnes mariées s'élève à 2000 francs; la déduction pour chaque enfant au-dessous de 18 ans dont le contribuable a le soin et pour chaque personne nécessitée à l'entretien de laquelle il pourvoit, à l'exception de sa femme, s'élève à 1000 francs.

*Chiffre 2**Majorité*

L'impôt pour une année s'élève: jusqu'à 6 999 francs de revenu, à 0 franc; pour 7 000 francs de revenu, à 10 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 1 franc de plus; pour 18 000 francs de revenu, à 120 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 3 francs de plus; pour 30 000 francs de revenu, à 480 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 6 francs de plus; pour 48 000 francs de revenu, à 1 560 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 8 francs de plus; pour 72 000 francs de revenu, à 3 480 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 10 francs de plus; pour 102 000 francs de revenu, à 6 480 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 12 francs de plus; pour 144 000 francs de revenu, à 11 520 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 8 francs de plus;

Minorité

(Heil, Borel Georges, Degen, Herzog, Hess-Zoug, Primborgne, Reichling, Schmid Arthur, Weber Max, Wüthrich)

L'impôt pour une année s'élève: jusqu'à 6 999 francs de revenu, à 0 franc; pour 7 000 francs de revenu, à 10 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 1 franc de plus; pour 17 000 francs de revenu, à 110 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 3 francs de plus; pour 28 000 francs de revenu, à 440 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 6 francs de plus; pour 44 500 francs de revenu, à 1 430 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 8 francs de plus; pour 66 500 francs de revenu, à 3 190 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 10 francs de plus; pour 94 000 francs de revenu, à 5 940 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 12 francs de plus; pour 133 500 francs de revenu, à 10 680 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 8 francs de plus;

Nouvelle proposition du Conseil fédéral*Chiffre 2*

L'impôt pour une année s'élève: jusqu'à 6 499 francs de revenu, à 0 franc; pour 6 500 francs de revenu, à 10 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 1 franc de plus;

pour 16 500 francs de revenu, à 110 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 3 francs de plus; pour 27 500 francs de revenu, à 440 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 6 francs de plus; pour 44 000 francs de revenu, à 1 430 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 8 francs de plus; pour 66 000 francs de revenu, à 3 190 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 10 francs de plus; pour 93 500 francs de revenu, à 5 940 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 12 francs de plus; pour 132 000 francs de revenu, à 10 560 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 8 francs de plus.

Proposition Dafflon*Chiffre 1*

...s'élève à 1000 francs; la déduction pour chaque enfant est accordée jusqu'à l'âge de 20 ans si l'enfant poursuit des études ou s'il est en apprentissage.

Chiffre 2

L'impôt pour une année s'élève: jusqu'à 9999 francs de revenu à 0 franc pour 10 000 francs de revenu à 10 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 1 franc de plus; et ainsi de suite, sans changement jusqu'à pour 133 500 francs de revenu à 10 680 francs et, par 100 francs de revenu en plus, 15 francs de plus.

Proposition Tschopp*Préambule*

L'impôt pour la défense nationale dû par les personnes physiques sur le revenu est réglé de la manière suivante:

Chiffre 1

..., à l'exception de sa femme, s'élève à 1000 francs. Si l'enfant fait un apprentissage ou des études, la déduction peut avoir lieu jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 25 ans.

Proposition Weber Max*Chiffre 1*

La déduction pour personnes célibataires s'élève à 500 francs, pour personnes mariées à 2000 francs;...

M. Glasson, rapporteur de la majorité: Avec l'article 8, alinéa 3, lettre *b*, votre commission est entrée dans une très longue discussion et c'est à son propos que le plus grand nombre de propositions a été déposé. Finalement, comme vous le voyez par le dépliant, l'unanimité a été faite sur le chiffre 1. En revanche, le chiffre 2 a donné lieu à deux positions différentes, à vrai dire trois, parce que le Conseil fédéral a déposé depuis lors une nouvelle proposition. Il y a celle de la majorité, qui propose à notre conseil d'étirer le taux des paliers du tarif de 20%, celle de la minorité, qui n'entend aller que jusqu'à un étirement de 10% en commençant tout de même par un étirement de 20%; et, enfin, celle du conseil fédéral qui veut strictement en rester à un étirement de 10%.

Rappelons que, pour sa part, le Conseil des Etats n'a pas modifié l'article 8. De plus, il a écarté une proposition de M. Klaus tendant à faire commencer, à l'article 41^{ter}, alinéa 3, l'assujettissement au-plus tôt lorsque le revenu net atteint, comme aujourd'hui, six mille francs, ou pour les personnes mariées 7500 francs, en prévoyant toutefois que ces montants devaient être majorés de 500 francs, respectivement de 700 francs, lorsque, au début d'une

période de taxation, l'index du coût de la vie monterait de 10 points depuis le 1^{er} janvier 1959 ou depuis la dernière majoration.

En revanche, le Conseil des Etats a adopté un postulat invitant le Conseil fédéral à soumettre un projet qui ramène la charge réelle de l'impôt pour la défense nationale dû par les personnes physiques, compte tenu de la dépréciation de la monnaie, à l'état où elle se trouvait lors de l'entrée en vigueur du régime financier de 1959 à 1964.

En d'autres termes, le Conseil des Etats a demandé au Conseil fédéral d'établir des règles propres à éliminer la progression dite froide à partir du 1^{er} janvier 1965. C'est bien de cela que s'est préoccupée également notre commission. Elle a cherché cependant à résoudre le problème par une modification du régime actuel.

Trois questions principales ont été débattues à ce sujet:

La première consistait à savoir si la lutte contre la progression froide devait être exprimée exhaustivement dans la constitution ou s'il suffisait de donner la compétence aux chambres de modifier, par un arrêté fédéral de portée générale, les palliers du tarif comme aussi de fixer le chiffre des déductions. Le but visé par le Conseil fédéral – en faisant sa proposition – était de tenir compte de manière appropriée, c'est-à-dire avec le maximum d'équité, de l'augmentation du revenu des personnes physiques résultant de la compensation du renchérissement. Mais par 25 voix sans opposition, notre commission a décidé de vous proposer de fixer tout de suite, dans le texte constitutionnel, les modifications apportées au régime actuel en cette matière.

Dans un rapport adressé à notre commission le 25 janvier 1963, le Conseil fédéral a justifié son point de vue en relevant qu'une modification des dispositions transitoires de la constitution concernant le tarif et les déductions n'était pas nécessaire. Il suffisait, à son avis, d'introduire à l'article 8, alinéa 3, une clause de compétence qui permette, par la voix législative ordinaire, de modifier le tarif de l'arrêté concernant l'impôt pour la défense nationale au sens d'une adaptation aux fluctuations de la valeur de l'argent. Un autre avantage consisterait d'après lui à permettre de procéder plus tard à des adaptations nouvelles sans modifier la constitution et sans votation populaire obligatoire.

Toutefois, comme déjà dit, cette argumentation n'a pas convaincu la commission. Celle-ci a voulu que les changements soient fixés d'ores et déjà dans les dispositions transitoires de la constitution, car rien ne lui garantissait qu'un tel changement intervienne plus tard réellement. En outre, il lui a semblé que le contribuable y trouverait mieux son compte, en sachant lors de la votation constitutionnelle, quel serait le régime auquel il serait dorénavant soumis.

La deuxième question de principe que notre commission fut appelée à trancher a consisté à savoir quel était le meilleur système pour combattre la progression froide.

Mais en somme, qu'est-ce donc que la progression froide, et existe-t-elle vraiment? La progression froide c'est le dépassement de la charge fiscale au-delà du renchérissement. De façon simplifiée, on peut présenter le problème de la manière suivante, en prenant un exemple tiré de l'impôt pour la défense nationale. Selon l'article 8 des dispositions transitoires de la constitution l'impôt pour la défense nationale, depuis le 1^{er} janvier 1959, s'élève pour un revenu de dix mille francs à 50 francs, ou 0,5%, pour un revenu de onze mille francs à 60 francs, ou 0,545%. Si, depuis l'entrée en vigueur de cette disposition, le coût de la vie a augmenté de 10% par exemple, le revenu de onze

mille francs est, quant à son pouvoir d'achat, équivalent au revenu précédent de dix mille francs; l'impôt pour la défense nationale devrait donc s'élever non pas à 0,545%, mais à 0,5% seulement. Pour corriger cette progression froide, il faudrait donc grever le revenu de onze mille francs d'un impôt pour la défense nationale de 55 francs et non de 60 francs.

Mais le Conseil fédéral a rendu attentive notre commission – dans le rapport auquel j'ai déjà fait allusion – que la situation est essentiellement différente de celle présentée dans cet exemple, à cause d'une part, du fait que l'évolution du revenu n'est pas parallèle à celle du renchérissement et qu'en outre, les périodes de calcul et de taxation de l'impôt ne coïncident pas dans le temps.

L'on tire dès lors la conclusion que dans la mesure où il s'agit de l'augmentation du revenu réel, on ne peut demander l'élimination de la progression froide. Il est dans la nature de l'impôt progressif que pour un revenu réel accru, on doit payer un impôt proportionnellement plus élevé. Toutefois, cette situation schématique se trouve très fortement décalée du fait que pour la taxation d'une année fiscale déterminée, on prend comme base non pas le revenu obtenu pendant cette année mais au contraire le revenu d'années antérieures. Cette imposition à retardement rend difficile une vue d'ensemble sur l'évolution effective de la charge fiscale dans le passé. Elle empêche pratiquement de calculer de façon suffisamment sûre les effets de la progression froide pour l'avenir.

Les considérations qui précèdent n'ont pas entièrement convaincu notre commission, cela d'autant moins que si le Conseil fédéral – toujours dans le même rapport – affirme que cette progression n'a pas eu d'effet jusqu'à la fin de 1962 sur les revenus qui ont suivi le renchérissement, il admet en revanche qu'il faut s'attendre qu'elle apparaîtra en 1963 et en 1964 dans une mesure limitée et qu'elle sera notablement plus manifeste en 1965 et en 1966. Elle pourra atteindre alors, d'après nos calculs, dit textuellement le Conseil fédéral, le niveau de 10 à 20%.

Dans ces conditions, notre commission n'a pas eu de peine d'admettre l'existence de cette fameuse progression et elle s'est appliquée à rechercher le meilleur moyen de l'éliminer. Elle n'a pas discuté longtemps la question des déductions qui étaient proposées: 2000 francs pour les personnes mariées et 1000 francs pour les mineurs et les personnes nécessiteuses. Et c'est à l'unanimité que ces propositions ont été admises, car on y a vu la réalisation d'un postulat social digne d'être soutenu et complétant heureusement l'étirement des palliers du tarif. Le Conseil fédéral s'y est d'ailleurs rallié sans résistance.

Nous vous prions donc d'accepter le chiffre 1 de l'article 8, alinéa 3, lettre b, tel qu'il vous est présenté dans le dépliant.

La méthode de l'étirement du tarif se révèle le moyen simple et matériellement exact pour corriger la progression froide. Ni les déductions fixes de renchérissement, ni les rabais en pourcent du montant de l'impôt ne permettent de résoudre le problème. Aussi notre commission a-t-elle admis, en principe, dans sa grande majorité, la proposition de M. Ackermann, que vous trouvez au chiffre 2 du dépliant.

En revanche, où elle a été profondément divisée, c'est à propos de la hauteur du taux à adopter. Ce fut la troisième question principale à discuter par notre commission.

Comme il a été dit dans l'exposé d'entrée en matière, si le Conseil fédéral entendait tout d'abord s'en tenir strictement au projet, il évolua par la suite et se déclara d'accord d'éliminer la progression froide, au moment

opportun, sur la base d'un article de compétence. Mais devant la résistance unanime de notre commission, il proposa alors à titre éventuel de n'étirer les palliers du tarif que jusqu'à concurrence de 10%, alors que M. Ackermann proposait d'aller jusqu'à 20% et que la minorité commençait à 20% pour descendre ensuite à 10%.

M. Bonvin, conseiller fédéral, affirma que le Conseil fédéral était disposé à éliminer la progression froide par un étirement du tarif de 10% mais qu'il était opposé à aller au-delà pour des raisons de principe tenant avant tout à la politique conjoncturelle, à la nécessité de sauvegarder la valeur de notre franc et à celle non moins impérative d'amortir en période de prospérité la dette de la Confédération qui, comme vous le savez, est encore de 5,5 milliards de francs. Il réussit à convaincre une forte minorité de notre commission. Mais la majorité, loin d'être insensible à ses arguments, estima toutefois que l'étirement des palliers du tarif de 20% représentait un allègement de la charge fiscale qui se justifiait parfaitement à l'égard du contribuable, étant donné plus particulièrement les excellents résultats des comptes de la Confédération. Pour la majorité, cet allègement ne s'oppose pas aux impératifs devant lesquels se trouve la Confédération, auxquels elle peut faire correctement face avec les ressources financières qui restent à sa disposition.

Pour tous ces motifs, la commission, dans sa majorité, vous le savez, par 14 voix contre 12, vous prie d'accepter le chiffre 2 de l'article 8, troisième alinéa, lettre b, tel qu'elle vous le propose et de rejeter la proposition de sa minorité de même que celle du Conseil fédéral.

Eggenberger, Berichterstatter der Mehrheit: Es war in der Kommissionssitzung rasch zu erkennen, dass die Modifikationswünsche sich vor allem auf die Wehrsteuer, das heisst auf Artikel 8, Absatz 3, Litera b, der Übergangsbestimmungen der geltenden Finanzordnung konzentrieren würden, was auch im Hinblick auf die letzte Woche in diesem Rate behandelten Postulate leicht zu verstehen ist. Wir wollen uns auch hier über die finanz- und konjunkturpolitischen Streitfragen, die im Zusammenhang mit einer Reduktion der Wehrsteuer sich aufdrängen, nicht auslassen, weil wir uns darüber klar sind, dass es im politischen Leben nicht immer möglich ist, die Forderungen der Logik restlos mit den politischen Meinungen und Strömungen in Übereinstimmung zu bringen. Ein Abbau der Wehrsteuer in einem für den Bundesfiskus tragbaren Ausmass ist heute unumgänglich. Über dieses Ausmass werden Sie durch Ihre Stellungnahme zu den verschiedenen Vorschlägen Stellung zu beziehen haben.

Zunächst proponierte in der Kommission Kollege Max Weber, Artikel 8, Absatz 3, Litera b, Ziffer 1, die in der jetzigen Formulierung lautet: «1. Der Abzug für verheiratete Personen beträgt 1500 Franken» sei wie folgt zu fassen: «1. Der Abzug für ledige Personen beträgt 1500 Franken, für verheiratete Personen 3000 Franken». Dieser Antrag entspricht dem Postulat, das Kollege Weber letzte Woche hier begründet hat und bringt vor allem für die kleineren Einkommen eine Entlastung, pflanzt sich aber auch auf die grösseren Einkommen fort. Der Abzug würde bei einem Einkommen von 10 000 Franken 15% betragen, bei kleinerem Einkommen prozentual etwas mehr, bei höheren Einkommen aber weniger. Kollege Heil schlug zunächst vor, den Kinderabzug von 500 Franken auf 750 Franken, später auf 1000 Franken zu erhöhen. Es wurde mit Recht geltend gemacht, dass der im heutigen Wehrsteuerrecht gestattete Kinderabzug seit dem Jahre 1940 nicht mehr geändert worden sei. Angesichts der in den

letzten 20 Jahren um nahezu 100% angestiegenen Teuerung erscheine diese Erhöhung des Kinderabzuges als durchaus berechtigt.

In der zweiten Session der Kommission schlug der Bundesrat vor, dem Artikel 8, Absatz 3, Buchstabe b, eine dritte Ziffer mit folgendem Wortlaut beizufügen: «3. Der Abzug für verheiratete Personen gemäss Ziffer 1 und die Einkommensstufen gemäss Ziffer 2 können durch allgemein verbindlichen Bundesbeschluss geändert werden, um der durch den Teuerungsausgleich bewirkten Steigerung des Einkommens natürlicher Personen angemessen Rechnung zu tragen.» Damit wollte der Bundesrat immerhin zum Ausdruck bringen, dass er bereit sei, auf dem Wege der Ausführungsgesetzgebung dem Phänomen zu Leibe zu rücken, das mit dem Ausdruck «kalte Progression» bezeichnet wird. Als Eventualantrag unterbreitete der Bundesrat der Kommission den Vorschlag, Ziffer 1 von Artikel 8, Absatz 3, Litera b, nicht zu ändern, dagegen das Minimaleinkommen gemäss Ziffer 2 um 500 Franken zu erhöhen und im übrigen den Tarif um 10% zu strecken. Demgegenüber vertrat Herr Ackermann den Antrag, der Ihnen jetzt als Mehrheitsantrag der Kommission unterbreitet wird.

Die Kommission hat in ihrer ersten Session vom Bundesrat auch zum Problem der Korrekturen bei der Wehrsteuer einen zusätzlichen Bericht verlangt. Nach längeren Ausführungen über das Problem der «kalten Progression», worüber sich der Bundesrat sehr zurückhaltend äussert – was ich hier nicht reproduzieren will, Herr Kollege Gemperli hat die entsprechenden Ausführungen bereits letzte Woche auf seine Weise glossiert – kommt der Bundesrat zur Auffassung, dass beim heutigen Wehrsteuertarif die «kalte Progression» auf einfache Art sachlich richtig dadurch korrigiert werden könne, dass die Teilstufen des Tarifes im Ausmass der Teuerung gestreckt werden. Durch die Streckung wird auch der Beginn der Steuerpflicht verschoben, so dass dadurch eine Anzahl Steuerpflichtiger vollständig von der Wehrsteuer befreit werden.

Während aber der Bundesrat am liebsten nur die bereits erwähnte Kompetenzklausel als Ziffer 3 dem Artikel 8, Absatz 3, Buchstabe b, beigefügt hätte, wonach zu gegebener Zeit die Ausführungsgesetzgebung die durch die kalte Progression verursachten Korrekturen vorzunehmen und auch die Abzüge für verheiratete Personen und für Kinder neu zu regeln hätte, beschloss die Kommission, diese Modifikationen in den Übergangsbestimmungen direkt zu verankern. Sie beantragt Ihnen, in Artikel 8, Absatz 3, Buchstabe b, Ziffer 1, den Abzug für verheiratete Personen auf 2000 Franken und den Abzug für jedes Kind unter 18 Jahren, für das der Steuerpflichtige sorgt, und für jede von ihm unterhaltene unterstützungsbedürftige Person, mit Ausnahme der Ehefrau, auf 1000 Franken anzusetzen. Damit sind die Abzüge für verheiratete Personen und für Kinder um je 500 Franken erhöht worden. Insoweit sind die Anträge von Mehrheit und Minderheit identisch. Auch die bisherigen Steuerminima werden sowohl von der Mehrheit als auch von der Minderheit gegenüber der geltenden Ordnung um je 1000 Franken erhöht, so dass die Steuerpflicht für den Ledigen statt wie bisher bei 6000 Franken Einkommen nun bei 7000 Franken Einkommen beginnt. Herr Weber möchte dieses Minimum auch für den Ledigen noch um 500 Franken erhöhen. Der Unterschied zwischen Mehrheits- und Minderheitsantrag liegt darin, dass der eine Vorschlag eine Streckung des Tarifs um 20, der andere nur um 10% vorsieht, wobei beide von einem um 1000 Franken erhöhten Minimaleinkommen ausgehen. Durch die zehnpromtente Streckung gemäss Antrag der Minder-

heit würde die kalte Progression beim Inkrafttreten der verlängerten Finanzvorlage nach dem Berichte des Bundesrates ungefähr ausgeglichen sein. Die Mehrheit will darüber hinaus gleichsam noch eine Beseitigung der kalten Progression auf Vorschuss erwirken und bringt damit eine Entlastung bis zu einem Einkommen von 144 000 Franken, während gemäss Vorschlag der Minderheit die Entlastung bis zu einem Einkommen von 133 500 Franken geht. Nun stellt der Bundesrat seinen ursprünglichen Eventualantrag, modifiziert durch die Übernahme des Verheiratetenabzuges von 2000 Franken (statt bisher 1500 Franken) und des Kinderabzuges von 1000 Franken, als Hauptantrag den Kommissionsanträgen gegenüber. Grundsätzlich beträgt die Streckung des Tarifes auch bei diesem Vorschlag 10%. Doch wird der Beginn des steuerpflichtigen Einkommens nicht auf 7000, sondern auf 6500 Franken angesetzt. Die Entlastung endet bei gleicher Progressionsstufenfolge bei einem Einkommen von 132 000 Franken.

Dazu kommt nun auch noch Herr Dafflon und beantragt Ihnen, erst bei einem Einkommen von 10 000 Franken die Steuerpflicht beginnen zu lassen; bei Verheirateten hätte das zur Folge, dass erst bei einem Einkommen von 12 000 Franken die Steuerpflicht anfängt; wenn 3 Kinder vorhanden sind, beginnt die Steuerpflicht nach Antrag Dafflon bei 15 000 Franken.

Die Folgen der vier voneinander abweichenden Anträge – mit Ausnahme des Antrages Dafflon – sollen kurz erwähnt werden. Für den Ledigen beginnt die Wehrsteuerpflicht gemäss bundesrätlichem Antrag bei 6500 Franken, nach den Anträgen der Mehrheit und der Minderheit bei einem Einkommen von 7000 Franken, nach Antrag Weber bei 7500 Franken. Ein Verheirateter ohne Kinder wird wehrsteuerpflichtig, wenn ihm ein Jahreseinkommen von 8500 Franken gemäss Bundesrat, von mindestens 9000 Franken gemäss beiden Kommissionsanträgen zur Verfügung steht. Der Familienvater mit einem Kind wird von der Wehrsteuer erfasst, wenn er ein Einkommen von 9500 Franken gemäss bundesrätlichem Vorschlag, von mindestens 10 000 Franken gemäss Kommissionsmehrheit und -minderheit besitzt. Es ist nicht zu verkennen, dass die soziale Komponente der Wehrsteuer durch alle diese Anträge eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem bisherigen Rechtszustand erfährt. Diese Komponente ist für die Verheirateten beim bundesrätlichen Antrag am kleinsten, bei den übrigen drei Anträgen identisch, erfährt aber durch den Antrag Weber für Ledige eine Verbesserung von 500 Franken.

Bei Annahme des Mehrheitsantrages reduziert sich der Ertrag nach den Berechnungen der Steuerverwaltung auf Grund der zehnten Wehrsteuerperiode um rund 40 Millionen, bei Annahme des Minderheitsantrages um rund 34 Millionen; bei Annahme des bundesrätlichen Antrages um rund 27 Millionen. Bei Annahme des Antrages Weber würde sich der Ausfall um rund 730 000 Franken erhöhen.

Mit Bezug auf die Zahl der Steuerpflichtigen ergibt sich auf Grund des Mehrheitsantrages ein Ausfall von 357 000 Personen, beim Antrag der Minderheit ebenfalls. Bei Annahme des bundesrätlichen Antrages fallen gegenüber der zehnten Wehrsteuerperiode ungefähr 100 000 Personen weniger, nämlich etwa 259 000 aus der Steuerpflicht heraus. Bei Annahme des Antrages Weber kämen noch etwa 23 000 Personen dazu. Die Zahl der Pflichtigen reduziert sich dadurch beim Mehrheitsantrag und beim Minderheitsantrag auf 695 887, beim Antrag des Bundesrates auf 793 887, und durch Einschluss des Antrages Weber würde die Zahl der Pflichtigen bei Minderheit und Mehrheit auf 672 887 reduziert. Die Anträge der Kommission – Mehr-

heit und Minderheit – setzen im Vergleich zur zehnten Wehrsteuerperiode die Zahl der Pflichtigen um rund einen Drittel, der Antrag des Bundesrates setzt diese Zahl der Pflichtigen um rund ein Viertel herab.

Damit habe ich versucht, Ihnen einen Überblick über die etwas komplizierte Materie zu geben. Sie werden sich, wahrscheinlich morgen, auch noch die Anträge der verschiedenen Minderheiten und der Mehrheit anhören, und Sie werden dann über diese Frage zu entscheiden haben. Für heute möchte ich auf weitere Ausführungen verzichten.

Weber Max: Der Präsident will vorläufig nur Ziffer 1 behandeln, Ziffer 2 hingegen, die Skala, später gesondert. Es handelt sich also jetzt nur um die Gestaltung des steuerfreien Abzuges. Ich habe in der Kommissionssitzung in Sion den Antrag gestellt, die steuerfreien Minima für Ledige und Verheiratete um 1500 Franken zu erhöhen, gemäss dem Postulat, das ich letzte Woche begründet habe. Diesen Antrag nehme ich nicht mehr auf. Die Kommissionsmehrheit und -minderheit haben meinen Antrag auf Erhöhung der steuerfreien Minima übernommen, für die Verheirateten ganz, indem sie eine Erhöhung um 1500 Franken beantragen, doch für die Ledigen nur um 1000 Franken. Dadurch würde die Differenz in der Gestaltung der steuerfreien Minima zwischen Ledigen und Verheirateten auf 2000 Franken erhöht. Früher betrug der Unterschied nur 1000 Franken. Er ist dann auf 1500 Franken angesetzt worden, und meines Erachtens sollte dieser Unterschied beibehalten werden. Die Unterhaltskosten sind heute für Ledige ebenfalls hoch. Die Mietzinse der Zimmer sind zum Teil noch stärker gestiegen als diejenigen der Wohnungen. Was das Essen auswärts kostet, das wissen Sie selbst. Die Auswirkungen des Antrages sind sehr bescheiden. Der Steuerausfall beträgt, wie Ihnen der Kommissions-Berichterstatteur gesagt hat, 730 000 Franken, befreit würden etwa 23 000 Wehrsteuerpflichtige. Aber das sind ohne Ausnahme solche, die im Jahre 1958 aus der Wehrsteuer herausfielen, aber seither wieder steuerpflichtig wurden. Ich möchte Ihnen deshalb empfehlen, den Ledigen auch Gerechtigkeit widerfahren zu lassen und meinem Antrag zuzustimmen.

Noch ein Wort zum Antrag des Bundesrates. Der Antrag des Bundesrates unterscheidet sich darin vom Kommissionsantrag und auch von meinem Antrag, dass er die steuerfreien Minima nur um 1000 Franken für die Verheirateten und für die Ledigen sogar nur um 500 Franken erhöht. Ich möchte darauf hinweisen, dass seinerzeit durch die Revision der Finanzordnung von 1958 etwa 370 000 Wehrsteuerpflichtige befreit wurden, wesentlich weniger, als man ursprünglich in der Propaganda verkündete. Man sprach von 550 000. Aber nach meinen Schätzungen – ich glaube, die Steuerverwaltung wird dem nicht widersprechen – sind schon in der 11. Steuerperiode weitere 150 000 wieder wehrsteuerpflichtig geworden. In der 12. Periode, die jetzt erhoben wird, werden weitere 150 000 bis 200 000 erneut steuerpflichtig werden. Nach Antrag des Bundesrates würden etwa 250 000 wieder befreit. Aber damit würde die Zahl der Wehrsteuerpflichtigen trotzdem noch höher sein, als 1958 mit der neuen Finanzordnung vorgeschlagen wurde. Deshalb bitte ich Sie, dem Antrag der Kommission – Minderheit und Mehrheit sind sich hier einig – in bezug auf die Verheirateten zuzustimmen und den bisherigen Unterschied zwischen Ledigen und Verheirateten durch Annahme meines Antrages beizubehalten.

Hier wird die Beratung abgebrochen

Ici, le débat est interrompu

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1963 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | I |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Frühjahrssession |
| Session | Session de printemps |
| Sessione | Sessione primaverile |
| Rat | Nationalrat |
| Conseil | Conseil national |
| Consiglio | Consiglio nazionale |
| Sitzung | 07 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 13.03.1963 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 88-110 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 694 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittagsitzung vom 14. März 1963

Séance du 14 mars 1963, matin

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

**8470. Finanzordnung des Bundes.
Verlängerung
Régime financier de la Confédération.
Prolongation**

Siehe Seite 88 hiervor – Voir page 88 ci-devant

Art. 8, Abs. 3, Lit. b

Art. 8, al. 3, lettre b

Fortsetzung – Suite

Tschopp: Ich möchte vorerst der Kommission danken, dass sie dem Rat eine Erhöhung des Kinderabzuges beantragt. In der Kommissionsvorlage, wie Sie aus der Fahne ersehen, wird der Kinderabzug bis zum 18. Altersjahr gewährt. In der grossen Diskussion über die Streckung des Tarifes, 20 oder 10%, ist diese Frage etwas zu kurz gekommen. Die Festsetzung des 18. Altersjahres entspricht heute nicht mehr den tatsächlichen Verhältnissen. Wir unternehmen heute alle möglichen Anstrengungen, um den Nachwuchs in den handwerklichen, kaufmännischen oder akademischen Berufen sicherzustellen und zu fördern. Die Kantone leisten einiges auf dem Gebiete der Stipendien. Wir werden noch diese Session eine Vorlage behandeln über einen Stipendienartikel für die Bundesverfassung. Ein Korrelat zu diesen Bemühungen ist die Gewährung des Kinderabzuges. Wenn ein Sohn oder eine Tochter sich zum Beispiel auf den Lehrerberuf vorbereitet, genügt für den Abzug das 18. Altersjahr längst nicht mehr. Ja, vielleicht zu Zeiten von Jeremias Gotthelf war das noch haltbar. Denken wir an die Ausbildung zum Beispiel eines Ingenieurs oder eines Mediziners, der heute ja 14 Semester braucht, sein Vater wird eben sehr lange mit der Belastung zu rechnen haben.

Was ich Ihnen nun beantrage, ist nichts neues. Ich unterbreite Ihnen den Vorschlag, eine Parallelität zu einer ganzen Anzahl von kantonalen Steuergesetzen zu schaffen, die diese Verlängerung des Kinderabzuges über das 18. Altersjahr hinaus bereits kennen. Wir nehmen damit dem Familienoberhaupt die geistige und wirtschaftliche Sorge der Kinderausbildung nicht ab. Aber schon die psychologische Wirkung ist eine Wohltat für manchen Steuerzahler. Für den Bund wird der Ausfall durch die Verlängerung, die ja in den meisten Fällen vielleicht nur bis zum 21. oder 22. Altersjahr dauern dürfte, keinen grossen Ausfall bewirken. Aber der Goodwill, den wir dadurch schaffen, ist auf weite Sicht betrachtet bedeutend grösser und wichtiger. Ich bitte Sie deshalb um Zustimmung zu meinem Antrag.

M. Dafflon: En déposant mon amendement, j'ignorais que M. Tschopp avait déposé le sien. Toutefois, je tiens à exprimer mon étonnement que la commission n'ait pas fait une distinction pour les enfants qui poursuivent leurs études ou leur apprentissage. En dehors d'une froide énumération des chiffres, il faut tenir compte je pense, de l'élément important que représente la jeunesse qui poursuit des études. C'est au moment où l'enfant coûte le plus cher, où il constitue une véritable charge pour sa famille, que l'on devrait intervenir d'autant plus – et M. Tschopp vient de

nous le dire – que les études sont beaucoup plus longues qu'elles n'étaient par le passé, et que les jeunes gens en apprentissage, très souvent, ne gagnent rien ou presque. Ne pas faire de différence, c'est décourager les parents qui font souvent un gros sacrifice pour leurs enfants. Cette attitude, à mon avis, n'est pas compatible avec les appels en faveur de la formation de la jeunesse. Il est important évidemment que notre jeunesse soit qualifiée, qu'elle soit armée pour la lutte, prête à remplir le rôle que nous attendons d'elle. Je pense qu'il ne convient pas seulement d'encourager verbalement les parents mais bien de leur en donner la preuve tangible. C'est pourquoi je vous propose de voter l'amendement qui vous est proposé par M. Tschopp et, si vous ne deviez pas l'accepter de voter celui que je vous propose.

Le président: Je vous propose d'ouvrir la discussion également sur le chiffre 2 pour permettre aux rapporteurs de répondre à toutes les questions qui sont posées.

Degen: In den Kommissionsberatungen stimmten Kollege Reichling und ich für die Minderheit, das heisst für eine blosser Beseitigung der kalten Progression, nicht für einen erweiterten Steuerabbau. Wir gingen dabei von der Tatsache einer Bundesschuld von nahezu 6 Milliarden aus und kamen zur Auffassung, dass in diesen guten Zeiten mehr gespart werden sollte, das heisst mehr Schulden abzutragen wären. Es mag natürlich viel populärer sein, einer Reduktion der Steuern das Wort zu reden, allein wir wissen nicht, ob diese Konjunktur wirklich anhält oder ob wieder einmal Zeiten eintreten, die weniger Steuern abwerfen, dagegen mehr Mittel beanspruchen. Wir möchten immerhin erwähnen, dass die Verzinsung der Bundesschuld 200 Millionen verschlingt, eine ganz beträchtliche Summe. Wir wären dann sicherlich froh, wenn der Schuldenberg reduziert wäre und wir die Mittel für andere Zwecke einsetzen könnten. Wir stehen ja vor grossen Aufgaben, die ausgedehnte Mittel beanspruchen. Wir denken dabei an eine beträchtliche Ausdehnung der Forschung und an die vermehrten Kosten für die Ausbildung des wissenschaftlichen Nachwuchses auf allen Gebieten. Wir denken aber auch an die grossen Mittel für die Landesverteidigung, und wir dachten bei unserer Stellungnahme insbesondere auch an die Erhaltung einer leistungsfähigen Landwirtschaft, speziell dachten wir an die Unterstützung der Bergbauern. Denn wir sind froh, dass es überhaupt noch Bauern gibt, die in den Bergen aushalten, das schwere Leben in der Einsamkeit und der Abgeschlossenheit auf sich nehmen, abseits vom Kontakt mit Wohlstand und Vermögen. Für diese Leute möchten wir uns ganz speziell einsetzen. Wir haben aus diesem Grunde für die Minderheit gestimmt und möchten beantragen, die Anträge der Minderheit anzunehmen.

Heil: Berichterstatter der Minderheit: Mit dem Antrag, den ich als Vertreter einer Minderheit zu begründen die Ehre habe, haben vielleicht die Minderheiten, die sich im Zusammenhang mit dieser Vorlage herausgebildet haben, eine letzte Chance, doch noch einmal zum Zuge zu kommen. Persönlich betrachte ich diese Chance als gar nicht so schlecht, wenn ich die Zurückhaltung des Rates vor Augen habe, wie sie gestern in den Abstimmungen geübt worden ist. Die meisten der anwesenden Kollegen haben in den gestrigen Abstimmungen gespürt, dass der Steuerabbau an sich eine sehr schöne Sache wäre, dass man aber dem Staat die Mittel nicht vorenthalten darf, die er braucht zur Lösung der Aufgaben, die ihm noch harrten, und im Hinblick darauf, was der Staat gegebenenfalls schon in absehbarer Zeit unter dem Titel Zölle verlieren wird. Allerdings

gibt es in dieser Situation ein gewisses Spezifikum. Es hängt mit der Wehrsteuer zusammen. Da ist man bereit, weiterzugehen. Ich sehe es so: Die Wehrsteuer ist eine direkte Steuer, es ist jene Steuer, die man am deutlichsten spürt, wenn es ums Zahlen geht, und darum besteht ja auch die Tendenz, diese Steuer zu reduzieren beziehungsweise ganz abzuschaffen. Viel weniger allergisch ist man gegenüber den indirekten Steuern. Das haben wir gestern erneut gesehen. Im Zusammenhang mit den Anträgen auf Reduktion der Warenumsatzsteuer haben die Postulanten ja wenig Glück gehabt. Es geht, so wie ich die Dinge sehe, bei dieser ganzen Diskussion um die Bundesfinanzordnung gar nicht so sehr darum, ob der Staat mehr oder weniger Einnahmen erhalten soll, sondern vielmehr besteht das Bemühen, Wege und Möglichkeiten zu suchen, um den einzelnen in den Besitz eines kleineren Steuerzettels zu setzen. Um dieses Ziel zu erreichen, scheinen begreiflicherweise so ziemlich alle Argumente recht zu sein. Man redet von Beseitigung der kalten Progression, spricht von den Erwartungen des Volkes, wobei die einen 50 000 Bürger vor Augen haben und die andern wiederum das ganze Volk, setzt Fragezeichen um Fragezeichen hinter die Theorie des konjunkturgerechten Fiskalverhaltens, und schliesslich wird in lapidarer Feststellung darauf hingewiesen, dass die Staatseinnahmen – das heisst die Einnahmen des Bundes – gegenwärtig ausserordentlich gross seien und einen kleineren Schnitt wohl ertragen dürften.

Dass es mit dem letzteren Argument nicht sehr weit her ist, dafür spricht der Umstand, dass man nicht bereit ist, dieses Argument in aller Konsequenz auszumünzen. Denn dann müsste man eben nicht nur bei der Wehrsteuer Abstriche machen, sondern auch bei der Warenumsatzsteuer, und zweifelsohne gerieten dann auch die Zölle in eine entsprechende Diskussion. Aber man möchte nicht so weit gehen. Man weiss, dass man diese munter fliessenden Brunnlein nicht willkürlich aufs Spiel setzen darf, auf die der Bund heute sehr angewiesen ist, angewiesen in dem Sinne, dass sich die notwendigen, immer sich mehrenden Aufgaben reibungslos, mühelos durch zunehmende Steuererträge finanzieren lassen. Aber man möchte wenigstens den Zapfen dort lockern, wo für den einzelnen am meisten herauspringt und wo es möglich ist, politisch gute Figur zu machen vor dem Volk. Das ist eben bei der Wehrsteuer.

Die Minderheit ist mit der Mehrheit der Auffassung, dass bei der Wehrsteuer die kalte Progression beseitigt werden soll. Um dieses Ziel zu erreichen, ist es notwendig, den Tarif um 10% zu strecken. So jedenfalls lauten die Berechnungen der zuständigen Bundesstellen. Behauptungen, dass dem nicht so sei, dass man eine grosse Streckung vornehmen müsste, sind wohl aufgestellt worden, aber bis jetzt ist kein entsprechender Beweis dafür geleistet worden. Die Kommissionsmehrheit will 20%. Ich glaube, sie ist sich bewusst, dass heute und morgen 20% Streckung nicht notwendig sind, um der Teuerung zu begegnen; aber es ist da und dort der Meinung Ausdruck gegeben worden, es sei durchaus zu verantworten, die Teuerung als eine ungewisse Zukunft vorwegzunehmen. Eine solche Argumentation erscheint mir nicht ganz ungefährlich, weil, wenn man sie an anderen Orten, z. B. im Zusammenhang mit dem Teuerungsausgleich bei den Löhnen macht, die gleichen Leute mit Recht darauf hinweisen, eine solche Politik gehe eigentlich gerade darauf hinaus, die Teuerung noch stärker zu fördern.

Bei diesen 20% nun – eingestanden oder nicht eingestanden – geht es auch darum, neben der Beseitigung der kalten Progression noch einen effektiven Wehrsteuerabbau zu erreichen. Was kostet eine Streckung des Steuertarifs

den Bund? Wir haben auf diese Sitzung hin Tabellen erhalten. Einschliesslich der Sozialabzüge, die die Kommission beschlossen hat unter Absatz 1, wird dem Bund bei der Wehrsteuer ein Ausfall entstehen von 40 Millionen Franken, berechnet auf der 10. Wehrsteuerperiode. Damals machte das Steuererträgnis der natürlichen Personen 200 Millionen aus. Davon werden 40 Millionen abgehen. Das ist gerade ein Fünftel. Diese Relation eines Fünftels wird bleiben. Sie wird sich auch einstellen in der gegenwärtigen Wehrsteuerperiode. Ich glaube, es wäre falsch, wenn man sagen würde, die Kürzung der Wehrsteuer bei den natürlichen Personen um einen Fünftel bedeute den Ausverkauf der Wehrsteuer. Aber ich glaube, man darf schon sagen: Es ist ein recht massiver Abbau. Jenen, die für eine grundsätzliche Beseitigung der Wehrsteuer sind, ist es bestimmt Musik in den Ohren, zu vernehmen, dass der Abbau dieses Ausmass erreicht, und sie fühlen sich bestimmt einen Schritt näher ihrem Ziel.

Aber unabhängig davon muss man sich doch wahrscheinlich überlegen, ob es staatspolitisch klug ist, forciert an den Abbau der direkten Steuern zu denken. Gerade diese Diskussion um die Bundesfinanzordnung, wie wir sie seit zwei Tagen geführt haben, zeigt, dass es nicht die indirekten Steuern sind, die uns veranlassen, fiskalpolitisch in die Tiefe zu gehen, sondern dass es die direkten Steuern sind. Die indirekten Steuern wirken in dieser Beziehung eher als staats- und fiskalpolitisches Narkotikum. Sie schläfern ein. Ich glaube darum nicht, dass jene Länder, die eine unvergleichlich viel höhere indirekte und eine wahrscheinlich noch niedrigere direkte Steuer haben als wir, uns als Vorbilder dienen können. Übrigens wundert es mich, dass man mit Bezug auf hohe indirekte Steuern in der Eintretensdebatte an Länder erinnert und sie als Vorbilder hingestellt hat, die man dann in anderem Zusammenhang uns dann wieder als abschreckende Beispiele vor Augen stellt.

Zusammenfassend möchte ich sagen: Die Minderheit ist einverstanden mit der Beseitigung der kalten Progression. Sie glaubt, dass mit einer Tarifstreckung von 10% dieses Ziel erreicht werden kann. Sie glaubt ferner, dass die Lösung mit einer Streckung von 10% durchaus vertretbar ist. Gestern sind wir in den Besitz von ein paar Graphiken gelangt. Vielleicht nehmen Sie einmal Blatt 6 hervor, und dann werden Sie feststellen, dass der Minderheitsantrag praktisch sich auf der genau gleichen Linie bewegt wie jener der Mehrheit bis zu einem Einkommen von 22 000 Franken, dass erst von diesem Punkt ab sich eine Verschiebung zwischen Minderheit und Mehrheit ergibt. Allerdings, das muss ich beifügen, handelt es sich um den Fall eines Verheirateten mit drei Kindern. In den übrigen Fällen würde eine kleine Differenz zwischen Minderheit und Mehrheit bestehen, auch bis zu dieser Einkommensgrenze von 22 000 Franken. Ich bitte Sie zum Schluss im Namen der Minderheit, ihrem Antrag zuzustimmen. Bei dieser Gelegenheit darf ich auch noch daran erinnern, dass in der Kommission der Mehrheit nur mit 14 : 12 Stimmen beigeprüft worden ist.

M. Dafflon: Le *Volksrecht* du 30 avril 1955, publiait un article de M. Spühler, alors conseiller aux Etats, qui proposait de percevoir l'impôt pour la défense nationale à partir de 10 000 francs pour les célibataires et 12 000 francs pour les personnes mariées, et de porter à 25% le taux d'imposition des gros revenus.

Aujourd'hui, je reprends en somme cette proposition de percevoir l'impôt à partir de 10 000 francs pour les célibataires et 12 000 francs pour les personnes mariées. Ainsi que le relève le message, le renchérissement du coût

de la vie fait que près de 300 000 à 400 000 nouveaux contribuables sont maintenant imposés. Si leur salaire nominal a augmenté, il est certain que leur pouvoir d'achat n'a pas suivi la même courbe. C'est ainsi que les contribuables du bas de l'échelle sont proportionnellement les plus imposés sur les plan cantonal et le plan fédéral. En effet, le franc prélevé sur un petit revenu a davantage de valeur que celui prélevé sur un gros revenu. La somme de départ de 10 000 francs que nous proposons peut paraître élevée, mais lorsque le projet d'arrêté entrera en vigueur, soit en 1965, il est clair que ces 10 000 francs n'auront plus le même pouvoir d'achat qu'aujourd'hui.

Notre deuxième proposition, tendant à porter le taux d'imposition de 8,5 à 15% pour les revenus de 133 500 francs permettra de compenser la diminution de recettes due à l'élévation du plafond du minimum imposable.

Je vous demande de voter ces deux amendements.

Ackermann: Aus zeitökonomischen Gründen habe ich davon abgesehen, bei der Eintretensdebatte das Wort zu ergreifen. Gestatten Sie mir daher einige Vorbemerkungen. Im Juni werden es sechs Jahre her sein, seit in diesem Rate die grosse Debatte um die Bundesfinanzvorlage in Szene ging. Die Atmosphäre war etwas weniger freundlich als heute, und hart stiessen damals die Meinungen aneinander. Es gelang wohl, die vielen Differenzen mit dem Ständerat zu bereinigen, doch musste das Ergebnis der Beratungen schliesslich in einem heftigen Abstimmungskampf verteidigt werden. Auch die damaligen sozialdemokratischen Gegner der Verfassungsvorlage werden heute zugeben, dass sich die neue Finanzordnung entgegen ihren pessimistischen Prophezeiungen ausgezeichnet bewährt hat. Der Fehlbetrag der Bilanz des Bundes konnte unter dem Regime der neuen Finanzordnung in einem verstärkten Tempo abgetragen werden und wird bei ihrem Ablauf im Jahre 1964 die Fünf-Milliarden-Grenze beträchtlich unterschreiten.

Ich habe schon anlässlich der Kommissionssitzung in Sitten gegenüber Herrn Bundesrat Bonvin dargelegt, und Herr Kollege Weibel hat mich in meiner Auffassung unterstützt, dass uns ein Fehlbetrag in dieser Höhe keineswegs erschrecken muss. Der Kredit des Bundes, sofern er auf Anleihen angewiesen wäre, wird dadurch sicher nicht berührt. Der Fehlbetrag des Bundes muss natürlich einmal in Relation gesehen werden zum Volkseinkommen. Heute machen die etwas über 5 Milliarden rund 14% des Volkseinkommens aus. Noch im Jahre 1955 aber entsprach der damalige Fehlbetrag noch rund einem Drittel des Volkseinkommens. Auch wenn wir die durch die Verschuldung des Bundes verursachte Zinsbelastung in Beziehung setzen zu den Gesamtausgaben des Bundes, dann kommen wir auf eine Reduktion von 14% im Jahre 1956, auf rund 6% im Jahre 1962. Diese Feststellungen erschienen mir notwendig, nachdem Herr Bundesrat Bonvin letzte Woche im Zusammenhang mit der Entgegennahme der verschiedenen Wehrsteuerpostulate auch hier im Rate doch etwas zu viel Schwarz für sein finanzpolitisches Gemälde benützte. Ich gehe aber mit dem Chef des Finanzdepartements durchaus einig, dass entsprechend der Bestimmung von Artikel 42bis unserer Verfassung der Fehlbetrag der Bilanz des Bundes auch nach dem 1. Januar 1965 weiter verringert werden soll. Vor allem aber soll auch die Neuauflage der Bundesfinanzordnung dem Bunde die Einnahmen gewährleisten, welche er zur Erfüllung seiner vielfältigen Aufgaben benötigt. Das ist auch der Grund, warum sich die Kommissionmehrheit auf einige Modifikationen bei der Wehrsteuer für natürliche Personen beschränken will.

Nachdem der Berichterstatter deutscher Zunge, Herr Kollege Eggenberger, gestern mehr den Minderheitsantrag vertreten hat, möchte ich mir gestatten, mich heute für den Mehrheitsantrag der Kommission einzusetzen. Was die Ermässigung bei der Wehrsteuer anbelangt, hat in diesem Rate Kollege Max Weber bereits am 8. Juni 1962 den Reigen um den Abbau der Wehrsteuer eröffnet. Es war vorauszusehen, dass auch aus andern Fraktionen ähnliche Wünsche präsentiert würden, wenn auch im einzelnen nicht mit einer übereinstimmenden Zielsetzung. Herr Max Weber wollte sich nach seinem Postulat und dann nach einem Antrag, wie er ihn in der Kommission eingereicht hatte, darauf beschränken, durch Erhöhung der steuerlichen Minima um je 1500 Franken für Ledige und Verheiratete eine Entlastung für die bescheidenen Einkommen herbeizuführen. Ein weiterer Antrag von Kollege Heil verlangte bei der Wehrsteuer eine Erhöhung des Kinderabzuges von 500 Franken auf 750 Franken.

Nachdem ich auf Grund der Berechnungen des Finanzdepartementes feststellte, dass der Antrag Weber, berechnet auf die zehnte Wehrsteuerperiode, einen Ausfall von 22,4 und jener von Kollege Heil für sich allein gerechnet rund 3 Millionen Minderertrag zur Folge hätte, habe ich zuhanden der Kommission folgenden, aus zwei Teilen bestehenden Abänderungsantrag eingereicht: Erstens Erhöhung des Abzuges für Verheiratete von 1500 Franken auf 2000 Franken, zweitens Erhöhung des Abzuges für Kinder unter 18 Jahren und unterstützungsbedürftige Personen von 500 Franken auf 1000 Franken, welchem Antrag sich Herr Heil in der Folge angeschlossen hat, drittens Streckung des Tarifes um 20%, was zur Folge hat, dass die Steuerpflicht für Ledige erst bei 7000 Franken beginnt, statt bei 6000 Franken wie bisher, und der unveränderte Maximalsatz von 8% erst bei 144 000 Franken erreicht wird. Dieser Antrag ist von der Kommission in vollem Umfange zum Beschluss erhoben worden, wobei allerdings Punkt 3 - Streckung des Tarifes um 20% - nur mit einem Mehrheitsbeschluss von 14:12 Stimmen gegenüber dem Eventualantrage des Bundesrates auf 10prozentige Streckung des Tarifes und Beginn der Steuerpflicht bei 6500 Franken zustandekam. Der ursprüngliche Antrag des Bundesrates hatte allerdings vorgesehen, durch einen Kompetenzartikel die Möglichkeit zu schaffen, den Abzug für verheiratete Personen und den Wehrsteuertarif durch einen allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss zu ändern. Wem es daran liegt, die Verlängerung der Bundesfinanzordnung durch die Klippen der Volksabstimmung zu bringen, wird nicht darüber unglücklich sein, dass bei einem grundsätzlichen Vorentscheid der Kommission dieser bundesrätliche Antrag abgelehnt worden ist. Indem wir Abzüge und Tarif wie bisher bereits in der Übergangsordnung regeln, kann jeder Bürger klar erfassen, welche Änderungen die neue Verfassungsvorlage bringt. Der Einbezug der Begriffe der Teuerung und der Geldentwertung in die Übergangsbestimmungen zu einem Verfassungsartikel wäre auch vom verfassungsästhetischen Gesichtspunkt aus, der hier in der Eintretensdebatte verfochten worden ist, kaum besonders erfreulich gewesen.

Nun zu den einzelnen Anträgen. Ich möchte hier feststellen, dass der heute vorliegende Antrag der Kommissionminderheit mit dem bundesrätlichen Eventualantrag nicht mehr voll übereinstimmt, der konsequent eine Tarifstreckung von 10% vorsah. Nach dem neuen Antrag Heil und Mitunterzeichner erfolgt die Tarifstreckung nach unten, wie beim Antrag der Mehrheit, um 20%, jedoch in der Mitte und oben begnügt er sich dann nur mit 10%. Aus diesem Grunde hat sich der Bundesrat auch veranlasst

gesehen, in einem neuen Antrag zum Tarif als weitere Alternative eine durchgehende Tarifstreckung von 10% mit Steuerbeginn ab 6500 Franken vorzuschlagen. Nun kommt Herr Weber noch mit einem weiteren Antrag, der einen zusätzlichen Abzug von 500 Franken für Ledige neu einführen will. Damit würde der berechnete Unterschied im Abzug zwischen Ledigen und Verheirateten von 2000 Franken wieder auf 1500 Franken reduziert; es würde aber auch im Hinblick auf die Systematik eine Änderung vorgenommen werden, die mir nicht recht einleuchten will. Betrachten wir die finanziellen Auswirkungen für den Bund, berechnet auf die 10. Wehrsteuerperiode, so sehen wir, dass die Differenz zwischen den verschiedenen Anträgen, gemessen an den Gesamteinnahmen des Bundes von 3,6 Milliarden im Jahre 1962, kaum ins Gewicht fällt. Der Vergleich fällt wie folgt aus: Antrag Weber 34,5 Millionen Ausfall; Antrag Kommissionsminderheit mit teilweiser 10prozentiger Streckung 33,86 Millionen Ausfall; Antrag der Kommissionsmehrheit mit durchgehender 20prozentiger Streckung des Tarifes 39,84 Millionen, also ungefähr 5 Millionen Differenz zwischen dem Antrag Weber und dem Antrag der Kommissionsmehrheit. Es wird bei dieser Sachlage, bei diesen geringen Differenzen eine bewundernswerte Phantasie brauchen, finanzpolitische und konjunkturpolitische Argumente gegen den Antrag der Kommissionsmehrheit geltend zu machen, wie das bei der Begründung des Postulates von Herrn Weber in Aussicht gestellt worden ist. Soweit Herr Weber zur Begründung seines Steuerabbaus politisch-psychologische Gesichtspunkte ins Feld führen will, ist er darin zu unterstützen. Nur gilt das Gesagte nicht nur für die kleineren Steuerzahler, sondern für die andern auch. Der Antrag der Kommissionsmehrheit, welcher dem Begehren nach angemessenen Erleichterungen bei der Wehrsteuer entgegenkommen will, ist als Ganzes zu betrachten. Er darf mit Überzeugung als ausgewogene Lösung bezeichnet werden. Die Streckung des Tarifes um 20% bei der Übergangsordnung, verbunden mit der Verdoppelung des Kinderabzuges auf 1000 Franken, wird sich namentlich für Familienväter mit mehreren Kindern stark entlastend auswirken. Das ist sicher zu begrüssen.

Gegenüber dem ursprünglichen Antrag Weber werden nach dem Antrag der Kommissionsmehrheit 82 440 mehr Familienväter mit Kindern aus der Wehrsteuerpflicht entlassen; dagegen bewirkt der um 500 Franken niedrigere Beginn der Wehrsteuerpflicht bei den Ledigen, dass von dieser Kategorie 46 000 mehr für die Wehrsteuer erfasst werden als nach Antrag Weber. Insgesamt sinkt die Zahl der Wehrsteuerpflichtigen nach Antrag der Kommissionsmehrheit, immer berechnet nach der 10. Wehrsteuerperiode, von 1 053 000 auf rund 696 000. Die vorgesehene Befreiung von 357 000 bisherigen Steuerpflichtigen bedeutet eine Korrektur, die verantwortet werden kann, nachdem bei der geltenden Finanzordnung zu Beginn nur mit 650 000 Wehrsteuerzahlern gerechnet wurde.

Wie vor sechs Jahren, vertrete ich auch heute die Auffassung, dass der Bund zugunsten der Kantone darauf verzichten soll, die kleinen Einkommen zur Besteuerung heranzuziehen. Die Kantone und Gemeinden, ganz besonders ländliche und Berggegenden, sind wegen ihrer besonderen Struktur auch auf die Besteuerung kleiner Einkommen angewiesen. Ihnen soll daher diese Domäne überlassen bleiben. Die Tendenz zur Entlastung der kleinen Einkommen wird nun durch den Antrag auf Verdoppelung der Kinderabzüge auf 1000 Franken akzentuiert. Der Bund kann sich diese vermehrte Entlastung der Familien mit Kindern durchaus leisten, während die meisten Kantone auch hier eine grössere Zurückhaltung üben müssen,

namentlich dort, wo eine finanzkräftige Industrie und die grösseren Steuerzahler zu den Raritäten gehören.

Wenn finanzpolitische, aber auch sozialpolitische Bedenken gegen den Mehrheitsantrag der Kommission auch im Hinblick auf die geringen Ausfallunterschiede kaum im Ernst geltend gemacht werden können, so trifft dies erst recht auf die konjunkturpolitische Seite der Einwände zu. Ob 33,8, 34,5 oder 39,8 Millionen Ausfall bei der Wehrsteuer entstehen, der Entscheid über diese Frage ist konjunkturpolitisch gesehen völlig belanglos. Die Differenz macht ja keine 2% der gegenwärtigen Fiskaleinnahmen des Bundes aus. Die antizyklischen Theorien in Ehren! Aber es geht doch vor allem darum, eine Lösung zu finden, welche die Annahme der Verfassungsvorlage bei Volk und Ständen sichert und damit auch dem Bunde wieder eine genügende Finanzgrundlage zur Erfüllung seiner Aufgaben in den kommenden Jahren gewährleistet. Die revidierte Finanzordnung wird erst auf den 1. Januar 1965 in Kraft treten. Die Steuernoten werden aber für 1965 erst im Frühjahr 1966 versandt werden. In diesen 3 Jahren kann sich auch konjunkturell manches ändern. Daher ist auch eine konjunkturpolitische Beurteilung der heute zu beschliessenden Erleichterungen bei der Wehrsteuer gar nicht möglich.

Abschliessend stelle ich fest, dass nach dem Antrag der Kommissionsmehrheit die Wehrsteuer für juristische Personen keine Änderungen erfährt und auch der Maximalsatz von 8% für die Einkommen von 144 000 und höher nicht reduziert wird. Es handelt sich also hier nicht um einen 20prozentigen Rabatt, wie irrtümlich von diesem oder jenem gesagt wird. Die durchgängige Streckung des Tarifes um 20% darf als eine verantwortbare, massvolle und gerechte Lösung bezeichnet werden, mit der eine weitere Verschärfung der Progression vermieden wird. Sie muss als Korrelat zu der kräftigen Erhöhung des Familienabzuges und der Kinderabzüge betrachtet werden.

Ich bin überzeugt, dass Ihr Entscheid abstimmungspolitisch von grösster Bedeutung sein wird und möchte Ihnen daher den Antrag der Kommissionsmehrheit zur Annahme empfehlen, auch im Namen der einstimmigen radikal-demokratischen Fraktion. Ich möchte Sie auch bitten, den Antrag Weber abzulehnen. Hingegen möchte ich persönlich den Antrag von Herrn Kollega Tschopp unterstützen.

Weber Max: Ich möchte Ihnen zuerst möglichst einfach erklären, in welcher Situation wir uns befinden. Wenn wir den Antrag Dafflon auf die Seite stellen, den Antrag Tschopp und auch meinen als Nebenanträge behandeln, so haben wir drei wichtige, entscheidende Anträge: den Antrag des Bundesrates, den Antrag der Minderheit der Kommission und den Antrag der Mehrheit der Kommission.

Ich habe meinen ursprünglichen Antrag, der gewissermassen ein Extrem nach der andern Seite noch unterhalb desjenigen des Bundesrates gewesen wäre, fallen lassen. Die Minderheit vertritt gewissermassen einen Kompromissvorschlag. Ich bin eigentlich erstaunt, dass Herr Ackermann die Gelegenheit nicht wieder wahrgenommen hat, um als Niklaus von der Flüe nun eben den Kompromiss zu unterstützen. Er hat sich früher etwa in dieser Rolle gefallen, aber jetzt ist er aus der Rolle gefallen, und ich nehme sie auf. Was ist der Unterschied? Der Unterschied zwischen Mehrheit und Minderheit und Bundesrat besteht nur darin, dass der steuerfreie Abzug nach Antrag Bundesrat 500 Franken weniger hoch geht. Im übrigen ist der Antrag Bundesrat identisch bei der Skala mit dem Antrag der Minderheit. Minderheit und Mehrheit stimmen also überein bei der Erhöhung des steuerfreien Minimums,

gehen 500 Franken weiter als der Bundesrat, aber sie differieren in der Skala.

Nun möchte ich Ihnen, nachdem ich gestern den psychologisch-politischen Standpunkt etwas markiert habe, noch über die finanzwirtschaftliche und konjunkturpolitische Seite etwas sagen.

Meine finanzwirtschaftlichen Argumente gehen davon aus, dass wir nicht nur an den Steuerzahler und an unsere Steuerrechnung denken müssen, sondern auch an den Staat. Wir sind alle Staatsbürger. Sie werden vielleicht sagen, ich hätte eine gewisse «déformation professionnelle»; aber ich hatte diese Einstellung schon früher. Wir haben heute maximale Einnahmen dank der Konjunktur. Das wird nicht so bleiben. Wir wollen ja die Konjunktur sogar bremsen. Die Zolleinnahmen, die einen Rekord erreicht haben, dank der Rekoreinfuhr, werden zurückgehen; sie werden schon in diesem Jahre voraussichtlich die Zahlen des letzten Jahres nicht mehr erreichen. Die Einnahmen werden also nicht mehr steigen, sondern eher zurückgehen. Wir haben andererseits grosse Mehrausgaben vor uns. Ich nenne nur zwei: einmal die Ausgaben für die Landesverteidigung. Nach dem Finanzplan des Bundesrates müssen wir im Jahre 1969 mit 1,8 Milliarden Militärbudget rechnen; das sind 600 Millionen mehr als heute. Ich nenne die AHV, Alle Parteien sind für eine Verbesserung der AHV. Die öffentliche Hand muss später mehr leisten als heute. Es können 500, 600 Millionen sein; das wissen wir noch nicht. Aber ich zitiere den freisinnigen Pressedienst, der im letzten Herbst gesagt hat: «Bund und Kantone müssen auch ohne Vornahme weiterer Rentenerhöhungen im Laufe der nächsten 20 Jahre für eine Deckung für zusätzliche Jahresausgaben der AHV von mehr als 700 Millionen aufkommen! Es dürften daher keine Beitragserhöhungen der öffentlichen Hand für die Finanzierung von Leistungsverbesserungen zugestanden werden, ohne dass gleichzeitig an die erforderliche Deckung gedacht wird.» Sie müssen jetzt an die Deckung denken; Sie können jetzt nicht Steuern weitgehend abbauen und denken, wir könnten sie wieder erhöhen. Ich erwähne noch die «Neue Zürcher Zeitung», die seinerzeit zum Budget für das laufende Jahr geschrieben hat, das Budget gebe ein viel zu optimistisches Bild von den Auswirkungen des nächstjährigen Voranschlags auf die Konjunktur. Hier sind wir einmal einig mit der «Neuen Zürcher Zeitung». Ich möchte noch einen ebenfalls massgebenden Zeugen erwähnen: Herrn Dr. Motta, Mitglied des Direktoriums der Schweizerischen Nationalbank, der in der letzten Woche in einem sehr interessanten Vortrag vor der Volkswirtschaftlichen Gesellschaft des Kantons Bern gesagt hat: «Der Nationalstrassenbau ist heute ein Inflationsherd.» Weshalb? Der Bund gibt nach Budget für dieses Jahr 500 Millionen dafür aus; es sind aber nur 184 Millionen gedeckt durch den Zuschlag auf dem Benzinzoll. (Vielleicht werden es auch 200 Millionen sein.) Aber jedenfalls muss der Bund Voranschuss leisten für etwa 300 Millionen. Das haben wir jenen zu verdanken, die seinerzeit die erste Vorlage über den Benzinzoll-Zuschlag abgelehnt haben.

Nun die konjunkturpolitischen Aufgaben! Alle reden und schreiben, man sollte, und man müsste die Konjunktur dämpfen, man sollte die Nachfrage beschränken. Die «Neue Zürcher Zeitung» hat, ich glaube, 13 Artikel, wenn nicht noch mehr, über dieses Thema gebracht, recht interessante und hochstehende Artikel, möchte ich sagen. Ein Artikel stammte vom Direktor der Eidgenössischen Finanzverwaltung, Herrn Dr. Redli, der sehr prägnant zum Ausdruck brachte, dass der Bund eigentlich keine Steuern abbauen sollte, sondern nach den genauen Richt-

linien der Finanzwissenschaft sogar eher die Steuern erhöhen sollte.

Wenn wir die Konjunktur bremsen wollen, so wollen Sie ja sicher keine interventionistischen Mittel, sondern Sie wollen liberale Mittel. Das einfachste, liberalste Mittel ohne Dirigismus ist aber die Abschöpfung von Kaufkraft auf dem Wege über den Finanzhaushalt. Wenigstens einzelne von Ihnen muten den Arbeitern zu, auf Lohnerhöhungen und auf ihren bisherigen Anteil am Volkseinkommen zu verzichten, aber sie lehnen es ab, dass von den grossen Einkommen ein bescheidener Teil abgeschöpft werden soll. Nach den finanzwissenschaftlichen Postulaten sollten die Steuersätze sogar erhöht werden. Ich möchte Herrn Kollega Schmid Werner immerhin sagen, dass sein Witz über die Nationalökonomien etwas billig war. (Zwischenruf Schmid Werner: Es war ja Dr. Guido Müller!) Ich gebe zu, dass es nicht häufig vorkommt, dass sie alle einer Meinung sind. Aber diesmal, in dieser Frage, sind sie einig. Das ist eine Seltenheit, und das sollten wir beachten.

Nun, Sie klagen über die kalte Progression. Aber die kalte Progression ist für die grossen Einkommen eigentlich im voraus beseitigt worden durch die Finanzordnung 1958, durch die Reduktion des maximalen Steuersatzes auf 8% und durch die Beseitigung der Vermögenssteuer. Die Rechnung, die Dr. Aschinger von der «Neuen Zürcher Zeitung» gemacht hat über die steilere Progression, die entstehe nach unsern Vorschlägen, ist meines Erachtens irreführend, weil er die Aufhebung der Vermögenssteuer vollständig negiert. Es gibt ja keine grossen Einkommen von 100 000 Franken und mehr pro Jahr, ohne dass auch etwas gespart wird; das sind ja keine Verschwender. Wenn Sie 100 000 Franken nur als Kapitalertrag nehmen, so betrug der Steuerabbau von 1955 auf 1959 63%. Damit war also die kalte Progression im voraus schon beseitigt, und die Berechnungen über die Verschärfung der Progression stimmen nicht.

Ich möchte beiläufig ein Wort sagen zu einem Vorschlag, der aufgetaucht ist in einigen Kantonen, der hier glücklicherweise nicht aufgenommen wurde, nämlich den Vorschlag einer Indexsteuer. Ich halte einen solchen Vorschlag für ganz unannehmbar und möchte hier wieder auf die «Neue Zürcher Zeitung» greifen, die den Bericht der Bankgesellschaft zitiert hat, wonach Indexpsychologie zur Gleichgültigkeit gegenüber der Stabilität des Geldwertes führe und das gefährlichste Inflationsvirus züchte.

Nun hätte ich gerne einige Worte gesagt zum Votum von Kollega Häberlin von der letzten Woche. Er ist leider erkrankt. Ich habe ihm seinerzeit, als er in der Budgetdebatte vom Dezember die konjunkturpolitischen Argumente so etwas leichthin behandelt hat, den Bericht der Studienkommission über Probleme einer konjunkturgerechten Finanzpolitik überreicht. Ich habe ihn Herrn Kollege Gemperli nicht gegeben, weil ich die Hoffnung nicht aufbrachte, dass er bekehrt werde. Aber ich hatte einige Hoffnung bei Herrn Häberlin. Er hat mich nun allerdings enttäuscht, indem er gerade den einzigen Satz herausgepickt hat, der eine gewisse Entschuldigung bringt für die damalige Versündigung gegenüber dem finanzwissenschaftlichen Postulat. Aber wenn er weiter geblättert hätte, dann wäre er zu den Massnahmen in Zeiten der Hochkonjunktur gekommen, wo Punkt 1 heisst: «Anstrengung von Rechnungsüberschüssen durch Zurückhaltung in den Ausgaben und durch Hochhaltung der Einnahmen.» Ich hätte ihm gerne auch noch einige Zitate aus der «Neuen Zürcher Zeitung» zitiert, aus seinem Leibblatt, wo es hiess: «Die öffentliche Finanzgebarung ist nach Möglich-

keit antizyklisch zu führen. Eine Kombination von kredit- und finanzpolitischen Massnahmen ist das eigentliche Rückgrat einer liberalen Konjunkturpolitik», und wo er gefunden hätte: «Es konzentriert sich das Liberale, Instrumentale in der Konjunkturpolitik einerseits auf die Politik der Notenbank und eine konjunkturgerechte Haushaltspolitik der öffentlichen Hand, wobei in Zeiten stark ansteigender Konjunktur nicht nur Einnahmenüberschüsse erzielt werden, sondern diese dem Kreislauf entzogen bleiben sollen.»

Nun haben wir den interessanten Fall, dass auch die «Nationalzeitung» den gleichen Standpunkt vertritt, das kommt ja nicht immer vor, dass die beiden massgebenden freisinnigen Zeitungen die gleiche Meinung vertreten, aber in dieser Frage sind sie offenbar einig. Die «Nationalzeitung» geht sogar noch etwas weiter. Herr Eberhard hat unter dem Titel «Steuerabbau zur falschen Zeit» gesagt: «Den konjunkturpolitischen Fehler könnte man vermeiden, ausgerechnet im Augenblick, da Konjunkturdämpfung das Schlagwort der Stunde und unbedachte Investition der Prügelknabe ist, Steuerabbau zu verlangen! Damit gäbe man der Wirtschaft ja nur neuen Auftrieb. Zwar klat-schen vielleicht alle Uneinsichtigen dieser Parole Beifall. Aber die Verantwortlichen dürfen da nicht mittun.» Wir werden bei der Abstimmung sehen, wieviele Uneinsichtige und wieviele Verantwortliche hier in diesem Rate sind.

Empört hat mich eine Vernehmlassung von freisinniger Seite. Das war das seinerzeitige Inserat in der «Neuen Zürcher Zeitung» unter dem Titel «Auch der Bundesfiskus überfrisst sich», unterzeichnet: «Freisinnige Partei der Stadt Zürich». Ich möchte fragen, ob die freisinnigen Vertreter des Standes Zürich einverstanden sind, dass eine derartige Propaganda gemacht wird gegen den Fiskus und indirekt oder direkt gegen den Staat. Ich glaube, Herr Bundesrat Streuli würde auch hier sagen wie seinerzeit zum «Steuerbatzen», das sei schlechte Literatur. Aber was den «Steuerbatzen» anbetrifft, ja er hat schon etwas gemerkt. Er schreibt nämlich in bezug auf die SBB: «Die Reihe der fetten Jahre für die SBB droht deshalb zu Ende zu gehen, es könnte nicht schaden, wenn man dieser Tatsache rechtzeitig ins Auge blickt und daraus die Konsequenzen zieht.» Er hat sie noch nicht gezogen in bezug auf den Bundesfiskus, aber vorläufig in bezug auf die SBB. Vielleicht kommt die andere Einsicht auch noch.

Nun möchte ich aber noch etwas anderes hervorheben. Eine Seite, die auch Herrn Kollega Gemperli interessieren muss. Die Wehrsteuer ist nämlich ein Mittel des Finanzausgleichs, ja, sogar das wirksamste Mittel des Finanzausgleichs. Und ein Abbau der Wehrsteuer bedeutet auch einen Abbau des Finanzausgleichs auf Kosten der finanzschwachen Kantone. Die Reichen in den reichen Kantonen werden entlastet und die finanzschwachen Kantone müssen den Ausfall kompensieren durch ungerechtere Belastung. Herr Kollega Diethelm hat Ihnen in der letzten Woche erzählt, dass der Kanton Schwyz 385 000 Franken in einem Jahr erhalten hat aus dem Finanzausgleich der Wehrsteuer. Der Kanton Freiburg hat 472 000 Franken erhalten im Jahre 1961. Der Kanton Wallis hat sogar 630 000 Franken erhalten. Alle diese Zahlen schrumpfen zusammen, um so mehr, je mehr sich die Wehrsteuer reduziert. St. Gallen gehört auch zu den Bezüglern im Finanzausgleich der Wehrsteuer, und ich weiss nicht, ob Herr Gemperli, wenn er noch Finanzdirektor wäre, hier nicht vielleicht doch eine etwas andere Haltung einnehmen würde.

Nun ist gesagt worden, die Differenz sei ja klein. Herr Ackermann hat das erwähnt: Antrag Bundesrat 27 Millionen, Antrag Minderheit, ich sage Kompromiss-

antrag, 34 Millionen, Antrag Mehrheit 40 Millionen. Es kommt aber nicht nur auf die Beträge an, sondern es kommt auch auf die Tendenz an. Im übrigen werden wir uns ja sehr bald bei der Beratung des Wehrsteuergesetzes mit diesen Fragen erneut auseinanderzusetzen haben. Ich möchte Ihnen schliesslich noch etwas zitieren, das Sie im Jahre 1957/58 beschlossen haben. Sie haben damals einen neuen Artikel in die Bundesverfassung eingefügt, in dem es heisst: «Der Fehlbetrag der Rechnung ist abzutragen.» Ich habe damals den Standpunkt vertreten, das wäre nicht nötig. Das sei so selbstverständlich, dass man das nicht in die Verfassung aufnehmen müsse. Doch Sie haben das so beschlossen. Aber nun halten Sie es auch. Wir haben beigefügt: «Dabei ist der Wirtschaftslage Rechnung zu tragen.» Das bedeutet eben, bei Hochkonjunktur muss möglichst viel abgetragen werden, in einer Depression kann man darauf verzichten.

Ich komme zum Schluss. Ich möchte meine Ausführungen folgendermassen zusammenfassen: 1. Die Finanzdecke des Bundes ist angesichts der in Aussicht stehenden Mehrauslagen sehr knapp. Eine Steuerentlastung ist daher auf das Allernotwendigste zu beschränken. 2. Die Finanzpolitik muss mit der Konjunkturpolitik koordiniert werden. Es wäre unverantwortlich, dort, wo die Tragfähigkeit unbestreitbar vorhanden ist, grosse Reduktionen zu gewähren. 3. Der Vorschlag der Minderheit ist ein Kompromiss zwischen dem ursprünglichen sozialdemokratischen Antrag, der nur die steuerfreien Minima erhöhen wollte, und dem Antrag des Bundesrates einerseits, und dem Antrag der Mehrheit andererseits. Stimmen Sie diesem Kompromissantrag zu. Weiter zu gehen ist nicht zu verantworten.

Meyer-Zürich: Ich gehöre nach Auffassung von Herrn Kollega Weber wahrscheinlich zu den Uneinsichtigen und Unverantwortlichen, wenn ich Ihnen nun empfehle, dem Antrag der Mehrheit, nämlich der Erstreckung des Wehrsteuertarifes um 20%, zuzustimmen. Der Unterschied zwischen den Auffassungen der Mehrheit und der Minderheit besteht darin, dass die Minderheit nur die durch die Teuerung bedingte Einkommenserhöhung, die entstandene kalte Progression, beseitigen möchte. Die Mehrheit möchte einen kleinen Schritt weitergehen und damit auch eine sehr bescheidene Entlastung des Steuerzahlers durch die Erstreckung des Tarifes um 20% erwirken. Denn diese Entlastung, so bescheiden sie ist, ich doch für jeden einzelnen Steuerzahler in Franken und in Rappen wahrnehmbar. Diese Tariferstreckung gemäss Antrag der Mehrheit um 20% soll aber neben der notwendigen steuerlichen Entlastung zufolge der kalten Progression noch eine weitere Aufgabe erfüllen.

Wir stehen heute im Zeitalter einer sehr starken und früher allgemein für unmöglich gehaltenen Einkommenssteigerung. Wir dürfen uns alle miteinander darüber freuen, soweit diese Einkommenssteigerung Ausdruck einer echten Hebung der Produktivität ist; weniger dürfen wir uns darüber freuen, wenn diese Steigerung der Einkommen nur das Spiegelbild einer fortschreitenden Geldentwertung ist. Wir sind alle der Auffassung, dass auch der Staat durch diese allgemeine Einkommenssteigerung proportional vermehrte Einnahmen erhalten soll. Das ist von niemandem bestritten. Dagegen ist es sehr fraglich, ob es tatsächlich dem Willen des Gesetzgebers entspricht, dass diese direkten Steuereinnahmen des Staates nicht nur proportional zum Volkseinkommen, sondern mit einer starken Progression zunehmen.

Die mit der Wohlstandsvermehrung zusammenhängende Erhöhung der Realeinkommen hat nun zur Folge, dass der Bürger in immer höhere Progressionsstufen rückt. Damit vergrößert sich der Anteil des Staates am Ertrag der Wirtschaft ebenfalls progressiv, das heisst jede Wohlstandsvermehrung, die an und für sich erwünscht und erfreulich ist, bringt nicht nur eine entsprechende, sondern eine überproportionale Erhöhung der Steuerbelastung mit sich. Man wird mir sagen, dass das nun eben im System der direkten Steuern beruht und dass diese direkten Steuern auf dem Grundsatz der Tarifprogression aufgebaut sind. Das ist richtig, aber das darf nicht dazu führen, dass dies allmählich zu einer Überspitzung der Belastung führt.

Der Antrag auf eine Erstreckung des Tarifes um 20% mit dem Ziel der Erreichung einer Erleichterung für die natürlichen Personen ist daher in jeder Beziehung gerechtfertigt. Er bedeutet nicht, wie das gestern erwähnt wurde, eine Ausschaltung der kalten Progression auf Vorrat, und es ist bedauerlich, dass Bundesrat und Minderheit diesem Minimalbegehren Opposition machen. Dieser Antrag der Mehrheit steht aber auch in einem innern Zusammenhang mit der sehr weitgehenden Entlastung durch die Sozialabzüge und durch die Erhöhung der Freigrenzen. Dieser Abbau geht ebenfalls weiter, als es die Ausschaltung der kalten Progression effektiv erfordern würde. Ich stimme aber diesen Erleichterungen zu. Sie sind jedoch nur dann richtig, gerechtfertigt und annehmbar, wenn auf der ganzen Linie durch die Tarifkorrektur im gleichen Ausmasse die direkte Bundessteuer ebenfalls etwas reduziert wird. Ich ersuche Sie daher noch einmal um Zustimmung zum Antrag der Kommissionsmehrheit.

Weibel: Die Phalanx der «Unverantwortlichen» erweitert sich um eine weitere Stimme. Ich kann sie aber trotzdem nicht unterdrücken und möchte noch einmal, zum Xten Male, feststellen: Unsere Differenz, um die jetzt hier gekämpft wird, beträgt nur einige wenige Millionen. Es geht um die Tendenz, Herr Weber, damit bin ich mit Ihnen ganz einverstanden; es geht auch uns um die Tendenz. Die Einwände der Konjunkturwidrigkeit, die wir Unverantwortlichen mit diesem Vorschlag des weiteren Steuerabbaues begehen, können nicht ernst genommen werden, da es doch, wie Sie selbst sagten, Herr Weber, nur um wenige Millionen geht. Auch Sie, Herr Bundesrat Bonvin, haben letzte Woche erklärt, als es um die Höhereinreihung von Bundesbeamten ging, es würde dies etwa 60 Millionen Franken Mehrausgaben verursachen, dass sich diese Mehrausgaben von 60 Millionen Franken aber auf so viele Bezüger verteilen würden, dass der Konjunktüreinfluss nur sehr gering sei. Auch hier, diese wenigen Millionen, die sich ja auf noch viel mehr Leute verteilen werden, wie sollen denn die einen konjunkturmässig wesentlichen Einfluss haben, wenn wir einen kleinen Schritt weitergehen? Ich glaube übrigens, dass sich die Steuerzahler mit dem Geld, das sie zurückbehalten können, mindestens so konjunkturgerecht verhalten werden wie der Bund es tun würde, wenn er dieses Geld einkassiert hat.

Der zweite Einwand, wir seien gegen den Schuldenabbau. Das ist doch irgendwie nicht ganz ernst zu nehmen. Auch wir, die Mehrheit, sind für einen weiteren Schuldenabbau. Die Differenzierung ist wiederum nur einige ganz wenige Millionen. Dann müssen wir doch auch feststellen, dass sich die Situation der Verschuldung des Bundes grundlegend geändert hat. Es wäre doch lächerlich, wenn ich hier gegen einen Schuldenabbau redete, was meiner Überzeugung widersprechen würde. Aber ich darf doch

feststellen, dass 1946 die Bundesschuld 8,5 Milliarden Franken betrug. Es waren dies damals 58% des Volkseinkommens, also hatten wir damals ohne Zweifel eine hohe Verschuldung. 1962 dürfte die Bundesverschuldung noch ungefähr 5,5 Milliarden Franken ausgemacht haben, immer noch ein beträchtlicher Betrag, aber noch etwa 15% unseres Volkseinkommens. Man muss doch auch diese Proportionen sehen. Ich will damit nicht etwa minimisieren und sagen, man solle nicht mehr Schulden tilgen. Wenn es dann aber um 5 oder 10 Millionen mehr oder weniger Schuldenabbau geht, kann man doch nicht sagen, das sei Unverantwortlichkeit. Wir wollen doch feststellen, dass die Finanzlage des Bundes in der Welt fast einzigartig dasteht, wenn wir mit andern Staaten vergleichen. Es soll ja auch so sein. Das ist wohl auch mit ein Grund, dass die halbe Welt ihr Geld nach der Schweiz schicken will. Man soll hier aber nicht dergleichen tun, als ob wir hier unverantwortlich handeln würden.

Nun herrscht zwischen Mehrheit und Minderheit Einigkeit darüber, dass wir eine soziale Vorlage bringen wollen, dass wir die Kinderabzüge grosszügig behandeln wollen. Das ist richtig und auch notwendig. Indem man nun bei den Kinderabzügen auf 1000 Franken je Kind geht, ist es nun so, dass der kinderreiche Familienvater praktisch mit Sicherheit aus der Wehrsteuer herausfallen wird. Das ist auch richtig. Ich glaube, im Zeichen der Arbeitskraft-Mangelsituation, die wir jetzt haben, beginnt man so langsam auch für die kinderreichen Familienväter doch etwas mehr Verständnis zu bekommen. Auch die Verheiratetenabzüge, wie sie Herr Weber vorgeschlagen hat, sind voll berücksichtigt worden. Überhaupt haben wir in der Mehrheit ja seinen Vorschlägen, mit der kleinen Differenz bei den Ledigen, vollständig zugestimmt. Ich möchte das doch festhalten, weil auch wir eine soziale Vorlage schaffen wollen. Wir wollen, dass die unteren Kategorien aus der Wehrsteuer wegfallen. Wir sind damit einverstanden. Wir wollen darum nicht, dass, wie der Bundesrat vorschlägt, bei 6500 Franken begonnen wird. Sonst wird man an einem schönen Tag wieder sagen, wie es Herr Weber jetzt gemacht hat gegenüber der Streuli-Vorlage, dass es nicht gestimmt hat, dass so und so viele Hunderttausend aus der Wehrsteuer herausgefallen sind; denn ich muss sagen, dass ich schon damals gewisse Zweifel gehabt habe an den Berechnungen, die da gemacht werden, und ich habe sie wieder. Es muss hier etwas grosszügiger vorgegangen werden, damit dann das, was wir in der Kampagne sagen, dass so und so viele Hunderttausend aus der Wehrsteuer herausfallen, auch wirklich stimmt.

Wir wollen aber auch eine gerechte Vorlage, und hier beginnt nun eine gewisse Meinungsverschiedenheit, wie immer, wenn man über Gerechtigkeit spricht. Die Minderheit will sehr einseitig nur unten abbauen; wir wollen dort vollständig auch, aber wir wollen auch ein kleines Gleich nach oben tun, ganz im Sinne des Grundsatzes von Herrn Kollega Gemperli, der sagt, dass der Steuerzahler auch ein Mensch sei. Ich möchte dahin präzisieren, dass auch der höhere Steuerzahler ein Mensch ist, und dass er sogar ein sehr interessanter Mensch ist für den Fiskus. Auch er soll das Gefühl haben – Sie sehen ja auf der Fahne die absoluten Zahlen, wie die Differenzen klein sind – dass man ein ganz klein wenig auch an ihn gedacht habe.

Wir wollen auf der andern Seite, dass der Bund genügend Geld hat. Er soll nicht gerade zu viel haben, aber er soll genügend Geld haben. Darum sind wir ja damit einverstanden, dass grosszügig weiter Steuergelder eingehen.

Aber eine ganz kleine Differenzierung nach unten sollte nun möglich sein. Man spricht nun hier von den grossen Aufwendungen! Man sagt nun bereits, die Armee werde 1,8 oder 2 Milliarden kosten in kurzer Zeit. Ich glaube nicht, im Geruche zu stehen, dass ich der Armee die Mittel vorenthalten will. Aber dazu wollen wir dann noch reden, ob sie in zwei, drei Jahren 1,8 oder 2 Milliarden kosten wird. Wir wollen nie eine Grossmachtarmee aufstellen; diesen Grössenwahn wollen wir nicht haben und können wir uns nicht leisten. Dass sie mehr kosten wird, einverstanden, aber dass man jetzt glatt schon präsumiert, dass sie jedes Jahr 150 oder 200 Millionen mehr kosten wird, das scheint mir nicht richtig zu sein.

Wir wollen aber auch – das ist bis jetzt noch nicht so betont worden – eine längerfristige Lösung. Bis jetzt konnten wir immer nur so für fünf oder sechs Jahre die Bundesfinanzen regeln. Wir schlagen jetzt ja vor, auf 10 Jahre zu gehen. Und da liegt ein Hauptgrund, warum man etwas weiter gehen soll, damit man auch dem Stimmbürger klar machen kann, dass er etwas jetzt davon hat und nicht schon in ganz wenigen Jahren, wieder in absoluten Zahlen gesehen, in der heutigen Situation steht. Diese Längerfristigkeit liegt sehr im Interesse des Bundes.

Ich habe von den Steuerzahlern gesprochen. Diese Steuerzahler haben noch ihr Wort zu sagen. Der endgültige Entscheid über diese Vorlage wird nicht hier in diesem Saal, sondern vom Volk gefällt; es ist ja eine Verfassungsvorlage, die noch vor das Volk muss. Wir haben ja unsere Erfahrungen gemacht mit Bundesfinanzreformen; auch Herr Weber hat seine Erfahrungen gemacht. Es kommt doch darauf an, dass wir eine Vorlage schaffen, die wir vor dem Volke durchbringen. Und wir bringen sie am besten durch, wenn wir einem jeden etwas, und wenn es auch nur wenig ist, bieten. Die Mitteilung, dass die Bundeseinnahmen 3,6 Milliarden ausmachen und die noch kommende Mitteilung, dass der Fiskus 500, oder 600 Millionen wahrscheinlich, im Jahre 1962 plus gemacht hat, liegen im Vorfeld der kommenden Abstimmung, die ja, glaube ich, noch dieses Jahr stattfinden soll. Das weiss der Stimmbürger und das weiss der Steuerzahler. Er will darum ein ganz klein wenig etwas mithaben vom Kuchen, dann wird er zustimmen. Ich bin nicht so optimistisch wie Herr Bundesrat Bonvin mit Bezug auf die Einstellung der Steuerzahler. Er hat uns das Beispiel aus dem Wallis, das eine Urkunde verdient, gesagt, dass ihm schon ein einfacher Mann gesagt habe, er wolle auch etwas Steuern zahlen, er sei ja auch ein Bürger, das brauche er für sein heimatbewusstes Gefühl. Dieser Mann gehörte vergoldet. Ich bin einverstanden, aber es ist nach meiner Meinung nicht ein schwarzer, sondern ein weisser Rabe. Ich habe die gegenteiligen Stimmen viel zahlreicher gehört und bin der Meinung, dass eben mit mir – ich bin auch so einer – der durchschnittliche Steuerzahler ein ganz gewöhnlicher schwarzer Rabe ist. Diesen Leuten müssen wir nun mündgerecht machen, dass sie einer Vorlage zustimmen, die dem Bund viele hundert Millionen jedes Jahr bringt. Um das zu erreichen, wollen wir diesen Steuerzahlern ein Dutzend Millionen mehr Steuerabbau offerieren. Ich glaube, wenn wir dann das Ziel erreichen, nämlich die Zustimmung des Volkes, dann haben wir dem Bund Verantwortungsbewusst und konjunkturgerecht geholfen. Das bitte ich Sie auch zu tun und daher der Mehrheit zuzustimmen.

M. Bringolf-La Tour-de-Peilz: Je ne serais pas intervenu dans le débat si je n'avais entendu M. Weibel, qui, avec des trémolos dans la voix, essaye de nous convaincre de voter en faveur de la majorité. Je m'étonne de voir avec quel amour et quelle tendresse on se penche, pour une

différence si minime, sur des revenus de 30 000, 48 000, 72 000, 102 000 et 144 000 francs, alors qu'hier au sujet d'une proposition relative à l'exonération des chaussures d'enfant de familles nombreuses, on a pleuré sur les millions qui allaient manquer à la Confédération. On oublie aujourd'hui l'abandon de quelque 60 millions en faveur de pauvres diables pour parler du malheur de personnes dont les revenus vont jusqu'à 144 000 francs par année.

Messieurs, je crois que ce n'est pas faire de la démagogie que de vous mettre au devant de ces réalités. Devant le peuple, vous aurez certainement conscience que la petite différence que cela représente vaut la peine d'être maintenue aux finances de la Confédération.

M. Glasson, rapporteur de la majorité: Le débat que nous venons de vivre ce matin a été certainement de nature à intéresser au plus haut point notre assemblée. Il s'agit en effet, à travers des chiffres, de principes et c'est bien de cela qu'il doit s'agir en définitive, me semble-t-il. J'ai, hier déjà, exposé l'avis de la majorité de la commission en ce qui concerne l'article 8, alinéa 3, lettre b. J'ai déclaré que c'est à l'unanimité que la commission admettrait le chiffre 1, que le Conseil fédéral s'était rallié à cette façon de voir, mais qu'en ce qui concernait le chiffre 2, nous étions en présence de trois propositions, celle de la majorité, celle de la minorité et celle du Conseil fédéral.

En ce qui concerne le chiffre 1, je n'entends revenir que sur les propositions qui sont intervenues depuis lors. La première que vous me permettez d'examiner c'est celle de notre honorable collègue M. Weber qui propose une déduction de 500 francs pour les personnes célibataires. M. Weber, ce matin, dans un discours procédant d'un élan extrêmement juvénile et avec beaucoup d'humour, a fustigé à droite et à gauche, défendant sa proposition avec énormément de brio. Mais revenons peut-être tout tranquillement à la réalité et surtout rappelons l'évolution qu'a faite M. Weber en ce domaine. En effet, devant la commission, notre collègue avait proposé une déduction de 1500 francs pour les célibataires et de 3000 francs pour les personnes mariées. Mais dans son idée, il ne s'agissait pas du tout de toucher au tarif et pour M. Weber c'était en quelque sorte une manière de répondre à la progression froide en allégeant les célibataires et les personnes mariées par cette augmentation de 1500 francs puisqu'actuellement il y a une déduction de 1500 francs pour les personnes mariées.

A l'opposé de cette proposition, il y avait ce qu'on a appelé le système Ackermann, puisque c'est lui qui a fait la proposition, qui tendait à la fois à combiner les déductions pour personnes mariées et pour les enfants avec un étirement du tarif qu'il a proposé à 20%. C'est donc un système qui entendait englober l'ensemble des contribuables et non pas seulement une partie d'entre eux. Car la proposition de notre collègue Weber avait le désavantage de l'inégalité de traitement pour une série de contribuables. Et c'est la raison pour laquelle la commission a rejeté cette proposition Weber par 19 voix contre 7, les 19 voix allant à la proposition Ackermann. Aujourd'hui, M. Weber admet la déduction de 2000 francs pour personnes mariées et 1000 francs pour les enfants, mais il propose en plus une déduction de 500 francs pour les célibataires s'ajoutant à la proposition de la minorité concernant le chiffre 2. Que M. Weber me permette de lui dire que s'il a beaucoup pensé à l'Etat – et c'est vrai, il y pense, mais il n'est pas le seul d'ailleurs –, il propose tout de même une réduction de 500 francs qui va au-delà de la proposition de la minorité. Et il eût été, dans la logique de son système, préférable de renoncer à cette proposition car, en effet, le début de l'assujettissement pour les céliba-

taires se présenterait comme suit: dans le régime actuel, à 6000 francs, selon la proposition du Conseil fédéral, à 6500 francs, selon la proposition de la majorité et de la minorité, à 7000 francs en proposant une déduction pour les célibataires. Notre collègue porte en fait le début de l'assujettissement à 7500 francs. Il obtient donc ainsi le même résultat qu'il aurait eu avec sa proposition faite à la commission, c'est-à-dire 6000 francs plus une déduction de 1500 francs, ce qui vous donne les 7500 francs. C'est une proposition extrêmement habile mais je pense qu'il était tout de même nécessaire de faire observer, qu'en définitive, le résultat est le même que celui obtenu devant la commission, résultat que la commission n'a pas voulu, comme je viens de vous le dire. Cela d'autant plus que notre collègue a en quelque sorte obtenu gain de cause pour les personnes mariées, puisque nous sommes tous d'accord pour que le début de leur assujettissement commence à 6000 francs auxquels s'ajoutent les 3000 francs du chiffre 1, ce qui porte le résultat à 9000 francs. D'après les propositions de la majorité et de la minorité, le début de l'assujettissement de 7000 francs est augmenté de la nouvelle déduction de 2000 francs; nous obtenons ainsi le résultat de 9000 francs. Mais la proposition de notre collègue réduit de 2000 à 1500 francs l'écart entre les célibataires et les personnes mariées. Au début, lorsque les célibataires étaient imposés à partir de 2000 francs de revenu et les personnes mariées à partir de 3000 francs, cet écart était de 1000 francs. Etant donné l'augmentation du coût de la vie et la hausse générale du minimum imposable pour les célibataires, qui a passé de 2000 à 6000 francs, porter cet écart à 2000 francs nous paraît convenable, justifié. En revanche, le réduire de 500 francs compromettrait le résultat recherché. Le nombre des personnes non astreintes au paiement de l'impôt serait, sur la base des chiffres de 1959: de 259 000 selon la proposition du Conseil fédéral, de 357 000 d'après celles de la majorité et de la minorité et de 380 000 selon M. Weber. Cette augmentation du nombre des contribuables non astreints au paiement de l'impôt ne paraît pas très équitable, car elle n'est pas due à la progression froide, mais simplement à l'augmentation des salaires réels.

Il faut bien reconnaître que la proposition Weber n'entraînerait pas pour la Confédération une perte très importante, puisqu'elle serait inférieure à un million par an, exactement 750 000 francs. A nous qui parlons constamment ces jours-ci de millions, un tel chiffre paraît évidemment très modeste. Mais comme M. Weber et d'autres orateurs l'ont dit ici, il s'agit avant tout de marquer une tendance, de rechercher ensemble les moyens d'assurer à la Confédération les recettes qui lui sont indispensables, tout en diminuant les charges des contribuables dans la mesure où cela est non seulement possible, mais surtout équitable. En définitive, il s'agit là d'une question de mesure, de juste milieu. Il nous apparaît, quant à nous, que le chiffre 1 tel qu'il vous est proposé par la commission unanime doit être adopté et je me permets de vous prier de rejeter la proposition Weber.

En ce qui concerne les propositions de MM. Tschopp et Dafflon, la commission n'a pas eu l'occasion d'en discuter et je donnerai par conséquent un avis personnel. M. Dafflon voudrait voir accorder la déduction de 1000 francs aux enfants jusqu'à l'âge de 20 ans qui font des apprentissages ou des études. M. Tschopp va encore plus loin en prévoyant l'âge de 25 ans. Personnellement, j'estime que la proposition Tschopp pourrait et devrait être acceptée. Elle correspond à un postulat social entièrement justifié et nous devons, comme nos deux collègues l'ont déjà dit ici, encourager le plus grand nombre possible de familles à faire faire des

études à leurs enfants, car la Suisse a un très grand besoin de cadres, en particulier de cadres techniques. Cet allègement est équitable et je voterai la proposition de M. Tschopp.

Quant à M. Dafflon, il doit bien s'attendre à ce que je trouve sa proposition concernant le chiffre 2, excessive. Je vous engage à la rejeter. Là aussi, il faut savoir garder raison. Or M. Dafflon me semble y avoir manqué: faire commencer l'assujettissement seulement à partir de 10 000 francs de revenu et, d'autre part, ne point arrêter la progression à 8%, mais la poursuivre jusqu'à 15% est inadmissible. Cela signifie qu'un revenu jusqu'à dix mille francs ne serait pas imposé; que pour un revenu de 20 000 francs, un célibataire payerait 110 francs (aujourd'hui, il paie 250 francs; d'après la proposition du Conseil fédéral, il payerait 215 et d'après celle de la majorité 180). Pour 200 000 francs, l'impôt serait de 20 200 francs au lieu de 16 000 francs comme aujourd'hui. Si l'on prend les chiffres de 1959 et 1960, le nombre des contribuables serait réduit d'un million cinquante mille à 340 mille, soit 710 000, ou les deux tiers de moins qu'aujourd'hui. Cela nous amènerait évidemment à un impôt de classe. C'est bien d'ailleurs ce que veut M. Dafflon qui a dit hier à cette tribune qu'il fallait prendre l'argent où il était. Oui, M. Dafflon, prenons-le où il est, mais d'une façon équitable et que chaque citoyen fasse l'effort supportable pour le bien commun. C'est là une bonne conception communautaire, à laquelle nous sommes attachés. La perte que subirait la Confédération serait de l'ordre de 40 millions seulement. Mais là aussi il s'agit avant tout d'une question de tendance. Je vous prie d'écarter la proposition Dafflon.

Eggenberger, Berichterstatter der Mehrheit: Zunächst möchte ich mich zu Ziffer 1 noch kurz äussern. Sie haben den Antrag von Herrn Kollege Weber Max gehört. Ich möchte noch einmal sagen, um was es beim Antrag Weber geht. Es geht um die Frage, ob jene 23 000 Steuerpflichtigen, die ein Einkommen zwischen 7000 und 7500 Franken haben und ledig sind, aus der Steuerpflicht entlassen werden sollen, was für den Bund einen Ausfall von 730 000 Franken zur Folge hätte. Ich muss diese Zahl noch einmal wiederholen, weil sie zum Teil in der Presse auf Grund der gestrigen Ausführungen unrichtig wiedergegeben worden ist. Ich halte dafür, dass es sich auch beim Antrag von Kollege Weber nicht um eine grundsätzliche und das System der schweizerischen Wehrsteuer berührende Frage, sondern um eine reine Ermessensfrage handelt. Es ist ein Unterschied des Masses, ob zwischen den ledigen und den verheirateten Steuerpflichtigen mit Bezug auf das steuerfreie Einkommen ein Unterschied von 1500 Franken oder von 2000 Franken gemacht werden soll. Das ist nicht eine systematische Frage, sondern meines Erachtens eine Frage des Ermessens.

Dem Antrag von Herrn Tschopp kann ich ebenfalls beipflichten. Der Antrag Dafflon geht in der gleichen Richtung, jedoch weniger weit als jener von Herrn Tschopp; es sind offenbar auch nur Tendenzunterschiede, nicht prinzipielle Unterschiede zwischen den beiden Anträgen. Ich muss hier allerdings beifügen, dass ich zum Antrag des Herrn Tschopp, beziehungsweise des Herrn Dafflon, wie der Herr Präsident der Kommission, nur meine persönliche Auffassung kundtun kann, also nicht etwa die Auffassung der Kommission wiedergebe, die dazu gar nicht hat Stellung nehmen können.

Nun noch einige Bemerkungen zu Ziffer 2. Zunächst möchte ich Ihnen sagen, welche Auswirkungen der Antrag Dafflon mit Bezug auf die Wehrsteuer, berechnet auf der Basis der 10. Periode, haben würde. Beim Antrag Dafflon würden 710 000 jetzt Steuerpflichtige nicht mehr steuer-

pflichtig sein und die Zahl der verbleibenden Pflichtigen würde sich auf 342 887 reduzieren. Es würden also nach Antrag Dafflon rund zwei Drittel oder mehr als zwei Drittel der jetzt Steuerpflichtigen von jeder Wehrsteuerpflicht befreit. Ich glaube, schon diese Zahlen müssen einem zum Bewusstsein bringen, dass der Antrag wirklich zu weit geht, auch wenn man für weitgehende soziale Entlastungen eintritt.

Herr Ackermann hat behauptet, ich hätte gestern mehr den Minderheits- als den Mehrheitsantrag hier vertreten. Im Grunde möchte ich das bestreiten. Wenn Herr Ackermann vielleicht in einer späteren möglichst ruhigen Stunde einmal im «Stenographischen Bulletin» meine Ausführungen nachliest, dann wird er sicher herausspüren, dass es mein ehrliches Bemühen war, die verschiedenen Standpunkte und ihre Auswirkungen miteinander zu vergleichen, einander gegenüberzustellen. Natürlich kann ich so wenig wie Herr Kollege Ackermann aus meiner Haut heraus, das möchte ich ohne weiteres zugeben. Ich glaube, das versteht Herr Kollega Ackermann auch durchaus und es ist mir immer zuwider gewesen und wird mir auch in Zukunft zuwider sein, aus meinem Herzen eine Mördergrube zu machen.

Mit Bezug auf die heutige Auseinandersetzung über die Ziffer 2 möchte ich mich auf wenige Bemerkungen beschränken. Ich habe die Auffassung, dass absolut kein Grund besteht, die jetzt bestehenden Unterschiede zu dramatisieren. Es sind nicht prinzipielle, grundsätzliche Unterschiede, man möchte denn sagen, dass die mehrfach angedeuteten Tendenzen Widerspiegelungen grundsätzlicher Unterschiede wären. Taktisch sind es einfach Unterschiede im Ausmass und nichts anderes. Deswegen, glaube ich, sollten wir uns nicht allzusehr in die Haare geraten. Ich muss auch offen erklären, dass mir die finanz- und konjunkturpolitischen Auswirkungen der einzelnen Anträge nicht von so erheblichem Gewicht zu sein scheinen, dass man sich deswegen streiten müsste. Der Grundsatz wäre dann da, wenn jemand in diesem Saale erklären würde: überhaupt kein Abbau! Das wäre eine absolut konsequente Haltung im Hinblick auf konjunkturpolitische Überlegungen. Das hat aber bis jetzt niemand getan, sondern es geht auch hier nur um verschiedene Masse, es geht meinerwegen um 6 Millionen Franken, um 13 Millionen Franken, wenn man auch den Antrag des Bundesrates dem Antrag der Mehrheit gegenüber stellt. Abstimmungspolitisch – natürlich haben Sie recht, Herr Kollega Ackermann – wird derjenige am meisten Aussicht auf Erfolg haben, der dem Steuerzahler die grössten Geschenke bringt, aber ich glaube, bei den Unterschieden, wie sie nun bestehen, wird nicht gerade mit Schwierigkeiten zu rechnen sein, ob das eine oder das andere durchdringe. Ich möchte auch nicht etwa gelten lassen, dass der Unterschied zwischen Mehrheit und Minderheit als wirklich triftiges Kriterium für die Einteilung der Menschheit in Uneinsichtige und Verantwortungsbewusste gelten könnte, auch das wäre, nach meiner Meinung, zu viel gesagt. Ich habe die Auffassung, dass der Bundesrat zu wenig weit geht. Ich habe in der Kommission dem Minderheitsantrag zugestimmt, habe ihn aber dann nicht unterzeichnet, weil mir auch der Mehrheitsantrag noch durchaus im Rahmen des zu Verantwortenden zu liegen schein. Nachdem nun allerdings der Bundesrat offenbar eine sehr zurückhaltende Tendenz dadurch zum Ausdruck bringt, dass er einen weiteren, auch gegenüber der Minderheit weniger weit gehenden Antrag einbringt, so halte auch ich dafür, dass der Minderheitsantrag ein nicht schlechter Kompromiss zwischen diesen beiden Standpunkten wäre.

Das Entscheidende aber liegt für mich, das möchte ich nun hier noch wiederholen, in Ziffer 1, in der Erhöhung der Sozialabzüge, der Abzüge für Verheiratete und der Abzüge für Kinder. Das ist, wenigstens von meinem Standpunkt aus, der wichtigste Fortschritt in der Abänderung der geltenden Finanzordnung.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Permettez-moi tout d'abord de penser ici à mes prédécesseurs, spécialement à M. Max Weber, à M. Streuli et à M. Jean Bourgnone qui, les uns et les autres, ont préparé la base nécessaire au régime financier que nous sommes en train de décider de prolonger pour dix nouvelles années.

Permettez-moi de remercier aussi les membres de la commission, et notamment son président et le rapporteur de langue allemande pour le travail qu'ils ont fait, pour les explications qu'ils nous ont données sur la base des renseignements et des informations qu'ils nous ont demandés, ce qui me permet de renoncer à une partie importante de mon exposé. Merci aussi, Messieurs, pour l'objectivité, pour la bienveillance même, avec lesquelles nous échangeons nos opinions, même lorsqu'elles ne sont pas les mêmes. Je pense qu'il faut toujours avoir conscience qu'on ne peut pas trouver la vérité sans l'éclairer de plusieurs côtés. Cet éclairage multilatéral, sous des perspectives diverses, ouvre la porte à la démocratie, qui permet d'envisager le bien commun sous des aspects différents. La discussion de ce matin confirme bien la force de notre démocratie. N'oublions pas non plus l'éclairage qui permet aux cantons d'exprimer leur avis sur les projets de lois que nous présentons.

Messieurs, nous sommes en démocratie et nous devons au premier chef respecter la Constitution. Or, la Constitution dans le domaine que nous étudions exige tout d'abord la création des ressources nécessaires. C'est ce que nous voulons faire en reconduisant le régime financier de la Confédération. Ensuite, l'article 42bis nous oblige à amortir la dette. En troisième lieu, à son article 34 (5), la Constitution nous impose le devoir de tenir compte, dans l'exercice du pouvoir, tant législatif qu'exécutif, des besoins de la famille.

Nous nous trouvons donc en face de trois obligations constitutionnelles impératives que nous devons respecter en cherchant une solution conforme à la constitution.

Point n'est besoin de nous apesantir sur la situation à laquelle s'appliquera le régime financier et sur les forces en présence, qui déterminent le sort de chacun et de tous. Il nous suffira de penser à la répartition des efforts, d'une part entre les cantons et la Confédération et d'autre part entre les cantons, les communes et les familles, puisqu'en définitive, qu'on le veuille ou non, tout aboutit au père de famille.

Dans cette perspective, nous comprenons toujours davantage que, pratiquement, nous nous préoccupons d'aménager une des forces de la solidarité helvétique et même de la solidarité internationale, puisqu'une partie des revenus de la Confédération est utilisée pour l'aide technique à l'étranger.

L'impôt dont nous discutons maintenant est un impôt de défense nationale. Il porte un nom. Ce nom représente la substance même de la volonté du peuple et de l'effort qu'exprimeront tout à l'heure vos votes. Cet impôt de défense nationale doit tenir compte aussi, a) en vertu de l'article constitutionnel, de la réalité que constitue la dette de la dernière guerre, qui est la conséquence d'un effort de défense nationale. Les 5,5 milliards de cette dette, qui formaient le découvert du bilan à la fin de l'année 1962,

doivent être couverts par l'impôt de défense nationale.

b) Nous avons d'autre part les nécessités actuelles. On vous a dit tout à l'heure qu'il est prévu que les dépenses pour la défense nationale atteindront 1,8 milliard, alors que lorsque je suis entré dans votre conseil, en 1955, on nous disait que jamais les dépenses pour la défense nationale ne dépasseraient 0,8 milliard. Nous arriverons donc et assez rapidement vers et au-delà du double de cette somme. C'est un élément dont il faut tenir compte pour savoir comment nous allons aménager l'impôt de défense nationale et dans quelle mesure nous pouvons accepter de diminuer les ressources qu'il nous procure.

c) Quelle est l'évolution future des dépenses de défense nationale? Vous savez que nous allons toujours plus vers une mécanisation électronique des armements, c'est-à-dire vers des dépenses plus élevées qui nous sont imposées par l'introduction dans notre armée de moyens de légitime défense sans cesse plus compliqués.

Se basant sur ces éléments et sur ces assises réalistes et constitutionnelles, le Conseil fédéral vous a proposé de reconduire le régime actuel en y apportant le moins de changements possibles. Il a accepté de prendre en considération, en aménageant le nouveau régime, l'élimination de la progression froide, qui est provoquée par l'augmentation des prestations fiscales, due à celle du revenu, pour autant que l'augmentation de ce dernier ne représente que la compensation du renchérissement du coût de la vie. J'insiste sur ce point, parce qu'il y a beaucoup de confusion dans les esprits à ce propos. L'augmentation de la prestation fiscale personnelle due à une augmentation réelle du salaire s'ajoutant à l'augmentation nécessaire pour couvrir celle du coût de la vie est une « progression chaude » et il est équitable que ceux dont les revenus réels ont augmenté aient l'obligation, en vertu même de la loi, de payer davantage.

La reconduction du régime financier, compte tenu de l'article constitutionnel concernant les besoins de la famille, nous permet tout d'abord d'accepter les postulats, les demandes et les propositions de la commission, y compris celle de M. Tschopp relative à l'allègement des charges des pères de famille, notamment de ceux dont les enfants font des études, y compris des études universitaires, pour autant que leur âge ne dépasse pas 25 ans. La proposition de M. Tschopp est acceptée par le Gouvernement, de sorte que, si vous vous déclarez d'accord, elle peut être exclue des débats.

La seconde exigence, c'est l'élimination de la progression froide. J'y reviendrai tout à l'heure puisqu'il s'agit là d'une méthode technique.

La troisième, c'est le maintien du parallélisme entre la progression actuelle et celle que vous devez adopter. Tout le monde est d'accord de maintenir ce parallélisme, sauf M. Dafflon qui, dans sa proposition, tend à briser ce parallélisme et à couper par sa progression la direction de la courbe actuelle. Toute proposition, quelle qu'elle soit, qui ne tient pas compte des aménagements sociaux qui sont à l'origine de la courbe exprimant la progression, doit être combattue au nom même de notre volonté de reconduire le régime actuel.

Aussitôt que nous changeons l'orientation de la courbe exprimant la progression et que nous modifions le parallélisme actuel, nous modifions automatiquement le régime et nous ne sommes plus d'accord avec nous-mêmes.

C'est la raison pour laquelle je vous prie de ne pas accepter la proposition de M. Dafflon.

Nous pouvons maintenant aborder la proposition du Conseil fédéral, qui tend à supprimer les effets de la pro-

gression froide. Pour corriger la progression froide, qui est un phénomène heureux en soi, il convient d'analyser sa nature. Je l'ai définie tout à l'heure. Elle se produit lorsque l'augmentation du salaire correspond uniquement à l'augmentation du coût de la vie. Cette progression froide ne s'est pas encore réalisée. En effet, si nous sommes cette année en présence de revenus donnés, l'impôt est basé sur les revenus des années antérieures. Ce décalage dans le temps entre une période de taxation et une date de payement a pour conséquence que la progression froide n'existe pas encore. Elle commencera à la fin de l'année et semble devoir se généraliser à fin 1964. C'est la raison pour laquelle nous devons en tenir compte.

Le Conseil fédéral avait proposé un article fixant une délégation des compétences à l'Assemblée fédérale, qui lui eût permis, si vous l'aviez accepté, de prendre des décisions pendant que le régime actuel était en vigueur. Votre commission a préféré introduire immédiatement cette correction et abandonne l'article de compétence.

Nous aurons recours à des exemples pour vous prouver que cette progression froide n'est pas encore réalisée: En choisissant pour 1959 par exemple un revenu de 10 000, 20 000 ou de 30 000 francs, nous avons, en pour-cent, un impôt de 0,49, 1,23 ou 2,31%. Donc celui qui gagnait 10 000 francs payait 49 francs d'impôt, 20 000 francs 123 francs et 30 000 francs 231 francs. Si nous prenons maintenant la taxation de ces revenus de 1959 majorée de la part nécessaire à la couverture de l'augmentation du coût de la vie, nous obtenons en 1962 sur la base des mêmes taxations 46 francs pour 10 800 francs, 117 francs pour 21 600 francs et 220 francs pour 32 400 francs. C'est clair que le pour-cent de l'impôt de la défense nationale est plus faible en 1962 qu'en 1959, compte tenu de l'augmentation du revenu dû au renchérissement de la vie. La diminution est légère, mais elle prouve qu'il n'y a pas eu d'augmentation et que le mythe partiel de la progression froide ne s'est pas réalisé.

Le nombre des contribuables a joué un certain rôle dans les arguments que l'on a fait valoir; on a dit qu'en 1959 le législateur en avait réduit considérablement le nombre mais ce n'est pas le nombre des contribuables qui a été et reste déterminant, mais bien les niveaux de l'assujettissement. Si, comme l'a prétendu M. Weibel, le chiffre réel supputé à l'époque n'a pas été atteint c'est parce que la population qui gagne davantage et qui est entrée dans l'assujettissement a augmenté plus que prévu. Je vous ai signalé que l'incidence des conventions nationales de la métallurgie et de l'horlogerie, des contrats collectifs dans le bâtiment, l'alimentation et les transports a provoqué un accroissement réel des salaires; cet accroissement réel a diminué l'effectif des personnes non soumises; c'est ce que voulait le législateur. Je veux simplement dire par là que ce nombre des contribuables ne nous lie pas, que la vie elle-même le modifie, et que s'il diminue pour les contribuables non soumis, c'est un heureux effet de l'amélioration de la distribution du revenu du travail et aussi de celle du revenu national. Vous avez reçu une série de graphiques et de tableaux qui expriment dans les tables les valeurs de changement et dans les graphiques la représentation schématique des différentes propositions. Vous avez constaté que, pour la première fois, nous présentons non seulement des graphiques pour les célibataires, pour les gens mariés sans enfant, mais aussi pour la famille moyenne comptant trois enfants dont on a représenté les charges sur les tableaux 6 et 7 entre autres. Vous pouvez donc, pour chacune des solutions présentées, avoir un aperçu immédiat de l'évolution de ces différentes

valeurs. Vous constaterez alors, à part l'étirement de 10 ou de 20% qui tient compte de l'évolution de la progression froide, que les écarts ne sont pas aussi profonds que les débats pourraient les faire paraître.

Le Conseil fédéral, jusqu'à maintenant, s'en est tenu à sa volonté de reconduire le régime en corrigeant la progression froide et en rapportant les aménagements familiaux nécessités par l'article constitutionnel. Après les débats de ce matin, votre serviteur ne se fait aucune illusion sur l'appui que vous allez donner à la proposition du Conseil fédéral. Aucune voix ne s'est exprimée en faveur de cette proposition! C'est la raison pour laquelle, pour le Conseil fédéral je déclare ici, pour ne pas disperser les forces et pour simplifier les débats, que le Conseil fédéral se rallie à la proposition de la minorité de votre commission.

En revanche, le Conseil fédéral ne peut pas accepter, en toute logique, la proposition de M. Weber en faveur des célibataires. Nous considérons que cet étirement n'est pas justifié, les célibataires gagnant énormément si on les compare aux personnes qui ont une charge de famille. Cet étirement horizontal par la diminution de 500 francs, combiné avec l'étirement de 1000 francs du premier palier du tarif, aurait, pour les célibataires, le même effet que la déduction de 1500 francs que M. Weber avait proposé à Sion. Or, votre commission n'a pas accepté cette proposition. Le nombre des contribuables libérés par la proposition de la minorité passerait de 357 000 à 380 000; il y aurait donc une augmentation de 23 000 si l'on acceptait l'étirement de 500 francs supplémentaires en faveur des célibataires. L'effort qui leur est demandé – et vous voyez que le principe des marchés élargis produit de grands chiffres – irait de 33,86 à 34 millions de francs. Donc la perte serait quand même de 700 000 à un million de francs actuellement. C'est pourquoi le Conseil fédéral vous prie de ne pas accepter la proposition de M. Weber. Pour tenir compte d'une part de l'effort complémentaire des cantons et des communes, pour tenir compte ensuite de notre volonté d'aménager pour 10 ans une plus grande solidarité entre les contribuables soumis à l'impôt fédéral, pour nous permettre de remplir les tâches que vous décidez de nous confier, nous vous proposons d'accepter la proposition de la minorité avec les aménagements sociaux en faveur des familles, tel que M. Tschopp les a proposés, de repousser la proposition divergente de M. Dafflon et de ne pas accepter la proposition en faveur des célibataires.

Abstimmung – Vote

Ziffer 1 – Chiffre 1

| | |
|-------------------------------|-------------|
| Für den Antrag Weber Max | 62 Stimmen |
| Für den Antrag der Kommission | 107 Stimmen |

Le président: Nous avons maintenant une proposition Tschopp. M. Dafflon a retiré la sienne à son profit, en se réservant toutefois de la reprendre si elle n'était pas admise.

Je constate que la commission et le Conseil fédéral adoptent la proposition Tschopp. Est-elle combattue par un membre du Conseil?

Tel n'étant pas le cas, elle est adoptée.

Au chiffre 2, nous sommes en présence de trois propositions: celle de M. Dafflon, celle de la minorité, à laquelle le Conseil fédéral s'est rallié, et celle de la majorité.

En votation éventuelle, j'opposerai la proposition Dafflon à celle de la minorité de la commission.

Abstimmung – Vote

Ziffer 2 – Chiffre 2

Eventuell – Eventuellement:

| | |
|-------------------------------|-------------|
| Für den Antrag Dafflon | 4 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit | 138 Stimmen |

Definitiv – Définitivement:

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Mehrheit | 85 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit | 93 Stimmen |

Le président: Nous passons maintenant à la proposition König, que nous avons renvoyée jusqu'au moment où le Conseil se serait prononcé sur l'échelle de l'impôt. M. König a déjà développé sa proposition. Je donne la parole au président de la commission, M. Glasson.

M. Glasson, rapporteur: Ainsi que vous le savez nous avons décidé, d'accord avec M. König, de ne nous prononcer sur sa proposition relative à l'article 41 *ter*, alinéa 3, lettre *b*, qu'après avoir pris notre décision sur le tarif de l'article 8.

M. König désire en somme voir inscrit dans la Constitution elle-même le minimum du revenu imposable de 7000 francs pour les célibataires et 9000 francs pour les personnes mariées. Cette question n'est pas tellement importante en soi. Ce n'est même pas du tout nécessaire. L'article 41 *ter* actuel ne fait que fixer un cadre à l'intérieur duquel nous pouvons agir. Pour le moment, nous travaillons dans le cadre des dispositions transitoires et le ferons éventuellement plus tard par voie législative. Il n'est pas du tout indiqué de modifier ce cadre dans la Constitution chaque fois que nous ne nous en servons pas dans le régime transitoire. C'est pourquoi je vous propose d'écarter la proposition König.

Eggenberger: Berichterstatter: Herr König möchte in Artikel 41 *ter*, Absatz 3, Litera b, die dort genannten Sätze von jetzt 6000 Franken bei ledigen und von 7500 Franken bei verheirateten Personen auf 7000 Franken beziehungsweise 9000 Franken erhöhen. Die Kommission hatte nicht Gelegenheit, zu diesem Antrag Stellung zu nehmen, weil Herr König ihn in der Kommission selber noch nicht gestellt hat. Ich betrachte die Angelegenheit als nicht von grosser Tragweite, möchte aber immerhin bemerken, dass der Bundesrat sich dem Vorschlag König widersetzt, indem er geltend macht, dass im Artikel 41 *ter* im wesentlichen die Rahmen festgelegt sind, innerhalb derer dann der Gesetzgeber frei ist, um Zahlen und Grenzen mit Bezug auf Steuern festzulegen. Der Artikel 8 der Übergangsbestimmungen gilt heute anstelle der noch fehlenden Ausführungsgesetzgebung. Der Bundesrat betrachtet es als abnormal, dass man jetzt im Artikel 41 *ter* den Rahmen, der dem Gesetzgeber später für die Ausführungsgesetzgebung frei gegeben ist, einschränken will. Ich glaube, obwohl die Sache von bescheidener Tragweite ist, sollte der Antrag von Kollege König doch abgelehnt werden, was ich Ihnen empfehlen möchte.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral doit s'opposer à la proposition de modifier l'article 41 *ter* sur la base des changements apportés à l'article 8 des dispositions transitoires. L'article 41 *ter* fixe les limites d'un espace à l'intérieur duquel le législateur est libre de choisir. L'article 8 tient compte de la loi d'exécution. Il la remplace. Il me semble donc extraordinaire qu'on veuille enlever au législateur la possibilité de pouvoir se servir de ce cadre fixé par l'article 41 *ter*. Il est faux, à mon sens, de vouloir maintenant restreindre ce cadre que la Constitution accorde,

comme chaque fois que le législateur n'en fait pas un plein usage. Il n'est pas exclu que l'on soit obligé un jour, ou que l'on veuille le faire un jour, dans une tout autre mesure. C'est pourquoi, tout en regrettant de faire de la peine à la famille royale de l'Assemblée, je vous demande de bien vouloir repousser la proposition de M. König.

Abstimmung – Vote

Art. 41 ter, Abs. 3, Lit. b – Art. 41 ter, al. 3, Lit. b

| | |
|-----------------------------|------------|
| Für den Antrag König-Zürich | 13 Stimmen |
| Dagegen | 60 Stimmen |

Art. 8, Abs. 3, Lit. d

Antrag der Kommissionsminderheit

(Herzog, Borel Georges, Eggenberger, Giroud,
Hess-Zug, König-Zürich, Primborgne, Schmid Arthur,
Weber Max, Wüthrich)

Artikel 8, Absatz 3. Buchstabe d, der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

Rückvergütungen und Rabatte auf Warenbezügen im Detailhandel unterliegen nicht der Wehrsteuer.

Art. 8, al. 3, lettre d

Proposition de la minorité de la commission

(Herzog, Borel Georges, Eggenberger, Giroud,
Hess-Zoug, König-Zürich, Primborgne, Schmid Arthur,
Weber Max, Wüthrich)

L'article 8, alinéa 3, lettre d, des dispositions transitoires de la Constitution fédérale est remplacé par la disposition suivante:

Les ristournes et rabais pour achats de marchandises dans le commerce de détail ne sont pas soumis à l'impôt pour la défense nationale.

Herzog, Berichterstatter der Minderheit: Ich kann mir vorstellen, dass nach der etwas langen Diskussion über den Steuertarif man jetzt hier vorne von diesem Pult aus mit mehr oder weniger fortlaufendem Erfolg sprechen wird. Ich nehme es keinem übel, wenn er sich nun etwas nach der vorhergegangenen Debatte erholt, um so mehr als anzunehmen ist, dass auch jetzt wieder eine etwas längliche Diskussion entstehen wird. Ich kann mir vorstellen, dass einzelne Herren, die jedesmal, wenn ein derartiger Antrag hier zur Diskussion steht, auch jetzt wieder zu Hause ihre Gegenargumente aufgeschrieben haben, ohne zu hören, wie der Antrag begründet wird. Ich weiss genau, dass man einem derartigen Antrag jedesmal entgegentritt, selbst dann, wenn er mit den besten Argumenten begründet werden kann. Ich hoffe, dass ich diesmal etwas mehr Erfolg haben werde; denn mir steht die Bundesverwaltung zur Seite. Ich kann es mir nicht ersparen, das hier nun etwas ausführlich darzulegen.

Sie wissen so gut wie ich, dass die Frage der Rückvergütungsbesteuerung hier im Raatssaale wiederholt diskutiert worden ist und dass das, was jetzt in der geltenden Finanzordnung steht, letztendlich nach langen Diskussionen und Auseinandersetzungen beschlossen worden ist, obwohl der Nationalrat seinerzeit etwas anderes beschlossen hatte. In der jetzt geltenden Finanzordnung heisst es: «Die Wehrsteuer von Rückvergütungen und Rabatten auf Warenbezügen beträgt 3% auf dem 5,5% des Warenpreises übersteigenden Teil der Rückvergütungen und Rabatte.» Der Nationalrat hat seinerzeit beschlossen, den Satz auf 6% festzusetzen, das heisst in bezug auf die Rückvergü-

tungen und Rabatte einen Satz von bis zu 6% des Warenpreises von der Besteuerung freizulassen. Der Ständerat hat dann nach wiederholtem Hin und Her, entgegen dem Antrag, wie er selbst von Herrn Bundesrat Streuli vertreten wurde, den Satz auf 5,5% festgesetzt. Dabei ist es dann geblieben.

Bei meinem Antrag geht es nun wiederum finanziell gar nicht um so viel Geld wie bei den Wehrsteuereinnahmen im Verhältnis zum Gesamtbudget. Es geht nicht einmal um eine Million, es geht um eine Summe, die zwischen 600 000 Franken und einer Million Franken liegen dürfte. Es geht vielmehr um einen grundsätzlichen Antrag, es geht, wie heute auch schon gesagt worden ist, vielleicht etwas um die Tendenz, ob eine derartige Besteuerung sich rechtfertigt, gerecht ist, oder ob sie unberechtigt ist. Herr Bundesrat Streuli hat, noch bevor die jetzt geltende Finanzordnung fertig beraten war, eine Expertenkommission bestellt, in der alle Kreise, die etwas mit diesen Dingen zu tun haben und daran interessiert sind, vertreten waren. Diese Expertenkommission hat, wiederum auf Antrag von Herrn Bundesrat Streuli, einen sogenannten Arbeitsausschuss bestellt. Dieser Arbeitsausschuss hat im Juni 1961 einen Bericht über die Frage der Besteuerung der Rückvergütungen und Rabatte erstellt. Dieser Bericht ging an die Gesamtkommission. Die Gesamtkommission hat an dem Bericht nichts mehr ändern können. Der Bericht wurde ohne Änderung der Bundesverwaltung überwiesen. In diesem Arbeitsausschuss waren folgende Herren vertreten: Prof. Zwahlen aus Lausanne, Dr. Bosshardt, Zürich, Präsident des Verwaltungsgerichts, Herr Brélaz, Lausanne, Chef der Steuerverwaltung, Herr Kurth, St. Gallen, Chef der Steuerverwaltung, Herr Prof. Känzig, Bern, von der Abteilung Wehrsteuer. Dann waren diesem Ausschuss noch einige Herren aus der Verwaltung selbst zur Bearbeitung des Berichtes beigegeben.

In seinem Bericht über die Steuerdefraudation hat der Bundesrat in einem kurzen Abschnitt auf Seite 34 zum erwähnten Bericht des Arbeitsausschusses Stellung genommen. Er schreibt dort: «... hat das Finanz- und Zolldepartement schon 1957 veranlasst, eine Expertenkommission mit der Prüfung der Frage der Rückvergütungen und Rabatte zu betrauen. Die Empfehlungen dieser Kommission werden ebenfalls geprüft und gegebenenfalls ausgewertet werden müssen.» Wie bereits erwähnt, ist dieser Bericht Mitte 1961 an das Finanzdepartement gegangen. Die Botschaft des Bundesrates sowohl über die Steuerdefraudation wie zu der jetzt in Beratung stehenden Vorlage über die Fortdauer der Finanzordnung stammt vom Mai 1962. Es wäre also durchaus möglich gewesen, das, was in diesem Bericht steht, für die jetzige Vorlage zu bearbeiten.

Nun ist interessant zu hören, was diese Kommission feststellt. Diese Kommission stellt einmal fest – das können Sie durch den ganzen Bericht hindurch lesen –, dass die Besteuerung der Rückvergütungen eine Sondersteuer sei. Das geht wie ein roter Faden – oder wenn Sie wollen ein grüner oder schwarzer Faden, das ist mir gleich, ich sage jetzt: wie ein roter Faden – durch den ganzen Bericht. Auf Seite 83 steht: «Der Ausschuss (dieser Expertenkommission, die den Bericht erstellt hat) ist deshalb nach gründlicher Abwägung der verschiedenen Vor- und Nachteile einstimmig zur Auffassung gelangt, dass die Nachteile der Sondersteuer eindeutig überwiegen und sie für eine künftige Ordnung abzulehnen sei.» Ich kann Ihnen natürlich nicht den ganzen Bericht vorlesen, das will ich auch gar nicht, sondern ich will nur einige markante Stellen zitieren. Auf Seite 95 heisst es: «Zudem knüpft die Steuer an einem Punkte (Höhe des Satzes der Rückleistungen) an, der über

die steuerliche Leistungsfähigkeit eines Unternehmens nichts aussagt.» Auf Seite 96 steht: «Eine derartige ungleiche Behandlung ist nicht gerechtfertigt. Im Grunde genommen weist die Sondersteuer auf den Rückvergütungen und Rabatten Wesenszüge einer Gewerbesteuer auf.» Das sind nur einige Auszüge aus diesem Bericht – ich wiederhole – einer Kommission, die von Herrn Bundesrat Streuli eingesetzt wurde, von dem Ausschuss dieser Kommission, zu dem wir auf alle Fälle in seiner Endabfassung nichts mehr zuzufügen hatten. Es ist die Meinung dieser Expertenkommission, und es wird auf Seite 101 gesagt: «Die Wehrsteuer von Rückvergütungen und Rabatten auf Warenbezügen beruht dagegen auf den Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung und kann nur solange erhoben werden, als kein neues Ausführungsgesetz für die Wehrsteuer in Kraft tritt. Nachdem heute im Rahmen der bis Ende 1964 geltenden Verfassungsbestimmungen mit dem Erlass eines neuen Wehrsteuergesetzes kaum mehr zu rechnen ist, wird das Problem der steuerlichen Behandlung der Rückvergütungen und Rabatte ohnehin im Zusammenhang mit der grundsätzlichen Frage, ob und in welcher Gestalt die Wehrsteuer ab 1965 weiterhin erhoben werden soll, zu entscheiden sein. Hieraus folgt, dass sowohl für eine allfällige Weiterführung der Wehrsteuer von Rückvergütungen und Rabatten als auch im Falle ihres Ersatzes durch eine andere Steuer die erforderlichen verfassungsmässigen Grundlagen geschaffen werden müssten.» Darum sind wir nun gezwungen, weil auf Grund dieser Berichterstattung eben diese Grundlagen neu geschaffen werden müssen, unseren Antrag neu einzubringen, und auf Grund der Tatsachen, die in diesem Bericht festgestellt worden sind, zu beantragen, es sei die Besteuerung der Rückvergütung und Rabatte, weil eine Sondersteuer und unberechtigt, für die künftige Ordnung fallen zu lassen, die Bestimmungen betreffend der Rückvergütungen und Rabatte seien also aus der jetzigen Vorlage herauszunehmen.

Ich will mir jetzt ersparen, all das zu wiederholen, was ja früher schon gesagt worden ist in bezug auf den Ertrag dieser Steuer, in bezug auf die Ungerechtigkeit auch im Verhältnis zu den Aktiengesellschaften. Die Rückvergütungen und Rabatte der Genossenschaften werden besteuert, währenddem sie bei anderen Unternehmungen, wenn sie auch gleicher Art wären, aber als 'Aktiengesellschaften' formiert, nicht zu bezahlen sind.

Ich will nicht noch einmal alles wiederholen, was schon gesagt worden ist im Verlaufe der ganzen Debatte. Man hat erklärt, man wolle die Vorlage möglichst in ihrer Gesamtheit beibehalten und nicht grosse Abänderungen vornehmen. Sie haben vorhin eine Abänderung beschlossen, die von einer gewissen Tragweite ist, wenn auch vielleicht in finanzieller Hinsicht gar nicht so weitgehend, wie man das im allgemeinen darzustellen versucht. Mein Antrag nimmt der Bundesverwaltung in bezug auf die Finanzen nicht viel weg, sondern er will einfach ein Unrecht, das seit Jahren besteht, beseitigen. Man hat im Verlaufe der Diskussion auch in der Kommission gesagt, ja, man sei nun eigentlich gar nicht so schlecht gefahren mit dieser Bestimmung; man sollte diese Bestimmung nun beibehalten, da auch in den Kantonen die Dinge nun ungefähr doch auch ähnlich geordnet werden. Damit, dass man in den Kantonen ein Unrecht weiterführt oder ein Unrecht, das durch die Bundesgesetzgebung geschaffen ist, übernimmt, schafft man noch keine Gerechtigkeit, sondern wenn eine Bestimmung derart unrecht und derart ungerecht ist, muss sie aufgehoben werden.

Unser Kommissionspräsident soll – nach einer Zeitungsmeldung – gesagt haben, der Bundesrat habe nicht

viel Mut oder sogar Phantasie an den Tag gelegt. Er sei zu konservativ und habe einfach die unveränderte Weiterführung der gültigen Finanzordnung vorgeschlagen. Ich weiss nicht, ob das richtig ist, was hier wiedergegeben ist. Es wäre durchaus möglich, dass das so gesagt worden ist. Nachdem man in der Verwaltung von diesem Bericht Kenntnis hatte und man in der Kommission eigentlich diesen Bericht verlangen musste, und nachdem man in der Verwaltung wusste, was in diesem Bericht steht, nachdem man wusste, bevor man die jetzige Vorlage den Räten unterbreitet hat, dass die vom Finanzdepartement eingesetzte Expertenkommission beziehungsweise deren Ausschuss zu einer Verurteilung dieser Sondersteuer gekommen ist, muss ich sagen, hat der Herr Präsident recht gehabt, wenn er sagt, man hat keinen Mut gehabt in der Verwaltung, um das zu übernehmen, was von dieser Expertenkommission vorgeschlagen wurde, das heisst den Antrag zu stellen, diese Steuer nun zu beseitigen. Ich möchte Sie nun bitten: Haben Sie den Mut dazu! Ich hoffe, dass Sie den Mut dazu haben, dem Rechnung zu tragen, was man vom Finanzdepartement selbst veranlasst hat, nämlich die Einsetzung einer Expertenkommission, und der Ausschuss dieser Expertenkommission hat den Mut aufgebracht, zu beantragen, die Rückvergütungsbesteuerung sei aufzuheben.

Ich möchte Sie deshalb bitten, meinem Antrag zuzustimmen. Dieser Antrag der Minderheit umfasst ja nicht eine so kleine Minderheit: Die Minderheit betrug 9 Stimmen, die Mehrheit 12 Stimmen. Die übrigen Herren haben sich in die Büsche geschlagen – offenbar, weil sie nicht dabei sein wollten. Auf alle Fälle war die Mehrheit nicht gross. Wie Sie der Fahne entnehmen können, ist die Minderheit um einen Kopf gewachsen; es haben nämlich 10 für den Minderheitsantrag unterschrieben. Die Mehrheit betrug damit nur zwei Stimmen. Ich ersuche Sie daher, wie vorher die Minderheit zur Mehrheit werden zu lassen.

Burgdorfer: Unser geschätzter Kollege Herzog hatte durchaus recht mit seiner Einleitung zu seinem heutigen Plädoyer; ich habe mich tatsächlich mit dieser Materie schon zu Hause befasst. Er hat ja schliesslich seinen Antrag bereits in der Kommission, der auch der Sprechende angehörte, gestellt. Es war also durchaus logisch, wenn ich die Vorbereitungen zur Vertretung meines Standpunktes in Angriff genommen habe. Ich will es machen wie er, mich der Kürze befleissen, und gewisse Dinge weglassen, die wir hier schon zweimal diskutiert haben.

Gleich wie bei den früheren Beratungen der Finanzordnung hat auch Herr Herzog heute wieder seine Argumente vorgetragen und dabei betont, dass es nicht die finanziellen Konsequenzen sind, die ihn dazu veranlassen, sondern dass es ihm um ein Prinzip gehe. Vom gewerblichen Standpunkt aus ist zu sagen, dass es uns sowohl um den Betrag wie um das Prinzip geht. Wir betrachten nämlich eine Steuerleistung von einigen Hunderttausend Franken, annähernd einer Million, besser als nichts und sehen wirklich nicht ein, warum diese Beträge den Organisationen, die über eine gewaltige Finanzkraft verfügen, einfach geschenkt werden sollen. Dazu kommt, dass wir am Prinzip einer möglichst gerechten Besteuerung der sich im Wettbewerb miteinander befindlichen Unternehmungen vital interessiert sind. Wir wissen von der Diskussion um den Tarif bei der Wehrsteuer, dass gerecht nicht schlechtweg gleich heisst, sondern gerecht heisst: «im Verhältnis der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit». In dieser Hinsicht brauchen wir hier im Rate wohl keine langen Ausführungen zu machen. Jedermann kennt die wirtschaft-

liche und finanzielle Leistungsfähigkeit der von Herrn Kollega Herzog betreuten Konsumvereine.

Dass man auch im breiten Volke hierüber eine ganz bestimmte Ansicht hat, haben wir am 23./24. Mai 1959 im Kanton Bern erlebt. An diesem Tage ist nämlich wohl das einzige Mal in der Geschichte der Besteuerung der Rückvergütungen über diese Frage isoliert abgestimmt worden, also nicht in Verbindung mit irgend einer andern Vorlage. Die bernischen Konsumvereine hatten eine Volksinitiative aufgelegt, gemäss der kantonal die Rückvergütungsbesteuerung abgeschafft werden sollte, also das gleiche plädiert, was heute Kollega Herzog hier vertrat. Nach einem Abstimmungskampf, in dem die Finanzkraft der Konsumvereine gebührend zur Auswirkung gelangte, hat das Bernervolk die Initiative mit Nachdruck verworfen. Die Konsumvereine erreichten in der Abstimmung nicht einmal mehr so viele Stimmen, wie sie zur Initiative Unterschriften zusammentragen konnten. Damit hatte der bernische Souverän ein für allemal festgelegt, dass die Genossenschaften für die 5% übersteigende Rückvergütung steuerpflichtig sind, und zwar zu den gleichen Sätzen, wie sie für die ordentliche Staatssteuer gelten. Hier bei der Wehrsteuer gehen wir ja bedeutend weniger weit, indem nur die 5½% übersteigenden Rückvergütungen und Rabatte erfasst werden und als Steuersatz nur 3% zur Anwendung gelangen. Wenn nun im Rahmen der Verlängerung unserer Finanzordnung auch noch die Beseitigung einer bereits reduzierten Rückvergütungssteuer durchgesetzt würde, träte auf Bundesboden genau das Gegenteil dessen ein, was in der Volksabstimmung im Kanton Bern des Jahres 1959 beschlossen worden ist, nämlich die steuerliche Befreiung der Konsumvereine.

Nun hat Herr Kollega Herzog mit dem Berichte der Expertenkommission exemplifiziert und aus ihm verschiedene Stellen zitiert. Ich möchte aus dem genau gleichen Bericht nur ein Zitat entnehmen, und zwar aus Seite 103. Herr Herzog hat nämlich den Eindruck erweckt, als ob das, was er hier vorgetragen hat, das einzig seligmachende wäre und er hat vermutlich übersehen, dass auf Seite 103 wörtlich folgendes steht:

«Die Mehrheit des Ausschusses erachtet jedoch die Lösung der Frage, wie die nicht gewinnstrebigem Unternehmen angemessen besteuert werden können, als vordringlich.» Also, die Absicht der Besteuerung wird sogar als vordringlich bezeichnet von der Mehrheit dieser Kommission.

Nach eingehender Prüfung der damit zusammenhängenden Fragen gelangte sie zur Auffassung, dass sich das Problem der Besteuerung der nicht gewinnstrebigem Unternehmen einzig mit einer Minimalsteuer einigermaßen befriedigend lösen lässt. Die Mehrheit des Ausschusses schlägt deshalb erstens die Einführung einer vom Bund zu erhebenden Minimalsteuer unter gleichzeitigem Verzicht auf die Wehrsteuer von Rückvergütungen und Rabatten auf Warenbezüger vor. Wird dieser Vorschlag aus irgend einem Grunde abgelehnt, so käme nach Ansicht der Mehrheit die Zurechnung der bestimmte Prozentsätze der Warenpreise übersteigenden Teile der von den Genossenschaften gewährten Rückvergütungen und Rabatte zum steuerbaren Reinertrag als nächste Variante in Betracht.» Aus diesen wenigen Sätzen sehen Sie, dass es nicht isoliert darum gegangen ist, soll diese Rückvergütungs-Besteuerung abgeschafft, beibehalten oder modifiziert werden. Es wird hier einmal deutsch und ganz deutlich gesagt, dass die Absicht der Besteuerung besteht, dass man von diesen Unternehmen ebenfalls einen gerechten Obolus erwartet.

Ich darf Sie deshalb bitten, den Antrag unseres Kollegen Herzog auf Streichung der Rückvergütungssteuer abzulehnen.

M. Glasson, rapporteur de la majorité: Je dirai tout d'abord à M. Herzog que dans mon rapport sur l'entrée en matière j'ai effectivement dit que le Conseil fédéral s'était montré trop conservateur, avait manqué d'audace et d'imagination. Mais je n'ai pas fait cette déclaration en mon propre nom et me suis borné à exposer le point de vue de certains milieux qui reprochaient au gouvernement de n'avoir pas procédé à une véritable réforme des finances fédérales. J'ai d'ailleurs ajouté plus loin, en exposant le point de vue d'autres milieux, que le Conseil fédéral avait eu tout à fait raison de nous proposer le projet que vous connaissez.

Cela dit, M. Herzog et ses collègues de la minorité nous proposent de ne pas soumettre à l'impôt pour la défense nationale les ristournes et les rabais pour achat de marchandises dans le commerce de détail. Cette proposition a déjà été défendue par M. Herzog au sein de notre commission; ainsi qu'il l'a rappelé, elle l'a rejetée par 12 voix contre 9. Comme il l'a dit aussi, il est exact que sur l'initiative de M. Streuli, conseiller fédéral, toute cette question avait été mise à l'étude, par la voie d'une commission d'experts, après l'entrée en vigueur du régime financier de 1959. Cette commission a nommé un comité de travail, lequel a élaboré un rapport très volumineux, qu'il a déposé le 20 juin 1961, non pas entre les mains du Département des finances, mais entre celles de la commission plénière. Celle-ci ne s'est plus réunie et n'a pas pris position. Les conclusions que nous connaissons sont donc celles d'une petite commission dont les travaux doivent normalement être examinés par la commission plénière, laquelle doit ensuite faire son rapport au Département fédéral des finances et des douanes.

Il est exact que cette commission de travail a été d'avis que la future réglementation du régime financier devrait renoncer à imposer les ristournes et les rabais. Mais, comme l'a justement rappelé M. Burgdorfer tout à l'heure, cette commission a ajouté que les ristournes et les rabais ne devraient être reconnus entièrement comme des dépenses susceptibles d'être déduites, que si l'on parvenait à trouver un régime fiscal dans lequel le problème d'une imposition appropriée serait résolu d'une autre manière. Si l'on renonçait, ajoutait la commission, sans compensation à toute imposition des rétrocessions, la conséquence en serait donc une diminution notable des prestations fiscales des coopératives de consommation, diminution qui ne saurait s'expliquer vu l'importance économique de ces entreprises. Vous trouvez ces considérations à la page 98 du rapport français. Le comité de travail a estimé qu'un impôt minimum considéré comme taxe personnelle ou comme impôt de remplacement, représenterait équitablement l'impôt actuel. Cela est consigné aux pages 101 et 103 de ce rapport.

Mais il faut bien donner raison à M. Herzog, en ce sens qu'on se trouve dans une situation quelque peu désagréable. En effet, le message du Conseil fédéral, texte français, page 12, indique parmi les propositions faites dans les milieux consultés par le Département fédéral des finances et des douanes en 1961, entre autres l'institution d'un impôt minimum. Et le message dit que la réalisation d'une telle institution nécessiterait la modification des dispositions constitutionnelles, soit de l'article 41 *ter*, alinéa 2. Il eût été souhaitable que le Conseil fédéral résolve lui-même cette question et propose aux Chambres, dans son projet actuel,

une solution de remplacement de l'article 8, qui est une disposition transitoire. Ainsi, la situation serait claire car – M. Herzog a eu raison de le rappeler – d'après le comité de travail de la commission plénière cet impôt sur les ristournes et rabais se révèle peu satisfaisant. Mais, actuellement, si nous supprimions cet impôt en donnant raison à M. Herzog, nous n'aurions pas son remplacement. En l'occurrence il est vrai qu'il ne s'agit pas avant tout d'une question de chiffre, puisque la perte n'excéderait guère le million. Ce qui importe c'est avant tout le principe. En effet, comme le dit le comité de travail, il apparaîtrait injuste que les coopératives de consommation soient libérées complètement de toute imposition des rétrocessions sans compensation sous une autre forme appropriée.

C'est ce qui a amené la commission à rejeter la proposition Herzog par 12 voix contre 9. Je dois aujourd'hui, au nom de cette majorité, vous prier d'en faire de même. Il serait cependant souhaitable que le Conseil fédéral puisse donner au moins quelques apaisements quant à la suite qui sera donnée aux travaux de ce comité de travail et la solution qu'adoptera le Conseil fédéral.

Eggenberger, Berichterstatter der Mehrheit: Herr Herzog hat den Antrag gestellt, es möchte die Wehrsteuer auf Rückvergütungen und Rabatten auf Warenbezügen im Detailhandel beseitigt werden. Ich glaube wir stossen bei dieser Frage zum erstenmal auf eine prinzipielle Frage, wo es nicht bloss um das Mass geht, sondern um ein Prinzip. Herr Herzog hat sich auch schon in der Kommission auf den Bericht dieses Ausschusses einer Expertenkommission über die Besteuerung der Rückvergütungen und Rabatte vom 20. Juli 1961 berufen, der in der Tat diese Sondersteuer auf Rückvergütungen und Rabatten als in keiner Weise gerechtfertigt erklärt. Das entscheidende Zitat von Herrn Herzog ist richtig, aber es ist auch das Zitat von Kollege Burgdorfer richtig, das möchte ich auch bestätigen.

Es ist auch nicht zu bestreiten, dass der Antrag Herzog eigentlich der billigste aller Abänderungsanträge, die bis jetzt gestellt worden sind, ist. Er würde den Bund etwa 600 000 Franken kosten. Ich glaube, dieser Ausfall wäre an sich zu verschmerzen. Nun aber ist durch diesen Ausschuss, der mehrmals zitiert worden ist, vorgeschlagen worden, man stelle der Besteuerung der Rabatte und Rückvergütungen – man trifft ja beim Bund nur jene Rückvergütungen, die 5,5% des Warenpreises übersteigen, durch eine Minimalsteuer abzulösen. Man hat auf die Ausführungsgesetzgebung verwiesen. Die Schwierigkeit für die Schaffung eines Ersatzes besteht lediglich darin, dass es dazu nicht bloss der Ausführungsgesetzgebung bedarf, sondern einer verfassungsrechtlichen Basis, die jetzt fehlt. Es wäre – ich teile hier die Auffassung unseres Kommissionspräsidenten – an sich wünschenswert gewesen, wenn man vielleicht in dieser Vorlage doch versucht hätte, den verfassungsmässigen Weg für eine Ersatzlösung zu suchen und aufzuzeigen. Die Kommission hat, wie Ihnen bereits mehrmals richtigerweise erklärt worden ist, den Antrag Herzog mit 12 gegen 9 Stimmen verworfen. Sie sehen aus der Fahne, dass ich persönlich hier wieder auf dem Boden der Minderheit stehe. Ich kann auch hier nicht aus meiner Haut heraus. Es ist keine Frage, dass die Wehrsteuer auf den Rückvergütungen und Rabatten – ich weiss das aus vielen Diskussionen – vor allem in genossenschaftlichen Kreisen als Unrecht empfunden wird, und diese Kreise erwarten schon seit langem, dass dieser von ihnen als Unrecht empfundene Zustand beseitigt wird. An sich wäre dazu heute Gelegenheit, ohne dass man dem

Fiskus grosse Schmerzen zufügen müsste. Ich glaube, das Unrecht der Besteuerung der Rückvergütungen und Rabatte liegt vor allem darin, dass andere grosse Verkaufsbetriebe nicht erfasst werden, weil sie nicht Rückvergütungen gewähren, sondern einfach in Form von Preisreduktionen dem Konsumenten entgegenkommen.

Ich muss Ihnen sagen, dass die Kommissionsmehrheit Ablehnung des Antrages Herzog empfiehlt.

M. Glasson, rapporteur de la majorité: M. Herzog m'a mal compris tout à l'heure. Il a pensé que je disais qu'une coopérative de consommation ne paie pas d'impôt. Non, ce n'est pas cela que j'ai dit. Je n'ai fait que reprendre le rapport du comité de travail qui parle de l'impôt sur les rétrocessions. Il va de soi que l'impôt dû par les personnes morales selon le régime actuel est payé par les coopératives de consommation.

Je tenais à éviter tout malentendu.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Vous avez compris, après les explications qui ont été données tout à l'heure qu'il s'agit d'un problème particulier. Les entreprises libres se distinguent en somme des entreprises publiques par leur but qui consiste à exercer une fonction et à réaliser un bénéfice. Dans les entreprises coopératives, les coopérateurs s'organisent pour exercer une fonction, le bénéfice étant redistribué aux coopérateurs. Donc, lorsque la coopérative est «pure», au sens théorique du mot, tous les bénéfices de l'opération, de transformation, de distribution ou de consommation doivent revenir aux consommateurs, aux coopérateurs. Il y a ensuite les entreprises communautaires, où existe le titre de propriété tel que tous les bénéfices sont automatiquement redistribués dans la part fixée par la volonté unanime des membres communautaires et dont le système se fonde sur des lois générales de la propriété commune et indivise du moyen de production ou de distribution.

M. Glasson vient de dire que toutes les entreprises, quelle que soit leur forme, paient le même impôt. Celles qui ont institué le système des rabais et ristournes pour redistribuer le bénéfice, sont aussi déjà frappées maintenant par l'impôt tel qu'il est défini. C'est contre une imposition nouvelle du bénéfice lors de sa redistribution en rabais et ristournes que M. Herzog intervient maintenant.

Il est exact que le Conseil fédéral a chargé le Département des finances d'étudier le problème et que le rapport de la sous-commission, présidée par le professeur Zwahlen, a abouti à une proposition qui tend à remplacer cet impôt. Les travaux n'ont plus avancé depuis lors. Vous vous êtes attendus à ce que le Conseil fédéral propose une révision en même temps que des propositions de prolonger le régime financier. Il ne lui a pas été possible de le faire; c'est regrettable, je m'en excuse en déclarant que nous considérons le problème comme posé et que nous allons chercher à lui trouver une solution. Toutefois, le fait que nos collaborateurs sont surchargés, la difficulté de recruter du personnel qualifié, la nécessité d'élaborer les lois d'exécution pour 1965 – si vos décisions de ce matin sont confirmées par la chambre haute et le peuple – m'obligent tout de même à faire une réserve quant au temps.

Il est en outre un élément nouveau, Messieurs! M. Sollberger et ses collègues vaudois et valaisans pourraient vous en parler puisqu'on a introduit l'impôt dit «d'entreprise» dans ces deux cantons. Cet impôt tend à la suppression de cette imposition fiscale des rabais et ristournes. Le Conseil fédéral pourra donc se fonder sur des expériences fiscales déjà réalisées en Suisse dans le domaine du droit

cantonal. Actuellement, et messieurs les rapporteurs l'ont relevé, il nous manque une base constitutionnelle: nous aurions dû l'instituer à l'occasion des travaux d'aujourd'hui comme on nous l'a dit! C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral se voit obligé de repousser la proposition de M. Herzog pour en aborder, au moment opportun, la solution ou l'acceptation partielle du moins.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit | 65 Stimmen |
| Dagegen | 74 Stimmen |

Abschnitt Iter

Antrag der Kommission

Abs. 1

Die in Ziffer Ibis genannten Bestimmungen treten am 1. Januar 1965 in Kraft

Abs. 2

Die bisherige Fassung von Artikel 8 bleibt weiterhin anwendbar für die Steuern der Jahre 1959 bis 1964.

Chapitre Iter

Proposition de la commission

Al. 1

Les dispositions mentionnées au chiffre Ibis entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1965.

Al. 2

L'ancienne teneur de l'article 8 continue à être applicable pour les impôts des années 1959 à 1964.

Angenommen – Adopté

Art. 41ter, Abs. 1

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Minderheit

(Clottu, König-Zürich)

Der Bund kann in den Jahren 1959 bis 1970 ausser den ihm nach Artikel 41bis zustehenden Steuern eine Warenumsatzsteuer, eine Wehrsteuer und eine Biersteuer erheben.

Art. 41ter, al. 1

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Minorité

(Clottu, König-Zürich)

Pendant les années 1959 à 1970, la Confédération peut recevoir, outre les impôts qui sont de la compétence en vertu de l'article 41bis, un impôt sur le chiffre d'affaires, un impôt pour la défense nationale et un impôt sur le bière.

M. Glasson, rapporteur de la majorité: En ce qui concerne la durée du régime à l'article 41ter, alinéa 1, votre commission s'est trouvée devant trois propositions, celle du Conseil fédéral qui propose 6 ans, celle de M. Debétaz, 8 ans, enfin celle de M. Clottu, 6 ans.

Au vote éventuel, cette dernière proposition a succombé au profit de celle de notre collègue vaudois qui a recueilli 20 voix; au vote définitif c'est la proposition du Conseil fédéral qui a triomphé par 16 voix contre 6 à celle de M. Debétaz. C'est donc une durée de 10 ans que vous proposez la nette majorité de notre commission. Elle est inférieure à celle de 20 ans proposée en 1953 et à celle de 12 ans qui avait été proposée en 1957. Elle s'impose pour des raisons de stabilité dans la période évolutive actuelle. Elle se justifie aussi pour permettre de procéder avec tranquillité aux aménagements fiscaux qui s'imposeront nécessairement en cours de route dans le cadre de l'intégration européenne. Enfin, elle n'est pas moins nécessaire pour la mise en place des lois d'exécution selon un programme dont le rythme devra être assez rapide, mais supportable pour l'administration fédérale.

Pour toutes ces raisons, nous vous prions de voter la proposition telle qu'elle vous est présentée sur le dépliant.

Eggenberger, Berichterstatter der Mehrheit: Sie wissen, dass der Bundesrat beantragt, lediglich im geltenden Artikel 41ter, Absatz 1, die Jahrzahl 1964 durch 1974 zu ersetzen, also die durch Artikel 41ter normierte Finanzordnung um 10 Jahre zu verlängern. Nun hat die Kommission dieser Dauer von 10 Jahren zugestimmt, obwohl es nicht an Stimmen fehlte, die eine kürzere Verlängerungsdauer vorgezogen hätten. Es ist schon in der Kommission proponiert worden, die Verlängerung nur bis 1970, das heisst um weitere 6 Jahre, vorzunehmen. Ein anderer Antrag ging auf eine Verlängerungsdauer von 8 Jahren. Es wurde geltend gemacht, die rasche Entwicklung der modernen Zeit mache es augenscheinlich, dass wir die Finanzordnung vor dem Jahre 1974 revidieren müssten. Wer immer noch Gegner der direkten Bundessteuer sei, müsste es als unlogisch empfinden, wenn er sich die Möglichkeit, auf dieses Problem zurückzukommen, für volle 10 oder, von heute an gerechnet, für ganze 12 Jahre verbarrikadieren liesse. Man erklärte auf der Seite derer, die für 10 Jahre sind, für die Ausarbeitung der Ausführungsgesetze benötige man eine längere Ruhepause. Es sei aber durchaus möglich, wurde von der andern Seite behauptet, dass uns die wirtschaftliche Entwicklung in Europa neue finanzpolitische Probleme stelle, bevor wir die Ausführungsgesetzgebung unter Dach bringen können. Eine zehnjährige Verlängerung der gegenwärtigen Ordnung bedeute eine definitive Genehmigung auch der Wehrsteuer. Zudem wurden abstimmungspolitische Bedenken geltend gemacht, indem man die Auffassung vertrat, das Volk würde einer sechsjährigen Geltungsdauer eher zustimmen als einer zehnjährigen. Andererseits wurde mit Nachdruck betont – und das möchte ich auch jetzt unterstreichen –, dass für die Ausführungsgesetzgebung eine bestimmte Zeitdauer notwendig sei; man sollte endlich einmal aus dem Zustande der ewigen Provisorien herauskommen und mit Fragen, die ihrer Natur nach auf die Gesetzesebene gehören, nicht ständig die Verfassung belasten.

Die Kommission hat den Antrag, die Dauer auf sechs Jahre zu verkürzen, mit dem starken Mehr von 20:3 Stimmen verworfen. Auch der Vermittlungsantrag, die Verlängerung der Finanzordnung auf acht Jahre zu erstrecken, wurde mit 16:6 Stimmen in Minderheit versetzt.

Eine weitere Frage, die jetzt im Rate noch nicht aufgeworfen worden ist, mit der sich aber die Kommission beschäftigt hat, betraf das Jahr des Beginnes der verlängerten Ordnung. In einem ersten Projekt hatte der Bundesrat vorgeschlagen, zu bestimmen «in den Jahren 1965 bis

1974». Warum geht man jetzt auf das Jahr 1959 zurück, obwohl ja an der bis Ende 1964 geltenden Ordnung nichts geändert werden soll? Könnte man nicht das Anfangsjahr überhaupt weglassen und sagen «bis zum Jahre 1974»? Es ist vor allem von seiten der Verwaltung folgendes dazu gesagt worden:

Erstens: Durch Artikel 41ter der Bundesverfassung, gemäss Bundesbeschluss vom 31. Januar 1958, wurde den bisher auf Grund der Finanzordnung 1955 bis 1958 erhobenen Abgaben (Warenumsatz-, Wehr-, Biersteuer) eine, wenn auch zeitlich befristete, verfassungsmässige Grundlage gegeben (Jahre 1959 bis 1964). Gleichzeitig wurde bestimmt, a) dass die Freiliste der Warenumsatzsteuer gegenüber dem Stand vom 1. Januar 1959 weder eingeschränkt noch ausgedehnt werden dürfe; b) dass die Gesamtbelastung des Bieres durch die Biersteuer, die Zollzuschläge auf Braurohstoffen und Bier, sowie durch die Warenumsatzsteuer im Verhältnis zum Bierpreis gegenüber dem Stande vom 31. Dezember 1958 weder erhöht noch ermässigt werden dürfe; c) dass bis zum Inkrafttreten der einzelnen neuen Ausführungsgesetze unter anderem zu Artikel 41ter die bisherigen Bestimmungen über die gemäss Finanzordnung 1955 bis 1958 erhobene Warenumsatz-, Wehr- und Biersteuer in Kraft bleiben; d) dass die Warenumsatzsteuer mit Wirkung ab 1. Januar 1959 und die Wehrsteuer für nach dem 31. Dezember 1958 beginnende Steuerjahre geändert werde.

Zweitens: Würde man im Bundesbeschluss über die Verlängerung der Geltungsdauer von Artikel 41ter der Bundesverfassung nur von den Jahren 1965 bis 1974 und nicht mehr von 1959 bis 1974 sprechen, so wäre a) die in Artikel 41ter, Absatz 2 und 4, und in den Übergangsbestimmungen zur Bundesverfassung, Artikel 8, Absatz 1 bis 3, enthaltene Bezugnahme auf den 1. Januar 1959 oder den 31. Dezember 1958 nur mehr schwer verständlich; b) es müssten in den Übergangsbestimmungen (Ziffer Iter) zum Bundesbeschluss über die Verlängerung der Geltungsdauer von Artikel 41ter der Bundesverfassung nicht nur die Übergangsbestimmungen (Bundesverfassung Art. 8), sondern auch Artikel 41ter erwähnt werden, weil dieser Artikel bis heute zwar nicht die Grundlage für die Erhebung der schon erwähnten drei Steuern bildet, wohl aber eine der Grundlagen für das Bundesgesetz vom 19. Juni 1959 über den Finanzausgleich unter den Kantonen.

Drittens: Alle Auslegungsschwierigkeiten können vermieden werden dadurch, dass in Artikel 41ter, Absatz 1, der Bundesverfassung vom Jahre 1959 ausgegangen wird und die Verlängerung um zehn Jahre nur in der zweiten Zahl zum Ausdruck kommt.

Die Kommission ersucht Sie mit starker Mehrheit, der zehnjährigen Verlängerung der Finanzordnung zuzustimmen.

M. Clottu, rapporteur de la minorité: J'ai déjà eu l'occasion d'exposer dans la discussion générale, que le groupe libéral que je représente admettait, en raison de circonstances temporaires, la prorogation du régime financier fédéral avec l'impôt de défense nationale, mais qu'en tout état de cause il jugeait que la durée prévue pour ce nouveau régime: dix ans, était excessive. C'est la raison pour laquelle nous avons déposé une proposition de minorité, soutenue par notre collègue König et qui demande que cette durée soit ramenée à six ans.

Quels sont nos motifs?

C'est un truisme de parler de l'accélération de la vie politique et sociale contemporaine. La période de dix ans proposée par le Conseil fédéral et la majorité de notre

commission commence en 1965 et arrive à échéance en 1974. Or, en 1974, dans douze ans si nous considérons les faits par rapport au moment présent, les éléments de la situation financière et économique de notre pays seront de toute évidence très différents de ceux qui existent aujourd'hui. Le régime financier fédéral, nous en sommes convaincus, devra être revu, peut-être fondamentalement, bien avant l'échéance de 1974. Ici, à nouveau, il faut faire mention des effets de l'intégration économique européenne sur les finances fédérales.

Dès lors, adversaires de l'impôt fédéral direct, nous ne saurions en aucun cas consentir à l'inscription de cet impôt dans la Constitution pour une durée qui ira au-delà du moment où, nous en sommes certains, le Conseil fédéral devra revenir devant les Chambres avec de nouveaux projets financiers. Si, à ce moment-là, l'impôt fédéral direct figure toujours dans la Constitution, il va de soi que les débats qui se dérouleront à son sujet pourraient devenir bien abstraits et que les chances de suppression de cet impôt seraient illusoire.

Ce sont là des motifs politiques propres aux adversaires de l'impôt fédéral direct. Mais il existe d'autres motifs encore, d'ordre technique ceux-là et qui sont approuvés également par des partisans de l'impôt fédéral direct, pour juger excessif le délai de dix ans proposé par le Conseil fédéral et par la majorité de notre commission.

Même si nous faisons abstraction des dispositions constitutionnelles, qui sont destinées à remplacer provisoirement la législation d'application, le texte qui nous est soumis – je vise en cet instant l'article 41ter – contient des précisions telles, au titre des taux et des normes de revenus, que ces précisions devront sûrement être modifiées avant 1974, indépendamment de toute révision du fond même du régime financier. Il suffit de se référer à nos débats d'hier et de ce matin, de même qu'à l'initiative populaire qui va être déposée, au sujet de l'allègement de l'impôt de défense nationale perçu dès 1959, pour se rendre compte qu'il ne faut pas penser que les normes et taux fixés dans l'article 41ter pour entrer en vigueur en 1965 auront encore une signification en 1974.

On ne saurait donc contester qu'aussi bien pour des motifs politiques, qui sont peut-être propres aux adversaires de l'impôt fédéral direct, que pour des motifs techniques qui, eux, peuvent intéresser tous les députés, le délai de dix ans qui nous est proposé est excessif. C'est un délai théorique, un délai abstrait.

Le Conseil fédéral le justifie en invoquant la nécessité pour lui de disposer d'un temps de stabilité fiscale. Je suis parmi ceux qui, dans ce domaine, approuvent entièrement le Conseil fédéral. Celui-ci a effectivement besoin d'une stabilité fiscale, mais cette stabilité ne lui sera nullement garantie par un article constitutionnel. La stabilité fiscale de la Confédération dépendra exclusivement des événements qui se produiront dans notre pays et à l'étranger. Je me suis efforcé de démontrer tout à l'heure que l'évolution de demain pourra compromettre par elle-même, indépendamment des prescriptions de notre constitution suisse, les éléments actuels de stabilité fiscale de la Confédération.

Le Conseil fédéral relève, d'un autre côté, qu'il doit aussi disposer d'un certain délai pour mettre sous toit la législation fiscale d'exécution et que, celle-ci étant sous toit, il faudra tout de même lui laisser un certain temps d'application. Je ne crois que ce soit là un argument déterminant. Depuis 1959, nous vivons sous un régime qui ne connaît pas de loi réglant dans les moindres détails

les normes figurant dans la constitution votée par le peuple en 1958. Personne n'en est victime. Et même si la loi, enfin mise sur pied et enfin adoptée par les Chambres, ne devait être appliquée que pendant quatre ou cinq ans au lieu de l'être pendant huit ou neuf ans, personne n'en mourrait! Je suis convaincu que le Conseil fédéral n'attribue qu'une importance très relative à son second argument.

Pour l'ensemble de ces motifs, je souhaite que vous estimiez, avec la minorité de la commission, que, face à la réalité et dans la volonté de faire abstraction de solutions théoriques, il est préférable d'inscrire dans la constitution, pour le nouveau régime financier, une durée d'application limitée à six ans, durée qui, si nous nous reportons au moment présent, sera en fait de huit ans et aura son terme à fin 1970. Je souhaite donc que la proposition de la minorité soit acceptée par le plenum.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Maintenant que vous avez donné une forme définitive au projet qui vous est soumis, sous réserve de l'approbation par le Conseil des Etats, au moins de juin, des modifications que vous y avez apportées et sous réserve de l'approbation du peuple, en décembre 1963, il s'agit de fixer la durée de la prorogation du régime financier de la Confédération.

Les arguments que le Conseil fédéral vous propose d'apprécier pour prendre votre décision sont les suivants:

Le Conseil fédéral pourrait reprendre mot pour mot certaines des affirmations par lesquelles M. Clottu, justifie sa proposition d'une durée plus courte.

Je rappelle cependant que la valeur du franc et la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie dépendent entre autres de la stabilité du régime financier du pays. Si cette stabilité est assurée pour une durée plus longue, la fermeté du franc s'en trouve automatiquement renforcée. Si la stabilité n'est garantie que pour une durée plus courte, la fermeté du franc suisse s'en trouve automatiquement aussi relativement affaiblie. Il y a donc là un argument, je dirai de gouvernement, qui doit tendre à ce que la stabilité soit la plus longue possible. Ainsi que je vous l'ai rappelé, il y a deux jours, nos aînés avaient pensé à une stabilité allant jusqu'à 70 ans. Puis on est descendu, on a raccourci, raccourci et, pour tenir compte des mouvements de la vie, on a fini par s'arrêter à des chiffres qui vont de 5 à 6 ans. Mais le Conseil fédéral estime que dix ans est un minimum pour asseoir la stabilité. L'adaptation à l'évolution des forces déterminantes et changeantes de la vie est possible sur la base du plan d'activité proposé par le Conseil fédéral, en tenant compte précisément des arguments de M. Clottu dans les lois d'exécution. Or, nous ne pouvons pas les aménager d'un coup. C'est là un travail de Titan! Je répète qu'en raison de l'impossibilité d'obtenir en suffisance les forces capables nécessaires, nous devons échelonner nos efforts de mise au point des lois d'exécution. Pour s'adapter à ces changements, dont le poids influence la proposition de M. Clottu, vous voudrez bien admettre qu'il est nécessaire de mettre au point ces lois d'exécution. Mais il faut qu'elles aient une durée minimale par rapport à la durée du régime de dix ans. Il est vain de demander un effort extraordinaire à nos collaborateurs si ces lois d'exécution ne durent qu'une année ou deux. Lors de la mise au point des lois d'exécution, vous aurez tout loisir de tenir compte des changements survenus dans le pays. Déjà maintenant, avant 1965, lors de l'examen de l'une ou l'autre de ces lois d'exécution, vous pourrez tenir compte des changements qui surviendront l'année prochaine et l'année suivante. Contrairement à ce que pense la minorité de la commission, il est

donc possible de s'adapter aux mouvements de la vie par les lois d'exécution dans le cadre d'une stabilité de dix ans. Des changements pourraient nous être imposés par des situations que l'on appelle de force majeure: contrat d'association avec la Communauté économique européenne, avec un autre marché élargi, contrat plus net, je dirai plus liant, basé sur la convention de Stockholm, ouverture sur la base des résonances de la «politique Kennedy»? que sais-je, un des éléments d'élargissement du marché va, je pense, provoquer des adaptations plus rapides que nous le prévoyons. Mais si le changement des conditions de vie du marché européen et mondial nécessite des adaptations du régime fiscal en cours de route, il est préférable de le faire sur les bases d'une technique fiscale peut-être nouvelle et d'une régime qui perdure. Même si nous connaissions exactement d'avance le moment où nous devrions adopter un nouveau régime, nous aurions encore tout intérêt à maintenir au-delà de ce moment la validité du régime actuel, pendant le temps où les parlements et les organisations professionnelles devront moudre ce grain nouveau, pendant le temps où il faudra, grâce à notre système très heureux du référendum, attendre la décision populaire, avec tous les aléas qu'elle comporte. Si cela se produit avant deux lustres, le régime que nous vous demandons de proroger pour dix ans restera en vigueur jusqu'à l'entrée en force du nouveau régime que nous aurons eu le temps de préparer. Nous ne serons pas assis entre deux régimes, nous n'aurons pas de bouleversements désagréables. Une sécurité minimale restera garantie.

Telles sont les raisons majeures pour lesquelles le Conseil fédéral insiste sur l'importance de fixer cette durée minimale à dix ans.

Abstimmung - Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Mehrheit | 89 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit | 22 Stimmen |

M. Bonvin, conseiller fédéral: Je dois simplement préciser que la prolongation porte de 1959 à 1974 et qu'il n'y a pas eu de proposition contraire.

En plus, lors de la votation populaire, ensuite des discussions qui ont eu lieu au sein de la commission l'arrêté ne contiendra que les dispositions constitutionnelles qui sont à modifier. Les dispositions constitutionnelles qui resteront en vigueur telles quelles, seront imprimées en annexe, sur la feuille remise au citoyen avant le vote, afin qu'il sache exactement quels sont les éléments qui sont modifiés et ceux qui ne le sont pas.

Enfin, la votation sur l'amnistie - si vous la décidez - sera faite séparément. Le Conseil fédéral envisage même de ne pas la fixer au même jour, de manière qu'il n'y ait pas de confusion dans l'esprit des citoyens lorsqu'ils se prononceront.

Abschnitt II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Chapitre II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Angenommen - Adopté

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

| | |
|--------------------------------------|------------|
| Für Annahme des Beschlussesentwurfes | 98 Stimmen |
| Dagegen | 10 Stimmen |

An den Ständerat - Au Conseil des Etats

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1963 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | I |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Frühjahrssession |
| Session | Session de printemps |
| Sessione | Sessione primaverile |
| Rat | Nationalrat |
| Conseil | Conseil national |
| Consiglio | Consiglio nazionale |
| Sitzung | 08 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 14.03.1963 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 111-129 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 695 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

lassen. Der Ständerat stimmte in der Junisession mit 22:7 Stimmen unter einer kleinen mehr redaktionellen Änderung zu. Die kleine Änderung in Artikel 9, Ziffer 2, lautet: «... der für die Bundessteuern auch die Anordnung von Massnahmen zur Verhinderung künftiger Steuerhinterziehungen obliegt.» Diese Präzisierung ist richtig, und unsere Kommission empfiehlt Ihnen Zustimmung.

Angenommen – Adopté

8470. Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

Siehe Seite 80 hiervor – Voir page 80 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 11. Juni 1963
Décision du Conseil des Etats du 11 juin 1963

Différences – Divergences

Abschnitt Ibis, Art. 8, Abs. 3, Lit. b, Ziffer 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Chapitre Ibis, art. 8, al. 3, lettre b, chiffre 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

M. Glasson, rapporteur: Le Conseil des Etats a pris ses décisions concernant la prorogation du régime financier le 11 juin dernier. Dans l'ensemble il a fait siennes les décisions de notre Conseil du 14 mars précédent, à part quelques divergences dont nous avons à traiter aujourd'hui et dont s'est occupée votre commission le 23 août dernier ici à Berne.

La première divergence concerne l'article 8, alinéa 3, lettre b, chiffre 1. Il s'agit de la déduction pour enfants en matière d'impôt de défense nationale. Vous vous souvenez que notre Conseil avait décidé que la déduction arrêtée à 1000 francs pouvait avoir lieu jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 25 ans s'il faisait un apprentissage ou des études. Le Conseil des Etats n'a pas combattu le principe de l'augmentation de la déduction. Il a voulu en revanche que ce régime préférentiel n'ait pas de limite de durée en décidant que la déduction pourrait avoir lieu aussi après que l'enfant a atteint 18 ans. Le Conseiller aux Etats Meyer, rapporteur de la commission, a justifié cette modification en affirmant que la décision de notre Conseil aurait pour effet d'aller moins loin que la pratique actuelle. Le représentant du Conseil fédéral a approuvé cette proposition qui lui est apparue «juste et sage» tandis que la décision de notre Conseil aurait été prise selon lui «d'une façon imprudente». A vrai dire, lorsque nous avons adopté la proposition de notre collègue Tschopp nous ne savions pas que la pratique permettait déjà aujourd'hui une déduction au-delà de l'âge de 25 ans. Aussi votre commission est-elle restée fidèle à l'idée d'aider les parents ayant la charge d'enfants aux études ou en apprentissage. Ce qui a heurté en revanche un grand nombre de membres, c'est le risque d'abus et le soutien injustifié possible d'étudiants «éternels». Un

autre souci a été celui d'éviter que les enfants fortunés puissent permettre aux parents d'alléger leurs propres charges fiscales. Il ressort toutefois clairement du texte proposé que ces abus ne seraient pas possibles puisqu'il ne peut s'agir que d'enfants à la charge des parents. Enfin, des voix se sont élevées au sein de votre commission en faveur d'une autonomie cantonale dans ce domaine.

En d'autres termes, votre commission a été fort divisée sur ce point puisque 11 membres se sont prononcés pour le maintien du texte adopté par votre Conseil tandis que 11 autres membres se sont ralliés à la décision du Conseil des Etats. Celui qui vous parle s'est prononcé en faveur de l'élimination de cette divergence. Dès lors votre commission vous propose d'adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Weibel, Berichterstatter: Die Kommission hat sich bemüht, sämtliche Differenzen mit dem Ständerat auszu-schliessen, und zwar aus sachlichen Gründen wie auch, um den Fahrplan, den sich der Bundesrat zurechtgelegt hat, einhalten zu können; er möchte nämlich noch in diesem Jahr die Volksabstimmung über diese Vorlage ansetzen. Das ist nur möglich, wenn wir die Differenzen in dieser Session erledigen. Es ist sicher auch richtig, dass wir diese Vorlage noch in der gegenwärtigen Legislaturperiode verabschieden. Der Nationalrat hat bezüglich der Kinderabzüge folgendes beschlossen: «Befindet sich das Kind in der Berufslehre oder im Studium, so kann der Abzug gemacht werden, bis es 25 Jahre alt ist.» Sie erinnern sich, dass Herr Tschopp den Antrag gestellt hat, weiter zu gehen, als das bisher der Fall war. Nun hat sich aber herausgestellt, dass dieser Antrag, der angenommen wurde, einen Rückschritt gegenüber der jetzigen Praxis bringen würde. Die Verwaltung hat nachträglich festgestellt, sie sei bis jetzt ohne eine altersmässige Begrenzung vorgegangen. Deshalb hat der Ständerat beschlossen, diese Altersgrenze fallen zu lassen. Unsere Kommission schlägt Ihnen vor, dies ebenfalls zu tun. Es ist eingewendet worden, das könne eine Bevorzugung der ewigen Studenten mit sich bringen. Es ist sicher nicht rentabel, wegen dieses Kinderabzuges, der vielleicht eine Steuerersparnis von 100 Franken bringen kann, sich einen ewigen Studenten zu halten. Damit könnte nicht einmal die Einschreibgebühr finanziert werden. Es ist aber ein gewichtiger Grund dafür ins Feld geführt worden, nämlich der Hinweis, dass immer mehr erwachsene Kinder nach praktischer Tätigkeit im Beruf in einem späteren Zeitpunkt wieder ins Studium zurückkehren. Insbesondere die Ausbildung an einem Technikum usw. wird in einem späteren Alter noch aufgenommen. Wenn das auf Kosten der Eltern geschieht, scheint es mir nichts als gerecht zu sein, dass die Eltern, auch wenn das Kind über 25 Jahre alt ist, in den Genuss dieses Vorteils kommen sollen. Die Kommission beantragt Ihnen, dem Ständerat zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

Abschnitt Ibis

Art. 8, Abs. 3

Antrag der Kommission

Lit. b, Ziffer 2, Lit. c und d

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Lit. e

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Minderheit

(Eggenberger, Borel Georges, Bringolf-La-Tour-de-Peilz, Herzog, Schmid Arthur, Weber Max, Wüthrich)

Die nach Buchstabe b geschuldete Wehrsteuer wird um 10% ermässigt.

*Abschnitt Iter**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Minderheit

(Weber Max, Borel Georges, Bringolf-La-Tour-de-Peilz, Eggenberger, Herzog, Schmid Arthur, Wüthrich)

Hauptantrag

Artikel 8, Absatz 3, Buchstabe b, Ziffer 2, der Übergangsbestimmung der Bundesverfassung wird mit Wirkung für die Steuerjahre 1963 und 1964 wie folgt geändert:

Art. 8, Abs. 3, Buchstabe b

b) ...

1. ...

2. Die Steuer für ein Jahr beträgt:

| | |
|--|------------------|
| bis 7 699 Franken Einkommen | 0 Franken; |
| für 7 700 Franken Einkommen | 17 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 1 Franken mehr; |
| für 17 000 Franken Einkommen | 110 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 3 Franken mehr; |
| für 28 000 Franken Einkommen | 440 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 6 Franken mehr; |
| für 44 500 Franken Einkommen | 1 430 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 8 Franken mehr; |
| für 66 500 Franken Einkommen | 3 190 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 10 Franken mehr; |
| für 94 000 Franken Einkommen | 5 940 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 12 Franken mehr; |
| für 133 500 Franken Einkommen | 10 680 Franken |
| und für je weitere 100 Franken Einkommen | 8 Franken mehr. |

Der Bundesrat bestimmt die Voraussetzungen, unter denen zuviel entrichtete Steuerbeträge zurückerstattet werden.

Lit. e

Streichen.

*Eventualantrag**Lit. e*

Die nach Buchstabe b für die Jahre 1963 und 1964 geschuldete Wehrsteuer wird um 10% ermässigt. Jahressteuern ...

*Abschnitt Iquater**Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Proposition de la commission*Chapitre Ibis**Art. 8, al. 3*

lettre b, chiffre 2, lettres c et d

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

*Lettre e**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Minorité

(Eggenberger, Borel Georges, Bringolf-La Tour-de-Peilz, Herzog, Schmid Arthur, Weber Max, Wüthrich)

L'impôt dû selon la lettre b est réduit de 10%;

*Chapitre Iter**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Minorité

(Weber Max, Borel Georges, Bringolf-La Tour-de-Peilz, Eggenberger, Herzog, Schmid Arthur, Wüthrich)

Proposition principale

L'article 8, alinéa 3, lettre b, chiffre 2, des dispositions transitoires de la constitution fédérale est modifié comme il suit, avec effet pour les années fiscales 1963 et 1964:

Art. 8, al. 3, lettre b

b) ...

1. ...

2. L'impôt pour une année s'élève:

| | |
|---------------------------------------|--------------------|
| jusqu'à 7 699 francs de revenu, | à 0 franc; |
| pour 7 700 francs de revenu, | à 17 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 1 franc en plus; |
| pour 17 000 francs de revenu, | à 110 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 3 francs de plus; |
| pour 28 000 francs de revenu, | à 440 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 6 francs de plus; |
| pour 44 500 francs de revenu, | à 1 430 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 8 francs de plus; |
| pour 66 500 francs de revenu, | à 3 190 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 10 francs de plus; |
| pour 94 000 francs de revenu, | à 5 940 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 12 francs de plus; |
| pour 133 500 francs de revenu, | à 10 680 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 8 francs de plus. |

Le Conseil fédéral fixe les conditions auxquelles les montants d'impôt perçus en trop sont remboursés.

Lettre e

Biffer.

*Proposition éventuelle**Lettre e*

L'impôt dû selon la lettre b pour les années 1963 et 1964 est réduit de 10%. Les impôts annuels...

*Chapitre Iquater**Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

M. Glasson, rapporteur: Il me semble que cela faciliterait la discussion si je traitais maintenant toutes les divergences, étant bien entendu que le vote interviendrait sur chacune d'elles.

La deuxième divergence concerne le chiffre 2 de la lettre b. c'est-à-dire la question du tarif.

La troisième divergence figure à la lettre e. C'est la question du rabais de 10%. Ces deux questions touchent au régime à partir de 1965.

La quatrième divergence a trait au chiffre Iter, également lettre e, mais pour les années 1963 et 1964. Il s'agit toujours du régime transitoire puisque c'est l'article 8 qui est en question.

En ce qui concerne le chiffre 2 de la lettre b et la lettre e, l'évolution a été la suivante:

Le Conseil des Etats n'a pas accepté le tarif arrêté par notre Conseil. Il a décidé, d'une part, de renforcer encore la lutte contre les effets de la progression dite froide en portant le début de l'échelle de 7000 à 7700 francs de revenu et en prévoyant un minimum d'impôt de 15 francs. Mais, d'autre part, la Chambre haute a voulu encore alléger la charge de tous les contribuables, à partir de 1965, en prévoyant dans une nouvelle lettre *e* de l'alinéa 3 de l'article 8, un rabais de 10% sur tous les impôts, qu'ils soient dus par les personnes physiques, par les personnes morales ou qu'ils le soient sur les ristournes et rabais pour achats de marchandises.

A vrai dire, le rapporteur de la commission a exposé au Conseil des Etats qu'un tel résultat n'avait été obtenu qu'après une longue discussion et l'abandon, par l'un de ses membres, de propositions de dégrèvement qui allaient encore plus loin. En fin de compte, c'est à l'unanimité que cet allègement général a été proposé au plénum de l'autre Conseil.

Celui-ci se prononça par un seul vote sur les deux questions faisant l'objet des divergences actuelles et arrêta le texte qui nous est proposé par 37 voix contre 2.

Votre commission s'est trouvée dès lors devant la situation suivante:

Le Conseil fédéral a déclaré, par l'entremise de Monsieur le chef du Département fédéral des finances, qu'il restait fidèle à la décision du Conseil national malgré le vote du Conseil des Etats. D'un autre côté, notre honorable collègue M. Weber proposa de reprendre la proposition Ackermann tendant à étirer le tarif de 20% sur toute la ligne pour diminuer encore les effets de la progression dite froide. La perte de recettes pour la Confédération se serait établie, dans ce cas, à 40 millions contre 64 millions si la décision du Conseil des Etats était adoptée.

Une longue discussion s'instaura alors qui permit successivement de mettre en lumière les avantages et les désavantages des propositions en présence de notre Conseil, du Conseil des Etats et de M. Weber. Ce dernier releva, une fois de plus, la nécessité de ne pas diminuer de façon excessive les recettes de la Confédération, étant donné l'accroissement constant de ses charges. D'autres membres firent valoir que l'excédent considérable des recettes de l'Etat fédéral démontrait qu'il était possible de faire face aux dépenses actuelles et futures sans déséquilibrer le budget et qu'il était nécessaire non seulement de faire disparaître les effets de la progression dite froide, mais aussi de diminuer la charge des contribuables dans le régime futur.

Vous avez reçu de l'administration fédérale des contributions des tableaux qui vous font voir les répercussions des diverses propositions sur le nombre des contribuables et sur le rendement de l'impôt en prenant pour base de calcul la 10^e période de l'impôt de défense nationale (années fiscales 1959/1960). Je vous prie de vous y reporter. Qu'il soit simplement dit que selon la décision du Conseil des Etats, le nombre des contribuables diminuerait de 470 000, s'établissant ainsi à 583 000, alors que, selon le tarif de 1959, il est de 1 053 000. En ce qui concerne le rendement par année, celui-ci subirait une diminution de 51,5 millions pour les personnes physiques et de 12,5 millions pour les personnes morales, soit au total et en chiffres ronds, de 64 millions.

Il y a lieu de signaler encore que notre collègue Eggenberger trouva choquant le rabais de 10% accordé aussi aux personnes morales et il proposa de le supprimer. La conséquence, en chiffres, de cette proposition, c'eût été une moindre diminution de recettes pour la Confédération de

12,35 millions par année. Elle fut rejetée par 18 voix contre 7, à titre éventuel.

Tous les arguments pro et contra ayant été pesés sous l'angle des principes et par rapport aux chiffres, c'est finalement par 18 voix que votre commission se rallia aux décisions du Conseil des Etats, tandis que 7 voix allaient à la proposition Weber et qu'aucune ne soutenait la décision de notre Conseil du 14 mars dernier.

Comme vous le voyez par le dépliant, une minorité s'est formée autour de M. Eggenberger pour proposer de n'accorder un rabais de 10% qu'aux seules personnes physiques. Nous voulons laisser son porte-parole plaider la cause avant d'intervenir éventuellement à nouveau.

Et maintenant quelques mots sur la quatrième divergence, c'est-à-dire le chiffre *I*ter, article 8, alinéa 3, lettre *e*, concernant le régime pour 1963 et 1964.

Il s'agit ici d'une décision du Conseil des Etats qui ne concerne pas le futur régime financier à partir de 1965, mais le problème relatif aux années 1963 et 1964. A cet égard, la Chambre haute a décidé qu'un rabais de 10% devait être accordé déjà pour ces deux années sur les impôts perçus auprès des personnes physiques, des personnes morales et sur les ristournes et rabais. De plus, les impôts annuels perçus auprès des personnes physiques n'atteignant pas 15 francs ne devraient pas être perçus. Quant à l'exécution de ces mesures, c'est le Conseil fédéral qui en serait chargé.

Votre commission a discuté de ce problème dans le cadre d'un échange de vues général relatif à l'ensemble des divergences. Elle s'est trouvée en présence d'une proposition de M. Weber tendant à mettre en vigueur le tarif arrêté par notre Conseil, tel quel, déjà pour 1963 et 1964 et de renoncer, par conséquent, à envisager un rabais quelconque. Son auteur fit observer qu'on tenait ainsi mieux compte de l'initiative zurichoise puisque l'allègement était plus favorable au bas de l'échelle. Dans ces conditions, on éliminerait entièrement la progression dite froide.

Quant au Conseil fédéral, il déclara, par la voix du chef du Département fédéral des finances, qu'il était conscient que la décision du Conseil des Etats, ayant repris un élément de l'initiative, posait un problème nouveau, mais qu'il n'avait pas encore pris position, attendant le résultat des travaux de votre commission.

Le débat qui s'instaura fit ressortir une unité de vues sur la nécessité d'alléger le contribuable déjà pour 1963 et 1964. Où les opinions divergèrent, c'est sur la grandeur de cet allègement. M. Weber a entendu, par sa proposition, éliminer entièrement la progression froide, mais il n'a pas voulu aller plus loin, en particulier ne pas accorder un rabais à l'ensemble des contribuables. Ce ne fut pas l'avis de la majorité des commissaires qui ont estimé que tous les intérêts en présence étant bien pesés, la décision du Conseil des Etats était préférable parce qu'elle tenait mieux compte de la diminution immédiate et nécessaire de la charge du contribuable.

Dans un premier vote, votre commission a décidé de vous proposer, par 18 voix, de vous rallier à la décision du Conseil des Etats, 7 voix allant à la proposition de M. Weber.

Par un second vote, c'est par 18 voix contre 6 que la proposition de M. Eggenberger a été rejetée qui tendait à limiter l'octroi du rabais aux seules personnes physiques.

Ces deux propositions écartées ont été reprises comme propositions de minorité et figurent sur votre dépliant.

Quant aux différents effets des propositions en présence sur le nombre des contribuables et sur le rendement de l'impôt, vous pouvez les voir sur le tableau rose qui vous a été remis par l'administration fédérale des contributions.

Selon la proposition du Conseil des Etats et de la majorité de votre commission, le nombre des contribuables passerait de 1 053 000 à 888 000, se réduisant ainsi de 165 000, tandis qu'il diminuerait de 355 000 selon la proposition de la minorité. Le rendement diminuerait de 33,78 millions dans le premier cas, et de 24,45 millions dans le deuxième cas. Enfin, si la proposition éventuelle concernant la suppression du rabais aux personnes morales était adoptée, la perte pour la Confédération se réduirait de 12,35 millions.

Weibel, Berichterstatter: Sie haben vorhin zu Recht beschlossen, alle bestehenden Differenzen gemeinsam zu behandeln, da sie innerlich zusammenhängen. Es liegt eine Zweiteilung vor. In erster Linie geht es um eine Dauerlösung, wenn man so sagen will, also um die Periode von 1964-1974, und in zweiter Linie um eine Sonderregelung für die Jahre 1963 und 1964.

Um das Ganze besser beurteilen zu können, möchte ich Ihnen noch kurz darlegen, was die Vorlage überhaupt bringt. Zunächst werden die Sozialabzüge ausgebaut. Die Abzüge für Verheiratete werden von 1500 Franken auf 2000 Franken erhöht, die Kinderabzüge von 500 Franken auf 1000 Franken. Sodann bringt die Vorlage eine Hinaufsetzung des Steuerminimums. Wie Sie aus der Fahne ersehen, geht der Ständerat sogar weiter, als der Nationalrat in der Frühjahrssession beschlossen hat. Dazu kommt die Streckung des Tarifs zur Behebung der Wirkungen der sogenannten kalten Progression. Auch hier ist der Ständerat noch etwas weiter gegangen als der Nationalrat. Endlich erfolgt ein allgemeiner 10prozentiger Rabatt. Er wurde vom Ständerat vorgeschlagen und bringt eine Neuerung.

Diese Aufzählung zeigt Ihnen, dass allen etwas zukommen soll. Das scheint mir richtig zu sein unter der Voraussetzung, dass die Gewichte richtig verteilt werden. Das ist nämlich die wesentliche Frage. Man darf wohl sagen, dass die Vorlage diese Bedingung erfüllt. Zuerst kommen die wirtschaftlich Schwächeren ganz eindeutig an die Reihe, sei es durch eine volle Entlassung aus der Wehrsteuer, oder aber durch eine Verbesserung der Sozialabzüge. Sodann kommen die Stärkeren etwas zum Zuge über die Behebung der kalten Progression, und schliesslich kommen in letzter Linie auch noch die juristischen Personen zum Zuge. Es stellt sich natürlich die Frage: Ist das für den Bund tragbar? Es darf hier nicht verschwiegen werden, dass dieses Bouquet für den Bund einen Einnahmefall von rund 64 Millionen Franken ergeben wird, und zwar berechnet auf die Periode 1959/60. In absoluten Zahlen – das ganze hat sich ja in dieser Zeit nach oben entwickelt – werden die Ausfälle noch etwas grösser sein. Aber angesichts der Überschüsse und der finanziellen Situation des Bundes kann ein solcher Ausfall durchaus akzeptiert werden. Es fragt sich ferner, ob er konjunkturgerecht sei. Hier möchte ich wiederholen, was ich bereits im Frühjahr sagte: Ich glaube, dass sich der Private mindestens ebenso konjunkturgerecht verhalten wird mit den Steuergeldern, die er nicht abgeben muss, als sich die öffentliche Hand in ihren Ausgaben verhalten würde, wenn sie über den Steuerweg in den Besitz dieser Mittel gelangte. Ich glaube, es sei richtig, den Privaten im Rahmen des Möglichen das Sparen zu erlauben und das von Staates wegen sogar noch vermehrt zu fördern, nämlich das Sparen im kleinen Rahmen.

Die Minderheit war ursprünglich in der Kommission bedeutend zurückhaltender, als dies jetzt auf der Fahne zum Ausdruck kommt. Übrig geblieben ist nun noch die Opposition gegen eine Entlastung der juristischen Personen. Die Gründe, die die Kommission veranlassten, mit 18:7 Stimmen auch den juristischen Personen einen Steuer-

rabatt zukommen zu lassen, sind im wesentlichen folgende: Wenn es schon möglich ist, einen allgemeinen Steuerabbau durchzuführen, sollen auch allgemein alle Steuerpflichtigen zum Zuge kommen. Das entspricht doch der Gerechtigkeit. Sicher ist es nicht so, dass die juristischen Personen in erster Linie an die Reihe kommen sollen; wenn es aber möglich ist, sollen sie mindestens in letzter Linie noch etwas erhalten. Es darf hier doch auch darauf hingewiesen werden, dass juristische Personen ja nicht nur die grossen Industrien sind, die wir in der Schweiz haben, es gibt vielmehr Zehntausende kleiner Leute, die aus irgendwelchen Gründen ihr Geschäft in die Form einer juristischen Person gekleidet haben und die sicher auch einen Anspruch erheben können, gerecht behandelt zu werden. Ich möchte insbesondere die Landwirtschaft und die Konsumentkreise darauf hinweisen, dass auch die Genossenschaften zu den juristischen Personen gehören und hier profitieren können. Wir müssen meines Erachtens verhindern, dass eine gewichtige Gruppe im Rahmen dieser Wehrsteuerrevision übergangen wird, damit nicht aus dieser Gruppe heraus dann gegen das Ganze eine Opposition erwächst. Vergessen wir nicht, dass wir mit dieser Vorlage noch vor das Volk müssen. So weit zu der definitiven Regelung, wenn wir so sagen wollen.

In bezug auf die Periode 1965/1974 habe ich bereits erwähnt, dass der Vorschlag des Ständerates dahin geht, für 1963/64 einen allgemeinen Steuerrabatt einzuführen. Der Ruf nach Steuerabbau ist im Laufe dieses Jahres stets lauter geworden; er wurde noch untermauert durch die sogenannte «Zürcher Initiative», die einen 20prozentigen Steuerrabatt verlangt. Der Jahresabschluss 1962 der Eidgenossenschaft, der einen Überschuss von einer halben Milliarde Franken – will ich einmal sagen, es kommt ja auf die Darstellung an, ob man die Rückstellungen berücksichtigt oder nicht – gebracht hat, hat diese Wünsche natürlich erst recht untermauert. Der Ständerat hat dann die Konsequenzen gezogen und einen allgemeinen Steuerrabatt von 10% beschlossen. Darüber hinaus hat er noch eine Heraufsetzung des steuerfreien Minimums vorgeschlagen. Daraus erwachsen dem Bund für 1963/64 Steuerausfälle von rund 33 Millionen Franken. Das kann aber angesichts der heutigen Steuersituation des Bundes sicher mit gutem Gewissen verantwortet werden. Auch die konjunkturpolitischen Auswirkungen sind sicher nicht so – angesichts dieser Grössenordnung –, dass man deswegen Hemmungen haben müsste. Das Volk erwartet eine Erleichterung, und ich glaube, wir müssen dem Rechnung tragen; denn effektiv (das sei auch nicht verschwiegen) handelt es sich für sehr viele nicht um einen Steuerabbau, sondern um die Verhinderung eines weiteren Anwachsens der Steuerrechnung. Der Ständerat hat hier sehr eindeutig Stellung genommen; Ihre Kommission beschloss mit 18:7 Stimmen – also ebenfalls mit klarer Mehrheit –, dem Ständerat zuzustimmen.

Die Minderheit möchte hier den Weg einer Streckung des Tarifes wählen, woraus sich ein Steuerausfall von 24 Millionen Franken ergeben würde. Die Differenz in den Auswirkungen beträgt also etwa 9 Millionen Franken zwischen dem Antrag der Minderheit und jenem der Mehrheit. Zwei gewichtige Gründe sprechen gegen die Minderheitslösung: der wichtigste liegt in der praktischen Undurchführbarkeit. Wir dürfen nicht vergessen, dass wir schon weit im Jahre 1963 drin stecken, über das wir hier sprechen. Es muss eine Lösung gefunden werden, die auch administrativ noch rasch verarbeitet werden kann. Auch in diesen Veranlagungsbüros herrscht Personalmangel und Arbeitsüberlastung; wenn nun noch ein neuer Tarif zur

Anwendung gelangen sollte, würde das die Sache (wie uns die Fachleute versicherten) bedeutend komplizieren. Die Anwendung eines einfachen Stauerrabattes von 10% wäre bedeutend einfacher.

Der zweite Grund, der gegen die von der Minderheit vorgeschlagene Lösung spricht, liegt darin, dass die juristischen Personen dort überhaupt nicht zum Zuge kommen würden, was aus den angeführten Gründen in der Kommission nicht als richtig erachtet wurde.

Das sind die Gründe, die die Kommission veranlassten, Ihnen bei allen Differenzen Zustimmung zum Ständerat zu empfehlen.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Il est exact que j'ai dû m'excuser pendant une partie des travaux de la commission, le Conseil fédéral ayant été convoqué d'urgence pour prendre position sur l'accord de Moscou.

Messieurs les conseillers nationaux, il me plaît tout d'abord de remercier vos représentants, MM. les commissaires, de l'énorme travail qu'ils ont accompli, et du souci d'objectivité dont ils ont fait preuve. Si l'on compare l'atmosphère de la première séance, tenue à Fribourg, où de nombreuses idées nouvelles avaient été exprimées, en particulier au sujet de la fiscalité directe de la Confédération, avec la sérénité de la dernière séance lors de laquelle avait été évoquée la nouvelle situation créée par le Conseil des Etats d'une part, et par l'initiative de l'autre, on doit bien reconnaître que le passage d'une ambiance à l'autre n'a été possible que parce que les problèmes ont été étudiés à fond. Je remercie aussi MM. les rapporteurs d'avoir mis en évidence l'essentiel des questions qui restent encore posées au Conseil et à l'Assemblée fédérale, en ce qui concerne la réalisation d'un programme qui n'est pas urgent mais doit tout de même être réalisé dans certaines limites. Je tiens à vous remercier également d'avoir fait en sorte que nous puissions parvenir à chef le 1^{er} janvier 1965, afin que nous n'ayons pas de temps mort entre le régime actuel et l'entrée en vigueur du nouveau régime, avec les aménagements que vous avez déjà décidés et ceux que vous déciderez encore. Si toutes les divergences peuvent être éliminées pendant cette session, l'horaire sera suivi, et le peuple pourra se prononcer comme prévu à la date du 8 décembre, réservée pour cette votation constitutionnelle ainsi que pour la votation concernant l'aide de la Confédération aux cantons pour l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire. Si vous réussissez donc à vous mettre d'accord avec le Conseil des Etats, le programme pourra être tenu et nous vous remercions d'avance de l'aide que vous donnerez ainsi à l'Exécutif.

Messieurs les conseillers nationaux, suivant que l'on examine le problème uniquement dans le secteur de la fiscalité ou d'un point de vue général, on peut et on doit arriver à une conclusion différente. Si l'effort porte dans le domaine de la fiscalité directe de la Confédération, il est certain que l'on parvient raisonnablement à des solutions tendant à décharger le contribuable. Mais si l'on sort de ce domaine et que l'on observe l'ensemble de l'économie du ménage fédéral, on ne peut pas aboutir aux mêmes conclusions. Pourquoi? Il est tout d'abord un souci majeur, qui doit être le nôtre et le vôtre aussi, messieurs, et je dirai le souci de chaque père de famille de notre pays, c'est le maintien du pouvoir d'achat de l'argent. La dévaluation, l'érosion du pouvoir d'achat est un fait courant, conséquence des abus de chacun et des abus de tous, et contre lequel il nous faut lutter à tout prix. Il s'agit d'une lutte, je dirai même d'une guerre, tant l'issue influencera tout notre effort économique, tout notre effort social, tout notre effort

politique. Or, l'enflure des prix, actuellement, est telle que nous sommes plus qu'inquiets: un tel développement de la situation peut rendre impossible la réalisation de nos efforts. De ce point de vue, l'examen du problème de la fiscalité directe fait apparaître la nécessité d'augmenter l'«écrémage» des moyens financiers dont dispose l'ensemble du marché, afin que les prix ne continuent pas à croître sans une contre-prestation équivalente de services, ou un accroissement de valeur correspondant. Economie libre, formation libre des prix, oui; mais abus de la liberté dans la formation des prix: c'est ainsi que se produit la dévaluation du pouvoir d'achat.

Les savants que le Conseil fédéral consulte occasionnellement ou de façon systématique lorsque des décisions majeures doivent être prises, sont unanimes à ce propos. Quelques rares voix se font entendre qui mettent en doute l'influence que pourraient avoir sur la température conjoncturelle des mesures d'«écrémage», ou une libéralisation de certains capitaux, mis sur le marché en supplément.

Or, un allègement fiscal dans le secteur de l'impôt direct provoque une augmentation des disponibilités du marché. Si nous pouvions avoir la certitude que la raison règnerait après des décisions d'allègement, et que les prix s'en ressentiraient, nous n'aurions pas d'inquiétude; cependant, nous savons très bien que les allègements que nous décidons, dans un sens ou dans l'autre, ont très peu d'influence sur la formation des prix qui, elle, procède uniquement de la loi de l'offre et de la demande. Il y aura donc plus d'argent disponible sur le marché! Les cantons et les communes ne vont pas – parce que la Confédération diminue l'effort fiscal exigé des contribuables – augmenter automatiquement leurs propres efforts. Certains pourront le faire peut-être. Il y aurait alors une correction, mais nous pensons qu'elle sera relativement faible. C'est la raison pour laquelle, messieurs, le Conseil fédéral s'en est toujours tenu aux premières décisions du Conseil national, et a renoncé à prendre des mesures d'allègement.

En ce qui concerne le maintien de l'équilibre général des finances de la Confédération, nous avons à faire face à un autre aspect du problème qui est celui de l'augmentation des charges, qu'il s'agisse des charges anciennes ou des charges nouvelles que décidera l'Assemblée fédérale.

Vous savez que dans le domaine de la recherche scientifique, par exemple, nous avons prévu qu'il faudrait s'en tenir à un effort de 100 millions à 120 millions par année. Or, les dernières discussions avec les Fonds national de la recherche scientifique, avec les universités cantonales, les comparaisons effectuées avec les dépenses consentis par d'autres nations, nous prouvent que nous devons prévoir en tout cas un effort double que celui qui a été envisagé dans le domaine de la recherche pure qui est du ressort de l'Etat, la recherche appliquée restant le fait des entreprises elles-mêmes. Il faut passer de 100-120 vers les 250 millions de francs par année dans ce secteur.

Le peuple va décider, le 8 décembre, de l'aide que la Confédération devra et pourra apporter aux cantons, aux universités cantonales et plus tard –, j'en suis persuadé moi-même – aux écoles secondaires, qui sont la pépinière de nos universités; en effet, il ne servirait à rien d'aménager nos universités, et de voir la majorité des places disponibles occupées par des étrangers, parce que nos écoles secondaires ne fourniraient pas l'effectif nécessaire. Dans ce domaine-là aussi, il faudra compter avec une dépense nouvelle d'environ 100 à 120 millions, en restant modeste.

Je ne parle pas des efforts supplémentaires qu'exigera la défense nationale. Vous connaissez les lois de croissance de cet effort. Est-ce que nous pourrons, dans l'am-

bianche générale actuelle, créée par l'accord de Moscou, envisager un délestement de cet effort? Cela semble peu possible si l'on est réaliste.

Il est encore des efforts compensatoires entre les cantons qui devront encore être augmentés, etc. C'est la raison pour laquelle nous disons qu'il est imprudent, à l'heure actuelle, si l'on ne considère que ces éléments objectivement, de diminuer les ressources de la Confédération.

Je n'insisterai pas sur le découvert du bilan. Nombreux sont ceux qui n'y croient plus. Or, ce n'est pas seulement une réalité comptable, c'est une réalité de la vie.

Nous avons heureusement des réserves que nous avons pu, je dirai, mettre au frigorifique pour quelque temps, mais nous devons les utiliser au moment d'une crise grave sur le marché de l'argent.

C'est pourquoi, Messieurs, le Conseil fédéral, vous paraissant entêté dans sa position, maintient le point de vue que si l'on ne considère que ces éléments, il doit être opposé à une diminution des ressources que vous mettez à sa disposition pour exécuter les décisions prises par les Chambres. Il reste persuadé qu'en soi, strictement objectivement, une diminution de ces ressources à l'heure actuelle n'est pas nécessaire et est même imprudente.

Quels sont les faits nouveaux qui vous ont amené, et qui ont amené le Conseil fédéral, à accepter peut-être ou à combattre avec moins de dureté ces propositions? C'est tout d'abord l'initiative de Zurich. Le droit d'initiative est un droit sacré dans la démocratie directe. Cette initiative est une réalité. Il faut l'accepter bien qu'on puisse discuter de son opportunité. C'est une réalité avec laquelle il faut compter et, naturellement, le Conseil des Etats à lui, dans l'aboutissement de ses efforts, exprimé des divergences dont vous traitez aujourd'hui et tenu compte de cette initiative. Celle-ci demande qu'un délestement sans rabais de 20% soit opéré pour 1963 et 1964, sans parler de la reconduction du régime. Il est tenu compte de cette initiative, au-delà de ses propres propositions dans la décision d'étirement des paliers du régime financier que vous prévoyez et aussi, en second lieu, du fait du rabais que vous a proposé le Conseil des Etats pour 1963 et 1964 déjà. Cet étirement et ce rabais de 10% concordent, à peu de chose près – vous pourrez en apprécier l'exactitude dans les tableaux que l'on vous a remis – à la volonté des initiateurs.

Le Conseil fédéral est par ailleurs aussi conscient que le vote populaire du 8 décembre a une très grande importance. C'est la raison pour laquelle il déclare maintenant son point de vue quant à sa position à l'égard d'un allègement des ressources fiscales fédérales et déclare cependant aussi accepter votre décision concernant l'introduction de ce rabais. L'essentiel, pratiquement, reste la votation, positive nous l'espérons, du peuple suisse, le 8 décembre.

En ce qui concerne le rabais du 10%, le Conseil fédéral pensait tout d'abord vous proposer uniquement une solution d'étirement, et uniquement pour les personnes physiques. L'initiative demande un rabais général pour les personnes morales et physiques pour 1963 et 1964. Le Conseil fédéral souhaiterait que cet allègement que le Conseil des Etats a prévu à 10% se répercute sur les prix. Si cet allègement pouvait influencer la formation des prix, il n'y aurait pas de problème conjoncturel. Mais nous sommes convaincus qu'il y a très peu de secteurs où les prix seront allégés à la suite de la réduction de la charge fiscale. Le Conseil fédéral est d'avis que les prix de 1963 comprenant déjà la charge fiscale il n'est pas logique, du

point de vue conjoncturel, d'alléger aussi les charges pour 1963 et 1964, des personnes morales. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 1965 que cet allègement se justifie puisqu'il s'applique à un régime existant.

Telle est l'opinion du Conseil fédéral au sujet des problèmes que vous discutez.

Eggenberger, Berichterstatter der Minderheit: Mit meinen Gesinnungsfreunden in der Kommission habe ich den Antrag gestellt, im Abschnitt I bis, Artikel 8, Absatz 3, Litera e, die Buchstaben c und d zu streichen und damit nur die nach Buchstabe b geschuldete Wehrsteuer um 10 Prozent zu ermässigen. Das bedeutet, dass der vom Ständerat beschlossene Rabatt von 10 Prozent nur für die Steuern vom Einkommen der natürlichen, nicht aber für die Steuern der juristischen Personen Geltung haben soll. Darf ich Sie daran erinnern, dass der Ständerat zunächst die unveränderte Verlängerung der geltenden Finanzordnung beschlossen hat. Nachdem dann der Nationalrat zur Beseitigung der kalten Progression eine Tarifstreckung von 20 beziehungsweise 10 Prozent beschlossen hatte, ist der Ständerat, wohl unter dem Eindruck der Zürcher Initiative, noch über die Beschlüsse des Nationalrates hinausgegangen. Er hat zwei neue Elemente in das vom Nationalrat in der ersten Beratung genehmigte System der Finanzordnung hineingetragen: erstens den Rabatt und zweitens die Entlastung der juristischen Personen. Damit ist der Ständerat in zwei Punkten wesentlich über die Beschlüsse des Nationalrates hinausgegangen. Es dürfte keine Frage sein, dass das Rabattsystem, vom Standpunkte der Steuergerechtigkeit aus betrachtet, keine ideale, sondern eine sehr grobe Lösung darstellt, die zufolge ihres proportionalen, nicht progressiven Charakters auf die Leistungsfähigkeit der Steuerpflichtigen keine Rücksicht nimmt. Ich will ohne weiteres zugeben: die Vorlage kommt in der Dauerlösung den unteren Einkommenschichten weit entgegen, einmal durch die Erhöhung der steuerfreien Minima, dann auch durch die Erhöhung der Kinderabzüge. Was wir aber nicht verstehen können, das ist die Tatsache, dass nun auch noch die juristischen Personen, vor allem die Kapitalgesellschaften, in den Genuss eines 10prozentigen Rabattes gelangen sollen, und zwar rückwirkend für 1963 und 1964 wie dann für die Zukunft.

Mit dem Argument der Beseitigung der kalten Progression kann hier nicht gefochten werden. Mit Recht führt die Steuerverwaltung in einem von der ständerätlichen Kommission verlangten ergänzenden Bericht aus: «Kapitalgesellschaften und Genossenschaften bezahlen eine Steuer vom Reinertrag, das heisst von dem nach Abzug der Kosten verbleibenden Ertrag. Die infolge der Teuerung gestiegenen Löhne, Rohstoffe und Warenpreise und so weiter wirken sich ertragsschmälernd aus.» Ich füge hier in Klammer bei: «womit sich auch die Steuer von selbst reduziert». – «Wenn dank guter Geschäftslage», fährt die Verwaltung fort, «der Ertrag trotzdem stärker steigt als die eigenen Mittel und wenn infolgedessen eine grössere Ertragsintensität für die Berechnung der Reinertragssteuer entsteht, kann eine Milderung der Besteuerung nicht unter dem Stichwort ‚Beseitigung der kalten Progression‘ verlangt werden.»

Nach Auffassung der Kommissionsminderheit ist das Geschenk von jährlich mindestens 12 Millionen Franken an die juristischen Personen nicht notwendig und drängt sich keineswegs auf. Auch wenn man damit nicht nur die Kapitalgesellschaften, sondern auch die Genossenschaften beschenken will, so halten wir trotzdem diese Entlastung heute nicht für begründet. Nachdem die Kapitalgesell-

schaften bei der Einführung der geltenden Finanzordnung eine Steuererleichterung von 22 Prozent erhielten, besteht jetzt keine Notwendigkeit, sie heute neuerdings in dem vom Ständerat vorgesehenen Ausmasse zu begünstigen. Es ist doch festzustellen, dass gerade die Kapitalgesellschaften eine Reihe von fetten Jahren hinter, nach menschlicher Vorassicht aber auch noch vor sich haben.

Unsere Fraktion ist der Meinung, dass der Ständerat angesichts der künftigen grossen finanziellen Aufwendungen des Bundes, etwa auf dem Gebiete der Landesverteidigung, der ausgebauten Sozialversicherung, der Förderung der wissenschaftlichen Forschung und anderer unausweichlicher Aufgaben, hier zu weit gegangen ist. Es ist vom Referenten deutscher Zunge bereits darauf hingewiesen worden, dass es sich um einen Akt der Gerechtigkeit handle, wenn man den juristischen Personen auch entgegenkommen wolle, nachdem die natürlichen Personen einen Rabatt erhalten werden. Ich sehe hier einen sehr relativen Gerechtigkeitsstandpunkt zum Ausdruck kommen. Sie haben beim ändern «siamesischen Zwillingbruder» der eidgenössischen Finanzordnung, bei der Warenumsatzsteuer, solchen Gerechtigkeitsgefühlen keinen Raum gewährt. Die Ausdehnung der Freiliste haben Sie abgelehnt, Sie haben die Beseitigung der sachlich nicht gerechtfertigten, rein gewerbepolitisch zu motivierenden Besteuerung von Rückvergütungen und Rabatten, woran uns viel mehr gelegen wäre als an einem Abzug von 10 Prozent, ebenfalls abgelehnt.

Es ist keine Frage, dass das ursprüngliche Verhältnis zwischen Wehrsteuer und Warenumsatzsteuer, das schon durch die bisherige Entwicklung zu Lasten der Warenumsatzsteuer wesentlich verschoben worden ist, durch Ihre Beschlüsse noch mehr zu Lasten der indirekten Steuer verlagert wird. Sie sagen, wir möchten keine Differenz schaffen mit dem Ständerat. Das ist ein an sich begreiflicher Wunsch, aber dieser Wunsch beinhaltet kein sachliches Argument. Ich möchte Ihnen empfehlen, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen. Ich möchte damit auch meinen Eventualantrag weiter unten auf der Fahne begründet haben.

Weber Max, Berichterstatter der Minderheit: Ich habe den Antrag der Minderheit für die Übergangszeit der Jahre 1963/1964 zu begründen; ich will aber auch einige allgemeine Bemerkungen machen. Schon mein Vorredner wies auf die Geschichte der Vorlage hin, die einige sehr merkwürdige Wandlungen durchmachte. Denken wir nur daran: Der Bundesrat beantragt unveränderte Weiterführung der bisherigen Finanzordnung; der Ständerat stimmt ohne weiteres zu, fragt allerdings ganz schüchtern, wie man die kalte Progression vermeiden könne, ohne darüber Beschluss zu fassen; der Nationalrat entspricht der Forderung nach Beseitigung der kalten Progression, und zwar durch eine Streckung des Tarifs um 10 Prozent. Es ging um die Höhe von 10 oder 20 Prozent. In der Kommission erhielten die 20 Prozent eine Mehrheit, im Rat die 10 Prozent, und zwar mit der Begründung, dass die Teuerung seit Einführung der neuen Finanzordnung nur 10 Prozent ausmache.

Nun hat der Ständerat eine vollständige Kehrtwendung gemacht. Er hat den Nationalrat übersprungen und gewährt zur Beseitigung der kalten Progression von 10 Prozent noch einen Rabatt von 10 Prozent und gibt diesen Rabatt auch den Aktiengesellschaften und Genossenschaften, obwohl diese von der kalten Progression gar nichts verspüren, weil sie alle Kosten abziehen können, bevor sie den Reingewinn ausrechnen. Dadurch ist die Einbusse von

34 Millionen pro Jahr nach den Berechnungen auf Grund der Wehrsteuer (10. Periode) auf 64 Millionen erhöht, also nahezu verdoppelt worden. Jetzt hat auch die nationalrätliche Kommissionsmehrheit die Wendung mitgemacht. Weil sie für diesen Rabatt von 10 Prozent das Argument der kalten Progression nicht mehr gut verwenden konnte, hat sie erklärt, es brauche jetzt einen echten Steuerabbau, also über die Beseitigung der kalten Progression hinaus.

Nun können Sie die Differenz zwischen dem Rabatt und der Streckung des Tarifs aus der Tabelle, die Ihnen ausgeteilt wurde, ersehen. Die weisse Tabelle für die Ledigen zeigt, dass ein 10prozentiger Rabatt bei einem Einkommen von 6700 Franken Fr. 1.70 ausmacht, bei 50 000 Franken Einkommen 210 Franken, bei 100 000 Franken Einkommen 720 Franken und bei 200 000 Franken Einkommen 1600 Franken. Wir hatten im Jahre 1955 einmal einen Rabatt beschlossen. Aber damals hatte man diesen Rabatt gestaffelt und eine Degression eingeführt. Man begann mit 40 Prozent und ging hinunter auf 25 Prozent, für die grossen Einkommen bis auf 10 Prozent, während der jetzige Rabatt, den die Kommissionsmehrheit vorschlägt, nicht sozial ist, weil es ein linearer Rabatt ist.

Ich habe mich gefragt, welches die Ursache dieser Wendung, dieses Umfalls der nationalrätlichen Kommission sei. Es ist ein neuer Faktor aufgetreten, nämlich die Zürcher Initiative, die einen Rabatt von 20 Prozent verlangt, aber keine Streckung des Tarifs vorsieht. Ich habe versucht, in dem Sinne einen Vermittlungsantrag zu stellen, dass man auf den früheren Beschluss der nationalrätlichen Kommissionsmehrheit, Streckung um 20 Prozent, zurückkomme. Dieser Antrag hat keine Gnade mehr gefunden; man wollte eben diesen echten Abbau durch einen linearen Rabatt. Vielleicht hat der günstige Abschluss der Staatsrechnung dazu beigetragen, um diese Forderung zu stellen; aber wir beschliessen nicht eine Steuerordnung für die nächsten zwei Jahre, sondern für 10 Jahre. Wir können nachher die Finanzordnung, jedenfalls die Maxima nur durch eine Fassungsrevision ändern. Da möchte ich doch auf die Aufgaben, die unser harren, hinweisen. Sie haben kürzlich gehört, dass der Nationalstrassenbau doppelt so viel kosten wird, wie man ursprünglich errechnete. Wir werden hier eine Mehrausgabe von 6 Milliarden haben. Sie werden erwidern, das bezahlen die Benzinkonsumenten; aber diese 7 Rappen werden niemals ausreichen, um die Mehrkosten zu begleichen. Der Bund muss diese Mittel auf alle Fälle vorstrecken; er wird sie wahrscheinlich auf irgendeine Weise bezahlen müssen. Wir haben in der Kommission einen Finanzplan erhalten, der für das Militärbudget des Jahres 1969 600 Millionen Franken mehr vorsieht, als wir heute im Budget haben. Die Finanzordnung dauert aber bis 1974. Die Mehrausgaben werden dann noch grösser sein. Wir müssen damit rechnen, dass die AHV den Bund einige hundert Millionen mehr kostet. Wir müssen damit rechnen, dass auch der Bund für den Gewässerschutz Mittel aufbringen wird. Die Kantone und Gemeinden werden das nicht allein fertig bringen. Ich will damit nur andeuten, dass gewaltige Aufgaben vor uns stehen, die einen finanziellen Mehrbedarf erfordern werden. Es ist daher finanzwirtschaftlich unvorsichtig, den Bund auf 10 Jahre in dieser Weise einzuschnüren.

Wir haben seinerzeit, das heisst in der Märzsession, über die konjunkturpolitische Seite gesprochen. Ich will jetzt nicht alles wiederholen; aber es ist einfach falsch, auf dem Gipfel der Hochkonjunktur in diesem Masse Steuern abzubauen. Sie haben gehört, dass der Bundesrat oft zur Zurückhaltung auch gegenüber den Wirtschaftsverbänden aufgefordert hat und vermehrte Disziplin verlangt. Die

Nationalbank interveniert; sie hat sogar wegen der Verbesserung der AHV-Renten interveniert. Wenn man Geschenke verteilt, wo es nicht notwendig ist, steht das in diametralem Widerspruch mit diesen Mahnungen. In der Kommission habe ich, wie gesagt, versucht, einen Vermittlungsantrag zu stellen; er wurde aber nicht angenommen. Er wäre für den Bund 24 Millionen günstiger gewesen als der Vorschlag der Kommissionsmehrheit. Ich habe Unterstützung weder von seiten des Bundesrates, noch der Finanzverwaltung, noch der Steuerverwaltung erhalten. Wir machten nur 7 Stimmen. Ich habe deshalb diesen Antrag hier nicht mehr aufgenommen und vertrete einzig den Antrag, dass man für die Übergangszeit eine andere Lösung trifft, nämlich die zehnprozentige Streckung des Tarifs – nur diese, ohne die 10% Rabatt – um zwei Jahre vorschiebt. Herr Kollega Weibel hat hier gesagt, dass das Schwierigkeiten in der praktischen Durchführung erbege. Ich glaube, er ist hier einem Irrtum erlegen. Schwierigkeiten würden nur auftreten, wenn eine neue Veranlagung Platz greifen müsste, und das wäre der Fall gewesen, wenn wir auch die Abzüge für Kinder und für Verheiratete oder Ledige erhöhen würden. Für unseren Vorschlag ist keine neue Veranlagung notwendig, sondern es wird einfach eine Tabelle erstellt und nach dieser Tabelle kann man so gut 10% Rabatt gewähren wie diesen andern Tarif anwenden. Also, praktische Schwierigkeiten entstehen nicht.

Nun, was ist der Vorteil des Vorschlages der Kommissionsminderheit? Er ist günstiger als der Beschluss des Ständerates und der Vorschlag der Kommissionsmehrheit für die Einkommen bis ungefähr 50 000 Franken. Er bringt also etwas mehr Erleichterung für die kleinen und auch für die mittleren Einkommen. Er ist ungünstiger für die Einkommen von mehr als 120 000 Franken, weil der Rabatt nicht gewährt wird. Er ist – und das ist nun wichtig – auch günstiger als die Zürcher Initiative für die kleinen Einkommen bis zu 10 000 Franken, er ist dann ungefähr annähernd gleich wie die Initiative bis zu etwa 30 000 Franken; nachher würde die Initiative mehr Erleichterung bringen. Die Zahl der Steuerpflichtigen, die befreit werden, wäre nach dem Vorschlag der Minderheit 355 000, nach der Initiative 340 000, nach dem Beschluss der Mehrheit 165 000. Der Vorschlag der Minderheit bringt also eine vollständige Befreiung für 190 000 Steuerpflichtige mehr als der Beschluss der Kommissionsmehrheit, gegenüber der Initiative noch 15 000 mehr; es ist durchaus denkbar, dass diese Differenz dann den Ausschlag geben kann bei einer Abstimmung. Wenn die Initiative nicht zurückgezogen und der Beschluss der Kommissionsmehrheit angenommen wird, dann hat die Initiative eine grosse Chance; denn es würde auch uns schwer fallen, diese Entlastung unten abzulehnen.

Die finanzielle Seite: Der Vorschlag der Minderheit ist günstiger für den Bund, weil der Ausfall 24 Millionen beträgt gegenüber 34 Millionen nach Vorschlag der Mehrheit; er ist also um 10 Millionen günstiger, er ist natürlich bedeutend günstiger als die Initiative, die einen Ausfall von 68 Millionen bringen würde. Der Unterschied gegenüber der Mehrheit liegt vor allem bei den grossen Einkommen von mehr als 120 000 Franken, die ja nicht mehr unter der Progressionsskala sind, das sind 4160 Steuerpflichtige mit einem Durchschnittseinkommen von 185 000 Franken. Der Steuerabbau macht für sie im Durchschnitt 1400 Franken, der Gesamtausfall auf diesen grossen Einkommen macht etwa 6 Millionen aus, weil die Steuer 58 Millionen eingebracht hat in der 10. Periode. Aber ich frage Sie nun: Haben diese Einkommen, die von der kalten Progression nicht betroffen werden, eine Steuerentlastung notwendig?

Was die juristischen Personen anbetrifft, hat Ihnen Kollega Eggenberger bereits einige Ausführungen gemacht. Wenn Herr Weibel sagt, die Gewichte müssten richtig verteilt werden: Herr Kollega Weibel, Sie wissen ja, wie bescheiden die Belastung ist durch die Wehrsteuer für die juristischen Personen. Der Maximalsatz ist 8%, und diese 8% werden erst erreicht, wenn der Reingewinn 22% des Eigenkapitals ausmacht.

Heute drängt sich noch ein anderer Vergleich auf. In der Botschaft des Bundesrates über die Erhöhung der AHV-Renten, die wir leider noch nicht zu Gesicht bekommen haben, wird das Argument vertreten, die Erhöhung der Renten könnte inflatorische Auswirkungen haben, und das müsse durch eine Prämienhöhung kompensiert werden. Dabei übersteigen ja die Einzahlungen der Versicherten, der Arbeitgeber und des Staates die Auszahlungen. Der Fonds wächst jährlich um einige Hundert Millionen, und auch der Tabaksteuerertrag übersteigt das, was der Bund in den Fonds, bzw. für die AHV aufbringen muss. Also hier wird genügend abgeschöpft, die Abschöpfungen sind grösser als die Auszahlungen. Aber hier, beim Steuerabbau spielen die Inflationsbefürchtungen offenbar keine Rolle. Sie können den alten Leuten, den Witwen und Waisen nicht sagen: Wenn Ihr einige Franken mehr bekommt, so könnte das die Preise in die Höhe treiben, aber wenn man die grossen Einkommen entlastet, dann hat das nicht diese Wirkung. Ich bin also der Meinung, dass diese Beschlüsse der Kommissionsmehrheit konjunkturwidrig sind, dass sie auch in Widerspruch stehen zur Haltung des Bundesrates.

Ich will noch auf ein Argument hinweisen. Die finanzschwachen Kantone machen immer geltend, der Finanzausgleich zu ihren Gunsten müsse verstärkt werden. Sie müssen sich im klaren sein, dass wir die bedeutendsten Leistungen für die finanzschwachen Kantone bei der Wehrsteuer haben durch die 30prozentige Beteiligung der Kantone und die 5%, die direkt für den Finanzausgleich verwendet werden. Es gehen von jeder Million Wehrsteuer 300 000 Franken an die Kantone, und 50 000 Franken werden verteilt nach der Finanzkraft. Wenn also ein Steuerabbau für die juristischen Personen von 12 Millionen im Jahr gemacht wird, so werden jährlich 600 000 Franken weniger verteilt werden für die finanzschwachen Kantone. Sie müssen sich also im klaren sein, dass jeder Mehrabbau bei der Wehrsteuer diesen Finanzausgleich schwächt. Ich möchte Sie deshalb bitten, der Minderheit zuzustimmen.

Wenn ich Herrn Bundesrat Bonvin richtig verstanden habe, so hätte er eigentlich festhalten wollen am früheren Beschluss des Nationalrates. Aber das ist heute kaum mehr möglich, auch nicht im Hinblick auf die Initiative. Es muss etwas gemacht werden, um der Initiative entgegenzukommen, und ich glaube, das geschieht auf diese Weise, ohne die Argumente, die der Bundesrat ins Feld führt, damit zu verletzen.

Ich möchte Sie also bitten, den beiden Minderheitsanträgen zuzustimmen.

Ackermann: Die Zeiten ändern sich und der Ständerat mit ihnen! So war man versucht, erfreut auszurufen, als man die neuen Anträge des Ständerates zur Finanzvorlage zu Gesicht bekam. Diejenigen Kollegen, die 1957 schon dabei waren, werden sich erinnern, wie hart der Kampf damals um die Differenzen bei der Bundesfinanzordnung gerade bei den steuerfreien Minima zwischen Nationalrat und Ständerat geführt wurde. Der Ständerat wollte damals Ledige bereits bei einem Einkommen von 5000 Franken und Verheiratete bei einem solchen von 6500 Franken besteuern und den Mindeststeuerbetrag auf 8 Franken be-

schränken. Erst nach langem Hin und Her gab der Ständerat schliesslich in der ausserordentlichen Januarsitzung von 1958 nach.

Der Beginn der Wehrsteuerpflicht wurde für Ledige auf 6000 Franken und für Verheiratete auf 7500 Franken, entsprechend meinem in der Kommission gestellten Antrag, festgelegt und zugleich beschlossen, Steuerbeträge unter 10 Franken nicht zu erheben. Damit obsiegte das Prinzip, die Besteuerung der Kleinkommen den Kantonen und Gemeinden zu überlassen und auch auf das Inkasso der kleinsten Steuerbeträge, die nicht einmal die administrativen Kosten decken, zu verzichten. Dieser Beschluss hatte dann mit andern wesentlichen Änderungen an der Vorlage des Bundesrates den erfolgreichen Kampf für die Annahme der Bundesfinanzvorlage durch Volk und Stände möglich gemacht. Heute macht es uns der Ständerat wesentlich leichter. Er hat die Erhöhung der Abzüge für Verheiratete, und zwar von 1500 Franken auf 2000 Franken, und für Kinder von 500 Franken auf 1000 Franken, gemäss Beschluss des Nationalrates akzeptiert, ebenso die Streckung des Tarifes um 10 bis 20%, hat aber zugleich den Steuermindestbetrag von 10 Franken auf 15 Franken heraufgesetzt. Zusätzlich aber kommt nun beim Ständerat ein Rabatt von 10% bei allen Kategorien von Wehrsteuerzahlern hinzu. Damit wird die kalte Progression auf der ganzen Linie beseitigt und darüber hinaus noch ein bescheidener Steuerabbau verwirklicht.

Ich glaube, dass man, namentlich nachdem man damit den Rückzug der Zürcher Steuerabbauinitiative ermöglichen kann, den Beschlüssen des Ständerates zustimmen sollte. Die Kommission hat, wie Sie aus den Ausführungen der Kommissionsberichterstatler entnehmen konnten, meinen in dieser Richtung gehenden Antrag mit 18:7 gutgeheissen. Diese 7 Stimmen entfielen auf einen Antrag von Herrn Weber, der interessanterweise einen früheren, im Nationalrat knapp unterlegenen und von Herrn Weber bekämpften Antrag auf durchgängige Streckung des Tarifes um 20% wieder aufnahm, dafür aber auf den Rabatt verzichten wollte. Nun kommt Herr Weber mit einem neuen Friedensantrag. Ich möchte immerhin darauf hinweisen, was Herr Weber in der letzten Session hier gesagt hat: «Ich bin eigentlich erstaunt, dass Herr Ackermann die Gelegenheit nicht wieder wahrgenommen hat, um als Niklaus von der Flüeh nun eben den Kompromiss zu unterstützen. Er hat sich früher etwa in dieser Rolle gefallen, aber jetzt ist er aus der Rolle gefallen, und ich nehme sie auf.» – Ich stelle fest, dass diese Bemühungen von Herrn Weber offenbar nicht besonders glücklich und erfolgreich sind. Ich habe bereits Herrn Weber in der Kommission erklärt, dass es an und für sich verlockend gewesen wäre, nachträglich in dieser Sache Recht zu bekommen. Aber mit einer solchen Politik der Rechthaberei wäre wohl dem Lande kaum gedient. Wesentlich ist, dass wir schliesslich eine Vorlage erhalten, die hier Aussicht hat, vom Schweizervolk angenommen zu werden.

Neben allen andern Erwägungen, auch konjunkturpolitischen, dürfen wir den Hauptzweck der Vorlage nicht aus den Augen verlieren: Schaffung einer ausreichenden Finanzgrundlage für den Bund, damit er seine vielfältigen Aufgaben recht erfüllen kann. Dieses Ziel wird zweifellos erreicht. Da sich die Steuermindereinnahmen, auch bei Berücksichtigung der ständerätlichen Modifikationen, in einem durchaus tragbaren Rahmen halten, können wir diesen ohne Bedenken vollumfänglich zustimmen.

Der soeben von Herrn Eggenberger namens der Minderheit begründete Antrag unterscheidet sich nur dadurch vom Beschluss des Ständerates, dass er den Steuerrabatt

von 10% auf die natürlichen Personen beschränken will. Das gleiche will im Prinzip der Eventualantrag Weber für die Jahre 1963 und 1964. Die Anwendung eines neuen Tarifes für diese beiden Jahre, gemäss Hauptantrag Weber, dürfte wegen den entstehenden Schwierigkeiten bei der Durchführung kaum ernstlich in Betracht fallen.

Den Herren Eggenberger und Weber ist gegenüber ihrer Argumentation entgegenzuhalten, dass der Beschluss des Ständerates das Resultat einer Verständigung von rechts bis links darstellt. Es verdient festgehalten zu werden, dass auch die beiden sozialdemokratischen Vertreter im Ständerat dem Steuerrabatt für die juristischen Personen zugestimmt haben, nachdem auf der andern Seite darauf verzichtet wurde, die im Nationalrat knapp, mit 93:85 Stimmen, unterlegene Streckung des Tarifes um durchgehend 20% als Antrag im Ständerat aufrechtzuerhalten. Man darf die im Ständerat gefundene Lösung als ausgewogenen, gut eidgenössischen Kompromiss bezeichnen, der die beste Aussicht hat, von der grossen Mehrheit des Schweizervolkes angenommen zu werden.

Mit der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie daher, den Beschlüssen des Ständerates in allen Punkten zuzustimmen.

Herzog: Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen. Gemäss Artikel 5 des Geschäftsverkehrsgesetzes war es leider nicht mehr möglich, in der Differenzvereinbarung noch Anträge zu stellen, die im Artikel 8, der jetzt zur Diskussion steht, durchaus hätten angebracht werden können. Man hat mich darauf aufmerksam gemacht, meine Interpretation des Geschäftsverkehrsgesetzes gehe zu weit. Das wurde gesagt, obwohl die Kommission selbst eine sehr weitherzige Interpretation vorgenommen hatte, um gewisse Anträge der Mehrheit begründen zu können. – Ich habe darauf verzichtet, auf Grund des Geschäftsverkehrsgesetzes Anträge zu unterbreiten, will Ihnen immerhin begründen, weshalb ich der Meinung bin, dass die Anträge der Minderheit angenommen werden sollten. In der ersten Beratung dieser Vorlage haben Sie Anträge betreffend die Warenumsatzsteuer teilweise mit knappem Mehr abgelehnt. Sie haben dann nicht einmal den Antrag angenommen, die Festlegung der Freiliste für die Dauer des Bundesbeschlusses wieder aus diesem herauszunehmen. Damit haben Sie verunmöglicht, dass während der Geltungsdauer des jetzt zur Beratung stehenden Beschlusses über die Freiliste wieder diskutiert werden kann, es sei denn, dass durch eine Initiative die Warenumsatzsteuer überhaupt bekämpft würde. Auch die Anträge auf Befreiung einiger weiterer Warenkategorien haben Sie abgelehnt, so zum Beispiel die Befreiung der Textilien. Auch andere Anträge wurden einfach abgelehnt. Sie haben sich offenbar gesagt: Die unveränderte Weiterführung der Finanzordnung ist nur insofern richtig, als sie unsern Wünschen entspricht; wir haben die Macht, und sind gewillt, sie zu gebrauchen. – Darum wurden alle diese Anträge abgelehnt.

Wenn ich auf diese Tatsachen hinweise, so aus folgenden Gründen: Mit den Anträgen der Kommissionsmehrheit wollen Sie einen Abbau des Ertrages der Wehrsteuer von 63 Millionen vornehmen. Gut, Sie werden das bestimmt beschliessen; aber Sie werden damit das Verhältnis der direkten zu den indirekten Steuern immer mehr verschlechtern. Die Einnahmen aus den indirekten Steuern, ich nenne nur die Einnahmen aus den Zöllen und der Warenumsatzsteuer, werden das Verhältnis zu den direkten Steuern immer mehr beeinträchtigen. Wir hatten 1962 Einnahmen aus Einfuhrzöllen im Betrage von 893 Millionen Franken. Ich lasse dabei die Treibstoffzölle ausser Betracht; sie sind nicht eingerechnet. Mit den Treibstoffzöllen zusammen

nahmen wir 1 215 000 000 Franken ein. Die Warenumsatzsteuer ergab einen Ertrag von 895 Millionen Franken. Wenn Sie alles zusammenrechnen, erhalten Sie Einnahmen an indirekten Steuern im Ausmasse von 2 110 000 000 Franken. Wenn Sie die Treibstoffzölle wegnehmen, so bleiben immer noch 1 800 000 000 Franken. Die Wehrsteuer ergab im Durchschnitt einen Ertrag von 321 Millionen Franken pro Jahr. Und nun nehmen Sie noch einmal diese 63 Millionen davon weg. Damit verschlechtern Sie das Verhältnis, das ich bereits angetönt habe, immer mehr. Sie müssen sich nicht wundern, wenn man eines schönen Tages wieder eine Initiative betreffend Warenumsatzsteuer bekommt, und dass man darauf hinweist, dass man das Verhältnis der Wehrsteuer, das heisst der direkten Steuer zu den indirekten Steuern ohne Not verschlechtern will. Mit den Beschlüssen, die Sie jetzt gewillt sind zu fassen, werden Sie das tun. In der Vorlage über den Finanzhaushalt, die der Kommission unterbreitet wurde, wird die Warenumsatzsteuer in den folgenden Jahren immer mehr steigen, während auf Grund der jetzigen Beschlüsse der Wehrsteuerertrag rückläufig sein wird. Ich habe bei den indirekten Steuern nur die zwei Positionen: Warenumsatzsteuer und Zölle (Einfuhrzölle und Treibstoffzölle) genannt. Ich kann auch davon absehen, die Treibstoffzölle weiter in meine Betrachtungen einzubeziehen, weil sie zu einem grossen Teil wieder an die Kantone zurückgehen oder für den Strassenbau verwendet werden. Es gibt noch eine Anzahl indirekter Steuern, die ich nicht aufgeführt habe. Wenn man diese noch dazu nimmt, ergibt sich ein Verhältnis, das noch bedeutend schlechter ist als das, worauf ich bereits hingewiesen habe.

Das sind einige Überlegungen, die mich veranlassen, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen. Ich weiss sehr wohl: Jeder nimmt gerne Steuergeschenke entgegen; aber man muss sich doch bei der Beratung derartiger Steuergeschenke überlegen, ob ein Abbau, wie er jetzt vorgesehen ist, im Verhältnis zu den andern Belastungen, die die breiten Schichten des Volkes zu tragen haben, gerecht ist. Darum bin ich der Meinung, dass die Anträge der Minderheit angenommen werden sollten.

Meyer-Zürich: Wir haben beim Artikel 8, Absatz 3, der Übergangsordnung ab 1965 nur noch eine Differenz. Die Minderheit möchte den Steuerrabatt von 10% den natürlichen, nicht aber den juristischen Personen gewähren. Damit würden die Kapitalgesellschaften, die Genossenschaften und die Unternehmungen, die der Besteuerung von Rückvergütungen und Rabatten unterstellt sind, von dieser Wehrsteuerentlastung ausgeschlossen. Ich ersuche Sie, den Antrag der Minderheit abzulehnen, den Beschlüssen der Mehrheit und damit des Ständerates zuzustimmen und den Steuerrabatt von 10% für alle Steuerpflichtigen, ungeachtet ihrer Rechtsform, also für die natürlichen wie juristischen Personen zu beschliessen.

Der Beschluss des Ständerates über die Reduktion der Wehrsteuer ab 1965 enthält zwei Entlastungselemente. Erstens eine Korrektur des Wehrsteuertarifs, um das in den sechs Jahren seines Bestehens erfolgte teuerungsbedingte Hineinwachsen in höhere Progressionen zu beseitigen. Mit der Ausschaltung dieser kalten Progression wird dem Steuerzahler kein Geschenk gemacht. Die Erstreckung des Tarifs um 10% hat lediglich zur Folge, dass der Bundesfiskus für die teuerungsbedingte Erhöhung der Einkommen nur eine lineare, nicht aber eine progressive Mehrbelastung des Steuerpflichtigen vornehmen kann. Das scheint mir durchaus gerecht und richtig zu sein. Das Hineinwachsen in höhere Progressionsstufen sollte nur für die

reale, das heisst für die den Teuerungsausgleich überschreitende Einkommensvermehrung eintreten. Dadurch allein partizipiert der Staat in einer gerechten und nicht übersetzten Weise an der allgemeinen Wohlstandsvermehrung.

Bei dieser Gelegenheit möchte ich einmal mehr feststellen, dass sich die vorgesehene Erstreckung des Wehrsteuertarifs um 10% wahrscheinlich schon im Zeitpunkt des Inkrafttretens der neuen Bestimmungen als ungenügend erweisen wird, um diese kalte Progression vollständig auszuschalten. Die Einkommen der Jahre 1957/58 bildeten die Grundlage für die Berechnung der Wehrsteuer der Jahre 1959 und 1960. Leider wird es nun zur Tatsache werden, dass der dannzumal gültige Indexstand der Lebenskosten von 180,5 Punkten als Durchschnitt der beiden Jahre 1957/1958, verglichen mit den Einkommensjahren 1963/64, die als Grundlage für die Wehrsteuerjahre 1965/66 dienen werden, um mehr als 10% angestiegen sein wird. Denn heute schon hat der Index der Lebenskosten die Grenze von 200 Punkten überschritten. Für die kleinen und für die mittleren Einkommen wird dieser Entwicklung Rechnung getragen, indem der Tarif bei der untersten Stufe um mehr als 10% erstreckt wird. Für die höheren Einkommen dagegen wird ein Teil des Steuerrabattes, den man ihnen geben will, benützt werden müssen, um die volle Ausmerzung der überhöhten Progression zu erreichen.

Mit dem andern Korrekturlement, nämlich mit dem Steuerrabatt von 10%, soll nun dem in der Öffentlichkeit immer deutlicher werdenden Ruf nach einer realen Entlastung etwas entgegengekommen werden. Dieses Entgegenkommen ist sicher angesichts der stark angestiegenen Einnahmen des Bundes und der Verbesserung seiner Finanzlage gerechtfertigt. Man darf sich hier die Frage stellen, ob dieser Rabattsatz von 10% nicht auf 20% erhöht werden sollte. Ich glaube, auch damit würde das Gleichgewicht der Bundesfinanzen nicht aus den Angeln gehoben.

Es müsste aber als eine krasse Ungerechtigkeit bezeichnet werden, wenn dieser 10prozentige reale Wehrsteuerabbau nur den natürlichen, nicht aber den juristischen Personen zugestanden würde. Die Rechtsform einer Unternehmung darf nicht zu einer Diskriminierung führen. Ich habe mich schon bei früheren Beratungen über Bundesfinanzvorlagen immer dafür eingesetzt, dass alle Unternehmungen ohne Rücksicht auf ihre Rechtsform in gerechter Weise und entsprechend ihrer wirtschaftlichen Bedeutung, zur Tragung der Steuerbelastungen herangezogen werden. Dieser Grundsatz gilt auch im umgekehrten Sinne, nämlich für den Steuerabbau.

Ich glaube auch nicht, dass es sichtig ist, nun einfach das Dogma der sogenannten «siamesischen Zwillinge» aufrecht zu erhalten, nämlich die Auffassung, dass die Veränderung der Steuerbelastung bei der Wehrsteuer, unbedingt mit einer entsprechenden Änderung bei der Warenumsatzsteuer verbunden werden muss. Die Überlegungen zum Vergleich der direkten und der indirekten Steuern, die soeben Herr Kollega Herzog gemacht hat, sind natürlich sehr unvollständig; sie beziehen sich nur auf die Bundessteuern. Wenn Sie aber die gesamte Belastung durch die Steuern des Bundes, der Kantone und der Gemeinden betrachten, dann werden Sie sehen, dass das Verhältnis zwischen den indirekten und den direkten Steuern immer noch ungefähr 1:2 ist.

Eine Beschränkung der Wehrsteuerreduktion auf die natürlichen Personen kann auch nicht damit begründet werden, dass bei den juristischen Personen die Steuerbelastung bereits in feste Preise eingerechnet worden sei. Das mag vielleicht für einzelne Konsumartikel zutreffen. Aber nehmen Sie zum Beispiel eine Maschinenfabrik, die

als juristische Person in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft besteht. Sie wird kaum feste Preise für ihre ganze Jahresproduktion berechnen können. Ihre Verkaufsbedingungen werden durch die Konkurrenzverhältnisse, vor allem durch die Lage auf dem Weltmarkt, diktiert. Das gilt für Tausende von Unternehmungen unseres Landes.

Endlich halte ich es für überflüssig, nochmals darauf hinzuweisen, dass die theoretisch vielleicht richtigen Überlegungen über die konjunkturpolitisch allenfalls notwendig werdende Kaufkraftabschöpfung durch Steuern in der breiten Öffentlichkeit nicht auf Verständnis stossen. Der einfache Bürger kann es nicht verstehen, dass der Staat trotz steigender Rechnungsüberschüsse nicht in der Lage sein sollte, ihm ein bescheidenes Entgegenkommen zu zeigen. Diese Entlastung sollte auch für die juristischen Personen eintreten. Dabei glaube ich, dass die berechnete Reduktion der Wehrsteuer für die juristischen Personen im Ausmasse von rund 12 Millionen Franken pro Jahr kaum eine ins Gewicht fallende Komponente des konjunkturpolitischen Instrumentariums darstellt.

Ich ersuche Sie daher, in bezug auf die Ordnung ab 1965 der Kommissionsmehrheit und den Beschlüssen des Ständerates zuzustimmen. Ich tue das gleiche auch in bezug auf den Abschnitt Iter der Vorlage, der sich auf die Steuerjahre 1963/64 bezieht. Wohl ist der vorgeschlagene Wehrsteuertarif in seinen materiellen Auswirkungen für die untern und mittleren Einkommen etwas günstiger als der 10prozentige Wehrsteuerrabatt. Dagegen würden die höheren Einkommen ab 50 000 Franken durch diesen Tarif weniger und die grossen Einkommen überhaupt nicht entlastet. Das wäre meines Erachtens ungerecht; denn es könnte nicht verantwortet werden, die Wehrsteuer immer mehr in der Richtung einer eigentlichen Klassensteuer auszubauen. Auch die höheren Einkommen haben ein Anrecht auf diese bescheidene Steuerreduktion. Sie dürfen nicht als eine zahlenmässige Minderheit schlechter behandelt werden als die untern und mittleren Einkommen. Es scheint mir auch vom Standpunkt der Steuersystematik aus nicht richtig zu sein, für die Jahre 1963 und 1964 noch einen neuen Tarif zu schaffen. Er wäre allerdings identisch mit dem Tarif ab 1965, aber die Auswirkungen wären anders, weil die Sozialabzüge nicht gleich sind wie ab 1965. Der wichtigste Einwand gegen diesen Antrag der Mehrheit besteht jedoch darin, dass es aus rein praktischen Gründen heute gar nicht mehr möglich sein wird, für die Steuerjahre 1963/1964 den neuen Tarif anzuwenden. Die Volksabstimmung über diese Vorlage wird im Dezember stattfinden. Die nötige Zeit, um auf Grund eines neuen Tarifes die Wehrsteuerbetreffnisse für die Jahre 1963/64 zu berechnen, wird nicht mehr zur Verfügung stehen.

Ich glaube, dass selbst die Minderheit von dieser praktischen Unmöglichkeit überzeugt ist. Darum hat sie auch diesen Eventualantrag mit dem Steuerrabattsystem gestellt. Diesem Rabatt habe ich den gleichen, bereits erwähnten Mangel vorzuwerfen: Er bezieht sich nur auf die natürlichen und nicht auf die juristischen Personen und bedeutet daher eine eigentliche Diskriminierung der Rechtsform der Unternehmungen. Aus allen diesen Überlegungen bitte ich Sie, überall den Anträgen der Kommissionsmehrheit und damit dem Ständerat zuzustimmen.

Schmid Arthur: Man wäre versucht zu sagen: die Zeiten ändern sich und Herr Ackermann mit ihnen. Herr Ackermann hat ja bei der ersten Beratung mit Vehemenz die 20prozentige Streckung vertreten und hat nun sang- und klanglos auf die Konzeption des Ständerates umgestellt. Ich habe gesagt, man wäre versucht es zu sagen; denn in

Tat und Wahrheit hat er sich nicht sehr stark gewandelt, sondern ich glaube, er und die Herren der Kommissionsmehrheit waren von allem Anfang an auf dem Geleise, einen möglichst Steuerabbau (und zwar einen Steuerabbau vor allem auch oben) in die Wege zu leiten. Die Initiative, die dann in der Zwischenzeit eingereicht worden ist, war ein willkommener Anlass, um auf diesem Wege noch einen weiteren Schritt zu tun. Ich will ganz offen bekennen, dass es nicht sehr populär ist, vor den Wahlen sich hier gegen einen möglichst massiven Steuerabbau zur Wehr zu setzen. Aber ich muss schon sagen, es geht doch irgendwie um das Mass und darum, ob der Steuerabbau denen gewährt wird, die nun wirklich infolge der Teuerung und infolge der veränderten Verhältnisse darauf Anspruch haben.

Ich möchte nicht all das wiederholen, was hier von den Vertretern der Minderheit gesagt wurde, aber immerhin feststellen, dass es durchaus angemessen ist, die juristischen Personen aus dem Rabatt auszunehmen, wie das die Minderheit vorschlägt. Es wurde darauf hingewiesen, dass die Teuerungsfaktoren sich in der Buchhaltung der juristischen Personen schon so formen lassen, dass keine weitere fiskalische Belastung eintritt. Es wurde gesagt, dass nicht nur grosse Aktiengesellschaften, sondern auch viele kleine profitieren würden. Es gibt jedoch eine Reihe von Leuten, die für ihr Unternehmen die Form der Aktiengesellschaft wählen, um fiskalisch bedeutend günstiger zu fahren. In der Schweiz werden ja ohnehin die Aktiengesellschaften eher milde behandelt. Es kommt nicht von ungefähr, dass viele ausländische Aktiengesellschaften Sitz in der Schweiz haben.

Es war interessant zu hören, dass Kollege Meyer-Boller sich plötzlich zum Fürsprecher der Genossenschaften entwickelt hat. Wir hoffen nur, er werde dieser Rolle bei späterer Gelegenheit treu bleiben.

Immer wird von der Zürcher Initiative gesprochen. Ich nehme an, man werde ihr bis zu einem gewissen Grade Rechnung tragen. Schon bei anderer Gelegenheit standen Initiativen im Spiele; dort hat man dann vom Druck der Strasse gesprochen, dem man sich nicht aussetzen wolle usw. Bei dieser Initiative aber hat man keinen entsprechenden Ausdruck geschaffen. Die Kommissionsmehrheit ist in ihrem Bestreben, der Initiative entgegenzukommen und ihr das Wasser abzugraben, nicht ganz logisch. Ganz eindeutig ist der Antrag der Minderheit für die Jahre 1963 und 1964, ein viel wirksameres Mittel, um dieser Initiative entgegenzuwirken als der 10prozentige Abbau. Wie Ihnen Kollege Weber ausgeführt hat – Sie können das auch der Tabelle entnehmen, die Sie erhalten haben –, ist der Vorschlag der Minderheit gegenüber dem der Mehrheit bis zu einem Einkommen von 50 000 Franken günstiger, und er ist auch bei den unteren Einkommen annähernd günstiger als die Initiative, und er ist ungefähr gleich wie die Initiative bei Einkommen bis zu 30 000 bzw. 40 000 Franken. – Es ist natürlich eine politische Ermessensfrage, ob Sie vor allem die oberen Einkommen stärker entlasten wollen oder nicht. – Das Argument, es lasse sich praktisch nicht durchführen und wir seien selber davon überzeugt dass sich für die zwei Jahre praktisch kein anderer Abbau als ein prozentualer bewerkstelligen lasse, ist vollständig falsch. Es ist klar, dass, wenn der Minderheitsantrag durchdringen würde – ich glaube angesichts der festgefahrenen Fronten nicht daran –, die Verwaltung dann eine Tabelle ausarbeiten würde (ähnlich wie man sie für die Verrechnungssteuer usw. hat), die den Funktionären in Gemeinden und Kantonen ermöglichen würde, die Steuerermässigung genau so rasch abzulesen, wie es bei 10prozentigem Abbau der Fall

ist. – Wenn Sie sich schon vor der Initiative derart beeindrucken lassen wollen, müssen Sie den Minderheitsanträgen zustimmen, die für die natürlichen Personen und die grosse Zahl der Steuerpflichtigen bedeutend günstiger sind als die Anträge der Mehrheit.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Anträgen der Minderheit zuzustimmen.

Bühler-Winterthur: Das Votum von Kollege Herzog hat mich aus dem Busch geklopft. Er hat zwischen direkten und indirekten Steuern verglichen. Ich kenne sein Votum seit den ersten Bemühungen um die erste Bundesfinanzreform. Es ist uralte. Aber Herr Herzog vergisst immer die Tatsache – oder er lässt sie hübsch beiseite –, dass man die direkten Steuern der Kantone auch mitrechnen sollte, wodurch sich dann ein ganz anderes Zahlenverhältnis ergibt. (Zwischenruf Herzog: Das ist auch eine alte Platte.) Nein, das ist keine alte Platte, das ist Tatsache. Ich kann schon mit alten Platten auffahren: Man vergisst, dass, als unser Bundesstaat gegründet wurde, dem Bundesstaat keine direkten Steuern gegeben wurden, sondern solche konnten nur die Kantone erheben. Die Einführung einer direkten Bundessteuer war eine Erfindung des Ersten Weltkrieges. Sie erinnern sich vielleicht, dass sich bei der Bundesfinanzreform die schwierige Frage ergab, ob der Bund, beim föderalistischen Prinzip, Steuern erheben soll oder nicht. Das haben wir nun überwunden. Wenn aber schon der Bund direkte Steuern bezieht, muss man bei Zahlenvergleichen die direkten Steuern der Kantone (sie können ja keine indirekten erheben) mitheranziehen.

Die Umsatzsteuern sind im Lebenskostenindex einbezogen. All denen, die Indexlöhne erhalten – und das ist ein grosser Teil des Volkes –, wird die Umsatzsteuer bezahlt, nicht aber die direkte Steuer. Vielleicht könnten wir Frieden schliessen, Herr Herzog, und beidseitig die Platten in Zukunft nicht mehr gebrauchen. Ich wäre einverstanden. (Zwischenruf Herzog: Meine Platte ist gut.) Ich warne Sie, zu drohen, gegen die Warenumsatzsteuer eine Initiative zu ergreifen. Es könnte dann schief herauskommen, denn woher wollen wir denn das Geld für alle unsere Sozialaufwendungen holen? Wir brauchen die Warenumsatzsteuer; Ihre Kollegen in Schweden haben sie ja einführen müssen, um ihren Haushalt einigermaßen in Ordnung zu bringen.

M. Glasson, rapporteur: Vous avez entendu la déclaration de M. Weber qui n'a pas repris sa proposition concernant le chiffre 2 de la lettre *b*, de sorte que nous nous trouvons ici devant une situation très claire: l'ensemble de la commission vous propose, en ce qui concerne le chiffre 2 (le tarif), de vous rallier à la décision du Conseil des Etats.

En ce qui concerne la lettre *e* du chiffre *Ibis*, la commission est d'accord pour un rabais de 10% en faveur des personnes physiques. Où il y a divergence, c'est en ce qui concerne les personnes morales. La minorité vous propose de ne pas accorder ce rabais aux dites personnes, tandis que le Conseil fédéral – ainsi que vous l'avez entendu de la bouche de M. Bonvin – est en principe opposé à tout rabais.

Je ne veux pas ici reprendre tous les arguments qui ont été émis en faveur de la proposition de la majorité. Je n'en avais pas encore parlé pour laisser le soin à M. Eggenberger de développer sa thèse. Je voudrais simplement rappeler ce que j'ai déjà dit tout à l'heure, dans le rapport général, à savoir que le Conseil des Etats est arrivé à cette solution à titre de compromis, à la suite d'une discussion très approfondie et du fait que l'un des membres de la

commission avait renoncé à aller plus loin dans le dégrèvement du contribuable.

Nous nous sommes trouvés à la commission du Conseil national devant la même situation. Nous nous sommes demandé si nous ne devrions pas éliminer cette divergence pour des raisons semblables. Mais, d'un autre côté sur le fond lui-même, je crois qu'on peut objectivement défendre le point de vue que si l'on accorde un rabais aux personnes physiques, on peut aussi l'accorder aux personnes morales, celles-ci ne comprenant pas seulement les sociétés anonymes mais aussi les sociétés coopératives et les entreprises pour lesquelles les ristournes et les rabais entrent en ligne de compte. D'un autre côté, il y a, dans les personnes morales, des différences extrêmement grandes, de même que dans les personnes physiques, entre les petites et les grandes sociétés, de manière que le rabais se justifie, me semble-t-il, pour les personnes morales aussi bien que pour les personnes physiques. C'est pourquoi, au nom de la majorité de la commission, je vous prie de vous rallier également au Conseil des Etats en ce qui concerne la lettre *e* du chiffre *Ibis*.

En ce qui concerne le chiffre *I ter*, la proposition principale de la minorité tend donc à agir par la voie de l'élèvement du tarif et non par le chemin du rabais. Le corapporteur de langue allemande a tout à l'heure déclaré que cette façon de faire présenterait pratiquement des difficultés. Il a été «contré» ici par plusieurs orateurs qui ont déclaré que ce n'était pas vrai, qu'il suffirait d'établir une table et que l'administration fédérale des contributions pourrait le faire sans difficulté. J'ai eu l'honneur de travailler très souvent avec cette administration, à propos du régime financier, et je suis sûr qu'elle serait tout à fait à même de résoudre les problèmes pratiques les plus difficiles. Je l'ai vue à l'œuvre pendant de nombreuses séances et je sais le mérite de ses dirigeants et de ses collaborateurs. Mais je crois tout de même pouvoir dire qu'il me semble qu'en tout cas sur un point le rabais est plus facile à appliquer. Je pense aux ouvriers étrangers qui quittent la Suisse. On peut songer à un exode assez important de 100 000 à 200 000 personnes. Pour ceux-là, il est incontestable qu'il y a de grandes difficultés à résoudre le problème par le voie du tarif. C'est pourquoi – et aussi par le fait qu'il est préférable de ne rien modifier jusqu'à la nouvelle reconduction du régime financier – je vous propose, au nom de la majorité de la commission, de vous rallier, également sur ce point, à la décision du Conseil des Etats.

Weibel, Berichterstatter: Bei aller Achtung, die ich dem etwas schwierigen Standpunkt von Herrn Bundesrat Bonvin entgegenbringe, muss ich ihm doch sagen, dass es in erster Linie darum geht, diese Vorlage in der Volksabstimmung durchzubringen. Wenn wir nicht allen – das ist vielleicht eine etwas primitive Denkweise, aber sie dürfte höchstwahrscheinlich richtig sein – etwas bringen, so bringen wir diese Vorlage nicht durch. Es ist heute den ganzen Vormittag noch nicht betont worden, dass es sich zum ersten Mal darum handelt, für 10 Jahre eine Vorlage durchzubringen. Es ist insbesondere auch für den Bundesrat sehr wichtig, dass er einmal Ruhe hat und nicht schon jetzt an die nächste Revision denken muss. Wenn wir diese zehnjährige Periode durchblicken wollen, müssen wir allen etwas bieten. Dass die Initiative berücksichtigt werden muss, hat Herr Weber in aller Offenheit selber zugegeben. Er sagt allerdings, dass sein Vorschlag mehr entgegenkomme. Mindestens psychologisch glaube ich das auf keinen Fall. Die Initiative aus Zürich ist eine Rabatt-

Initiative. Sie schlägt ganz einfach einen Rabatt von 20 Prozent vor. Wenn wir ebenfalls mit einem Rabatt kommen, können wir sagen, dass wir die Idee der Initiative im Prinzip übernehmen, sie allerdings in der Praxis halbieren, um den Bund nicht zu kurz kommen zu lassen. Ich glaube aber, dass es den Leuten dort leichter fallen wird, ihre Initiative zurückzuziehen, wenn Sie dem Vorschlag der Mehrheit zustimmen

Herr Eggenberger hat vorgeschlagen, dass die juristischen Personen nicht zum Zuge kommen sollen. Hier möchte ich ein Argument von Herrn Schaller verwenden, das er in der Kommission zum Ausdruck gebracht hat. Der Ständerat hat Beschluss gefasst, die juristischen Personen sollen auch zum Zuge kommen. Die Wirtschaft weiss das und erwartet mit Sicherheit, auch etwas zu bekommen. Wenn man hier die Retourkutsche besteigen will, wird eine Enttäuschung eintreten, die leicht in Opposition umschlagen kann. Auch dieses Argument darf hier noch erwähnt werden.

Herr Eggenberger hat erklärt, der Rabatt sei sozial nicht gerecht. Dazu muss ich bemerken: die Veranlagungen basieren auf einem sozial gestaffelten und ausgesprochen progressiven Tarif; also kommt die soziale Gerechtigkeit im Tarif zum Ausdruck. Auf Grund dieses Tarifes, der oben mehr belastet als unten, werden die Steuerbeträge errechnet. Somit ist gewährleistet, dass auch bei der Rabattlösung unten die Leute berücksichtigt werden, und oben die Mehrbelastung durch den progressiven Tarif gegeben ist.

Herr Weber hat geflissentlich unterlassen zu sagen, dass die Übergangslösung nicht nur den Rabatt vorsieht, sondern dass dazu das Steuerminimum auf 15 Franken hinaufgesetzt wird. Aus den Tabellen ersehen Sie, dass sehr viele kleine Steuerzahler dadurch schon in den Jahren 1963 und 1964 aus der Wehrsteuer wegfallen. Auch hier ist noch eine Komponente hineingenommen worden, um der Steuergerechtigkeit entgegenzukommen.

Die Frage des Masses: Ich muss doch generell feststellen, dass sowohl Mehrheit wie Minderheit einen Steuerabbau vorschlagen. Die Differenz beträgt, wie ich vorhin ausgerechnet habe, für die Übergangslösung 9 Millionen Franken. Angesichts des Bundesplafonds von bald 4 Milliarden wird man in guten Treuen nicht behaupten können, dass es sich bei diesen 9 Millionen um eine konjunkturpolitisch entscheidend wichtige Summe handelt.

Die Frage der praktischen Durchführbarkeit: ich halte an meinem Standpunkt fest, nachdem ich mich noch einmal bei der Verwaltung erkundigt habe, was schwieriger sei zur Ausführung: der Rabatt oder der neue Tarif. Es wurde mir noch einmal ausdrücklich bestätigt, dass die Lösung des Rabatts viel einfacher ist, insbesondere dort, wo es sich um die Fremdarbeiter handelt, die die Schweiz Ende des Jahres verlassen. Es sind dies immerhin 150 000 bis 200 000 Leute. Hier wird man mit der Tariflösung viel schwerer zurecht kommen als mit der Lösung über den Rabatt.

Noch eine letzte Bemerkung gegenüber Herrn Schmid. Er wirft der Mehrheit vor, sie hätte von Anfang an nur das eine im Auge gehabt: Steuerabbau, insbesondere oben. Dazu möchte ich folgendes sagen: Nach der neuen Lösung wird ein Verheirateter mit drei Kindern mit einem Einkommen bis zu 12 600 Franken steuerfrei sein. In der heutigen Lösung muss dieser gleiche Verheiratete mit drei Kindern bei einem Einkommen von 9000 Franken bereits 10 Franken Wehrsteuer bezahlen. Man kann in guten Treuen nicht behaupten, dass die Mehrheit und der Ständerat Lösungen vorschlagen, die unten nicht entlasten wollen, sondern nur oben. Wir dürfen Ihnen aus Gründen der

Steuergerechtigkeit bestens empfehlen, der Mehrheit und dem Ständerat zuzustimmen. Dann haben wir eine Vorlage, die wir aller Voraussicht nach im Volke durchbringen. Damit ist dem Staat sicher am besten gedient.

Abstimmung – Vote

Ibis, Artikel 8, Absatz 3, Litera e

| | |
|--------------------------------|-------------|
| Für den Antrag der Mehrheit: | 109 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit: | 51 Stimmen |

Iter, Artikel 8, Abschnitt 3, Litera b

| | |
|-------------------------------------|-------------|
| Für den Antrag der Mehrheit: | 109 Stimmen |
| Für den Hauptantrag der Minderheit: | 51 Stimmen |

Iter, Artikel 8, Absatz 3, Litera b

| | |
|--|-------------|
| Für den Antrag der Mehrheit: | 106 Stimmen |
| Für den Eventualantrag der Minderheit: | 47 Stimmen |

Titel

Antrag Ackermann

Bundesbeschluss

über

die Weiterführung der Finanzordnung des Bundes (Verlängerung der Geltungsdauer von Artikel 41ter BV) und die Ermässigung der Wehrsteuer ab 1. Januar 1963.

Titre

Proposition Ackermann

Arrêté fédéral

concernant

la prorogation du régime financier de la Confédération (prolongation de validité de l'article 41ter de la constitution) et réduction de l'impôt pour la défense nationale dès le 1^{er} janvier 1963.

Le président: Je vous rappelle qu'il n'y a plus de divergences. En revanche, nous avons une proposition de M. Ackermann tendant à modifier le titre même de la loi.

Cette proposition est recevable; il est prévu en effet que si une modification du titre ou de certains articles est nécessaire du fait de vos décisions se changement peut être opéré. Il est justifié dans le cas particulier puisque vous avez accordé un rabais de 10%; la proposition Ackermann propose de mentionner la notion du rabais dans le titre même.

Je donne la parole à M. Ackermann qui va défendre brièvement sa proposition.

Ackermann: Vorerst möchte ich mich entschuldigen, dass ich diesen Antrag nicht schon in der Kommission gestellt habe. Die Zweckmässigkeit, ja Notwendigkeit der vorgeschlagenen Ergänzung des Titels ist mir eben erst in den letzten Tagen bewusst geworden. Der Bundesbeschluss, wie er aus den Beratungen unseres Rates hervorgegangen ist, beinhaltet nicht mehr nur die unveränderte Weiterführung der Bundesfinanzordnung, wie sie der Bundesrat vorschlug, und wie sie zuerst vom Ständerat, der bei dieser Vorlage die Priorität hat, sanktioniert worden ist. Einmal hat der Nationalrat auf Antrag unserer Kommission ab 1. Januar 1965 neben der Erhöhung der Abzüge für verheiratete Personen und für Kinder eine Streckung des Tarifes um 10 bis 20 Prozent vorgenommen. Der Ständerat hat dann seinen ursprünglichen Standpunkt preisgegeben und nicht nur den nationalrätlichen Steuerabbau-

beschluss bei der Wehrsteuer zugestimmt, sondern zusätzlich noch einen 10prozentigen Rabatt zum Beschluss erhoben. Um diese 10 Prozent soll schon die für die Jahre 1963 und 1964 geschuldete Wehrsteuer ermässigt werden. Der Bürger, der zum Entscheid über diese Verfassungsvorlage zur Urne gerufen wird, hat sicher einen Anspruch darauf, schon aus dem Titel der Vorlage klar zu erkennen, worum es sich bei der Abstimmung im wesentlichen handelt. Heute geht es nicht mehr – wie ursprünglich vom Bundesrat konzipiert – um eine blosser Verlängerung der geltenden Finanzordnung des Bundes, sondern zugleich um eine wesentliche Änderung im Sinne einer Ermässigung bei der Wehrsteuer. Zudem greifen wir zurück in die gegenwärtige, auf sechs Jahre befristete Finanzordnung, indem wir auch für die beiden letzten Jahre 1963 und 1964 einen Rabatt von 10 Prozent gewähren. Neben dem Anspruch des Bürgers auf Wahrheit und Klarheit bei der Umschreibung des Titels kommt meinem Antrag besonders im Hinblick auf den erstrebten positiven Ausgang der Volksabstimmung auch eine politisch-psychologische Bedeutung zu. Wenn wir schon eine substantiell bedeutende Ermässigung auf der Wehrsteuer vorsehen, wollen wir dieses Entgegenkommen an den Steuerzahler nicht unter den Scheffel stellen, sondern schon im Titel zum Ausdruck bringen.

Das sind die Gründe, die mich veranlassen, einen Ergänzungsantrag zum Titel einzureichen, der nun wie folgt lauten würde: «Bundesbeschluss über die Weiterführung der Finanzordnung des Bundes (Verlängerung der Geltungsdauer von Artikel 41 ter BV) und die Ermässigung der Wehrsteuer ab 1. Januar 1963.»

Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

M. Glasson, rapporteur: Je relève simplement, Messieurs, comme vient de le déclarer notre collègue M. Ackermann, que la proposition est nouvelle et qu'elle n'a pas été soumise à la commission. Je parle donc à titre personnel.

M. le président du Conseil a déjà dit que cette proposition était recevable en la forme. Je suis également de cet avis. La décision que vous venez de prendre rend une nouvelle proposition possible dans le cadre de la discussion sur les divergences.

Je voudrais dire d'ailleurs en passant à M. Herzog, qui a fait allusion à la procédure suivie au sein de notre commission, qu'il était également justifié d'admettre à cet endroit des propositions sur l'impôt de défense nationale du moment qu'il y avait une divergence sur l'un de ces points, conformément à une pratique toujours suivie.

Quand au fond, je n'ai rien à dire si ce n'est évidemment qu'on crée ainsi une divergence avec le Conseil des Etats, alors qu'on les avait toutes éliminées. Cela est de nature à retarder éventuellement la liquidation de l'objet. On devrait donc le faire par la voie de la commission de rédaction puisqu'il s'agit uniquement d'une modification d'ordre formel n'entraînant aucun changement matériel. Je vous propose donc d'en décider ainsi pour venir à la rencontre de M. Ackermann sans créer pour autant une nouvelle divergence avec le Conseil des Etats.

Weibel, Berichterstatter: Wie Herr Ackermann selbst sagte, ist dieser Vorschlag in der Kommission nicht zur Diskussion gestanden; ich kann daher nur persönlich dazu Stellung nehmen. Aus dem allgemeinen Bestreben heraus, keine Differenz zum Ständerat zu schaffen und dadurch allfällige Verzögerungen zu riskieren, möchte ich davon absehen, diesem Vorschlag zuzustimmen. Das Volk interessiert sich sicher nicht so sehr für den Titel dieses Vor-

schlages, sondern einzig und allein um den Inhalt der Vorlage. Die Überlegungen des Herrn Ackermann haben etwas für sich, das muss man ohne weiteres zugeben. Ich glaube aber, dass über die Redaktionskommission sicher eine Lösung gefunden werden kann, und ich möchte ihn deshalb persönlich bitten, im Sinne eines Auftrages an die Redaktionskommission seinen Antrag zurückzuziehen.

Ackermann: Ich bin nicht einverstanden und interessiere mich für den Standpunkt des Bundesrates.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Je n'ai pu consulter mes collègues; il y en aurait un qui pourrait me donner son avis, mais cela ne suffirait pas puisqu'il faut être au moins quatre pour le faire. Je souhaite que vous ne créerez pas de divergence nouvelle entre votre Conseil et celui des Etats; la solution la plus efficace, et un industriel doit vouloir les solutions efficaces, c'est de confier la rédaction de ce titre à la commission de rédaction, en admettant de bien fondé de la proposition de M. Ackermann.

Le président: Messieurs, la situation est la suivante: les deux rapporteurs sont d'avis qu'il faut renvoyer la question à la commission de rédaction et refuser la proposition Ackermann. M. Ackermann maintient sa proposition.

Abstimmung – Vote

| | |
|---------------------------|------------|
| Für den Antrag Ackermann: | 33 Stimmen |
| Dagegen | 68 Stimmen |

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

**8251. Kranken- und Unfallversicherung.
Bundesgesetz (KUVG). Änderung
Assurance en cas de maladie et accidents.
Loi (LAMA). Modification**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 418 hiervor – Voir page 418 ci-devant

Wyss, Berichterstatter: Sie haben vom Herrn Präsidenten gehört, dass wir mit den Beratungen in Verzug sind; damit diese Verzögerung nicht noch grösser wird, verzichte ich auf ein Schlusswort; ich kann dies um so eher tun, als in bezug auf Eintreten keine gegenteilige Meinung zum Ausdruck gebracht wurde, so dass also über die Notwendigkeit der Revision keine Meinungsverschiedenheit besteht, und weil zweitens, was die umstrittenen Punkte betrifft (Arztrecht, Beiträge des Bundes und Zulassung der Chiropraktoren), ich in der Detailberatung genügend Gelegenheit erhalten werde, dazu Stellung zu nehmen. Deshalb möchte ich auf ein weiteres Schlusswort verzichten.

M. Primborgne, rapporteur: Le débat d'entrée en matière a eu ceci de particulier que les orateurs tout en exprimant leur point de vue général sur le problème ont assorti leurs réflexions de remarques qui anticipent si je peux m'exprimer ainsi, sur la discussion de détail. En effet, les problèmes que nous allons discuter, qu'ils soient en relation avec l'uniformité des cotisations, l'introduction de la chiropratique selon la version de la commission, le droit médical ou les subsides, ont tous fait l'objet d'allusions ou même d'analyses qui seront certainement reprises.

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1963 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | III |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Herbstsession |
| Session | Session d'automne |
| Sessione | Sessione autunnale |
| Rat | Nationalrat |
| Conseil | Conseil national |
| Consiglio | Consiglio nazionale |
| Sitzung | 07 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 25.09.1963 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 441-454 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 784 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**8470. Finanzordnung des Bundes.
Verlängerung.
Régime financier de la Confédération.
Prolongation**

Siehe Seite 80 hiervor – Voir page 80 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 11. Juni 1963
Décision du Conseil des Etats du 11 juin 1963

Le président: M. Koenig a demandé la parole pour faire une déclaration au nom de son groupe.

König-Zürich: Die Fraktion des Landesrings der Unabhängigen muss dem Beschluss über die Weiterführung der Bundesfinanzordnung in der Form, in der er aus den Beratungen der Räte hervorgegangen ist, ihre Zustimmung versagen. Rein fiskalische Gesichtspunkte gaben leider vielfach den Ausschlag. Gerechtigkeit, Klarheit und Einfachheit für Steuerzahler und Fiskus wurden ganz ungenügend verwirklicht. Die erzielten und weiter zu erwartenden aussergewöhnlich hohen Überschüsse der Staatsrechnung hätten einen viel weitergehenden Steuerabbau erlaubt. Solche Überschüsse wecken neue Begehrlichkeiten gegenüber der öffentlichen Hand, denen Bundesrat und Parlament erfahrungsgemäss nur ungenügend Widerstand entgegenzusetzen vermögen. Im Ergebnis wirkt die übermässige Steuereintreibung darum keineswegs konjunkturdämpfend. Sie ist geeignet, der unerwünschten Ausdehnung des staatlichen Einflusses und Apparates Vorschub zu leisten. Ungerecht erscheint uns, dass der Steuerabbau einseitig bei der direkten Einkommenssteuer vorgenommen wird. Keinerlei Erleichterungen werden für die indirekten Steuern gewährt; diese Steuern verteuern die Lebenskosten und lasten damit weit stärker auf dem kleinen Manne. Der vorwiegend fiskalische Charakter der Vorlage ergibt sich auch daraus, dass zwar Anstrengungen zu einer bessern Steuererfassung in Aussicht gestellt werden, indessen nicht das geringste Verständnis für eine Steuervereinfachung und eine Verfahrensvereinfachung, für eine Befreiung der Steuerpflichtigen und der überlasteten Wirtschaft und Verwaltung von unfruchtbarer Arbeit gezeigt wurde.

Aus allen diesen Gründen lehnt die Fraktion des Landesrings die jetzige Vorlage ab.

Schlussabstimmung – Vote final

| | |
|------------------------------------|------------|
| Für Annahme des Beschlussentwurfes | 97 Stimmen |
| Dagegen | 9 Stimmen |

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

8686. Steueramnestie – Amnistie fiscale

Siehe Seite 151 hiervor – Voir page 151 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 12. Juni 1963
Décision du Conseil des Etats du 12 juin 1963

Schlussabstimmung – Vote final

| | |
|------------------------------------|-------------|
| Für Annahme des Beschlussentwurfes | 110 Stimmen |
| Dagegen | 5 Stimmen |

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

**8794. Förderung des sozialen Wohnungsbaues.
Erhöhung des Kredites
Encouragement à la construction de
logements à caractère social.
Augmentation du crédit**

Siehe Seite 378 hiervor – Voir page 378 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 25. September 1963
Décision du Conseil des Etats du 25 septembre 1963

Schlussabstimmung – Vote final

| | |
|------------------------------------|------------------|
| Für Annahme des Beschlussentwurfes | 131 Stimmen |
| | (Einstimmigkeit) |

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

**8625. Konzessionierte Bahnunternehmungen.
Annäherung von Tarifen
Entreprise de chemins de fer concessionnaires.
Rapprochement des tarifs**

Siehe Seite 405 hiervor – Voir page 405 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 20. Juni 1963
Décision du Conseil des Etats du 20 juin 1963

Schlussabstimmung – Vote final

| | |
|------------------------------------|------------------|
| Für Annahme des Beschlussentwurfes | 127 Stimmen |
| | (Einstimmigkeit) |

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

Nachmittagssitzung vom 30. September 1963
Séance du 30 septembre 1963, après-midi

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

**8251. Kranken- und Unfallversicherung.
Bundesgesetz (KUVG). Änderung
Assurance en cas de maladie et accidents.
Loi (LAMA). Modification**

Siehe Seite 483 hiervor – Voir page 483 ci-devant

Art. 22 bis, Abs. 5

Fortsetzung – Suite

Eggenberger: Die grosse Zahl von Votanten zu Artikel 22 bis, Absatz 5, dürfte im Zusammenhang mit der ausserparlamentarischen Auseinandersetzung über das Arztrecht beweisen, dass wir hier zwar nicht am wichtigsten, wohl aber am neuralgischsten Punkt der ganzen Vorlage angelangt sind.

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung.

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1963 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | III |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Herbstsession |
| Session | Session d'automne |
| Sessione | Sessione autunnale |
| Rat | Nationalrat |
| Conseil | Conseil national |
| Consiglio | Consiglio nazionale |
| Sitzung | 10 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 27.09.1963 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 502-502 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 789 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittags Sitzung vom 3. Oktober 1962
Séance du 3 octobre 1962, matin

Vorsitz – Présidence: Herr Vaterlaus

8470. Finanzordnung des Bundes.
Verlängerung
Régime financier de la Confédération.
Prolongation

Botschaft und Beschlussentwurf vom 18. Mai 1962
 (BBl I, 997)

Message et projet d'arrêté du 18 mai 1962 (FF I, 1033)

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung – Rapport général

Meier, Berichterstatter: Wer immer aufgerufen wird, die Finanzquellen eines öffentlichen Gemeinwesens aufzuspüren und deren Ertrag für einen neuen Zeitablauf zu dosieren, sieht sich vor die grundlegenden Fragen der Bestimmung, der Entwicklung und der Gestaltung des öffentlichen Dienstes gestellt. Diese Beobachtung kann ein jeder machen, der auf einer der traditionellen Stufen schweizerischer Existenz, der Gemeinde, des Kantons und des Bundes, zu solchem Dienst verpflichtet wird. Was in der Verfassung programmatisch als Auftrag erklärt ist und in Gesetzen und Verordnungen die Ausführungsbestimmungen erhält, findet in den meisten Fällen die Normierung der Grösse, die Art des Aufbaues und die Stärke des Einsatzes erst in der Zuwendung der finanziellen Mittel. Wir stehen also heute vor der bedeutsamen Aufgabe, das weite Feld der dem Bunde zugewiesenen Funktionen, wenn auch nur indirekt, in ihrer Art, Grösse und Intensität zu bestimmen.

Dabei darf es nicht unsere Arbeitsweise sein, allen uns bei diesem Tun gestellten Fragen allein die staatsseitig wünschbare Antwort zu erstatten. Finanz- und Steuerfragen verschaffen immer wieder die Begegnung mit der Zwiespältigkeit, die in der Verbindung des Individuums mit dem Staat zum Ausdruck kommt. Was in langer Entwicklung und in sachgemässer Begründung der freien, individualistischen Gestaltung zugewiesen wurde, reklamiert bei solchen Gelegenheiten die eigene Existenz und die finanziellen Mittel zum Durchhalten. So stehen wir mitten drin in dem heiklen aber ständig erteilten Auftrag der Begrenzung und der Verbindung der kollektiv gestalteten und der dem Individuum zugewiesenen Lebensgebiete.

Dazu gesellt sich noch eine andere, für unser Land eigenartige Ausscheidung, die uns durch die föderalistische Struktur unserer politischen Organisation aufgetragen wird: die der Respektierung der Mittelbeschaffung unserer Kantone und Gemeinden. Der Umstand, dass es noch nicht gelungen ist und wohl noch geraume Zeit auf sich warten lässt, die Steuersubstrate in verschiedene Stufen säuberlich

aufzuteilen, verschafft jeder Neubestimmung staatlicher Einnahmen wesentliche Schwierigkeiten. Auch uns bleiben sie diesmal nicht erspart.

Diese drei Feststellungen zeigen uns in zwingender Deutlichkeit, dass das Geschäft, das wir jetzt in Angriff nehmen, in seiner Wertung im umgekehrten Verhältnis steht zu der lapidären Kürze des uns vorgelegten Entwurfes zu einem Bundesbeschluss. In der Existenz eines Volkes hat die Zusprechung der finanziellen Mittel an die Gemeinschaften, die als tragende und aufbauende Kräfte berufen sind, grosse Bedeutung. Zu diesem Werke sind wir nun verpflichtet.

Die Grundlage unserer Beratungen bildet das Ergebnis jener leidenschaftlichen Auseinandersetzungen, die im Jahre 1957 in beiden Räten geführt wurden und das am 11. Mai 1958 die Zustimmung des Schweizervolkes und der eidgenössischen Stände gefunden hat. Das, was jene Diskussion nährte, lag im Bereich des Grundsätzlichen, der quantitativen Dosierung und der gerechten Verlagerung der fiskalischen Lasten. Hüben und drüben kämpfte man im Bewusstsein, Bedeutendem verpflichtet zu sein, so dass es sich wohl verantworten lässt, im Vergleich zu unserer Zeit einige retrospektive Betrachtungen anzustellen.

Nehmen wir das Grundsätzliche, bzw. die staatspolitische Fragestellung vorweg, die die Beachtung der föderalistischen Dominanten bei der fiskalischen Versorgung des Bundesstaates zum Inhalt hatte. Seit die damals neuen, massiven Mittel, die die Landesverteidigung benötigte, im Jahre 1915 die Erhebung einer „einmaligen, eidgenössischen Kriegsteuer“ unerlässlich machten, wurde die säuberliche Ausscheidung der steuerlichen Gefilde gefordert, erörtert, aber noch nie realisiert. Dem Wünschbaren stellte sich immer die politisch gegenteilige Wertung des Bundes und der Finanzbedarf seiner zeitgebundenen Verpflichtungen gegenüber. So blieben die Kontingentslösung im Jahr 1950 auf der referendumspolitischen Schlussstrecke und die Bundessteuer für juristische Personen im Anfangsstadium der verwaltungsmässigen Vorbereitung liegen. Demgegenüber konnten sich jene mit dem Odium des Kompromisses behafteten, zeitlich vorsichtig befristeten Vorschläge, wenn auch unter Überwindung schwerer Widerstände, durchsetzen. Die Probe- und Bewährungsjahre, die die 1958er Lösung nun selbstsicher und ertragsreich durchschreiten kann, scheinen sogar den Kredit des Bestehenden befestigt zu haben. Wenn nicht alle Zeichen trügen, die in den Kommissionsberatungen sichtbar wurden, wird für diesmal das früher Bedeutsame nur in der Betonung von Vorbehalten mitschwingen. Wir müssen dabei wohl bedauerlicherweise feststellen, dass jedes andere Verhalten der Kongruenz zu den heutigen Gegebenheiten entbehren würde. Wir haben zu viel in der Sprache unserer Zeit solid begründet und das früher in kantonaler Hoheit und Gestaltung Gehaltene der Mitfinanzierung durch den Bund unterstellt, als dass wir es jetzt wagen könnten, jener traditionellen Ausmarchung zu rufen, die den Bund fiskalisch spürbar schwächen würde. Die Intensität des neuzeitlichen Lebens und die Grössenordnungen, die unsere Zeit erfordert, haben die finanziellen Erfordernisse derart verschoben, dass der Auftrag, die schweizerische Fiskalpolitik im staatspolitisch kon-

sequent durchdachten Rahmen zu situieren, mehr Zeit fordert, als es die zeitliche Terminierung der heutigen Regelung zulässt. Immerhin müssen wir uns daran erinnern, dass die Argumentation in früheren Debatten eine derart imponierende Gewichtung erhielt, dass es kaum tragbar wäre, sie heute einfach als überholt wegzuschieben. Die zeitliche Normierung der weiteren Geltungsdauer, die Kernpunkt unserer Beschlüsse ist, sollte es ermöglichen, dass das Eidgenössische Finanzdepartement konstruktionsfähiges Material vorlegen kann, erfasst sie doch wesentliche Konten auf der Einnahmenseite wie auf der Ausgabenseite der eidgenössischen und der kantonalen Staatsrechnungen.

Neben dieser grundsätzlichen Problemstellung klammerte sich die Diskussion vor allem an der zweifellos berechtigten Frage fest: „Wie viele Mittel benötigt der Bund, um seine ihm übertragenen Aufgaben wirksam zu erfüllen?“ Ein Rückblick auf dieses bis ins Akrobatische vorgetriebene Spiel mit mengenmässig reich dotierten Zahlen entbehrt nicht eines besonderen Reizes. Das Verdikt des Stückwerkes wird hier besonders eindrücklich ausgesprochen. Wir müssen allseitig feststellen, dass die vorgesehenen und in verschiedener Betonung angemeldeten Aufgaben des Bundes erfüllt werden konnten; das Soll, das militärisch, sozialpolitisch und im Blick auf die zeitgemässen allgemeinen und speziellen Bildungsprobleme angemeldet wurde, konnte erreicht und finanziell zeitgemäss alimentiert werden. Dazu war es möglich, den Fehlbetrag der Bilanz von Ende 1958 bis Ende 1961 von 6,7 Milliarden auf 5,9 Milliarden Franken zu senken. Das sind respektable Leistungen, die begreiflich sind, wenn wir dazu noch festhalten, dass das fiskalische Zwillingsspaar der Wehrsteuer und der Warenumsatzsteuer im Jahr 1960 zusammen 1112 Mio und im Jahre 1961 1004 Mio Franken einbrachten. Diese Erträge lassen es kaum verantworten, im Rahmen unserer heutigen Aufgabe überhaupt einen Zweifel am Genügen auszusprechen. Die beiden Möglichkeiten radikaler Verschiebungen: ein stürmisches Anwachsen der Ausgaben und ein durch Einflüsse von aussen bedingtes Zusammenschmelzen der Einnahmen würden einer neuen Überprüfung des gesamten Finanzplanes rufen.

Die dritte Ausmarchung des Jahres 1958 galt der Grössenordnung, wie sie den beiden Steuerarten, der Wehrsteuer und der Warenumsatzsteuer, zukommen sollen. Es scheint mir, dass auch hier die Zeit eine wesentliche Klärung oder mindestens Verschiebung gebracht hat. Die Wehrsteuer, die damals als zu gering bemessene Abgabe der besitzenden Kreise diskutiert wurde, präsentiert sich heute als Steuerlast, die die Befürworter von damals als Revisionisten antreten lässt, und die Warenumsatzsteuer hat durch den gewaltig gestiegenen Konsum eine derart weitschichtige Verlagerung erhalten, dass sie neben der sozialen Wirkung der Freilisten auch dort grosse Additionsmöglichkeiten hat, wo das Leben nach den anspruchsvollen Normen unserer Zeit genossen wird. So dürfte es sich auch hier erübrigen, das neu in Beratung zu ziehen, was zeitentsprechende Verteilung gefunden hat.

Diese Feststellungen und Überlegungen führen uns zu einer mit ernsthaftem Bedauern ausgesprochenen Selbstanklage. Es ist schade, dass die eid-

genössischen Räte nur den begrenzten Mut aufgebracht haben, den Absatz 1 des Artikels 41 ter der Bundesverfassung begrenzt für die Jahre 1959–1964 in Kraft zu setzen. Diese Zeit hat sich für die Finanzgestaltung des Bundes als ausreichend erwiesen, um eine Gesundung anzubahnen, aber als viel zu kurz, um die notwendigen Ausführungsgesetze zu erlassen, geschweige denn die grundsätzliche Neuordnung zu konzipieren, der der leidenschaftliche Ruf vieler Kreise auch heute noch gehört.

Es konnte unter diesen Umständen eigentlich nicht überraschen, als das Finanzdepartement im August 1961 einen Vorentwurf für einen in einfachster Formulierung aufgesetzten Bundesbeschluss der Vernehmlassung aussetzte. Die Verlängerung der heute geltenden Ordnung war dabei der wesentlichste Inhalt, der präsentiert wurde. Von den beiden Abweichungen bezog sich eine auf die Biersteuer, mit der andern sollte ein neuer Absatz 2 zu Artikel 42 bis der Bundesverfassung eingeführt werden, kraft dessen auf dem Wege der Gesetzgebung die Warenumsatzsteuer und die Wehrsteuer bei ernsthafter Störung des Gleichgewichtes der eidgenössischen Staatsrechnung bis zu einem Viertel erhöht werden könnten.

Diese beiden Vorschläge lösten weitaus mehr Bewegung aus als die zentrale Zielsetzung, dem, was heute befristet in Kraft ist, ein weiteres Dezenium Geltungsdauer zuzuhalten. Die beantragte Aufhebung des Absatzes 4 von Artikel 41 ter, nach dem die Gesamtbelastung des Biers durch die Biersteuer, die Zollzuschläge auf Braustoffen und Bier, sowie durch die Warenumsatzsteuer im Verhältnis zum Bierpreis gegenüber dem Stand vom 31. Dezember 1958 weder erhöht noch ermässigt werden darf, fiel in die mühsame Beratungssphäre gegenseitigen Nichtverstehens oder Nichtverstehenwollens. Währenddem sie von Seiten des Departementes als eine Erleichterung gedeutet wurde, sahen sich die beteiligten Kreise einer neuen Unsicherheit gegenübergestellt. Es ist darum verständlich, dass in verschiedenen Vernehmlassungen, auch in solchen der Kantone, der neuen Konzeption das Bestehende gegenübergestellt wurde, verstärkt durch die überzeugende These: möglichst wenige oder gar keine Veränderungen.

Die Variabilität der Wehrsteuer und der Warenumsatzsteuer im Rahmen der Gesetzgebung war zwar mit der bedeutsamen Einschränkung garniert, dass fiskalische Ausfälle des Bundes, die durch die europäische Integration ausgelöst werden, nicht in den Bereich dieses einfacheren Korrekturverfahrens gezogen werden dürfen. Trotzdem fand diese Verschiebung von der heutigen, an die konkrete Willensäusserung des Volkes und der Stände gebundene Dosierung der beiden bedeutsamen Bundessteuern auf die parlamentarische Ebene der Gesetzgebung eine ausgesprochen ungünstige Aufnahme. Sowohl die Voraussetzungen für eine Verschärfung als auch die Erhöhung selbst wurden der undeutlichen Formulierung bezichtigt, die der Willkür in der praktischen Gestaltung die Türe nicht wirksam verschliesse. Gleichzeitig wurde bei der Warenumsatzsteuer die Erweiterung der Freiliste und bei der Wehrsteuer der Miteinbezug einer Reduktionsmöglichkeit reklamiert.

Der bedeutsamste Vorschlag: die heutigen steuerlichen Schwergewichte, die Wehrsteuer und die Warenumsatzsteuer in ihrer Geltungsdauer zu verlängern, begegnete keinem entschiedenen Widerstand. Wohl zeigen sich Varianten der Zustimmung, aber der Umstand, dass ihre Streuung von einem Extrem ins andere hinübergreift, lässt es verantworten, dass sich die Verwaltung in ihrem Vorschlag und die Bundesversammlung in ihrem Beschluss an die beantragten 10 Jahre halten. Dabei dürfte das getroffen werden, was zwischen 5 Jahren als minimal geforderte Geltungsdauer und der unbefristeten Verlängerung die Merkmale eines erträglichen Kompromisses noch an sich hat. Dass alle Kantone und die Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren dieser Bemessung zugestimmt haben, wenn auch in verschiedener Betrachtungsweise und mit Betonung von Vorbehalten, kann als ermutigende These gewertet und so gedeutet werden, dass die fiskalische Konkurrenz einem erträglichen Masse zugeführt worden ist.

Im allgemeinen ist das Ergebnis des Vernehmlassungsverfahrens, wenn man bedenkt, dass es das Echo aus der reichen Mannigfaltigkeit unseres politischen und wirtschaftlichen Lebens zum Ausdruck bringen muss, nicht als ungünstig zu bezeichnen. Die grundsätzliche Reserve einer dem föderalistischen Staatsbild besser angepassten Lösung wird zwar angemeldet, die 10jährige Verlängerung kritisch sondiert und die Gewichtsverhältnisse Warenumsatzsteuer/Wehrsteuer in Anlehnung an frühere Kampfsthesen angezweifelt. Der Landesring der Unabhängigen und der Migros-Genossenschaftsbund lehnen den Vorschlag ausdrücklich ab, wobei eine auffallend leuchtende Sympathie der Wehrsteuer zugesprochen und diese jetzt schon als Auffänger und als Gegenleistung für die fiskalischen Integrationsausfälle angemeldet wird.

Vernehmlassungen können nie im Rahmen konkreter Fragebeantwortung gehalten werden. So ist es auch diesmal zur Anmeldung weiter gesteckter Begehren gekommen, die sich dann später als markante Punkte im Programm der Kommissionsberatungen erwiesen haben. Ihre Formulierung wurde hauptsächlich in den kantonalen Finanzdirektionen vorgenommen und in der Kollektiveingabe der Finanzdirektorenkonferenz untermauert. Dieser Einspruch musste erwartet werden, und es ist ihm bedeutsames Gewicht beizumessen, bewegen wir uns doch hier für ein Jahrzehnt gestaltend im Bereich von Steuersubstraten, die konkurrenzierend beansprucht werden. Die Betreuer der kantonalen Fiski, die ausnahmslos ihre Auffassung in Kollegialbeschlüssen der kantonalen Regierungen zum Ausdruck bringen, opponieren der vorgeschlagenen Lösung grundsätzlich nicht. Sie möchten aber bei dieser Gelegenheit eine umfassende Amnestierung der Steuerdefraudanten erreichen und gleichzeitig einen Anteil der nicht verrechneten Verrechnungssteuern für sich sichern, die dem Bunde in immer grösseren Beträgen zufallen. In einigen Eingaben erhalten diese Begehren das Schwergewicht des Entweder-Oder zur Zustimmung des uns zur Beratung vorgelegten Bundesbeschlusses.

Bei diesem Ausgang des Vernehmlassungsverfahrens durfte es der Bundesrat wagen, die Formulierung anzustreben, die der Losung „Es bleibt

alles beim Alten“ am nächsten liegt und diesem Zustand eine Lebensdauer von 10 Jahren zuzumessen. Damit hat er nicht nur die Deutung der eingegangenen Äusserungen für sich, sondern auch die Antworten, die man zur Zeit auf die zentralen Fragen erstatten kann. So wird es beispielsweise sicher schwer halten, wenn man nach der Bewährung fragt, negativ zu antworten.

Der Bund konnte, wie schon erwähnt, sein reich dotiertes Programm bewältigen, und die Kantone zeigen, in allgemeinen Konturen gehalten, keine kritische Finanzlage. Das Nebeneinander von Bund und Kanton auf den steuerlichen Gefilden hat eine Praxis gefunden, die vom Fiskus aus gesehen nicht unerträglich ist. Auch die Antwort der Steuerzahler selbst enthält keine leidenschaftlichen Klagen, die sofortigen Halt gebieten würden.

Die Frage nach unaufschiebbaren Sofortlösungen findet keine Reaktion, die als Ruf zur Abweichung von der geltenden, generellen Linie gedeutet werden kann. Es fehlt zwar nicht an jenen Hinweisen, die in den Bereich des Grundsätzlichen zeigen, aber gerade solches Mahnen ist eine Forderung nach einer weiteren Erstreckung des heutigen Zustandes. Nur dieser gestattet, ohne Schaden zuzufügen, im grossen Wurf das zu formulieren, was unserem staatlichen Aufbau entspricht und die Zustimmung des Souveräns finden kann.

Das substantiell wohl Wichtigste, das uns bestimmen kann, den Vorschlag des Bundesrates als im richtigen Masse liegend zu erachten, ist der Umstand, dass keine grossen zahlenmässige Überprüfungen durchgeführt und Prognosen aufgestellt werden mussten. Wenn das unterlassen wurde, liegt der Grund nicht in der Tendenz zum Oberflächlichen; er lässt sich im Bereich der Erfahrungen der letzten Jahre und in den Ergebnissen der Staatsrechnung finden, die die Auswirkungen der geltenden Finanzordnung in konkreten Zahlen festhalten. Die Erfahrungen können in dem Sinne als Enttäuschung taxiert werden, als sie sprunghaft alles überboten haben, was in der parlamentarischen Diskussion sowohl bei den Kolonnen der Einnahmen wie der Ausgabenseite als oberste Grenze angeschrieben wurde. Das Angenehme, das sich damit verbindet, ist, dass das Abweichen restlos im positiven Sinne zum Ausdruck kommt und das charakteristische Merkmal aller Abschlüsse seit 1959 darstellt. Derartige Feststellungen haben sicher grössere Überzeugungskraft als jede noch so gründlich erarbeitete Wahrscheinlichkeitsrechnung.

So ist es kaum verwunderlich, dass Ihre Kommission, deren Anträge ich hier zu vertreten habe, Ihnen einstimmig empfiehlt, auf die Vorlage des Bundesrates einzutreten. Dieser Ratschlag entspricht nicht etwa kurz gehaltenen Überlegungen und dem Verlangen nach einer bequemen Lösung. Die Beratungen vollzogen sich vielmehr in der weiten Streuung der Fragestellung, die jede Diskussion um die Festlegung der Bundesfinanzen heute auslösen muss. Wie im Vernehmlassungsverfahren wurde auch hier der Kreis der Betrachtungen ausgeweitet, die Frage nach der Angemessenheit des heutigen Wehrsteuertarifes nachdrücklich gestellt und die Postulate der Kantone angemeldet und verteidigt. Diese Beratungen fanden ihren Niederschlag in Postulaten, die zur Beschlussfassung des

Rates und zur Entgegennahme durch den Bundesrat angemeldet sind.

Es ist unerlässlich, die auf die Kantone hingeworfene Diskussion hier einer eingehenden Wiederholung zu unterziehen. Die Minderheitsanträge unseres Kollegen Klaus, die Antworten der Kantone und die Möglichkeit, die Stellungnahme der Kommissionmehrheit gerade in diesem Bereich falsch zu deuten, nötigen dazu. Dabei drängt sich zunächst das Markieren einer Trennung der Materie auf. Unser Rat hat im Gegensatz zum Nationalrat die Vorberatung des Berichtes zur Motion Eggenberger betreffend die Steuerdefraudation einer besonderen Kommission zugewiesen. Damit sind wesentliche Gesichtspunkte, die im Interesse der Kantone hervorgehoben werden müssen, einer spätern Traktandenliste vorbehalten, so vor allem der Ausdruck der Bitternis, dass die kantonalen Steuerbehörden unschwer eine Rüge an ihrer Arbeit herauslesen müssen. Auch die Ungewissheit ist dannzumal zu klären, die dadurch entstanden ist, dass wohl die Problematik einer umfassenden Amnestie aufgezeigt, nicht aber eine konkrete Realisierung oder Ablehnung in den Schlussfolgerungen zum Ausdruck gebracht wird. Unserer heutigen Runde aber ist es zugewiesen, die Postulate zu beraten, die die Mitbeteiligung der Kantone am Ertrag der Verrechnungssteuern fordern.

Der Bundesrat beantragt, ausser dem Artikel 41ter, der die Erhebung der Wehrsteuer nur bis zum Jahre 1964 zulässt, im Text des Beschlusses von 1958 überhaupt nichts zu ändern. Demgegenüber steht das Begehren der Kantone, die eine Ergänzung des Artikels 41bis anstreben, um die Mitbeteiligung der Kantone an der Verrechnungssteuer verfassungsrechtlich zu verankern. Gleichzeitig wird die Revision des Artikels 8 der Übergangsbestimmungen beantragt, in dem Sinne, dass der Verrechnungssteuersatz von 27 auf 35% gehoben wird. Die Beweggründe, die diese massive Erhöhung stützen und die nicht etwa mit dem Antrag auf Abschaffung der Couponssteuer verbunden sind, liegen eindeutig im Bestreben, der Steuerdefraudation mit wirksamen Mitteln Herr zu werden.

Das Partizipieren der Kantone am bekanntlich bedeutsamen Ertrag der Verrechnungssteuer wird darum immer wieder reklamiert, weil der Bund, der heute keine Vermögenssteuer mehr erhebt, nicht als berechtigter Kassier von Steueranteilen betrachtet wird, die eindeutig nur den Kantonen und Gemeinden entzogen werden. Die Aufteilung wird im Verhältnis 70:30 Bund/Kantone vorgesehen, wobei von der kantonalen Quote ein Sechstel zur Verstärkung des Finanzausgleiches abgezweigt werden soll. Ich muss hier nun mit aller Deutlichkeit feststellen, dass die Kommissionmehrheit die Diskussion über diese Bestrebung noch nicht abgeschlossen hat. Sie betrachtet aber das Hauptanliegen, die Verlängerung des Wehrsteuer- und des Warenumsatzsteuerbeschlusses, nicht als referendumspolitisch absolut sichergestellt, so dass sie diese Grundfinanzierung des Bundes und indirekt auch der Kantone im Rahmen der kantonalen Wehrsteueranteile wie dem bereits bestehenden interkantonalen Finanzausgleich zuerst in den sichern Schutz der verlängerten verfassungsmässigen Verankerung bringen möchte. Sie vertritt auch die Auffassung, dass eine

Erhöhung des Verrechnungssteuersatzes gegenwärtig nicht nur einseitig fiskalisch abgeklärt werden darf, sondern auch im weiteren Rahmen der Kapitalbeschaffung für unsern heutigen Investitionsbedarf einer eingehenden Prüfung unterzogen werden soll. Diese zeitliche Reihenfolge und Aufgliederung kann um so eher verantwortet werden, als die Ausführungsgesetzgebung in zeitliche Dringlichkeit vorgeückt ist und damit die eidgenössischen Räte dieser nicht einfachen Legislativarbeit bald auf ihrer Traktandenliste begegnen werden. Die Mitbeteiligung der Kantone an der Verrechnungssteuer, die eine verfassungsmässige Grundlage erfordert, passt auch auf alle Fälle besser in diesen Zusammenhang denn als Bleigewicht am Verlängerungsbeschluss, der rangmässig höher eingegliedert werden muss. Das Postulat der Kommission, das das getrennte Vorgehen zum Inhalt hat, ist eine Aufforderung, die des Hinweises auf die Dringlichkeit und der Ernsthaftigkeit der Forderung der Kantone nicht entbehrt.

Neben dieser Begegnung mit den Begehren der Kantone war es unerlässlich, im Rahmen der Kommissionsberatungen auch mit dem Zwiesprache zu halten, dem das Unangenehme zugedacht ist, das von seinem Einkommen abzuzweigen, was tarifrisch in Artikel 8 der Übergangsbestimmungen festgelegt ist, dem Steuerzahler. Es sind vor allem zwei verschieden gelagerte Gründe, die heute zu einer solchen Diskussion führen. Einmal ist es die Tatsache, dass dem Bunde heute Einnahmen zufließen, die ihm die Erfüllung der zugedachten Aufgaben grössenordnungs- und qualitätsmässig in guter Bemessung gestatten, ja hier und da einen starken Vorstoss ins Perfektionistische nicht verwehren. Andererseits fühlt sich der Steuerpflichtige selbst im unangenehmen Banne der kalten Progression, die an der Minimalgrenze des Tarifes viele Erwerbstätige erfasst, deren Steuerpflicht in ihrem heutigen Verhältnis Erwerb-Lebensbedarf nicht vorgesehen war und gleichzeitig Verschiebungen in der Steuerbelastung auslöst, die andern Geldwerten angepasst waren. Die Kommission vertritt einmütig die Auffassung, dass Steuererleichterungen bei der Wehrsteuer geboten sind.

Wie diese aber vorgenommen werden sollen, konnte nicht auf einen gemeinsamen Nenner gebracht werden. Schon die zeitliche Festlegung rief differenzierten Auffassungen; die einen formulierten unter dem zügigen Motto „Möglichst bald“ und reklamierten deren Geltung schon für die bevorstehende 12. Periode, während von Mitgliedern, die in kantonale Verwaltungen konkrete Einblicke haben, Bedenken im Blick auf den Vollzug entgegengehalten wurden. Auch die anwendbaren Kriterien konnten nicht bereinigt werden. Der mit sozialen Argumenten begründeten Erhöhung der Sozialabzüge wurde die allgemeine Wirkung auslösende Rabattvergünstigung gegenübergestellt. Beide Anregungen verlangen eine gründliche Prüfung. Eine Rabattlösung hat zum mindesten den Nachteil, dass sie eine Neuordnung präjudiziert, die nach Ablauf der Rabattzeit getroffen werden muss. Vorangesetzte Zugeständnisse erschweren eine systematisch aufgebaute Steuerreduktion und führen statt ins freie Feld alleseitig gestaltbarer Massnahmen in eine gebieterische Sackgasse. Eine einseitige Bin-

dung der Steuererleichterungen an die Höhe der Sozialabzüge zieht die berechtigten Begehren der mittleren und obere Steuerzahler nicht in Beratung, die sicher auch Anspruch haben auf die Beseitigung der groben Auswirkungen der kalten Progression. Angesichts dieser ungeklärten Sachlage darf wohl das Postulat der Kommission als die zeitgemässe Formulierung erkannt werden, die die Berücksichtigung der Geldentwertung seit dem Inkrafttreten der Finanzordnung 1959/64 als Leitgedanke erklärt. Persönlich möchte ich noch beifügen, dass Herr Dr. Stäuber von der Eidgenössischen Steuerverwaltung in Nr. 3448 der „Neuen Zürcher Zeitung“ ein Projekt entwickelt hat, das die Erstreckung des Steuertarifes in den Vordergrund schiebt, eine Anregung, die ohne Zweifel ernsthafte Würdigung verdient.

Ihre Kommission hat mit Absicht die Form eines Postulates gewählt, das, wenn es im Rahmen unserer gegenwärtigen Beratungen die Zustimmung des Rates findet, nicht noch an den Nationalrat gewiesen werden muss, um Auftrag an den Bundesrat zu sein. Die Prüfung und Antragstellung kann sofort an die Hand genommen werden. Die kantonalen Finanzdirektoren sind jedenfalls zu einer intensiven Mitarbeit bereit, und der Weg der Beratung ist gewiesen; die Ausführungsgesetzgebung ist für derartige Neugestaltungen durch die Verfassung vorbehalten. Es war darum kein Fehlgriff, als sich die Kommission den Anträgen unseres Kollegen Klaus nicht anschloss; sie will eine andere zeitliche Folge, bekennt sich aber mit Entschiedenheit zur Forderung nach einer Erleichterung der Wehrsteuer. Wenn es auch im Bereich des Selbstverständlichen liegt, möchte ich dennoch erwähnen, dass das, was sich hier zu konkreten Vorschlägen erarbeiten lässt, starke werbende Kraft für den zur Diskussion stehenden Verlängerungsbeschluss in sich hat. Möge das Resultat Formen haben, die die Steuergerechtigkeit, eine wirksame Erleichterung und die Vermeidung starker verwaltungsmässiger Umtriebe in sich haben.

Jede Neugestaltung der Bundesfinanzen provoziert die Frage nach einer institutionellen Sicherung zur Erzielung von Einsparungen. Es kann sich dabei nur um Massnahmen handeln, die erschwerend, hemmend und bremsend bei den Ausgabenbeschlüssen des Parlamentes in Anwendung kommen. Eine einzige Vernehmlassung hat sich positiv zu diesem schon oft unternommenen Versuch geäussert. Eine derartig schwache Reaktion kann höchstens als Leichengeleite eines in der Unmöglichkeit der Anwendung verblassten Gedankens gedeutet werden. Was legislativ nicht bindende Formulierung zu finden vermag, darf aber als gebieterische Verpflichtung nicht leichtin weggeschoben werden. Die Konjunkturlage unserer Wirtschaft hat auch der öffentlichen Hand eine Ausgabenleichtigkeit verschafft, deren sie sich noch nie erfreuen konnte. Gleichzeitig können wir feststellen, dass die moderne Industriegesellschaft gerade dem Bund, aber auch den Kantonen, Aufgaben überträgt, in deren Zuweisung der gewissenhafte Grenzschutz zwischen dem privaten und öffentlichen Bereich wenig beachtet wird. Eine derartige Entwicklung verschafft eine gehobene und begehrte, anerkannte Lebenshaltung. Die kalte Progression, die sich als unangenehme

Komponente in unsere Beratungen eingeschoben hat, ist jedoch ein mahnendes Zeichen und erinnert uns daran, dass auch heute noch und auf die Dauer gesehen eine solide, sparsame Haushaltsführung ernsthafte Verpflichtung ist. Die Mahnworte werden heute währungspolitisch formuliert.

Eine Zusammenfassung der eingehenden und interessanten Kommissionsberatungen ergibt folgende Dominanten:

1. Die Verlängerung des Wehrsteuer- und Warenumsatzsteuerbeschlusses ist verantwortbar und dringend.

Sie soll unbelastet von andern Forderungen Volk und Ständen vorgelegt werden, dass die Finanzierung des Bundes, der Kantone im Rahmen der kantonalen Wehrsteueranteile und der bestehende Finanzausgleich gesichert sind, wenn im Rahmen der Ausführungsgesetzgebung die Erhöhung des Verrechnungssteueransatzes und die Beteiligung der Kantone am Ertrag der Verrechnungssteuer überprüft und beantragt werden soll.

2. Die Kommission betrachtet es als unerlässlich, dass eine zeitgemässe Anpassung der Wehrsteuer möglichst bald vollzogen wird. Die Auswirkungen der kalten Progression sollen dabei behoben werden.

3. Die Kommissionsmehrheit trägt ihre Begehren gesondert vom Verlängerungsbeschluss in Postulaten vor. Sie hat auf die Motionsform verzichtet, weil sie im Interesse der beschleunigten Behandlung auf die der Motion eigene Form der Stellungnahme durch den andern Rat verzichten wollte. Das Postulat hat in diesem Falle nicht das eher unverbindliche eines Auftrages an den Bundesrat als wesentliches Merkmal, sondern die Dringlichkeit der baldigen Inangriffnahme.

Unsere Beratungen haben gegenüber früher durchgeführten Ausmarchungen den grossen Vorteil, dass wir weder eine Notlage der Finanzen des Bundes, noch die Last eines geschwächten Volkseinkommens als Grundlage, Umwelt und Verpflichtung haben. Es ist uns auch erspart, den bedeutsamen Auftrag einer neuen Konzeption zu erfüllen. Der Bundesbeschluss, den wir zur Vorlage an Volk und Stände vorzubereiten haben, hat die einfachste und kürzeste Formulierung. In der zeitlichen Bemessung von zehn Jahren liegen aber Aufträge, die teilweise möglichst baldige, andererseits bedeutsame grundsätzliche Umgestaltungen fordern. Es geht damit darum, heute dem zuzustimmen, was Voraussetzung für weiterhin ständiges Bemühen ist. Im Finanzgebahren eines Staates liegt ein grosser Beitrag an das Sein eines glücklichen Volkes; die Freiheit in der Gestaltungskraft des Einzelnen und die solid aufgebaute Ordnung des Staates sind die wesentlichen Voraussetzungen.

Im Namen der einstimmigen Kommission beantrage ich Ihnen Eintreten auf die Vorlage.

Allgemeine Beratung – Discussion générale

Bachmann: Ich bin dem Herrn Präsidenten dafür dankbar, dass er mit seiner grundsätzlichen, umfassenden Berichterstattung die Gewichte der Kantone und des Bundes richtig gesetzt und insbesondere auch auf die materielle Tragweite und die referendumpolitische Situation des Postulates betreffend die Erhöhung der Verrechnungssteuer und

der Kantonsanteile hingewiesen hat. Diese Begehren standen bekanntlich in den Eingaben der Kantonsregierungen im Vordergrund, und ich möchte nur wünschen, dass sie vom Bundesrat möglichst bald umfassend geprüft werden, damit hier eine weitere Lücke im Verhältnis Bund/Kantone geschlossen werden kann. Ich möchte mich deshalb auf die grundsätzliche Zustimmung zum Postulat beschränken und mich nur noch der Frage zuwenden: Hat sich die gegenwärtige Finanzordnung bewährt, und welche Forderungen müssen allgemein und vielleicht auch vom Standpunkt des Steuerzahlers aus an die Verlängerung gestellt werden? – Bei der Beantwortung dieser Frage denke ich nicht nur daran, dass beispielsweise 6 von den 7 Verfassungsartikeln unbefristet sind und daher heute überhaupt nicht mehr zur Diskussion stehen. Sie bilden bekanntlich die verfassungsmässige Grundlage von Steuern, die bisher auf Notrecht beruhten und von gewissen Finanzgrundsätzen, die sich als segensreich erwiesen haben. Diese Tat der Finanzordnung 1951/1964 wird oft übersehen und soll heute in ihrer ganzen Bedeutung unterstrichen werden. Ich denke vielmehr, wie das der Kommissionspräsident auch getan hat, an jene leidenschaftliche Auseinandersetzung vom 11. Mai 1958 und an jene Einwände zurück, die damals in handgreiflicher Sprache erhoben wurden, nämlich der Bund habe zu wenig Mittel, die Finanzordnung erlaube keine konjunkturgerechte Tilgungspolitik und in den Kantonen müssten die Steuern sogar erhöht werden.

Freunde und Gegner der damaligen Vorlage haben heute die Genugtuung, dass sich diese Befürchtungen nicht eingestellt haben. Ich teile die Auffassung des Herrn Kommissionspräsidenten, dass die Auswirkungen der Finanzordnung auf die Kantone in ihrer Gesamtheit zum mindesten erträglich sind, und dass diese Ordnung den Kantonen auf dem doppelgleisigen Finanzausgleich (über Artikel 42ter und über den 5prozentigen Wehrsteueranteil) sogar einen beachtlichen Fortschritt gebracht hat. Dem Bund dagegen brachte die neue Finanzordnung eine sehr erfreuliche Finanzlage, die sich darin zeigt, dass beispielsweise die Militäraufwendungen mit den 225 Millionen Franken finanziert werden können, ohne dass die ursprünglich geplante Sonderfinanzierung für die Rüstungsausgaben nötig gewesen wäre. Andererseits konnten in den letzten 3 Jahren die Schulden um 770 Millionen vermindert werden, trotzdem in der Rechnung 1961 die Zivilausgaben auf 1933 Millionen gesteigert wurden. Das ist eine erfreuliche Situation. Noch erfreulicher ist es, dass auch die damaligen Gegner diese Lage anerkennen und dass wir ein glänzendes Bewährungszeugnis lesen können, wenn z. B. geschrieben wird: „Interessanterweise sind wir nun also dort angelangt, wo wir immer hinzielten, nämlich bei einer Finanzordnung, die dem Bunde erlaubt, seine Aufgaben namentlich in sozialer Beziehung zu erfüllen und zugleich die Bundesschuld durch Quoten von angemessener Höhe zu reduzieren.“

Nach dieser Feststellung und nach den Vernehmlassungen komme ich persönlich zur Auffassung, dass die unveränderte Verlängerung der Finanzordnung gegeben ist. Ich mache persönlich dazu einige Vorbehalte und komme damit zu den Wünschen und Forderungen.

Zunächst mache ich den Vorbehalt zur zukünftigen Ausgestaltung der Wehrsteuer. Im Jahre 1915 sprach Bundesrat Motta bei der Beratung der sogenannten eidgenössischen Wehrsteuer das prophetische Wort: „Nach welcher Richtung Sie die Frage der Bundesfinanzen auch überlegen, Sie werden gestehen müssen, dass wir mit dem Kontingentsystem nicht mehr durchkommen und dass wir bei der direkten Bundessteuer landen werden.“

Der heutige Bundesrat stellt in seiner Botschaft lakonisch fest, dass sich heute weite Kreise mit der Wehrsteuer abgefunden habe. Das tönt so wie eine erlösende Feststellung einer glücklich vollbrachten Landung im Hafen der Eidgenossenschaft, nach einer wechselvollen und langen Fahrt zwischen Skylla und Charybdis. Aber gerade deshalb, weil wir die Wehrsteuer offenbar als Dauereinrichtung in unserem Bundesstaat hinnehmen müssen, ist es ein Gebot der Solidarität und der staatspolitischen Klugheit, dass wir diese Wehrsteuer nun endlich einmal an unsere föderalistische Steuerstruktur angleichen. Denn die Wehrsteuer ist und bleibt eine überlagerte, eine subsidiäre Steuer, die von einem Einkommen erhoben wird, das in den Kantonen und in den Gemeinden schon besteuert wird. Das ist eine steuerpolitische Rosskur sondergleichen. Ein Mittel zu dieser Anpassung – ich sage ausdrücklich ein Mittel dazu – läge beispielsweise in der zukünftigen Abzugsmöglichkeit der kommunalen und kantonalen Steuern vom wehrsteuerpflichtigen Einkommen.

Denn wenn wir die grossen Belastungsunterschiede in unseren Kantonen und Gemeinden sehen und würdigen, dann scheint mir diese Anpassung an unsere föderalistische Steuerstruktur notwendig zu sein, um jene steuerpolitische Ausgewogenheit zu erreichen, die unserem Bundesstaat entspricht. Ich weiss, dass dieses Problem früher schon einmal beraten wurde. Nach meiner Meinung ist es aber nicht eine Frage des Tarifes, sondern des Grundsatzes, und deshalb möchte ich es heute schon zuhanden der zukünftigen Ausführungsgesetzgebung anmelden. Anderswo, beispielsweise im Steuerkonkurrenzsysteem der USA, ist dieses Problem bereits seit vielen Jahren gelöst, „um ein sehr grosses Mass Koordination bei der Einkommensbesteuerung herbeizuführen“, wie es in der einschlägigen Literatur heisst.

Ein zweiter Vorbehalt betrifft die Frage, wie die Zollauffälle, die durch die Integrationsbestrebungen entstehen, kompensiert werden sollen. Der Herr Kommissionspräsident hat darüber einige Ausführungen gemacht. Sie wissen, dass die Zollauffälle im Endstadium der EFTA-Mitgliedschaft 50 bis 100 Millionen betragen, während sie je nach dem Grad unserer europäischen Integration bis zu 1,5 Milliarden oder noch mehr betragen. Ich weiss, dass diese Frage der Kompensation der Zollauffälle ausgeklammert werden soll und im Integrationsbeschluss selbst geregelt werden muss. Das ist aber rascher geschrieben als in der Praxis getan. Denn heute schon können wir in gewissen Vernehmlassungen feststellen, dass eine starke Tendenz besteht, diese Zollauffälle, wenigstens teilweise, auf die direkten Bundessteuern zu verlagern. Wir erhalten also bereits am Vorabend der neuen Finanzordnung eine Vorahnung davon, dass die Integra-

tion nicht nur zu grundsätzlichen Auseinandersetzungen staats- und neutralitätspolitischer Art führen wird, sondern insbesondere auch zu einem innenpolitischen Kampf um das Verhältnis direkte Steuer – indirekte Steuer. Während der Bundesrat diesen starken Widerstand gegen die Inlandabgaben in seiner Botschaft lediglich anführt und zur Kenntnis nimmt, waren diesbezüglich die Äusserungen des Finanzdepartementes im Entwurf vom August 1961 unmissverständlich deutlich und klar. Es heisst dort: „Es liegt auf der Hand, dass ein Ersatz für den Ausfall von Zöllen durch Erhöhung von Inlandabgaben auf dem Warenssektor zu suchen ist. Der Entlastung auf der einen Seite soll eine Belastung im gleichen Sektor (wenn auch nicht, was dem Zwecke des Zollabbaues widerspräche, auf den genau gleichen Waren) und mit einem grundsätzlich nicht höheren Gesamtertrag gegenüberstehen.“ Ich lege für mich heute schon Wert darauf, zu erklären, dass ich dieser Auffassung vollumfänglich zustimme; denn wenn wir das Verhältnis direkte Steuer / indirekte Steuer, gemessen am Gesamtaufkommen von Bund, Kantonen und Gemeinden, betrachten, dann stellen wir heute 40% indirekte Steuern fest, gegenüber beispielsweise 50% in Deutschland, 55% in Frankreich und 62% in Italien. Dieser Anteil darf zukünftig nicht zu Lasten der Wehrsteuer verschoben werden.

Mein dritter und letzter Vorbehalt betrifft die grundsätzlich Forderung nach einem ausgewogenen Verhältnis zwischen dem Mass der zukünftigen Schuldentilgung einerseits und dem Mass der Steuerbelastung andererseits. Nach dem Tenor der Botschaft scheint der Bundesrat auch in Zukunft Schuldentilgungen im bisherigen Ausmass hinnehmen zu wollen. Das entspricht zweifellos dem Grundsatz einer konjunkturgerechten Finanzpolitik. Diese konjunkturgerechte Finanzpolitik wird auf die Dauer nur dann Erfolg haben können, wenn es uns in der Praxis gelingt, das richtige Mass zu finden. Denn es ist eine alte Erfahrungstatsache, die wir in den Kantonen und im Bund immer wieder feststellen können, dass nur wenige Jahre massiver Rechnungsüberschüsse sofort doppelte Begehren auf den Plan rufen. Sie wecken einerseits den ungestümen Drang jener, die aus der Euphorie der Überschüsse und aus dem trügerischen Gefühl der Hochkonjunktur heraus dem Staat immer wieder neue und grössere Aufgaben überbinden wollen; und sie wecken andererseits den legitimen Anspruch der Steuerpflichtigen auf Entlastung. Ich gestehe, dass mir das letzte Begehren sympathischer ist. Deshalb bedaure ich eigentlich, dass in der Botschaft die Frage der Steuerbelastung im Hinblick auf die Bundesschuld mit einem beharrlichen Schweigen übergegangen wurde und bedaure auch, dass unsere Bundesschuld in der Botschaft einfach als absolute Grösse hingestellt und nicht untersucht wird, ob sie in der Zukunft wirtschaftlich, politisch und psychologisch tragbar sei. Das haben die früheren Expertengutachten und Botschaften getan; beispielsweise lesen wir im Expertengutachten 1956 über die Schuldentilgung und den Kapitalmarkt auf Seite 6:

„Das wirtschaftliche Gewicht der gegebenen Staatsschuld hängt jedoch nicht nur von ihrem absoluten Betrag ab, sondern auch von der Grösse

der Volkswirtschaft. Es wird daher oft am Verhältnis der Staatsschuld zum Volkseinkommen gemessen.“

Wenn wir das zum Schluss tun, dann stellen wir fest, dass in bezug auf das Volkseinkommen die Verhältnisse sich in den letzten Jahren wesentlich geändert haben. Auf der einen Seite sind die Steuereinnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden von 13,1% im Jahre 1945 auf 16,8% des Volkseinkommens im Jahre 1960 gestiegen; umgekehrt ist der Fehlbetrag der Bilanz von 55,5% im Jahre 1946 auf 15,6% des Volkseinkommens im Jahre 1961 gesunken und hat damit sogar den Vorkriegsstand von 1938 unterschritten. Dementsprechend hat sich auch der Aufwand für den Zinsendienst verbessert; er betrug 1946 13% der Gesamtausgaben und 1,8% des Volkseinkommens, im Jahre 1961 dagegen nur noch 6,4% bzw. 0,6%.

Schon diese kurze Betrachtungsweise Staatsschuld: Volkseinkommen – ich spreche absichtlich nicht von der Problematik der Schuldentrückzahlung und der Sterilisation in der heutigen Zeit – zwingt mich zur Schlussfolgerung, dass in der zukünftigen Finanzordnung ohne Schaden und mit gutem Gewissen mit einem langsameren Tempo der Entschuldung gerechnet werden darf, dass aber auf der andern Seite die Zeit für einen Steuerabbau reif geworden ist, wie das mit dem Postulat der Kommission und der Motion Rohner zur Diskussion gestellt wird.

Mit diesen Bemerkungen, Erwartungen und Vorbehalten beantrage ich Ihnen meinerseits, auf die Vorlage einzutreten.

Lusser: Der Bundesbeschluss über die verfassungsmässige Neuordnung des Finanzhaushaltes des Bundes vom 31. Januar 1958, der am 1. Januar 1959 in Kraft getreten ist und die provisorische Verrechnungssteuer verfassungsrechtlich verankerte, während die Wehrsteuer, die Warenumsatz- und die Biersteuer nur befristet auf sechs Jahre beschlossen wurden, hat sich zweifellos bewährt. Allgemein dürfte heute festgestellt werden, dass die Erwartungen bezüglich der finanziellen Entwicklung der Bundesfinanzen nicht nur erfüllt, sondern sogar weit übertroffen wurden. Diese Erscheinung ist wohl in erster Linie der andauernden Hochkonjunktur und den damit verbundenen hohen Steuer- und Zolleinnahmen zu verdanken. Es ist daher leicht verständlich, dass der Bundesrat angesichts dieses Steuersegens und der damit von verschiedenen Seiten geltend gemachten Ansprüche, nicht zuletzt auch der Kantone und Wirtschaftsverbände, die richtige Konsequenz in dem Sinne gezogen hat, dass er der Bundesversammlung eine unveränderte, auf zehn Jahre befristete Weiterführung der geltenden Finanzordnung in Vorschlag bringt. Er vertritt damit unseres Erachtens zu Recht die Auffassung, dass die finanziellen Auswirkungen einer schweizerischen Teilnahme an den Integrationsbestrebungen im europäischen Raume ausserhalb der Finanzordnung gesondert gelöst werden müssen. Dabei berechnet der Bundesrat letztlich den Ausfall an Zolleinnahmen und andere Nebenwirkungen der Wirtschaftsintegration auf rund 1,5 Milliarden Franken.

In ihren weiteren Ausführungen kommt die bundesrätliche Botschaft auch auf die Reihenfolge

der zu erlassenden Ausführungsgesetze zu sprechen, wobei jenes über die Verrechnungssteuer an erster, jenes über die Wehrsteuer dagegen erst an zweiter Stelle aufgeführt ist. Ich halte diese Reihenfolge für unrichtig und möchte an erster Stelle die Wehrsteuergesetzgebung wissen, deren Erlass meines Erachtens vordringlich ist, insbesondere wenn die kalte Progression – wie es das Postulat unserer Kommission fordert – möglichst rasch ausgeglichen werden soll.

Wie bereits der Herr Kommissionspräsident in seinen ausgezeichneten Darlegungen angeführt hat, ist gerade das Problem der durch die Geldentwertung eingetretenen kalten Progression in unserer Kommission einlässlich besprochen worden, wobei man sich durchaus einig war, dass hier auf raschestem Wege eine entsprechende Erleichterung einzutreten habe, da zufolge der Auswirkungen der Teuerung eine vom Gesetzgeber unbeabsichtigte Erhöhung der Steuerbelastung für sozusagen alle Kreise eingetreten ist. Das hat denn auch zu dem von der Kommission vorgeschlagenen Postulat geführt, das den Bundesrat beauftragen soll, den Räten eine Vorlage zu unterbreiten, durch welche die reale Steuerbelastung der Wehrsteuer für natürliche Personen – unter Berücksichtigung der Geldentwertung – auf den Stand des Inkrafttretens der Finanzordnung 1959/1964 zurückgeführt wird. Dabei hatte es in der Kommission durchaus die Meinung, dass dieser Abbau schon ab 1963 wirksam werden solle. In der Folge wurde aber unsere Kommission durch die zuständigen Organe der Wehrsteuerverwaltung auf das technisch beinahe Unmögliche einer so raschen Abbaumassnahme aufmerksam gemacht, so dass unser Postulat nur die gleichzeitige Vorlage eines entsprechenden Beschlussentwurfes in dem Sinne verlangt, dass dieser mit der Weiterführung der Finanzordnung des Bundes auf den 1. Januar 1965 in Kraft treten kann. Inzwischen sind aber sowohl in unserem Rate wie im Nationalrat zwei ähnlich lautende Motionen gestartet worden, die in sehr imperativer Form eine sofortige kräftige Herabsetzung der für die Zeit ab 1963 geschuldeten Wehrsteuerbetreffnisse fordern. Meinerseits könnte ich eine solche Massnahme gegebenenfalls nur voll und ganz unterstützen; denn das Bessere ist der Feind des Guten. Dabei ist aber nach der juristischen Seite hin zu untersuchen, ob eine solche Herabsetzung auf gesetzlicher oder gar verfassungsmässiger Ebene durchgeführt werden muss. Persönlich erachte ich, gestützt auf Artikel 8 des geltenden Bundesbeschlusses über die Finanzordnung, den Weg der Gesetzgebung als den einzig möglichen. Aber auch dieser Weg wird leider voraussichtlich kaum einen so raschen Steuerabbau ermöglichen, wie er durch die erwähnte Motion verlangt wird. In jedem Fall aber darf festgestellt werden, dass hüben und drüben und in allen Kreisen des Volkes im Hinblick auf den reichlichen Finanzsegen des Bundes, wenn man so sagen darf, der Wunsch und die Meinung verbreitet sind, dass der Zeitpunkt nicht nur für eine angemessene Verlängerung der geltenden Finanzordnung, sondern auch für die wohlverdiente Entlastung des Wehrsteuerzahlers von einem unangemessenen Steuerdruck gekommen und diese Massnahme gerechtfertigt ist. In diesem Sinne stimme ich ebenfalls für Eintreten.

Odermatt: In der Kommission wurde beanstandet, dass die Vorlage den eidgenössischen Räten so frühzeitig unterbreitet worden ist. Man glaubte, dass ein Zuwarten nicht geschadet hätte und dass damit mehr Überblick über die Entwicklung der Bundesfinanzen hätte gewonnen werden können. Ich glaube aber, es war richtig, diese Vorlage rechtzeitig zu unterbreiten, und zwar schon aus dem Grunde, weil ja nicht alle Fragen vollständig abgeklärt sind und die Kommission in zwei Postulaten weitere Prüfungen verlangt. Das wird vielleicht dazu führen, dass nachher die heutige Vorlage eventuell noch ergänzt werden muss. Wir haben also heute nicht unbedingt eine fertige Vorlage zu beraten, die nachher in dieser Form dem Volk und den Ständen unterbreitet wird.

Bei der Behandlung der Vorlage müssen wir davon ausgehen, wieweit die Finanzordnung 1958/1964 dem Bund die Mittel zur Bestreitung der ihm gesetzlich und verfassungsrechtlich übertragenen Aufgaben zur Verfügung gestellt hat. Wir können mit Freude feststellen, dass dieser Fluss an Geldmitteln so reichlich eingesetzt hat, dass noch zusätzliche Aufgaben bewältigt werden konnten. Ich erinnere an die zusätzlichen Aufwendungen für militärische Zwecke. Es sind ganz respektable Beträge, die damals im Zukunftsbudget 1958/1964 nicht in diesem Ausmass berücksichtigt waren. Dazu wurde auch der Bund in die Lage versetzt, seiner Pflicht gemäss Artikel 42 bis der Bundesverfassung Schulden abzutragen. Im ganzen, rückblickend beurteilt, ist das eine erfreuliche Tatsache.

Wir können aber auch feststellen, dass die Bundesfinanzen und auch die Finanzen der Kantone und Gemeinden in den letzten zehn Jahren eine enorme Entwicklung durchgemacht haben. In der Geschichte unseres Schweizerlandes hat in einer so kurzen Zeitspanne prozentual die Einnahmen- und Ausgabenseite nie so stark zugenommen. Das ist weniger erfreulich.

Nun wird in der Botschaft ausgeführt, inskünftig sei zu erwarten, dass das Volkseinkommen jährlich im Durchschnitt um 3% zunehme. Die Zunahme der Steuern wird nicht in diesem Ausmass erfolgen, sondern auf den einzelnen Sektoren (Wehrsteuer, Verrechnungssteuer) prozentual gesehen etwas anders sein.

Nun ist aber die Situation so, dass die Zunahme der Einkommenssteuern wohl auf die Zunahme des Volkseinkommens zurückzuführen ist; die Frage ist nur die, ob der Bund, das Volk ganz allgemein, an einer weiteren Zunahme, und zwar unnatürlichen Zunahme des Volkseinkommens interessiert ist. Unter einer unnatürlichen Zunahme des Volkseinkommens verstehe ich die weitere Aufblähung der Konjunktur durch die Beschaffung oder den Mitheranzug von Fremdarbeitern. Ich glaube, hier sollte eher eine Dämmung und damit die Stabilisierung des Volkseinkommens eintreten. Auch in dem Sinne sollte eine Dämpfung eintreten, dass die Teuerung nicht weitere Fortschritte macht und dadurch das Volkseinkommen bloss nominell vergrössert wird. Das ist die unerfreulichste Seite am Problem. Dabei dürfen wir nicht vergessen, dass in dieser Situation die kleinen Sparer und Rentner die Geplrellten sind.

In bezug auf das Budget hat es der Bundesrat für angezeigt erachtet, nicht mit genauen Zahlen ans Parlament zu gelangen. In früheren Jahren hat er das getan. Es hat auch viele Kantone gegeben, die Finanzpläne für eine lange Zeitspanne aufgestellt haben, und das ist von den Miteidgenossen bewundert worden. Aber diese Bewunderung ist dann in sich zusammengesunken, weil die Pläne schon bald nicht mehr stimmten. – Nun kann man sich fragen, ob es nicht doch angezeigt wäre, in groben Zügen, ohne dass man den Bundesrat nachher dafür behaftet hätte, ein Zukunftsbudget aufzustellen. Wir wissen, dass in der Beurteilung der künftigen Situation Irrtümer möglich sind; aber es wäre keine Schande, wenn die Budgetzahlen später durch die neuen Verhältnisse überholt würden. Ich habe in der Kommission gesagt, ich hätte ein Zukunftsbudget dort gewünscht, wo es aufzustellen möglich gewesen wäre, nämlich für die Militärausgaben. Vertraulich wurden uns Zahlen vorgelegt, wonach im Jahre 1969 unser Militärbudget den Betrag von 1,8 Milliarden Franken erreichen wird. Das hat Staunen erweckt, denn von einer solchen Zahl eines normalen Militärbudgets hatte vorher niemand gesprochen. Die Schweizerische Offiziersgesellschaft hat wohl in ihrer Eingabe an das Militärdepartement von einem Normalbudget von 1,6 Milliarden gesprochen; aber in diesem Betrag waren die Aufwendungen für die Neuausrüstung und für die Armeereform mitenthalten. – Es wäre also sicher möglich gewesen, ein Budget aufzustellen, da ja die grossen Geschäfte vom Parlament bereits behandelt und die entsprechenden Kredite bewilligt worden sind.

Ein Wort zur Wehrsteuer. Kollege Bachmann hat bereits von einer finanzpolitischen Rosskur gesprochen, die hier mit der Aufpfropfung der Wehrsteuer auf die kantonalen Einkommenssteuern vorgenommen werde. Ich glaube, wir müssen wohl oder übel bei dieser Manipulation alle die Rolle des Wunderdoktors spielen, auch wenn es sich um eine Rosskur handelt. Zu sagen ist, dass bei jenen, die überzeugte Föderalisten sind, die Zustimmung – ich möchte mich vorsichtig ausdrücken – nur mit einem feuchten Auge erfolgen kann, und zwar eben aus föderalistischen Gründen, indem eben diese Steuerdomäne ausschliessliches Gebiet der Kantone war. Wenn nun die Wehrsteuer länger erhoben wird als ursprünglich vorgesehen war – nämlich für die Tilgung der Wehraufwendungen der Aktivdienstzeit –, wenn man den Ertrag der Wehrsteuer nun für andere Zwecke braucht, so fehlt diese ursprüngliche Berechtigung. Wenn man den Ertrag der Wehrsteuer wirklich für diesen Zweck gebraucht hätte, wäre ja die Schuld aus der Aktivdienstzeit längst getilgt. Damit würde ohne weiteres die Wehrsteuer dahinfliegen. Nachdem der Bund immer neue Aufgaben auf sich zu nehmen hat, besonders was die Landesverteidigung betrifft, kann man, trotz innerem Widerstand, sich der Einsicht nicht verschliessen, dass die Wehrsteuer weiterhin erhoben werden muss. Wenn sich jedoch Erfordernisse einstellen sollten, die neue Einnahmequellen bedingen, sollte man nicht immer auf den ausgetretenen und eingeschlagenen Wegen weitermarschieren. Ich erinnere daran, dass ich seinerzeit beim ersten Rüstungsprogramm, als der Bundesrat eine Getränke-

steuer vorschlug, von diesem Projekt sehr eingenommen war. Ich bin nicht Abstinenz, aber man darf in Zukunft die Getränkesteuer nicht einfach aus Abschied und Traktanden entfernen.

Noch einige Bemerkungen zu Artikel 42ter. Als Vertreter eines sehr finanzschwachen Kantons danke ich an dieser Stelle herzlich für das Verständnis, das der Bund und die eidgenössischen Mitstände den finanzschwachen Kantonen mit dieser Verfassungsbestimmung an den Tag gelegt haben. Dabei darf man den Namen dessen nicht vergessen, der diesen Finanzausgleich immer propagiert hat, den Namen des zurückgetretenen Herrn Bundesrat Dr. Jean Bourgnone. Dieser Finanzausgleich war ihm ein Herzensanliegen. Heute sieht man die Notwendigkeit eines Finanzausgleiches überall ein, wenn er auch vielleicht in diesem oder jenem Fall dem einen und anderen Standesvertreter oder der einen und anderen Kantonsregierung als ungleich, als übertrieben erscheinen mag.

Noch eine Bemerkung zu Artikel 42quater. Dieser Artikel ermächtigt den Bund zur Gesetzgebung, um ein Verbot der Steuerabkommen zu erreichen. Man hat diese Gesetzgebungsart auf dem Wege eines Konkordates zu vermeiden gesucht. Ich weiss nicht, ob alle Kantone diesem Konkordat beigetreten sind, womit die Gesetzgebung bezüglich der Steuerabkommen seitens des Bundes nicht mehr notwendig wäre. Ich interessiere mich, darüber Näheres zu erfahren.

Zu bedauern ist, dass die Regie in bezug auf die Zuteilung der Aufgaben nicht ganz klappte. Die Behandlung dieser Vorlage wurde einer Spezialkommission überwiesen, der Defraudationsbericht einer anderen Kommission. Auch zeitlich wurde die Priorität anders verteilt, für den Defraudationsbericht dem Nationalrat und für die Finanzordnung dem Ständerat, so dass man die Schlussfolgerungen, die aus dem Defraudationsbericht zu ziehen sind, bei der Vorlage, die wir jetzt zu behandeln haben, nicht mehr verwerten kann. Das ist an sich bedauerlich; aber es schadet auch nichts.

Noch ein Wort zum Fahrplan. Es wird dringend notwendig sein, als erstes die Ausführungsgesetzgebung bezüglich der Wehrsteuer an die Hand zu nehmen und erst nachher jene für die Verrechnungssteuer, die Warenumsatzsteuer und zuletzt für die Stempelabgaben. Es ergibt sich also ein reiches Mass von Arbeit für den neuen Finanzchef. Ich bin für Eintreten.

M. Gautier: En tant que fédéraliste convaincu, j'aurais préféré que l'arrêté fédéral qui nous est soumis eût limité à six ans au lieu de dix la durée de prorogation du régime financier en vigueur. Le parti auquel j'appartiens a toujours défendu l'idée que l'impôt de défense nationale n'était justifiable que pour autant que nos besoins de dépenses en exigeaient la perception. Cet impôt, en effet, doit mériter sa dénomination. S'il cessait un jour d'y correspondre, cette dénomination deviendrait une sorte de trompe-l'œil, une étiquette à peine honnête à l'égard de ceux qui le payent

Mais à mes yeux il est incontestable que nos devoirs de défense, notre ferme volonté de défense nous obligent et nous obligeront longtemps encore à de lourds sacrifices. Je m'abstiendrai donc de pré-

senter une proposition contraire à celle qui nous est soumise. Le faire serait ignorer les réalités d'aujourd'hui. Je précise cependant que mes amis et moi ne renonçons pas pour autant aux principes que nous avons toujours défendus. J'ai entendu avec intérêt les remarques de notre collègue, M. Bachmann à ce sujet.

Quant au fond, je ne puis qu'approuver la position prise par le Conseil fédéral et je le félicite d'avoir choisi une solution simple et dégagée des surcharges contestables dont il avait été question un moment.

L'expérience montre que le choix d'un régime pour nos finances fédérales a toujours mis en présence deux tendances opposées entre lesquelles, pour aboutir, il a fallu trouver un compromis ayant des chances d'être accepté par les citoyens. Le régime actuel est le résultat d'un de ces compromis. Il a été ratifié par une importante majorité et il a soutenu victorieusement l'épreuve de son application pratique. Les chiffres de nos comptes annuels depuis 1959, rappelés par le président de la commission, en font foi.

On pourrait dire peut-être que le Conseil fédéral a choisi une solution de facilité. C'est vrai dans une certaine mesure. Mais en était-il une autre? Je ne le pense pas car une répartition différente des sources de recettes affronterait certainement les incertitudes d'un référendum et nous ferait courir vers une dangereuse aventure, bien inopportune si l'on songe aux graves problèmes qui se posent à nous dans d'autres domaines.

Seulement, il est clair pour moi que puisque l'on proroge, il faut proroger tel quel et sans aucune modification, car toute accentuation d'une tendance au détriment de l'autre romprait l'équilibre du système. Et c'est pourquoi je pense que la commission a choisi la bonne voie en prévoyant deux postulats dans lesquels trois questions aussi importantes que celles de l'impôt anticipé, de l'amnistie et de la répartition du produit de l'impôt anticipé entre la Confédération et les cantons sont traités.

Autant je ne puis accepter les propositions de la minorité de la commission tendant à introduire ces questions dans le projet que nous étudions, autant je pense qu'il est juste que ces problèmes d'une grande importance fassent l'objet d'une étude par le Conseil fédéral, étude qui nous sera ensuite soumise.

Certes, dix ans représentent une durée maximum au cours de laquelle nous aurons sans doute des surprises. D'autres aménagements de notre ménage financier s'imposeront probablement, mais nous ignorons encore lesquels car ils ne dépendront pas uniquement de nous. Mieux vaut donc aborder les années qui viennent avec une base financière connue, entrée dans nos habitudes, que de nous lancer dans l'inconnu d'un régime improvisé qui ne pourrait manquer de susciter d'amères critiques d'un côté ou de l'autre et qui risquerait de devenir une cause de désunion dans notre pays. Or, c'est justement d'union que, en face de l'Europe, nous avons le plus besoin aujourd'hui. Ces considérations m'ont paru décisives et c'est pourquoi je voterai l'entrée en matière et le projet d'arrêté tel qu'il est formulé.

J'ai encore une petite remarque à formuler à l'égard de nos scrutateurs. Nous avons regretté que, dans une commission de 15 membres, le parti libéral

ait été complètement laissé de côté. Nous aurions pu en faire l'observation au moment où la composition de la commission a été élue, mais ces lectures se font en général assez vite et cela nous a échappé.

Bundesrat Tschudi: Der Präsident Ihrer Kommission, Herr Ständerat Meier, hat die Vorlage des Bundesrates mit grösster Sachkenntnis und Klarheit vertreten. Ich möchte ihm hierfür den besten Dank aussprechen. Seine Ausführungen ersparen es mir, den Vorschlag eingehend zu begründen. Dies ist auch deshalb nicht nötig, weil das Eintreten nicht bestritten ist.

Die Diskussion in Ihrem Rat hat ergeben, dass grundsätzlich die Weiterführung der Wehrsteuer, der Warenumsatzsteuer und der Biersteuer unbestritten ist. Die Weiterführung von Artikel 41ter der Bundesverfassung ist nötig, weil der Bundesfinanzhaushalt nicht ohne diese Steuern auskommen kann. Sie ergeben rund einen Drittel der gesamten Einnahmen.

Im Zeitpunkt, da die Verhandlungen über die Assoziation unseres Landes an die EWG beginnen werden, wäre ein Verzicht auf bisherige Einnahmequellen besonders unaktuell. Eine Assoziation hat den Ausfall des grössten Teils der Zolleinnahmen zur Folge. Es wäre überdies mit einer verstärkten Belastung des Bundeshaushaltes durch Massnahmen zugunsten der Landwirtschaft zu rechnen. Die Ausfälle und Mehrbelastungen würden im Laufe der Zeit weit über eine Milliarde Franken betragen. Es ist verfrüht, heute über die finanziellen Auswirkungen der Assoziation an die EWG zu diskutieren oder gar neue Fiskalmassnahmen ins Auge zu fassen. Ebenso falsch wäre es aber, in dieser Perspektive bisherige Finanzquellen aufzugeben oder zu schmälern.

Gegenwärtig ist die Finanzlage des Bundes nicht ungünstig. Auch für das laufende Jahr dürfen wir mit einem anständigen Überschuss rechnen. Doch können wir auch die ständig wachsenden Verpflichtungen und die neuen Aufgaben des Bundes nicht ausser acht lassen. Schätzungen, welche die Finanzverwaltung vorgenommen hat, lassen darauf schliessen, dass die Ausgaben in den nächsten Jahren rascher wachsen werden als die Einnahmen. Ich erwähne nur einige Beispiele. Eine Armee, welche auch nur einigermaßen mit der Entwicklung der Kriegstechnik Schritt halten soll, kostet enorme Summen. Neu kommt der Zivilschutz hinzu, welcher mit den Beiträgen an bauliche Massnahmen eine starke Belastung bringt. Die Aufwendungen für die wissenschaftliche Forschung nehmen rasch zu, weil in diesem Sektor ein intensiver internationaler Wettbewerb in Gang ist. Die Personalkosten werden sich, abgesehen von Teuerungszulagen, erhöhen, weil bestimmte Neueinrichtungen sich aufdrängen. Auch die Aufwendungen für die technische Hilfe an die Entwicklungsländer werden gewiss nicht zurückgehen. Bei verschiedenen Sozialversicherungszweigen ist mit Sicherheit eine vermehrte Belastung des Bundes zu erwarten. Bei der Krankenversicherung hat der Rat bereits einen diesbezüglichen Beschluss gefasst. Dass bei der Beschleunigung aller Vorgänge neue, noch nicht bekannte Ausgaben und damit auch Ausgaben sich einstellen werden, kann ohne Sehergabe vorausgesagt werden.

Ich erwähne diese Beispiele, um auf die Tendenz hinzuweisen. Schätzungen hat der Bundesrat nicht in die Botschaft aufgenommen, und ich trage Ihnen auch keine solchen vor, weil jede Ziffer sich mit Sicherheit als unrichtig erweisen wird. Man kann wohl die allgemeinen Entwicklungslinien für eine gewisse Zeit voraussehen, aber es ist uns nicht gegeben, alle Faktoren der Zukunft zu kennen. Darum hat in der Vergangenheit nie ein ziffermässiges Zukunftsbudget sich als richtig erwiesen. Heute hätten solche Schätzungen keinen grösseren Wert. Damit glaube ich, Herrn Ständerat Odermatt, der ein Zukunftsbudget wünscht, geantwortet zu haben. Insbesondere muss ich, zu seinen Ausführungen, festhalten, dass der Bundesrat sich verpflichtet hat, dass bis Ende 1964 das Militärbudget im Durchschnitt nicht über 1,225 Milliarden Franken steigen wird. Wenn irgendwelche andere oder höhere Ziffern erwähnt werden, so ist darauf zu erwidern, dass der Bundesrat mit derartigen Ziffern nichts zu tun hat. Er hat sich darauf nicht festgelegt. Solche Ziffern werden jedenfalls ohne Wissen und ohne Zustimmung des Bundesrates bekanntgegeben.

Herrn Ständerat Bachmann möchte ich antworten, dass bei dieser Tendenz die Gefahr andauern der zu grosser Überschüsse leider nicht gegeben ist. Ich glaube nicht, dass Herr Bundesrat Bonvin in Saus und Braus wird leben können, so sehr ich ihm dies gönnen möchte; aber die Aussichten liegen leider nicht so. Eine gewisse Schuldentilgung in dem Ausmasse, wie sie bisher erfolgte, ist zweifellos richtig und erwünscht; sie bedeutet, wenn man so sagen will, eine gewisse Reservestellung für ungünstigere Zeiten.

Steht die Notwendigkeit der Verlängerung der Finanzordnung fest, so findet erfreulicherweise auch unser Vorschlag auf Festlegung einer zehnjährigen Dauer eine gute Aufnahme. Jede Steuerordnung bedarf der Stabilität. Eine Verlängerung um bloss sechs Jahre – wie sie vereinzelt angeregt wurde und wie sie auch Herr Ständerat Gautier am liebsten gesehen hätte –, würde die Diskussionen nur allzu rasch wieder aufleben lassen. Daran haben weder Steuerzahler noch Parlament ein Interesse. Vor allem aber ist es bedenklich, wenn ein Staatswesen nur auf kurze Sicht über entscheidende Einnahmequellen verfügt und darüber disponieren kann. Dieser Gesichtspunkt würde eine unbefristete Verlängerung rechtfertigen. Gegen eine solche radikale Lösung spricht die Tradition auf dem Gebiete der Bundessteuern, so dass es politisch unklug wäre, sie in Vorschlag zu bringen.

Der entscheidende Punkt liegt in der Frage, ob dem Volk die unveränderte Bestätigung der geltenden Finanzordnung vorzulegen sei, oder ob strukturelle Modifikationen angezeigt sind. Der Bundesrat hält eine unveränderte Weiterführung für richtig. Wie er in der Botschaft an Hand des Ganges des Vernehmlassungsverfahrens ausführlich darlegt, hat jedes Änderungsbegehren weitere Revisionsanträge zur Folge. Man kennt bei diesem Vorgehen den Anfang, aber nicht den Schluss der Entwicklung. Höchstens kann man mit einiger Wahrscheinlichkeit erklären, dass sie zum Scheitern der Vorlage führen würde. Dabei bestreitet der Bundesrat keineswegs, dass bestimmte Änderungen des jetzi-

gen Finanzregimes erwünscht oder sogar nötig sein können. Er widersetzt sich zweckmässigen Revisionen nicht, doch sollten sie nicht mit der Verlängerung von Artikel 41 ter der Bundesverfassung verbunden werden. Dies ist nicht nötig, weil hier nur der unbestrittene Grundsatz der Weiterführung der Wehrsteuer, der Warenumsatzsteuer und der Biersteuer festgelegt ist. Der Bundesrat begrüsst die Stellungnahme Ihrer Kommission und ist ihr dankbar für die Zustimmung zu seinem Antrag.

Dass der Bundesrat nicht starr am Bisherigen festhält, hat er damit bewiesen, dass er ursprünglich selber zwei Änderungen in Aussicht genommen hatte, nämlich die Einführung der Variabilität der Höchstsätze der Warenumsatzsteuer und der Wehrsteuer für den Fall ernsthafter Rückschläge in der Bundesrechnung. Ferner dachte er an die Aufhebung der starren Festlegung der Biersteuer. Der Bundesrat hat aber beide Vorschläge fallen lassen, als er feststellte, dass diese Anträge auf grössere Opposition stiessen und jedenfalls zu zahlreichen weiteren Begehren Anlass gaben. Er kommt nicht auf diese Probleme zurück.

Mit der unveränderten Verlängerung der geltenden Finanzordnung bleiben aber bestimmte Fragen offen. In Ihrer Kommission wurde vor allem eine Änderung der Wehrsteuerskala, eine Erhöhung der Verrechnungssteuer und die Beteiligung der Kantone am Ergebnis der Verrechnungssteuer angeregt. Im Vordergrund steht die Beseitigung der sogenannten kalten Progression bei der Wehrsteuer, d. h. der durch nominelle Einkommenserhöhung hervorgerufenen stärkeren Steuerbelastung. Der Bundesrat hatte selber die Absicht, diese Fragen zu prüfen. Von der Ausführungsgesetzgebung über die Wehrsteuer ist in der Botschaft zur Bundesfinanzordnung die Rede, von der Erhöhung der Verrechnungssteuer und einer allfälligen Steueramnestie im Bericht des Bundesrates zur Motion Eggenberger, so dass Sie daraus ersehen können, dass der Bundesrat allen diesen Punkten seine volle Beachtung schenkt. Wir sind daher auch gerne bereit, die von Ihrer Kommission beschlossenen Postulate entgegenzunehmen. Auf die darin aufgeworfenen Probleme kann ich im einzelnen bei der Behandlung dieser Postulate noch zurückkommen, falls das nötig ist.

Nun noch wenige Bemerkungen zu den Voten, die in der Diskussion gefallen sind. Herr Ständerat Bachmann hat die Frage des Abzugs der kantonalen Steuern bei der Wehrsteuer aufgeworfen. Der Bundesrat hat gar nichts gegen eine erneute Prüfung dieser Anregung einzuwenden; sie soll bei der Neuregelung der Wehrsteuer erfolgen. Ich möchte aber keine grossen Hoffnungen aufkommen lassen. Bisher wurde die Abziehbarkeit der kantonalen Steuer abgelehnt, und zwar doch offenbar aus guten Gründen. Die Überprüfung zeigte nämlich, dass die Ausgleichswirkung ziemlich unwesentlich ist; die Unterschiede sind nicht derart, dass die Auswirkungen stark wären. Aber die verwaltungsmässigen Umtriebe sind recht erheblich. Ferner ist zu beachten, dass der Wehrsteueransatz erhöht werden muss, wenn man die kantonalen Steuern abziehen will. Eine derartige Erhöhung könnte politische Widerstände hervorrufen. Jedenfalls könnte eine Beseitigung der kalten Progression und erst noch ein Abzug der kantonalen Steuer zweifellos nicht erreicht

werden ohne gleichzeitige Heraufsetzung des Ansatzes.

Herr Ständerat Lusser hat den Wunsch ausgedrückt, dass das Wehrsteuergesetz vor jenem über die Verrechnungssteuer behandelt und dem Parlament zugeleitet werde. Dieser Wunsch wird zweifellos realisiert werden; er entspricht den tatsächlichen Gegebenheiten, denn heute steht die Revision der Wehrsteuerskala im Vordergrund. Aber auch hier muss man vor gewissen Illusionen warnen, die in der Öffentlichkeit verbreitet werden. Die Untersuchung der Steuerverwaltung zeigt nämlich, dass die Auswirkungen der sogenannten kalten Progression nicht sehr stark sind; wenn man sie beseitigt, macht das für den einzelnen Steuerzahler nur kleine Beträge aus. Das rührt davon her, dass neben der kalten Progression, die auf die Geldentwertung und die Teuerung zurückzuführen ist, auch noch eine Steigerung der Realeinkommen eingetreten ist. Auch die Selbständigerwerbenden verfügen heute im allgemeinen über ein höheres Einkommen als früher. Die Erhöhung der Realeinkommen hat aber mit der kalten Progression nichts zu tun; die Beseitigung der kalten Progression bringt nur den früheren Zustand wieder; man beseitigt nur die Auswirkungen der Teuerung. Was durch tatsächliche Einkommensverbesserungen gewonnen wurde, muss natürlich versteuert werden. Es muss – das wollte ich doch unterstreichen – auseinandergehalten werden einerseits die Auswirkung der Teuerung und andererseits jene der Reallohnverbesserungen.

Endlich möchte ich noch die Frage des Herrn Ständerat Odermatt beantworten in bezug auf das Konkordat betreffend Steuerabkommen. Zur vollständigen Erfassung aller Kantone in diesem Konkordat fehlen noch die beiden Kantone Schwyz und Graubünden. Die Steuerverwaltung steht in Verhandlungen mit diesen beiden Kantonen; sie betrachtet sie als aussichtsreich, und es besteht somit die Hoffnung, dass auch die beiden Kantone Schwyz und Graubünden dem Konkordat betreffend Steuerabkommen noch beitreten werden, so dass auf eine Bundesgesetzgebung verzichtet werden könnte. Wenn ich dazu schon die Gelegenheit habe, möchte ich die Vertreter der beiden geschätzten Stände Schwyz und Graubünden bitten, ihrerseits dafür einzutreten, dass dieses zweifellos zweckmässige und berechtigte Konkordat auch von ihnen unterschrieben wird.

Damit glaube ich die wesentlichen Punkte beantwortet zu haben. Ich bin Ihnen dankbar, wenn Sie auf die Vorlage des Bundesrates eintreten.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Artikelweise Beratung – Discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Abschnitt I

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Minderheit

(Klaus)

Ingress zu Abschnitt I

Die Artikel 41 bis, Absatz 1, Buchstabe *b*, und 41 ter, Absatz 1 und Absatz 3, Buchstabe *b*, der Bundesverfassung werden durch folgende Bestimmungen ersetzt oder ergänzt:

Art. 41 bis, Abs. 1, Lit. b

eine Verrechnungssteuer auf dem Ertrag beweglichen Kapitalvermögens, auf Lotteriegewinnen und Versicherungsleistungen. Vom Reinertrag fallen drei Zehntel den Kantonen zu; davon ist ein Sechstel für den Finanzausgleich unter den Kantonen zu verwenden;

Art. 41 ter, Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Abs. 3, Lit. b

die Steuer vom Einkommen der natürlichen Personen wird nach einem progressiven Tarif bemessen, und darf 8% des gesamten steuerbaren Einkommens nicht übersteigen. Die Steuerpflicht beginnt frühestens bei einem reinen Einkommen von 6000 Franken, bei verheirateten Personen von 7500 Franken. Diesen Ansätzen sind 500 bzw. 700 Franken zuzuschlagen, wenn sich zu Beginn einer Veranlagungsperiode der Stand der Lebenshaltungskosten seit dem 1. Januar 1959 oder seit dem letzten Zuschlag um mehr als 10 Indexpunkte erhöht hat;

Chapitre I

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Minorité

(Klaus)

Préambule du chapitre I

Les articles 41 bis, alinéa 1, lettre *b*, et 41 ter, alinéas 1 et 3, lettre *b*, de la Constitution fédérale sont remplacés ou complétés par les dispositions suivantes:

Art. 41 bis, al. 1, lettre b

Un impôt anticipé sur les revenus de capitaux mobiliers, les gains faits dans les loteries et les prestations d'assurances. Trois dixièmes du produit net de l'impôt sont attribués aux cantons; un sixième du montant revenant aux cantons doit être affecté à la péréquation financière intercantonale;

Art. 41 ter, al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Al. 3, lettre b

L'impôt sur le revenu des personnes physiques est calculé d'après un tarif progressif et il ne peut excéder 8% du total du revenu imposable. L'assujettissement commence au plus tôt lorsque le reve-

nu net atteint 6000 francs ou, pour les personnes mariées, 7500 francs. Ces montants doivent être majorés de 500 francs ou de 700 francs, lorsque, au début d'une période de taxation, l'index du coût de la vie est monté de 10 points depuis le 1^{er} janvier 1959 ou depuis la dernière majoration;

Meier, Berichterstatter der Mehrheit: Sie sehen auf der Fahne, dass die Mehrheit der Kommission Wert darauf legt, dass lediglich der Artikel 41 ter, Absatz 1, beraten und damit erreicht wird, dass das Recht der Erhebung der Warenumsatzsteuer und der Wehrsteuer, die in der Finanzvorlage 1958 auf fünf Jahre beschränkt war, um weitere zehn Jahre verlängert wird. Wie ich in meinem Eintretensreferat ausgeführt habe, messen wir dieser isolierten Fragestellung an Volk und Stände grosse Bedeutung zu. Ich bin überzeugt, dass diese Verlängerung politischen Diskussionen rufen wird, und wir möchten erreichen, dass möglichst wenig Belastungen an diesen Verlängerungsbeschluss gehängt werden. Wir sind aber, wie das in den beiden Postulaten der Kommission zum Ausdruck kommt, der Auffassung, dass der Bundesrat nun möglichst bald an die Ausführungsgesetzgebung herantreten muss, und wir wünschen, dass er in diesem Rahmen die Anträge, die nun Kollege Klaus als Vertreter der Minderheit beantragt, überprüfe und sie im Rahmen der möglichst bald zu erfolgenden Ausführungsgesetzgebung zur Diskussion stelle.

Das ist in grossen Zügen die Tendenz der Kommissionsmehrheit. Ich beantrage Ihnen also, lediglich die Verlängerung um zehn Jahre zu beschliessen.

Klaus, Berichterstatter der Minderheit: Der Artikel 41 bis der Bundesverfassung gibt dem Bund das Recht, eine Verrechnungssteuer zu erheben. Diese wird vom Ertrag des beweglichen Kapitalvermögens sowie auf Lotteriegewinnen und Versicherungsleistungen erhoben. Diese Verrechnungssteuer ist nicht bestritten. Sie ist auch nicht Bestandteil der heute zur Beratung vorliegenden neuen Finanzordnung. Sie fällt auch nicht, im Gegensatz zur Warenumsatzsteuer, zur Wehrsteuer und zur Biersteuer, mit dem Jahre 1964 dahin. Auch wenn keine Verlängerung der Warenumsatzsteuer, der Wehrsteuer und der Biersteuer beschlossen werden sollte – ein Zustand, den es unter allen Umständen zu verhindern gilt –, bleibt die Verrechnungssteuer bestehen. Mein Antrag verfiel den Gedanken einer Beteiligung der Kantone am Reinertrag der Verrechnungssteuer, wobei gegenüber den Kantonen derselbe Grundsatz zu befolgen wäre wie bei der Beteiligung der Kantone am Ertrag der Wehrsteuer. Den Kantonen sollten auch bei der Verrechnungssteuer 30% des Ertrages zukommen, wobei ein Sechstel des kantonalen Anteils, also 5% des Gesamtertrages, von der allgemeinen Beteiligung der Kantone abzuspalten und unter die Kantone nach den Grundsätzen des Finanzausgleiches zu verteilen wäre.

Weil eine derartige Beteiligung der Kantone an der Wehrsteuer im heutigen Artikel 41 bis der Bundesversammlung nicht vorgesehen ist, beantrage ich, auch den Verrechnungssteuerartikel in die Revision miteinzubeziehen, aber nicht im Sinne einer neuen befristeten Ordnung, sondern als Ergänzung

des zeitlich nicht befristeten Bestandteils der Finanzordnung aus dem Jahre 1958. Der Gedanke, der diesem Antrag zugrunde liegt, ist der folgende:

– Die Verrechnungssteuer ist gegen die Steuerhinterziehung gerichtet. Jene, die Zinsen, Dividenden, Lotteriegewinne usw. auszahlen, sind gehalten, 27% dieser Leistungen zurückzubehalten und an den Bund abzuführen. Wenn die Bezüger der genannten Ertragswerte, die derart beinahe um einen Drittel ihrer Erträge gekürzt werden, ihre übrigen direkten Steuern korrekt entrichten, steht ihnen das Recht zu, die Verrechnungssteuerbeträge mit ihren übrigen Steuern zu verrechnen, so dass ihnen aus dieser Form der Besteuerung kein Nachteil erwächst. – Wenn aber die ordentlichen Steuern sich auf höhere Beträge belaufen als der Betrag der Verrechnungssteuer, verzichten viele Pflichtige auf die Verrechnung mit den ordentlichen Steuern und verzichten auch darauf, diese Erträge bei den ordentlichen Steuern anzugeben. Sie bezahlen die Verrechnungssteuer und entziehen sich der Pflicht zur Bezahlung der ordentlichen direkten Steuern der Gemeinden, der Kantone und des Bundes.

Dank dieser Verrechnungssteuer können sich diese Kreise wohl nicht vollständig um die Steuerbelastung drücken, aber sie können jene Steuerbeträge, deren Ausmass mehr als 27% der Erträge ausmacht, der ordentlichen Besteuerung entziehen. Auf diesem Wege können sie wohl den Fiskus nicht ganz, wohl aber zu einem Teil hintergehen. Diese Teilhinterziehung trifft die Steuerbezugsberechtigten, also die Gemeinden, die Kantone und den Bund, sehr ungleich. Diese Teilhinterziehung schädigt den Bund überhaupt nicht, denn die Verrechnungssteuer deckt den Verlust, der ihm, dem Bund, aus der Nichtbezahlung der Wehrsteuer erwächst. Ja noch mehr: Vielfach übersteigt der Verrechnungssteueranfall des Bundes seinen Wehrsteueranfall. Dem Bunde erwächst daraus also ein Geschäft. – Aus einer derartigen Operation (Bezahlung der Verrechnungssteuer und Nichtbezahlung der übrigen direkten Steuern) ergibt sich der eigenartige Zustand, dass zwei Stellen daraus einen finanziellen Vorteil ziehen, nämlich der Verrechnungssteuerpflichtige und der Bund. Dieses Arm in Arm von Bund und Steuerhinterziehern missfällt uns. Die Kantone und die Gemeinden empfinden es als ungerecht, dass der Bund für den ihm hinterzogenen Wehrsteueranteil entschädigt wird, nicht aber auch sie. Da die Verrechnungssteuer nicht nur mit der Wehrsteuer verrechnet werden kann, sondern eben auch mit den kommunalen und den kantonalen direkten Steuern, erheben die Kantone und Gemeinden das Begehren, dass auch sie am Reinertrag der Verrechnungssteuer beteiligt sind, so dass, wenn wohl die Verrechnungssteuer, nicht aber auch die übrigen Steuern bezahlt werden, nicht bloss Gemeinden und Kantone durch eine solche Steuerhinterziehung geschädigt werden. Wenn der Bund sich mit den Gemeinden und den Kantonen in die Reihe der Geschädigten einordnen muss, ist er auch mehr daran interessiert, dass die Verrechnungssteuer Verrechnungssteuer bleibt und nicht zu einem teilweisen Ersatz wird, wobei der Ersatzcharakter nicht gegenüber den Gemeinden und nicht gegenüber den Kantonen spielt, während der Bund diese Schädigung nie zu spüren bekommt.

Wenn man den Gedanken der Mitbeteiligung der Kantone und der Gemeinden verfiicht, erscheint es als gerecht, wenn man einen Anteil nicht im Verhältnis zur Wohnbevölkerung, sondern nach den Prinzipien des Finanzausgleiches an die Kantone weiterleitet. Der Gedanke der Solidarität der Starken mit den Schwachen erhält damit nicht bloss in Worten, sondern auch in Franken stärkere Verwirklichung als bis heute.

Ich bitte Sie, diesem Antrag zuzustimmen.

Danioth: Ich bin an und für sich grundsätzlich mit dem Antrag von Herrn Klaus zu Artikel 41 bis einverstanden. Wenn ich aber gleichwohl dem Antrag der Mehrheit den Vözug gebe, so deshalb, weil es richtiger zu sein scheint, die Regelung der Verrechnungssteueranteile der Kantone der Gesetzgebung zu überlassen. Wenn wir anfangen, die Details in der Verfassung zu regeln, werden wir gar keine Finanzordnung erhalten. Die Wünsche und Begehren werden von allen Seiten kommen. Diesbezüglich sind bereits vom Herrn Kommissionspräsidenten und andern Rednern Ausführungen gemacht worden. Herr Klaus will den Finanzausgleich mit der Beteiligung der Kantone an der Verrechnungssteuer verbessern. Das sollte aber doch näher geprüft werden, wie das Postulat der Kommission dies verlangt. Ich halte dafür, dass dieses Problem sehr eingehend untersucht werden muss. Die vom Bund veröffentlichten Wehrsteuerergebnisse pro Kopf der Bevölkerung zeigen nämlich, dass die Unterschiede in der Finanzkraft der Kantone teilweise grösser geworden sind. Die wirtschaftliche Entwicklung der Kantone verläuft sehr ungleich. Diesem Umstand muss Rechnung getragen werden. Eine elastische und verfeinerte Regelung sollte meines Erachtens auf dem Gesetzgebungswege angestrebt werden. Die Notwendigkeit eines Finanzausgleiches dürfte grundsätzlich nicht bestritten sein. Aus dieser Überlegung stimme ich für die Mehrheit der Kommission, obwohl ich die gute Absicht des Antrages von Herrn Kollege Klaus nicht verkenne.

Bundesrat Tschudi: Herr Ständerat Klaus ist ein hervorragender Anwalt des Fiskus der Kantone. Er hat seine Auffassungen mit sehr guten Argumenten vertreten. Er zwingt mich aber, die Angelegenheit auch etwas vom Standpunkt des Bundesfiskus darzustellen. Ich möchte nämlich nicht, dass in das Nest des wirklichen Finanzdirektors ein Kuckucksei gelegt wird. Es ist die Pflicht des Stellvertreters, das Nest einigermaßen rein zu halten. Darum bitte ich Sie, den Antrag Klaus abzulehnen. Ich habe schon in meinem Eintretensvotum mit dem Herrn Kommissionspräsidenten unterstrichen, dass der Bundesrat sehr grossen Wert darauf legt, dass die Bundesfinanzordnung unverändert weitergeführt wird, weil er nur diese Lösung politisch für aussichtsreich hält. Das spricht gegen alle Minderheitsanträge, es spricht aber nicht gegen den materiellen Gehalt dieser Anträge. Es wird nur ein anderes Vorgehen gewählt, als Herr Ständerat Klaus es selbst in Aussicht nimmt. Die Prüfung aller Fragen, die er aufwirft, will der Bundesrat an die Hand nehmen, weil er sie materiell für berechtigt hält. Nun zur Frage der Verrechnungssteueranteile der Kantone.

Der Bundesrat stand bisher auf dem Standpunkt, dass mit der Verrechnungssteuer den Kantonen nichts an steuerlicher Substanz weggenommen werde; es fehle daher die innere Rechtfertigung für eine Beteiligung der Kantone am Ertrag dieser Steuer. Dadurch, dass die Steuer defraudationsbekämpfend wirkt, werden den Kantonen bereits zusätzliche Wertschriften und deren Ertrag bekannt, die sie so steuerlich erfassen können. Durch diese zusätzlichen Steuereinnahmen würden die Kantone für die Umtriebe, die ihnen bei der Rückerstattung der Verrechnungssteuer an ihre eigenen Steuerpflichtigen erwachsen, genügend entschädigt. Das war bisher stets die Stellung des Bundesrates.

Durch ein Postulat will Ihre Kommission den Bundesrat nun veranlassen, die Frage der kantonalen Verrechnungssteueranteile erneut zu prüfen. Der Bundesrat ist zur Annahme des Postulates bereit. Die Frage bedarf tatsächlich noch einlässlicher Prüfung. Es geht um eine Grundsatzfrage, wie weit die Kantone, denen der Bund bereits erhebliche Mittel in Form von Subventionen zufließen lässt, erneut auch auf der Einnahmenseite die Bundesfinanzen anzapfen sollen. Sollte die Frage bejaht werden, so ist im weiteren die Höhe des Anteils eingehend zu erwägen. Eine Entschädigung in dem vom Antragsteller geforderten Ausmass – 30% auf rund 200 Millionen Franken jährlich machen immerhin 60 Millionen zu Lasten des Bundes aus – erscheint jedenfalls eher als hoch. Die Frage kann nicht mit einem Hinweis auf die Anteile bei der Wehrsteuer erledigt werden. Bei der Wehrsteuer obliegen Veranlagung und Bezug in vollem Umfang den Kantonen. Überdies beschlägt die Wehrsteuer ein Substrat, das von alters her als die Domäne der Kantone gegolten hat. Bei der Verrechnungssteuer stammt ein wesentlicher Teil der Verrechnungssteuer vom Besitz von Ausländern, die in den Kantonen den Einkommens- und Vermögenssteuern gar nicht unterliegen. Der Verrechnungssteuerertrag aus Wertschriften in inländischem Besitz fliesst aus verheimlichtem Vermögen, das die Kantone nicht zu erfassen in der Lage waren. Die Durchführung der Verrechnungssteuer obliegt nur zu einem Teil den Kantonen; der ganze Bezug erfolgt durch den Bund, ebenso die Rückerstattung an die juristischen Personen und an die Ausländer, denen ein Anspruch nach einem Doppelbesteuerungsabkommen zusteht. Die Kantone wirken also nur in einem beschränkten, wenn auch wesentlichen Sektor – bei den natürlichen Personen – mit. Dies scheint dafür zu sprechen, den allfälligen Anteil an der Verrechnungssteuer tiefer anzusetzen als bei der Wehrsteuer. Über die Höhe hat sich der Bundesrat noch nie ausgesprochen.

Diese Bemerkungen mögen zeigen, dass sich der Bundesrat zur Frage nach erneuter Prüfung noch einlässlich wird äussern müssen, bevor ein Entscheid gefällt werden kann. Ich möchte materiell in keiner Weise gegen den Antrag von Herrn Ständerat Klaus Stellung nehmen, muss Sie aber bitten, vorerst die Behandlung unseres Berichtes zur Motion Eggenberger vorzunehmen. In diesem Bericht sind Ausführungen über die Erhöhung der Verrechnungssteuer und die Frage der Steueramnestie enthalten. Beide Punkte gehören zusammen. Ich bitte Sie auch, den Bericht des Bundesrates zum Postulat Ihrer Kommission abzuwarten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 28 Stimmen
 Für den Antrag der Minderheit 4 Stimmen

Präsident: Herr Klaus erhält das Wort zum zweiten Minderheitsantrag, zu Artikel 41 ter.

Klaus, Berichterstatter der Minderheit: Artikel 41 ter, der jene Steuern behandelt, die bis Ende 1964 befristet sind, spricht im dritten Absatz unter *Litera b* von den Prinzipien der Wehrsteuer. Danach wird die Wehrsteuer der natürlichen Personen nach einem progressiven Tarif bemessen, darf aber das Ausmass von 8% des gesamten steuerbaren Einkommens nicht übersteigen. Die Steuerpflicht darf frühestens bei einem reinen Einkommen von 6000 Franken bei Ledigen und bei 7500 Franken bei Verheirateten beginnen. Ich beantrage Ihnen, diese Grenzwerte dann zu erhöhen, wenn gegenüber dem 1. Januar 1959 sich der Stand der Lebenshaltungskosten um mehr als 10 Indexpunkte erhöht hat. Diese Erhöhung der Grenzwerte sollte aber nicht einmalig bleiben. Sie sollten sich im selben Ausmass abermals heben, wenn gegenüber der letzten Erhöhung sich der Indexstand um neue zehn Punkte nach oben verschieben sollte. Ausdrücklich offengelassen bleibt die Frage, ob nicht auch die eigentlichen Sozialabzüge, die den Wehrsteuerpflichtigen gewährt werden – 1500 Franken Abzug für Verheiratete, 500 Franken Abzug pro Kind nach Artikel 25 des Wehrsteuerbeschlusses –, im gleichen Umfang erhöht werden sollten. Bei der Anpassung des Wehrsteuerbeschlusses an die Verfassung wäre diese Frage noch zu prüfen. Nach dem Antrag sollen nur die Grenzwerte, das Beginnen der Wehrsteuerpflicht, in der Verfassung an den Index gebunden werden.

Ich lasse mich bei dieser Antragstellung von folgenden Überlegungen leiten: Wir leben, ob wir es wahr haben wollen oder nicht – es ist einfach eine Tatsache –, in einer Inflation. Die Geldwerte verschieben sich. Die Geldentwertung ist leider eine der Konstanten unserer Zeit. Der Hinweis auf die Tatsache, dass anderswo diese Schwindsucht des Geldes eine noch raschere Gangart anschlage als bei uns, hebt die schweizerische Minderung des Geldwertes nicht auf.

Die eine Folge davon ist die allgemeine Flucht in die Sachwerte. Wer Obligationen besitzt, rettet sich in Liegenschaftenanteile und in Aktien. Dass bei einer derart gehäuften Nachfrage nach Aktien deren Kurse zum Teil turmhoch ansteigen und zu Zinsrenditen von 1% und weniger führen, bremst diese Umschichtung der Vermögenswerte nicht ab. Die geringe Rendite wiegt in den Augen jener, die sich daran beteiligen, weniger als die Beständigkeit des Wertes. „Vorerst Sicherheit“ wird zum Wahlanspruch.

Die Geldwertminderung wird auf der Lohnseite durch den Teuerungsausgleich wettgemacht. Die Löhne werden indexgebunden. Über diesen Teuerungsausgleich hinaus werden den Löhnen Reallohngewinne zugebilligt. Die Erhöhung der Löhne aus Teuerungsausgleich und Reallohnsteigerungen bewirkt zum einen, dass heute Bevölkerungsschichten neu in die Wehrsteuerpflicht fallen, die vorher wehrsteuerfrei waren, und zum andern, dass Lohn-

schichten in stärkerem Masse zur Wehrsteuer herangezogen werden als vorher. Wenn die Belastungen aus Reallohnsteigerungen proportional zu diesem Reallohngewinn verliefen, könnte man dagegen nicht viel einwenden. Wer, in Kaufkraft ausgedrückt, mehr verdient als vorher, kann sich nicht beklagen, wenn er, gestützt auf dieses Plus an Kaufkraft, auch ein Plus an Steuern zu erbringen hat.

Wenn man ausschliesslich den durch die Teuerung bewirkten Einkommenszuwachs berücksichtigt, ergeben sich folgende Gegenüberstellungen. Um unbefangener zu bleiben, stütze ich mich dabei nicht auf eigene Berechnungen, sondern auf Darlegungen, die von der Schweizerischen Volksbank in der diesjährigen Septemhernummer einer ihrer kleinen Publikationen der Öffentlichkeit vorgelegt werden. Diese Darlegungen operieren nicht mit dem Bruttoverdienst, sondern mit dem steuerbaren Einkommen Verheirateter. Sie setzen überall die festen Abzüge auf 3000 Franken an. Sie gehen weiter von der Voraussetzung aus, dass heute gegenüber dem Stand der Jahre 1957 und 1958 die Teuerung ein Ausmass von 10% erreicht und dass diese Teuerung durch den Teuerungsausgleich wettgemacht wurde. Derart entspricht – nach dieser Zusammenstellung – ein damaliges steuerbares Einkommen von 7000 Franken einem heutigen Einkommen von 8000 Franken. Ein steuerbares Einkommen von damals 12 000 Franken entspricht einem solchen von heute 13 500 Franken. Aus 22 000 wurden 24 500 Franken usw. Diese kaufkraftmässig ausgedrückten gleichwertigen Lohneinkommen erfahren nun starke Steigerungen bei den Wehrsteuerleistungen. Für ein damaliges steuerbares Einkommen von 7000 Franken erhöht sich die Wehrsteuerleistung um 50%. Bei einem ehemaligen Einkommen von 12 000 Franken nimmt die Steuerleistung um 21% zu. Bei einem ehemaligen Einkommen von 22 000 Franken beträgt die Zuwachsrate 24%, bei 37 000 Franken 23%, bei 77 000 Franken 17%, bei 122 000 Franken sind es 10%. Diese Zuwachsraten fallen sehr ungleich ins Gewicht. Am stärksten wirkt sie sich bei den untersten Schichten aus; sie fällt bei den mittleren Einkommensschichten, fällt aber noch mehr bei den obersten Einkommensklassen. Die Steigerung der Steuerlast entwickelt sich im Widerspruch zur Tragfähigkeit.

Der genannte Bericht der Schweizerischen Volksbank kommentiert diese Erscheinung mit folgenden Worten: „Weil die progressiven Steuertarife zuerst steil ansteigen, dann immer flacher werden und schliesslich proportional auslaufen, und ausserdem das Gewicht der festen Abzüge im Verhältnis zum Einkommen sehr ungleich ist, stellen sich beträchtliche Differenzen der steuerlichen Mehrbelastung ein. Die Geldwertänderung verschiebt also die ursprüngliche Lastenverteilung. Deshalb wäre eine allgemeine Senkung des Steuerfusses fehl am Platze: Bei den oberen Einkommenskategorien würden die Steuerleistungen geringer als bei der Einführung des Steuergesetzes, bei den kleinen und mittleren Einkommen wären sie immer noch höher.“

Selbstverständlich könnte man auf dem Wege einer Änderung des Wehrsteuerbeschlusses die notwendigen Anpassungen bewerkstelligen. Aber auch hier gilt der Satz: Gebrannte Kinder fürchten das Feuer. Das Ausführungsgesetz zur Wehrsteuer lässt

auf sich warten. Man begnügte sich mit jenen Änderungen, die in die Verfassungsvorlage selbst aufgenommen wurden. Man korrigierte nur auf der Verfassungsebene. Wenn man will, dass eine Korrektur auf das Inkrafttreten der neuen Finanzordnung erfolgt, ist man dieser Korrektur nur dann gewiss, wenn man sie ebenfalls auf der Verfassungsebene vornimmt.

Die Verkoppelung der Grenzwerte, bei denen die Wehrsteuerpflicht beginnt, mit dem Index der Lebenshaltungskosten erscheint mir als ein einfacher und brauchbarer Weg. Eine solche Verbindung zwischen Index und Steuer besteht bereits heute im neuen solothurnischen Steuergesetz. In diesem neuen Gesetz über Staats- und Gemeindesteuern wird dem Regierungsrat das Recht zuerkannt, bei Schwankungen des Index der Lebenshaltungskosten um mehr als je 10 Punkte gegenüber dem Inkrafttreten dieses neuen Gesetzes die im Gesetz fixierten Sozialabzüge entsprechend der neuen Teuerung zu erhöhen. Wenn wir derart auch bei der Wehrsteuer vorgehen, schliessen wir uns nur einer Lösung an, die anderswo bereits besteht.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 25 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Klaus) 6 Stimmen

Abschnitt Ibis

Antrag der Kommissionsminderheit

(Klaus)

Ingress

Artikel 8, Absatz 1, Buchstabe *b*, der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung wird wie folgt abgeändert:

Art. 8, Abs. 1, Lit. b

die Verrechnungssteuer, wobei vom 1. Januar 1965 an der Steuersatz von 27 auf 35% erhöht wird. Gleichzeitig wird der steuerfreie Zinsbetrag auf Spar- und Depositenheften, die auf den Namen lauten, von 15 auf 40 Franken erhöht;

Chapitre Ibis

Proposition de la minorité de la commission

(Klaus)

Préambule

L'article 8, alinéa 1, lettre *b*, des dispositions transitoires de la Constitution fédérale est modifié comme il suit:

Art. 8, al. 1, lettre b

L'impôt anticipé, mais avec majoration du taux de 27% à 35% dès le 1^{er} janvier 1965. En même temps, le montant des intérêts exonéré d'impôt est porté de 15 francs à 40 francs pour les carnets nominatifs d'épargne ou de dépôt;

Klaus, Berichterstatter der Minderheit: In Artikel 8 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung, wie sie am 31. Januar 1958 zur heute geltenden Bundesfinanzordnung formuliert wurden, wird verfügt, dass bis zum Inkrafttreten eines neuen Verrechnungssteuergesetzes der Ansatz der Verrechnungssteuer von 25% auf 27% erhöht wird. Diese Erhöhung der Verrechnungssteuer um 2%

bildet das Gegenstück zur Ermässigung der Stempelabgabe um 2% auf den neuen Stempelabgabetaxsatz von 3%. Verrechnungssteuer und Stempelabgabe erreichten vor dem Inkrafttreten der heute gültigen Finanzordnung 30% der besteuerten Beträge. Diese Gesamtbelastung wurde also beibehalten. Für die kommende Finanzordnung schlage ich Ihnen vor, den Ansatz der Verrechnungssteuer von 27% auf 35% zu erhöhen, so dass Verrechnungssteuer und Stempelabgabe zusammen sich auf 38% belaufen. – Die Erhöhung ist heute mehr als gerechtfertigt. Sie drängt sich gebieterisch auf. Der Grundsatz der Erhöhung entspricht einem Gebot der Notwendigkeit. Über das Ausmass kann man verschiedener Auffassung sein, und ich könnte, sofern meinem Antrag im Prinzip zugestimmt würde, mich auch einem andern Ansatz anschliessen, wenn hierfür stichhaltige Gründe ins Feld geführt werden.

Im Zusammenhang mit meinem Antrag auf Beteiligung der Kantone am Ertrag der Verrechnungssteuer habe ich den Mechanismus der Verrechnungssteuer dargelegt, so dass ich auf die Wiederholung verzichten kann. Das Ziel der Verrechnungssteuer, das Verunmöglichen der Steuerhinterziehung, wurde nur zum Teil erreicht. Dieses Teilergebnis, das nicht etwa als nutzlos bezeichnet werden darf, kann aber nicht befriedigen, weil dem Bund aus der Nichtanmeldung der verrechneten Beträge gegenüber den direkten Steuern ein Einnahmenbetrag von jährlich etwa 200 Millionen Franken erwächst. Daraus ist zu ersehen, dass die direkten Steuern nach wie vor in starkem Ausmass nicht entrichtet werden. Das Bezahlen der Verrechnungssteuer und das Nichtbezahlen der übrigen direkten Steuern bewirkt einen Vorteil für jene Kreise, die sich wenigstens zum Teil ihrer Steuerpflicht entziehen.

Dem Bericht des Bundesrates zur Motion Eggenberger, der dieses Jahr den eidgenössischen Räten und der gesamten Öffentlichkeit unterbreitet wurde, ist zu entnehmen, dass nach wie vor grosse Einkommensbeträge sich der Steuerpflicht entziehen. Dieser Bericht spricht davon, dass sich für das Jahr 1960 aus Wertschriften ein steuerpflichtiger Ertrag von 440 Millionen um die Bezahlung der direkten kommunalen, kantonalen und eidgenössischen Steuern drücken konnte, mit einem Wertschriftenwert von etwa 13 Milliarden Franken. Der Bundesrat gelangt zum Schluss, dass rund ein Fünftel der schweizerischen Wertschriftenwerte hinterzogen wird. – Wenn man, mit dem Bundesrat, den gleichen Hinterziehungsanteil auch auf die in schweizerischem Besitz sich befindenden ausländischen Titel anwendet, gelangt man zu einem weiteren hinterzogenen Vermögenswert von 4–5 Milliarden Franken. Bei den Banknoten rechnet der Bundesrat mit einem hinterzogenen Vermögenswert von 1–2 Milliarden Franken. Gesamthaft spricht der Bundesrat von einem totalen Steuerausfall von 300–350 Millionen Franken, der den Gemeinden, den Kantonen und dem Bund (letzterem zu einem kleinen Teil) aus dieser Steuerhinterziehung erwächst.

Dieser Betrag mahnt zum Aufsehen. Auch wenn man sich dessen bewusst bleibt, dass es sich hierbei um Schätzungen handelt, die nach oben oder unten wesentlich abweichen können, lässt sich nicht bestreiten, dass man dieser Erscheinung nicht tatenlos zusehen darf. Ein Zugreifen stellt nicht nur vom

Standpunkt der öffentlichen Finanzen aus betrachtet, sondern in noch vermehrtem Masse vom Standpunkt der ehrlichen Steuerzahler aus gesehen eine Notwendigkeit dar, deren Ehrlichkeit nicht dadurch bestraft werden soll, dass man die Unehrliehen weiter in Unehren schalten lässt.

Ich darf in diesem Zusammenhang daran erinnern, dass die Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren in ihrer Eingabe vom Oktober 1961 die Erhöhung des Verrechnungssteuerersatzes als wirksamstes Mittel gegen die noch bestehende Steuerdefraudation verlangt hat. Diese Konferenz stellte am 19. Januar 1962 einmütig zuhanden der neuen Finanzordnung die Forderung auf: „Auf Anfrage des Präsidenten spricht sich die Kommission einstimmig für die Erhöhung des Verrechnungssteuerersatzes aus. Diese Forderung soll mit unserer Eingabe an das Eidgenössische Finanz- und Zolldepartement strikte formuliert werden.“ Im Protokoll findet sich der Ausdruck „strikte“ unterstrichen vor, um dem Wunsch unbedingten Ausdruck zu verleihen.

Man wird gegenüber meinem Antrag einwenden, die Erhöhung der Verrechnungssteuer könne auch auf dem Wege der Gesetzgebung erfolgen. Dieser Hinweis ist richtig, aber diese Möglichkeit wurde bis heute nicht benützt. Mehr als ein Ausführungsgesetz zur heutigen Finanzordnung lässt bekanntlich noch auf sich warten. Ich bin so respektlos, offen auszusprechen, dass man offenbar in dieser Hinsicht auch noch weiter warten muss. Wenn der neue Ansatz sich bereits in der Verfassungsvorlage vorfindet, tritt er auch mit dem Inkrafttreten dieser neuen Finanzordnung in Kraft.

Das Misstrauen der Ausführungsgesetzgebung gegenüber ist ja mit ein Grund, warum die Verfassungsvorlage über die heutige Finanzvorlage verfassungsmässig Dinge regelt, die man sonst der Ausführungsgesetzgebung überlässt. Der heutige Antrag geht also nicht neue Wege, er handhabt nur die misstrauische Haltung der Verfassungsänderung von 1958 aufs neue.

Ich bin mir bewusst, dass die Erhöhung des Ansatzes der Verrechnungssteuer nicht uferlos erfolgen kann. Kapitalien sind flüchtende Werte. Vor Landesgrenzen empfinden sie keine Hemmungen. *Ubi bene ibi patria* bedeutet einen Wahlspruch, der für das Kapital noch in vermehrtem Masse gilt als für die Menschen. Die Grenzen der Erhöhung des Verrechnungssteuerersatzes können nur gefunden werden, wenn man sorgfältig die Verrechnungssteueransätze jener andern Staaten erwägt, die für die Fluchtwege ernsthaft in Betracht fallen. Es sind allerdings bei diesem Abwägen nicht bloss die ausländischen Verrechnungssteueransätze zu würdigen, sondern auch andere Faktoren, wie Sicherheit des Geldwertes usw.

Ich halte die Erhöhung des Ansatzes der Verrechnungssteuer als unumgänglich und bitte Sie, damit sie Wirklichkeit wird, sie in die Verfassungsvorlage aufzunehmen.

Meier, Berichterstatter der Mehrheit: Ich gehe von der Feststellung aus, die Herr Ständerat Klaus am Schluss seiner Ausführungen selbst gemacht hat, nämlich, dass seine Begehren im Rahmen der Ausführungsgesetzgebung realisiert werden könnten.

Der Artikel 8 des geltenden Bundesbeschlusses, der in Form einer Übergangsbestimmung gehalten ist, sagt ja ausdrücklich, bis zum Inkrafttreten der einzelnen neuen Ausführungsgesetzgebung werde folgende Bestimmung in Kraft gesetzt. – Nun hat Kollege Klaus gegenüber dieser Ausführungsgesetzgebung seine Bedenken geäußert. Ich erinnere daran, dass die Frist, die der geltende Bundesbeschluss hatte, mit seinen fünf Jahren ausserordentlich kurz gesetzt war. Es war fast nicht möglich, angesichts der voluminösen Aufgabe eine Ausführungsgesetzgebung durchzuführen und für die kurze Dauer von fünf Jahren in Kraft zu setzen.

Nun beantragt die Kommission, dass die Erhebung der Warenumsatzsteuer und der Wehrsteuer auf zehn Jahre verlängert wird. Diese zehn Jahre werden es gestatten, an diese Ausführungsgesetzgebung heranzutreten; damit sind die Voraussetzungen erfüllt, dass man hier überhaupt auf gesetzgeberischem Wege etwas positiv gestalten kann. Die Kommissionsmehrheit bekundet in ihrem Postulat die Auffassung, dass diese Frage abgeklärt werden muss. Wir halten dafür, dass im heutigen Moment auf den Einbau dieser Anträge in die Revision der Verfassung verzichtet werden soll. Das Postulat der Kommission ist sicher so imperativ gehalten, dass die Verwaltung und der Bundesrat die Sprache verstehen, und dass auf dem Wege der Ausführungsgesetzgebung das einer Lösung entgegengetrieben werden muss, was Herr Kollege Klaus umschrieben hat. Ich mache Sie aber auch darauf aufmerksam, dass Herr Kollege Klaus seine Ausführungen vor allem mit dem Bericht zur Motion Eggenberger begründet hat. Dieser Bericht ist einer besonderen Kommission unseres Rates zugewiesen worden. Es geht nicht gut, dass wir nun etwas vorweg nehmen, das Hauptgegenstand der Beratungen derjenigen Kommission sein wird, der die Motion Eggenberger zugewiesen wurde. Ich ersuche Sie im Sinne der Kommissionsmehrheit, diesen Antrag unseres Kollegen Klaus abzulehnen, aber auch dem zweiten Postulat Ihrer Kommission zuzustimmen, das eine diesbezüglich Überprüfung anstrebt und auf der Ebene der Gesetzgebung das realisieren will, was Herr Kollege Klaus zur Begründung seines Antrages angeführt hat.

Rohner: Es fällt mir einigermaßen schwer, meinen lieben Kollegen Klaus unter die „*terribles simplificateurs*“ einreihen zu müssen; aber er hat diesen Vorwurf bis zu einem gewissen Grade redlich verdient durch seine Unerschrockenheit, mit der er an der Doppelnatur, am Januskopf der schweizerischen Verrechnungssteuer vorbeizieht. Diese Doppelnatur der eidgenössischen Verrechnungssteuer äussert sich doch darin, vergrößert ausgedrückt, dass sie eine Defraudationssteuer gegenüber dem Inländer darstellt, aber eine an der Quelle gefasste spezielle Wertpapiersteuer gegenüber dem Ausländer bildet.

Es ist nun sicher nicht zu leugnen, dass über unseren heutigen Beratungen über die Verlängerung der Finanzordnung des Bundes ein grosser Schatten lastet. Dieser Schatten wird von dem heute bereits mehrfach zitierten Bericht des Bundesrates zur Motion Eggenberger über wirksamere Massnahmen zur Bekämpfung der Steuerdefauda-

tion geworfen. Ich teile die Auffassung meiner Vorredner, dass auch unserem Rat noch rechtzeitig genug und ausgiebig Gelegenheit geboten sein wird, sich zu diesem Bericht zu äussern. Zweifellos haben einige der verschiedenen, zum Teil recht seltsam anmutenden Erwägungen und Konklusionen des bundesrätlichen Berichtes unseren Kollegen Klaus bei seinem Antrag inspiriert. Der Antrag von Herrn Klaus trägt meines Erachtens der doppelten Natur der eidgenössischen Verrechnungssteuer nicht Rechnung und will mit einer gewissen Unerschrockenheit Konsequenzen in Kauf nehmen, die bis zu einem bestimmten Grade heute schon voraussehbar sind und die für unsere schweizerische Volkswirtschaft ausserordentlich nachteilige Auswirkungen haben könnten. Ich kann Ihnen meine Bestürzung nicht verhehlen, dass dieser Antrag auf eine robuste Erhöhung der Verrechnungssteuer ausgerechnet vom Finanzdirektor eines Kantons kommt, dessen hoher Industrialisierungsgrad ihn daran erinnern sollte, dass die schweizerische Sparrate leider nicht ausreicht, um den grossen, ständig wachsenden Investitionsbedarf in unserer schweizerischen Wirtschaft zu decken. Ich erinnere an die Zahlen, die der Direktor der Eidgenössischen Finanzverwaltung der Kommission gegeben hat. Letztes Jahr bestand eine Lücke von vollen 1500 Millionen Franken in unserer Ertragsbilanz, die aus dem Ausland hereingepumpt werden mussten, um den Investitionsbedarf der eigenen Wirtschaft decken zu können. Eine Belastung von 30% der Wertpapiererträge an der Quelle, wie sie heute besteht (27% Verrechnungssteuer, 3% Couponsteuer) entspricht ungefähr, *grosso modo*, der internationalen Belastung. Der Bericht zur Motion Eggenberger nennt Zahlen, die dartun, dass die Wertpapier-Ertragsbelastung im Minimum 15% (in den Niederlanden und in Kanada) und im Maximum 38,75% (Vereinigtes Königreich) ausmacht, dass aber das Hauptfeld bestritten wird durch jene Staaten, die eine quellenmässige Wertpapierertragsbelastung von 25–30% kennen. Wenn die Schweiz ihre Wettbewerbslage gegenüber den wirtschaftlich uns konkurrenzierenden Ländern nicht verschlechtern will, darf die bisherige Quellensteuerbelastung nicht wesentlich überschritten werden. Im viel zitierten und, gestatten Sie mir den Ausdruck, viel verlästerten bundesrätlichen Bericht wird mit Recht darauf hingewiesen, dass eine massive Erhöhung der Verrechnungssteuer, und man kann wohl von einer massiven Erhöhung der Verrechnungssteuer sprechen, wenn sie in dem von Herrn Klaus vorgesehenen Ausmass geplant ist, nämlich um rund 30% der bisherigen Belastung, zu einer massiven Abwanderung der in der Schweiz langfristig in schweizerischen Wertpapieren, Obligationen und Aktien angelegten ausländischen Gelder und damit automatisch zu einer erheblichen Störung des schweizerischen Kapitalmarktes führen müsste, zum mindesten könnte. Diese Auswirkungen haben sich an einem klassischen Beispiel erst kürzlich in Belgien bei der Einführung des sogenannten „*précompte*“ gezeigt, wo als direkte Folge einer als Massnahme zur Bekämpfung der Steuerdefraudation gedachten Quellensteuer Millionenbeträge ausser Landes gewandert sind. Im bundesrätlichen Bericht wird mit Recht darauf hingewiesen, dass bei einer Erhöhung der Quellensteuer

auf über 35% zugunsten der im Ausland wohnhaften Empfänger die Möglichkeit einer teilweisen Rückerstattung vorgesehen werden müsste, was eine erhebliche Komplikation des Verfahrens zur Folge hätte, eine nicht gerade sehr hoffnungsfreudige Perspektive, eine Perspektive immerhin, die sehr realistisch ist. Wir kennen die grossen technischen Schwierigkeiten der Schaffung einer solchen Rückerstattungsmöglichkeit. Ich erinnere an jene wunderschönen Abkommen, die wir von Fall zu Fall in unserem Rate gutheissen dürfen, an die Doppelbesteuerungsabkommen, die ausserordentlich schwierig zu verstehen sind und die auch in gepflegtestem eidgenössischem Amtschinesisch formuliert sind. Ich bitte Sie, dem Minderheitsantrag von Herrn Kollege Klaus keine Folge zu geben.

Diese Ablehnung des Antrages Klaus bedeutet – das möchte ich ausdrücklich sagen – ja nicht etwa eine Apologie der Steuerdefraudation, wobei ich allerdings am Rande glaube, dass man den pädagogischen Nutzen einer massiven Erhöhung der Verrechnungssteuer (selbst wenn sie nur unsere inländischen Wertpapierbesitzer trifft) auch nicht überschätzen darf. Mit Strafandrohungen allein können auch Sie die Menschen nicht bessern oder bekehren. Aber es geht ja heute gar nicht um solche Fragen; es geht einzig und allein um die Herausstellung eines gewichtigen und sehr realen volkswirtschaftlichen Bedenkens: die Gestaltung unserer Zahlungsbilanz, unserer Ertragsbilanz ist in wachsendem Masse unbefriedigend und signalisiert gewisse Gefahren. Die bisher reichliche Kapitalversorgung, der Zustrom ausländischer Kapitalien in langfristige schweizerische Wertpapiere, hat unserer Wirtschaft die Vorteile sehr niedriger Zinssätze gewährt. Erhöhen wir nun die Verrechnungssteuer über die im Ausland geltenden Paritäten, d. h. eine Belastung von etwa 30%, hinaus, so entsteht die sehr reale Gefahr einer mehr oder weniger massiven Abwanderung fremder Kapitalien aus der Schweiz.

Ich übersehe nicht, dass es in manchen Fällen nicht so sehr interessante, lukrative Ertragsaussichten, sondern andere Gründe sind, die zu langfristigen ausländischen Kapitalanlagen in der Schweiz führen: das Vertrauen in unsere Rechtsordnung, in unsere Währung, in die Stabilität unserer wirtschaftlichen und politischen Verhältnisse usw. Aber diese Dinge haben nun doch nicht so enormen Seltenheitswert; diese Vorzüge kann man auch anderswo auf der Welt finden. Eine massive ausländische Kapitalabwanderung könnte aber auf dem schweizerischen Kapitalmarkt früher oder später zu Verknappungserscheinungen und damit zu ernstesten Auswirkungen auf das schweizerische Zinsniveau führen; welche Folgen das beispielsweise, angesichts der bekannten ungünstigen Wettbewerbsverhältnisse, für unsere Landwirtschaft haben müsste, sollten wir doch einigermaßen bedenken.

Es liegt mir ferne, den Teufel an die Wand malen zu wollen. Ich bitte vor allem meinen lieben Freund Klaus um ein gewisses Minimum an realistischer Betrachtungsweise, um einen Realismus, der darauf verzichtet, auf dem Gebiete der öffentlichen Finanzen einem bequemen Wunschenken zu huldigen und Vorschläge zu produzieren, deren Verwirklichung zu ernsthaften volkswirtschaftlichen Schäden führen müsste.

M. Perréard: Je prie le Conseil de repousser la proposition de la minorité, présentée par M. Klaus. En effet, le projet qui nous est soumis constitué en réalité un compromis. Dans l'impossibilité de trouver une solution réelle, le Conseil fédéral a été contraint de présenter le projet que nous connaissons. Le seul mérite de ce projet est de prolonger la situation actuelle. C'est dans cet esprit que nous pouvons l'accepter.

Personnellement, je partage toutes les réserves exprimées par mon collègue M. Gautier en ce qui concerne la réforme des finances fédérales et le maintien pendant une durée de dix ans des impôts fédéraux directs. J'accepte cependant cette solution, parce qu'il n'y en a pas d'autre, mais à une condition: c'est que le projet soit adopté dans la forme dans laquelle il est présenté. Si des modifications devaient y être apportées, je n'hésiterais pas à me mettre à la tête de ceux qui en demanderaient le rejet devant le peuple. Ce compromis vaut ce qu'il vaut. Nous l'acceptons, mais sans aucune modification.

Abstimmung - Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit | 2 Stimmen |
| Dagegen | 32 Stimmen |

Abschnitt II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Chapitre II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen - Adopté

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

| | |
|------------------------------------|------------------|
| Für Annahme des Beschlussentwurfes | 35 Stimmen |
| | (Einstimmigkeit) |

An den Nationalrat - Au Conseil national

Postulate der Kommission

I.

Der Bundesrat wird beauftragt, eine Vorlage zu unterbreiten, durch welche die reale Steuerbelastung in der Wehrsteuer der natürlichen Personen unter Berücksichtigung der Geldwertung auf den Stand des Inkrafttretens der Finanzordnung 1959-1964 zurückgeführt wird. Diese Vorlage ist so rechtzeitig einzubringen, dass sie gleichzeitig mit dem Bundesbeschluss über die Weiterführung der Finanzordnung des Bundes auf den 1. Januar 1965 in Kraft treten kann.

II.

Der Bundesrat wird eingeladen, den eidgenössischen Räten Bericht zu erstatten über die Möglichkeit einer Erhöhung der Verrechnungssteuer in Verbindung mit dem Erlass einer allgemeinen Steueramnestie unter besonderer Berücksichtigung der Auswirkungen auf den Kapitalmarkt. Ferner wird der Bundesrat ersucht, die Frage einer allfälligen Beteiligung der Kantone am Ertrag der Verrechnungssteuer zu prüfen und darüber zu berichten.

Postulats de la commission

I

Le Conseil fédéral est invité à soumettre un projet qui ramène la charge réelle de l'impôt pour la défense nationale dû par les personnes physiques, compte tenu de la dépréciation de la monnaie, à l'état où elle se trouvait lors de l'entrée en vigueur du régime financier de 1959 à 1964. Ce projet doit être présenté assez tôt pour qu'il puisse entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1965 en même temps que l'arrêté fédéral concernant la prorogation du régime financier de la Confédération.

II

Le Conseil fédéral est invité à présenter aux Chambres un rapport sur la possibilité d'une majoration de l'impôt anticipé, accompagnée d'une amnistie fiscale générale, en tenant compte particulièrement des effets qui s'ensuivraient sur le marché des capitaux. En outre, le Conseil fédéral est prié d'étudier la question d'une participation éventuelle des cantons au produit de l'impôt anticipé et de présenter un rapport à ce sujet.

Präsident: Wir haben noch Stellung zu nehmen zu den beiden Postulaten. Die Begründung ist bereits aus der Diskussion hervorgegangen. Auch Herr Bundesrat Tschudi hat erklärt, dass der Bundesrat die beiden Postulate entgegennehme.

Wird zum ersten Postulat noch das Wort gewünscht oder wird der Überweisung opponiert? - Das ist nicht der Fall. Sie haben das erste Postulat überwiesen.

In gleicher Weise frage ich an, ob zum zweiten Postulat noch das Wort gewünscht werde.

M. Perréard: En ce qui concerne le second postulat, je constate que la commission des finances arrive comme grêle après vendanges, puisque le Conseil fédéral y a répondu par avance dans son fameux rapport sur la fraude fiscale. Sur les questions précises posées par la commission, nous connaissons dont déjà la réponse du Conseil fédéral.

Je n'ai pas l'intention de discuter cette réponse aujourd'hui. Nous aurons amplement l'occasion de le faire lorsque le message sera soumis au Conseil des Etats, après avoir passé devant le Conseil national, qui a la priorité.

Dans ces conditions, j'estime que c'est un coup d'épée dans l'eau que de demander l'avis du Conseil fédéral au sujet de questions sur lesquelles il s'est déjà prononcé. Je pense que, dans ces conditions, ce postulat est inutile.

D'autre part, j'estime que ce postulat nous engage beaucoup trop car les questions posées doivent être séparément: question de l'amnistie, question de la majoration de l'impôt anticipé, qui n'a rien à faire avec l'amnistie, question du marché des capitaux et, enfin, question de la répartition d'une partie de l'impôt anticipé aux cantons.

Nous aurons l'occasion de discuter toutes ces questions lorsque nous serons saisis du message du Conseil fédéral et dans ces conditions je voterai contre le postulat.

Meier, Berichterstatter: Ich beantrage, der Überweisung dieses zweiten Postulates zuzustimmen. Sein Inhalt war Gegenstand eingehender Beratungen Ihrer Kommission. Es ist unmöglich, das, was mit der Botschaft zur Verlängerung der Finanzordnung beantragt wird und das, was im Bericht zur Motion Eggenberger ausgeführt ist, derart zu trennen, dass man diesem Postulat nicht heute schon zustimmen könnte. Ich habe bereits darauf aufmerksam gemacht, dass in den Kommissionsberatungen zu den Begründungen und Anträgen des Herrn Kollegen Klaus ausführliche Verhandlungen gepflogen worden sind. Dieses Postulat ist nun der Ausdruck dieser Verhandlungen, und ich glaube, wir tangieren die Beratungen der Kommission, die noch zum Bericht zur Motion Eggenberger Stellung zu nehmen haben wird, in keiner Art und Weise, wenn wir jetzt schon diesem Postulat zustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 27 Stimmen
Für den Antrag Perréard 3 Stimmen

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

Vormittagssitzung vom 4. Oktober 1962
Séance du 4 octobre 1962, matin

Vorsitz – Présidence: Herr Vaterlaus

8421. Flüchtlinge.
Rechtsstellung in der Alters-, Hinterlassenen-
und Invalidenversicherung
Réfugiés. Statut dans l'assurance-vieillesse
et survivants et l'assurance-invalidité

Siehe Seite 276 hiervor – Voir page 276 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 24. September 1962
Décision du Conseil national du 24 septembre 1962

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 37 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

8432. Milchwirtschaftsbeschluss 1962
Arrêté sur l'économie laitière 1962

Siehe Seite 276 hiervor – Voir page 276 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 4. Oktober 1962
Décision du Conseil national du 4 octobre 1962

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 37 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

8481. Transportkostenbeiträge für
Berggebiete
Frais de transport de marchandises à des
régions de montagne

Siehe Seite 232 hiervor – Voir page 232 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 28. September 1962
Décision du Conseil national du 28 septembre 1962

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 37 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

Schluss des stenographischen Bulletins der Herbstsession 1962
Fin du Bulletin sténographique de la session d'automne 1962

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1962 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | III |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Herbstsession |
| Session | Session d'automne |
| Sessione | Sessione autunnale |
| Rat | Ständerat |
| Conseil | Conseil des Etats |
| Consiglio | Consiglio degli Stati |
| Sitzung | 09 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 03.10.1962 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 277-296 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 607 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vorbehalt nur auf Absatz 2. Es ist aber wünschenswert, dass er sich auch auf Absatz 1 bezieht; daher ist die Einfügung eines neuen Absatzes 2bis nötig.

Angenommen — Adopté.

Abschnitt II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Chapitre II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national.

Angenommen — Adopté.

Gesamtabstimmung — Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes 40 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

8470. Finanzordnung des Bundes.

Verlängerung

Régime financier de la Confédération.

Prolongation

Siehe Jahrgang 1962, Seite 277 — Voir année 1962, page 277

Beschluss des Nationalrates vom 14. März 1963

Décision du Conseil national du 14 mars 1963

Differenzen — Divergences

Meier, Berichterstatter: Was ich Ihnen unter dem bedeutsamen Titel «Bundesfinanzordnung» (Verlängerung) im Differenzbereinigungsverfahren zu beantragen und darzulegen habe, unterscheidet sich wesentlich von dem, was wir in erster Verpflichtung am 3. Oktober des vergangenen Jahres in unserem Rate beschlossen und damals in lapidarer Kürze formuliert haben:

«Die Geltungsdauer der in Kraft stehenden Bundesfinanzordnung wird um zehn Jahre verlängert.»

Wir hielten uns in auffälliger Regierungstreue an die Empfehlung des Bundesrates und sammelten unser oppositionelles Gedankengut lediglich in einem kunstgerecht gesetzten und weit ausholenden Postulat. Das markante Merkmal dieser echt parlamentarischen Anregung war der Ruf nach baldiger Aufteilung von dem, was der Verfassung und dem, was der Gesetzgebung zufällt. Dieses Begehren war verbunden mit der dringenden Auflage baldiger Realisierung. Das Schwergewicht lag beim letztern, weil es in dringender Eile gefordert und mit dem befrachtet war, was unter dem zeitgemässen Begehren nach Steuerabbau gefordert werden kann. Diese Ausrichtung war durchaus anerkennenswert, kam doch in ihr eine mannigfache Tendenz zum Ausdruck. Zunächst diejenige der Anpassung des Fiskus an die neuen Einkommensverhältnisse und der damit im Zusammenhang stehenden Ausmerzungen der Folgen der kalten Progression, dann aber auch die möglichst baldige Eliminierung der staatsrechtlich mindestens merkwür-

digen Uebergangsbestimmungen des Artikels 8, die ausgesprochen dem Gesetz zugewiesene Normierungen auf der Ebene der Verfassung ausüben. Damit verbunden war auch das Verlangen, keines jener Schwergewichte zu legen, die eine systematische Tarifgestaltung durch die notwendige Wahrung bereits erreichter Entlastungen erschweren. Schliesslich war es der starke Wille des Rates, den bestehenden und in unserer Wehrsteuer verankerten Finanzausgleich unter den Kantonen nicht zu beeinträchtigen.

Diese Haltung begegnete einer widersprüchlichen Kommentierung, zunächst in den Beratungen der Kommission, aber auch im Plenum des Nationalrates, dann aber auch in den Diskussionen, die den Standort der öffentlichen Meinung für sich reklamieren, vor allem aber bei der Würdigung der Zahlen, die die Buchhaltungen des Bundes und der Kantone als Ergebnis des Jahres 1962 bekanntgeben. Der Artikel 8 setzte sich wieder mit Entschiedenheit in den Vordergrund, bot er doch ein geradezu willkommenes Manöverfeld, das dann auch Ihre Kommission zum gestaltenden Verweilen einladen musste, und jetzt auch unserm Rat Gelegenheit zum raschen Handeln gibt.

Der Nationalrat, der in der Märzsession erst Andeutungen der eidgenössischen Staatsrechnung zur Verfügung hatte, beschränkte sich in seinen Beratungen auf die kommende Wehrsteuerperiode ab 1965 und auf eine Erstreckung des Tarifes, die unfehlbar als wirksamstes Mittel zur Ausmerzungen der kalten Progression angesprochen werden kann. Aber auch diese Beschlüsse gerieten in den intensiven Beschluss der öffentlichen Diskussion, der das Rechnungsergebnis 1962 wirksame Unterstützung bot. Im Meinungskampf um die durch den Bundesrat vorgenommenen Rückstellungen konnte man neben der Gruppe, die die klare Darstellung des Rechnungsergebnisses forderte, auch diejenige deutlich beobachten, die sich verstärkte Ausrüstung für ihren Kampf um den Abbau der Wehrsteuer beschaffte. Als sich dann Ihre Kommission am 9. April zum ersten Mal besammelte, war das, was in der Luft lag, schon derart zum kategorischen Imperativ geworden und in die Gefilde der Politik, aber auch der Verwaltung, eingegangen, dass ein Ausweichen nur noch das Ganze gefährden konnte, was auf den Anfang des Jahres 1965 einsatzbereit sein muss. Die Arbeit der Kommission beschränkte sich darum auf eine Bestandesaufnahme aller Anregungen, die die einzelnen Mitglieder zur Antragstellung in Vorbereitung hielten.

Es konnten sich jedoch schon einige Gesichtspunkte deutlich durchsetzen, aber auch gewisse Abgrenzungen festgelegt werden. Die sozial begründeten Abzüge, die der Nationalrat eingebaut hatte, fanden einstimmige Unterstützung. Grundsätzlich erklärte man sich auch bereit, die Erstreckung des Tarifes auf die nächste 13. Wehrsteuerperiode (Steuerjahre 1965/66) in Aussicht zu nehmen. Daneben fand ein Entgegenkommen gegenüber dem Steuerpflichtigen durch die Gewährung eines Rabattes für die bereits im Zuge stehende Wehrsteuer 12. Periode (Jahre 1963/64) starke Unterstützung. Diese Forderung wurde aber mit der notwendigen Rücksichtnahme auf die mit dem Bezüge belasteten kantonalen Steuerverwaltungen verbunden. Andererseits musste die Kommission jedoch respektieren, dass der Bundesrat in seiner Stellungnahme zu den Motionen Rohner und Gemperli jede vorangehende Steuerreduktion abgelehnt hatte. Im Rahmen eines anständigen Verhaltens wurde der Landesregierung Gelegenheit zu einer

erneuten Stellungnahme geboten. Die Kommission vertagte sich auf den Vorabend der Session.

In einem eingehenden interessanten Bericht Nr. 04 umriss der Bundesrat in der Folge Inhalt und Auswirkungen der einzelnen Anträge und gab zugleich Kenntnis über die Ergebnisse der Beratungen einer Konferenz, die die Eidgenössische Steuerverwaltung mit den kantonalen Steuerbehörden über die Fragen des verwaltungsmässigen Vollzuges inzwischen durchgeführt hatte. Die Schlussbetrachtungen zeigten sich jedoch in auffälliger Gegensätzlichkeit zu dem, was dem mündlich erteilten Auftrag der Kommission an den Chef des Eidgenössischen Finanzdepartemente zu Grunde lag.

Der Bundesrat hält in seinem Bericht an der unveränderten Weiterführung der geltenden Finanzordnung fest, bzw. er empfiehlt der Kommission und damit unserm Rat, lediglich im Sinne des Beschlusses des Nationalrates eine Abänderung vorzunehmen. Demgegenüber hatten sich die Kollegen Dr. Rohner und Dr. Lusser die Aufgabe gestellt, in formulierter Fassung eine Diskussionsgrundlage im Zeichen der zeitgemässen neuen Tendenzen zu schaffen. Ich kann Ihnen bekanntgeben, dass die Kommission sich wohl in Dankbarkeit für geleistete Arbeit, aber auch in der Erkenntnis des richtigen Masses diesen Thesen angeschlossen hat, nachdem sie in eingehenden Beratungen am 30. Mai und am Morgen des zweiten Sessionstages mühsam genug verschiedene mehr oder weniger beseitigen konnte.

Ich habe nun den Auftrag, nachdem ich die Entwicklung einer auffälligen Metamorphose in erläuternder und entschuldigender Weise schildern musste, Sie über den Inhalt und die Auswirkungen der neuen Anträge zu orientieren. Es wird zwar notwendig und richtig sein, wenn wir die Detailberatung absatzweise vornehmen, damit sich Gelegenheit bietet, den Aufbau und die Auswirkungen der einzelnen Anträge darzulegen.

Im Rahmen der Eintretensfrage mögen Ihnen folgende skizzenhafte Angaben dienen. Die Kommission stellt Ihnen Antrag, im Bundesbeschluss über die Verlängerung der geltenden Bundesfinanzordnung bis zum Jahre 1974 auch die Uebergangsbestimmungen des Artikels 8 in Revision zu ziehen. Dabei haben wir die auffällige Situation, dass dieser von uns in der ersten Beratung nicht berührte Artikel einziger Gegenstand des Differenzbereinigungsverfahrens ist. Es soll ab 1. Januar 1965 eine Streckung der Progression um 10 Prozent, in der ersten Stufe um 20 Prozent, verbunden mit der Heraufsetzung des Steuermindestbetrages auf Fr. 15.—, und die Gewährung eines Rabattes von 10 Prozent beschlossen werden. Diesen Erleichterungen ab 1965 vorgeschoben, schlägt Ihnen die Kommission vor, schon für die Jahre 1963 und 1964 einen Rabatt von 10 Prozent zu gewähren und den Mindeststeuerbetrag auf Fr. 15.— festzusetzen.

Im Namen der einstimmigen Kommission kann ich Ihnen Eintreten auf Ihre Vorlage empfehlen.

Bachmann: Wenn ich mich mit fester Entschiedenheit und Ueberzeugung für einen massiven Wehrsteuerabbau einsetze, dann verkenne ich keineswegs den bedeutsamen Grundsatz einer konjunkturgerechten Finanz- und Steuerpolitik, die Einnahmenüberschüsse anstreben und Schuldentilgungen vornehmen will. Dieser Grundsatz ist an sich für den Bund und die Kantone richtig. Seine praktische Anwendung aber ist eine Frage des Masses. Und dieses richtige Mass zu finden, ein angemessenes Verhältnis zwischen Steuerbelastung und Schuldentil-

gung herzustellen und über diese steuerpolitische Ausgewogenheit eifersüchtig zu wachen, ist die oberste und gemeinsame Aufgabe von Parlament und Regierung. Ich versuche, dieses komplexe Problem einerseits vom Standpunkt der Steuerpflichtigen und andererseits von der Lage der Bundesfinanzen her zu beleuchten.

1. Der Standpunkt der Steuerzahler. Es ist unbestritten, dass mit der Steigerung der Nominaleinkommen die Steuerpflichtigen die kalte Progression spüren und die Steuerbelastung in der Schweiz in den letzten Jahren eine steigende Tendenz aufweist. Die Steuereinnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden machten 1945 13,1 Prozent des Volkseinkommens aus, 1960 jedoch bereits 16,8 Prozent. Es ist deshalb psychologisch mehr als verständlich, dass unter dem Eindruck dieser Entwicklung und im Hinblick auf die Rechnungsüberschüsse im Bund und in den Kantonen bei den Steuerzahlern — ich zitiere den berühmten bundesrätlichen Defraudationsbericht wörtlich — «der Eindruck übermässiger steuerlicher Belastung» und «ein Protest gegen tatsächliche oder vermeintliche Härten im Steuersystem» entstehen. Das hat der Bundesrat bereits früher erkannt. Schon im Jahre 1948 schrieb er in seiner Botschaft zur Neuordnung der Bundesfinanzen:

«Die Höhe der gegenwärtigen Steuerlast lässt die Auffassung, die Steuerbelastung habe einen Kulminationspunkt erreicht, berechtigter erscheinen als die Klagen früherer Zeiten. Eine sich geltend machende Steuermüdigkeit und Steuerverdrossenheit wirkt sich nicht nur wirtschaftlich nachteilig aus, indem sie die Unternehmungslust beeinträchtigt; sie könnte auch zu einer Verschlechterung der Steuermoral führen und einen Teil des Erfolges der jüngsten Bemühungen zu ihrer Hebung wieder in Frage stellen.»

Dieser materielle und psychologische Druck der Steuerzahler führte bekanntlich am 21. Dezember 1955 zu einem Wehrsteuerabbau von 10 bis 40 Prozent. Es ist höchst interessant, die damalige Haltung des Bundesrates in Erinnerung zu rufen. Denn im Gegensatz zu heute bejahte er damals einen Wehrsteuerabbau, trotzdem die durchschnittlichen Rechnungsergebnisse der Jahre 1949 bis 1954 nur 31,2 Millionen Franken betragen und der Fehlbetrag der Bilanz die ausserordentliche Höhe von 7,8 bis 8 Milliarden Franken erreichte. Der damalige Finanzminister, Herr Bundesrat Streuli, erklärte in der Debatte vor dem Nationalrat folgendes (Stenographisches Bulletin NR 1955, S. 265/66):

«Unter solchen Umständen ist das vorliegende Postulat, ist das ganze impressionierende, farbenprächtige Bukett der Motionen zu verstehen, wird doch damit nur ausgesprochen, was Tausende von Bürgern in allen Teilen des Landes und aus allen Kreisen des Volkes täglich auch denken: sie glauben, dass unter den gegebenen Umständen die Steuerpflichtigen ein Anrecht hätten auf eine Entlastung nicht nur in Gemeinde und Kanton, sondern auch beim Bund. Das fühlt sogar der Bundesrat, der zwar nicht behauptet, so hellhörig und weitsichtig zu sein wie die Herren Politiker. Deshalb ist er einverstanden: diese ‚niederträchtigen Steuern‘ sollen abgebaut werden!»

2. Die Lage der Bundesfinanzen. In Anbetracht der heutigen Haltung des Bundesrates ist es notwendig, näher auf die Frage einzutreten, ob die gegenwärtige Lage der Bundesfinanzen einen Steuerabbau erlaube. Ich beschränke mich dabei einerseits auf die gefährliche Problematik der ständigen übermässigen Rechnungsüberschüsse

der öffentlichen Hand und andererseits auf das praktische Mass der Schuldentilgung.

Es ist ein offenes Geheimnis, dass die Euphorie der Rechnungsüberschüsse im Bund und in den Kantonen die Ausgabenfreudigkeit anregt und aus dem trügerischen Gefühl der Hochkonjunktur heraus dem Staate immer neue und grössere Aufgaben überbinden will. Ich zitiere dafür drei Meinungsäusserungen. Im Expertenbericht der Studienkommission für konjunkturpolitische Massnahmen im Hinblick auf die Neuordnung der Bundesfinanzen vom Juli 1956, der anzugehören ich die Ehre hatte und die von Herrn alt Bundesrat Dr. Max Weber präsiert wurde, wird ausgeführt:

«Die hohen Staatseinnahmen verführen auch manchmal zu einer übertriebenen Grosszügigkeit in der Verwendung der Steuergelder.» Herr Professor Schmolders, ein bekannter Finanzwissenschaftler, schreibt in einem 1959 erschienenen Aufsatz: «Selbst wenn es gelänge, Ueberschüsse anzusammeln, ist es gegebenenfalls so gut wie unmöglich, diese Ueberschüsse auf die Dauer vor der Ausgabenfreudigkeit des Parlamentes zu schützen, wie dies eine antizyklische Budgetpolitik erfordert.»

Und schliesslich zitiere ich den Bundesrat selber, der in seinem Bericht zur Staatsrechnung 1962 mit bewegten Worten vor dieser Entwicklung warnt, indem er schreibt: «Gute Rechnungsabschlüsse bergen allerdings auch die Gefahr in sich, dass eine gewisse Sorglosigkeit bei den Verantwortlichen aller Stufen überhand nimmt. In dieser Richtung muss namentlich der sprunghafte Anstieg, den die Ausgaben des Bundes in den letzten Jahren genommen haben, zum Aufsehen mahnen. Innert zehn Jahren hat sich die Ausgaben Summe im Bundeshaushalt ungefähr verdoppelt. Da die Einnahmen noch stärker gestiegen sind, könnte man versucht sein, diese Entwicklung bei den Ausgaben einfach hinzunehmen. Und doch weist sie mit aller Deutlichkeit darauf hin, dass starke Kräfte am Werke sind, den föderalistischen Aufbau unseres Staatswesens sozusagen ‚auf kaltem Wege‘ zu untergraben. Immer mehr dessen, was früher in kantonaler Hoheit und Gestaltung stand, wird der Mitfinanzierung durch den Bund unterstellt.»

Es ist sehr schade, dass der Bundesrat aus dieser Feststellung nicht die einzig richtige Konsequenz gezogen und nicht von sich aus einen Steuerabbau vorgeschlagen hat. Unsere Landesbehörde zieht offenbar diese Konsequenz deshalb nicht, weil sie der Auffassung ist — zugegeben in guten Treuen —, der Fehlbetrag der Bilanz müsse im Ausmass und Tempo der letzten Jahre weiterhin getilgt werden. In seiner Lausanner Rede vom 5. April 1963 liess Herr Bundesrat Bonvin sogar durchblicken, die eidgenössische Staatsschuld sollte mindestens auf 2 bis 3 Milliarden Franken abgebaut werden. Ich teile diese Auffassung nicht, und zwar aus folgenden Gründen:

Es ist nach meiner Meinung nicht richtig, die Staatsschuld einfach als absolute Grösse hinzustellen. Vielmehr muss sie in Beziehung zur gesamten Volkswirtschaft, zur Kreditwürdigkeit des Gemeinwesens und zur allgemeinen Steuerbelastung gesetzt werden. Im Gegensatz zur vorliegenden Botschaft, die sich über diese Frage ausschweigt, lese ich beispielsweise im Expertenbericht über Schuldentilgung und Kapitalbildung (Seite 6) folgendes: «Das wirtschaftliche Gewicht der gegebenen Staatsschuld hängt jedoch nicht nur von ihrem absoluten Betrag ab, sondern auch von der Grösse der Volkswirtschaft. Es wird daher oft am Verhältnis zur Staatsschuld zum Volkseinkommen gemessen.» In der Botschaft zur Neuordnung der Bundes-

finanzen, vom 22. Januar 1948, stellt der Bundesrat auf Seite 349 sogar fest, dass nach der Meinung der damaligen Expertenkommission ein Schuldendienstaufwand von 3,5 Prozent des Volkseinkommens nirgends als untragbar bezeichnet werde und der Bund daher seine Nettoschuld auf 6 bis 7 Milliarden Franken herabsetzen sollte.

Das hört sich an wie ein Lied aus alten Zeiten! Wie liegen die Verhältnisse heute? Während 1938 der Fehlbetrag der Bilanz 1,5 Milliarden Franken oder 17,2 Prozent des damaligen Volkseinkommens betrug, stieg unsere Staatsschuld im Laufe des Krieges ständig an und erreichte 1946 mit 8,479 Milliarden Franken oder 55 Prozent des damaligen Volkseinkommens den absoluten Höchststand. Bis 1961 konnte sie wieder auf 5,91 Milliarden oder 15,6 Prozent des Volkseinkommens zurückgeführt werden. Wenn wir 1962 die bekannte Rückstellung von 120 Millionen Franken anerkennen und lediglich mit einem Ueberschuss von 485 Millionen Franken rechnen — Sie sehen, wie gouvernemental ich bin! — beträgt der Fehlbetrag der Bilanz heute noch 5,4 Milliarden, oder 12,9 Prozent des gegenwärtigen Volkseinkommens von 41,9 Milliarden Franken. Wir haben damit sogar die Vorkriegsverhältnisse (1938), gemessen am Verhältnis Staatsschuld zu Volkseinkommen, eindeutig unterschritten.

Aehnlich läuft die Entwicklung beim Schuldendienstaufwand. Während 1938 die Ausgaben für Zinsen 88 Millionen Franken oder 0,9 Prozent des Volkseinkommens ausmachten, sind es in der Staatsrechnung 1962 208 Millionen Franken, aber nur noch 0,5 Prozent des Volkseinkommens. Ich erinnere Sie daran, dass, wie ich ausgeführt habe, die Expertenkommission für die Bundesfinanzordnung 1948 einen Schuldendienstaufwand von 3,5 Prozent des Volkseinkommens nicht als untragbar bezeichnete. Ferner steht eindeutig fest, dass die Verhältnisse in anderen Ländern, z. B. in den USA, in Kanada und Grossbritannien, wesentlich über unsern Prozentzahlen liegen.

Schliesslich ist festzuhalten, dass die Rechnungsüberschüsse der letzten Jahre bedeutend über den vorgesehenen Tilgungsquoten der Finanzordnungen 1953 und 1959 bis 1964, mit jährlich 93 bzw. 140 Millionen liegen. Bei einem Tiefstand von plus 163,4 Millionen im Jahre 1959 und einem Rekordresultat von plus 485 Millionen im Jahr 1962 beträgt der Durchschnitt der Ueberschüsse in der Zeit von 1956 bis 1962 307,4 Millionen Franken. Ich glaube deshalb, dass Ausmass und Schuldentilgung in der Zukunft mit bestem Gewissen verlangsamt, bzw. reduziert werden können.

All diese Ueberlegungen und Gründe zwingen uns, mindestens den Steuererleichterungen nach Kommissionsantrag zuzustimmen. Sie haben mich sogar veranlasst, in der Kommission zwei weitergehende Anträge zu stellen. Denn nach meiner Meinung ist es, gelinde ausgedrückt, überaus problematisch, heute in unserer Verfassung Steuersätze festzulegen, die auf 1965 rechtswirksam sein und bis zum Erlass des Wehrsteuergesetzes gelten sollen. Wann und mit welchen Kräften das Wehrsteuergesetz erlassen werden kann, wissen wir aber nicht. Daher habe ich in der Kommission vorgeschlagen, entweder in die vorliegende Verfassungsrevision eine Kompetenz einzubauen, die die Bundesversammlung ermächtigt, inkünftig je nach den Verhältnissen weitere Steuererleichterungen zu beschliessen, oder dann heute einen ganzen Schritt zu tun und den Tarif um 20 Prozent zu strecken. Leider sind beide Anträge stark mehrheitlich abgelehnt worden. Mit der Streckungsoperation soll bekanntlich die kalte Pro-

gression ausgemerzt werden. Eine nur 10prozentige Streckung reicht aber nicht einmal aus, um die bereits eingetretene Teuerung zu kompensieren. Der durchschnittliche Lebenshaltungskostenindex der Bemessungsjahre 1957/1958, der für die erste Veranlagung mit den gegenwärtigen Steueransätzen massgebend war, betrug 180,25 Punkte. Mit einer 10prozentigen Streckung wird sogar die kalte Progression lediglich bis zu einer Teuerung von 198,3 Punkte ausgeschaltet. Ende Mai 1963 aber lag der Index bereits auf 200,7 Punkten.

Auf Anraten guter Freunde in der Kommission, und «der Not gehorchend, nicht dem eignen Triebe», wie das gestern Herr Kollege Dietschi auch getan hat — das scheint das Los der Ständeräte zu sein —, verzichte ich aber auf die Verteidigung dieser Anträge im Plenum unseres Rates. Ich tue das insbesondere auch deshalb, um im Ständerat eine feste, geschlossene Front zu erreichen und in der bestimmten Erwartung, dass den Kommissionsanträgen einmütig zugestimmt werde.

Odermatt: Die Verlängerung der Finanzordnung ist aus unseren Beratungen im Herbst 1962, wenn man die synoptische Darstellung ansieht, «makellos» hervorgegangen, indem den Anträgen des Bundesrates für eine integrale Verlängerung der geltenden Finanzordnung zugestimmt wurde. Wohl haben wir damals bescheiden in zwei Postulaten die spezielle Prüfung von zwei Fragen verlangt. Diese Prüfung ist inzwischen teilweise erfolgt. Es sind aber seitdem wichtige Ereignisse eingetreten. Als erstes Ereignis nenne ich den Beschluss des Nationalrates in bezug auf die Eliminierung der kalten Progression, als zweites Ereignis den Abschluss der Staatsrechnung 1962 und als drittes Ereignis das Zustandekommen einer Initiative für den Wehrsteuerabbau. Deshalb musste die Kommission bei der erneuten Prüfung der Vorlage, wie sie uns vom Nationalrat wieder zugehändigt, respektive zugespielt wurde, diese mit einer anderen Brille ansehen. Von der ursprünglichen Ausgangskonzeption ist eine Tatsache geblieben, und zwar bezüglich der Staatsschuld. Sie ist wohl etwas verringert worden, wie Herr Bachmann ausgeführt hat, aber sie beträgt immer noch mehr als 5 Milliarden Franken. Dazu haben die Aufgaben und damit die Ausgaben des Bundes nur in dieser kurzen Zwischenzeit bedeutend zugenommen. Sie werden auch in Zukunft noch weiter zunehmen, so dass die Erhebung einer Wehrsteuer nach wie vor als staats- und finanzpolitische Notwendigkeit betrachtet werden muss. Wir müssen aber auch eine andere Tatsache festhalten, dass nämlich die Steuerfreudigkeit ganz allgemein bei den Bürgern gerade durch den guten Rechnungsabschluss nicht etwa zugenommen hat; im Gegenteil, sie ist eher im Sinne der kalten Progression am Erkalten. Dies Tatsache darf auch nicht übergangen werden.

Ausgehend von diesen vorhin genannten Ereignissen mussten wir uns fragen, wieweit ein Wehrsteuerabbau sozial gerecht, finanziell tragbar und staatspolitisch verantwortbar ist. Die Vorschläge scheinen diesen Prädikaten einigermaßen gerecht zu werden, je nachdem man die Sache anschaut. Ursprünglich war bei der Einführung der Wehrsteuer der Grundsatz wegleitend, dass zur Abtragung der Bundesschuld, die vor allem aus der Aktivdienstzeit entstanden ist, möglichst viele Bürger herbeigezogen werden, dass auch der kleine Mann sein Scherflein zur Abtragung dieser Schuld leiste. Man ist von diesem Prinzip weitgehend abgekommen. Man sieht das aus der grossen Zahl jener, die mit den neuen Vorschlägen aus der Wehrsteuerpflicht entlassen werden. Man könnte bei-

nahe versucht sein zu sagen, dass die Wehrsteuer am Rande einer Klassensteuer steht. Das ist vielleicht nicht gut, denn das Interesse des Bürgers am Staatsgeschehen wird wach bleiben, solange er selbst mit den eigenen Franken an diesem Staatsgeschehen, bzw. am Haushalt des Staates interessiert ist. Von dieser Sicht aus betrachtet, ist die Eliminierung der kalten Progression und die Heraufsetzung des Minimums für die Wehrsteuerpflicht staatspolitisch betrachtet nicht zu begrüssen. Hingegen muss man sozialpolitisch betrachtet sagen, dass diese Massnahme gerechtfertigt ist. Das ist die andere Seite des Problems. Es sind ja gerade die kleinen Leute mit den unteren Einkommen, die durch die Teuerung am meisten in Mitleidenschaft gezogen werden. Die Teuerung erfahren am meisten die Familienväter mit mehreren Kindern. Deswegen ist hier eine Entlastung absolut am Platz. Ich danke für die Tabellen, die die Finanzverwaltung uns ausgehändigt hat. Sie sind sehr aufschlussreich und zeigen klar, wieweit die Entlastung geht. Persönlich bin ich mit der Gewährung eines Rabattes einverstanden, obwohl sich dieser Rabatt auch sozial betrachtet ungleich auswirkt. Wenn Sie die Tabellen vergleichen, sehen Sie ja, dass jemand mit 150 000 Franken Einkommen ohne Rabatt 12 000 Franken mehr Steuern zu bezahlen hätte, mit Rabatt nur 10 800 Franken. Er wird also mit 1200 Franken entlastet, während der kleinere Mann mit einem Einkommen von meinerwegen 8000 Franken 20 Franken zu bezahlen hat und durch den Rabatt nur mit 2 Franken entlastet wird. Hier ist die Proportion in bezug auf die Finanzkräftigen, sozialpolitisch betrachtet, nicht gewahrt.

Ueber die Rückwirkung des Rabattes auf die Jahre 1963/64 haben wir in der Kommission länger diskutiert. Persönlich war ich der Auffassung, dass man diesen Rabatt nicht in die Vorlage hätte einbauen sollen. Ich war dann mit den andern Kollegen — unser Präsident zählte ebenfalls zu dieser Minderheit — einverstanden, und ich verzichte auf einen entsprechenden Antrag, obwohl zu bemerken ist, dass der Bundesbeschluss über die Finanzordnung 1958 bis Ende 1964 dauert, und dass wir in einem neuen Beschluss nun rückwirkend eine andere Regelung treffen. Das ist an und für sich von der Gesetzgebungssystematik aus nicht ein sehr erfreulicher Aspekt. Wir haben aber darauf verzichtet, einen andern Antrag zu stellen. Sicher ist, dass die Gewährung dieses Rabattes für die Kantone grössere Umtriebe bringen wird, und dass es erforderlich ist, diese Vorlage möglichst bald der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten, damit nachher der Vollzug dieser Rückwirkung auf die Jahre 1963/64 rechtzeitig in die Wege geleitet werden kann.

Im Uebergangartikel wird nun festgestellt, wie die Wehrsteuer für die nächste Zeit erhoben werden soll. Wenn auch die Verlängerung der Finanzordnung auf zehn Jahre gedacht ist, ist damit nicht gesagt, dass dieser Tarif für volle zehn Jahre Geltung haben soll, sondern es wird — wie Kollege Bachmann ausführte — Sache der Wehrsteuergesetzgebung sein, vielleicht nach drei bis vier Jahren (je nach den Erfahrungen, die man mit dieser Skala gemacht hat) eine Aenderung zu treffen, und zwar auf dem Wege der Gesetzgebung.

Man sollte also nach meiner Auffassung einige Zeit zuwarten mit der Wehrsteuergesetzgebung; obwohl es begrüssenswert gewesen wäre, wenn sie schon früher gekommen wäre. Aber man muss nun Erfahrungen sammeln und zuwarten.

Ich hätte noch einige weitere Bemerkungen anzubringen, und zwar in bezug auf die Kantone. Gemäss Artikel

41er, Absatz 2, Litera d, partizipieren die Kantone mit $\frac{3}{10}$ am Rohertrag der Wehrsteuer. Wenn wir nun den Ausfall berechnen, der sich durch die Streckung des Tarifes und die Gewährung des Rabattes ergibt, so macht das nach der uns übermittelten Tabelle 63,8 Millionen Franken aus; das trifft auf die Kantone 18 bis 19 Millionen; sicher kein Pappenstiel. Von diesen 18 bis 19 Millionen soll nach dem gleichen Artikel ebenfalls $\frac{1}{6}$ d. h. konkret 3 Millionen Franken für den Finanzausgleich Verwendung finden. Wir sehen also, dass diese Reduktion der Wehrsteuer nicht etwa allein zu Lasten des Bundes geht, sondern dass auch die Kantone wesentlich mittragen müssen. Diese Frage wurde vielleicht bei den Beratungen unserer Kommission zu stark übersehen. Auf jeden Fall werden die Kantone — besonders die finanzschwachen — diesen Ausfall verspüren. Es wird nun kaum mehr eine Aenderung in die Wege geleitet werden können; ich war aber doch der Meinung, dass dieses Moment auch in unseren Beratungen berücksichtigt werden müsse.

Wir hoffen, dass dann die Kantone bei der Gesetzgebung — vielleicht als Folge der Behandlung des Debraudationsberichtes —, über die Verrechnungssteuer einen Ausgleich erhalten können, was ja vom Bund bisher immer abgelehnt worden ist. Wir müssen wegen diesem Ausfall bei der Wehrsteuer um so mehr darauf tendieren, dass auf dem Wege der Verrechnungssteuer dieser Ausfall ausgeglichen bzw. abgegolten werden kann.

Mit diesen Bemerkungen möchte ich nicht etwa der Vorlage opponieren, sondern mich ebenfalls, im Sinne der Ausführungen des Kommissionspräsidenten, an das Abkommen über den Burgfrieden halten. Ich kann das um so leichter tun, nachdem die Bundesverwaltung ursprünglich gegen eine Streckung des Tarifes und eine Gewährung des Rabattes war, heute aber beiden Begehren zustimmt, wobei Herr Bundesrat Bonvin selbstverständlich nicht die Zustimmung des Bundesrates aussprechen konnte. Wir erwarten, dass das vielleicht heute nun geschehen werde.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Permettez-moi tout d'abord de remercier le président ainsi que les membres de la commission pour la ferveur avec laquelle ils ont étudié une situation qui est d'autant plus difficile que votre Conseil avait déjà pris une position très arrêtée au mois de décembre dernier. Le Conseil national n'a pas suivi le Conseil des Etats ni le Conseil fédéral, lesquels étaient d'accord, avec la réserve cependant que votre Conseil avait ouvert des volets, si je puis dire, sur des plates-bandes encore peu labourées, entre autres celle de la progression froide. Le Conseil national a suivi votre Conseil et le Conseil fédéral dans toutes ses propositions sauf en ce qui concerne l'impôt pour la défense nationale. Il a approuvé la reconduction pour dix ans, c'est-à-dire jusqu'en 1974, de tous les autres impôts prévus par le régime actuel. La durée de la prolongation n'a pas non plus donné lieu à discussion.

La divergence par rapport à la première décision que vous avez prise sur proposition du Conseil fédéral est relativement restreinte dans ce domaine puisqu'elle se borne à l'impôt de défense nationale, plus spécialement en ce qui concerne les charges sociales et les tarifs.

Il semble que pour les charges sociales, vous êtes, avec votre commission, pratiquement d'accord avec le Conseil national à la différence près — il s'agit d'une simple nuance — que vous tenez à ce que la jurisprudence actuelle soit appliquée à l'avenir aussi et qu'on ne la restreigne pas par une mesure nouvelle telle que celle proposée d'une façon imprudente par le Conseil national

en ce qui concerne la durée pendant laquelle on peut faire des distinctions pour les enfants qui sont à la charge de leur famille ou aux études.

Entretemps plusieurs éléments nouveaux se sont accumulés sur la table des délibérations qui sont de nature à modifier le résultat de ces dernières.

Le premier élément est le résultat des comptes de l'année dernière. Son ordre de grandeur était connu lors des délibérations du Conseil national mais il ne l'était pas lors de celles du Conseil fédéral et au moment où votre Conseil a pris sa décision. Nous y reviendrons tout à l'heure lorsque viendra en discussion la question de la politique à suivre par le gouvernement en vue de diminuer le déficit du bilan.

Le deuxième élément nouveau qui a influé sur l'opinion de la commission et ne manquera pas d'influencer la vôtre aujourd'hui est l'aboutissement de l'initiative tendant à un allègement de l'impôt de défense nationale, non seulement à partir de 1965, échéance de la reconduction du régime financier, mais déjà à partir de 1963. Ce fait nouveau pose un problème politique nouveau et les propositions de votre commission en tiennent compte.

Ce sont ces éléments nouveaux qui ont amené le Conseil fédéral à examiner une nouvelle fois le problème. Il va sans dire que suivant que l'on se place par rapport au passé ou par rapport à l'avenir, en d'autres termes, que l'on envisage l'avenir comme pouvant être la prolongation du présent ou du passé récent, ou au contraire comme pouvant être sujet à bouleversements et par conséquent présenter un aspect défavorable, on aboutit à des mesures de prudence prévisionnelles différentes.

Il s'agit aujourd'hui d'apprécier une situation future plutôt que la situation présente et récente, pour aboutir à une option.

Le Conseil fédéral est aujourd'hui conscient, comme il l'était en son temps lorsqu'il s'exprimait par la voix de notre prédécesseur M. Streuli, de la nécessité d'alléger l'effort fiscal du contribuable dans la mesure du possible. Toutefois, il estime que l'allègement est actuellement beaucoup plus l'affaire des cantons et des communes que celle de la Confédération. Il résulte d'études faites par les commissions d'études du Conseil national et du Conseil des Etats que la tendance générale à demander des efforts supplémentaires à la Confédération s'est aggravée ces dernières années, notamment dans le domaine des assurances sociales. On constate dans ce domaine une tendance généralisée à l'augmentation, tendance qu'il devient de plus en plus difficile d'endiguer efficacement.

A l'entraide sur le plan national s'ajoute l'entraide sur le plan international. L'interdépendance des divers pays dans le domaine de l'aide technique et directe se resserre toujours davantage. Si, dans certains secteurs, nos quotes-parts sont relativement favorables comparées à celles d'autres pays, elles le sont moins dans d'autres secteurs.

Il est encore un autre élément dont il convient de tenir compte:

Nous considérons de notre devoir de vous avertir qu'il est un domaine où un très gros effort devra être fait ces prochaines années, effort qui atteindra à mon avis personnel le décuple de celui qui a été fait jusqu'ici. Je veux parler de la recherche scientifique pure et de la formation universitaire et polytechnique. C'est vous qui déciderez: la paix est le fruit de l'obéissance et le Conseil fédéral ne fait qu'obéir, c'est-à-dire exécuter!

La cause de la santé économique et sociale de notre pays réside actuellement en grand partie dans son effort

d'exportation, qui découle lui-même de l'effort de production de notre industrie. Jusqu'à ces dernières années, cette dernière mettait en valeur le produit de l'effort d'intelligence, de la «matière grise» des Suisses. Depuis quelques années, les prototypes des productions qui font le renom de l'industrie suisse ne sont plus uniquement le produit des cerveaux suisses. Nos industries doivent, dans une mesure toujours plus grande, acquérir des droits de fabrication sur la base de licences étrangères ou utiliser des brevets étrangers, dont certains sont dus il est vrai à des cerveaux suisses.

Il n'en reste pas moins que pour pouvoir activer la production industrielle par l'application de la recherche pure, il faut intensifier cette dernière, et cet effort supplémentaire, nous ne pouvons pas le demander à l'industrie. Celle-ci ne peut plus continuer l'effort qu'elle a fait jusqu'ici dans ce domaine car elle doit se concentrer sur la recherche scientifique en vue de l'application industrielle.

C'est ainsi qu'on voit se dessiner une répartition des compétences: la recherche scientifique pure devient de plus en plus l'affaire du pays tandis que la recherche en vue de l'application industrielle est l'affaire des professions et des entreprises. Il est certain que dans le premier de ces domaines, nous allons devoir intensifier considérablement notre effort, et cela par le canal du Fonds national pour la recherche scientifique.

Son directeur et ses collaborateurs, qui font un excellent travail, sont en train de procéder à l'étude d'un aménagement général de l'effort, car la Confédération va devoir participer financièrement aux travaux entrepris par les universités cantonales sur le plan de la recherche. Toutefois, elle ne doit le faire qu'à condition de ne pas nuire à l'autonomie des universités cantonales mais en exigeant une ordination des efforts.

Un effort de coordination sera donc nécessaire sur l'ensemble de notre petit territoire, effort qui se traduira par une dépense de l'ordre de plusieurs centaines de millions de francs par année; actuellement, notre effort dans ce domaine se chiffre à une centaine de millions!

Il y a donc là un effort nouveau. D'autre part, l'instruction supérieure et professionnelle sur la base des articles constitutionnels actuellement soumis à l'appréciation du peuple va aussi provoquer des interventions nouvelles.

Je prends le simple domaine de la biologie, par exemple. On voit se dessiner des perspectives sur le centre de Genève. Sur Lausanne, il y a des perspectives concernant la fission atomique ou le plasma. Berne fait de magnifiques efforts concernant la lutte contre le cancer. La chimie elle-même est le fief de Bâle. La neurologie, etc., celui de Zurich, et les efforts de tendance commerciale et autres sont le fait de Saint-Gall.

Nous devons ces années prochaines nous attendre à devoir participer massivement aux efforts des cantons si nous voulons continuer la formation supérieure, universitaire et polytechnique. Il y aura un effort de coordination minimum que vous définirez vous-mêmes à l'occasion de la discussion des lois mais du point de vue financier cela va se traduire par quelques centaines de millions de dépenses supplémentaires permanentes. Il ne faut pas se faire d'illusions.

Il y a aussi le problème de l'hygiène publique, d'un effort pour l'épuration des eaux qui se pose sur le plan national et aussi dans le respect de certaines conventions internationales.

Quant à la protection civile, vous avez vu le sort qu'on a fait aux propositions du Conseil fédéral qui étaient pourtant considérées comme valables. Nous devons faire des efforts supplémentaires à ceux que nous avions prévus et il en va de même dans d'autres domaines, sans parler encore des crédits que l'armée nous demandera et qui sont relativement élevés.

Le Conseil fédéral, soucieux non seulement de la situation d'aujourd'hui mais aussi de son devoir de faire un effort complémentaire solidaire dans la compensation financière intercantonale est inquiet de voir que l'on pense alléger l'effort que font les citoyens pour alimenter la Caisse fédérale. Il pense qu'il y a quatre considérations que nous devons aussi capter pour aboutir à une option concernant les principes de l'effort d'allègement et pour fixer ensuite la quotité de l'allègement éventuel.

La première considération — votre collègue, M. Bachmann, l'a relevé — c'est l'appréciation du déficit du bilan.

Naturellement que si l'on considère la situation actuelle et le montant du déficit du bilan en fonction de la situation d'aujourd'hui, on peut être relativement bien impressionné. Mais il ne faut pas oublier qu'il faudrait dix ans encore d'une situation inchangée pour abaisser le déficit à ce qu'il était à l'époque merveilleuse de 1913.

On peut penser qu'il n'est pas nécessaire d'abaisser le déficit du bilan à zéro. Mais tout de même il faut créer des réserves de crédit et cela peut se faire en abaissant ce déficit au moins à 2 milliards.

Il est indispensable aussi de créer des réserves en période de conjoncture favorable, quelle que soit leur forme.

Le Conseil fédéral, responsable non seulement de l'équilibre d'aujourd'hui mais de celui de demain, vous rend attentifs à cet élément qui est tout de même à considérer. Je sais bien que lorsqu'on parle de déficit du bilan, on peut dire, comme l'a très mathématiquement et justement exprimé votre collègue M. Bachmann, que la relation entre le montant du déficit du bilan et les pouvoirs de travail représentés par le revenu national annuel du pays s'améliore chaque année. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a un troisième élément qui intéresse chacun: c'est le pouvoir d'achat de l'argent qui lui malheureusement diminue par suite des abus des marges et des excès de prix pratiqués par rapport à la valeur intrinsèque du franc et la réelle formation du prix de revient.

On ne peut pas oublier ce troisième élément lorsqu'on examine la situation dans sa totalité!

C'est aussi pour cette raison que la surchauffe économique ne doit pas être méconnue; deuxième élément. Si l'on tient compte des théories et des volontés d'abaissement de la température économique, on se trouve devant des problèmes très délicats. Encore dernièrement, à Lausanne, de grands économistes et financiers, parlant par la voix de M. le professeur Lutz, ont exprimé la réalité que le bénéfice des comptes annuels et l'abaissement du déficit sont des moyens de freiner la surchauffe économique en période de conjoncture favorable.

Il est certain — et tout à l'heure M. Odermatt l'a rappelé — qu'il existe aussi — troisième élément — un problème de compensation entre les régions économiques «déprimées» et celles «surprimées». Dans ce domaine-là, le Conseil fédéral pense que la compensation différenciée doit être plus prononcée même dans les lois où l'éventail des possibilités d'entraide entre les régions «économiquement déprimées» et les régions «surprimées» n'est pas

très grand, où l'éventail va de 20 à 40%. Il y a là encore des efforts supplémentaires à faire étant donné qu'en Suisse, aujourd'hui, certaines régions ne peuvent pas bénéficier de l'entraide de la Confédération parce qu'elles ne sont pas à même de fournir la prestation première qu'on leur demande. Il est des communes, des cantons, des régions et même des consortiums agricoles qui ne peuvent utiliser les possibilités d'entraide et de solidarité parce qu'ils ne sont pas à même, vu leur situation financière, de verser les prestations minimales demandées. Il faudrait donc aussi trouver le moyen d'aider ces gens-là!

J'ai parlé tout à l'heure de la perte du pouvoir d'achat de l'argent. Je pense qu'il ne faut pas l'oublier non plus et que dans la lutte que nous menons pour le maintien de ce pouvoir un abaissement des impôts n'est pas souhaitable. C'est la quatrième raison qui s'oppose à un abaissement des impôts.

Naturellement que si l'on étudie la situation actuelle et la situation future dans cette perspective, on aboutit à la conclusion que les charges nouvelles de la Confédération vont augmenter et que, par ailleurs aussi, les revenus et les fortunes vont également hausser. C'est la comparaison entre les deux croissances qui va nous permettre de dire s'il est encore possible d'alléger la charge fiscale directe en modifiant l'impôt pour la défense nationale ou non.

Permettez-moi de relever que l'on pense très souvent que la Confédération peut encore faire des efforts d'allègement nouveaux dans certains domaines alors qu'elle les a déjà réalisés. On a parlé entre autres aussi du nombre des assujettis. Nous y reviendrons tout à l'heure lorsque nous discuterons l'article 8.

Pour toutes ces raisons, malgré le plaisir qu'il aurait à vous dire qu'il vous propose d'abaisser sensiblement l'effort fiscal, par l'entremise de l'impôt pour la défense nationale, le Conseil fédéral doit vous conseiller de vous en tenir aux propositions du Conseil national. Telle est son attitude, telle est sa volonté.

Il n'en reste pas moins que les fonctions qui sont propres à chacun de nous, vous, membres du Conseil des Etats et nous, membres de l'exécutif, sont telles que les perspectives doivent être souvent différentes. Mais il importe à un moment donné de décider quelle est la perspective la meilleure dans l'intérêt général futur et c'est vous, vu votre compétence et votre expérience, qui pouvez dire au Conseil fédéral quel est le devoir qu'il aura le plaisir de remplir.

Meier, Berichterstatter: Nach den Ausführungen des Chefs des Finanzdepartementes möchte ich mir nur einige wenige Bemerkungen gestatten, dahingehend, dass die Kommission ihre Beschlüsse immerhin in Kenntnis der Aufgaben und Verpflichtungen des Bundes fasste. Es ist sicher richtig, dass der Vertreter des Bundesrates auf diese Tatsache aufmerksam machte. Ich möchte aber an eine andere Gegebenheit erinnern. Es ist eben so, dass der Bund nur bis Ende 1964 über seine bedeutenden Einnahmequellen verfügt. Es ist nun Aufgabe des Parlamentes, die Verlängerung der geltenden Bundesfinanzordnung so vorzubereiten, dass Volk und Stände dieser Vorlage zustimmen können. Das war der Wille und die Zielsetzung der Kommission, wird es aber wohl auch im Ständerat sein, wenn wir dieser Vorlage zustimmen. Wir wollen die Voraussetzungen schaffen, die es ermöglichen werden, dass der Bund seine Finanzquellen auch ab 1. Januar 1965 in durchaus ergiebigem Masse zur Verfügung hat. Es sind also politisch gestaltete Ueberle-

gungen, die uns dazu führten, in Abänderung des Antrages und der Stellungnahme des Bundesrates hier nun gewisse Steuererleichterungen zu bieten, und dabei auch solche, die bereits für die geltende Wehrsteuerperiode in Kraft gesetzt werden können.

Auf diese Verschiedenheiten der Betrachtungsweise wollte ich doch noch hinweisen.

Ziffer Ibis, Ingress

Art. 8, Abs. 3, Ingress und Lit. a und b, Ziffer 1

Antrag der Kommission

Ziff. Ibis, Ingress

Artikel 8, Absatz 3, der Uebergangsbestimmung der Bundesverfassung wird mit Wirkung ab 1. Januar 1965 wie folgt geändert und ergänzt:

Art. 8, Abs. 3

Der Bundesratsbeschluss über die Erhebung einer Wehrsteuer wird für nach dem 31. Dezember 1964 beginnende Steuerjahre wie folgt geändert:

Lit. a

(Unverändert.)

Lit. b, Ingress

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Ziffer 1

Der Abzug für verheiratete Personen beträgt 2000 Franken; der Abzug für jedes Kind unter 18 Jahren, für das der Steuerpflichtige sorgt und für jede von ihm unterhaltene unterstützungsbedürftige Person, mit Ausnahme der Ehefrau, beträgt 1000 Franken; befindet sich das Kind in der Berufslehre oder im Studium, so kann der Abzug auch nach Vollendung des 18. Altersjahres gemacht werden.

Chiffre Ibis, préambule, et art. 8, al. 3, préambule, lettre a, lettre b, chiffre 1

Proposition de la commission

Chiffre Ibis, préambule

L'article 8, alinéa 3, des dispositions transitoires de la Constitution fédérale est modifié et complété comme il suit, avec effet dès le 1er janvier 1965:

Art. 8, al. 3

L'arrêté du Conseil fédérale concernant la perception d'un impôt pour la défense nationale est modifié comme il suit, pour les années fiscales commençant après le 31 décembre 1964:

Lettre a

(Texte inchangé.)

Lettre b, préambule

Adhérer à la décision du Conseil national.

Chiffre 1

La déduction pour personnes mariées s'élève à 2000 francs; la déduction pour chaque enfant au-dessous de 18 ans dont le contribuable a le soin et pour chaque personne nécessitée à l'entretien de laquelle il pourvoit, à l'exception de sa femme, s'élève à 1000 francs. Si l'enfant fait un apprentissage ou des études, la déduction peut avoir lieu aussi après qu'il a atteint 18 ans;

Meier, Berichterstatter: Hier beantragen wir Ihnen in erster Linie, der Erhöhung der Sozialabzüge, die der Nationalrat vorgenommen hat, zuzustimmen. Nach geltendem Recht besteht ein Abzug für verheiratete Personen von 1500 Franken; der Nationalrat hat diesen Betrag erhöht auf 2000 Franken. Gleichzeitig hat er den Kinderabzug auf 1000 Franken verdoppelt. Wir beantragen Ihnen Zustimmung.

Hingegen beantragen wir Ihnen, den letzten Satz dieses Abschnittes: «Befindet sich das Kind in der Berufslehre oder im Studium, so kann der Abzug gemacht werden, bis es 25 Jahre alt ist», anders zu fassen «... so kann der Abzug auch noch nach Vollendung des 18. Altersjahres gemacht werden». Gegenüber dem geltenden Recht wäre die Fassung des Nationalrates eine Einschränkung indem die Begrenzung bis zum 25. Altersjahr bis heute nicht gegolten hat. Der Antrag der Kommission führt dazu, dass diese Begrenzung nicht neu festgelegt wird. Die Kommission beantragt Ihnen, dieser Aenderung zuzustimmen.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral est tout à fait d'accord avec la proposition de votre commission, qui lui paraît juste et sage.

Angenommen — Adopté.

Art. 8, Abs. 3, Lit. b, Ziffer 2 und Lit. c, d und e

Antrag der Kommission

Lit. b, Ziffer 2, Ingress

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Text: bis 7699 Franken Einkommen 0 Franken; für 7700 Franken Einkommen 17 Franken.

Für den Rest: Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Lit. c und d

(unverändert)

Lit. e (neu)

Die nach den Buchstaben b, c und d geschuldeten Wehrsteuern werden um 10 Prozent ermässigt.

Art. 8, al. 3, lettre b, chiffre 2, et lettres c, d et e

Proposition de la commission

Lettre b, chiffre 2, préambule

Adhérer à la décision du Conseil national.

Texte: jusqu'à 7699 francs de revenu, à 0 franc; pour 7700 francs de revenu, à 17 francs.

Pour la reste: Adhérer à la décision du Conseil national.

Lettres c et d

(Texte inchangé.)

Lettre e (nouvelle)

Les impôts dus selon les lettres b, c et d sont réduits de 10% ;

Meier, Berichterstatter: Wie bereits darauf hingewiesen, haben wir in den Uebergangsbestimmungen dieses Artikels den Wehrsteuertarif eingebaut. Wir müssen deshalb, wenn wir Steuererleichterungen gewähren wollen, hier den Artikel 8 auf Verfassungsebene revidieren. Der Nationalrat hat beschlossen, von 1965 an eine Streckung des Tarifes vorzunehmen. Sie sehen diesen Beschluss des Nationalrates in der synoptischen Darstellung.

Ihre Kommission entschloss sich dann, hier noch eine ergänzende Korrektur anzubringen. Währenddem der Nationalrat die Steuerpflicht bei 7000 Franken Einkommen eintreten liess, beantragen wir Ihnen, diese Grenze auf 7700 Franken zu erhöhen. Die Steuerpflicht beginnt dann mit dem Betrage von 7700 Franken und erfordert eine Steuerleistung von 17 Franken. Es ist also eine Erhöhung für den Eintritt in die Besteuerung eingebaut.

Zweitens ist in der unteren Stufe eine Streckung von 20 Prozent vorgenommen worden. Sie sehen dann bei Litera e noch das, was die Kommission unseres Rates Ihnen zusätzlich beantragt, nämlich über diese Erstreckung hinaus noch einen Rabatt von 10 Prozent zu gewähren. Die Erstreckung ist wohl das richtige, wie es bereits betont wurde, um der kalten Progression Herr zu werden. Der Rabatt von 10 Prozent hingegen ist ein allgemeines Entgegenkommen des Bundesfiskus gegenüber allen Steuerpflichtigen. Sie sehen, dass bei Litera e die Gruppen nach den Buchstaben b, c und d mit eingeschlossen sind. Die Litera b, die wir jetzt behandeln, enthält die Steueransätze für die natürlichen Personen. Die Litera c enthält die Ansätze für die juristischen Personen, und Litera d enthält die Ansätze für die Wehrsteuer auf Rückbezügen und Rabatten auf Warenbezügen von Genossenschaften. Die Kommission ist nach längerer Diskussion dazu gekommen, Ihnen zu beantragen, diesen Rabatt allgemein zu gewähren, also allen Gruppen der Buchstaben b, c und d. Ich möchte darauf aufmerksam machen, dass in der Kommission anfänglich eine Differenz bestand, indem eine starke Minderheit die steuerliche Entlastung im Sinne eines Rabattes den juristischen Personen nicht gewähren wollte. Die Kommission fand sich dann in einem Kompromiss, nachdem Kollege Bachmann seine weitergehenden Anträge zurückgezogen hat. In dem Sinne beantrage ich Ihnen, dem Antrag der Kommission zuzustimmen, der also in erster Linie eine Erstreckung des Tarifes vorsieht, und zweitens einen Rabatt von 10 Prozent, sowohl gegenüber den natürlichen wie auch gegenüber den juristischen Personen zu gewähren. Die Kommission beantragt dies einstimmig.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Permettez-moi de vous exposer brièvement la position du Conseil fédéral à l'égard de ces propositions.

Je suis en quelque sorte obligé de le faire car certains éléments concernant la progression froide ont été mal enregistrés dans le sténogramme du Conseil national; il importe d'autant plus de préciser ces éléments que le projet issu des délibérations de l'Assemblée fédérale sera soumis à la votation populaire.

La lettre b, chiffre 2, fixe le tarif de l'impôt de défense nationale.

Les calculs que nous avons fait effectuer prouvent que la progression froide — que le Conseil national vous propose d'éliminer et que votre commission accepte d'éliminer par le moyen d'un étirement de 20 pour cent pour les revenus inférieurs et de 10 pour cent pour les revenus supérieurs — ne s'est pas encore manifestée, contrairement à l'affirmation diffusée d'une manière répétée par la presse à l'adresse de nos concitoyens.

En effet, si l'on compare par exemple les revenus et les charges des années 1959 et 1962, on constate que pour les revenus de 10 000 francs le taux s'élève à 0,49 pour cent en 1959 et à 0,46 pour cent en 1962. Il n'y a donc pas progression mais plutôt régression de l'impôt. Il en est de même pour les revenus de 20 000 francs, pour lesquels le taux d'impôt passe de 1,23 pour cent en 1959

à 1,17 pour cent en 1962. Pour les revenus de 30 000 francs, les taux sont respectivement de 2,31 et 2,20 pour cent. Il n'y a donc pas eu de progression froide entre 1959 et 1962.

Je tiens à préciser qu'en revanche, une certaine progression froide va se manifester dès 1963. Un étirement minimum de 10 pour cent couvrira donc totalement la progression froide non seulement pour les années 1963 et 1964, mais également pour plusieurs années à venir. On ne peut dire jusqu'à quand car il est impossible de prévoir l'évolution des revenus, qui dépendra de la politique des traitements et des salaires, ni l'évolution du coût de la vie.

De son côté, le Conseil national a augmenté de 20 pour cent la limite inférieure et de 10 pour cent la limite supérieure. La proposition a également été faite d'étirer chacune de ces limites de 20 pour cent mais elle n'a pas été acceptée.

Vous avez pratiquement fait l'unanimité de la commission en vous ralliant à la proposition du Conseil national acceptée par le Conseil fédéral. Mais c'est ici qu'intervient une divergence d'ordre pratique. En plus de l'étirement, votre commission propose un rabais qui s'appliquerait à toutes les personnes physiques et morales non seulement dès 1965 mais également à la période 1963-1964. On peut dire que, ce faisant, votre commission concrétise la volonté des initiateurs dits de Zurich, tout au moins dans sa substance.

Cette proposition dépasse ce que le Conseil fédéral estime justifié. En soi, un allègement général sous forme de rabais est une mesure plus juste et plus équitable qu'un étirement de 20 pour cent. Le Conseil fédéral reconnaît que la nuance que vous apportez dans la correction de la situation actuelle est plus équitable que la proposition des initiateurs tendant à abaisser les impôts de 20 pour cent ou celle qui tend à un étirement total de 20 pour cent. C'est pourquoi le Conseil fédéral estime équitable la nuance apportée par votre commission si l'on se place dans la perspective du succès de la votation populaire par rapport à la proposition que fait l'initiative elle-même.

Un autre élément important est l'augmentation du minimum, proposée par la commission. L'on rejoint ici les réflexions émises tout à l'heure par M. Odermatt, conseiller aux Etats, qui considère le nombre des assujettis à l'IDN ; l'on rejoint également la thèse de ceux qui veulent faire entrer dans le calcul la totalité des dégrèvements.

Les propositions du Conseil national provoqueront un allègement de 33,9 millions, si l'on se base sur les enregistrements faits pour la dernière période IDN connue. Votre commission propose, pour la période 1963/1964, un allègement total de 33,8 millions. Il s'ensuit que l'allègement qui résulterait de l'octoi d'un rabais de 10% à partir de 1963 déjà équivaldrait à peu près à celui qui découlerait de la proposition du Conseil national. Toutefois, à partir de 1965, la proposition du Conseil national, à laquelle vous vous êtes ralliés, et celle formulée par votre commission en ce qui concerne le rabais provoqueraient une diminution de 63,8 millions sur une recette totale de l'IDN de 322 millions. Par ailleurs, la moins-value qu'aurait pour conséquence l'adoption de l'initiative du comité de Zurich serait de l'ordre de 68,2 millions. Il s'ensuit que, pratiquement, les conséquences financières de l'effort d'allègement seraient équivalentes dans l'un et l'autre cas.

Une autre conséquence inquiète le Conseil fédéral, conséquence qui se manifesterait dans les premières années mais se corrigerait au cours des années suivantes par suite de l'évolution des revenus. Je veux parler de la diminution du nombre des contribuables qui découlerait du rehaussement du revenu minimum imposable. Si l'on se base sur la période 1959/1960, la dernière dont nous connaissons les résultats, on constate que le nombre des contribuables (personnes physiques) imposables diminuerait, par l'effet de la proposition du Conseil national, de 357 000 et serait par conséquent ramené à 696 000. En d'autres termes, le nombre des assujettis, qui était de 1 053 000 en 1959/1960, diminuerait d'un tiers, pendant un certain temps tout au moins, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'augmentation des revenus ferait de nouveau franchir à certains d'entre eux le seuil de l'assujettissement.

Il vous intéressera sans doute de savoir que la proposition de votre commission aurait pour effet de porter le nombre des contribuables à 888 000 dès 1963 et à 583 000 dès 1965 par l'effet de la proposition combinée: étirement et rabais. Le nombre des assujettis — personnes physiques — serait ainsi diminué de moitié pendant quelques années! Ce phénomène, quoique passager, inquiète le Conseil fédéral car il semble faire de l'IDN un impôt de classe.

Mes collaborateurs ont préparé des graphiques — qui sont quelquefois plus éloquentes que des tableaux de chiffres et qui expriment en traits et en chiffres l'effet des différentes propositions par rapport au barème de 1959. La ligne violette supérieure du graphique 1 exprime la situation actuelle de l'IDN. Les lignes rouges indiquent les modifications prévues à partir de 1965, les lignes vertes celles prévues pour 1963 et 1964 ; les lignes rouges et vertes continues marquent les effets des propositions de votre commission. Les lignes vertes en tirets indiquent l'effet des propositions du comité de Zurich. Enfin, les lignes rouges en tirets et points indiquent la charge résultant de la décision du Conseil national.

Toutes ces lignes concernent le tarif général. Les graphiques indiquent également les charges pour le contribuable célibataire, le contribuable marié sans enfant et le contribuable marié avec trois enfants. L'examen de ces graphiques vous permet de vous faire une idée précise des conséquences de diverses solutions proposées, y compris de celles préconisées par votre commission.

Dans le diagramme, les lignes rouges se distancent plus ou moins des lignes violettes et vertes suivant l'importance des charges de famille. Il met en évidence un effort d'allègement social très prononcé, que le Conseil fédéral est heureux d'approuver.

Le diagramme 4 montre le montant des impôts des catégories supérieures de 40 000 à 140 000 francs de revenus. Nous nous bornons ici au cas du célibataire et constatons que les déductions pour charges de famille ne sont plus aussi frappantes pour les gros revenus que pour les revenus moyens et les petits revenus. Je pense que c'est là aussi la volonté que votre commission a voulu exprimer dans sa proposition.

Dans les diagrammes 1 et 4, vous voyez que la ligne qui exprime la force de l'initiative de Zurich — traits verts — et celle qui exprime la volonté du Conseil national — traits rouges — s'entrecroisent à plusieurs reprises. Lorsque la ligne verte est au-dessous de la ligne rouge, cela signifie que le contribuable devrait payer plus en 1965 qu'en 1963 et en 1964. On aurait là une situation désagréable pour certains!

En revanche, si l'on examine tout le diagramme, on doit reconnaître mathématiquement et objectivement que les propositions de votre commission — lignes continues verte et rouge — montrent que les dégrèvements prévus pour 1963/1964 sont harmonisés à ceux qui suivront à partir de 1965 et qu'il n'y a pas de rupture, pas d'entrecroisement des efforts. Il y a donc une solution nuancée, très juste, et qui s'approche du maintien de l'équilibre actuel, avec les corrections complémentaires que votre commission vous propose.

Voilà, Messieurs, encore quelques éléments à considérer dans le cadre de la situation actuelle et des divergences de position du Conseil national, de votre commission et de l'initiative de Zurich.

En conclusion, il vous reste à apprécier quelle est la proposition la meilleure et dans quelle mesure elle tient compte de la volonté de maintenir des ressources fiscales suffisamment élevées pour couvrir non seulement les besoins actuels mais les besoins futurs, tout en considérant l'hypothèque que représente le référendum obligatoire. Cette hypothèque est une réalité avec laquelle nous devons et voulons volontiers compter. Nous n'avons reçu aucune communication concernant la question de savoir si les initiateurs sont prêts à retirer leur initiative, ce qui est prévu dans le texte de celle-ci, dans le cas où les propositions de votre commission seraient aussi approuvées par le Conseil national. Nous n'avons donc aucune sûreté à ce sujet.

Le président: Le Conseil fédéral s'oppose, tout comme le Conseil national, à la proposition de votre commission consignée sous lettre *b*, chiffre 2, et sous lettre *e*, c'est-à-dire une exonération d'impôt jusqu'à 7699 francs de revenu et de réduire tous les impôts de 10%. Nous voterons donc en une seule fois les deux propositions.

Abstimmung — Vote

| | |
|--------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Kommission | 37 Stimmen |
| Für den Antrag des Bundesrates | 2 Stimmen |

Ziffer Iter, Art. 8, Abs. 3, lit. f

Antrag der Kommission

Ziffer Iter, Ingress

Artikel 8, Absatz 3 der Uebergangsbestimmungen der Bundesverfassung wird mit Wirkung für die Steuerjahre 1963 und 1964 wie folgt ergänzt:

Art. 8, Abs. 3, lit. f.

Die nach den Buchstaben *b*, *c* und *d* für die Jahre 1963 und 1964 geschuldeten Wehrsteuern werden um 10 Prozent ermässigt. Jahressteuern nach Buchstabe *b*, die weniger als 15 Franken betragen, werden nicht erhoben. Der Bundesrat erlässt die erforderlichen Ausführungsbestimmungen; er bestimmt die Voraussetzungen, unter denen zuviel entrichtete Steuerbeträge zurückerstattet werden.

Chiffre Iter, art. 8, al. 3, lettre f

Proposition de la commission

Chiffre Iter, préambule

L'article 8, alinéa 3, des dispositions transitoires de la Constitution fédérale est complété comme il suit, avec effet pour les années fiscales 1963 et 1964:

Art. 8, al. 3, lettre f

Les impôts dus selon les lettres *b*, *c* et *d* pour les années 1963 et 1964 sont réduits de 10 pour cent. Les im-

pôts annuels selon la lettre *b* qui n'atteignent pas 15 francs ne sont pas perçus. Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution nécessaires; il fixe les conditions auxquelles les montants d'impôt perçus en trop sont remboursés.

Meier, Berichterstatter: Was Ihr Rat jetzt beschlossen hat, gilt ab 1. Januar 1965. Was wir jetzt zur Diskussion stellen, sind Steuererleichterungen für die gegenwärtige 12. Wehrsteuerperiode (Jahre 1963 und 1964). Ihre Kommission beantragt Ihnen, hier einen Rabatt von 10 Prozent zu gewähren. Diese Ermässigung wird so gestaltet, wie wir das bereits für die Wehrsteuern ab 1965 besprochen haben, nur dass hier diese Rabattleistung bzw. Ermässigung allein dasteht und nicht mit der Erstreckung des Tarifs verbunden ist. Es ist also eine Ermässigung von 10 Prozent auf all den Ansätzen, die wir oben schon erwähnt haben, nur in dem Sinne isoliert, dass es hier keine Tarifstreckung gibt.

Die Kommission hat sich zu diesem Antrag entschlossen, um eben das zu erreichen, was wir bereits erwähnt haben, nämlich eine günstige Voraussetzung für die Annahme der Bundesfinanzordnung, die ab 1965 Geltung haben soll. Der Antrieb dazu ist auch die Tatsache, dass die Abschlüsse der eidgenössischen Staatsrechnung sich derart zeigen, dass ein Entgegenkommen gegenüber den Steuerpflichtigen in der geltenden Wehrsteuerperiode verantwortet werden kann.

Bedeutsam ist der zweite Satz, wonach der Bundesrat die erforderlichen Ausführungsbestimmungen erlässt und die Voraussetzungen bestimmt, unter denen zu viel ausgerichtete Steuerbeträge zurückerstattet werden. Bei der heutigen Zusammensetzung der Steuerpflichtigen werden die kantonalen Wehrsteuerverwaltungen sicher enorme Schwierigkeiten haben, den Rabatt auf die steuerlichen Leistungen zu gewähren, besonders bei den Fremdarbeitern und bei solchen, die ihren Wohnsitz verschoben haben, oder dort wo sich die Familienverhältnisse veränderten. Es ist darum notwendig, dass diese Reserve hier eingebaut wird, und wir hoffen sehr, dass es dem Bundesrat gelingen wird, durch die Zusammenarbeit der eidgenössischen Steuerverwaltung mit den kantonalen Steuerbehörden Lösungen zu finden, die verhältnismässig ertragen werden können. Ich bitte Sie dringend, diesem zweiten Satz zuzustimmen.

Ihre Kommission hat, um auf das Ganze zurückzukommen, sehr eingehend darüber diskutiert, ob dieser Rabatt nur den natürlichen Personen oder allen Steuerpflichtigen zugute kommen soll, die bereits nach Ziffer 2 ab dem Steuerjahr 1965 Erleichterungen haben. Auch hier hat sich die Kommission zu einem einstimmigen Antrag entschliessen können, nachdem man sich doch sagen musste, dass die Konzentration auf die natürlichen Personen allein sicher nicht ein richtiges, kongruentes Bild zu den heutigen wirtschaftlichen Verhältnissen in unserem Lande geboten hätte. Wir konnten uns umsomehr zu dieser allgemeinen Leistung entschliessen, als die weitergehenden Anträge zurückgezogen wurden. Ich kann Ihnen im Namen der einstimmigen Kommission beantragen, dieser Litera *f* zuzustimmen.

M. Bonvin, conseiller fédéral: Il est de mon devoir de vous exposer la perspective dans laquelle le Conseil fédéral voit ce problème.

Votre commission étant unanime, je suis bien conscient que la solution qu'elle vous propose est déjà acquise. Cependant, comme l'a très bien dit le président de

la commission, les conséquences de la rétroactivité pour la période 1963/1964 seront beaucoup plus lourdes qu'elles ne le paraissent au premier abord. Deux éléments sont à considérer. Le premier concerne les ouvriers étrangers travaillant en Suisse. Comme vous le savez, la législation fiscale varie d'un canton à l'autre. Si c'est heureux à certains égards, une homogénéisation est souhaitable dans ce domaine.

Il est très difficile de ristourner des impôts sur la base de législations fiscales différentes. Certains cantons connaissent la procédure normale de l'assujettissement individuel. L'administration cantonale des impôts inscrit alors dans ses rôles le nom de chaque ouvrier et employé étranger, qui paie individuellement ses impôts. D'autres cantons retiennent les impôts à la source, avec inscription nominale des assujettis. Dans d'autres enfin, l'impôt cantonal et l'impôt de défense nationale sont retenus globalement par entreprise et versés en bloc au canton. Le canton envoie au fisc fédéral le montant global des retenues concernant l'IDN en opérant une réduction pour couvrir ses frais. Dans ces conditions, il est très difficile de ristourner à chaque personne le montant qui lui revient pour la période 1963/1964. C'est pourquoi le Conseil fédéral, tout en estimant cet allègement équitable pour les personnes physiques, vous demande une certaine compétence à ce sujet. De l'avis de l'administration fédérale des impôts, lorsque la décision sera prise par les deux conseils, il est préférable de diminuer le montant de l'impôt pour la défense nationale là où il n'y a pas possibilité d'en ristourner facilement une partie à chaque personne avant le vote du peuple déjà. Je tiens à le déclarer ici, car il ne sera pratiquement pas possible de procéder autrement. Nous ne voyons pas d'autres solutions pratiques, pour les ouvriers étrangers travaillant dans un canton où le paiement individuel est impossible en raison de la législation fiscale en vigueur, que celle qui consistera à abaisser de 10 pour cent la part de l'IDN déjà lorsque la décision sera prise par l'Assemblée fédérale et ceci avant la votation populaire.

Un autre élément du problème est l'extension aux personnes morales de l'application du principe de l'allègement pour 1963/1964 déjà. Nous avons eu l'occasion d'exprimer devant la commission le souci que nous causerait une telle décision, qui serait en opposition totale avec notre effort d'apaisement conjoncturel.

La conjoncture est due en grande partie à un excès des prix. Or, les prix payés jusqu'à maintenant en 1963 et ceux qui seront payés jusqu'à la fin de 1964 comprennent déjà dans leurs composants l'impôt pour la défense nationale sur la base du tarif actuel, sans rabais! Cet impôt est déjà compris dans les prix et nous nous demandons s'il ne serait pas possible et souhaitable — dans l'affirmative le problème serait différent — de faire bénéficier le consommateur d'un allègement des prix et de la marge des bénéfices pour un montant correspondant à la part de l'IDN supprimée? Cela ne paraît pas vraisemblable! En théorie, un allègement en faveur des personnes morales est donc contraire à notre effort d'apaisement conjoncturel. Il reste aux responsables de la formation des prix la possibilité d'abaisser ces derniers dans une mesure correspondant à l'allègement, de manière que chaque personne physique en bénéficie à titre de consommateur! Qui voudra le faire?

Voilà les deux éléments qui ont empêché le Conseil fédéral de se rallier d'une part à la proposition tendant à alléger l'IDN pour la période 1963/1964, c'est-à-dire avant la fin du régime financier actuel, d'autre part à

l'extension de cet allègement aux personnes morales. Il est certain que de très nombreuses entreprises, particulièrement celles qui connaissent des difficultés de trésorerie, seraient heureuses d'obtenir cette part d'allègement qui, sans être très importante, n'en serait pas moins intéressante pour elles.

Reste le problème majeur de l'appréciation du succès du référendum obligatoire. A cet égard, on peut dire que si les propositions de votre commission sont acceptées par votre Conseil, puis par le Conseil national, le projet issu de l'Assemblée fédérale se rapprochera très sensiblement de celui des initiateurs de Zurich, tout en étant plus juste et plus équitable que ce dernier. Votre volonté est de favoriser cette réussite.

Abstimmung — Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Kommission | 36 Stimmen |
| Dagegen | 2 Stimmen |

Ziffer Iquater

Antrag der Kommission

Abs. 1

Die in den Ziffern I und Ibis genannten Bestimmungen treten am 1. Januar 1965 in Kraft.

Abs. Ibis

Die in Ziffer Iter genannte Bestimmung tritt rückwirkend auf den 1. Januar 1963 in Kraft.

Abs. 2

Im übrigen bleibt die bisherige Fassung von Artikel 8, Absatz 3 der Uebergangsbestimmungen der Bundesverfassung weiterhin anwendbar für die Wehrsteuern der Jahre 1959 bis 1964.

Chiffre Iquater

Proposition de la commission

Al. 1

Les dispositions mentionnées aux chiffres I et Ibis entrent en vigueur le 1er janvier 1965.

Al. Ibis

La disposition mentionnée en chiffre Iter entre en vigueur avec effet rétroactif dès le 1er janvier 1963.

Al. 2

Au surplus, l'ancienne teneur de l'article 8, alinéa 3, des dispositions transitoires de la Constitution fédérale continue à être applicable pour les impôts des années 1959 à 1964.

Angenommen — Adopté.

An den Nationalrat — Au Conseil national

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1963 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | II |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Sommersession |
| Session | Session d'été |
| Sessione | Sessione estiva |
| Rat | Ständerat |
| Conseil | Conseil des Etats |
| Consiglio | Consiglio degli Stati |
| Sitzung | 03 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 11.06.1963 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 174-184 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 755 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**8778. Kapitalinvestitionen. Abschluss
von Abkommen**
Investissements de capitaux.
Conclusion de traités

Siehe Seite 261 hiervor – Voir page 261 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 23. September 1963
Décision du Conseil national du 23 septembre 1963

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 32 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

**8794. Förderung des sozialen Wohnungs-
baues. Erhöhung des Kredites**
Encouragement à la construction de logements
à caractère social. Augmentation du crédit

Siehe Seite 262 hiervor – Voir page 262 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 17. September 1963
Décision du Conseil national du 17 septembre 1963

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 29 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

8470. Finanzordnung des Bundes.
Verlängerung
Régime financier de la Confédération.
Prolongation

Siehe Seite 174 hiervor – Voir page 174 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 14. März 1963
Décision du Conseil national du 14 mars 1963

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 31 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

8625. Konzessionierte Bahnunternehmungen.
Annäherung von Tarifen
Entreprises de chemins de fer concession-
naires. Rapprochement des tarifs

Siehe Seite 236 hiervor – Voir page 236 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 19. September 1963
Décision du Conseil national du 19 septembre 1963

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 32 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

8686. Steueramnestie – Amnestie fiscale

Siehe Seite 187 hiervor – Voir page 187 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 19. März 1963
Décision du Conseil national du 19 mars 1963

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 26 Stimmen
Dagegen 6 Stimmen

An den Bundesrat — Au Conseil fédéral

Nachmittagssitzung vom 1. Oktober 1963
Séance du 1^{er} octobre 1963, après-midi

Vorsitz — Présidence: M. Fauquex

8779. Kranken- und Unfallversicherung.
Bundesgesetz (KUVG). Änderung
Assurance en cas de maladie et accidents.
Loi (LAMA). Modification

Botschaft und Gesetzentwurf vom 24. Mai 1963
(BBl I, 1249)

Message et projet de loi du 24 mai 1963 (FF I, 1273)

Beschluss des Nationalrates vom 24. September 1963
Décision du Conseil national du 24 septembre 1963

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Finanzordnung des Bundes. Verlängerung

Régime financier de la Confédération. Prolongation

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1963 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | III |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Herbstsession |
| Session | Session d'automne |
| Sessione | Sessione autunnale |
| Rat | Ständerat |
| Conseil | Conseil des Etats |
| Consiglio | Consiglio degli Stati |
| Sitzung | 07 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 8470 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 27.09.1963 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 269-269 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 037 826 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.